

André Franqueville

**D'UN PILLAGE A L'AUTRE,  
LA BOLIVIE**

(Version complète)

**L'INSTITUT FRANÇAIS DE RECHERCHE SCIENTIFIQUE  
POUR LE DÉVELOPPEMENT EN COOPÉRATION (ORSTOM)**

1997

Une version plus réduite de cet ouvrage fera l'objet d'une co-publication  
ORSTOM-KARTHALA sous le titre : La Bolivie, pauvreté, pillage et aide.

## INTRODUCTION

### DU PILLAGE DES RICHESSES A L'AJUSTEMENT DE LA PAUVRETÉ

Depuis les sommets enneigés des Cordillères des Andes, à plus de 6 500 mètres d'altitude, jusqu'aux plaines de l'Amazonie où l'eau et la terre se confondent, la fabuleuse diversité des paysages que propose la Bolivie ne laisse indifférent aucun voyageur. Qui donc n'a jamais été séduit par l'immense Altiplano où broutent lamas et alpagas, fasciné par le reflet éclatant des sommets dans les eaux du lac Titicaca aux étonnantes barques de *titora*, ou par les étendues infinies du Salar aux étranges polygones où l'horizon se perd ? Quel passionné de haute montagne n'a jamais rêvé de conquérir le Sajama, l'Illimani ou l'Illampu ? Ou, plus modestement, qui, depuis la falaise qui borde El Alto, n'est jamais resté émerveillé par le spectacle de la ville de La Paz au fond de sa vaste cuvette dont elle gravit aujourd'hui les pentes de toutes parts ? Et pourtant, en dépit d'incontestables atouts touristiques, la Bolivie demeure peu et bien mal connue, en particulier des Français qui la confondent régulièrement avec la Colombie. Est-elle donc trop petite, bien que deux fois grande comme la France, pour éveiller l'intérêt ? Ou bien trop de préjugés la rendent-ils a priori peu attirante, voire antipathique ?

C'est un fait que dans la littérature consacrée à l'Amérique latine, même celle de langue espagnole, la Bolivie n'est souvent qu'à peine mentionnée, toute l'attention revenant aux "grands" du sous-continent : Brésil, Argentine, Chili. Bien souvent elle ne mérite même pas d'être classée parmi les pays "moyens" aux côtés du Venezuela, de la Colombie, du Pérou ni même de l'Equateur pourtant moins étendu. Pis encore, elle a mauvaise réputation. Une fâcheuse instabilité politique chronique à base de coups d'état militaires à répétition et de dictatures sanglantes, l'affaire Klaus Altmann alias Barbie, reliquat de la collusion de ces dernières avec les nazis, une non moins fâcheuse renommée de pays producteur de cette cocaïne dont les Occidentaux essaient vainement d'endiguer le flot vers leurs côtes, tout cela compose en effet une bien triste image, celle d'un pays apparemment ingouvernable à cause de ses contradictions internes, et de surcroît non viable parce que sans atouts économiques suffisants.

Car c'est souvent là tout ce qu'en retiennent les médias et tout ce qu'en savent les personnes dites bien informées. Ajoutez-y l'échec de Che Guevara et de Régis Debray qui mit un terme aux espoirs révolutionnaires de la gauche internationale en Amérique du Sud, la dévalorisation de l'étain et l'épuisement des autres mines qui marginalisent définitivement la Bolivie des échanges mondiaux, une inflation vertigineuse restée dans toutes les mémoires bien qu'elle appartienne au passé, une tradition de luttes sociales sévères qui dissuade les investissements étrangers et même nationaux, et le tableau d'un pays sans véritable avenir est complet.

Et si cette situation n'était que la conséquence d'une pauvreté chronique génératrice d'instabilité, d'une pauvreté héritée d'une malheureuse histoire au cours de laquelle la Bolivie ne fut jamais maîtresse de son destin ?

Ce livre voudrait offrir au lecteur francophone une vision qui complète les présentations touristiques ou historiques disponibles sur ce pays : celle de ses aspects économiques et sociaux. Il propose quelques

clés pour comprendre un paradoxe qui ne laisse pas de surprendre le visiteur : la Bolivie est un pays splendide où il devrait faire bon vivre, d'une beauté grandiose encore trop peu connue, son peuple est des plus attachants et accueillants du continent, et pourtant, presque cent soixante quinze ans après l'indépendance, la pauvreté et le sous-développement sont encore le lot de la majorité de ses habitants.

Les éléments constitutifs de cette situation sont ici présentés et analysés avec le souci d'en rechercher les causes, mais aussi celui de montrer que, malgré tout, des évolutions se font jour, des forces nouvelles s'éveillent, propres à faire espérer un futur meilleur que le passé et que le présent, espoir encore bien fragile dans sa nouveauté. Derrière les multiples facettes de l'état du pays successivement abordées, se pose de façon lancinante, comme en toile de fond, l'énorme question toujours non résolue ici comme ailleurs, celle du développement et des alternatives possibles à la détresse actuelle. Celles-ci restent encore à inventer. Pauvres parmi les pays pauvres, la Bolivie est aussi l'un des mieux à même de participer à une telle invention, d'ouvrir et de mettre en oeuvre ces autres voies dont manque cruellement notre époque, au Sud comme au Nord.

Pillage des richesses et ajustement (structurel) de la pauvreté ne résument pas le destin des seuls peuples africains dont l'indépendance date d'hier seulement. C'est aussi le lot de bien des régions d'Amérique du Sud où l'indépendance, acquise depuis les débuts du XIX<sup>e</sup> siècle, n'a jamais signifié absence ni fin de la colonisation. Libéré de la domination espagnole en 1825, le Haut Pérou ne devint Bolivie que pour entrer, par bourgeoisie créole interposée, dans la sphère d'influence de l'empire britannique, puis, de nos jours, dans celle des Etats-Unis.

Pourquoi ce pays est-il aujourd'hui le plus pauvre du sous-continent ? Pourquoi son histoire a-t-elle été, jusqu'il y a peu, celle d'une incessante instabilité qui continue à desservir sa réputation ? Pourquoi se trouve-t-il parmi les plus impliqués dans la chaîne de production de la cocaïne ? Pourquoi la vie humaine y est-elle si courte ? Et pourquoi les enfants y meurent-ils si nombreux ?

Ici le cercle infernal de la pauvreté et de la malnutrition n'est pas encore brisé. Citadins et ruraux tentent, chacun à leur manière, d'y échapper dans une fuite souvent bien aléatoire et vaine. Où et comment trouveront-ils la sécurité, celle de l'alimentation, celle de la santé, celle même d'un avenir que, depuis quatre siècles, les forces qui mènent l'histoire semblent s'acharner à leur refuser ? Pourtant, les Boliviens se façonnent, dans une longue patience, un autre futur pour un nouveau pays, car la Bolivie véritable, celle qui appartiendrait enfin à ceux qui l'habitent, n'est pas encore née.

Ses peuples, dans la diversité de leurs cultures, portent en eux un message qui va bien plus loin que la troublante mélodie des flûtes andines. Ses ressources, malgré quatre siècles de pillage au profit des pays du Nord, ne sont pas épuisées. Tout reste possible, même le développement, mais un développement qui sera probablement autre que celui auquel on pense.

Après une brève évocation de ce que fut l'histoire économique de la Bolivie jusqu'à son aboutissement présent, la première partie de cet ouvrage montre la diversité culturelle et les tensions que porte en elle la société multiple de ce pays. La deuxième partie analyse les composantes de la pauvreté vécue au quotidien par la majorité des Boliviens, et en particulier la dénutrition, l'une des plus fortes du sous-continent. La troisième partie s'attache à démontrer que cette situation doit être attribuée moins à la persistance d'une agriculture dite "traditionnelle" qu'à l'inconséquence de choix passés et présents qui ont entravé le développement de celle-ci et mettent en péril la sécurité alimentaire de la majorité des

familles. Le thème central de l'ouvrage est bien, en effet, celui la question alimentaire, laquelle reste ici posée de façon cruciale. Sa gravité ne peut être comprise que replacée dans le contexte global d'une économie dont l'extraversion perdure depuis quatre siècles et qui reste, en vertu de la pensée néolibérale, l'objectif des dirigeants actuels. Sortir des contraintes de ce cadre est la première condition d'une réelle sécurité alimentaire en Bolivie.

Loin d'être terminée, l'histoire de la Bolivie commence à peine. D'autres choix sont possibles et seront faits par d'autres hommes, d'autres voies s'ouvrent, à peine encore explorées. Qui saura les discerner et encourager leur mise en oeuvre ? Qui osera les emprunter ? Et surtout l'Occident conquérant acceptera-t-il enfin que des valeurs et des façons de vivre autres que les siennes puissent exister et doivent être respectées, malgré la différence ?

## REMERCIEMENTS

Ce livre rend compte de connaissances recueillies au cours de neuf années consécutives passées dans le cadre de la Mission ORSTOM de Bolivie. Résultat d'un travail d'équipe qui fut une constante des recherches réalisées, il ne doit pas être considéré comme l'oeuvre d'une seule personne.

Rien de ce qui est ici présenté n'aurait été acquis sans la collaboration quotidienne de nombreux collègues boliviens des divers instituts avec lesquels l'ORSTOM avait passé des accords de coopération (INAN, CERES, INE, UNITAS) et au sein desquels j'ai travaillé. "*Compañeros de trabajo*", ces collègues sont souvent devenus des amis et le lecteur rencontrera fréquemment leur nom au fil des pages. Parmi ceux-ci, je voudrais spécialement citer Ruth Villegas, Julio Prudencio, Cecilia López, Andrés Choque, Cecilia de la Vega, Rosario León, Isidro Ramires, Déborah Guzmán, Yuri Justiniano, quelques-uns parmi tant d'autres qui m'ont fait découvrir et aimer leur pays.

Je remercie aussi mes collègues de l'ORSTOM pour le soutien constant qu'ils m'ont apporté, en particulier Georges Courade qui fut l'initiateur et le responsable de l'Unité de recherche "Maîtrise de la Sécurité alimentaire" du Département Sud, et Joseph Laure qui m'invita à travailler en Bolivie. Merci également à celles et ceux qui ont pris le temps de relire scrupuleusement le manuscrit de cet ouvrage et l'ont enrichi de leurs observations : Marie-France Franqueville, Jacqueline Peltre-Wurtz, et de nouveau Joseph Laure et Georges Courade.

Que toutes et tous trouvent ici l'expression de ma gratitude.

**PREMIERE PARTIE**

**L'HISTOIRE ET LES HOMMES**

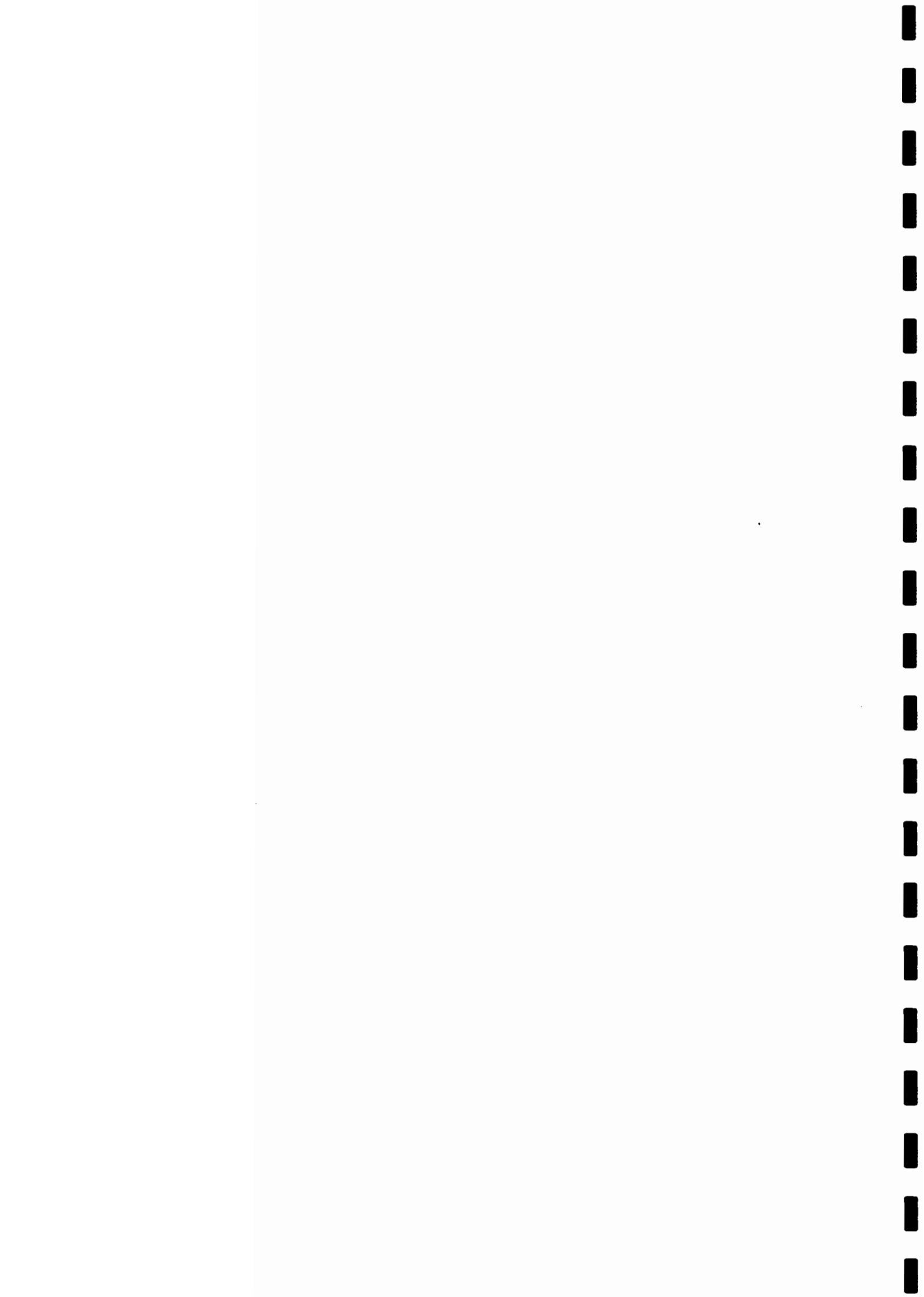


L'un des points communs à tous les pays du tiers monde est celui de leur histoire, celle des manuels. Cette histoire ne semble commencer qu'avec leur colonisation, elle n'est rien d'autre que celle de la mise sous tutelle de leurs peuples. Il existe donc deux histoires pour chacun de ces pays, l'une officielle et écrite par les colonisateurs, celle de l'occupation occidentale, l'autre étouffée et peu connue parce que considérée, il y a peu encore, comme sans intérêt ou même inexistante, celle des peuples. Ces deux histoires, celle des manuels et celle des peuples, s'articulent et s'entrechoquent en Bolivie sur deux périodes longues.

L'histoire des peuples ne nous est rapportée que par les récits des conquérants, des administrateurs et des chroniqueurs de la colonisation, qui laissent deviner, beaucoup trop partiellement à notre curiosité, ce que furent les valeurs et les péripéties des civilisations autochtones avant leur mise sous tutelle. Plus tard, ce que l'on sait de leur existence sous la férule espagnole consiste surtout en une trop longue souffrance (trois siècles) faite de rébellions écrasées et de populations regroupées de force ou déportées vers les mines.

La première page de l'autre histoire, celle des Blancs, s'ouvre en 1532, quand Pizarro s'empare à Cajamarca (Pérou actuel) de l'empereur inca Atahualpa et le fait assassiner l'année suivante. Elle prend un nouveau tour en 1825, quand lassée du pouvoir colonial, la bourgeoisie créole s'insurge et proclame son indépendance. Bolívar fonde alors, dans la ville qui sera désormais appelée Sucre, la République de Bolivie. Alors commence l'histoire officielle, orthodoxe, du pays, celle des victoires sur les troupes espagnoles mais aussi celle de la répression renouvelée des peuples autochtones qui, naïvement, espéraient par la même occasion recouvrer leur liberté.

Le malentendu fondamental du destin bolivien était désormais posé : celui de la substitution d'un conquérant à l'autre. Dans cette longue tragédie d'une dépossession continue, la Révolution nationale de 1952, malgré les espoirs suscités, n'ouvrira nullement une ère nouvelle : elle s'inscrit toujours dans la même continuité, celle dans laquelle une minorité venue d'ailleurs détient les pouvoirs politique et économique et cherche à imposer des modèles de société parfaitement étrangers aux réalités profondes du pays.



## CHAPITRE 1

### LE PAYS LE PLUS PAUVRE D'AMÉRIQUE DU SUD

#### Brève histoire économique de la Bolivie

Donnée incontournable, la Bolivie est un pays pauvre, le plus pauvre d'Amérique du Sud, l'un des plus pauvres d'Amérique latine avec Haïti et le Nicaragua. Un produit national brut (PNB) par habitant de 770 dollars en 1994 (Banque mondiale, 1996), quand celui des pays d'Amérique latine et des Caraïbes est en moyenne de 3 340 dollars<sup>1</sup> ; une diminution de 1,5 % de ce PNB entre 1980 et 1992, et une population rurale dont 86 % vit, en 1990, au-dessous du seuil de pauvreté (PNUD, 1996) ; tous les indicateurs la classent à la limite des pays les moins avancés de la planète et, définitivement, au dernier rang sud-américain.

Et pourtant le Pérou des conquérants et son or, c'était aussi la Bolivie alors dénommée Alto Perú, les fameuses mines d'argent de Potosí, c'était en Bolivie, et que dire de l'étain dont ce pays fut longtemps deuxième producteur mondial ! Où est donc passée toute cette richesse ? Qu'en reste-t-il aujourd'hui ? Force est de convenir qu'il n'en reste rien ou pratiquement rien, sinon quelques voies ferrées désuètes construites pour exporter le minerai vers l'Europe, quelques cités parfois fantomatiques dont l'architecture coloniale et les églises baroques aujourd'hui rajeunies pour le tourisme, témoignent d'une splendeur définitivement révolue.

Ses déserts, ses cordillères et son enclavement actuel en auraient-ils donc fait un morceau d'Afrique égaré sur le continent américain et tout aussi mal parti ?

#### 1. Le poids des colonisations successives

C'est un fait que l'histoire officielle bolivienne n'est autre que celle d'une colonisation européenne longue et continue, commencée en une fatale année 1532, et faisant elle-même suite à une colonisation inca qui fut fort brève ici. Inaugurée par l'Espagne à la façon d'une nouvelle *reconquista*<sup>2</sup>, puis plus subrepticement imposée de l'intérieur autant que de l'extérieur par les impérialismes qui suivirent celui des Rois catholiques, cette colonisation politique et économique par l'Occident se poursuit sans faille, bien que constamment renouvelée dans ses formes, mais sans changement dans son résultat, celui d'un saccage du pays.

##### a) Quelle pauvreté ?

La Bolivie est d'abord un pays pauvre en hommes : 6 420 792 habitants selon le recensement de 1992, répartis sur 1 098 581 km<sup>2</sup>, soit une faible densité de 5,8 habitants au kilomètre carré (INE,

<sup>1</sup> Les dollars mentionnés dans le texte et les tableaux sont ceux des Etats-Unis.

<sup>2</sup> Voir Glossaire en fin d'ouvrage pour les mots espagnols et les expressions locales.

1993)<sup>3</sup>. Incapable de préserver ses frontières trop peu peuplées, elle fut, depuis son indépendance (1825), dépouillée tour à tour par chacun de ses voisins, d'un total de 1 265 000 km<sup>2</sup>, soit plus que sa superficie actuelle (Roux, 1996). La perte la plus dommageable fut, après la défaite de 1879, celle de sa façade sur le Pacifique au profit du Chili<sup>4</sup>, objet d'un irrédentisme maintenu vivace par les tous pouvoirs successifs, notamment à travers la célébration annuelle du *Día del Mar*, le Jour de la mer. La Bolivie, zone économiquement et démographiquement déprimée au coeur du sous-continent, fait figure de pays sans avenir à côté de puissants voisins nettement mieux lotis : Brésil, Argentine, Chili. Selon la Banque mondiale (1996), l'espérance de vie à la naissance n'était encore, en 1994, que de 60 ans (contre 68 ans pour l'ensemble Amérique latine et des Caraïbes), tandis que le taux de mortalité infantile s'élevait, selon la même source, à 71 pour mille (Amérique latine et Caraïbes : 41 pour mille), ce qui n'empêche pas cette institution de préconiser, ici comme ailleurs, une réduction de l'accroissement démographique.

Pays pauvre en hommes mais riche en ressources naturelles, et celles-ci sont fort variées. Selon le dicton local, le Bolivien est un mendiant assis sur un tas d'or.

Est-il besoin d'évoquer les ressources minières de la Bolivie ? Ce sont elles qui ont fait entrer ce pays dans l'histoire et l'économie mondiales depuis la découverte du Cerro Rico, cette "montagne riche" d'argent quasiment pur au pied de laquelle les Espagnols fondèrent, dès 1546, la ville de Potosí, jusqu'à l'exploitation de l'étain organisée à leur profit par les trois "barons" du début du XX<sup>e</sup> siècle (Patiño, Aramayo et Hochschild dont la fortune n'avait rien à envier à celle des Rockefeller). Mais ces mêmes mines qui ont enrichi l'Europe ont fait de la Bolivie un pays pauvre, car dans la continuité du système colonial, le modèle économique est resté, sous les gouvernements de la République, celui d'une enclave parfaitement extravertie, fondé sur l'exportation de produits primaires et fonctionnant au seul profit d'une oligarchie restreinte demeurée au pouvoir durant plus d'un siècle. Le gaspillage de richesses que représente la "*casa Patiño*" de Cochabamba, aujourd'hui lieu de visites touristiques ou protocolaires, est du même ordre que celui des Espagnols de Potosí qui ferraient d'argent leurs chevaux.

Dans le domaine des productions agro-alimentaires, la diversité du potentiel est impressionnante, car le territoire national se déploie sur les trois grandes zones écologiques dont l'alignement méridien compose la structure géographique de l'Amérique du Sud : Altiplano andin, Vallées tropicales et Plaines amazoniennes (Fig. 1). Il ne lui manque que la côte du Pacifique pour posséder la gamme complète des possibilités productives du continent. Bien avant les Incas, les civilisations andines avaient su tirer partie de cet étagement du relief par une orientation est-ouest des terroirs de leurs communautés et de leurs échanges, de façon à accéder à un maximum de gradins écologiques, diversifiant ainsi de façon efficace leur alimentation (Murra, 1975). De même avaient-elles su mettre au point des techniques agricoles avancées, depuis un savant aménagement des versants en une grande variété de terrasses jusqu'à la construction de milieux agricoles artificiels et fertilisés (Morlon, 1992).

---

<sup>3</sup> Les projections démographiques annonçaient pour 1992 une population légèrement supérieure à 7 millions d'habitants, la différence pouvant s'expliquer à la fois par les imperfections du recensement et par une émigration forte et continue vers les pays limitrophes. Dans la pratique, on admet officiellement que la population était de 7 millions d'habitants en 1992.

<sup>4</sup> Traité d'Ancón signé en 1884 et traité de paix de Santiago en 1904.

Figure 1. Le milieu naturel



ORSTOM - Laboratoire de cartographie appliquée

C. Valton - 1997

Il ne reste aujourd'hui que des vestiges de cette traditionnelle organisation verticale des terroirs. Les premiers coups qui en commencèrent le démantèlement furent portés par les colonisateurs espagnols, d'abord à la faveur des ravages de la conquête et d'un pillage sans frein, puis par les lois du vice-roi Francisco de Toledo qui, à la fin du XVI<sup>e</sup> siècle, organisa le regroupement (la *reducción*) des Indiens dans des villages créés de toutes pièces : *"Les conquistadores espagnols détruisirent cette formidable machine de production sans, bien sûr, pouvoir la remplacer. Les liens de son unité furent rompus, la nation se désagrégea en communautés dispersées, le travail indigène cessa de fonctionner de façon organique, la solidarité fut rompue. Les conquistadores ne s'occupèrent que de se disputer et de se partager le butin de guerre. Ils pillèrent les trésors des temples et des palais, se répartirent les terres et les hommes sans même se poser la question de leur avenir en tant que forces et moyens de production"* (Mariategui, 1968).

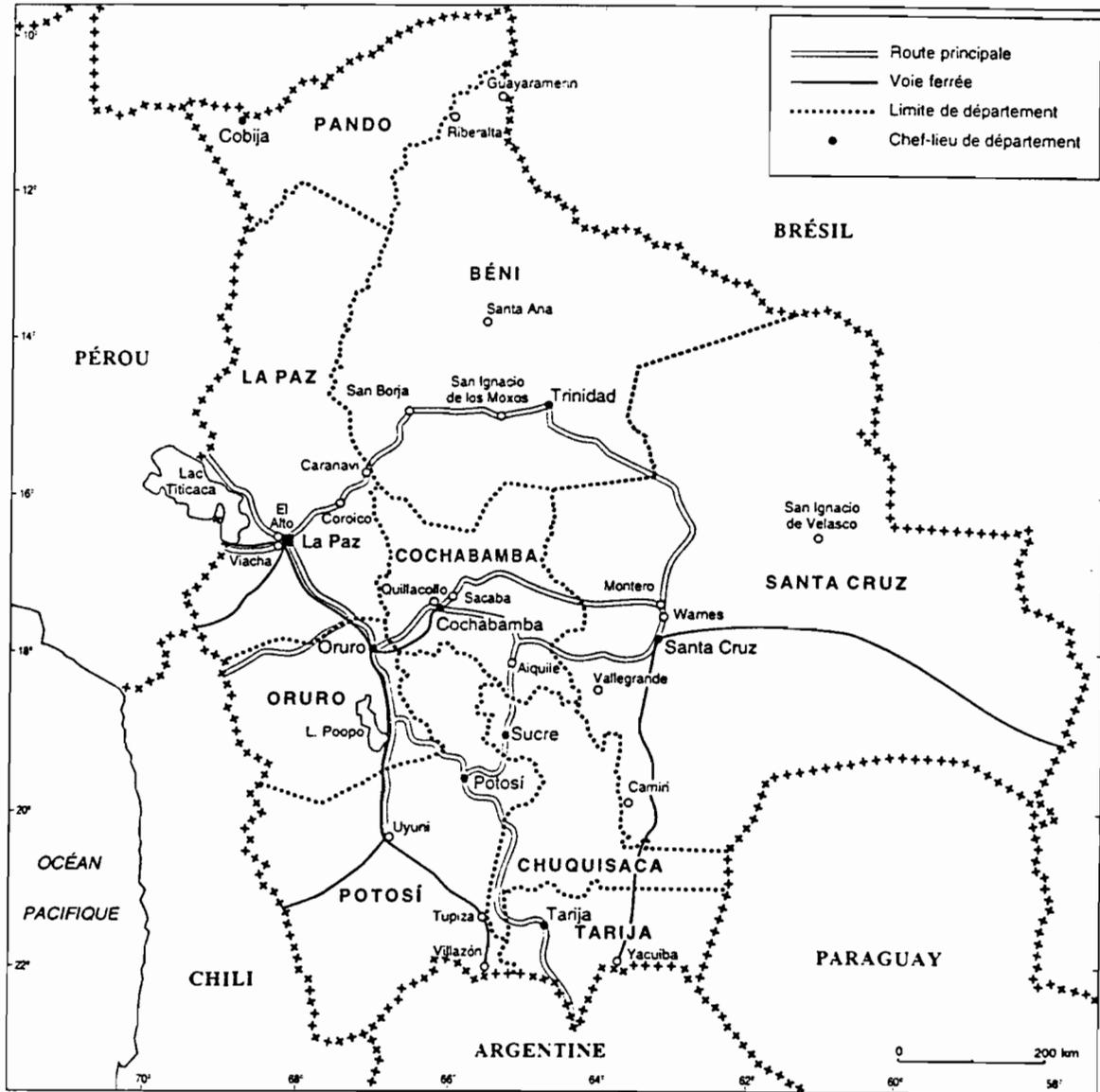
Ulérieurement, ce qui subsistait de cette organisation dut subir l'assaut de la bourgeoisie créole devenue maîtresse de la toute nouvelle république (1825). Dans son désir de s'appropriier les richesses jusqu'alors réservées à la Couronne espagnole, elle porta toute son attention et ses investissements sur l'exploitation minière, de sorte que l'activité agricole resta, non moins que sous la Colonie, secteur secondaire dépendant de l'économie minière dominante et chargé d'en assurer la reproduction. Dans le domaine agricole, cette bourgeoisie républicaine n'eut d'autre ambition que de parachever l'oeuvre coloniale en s'employant méthodiquement à éliminer les communautés indiennes de leurs terres, en particulier dans la seconde moitié du XIX<sup>e</sup> siècle : *"La majeure partie des terres furent converties en haciendas et les hommes des communautés en colonos ou en arrenderos.. La pénétration de l'hacienda fut plus générale dans les zones les plus fertiles et les plus accessibles"* (CEPAL, 1982)<sup>5</sup>. L'historienne M. D. Demélas (1980) a montré pour cette période les mécanismes de ce processus de destruction des communautés de l'Altiplano dont le résultat le plus clair fut, dans le seul département de La Paz, une diminution de 68 % du nombre des communautés entre 1868 et 1941, et une augmentation de 432 % des haciendas.

Malgré ce démantèlement organisé d'une économie agricole qui avait su s'adapter à ce milieu exceptionnel et avait fait la preuve de son efficacité en traversant les siècles, l'éventail des produits alimentaires reste encore aujourd'hui extrêmement large et le spectacle des marchés urbains témoigne de la grande diversification de l'offre. S'y côtoient toutes sortes de ressources en fruits, céréales et légumes : celles des Andes (quinoa, pomme de terre et autres tubercules autochtones, sans oublier les lamas et alpagas...), celles de la Méso-Amérique (maïs, tomates...), celles qu'apportèrent les Espagnols (blé, avoine, orge, raisin, oranges... et aussi bovins, ovins et caprins), celles encore des régions amazoniennes où le riz, la canne à sucre, le soja et le blé se sont récemment ajoutés aux fruits, racines et tubercules locaux propres à la forêt humide.

---

<sup>5</sup> Toutes les traductions de textes en espagnol sont de l'auteur.

Figure 2. Départements, villes et communications



ORSTOM - Laboratoire de cartographie appliquée

C. Valton - 1997

## b) Pillages et pseudo-réformes

S'il est vrai que l'or et l'argent furent bien les moteurs de la conquête et de la colonisation, très tôt le système de l'*encomienda* permit l'accaparement des meilleures terres par les colons espagnols, en particulier celles des Vallées, où le travail des péones dans les haciendas assurait le ravitaillement des centres miniers et des villes naissantes. La première période de l'histoire économique "moderne" de la Bolivie, celle qui va de 1870 à 1933, n'est pas encore très différente de ce système colonial<sup>6</sup> : elle est fondée sur l'exportation de l'or, qui décline vers 1880, puis sur celle de l'étain qui prend le relais, les haciendas atteignant alors leur extension maximale ; la période se termine par la crise mondiale des années 30 et la guerre du Chaco.

La phase suivante est celle d'une crise longue d'une vingtaine d'années. Crise morale, notamment marquée par l'absurde guerre du Chaco avec le Paraguay (1932-1935), fomentée par des compagnies pétrolières étrangères et rivales, qui fit plus de 30 000 morts, et aussi crise socio-économique née de la chute des cours de l'étain que les Etats-Unis mettent à profit pour se constituer d'énormes stocks de ce métal, encore utilisés aujourd'hui pour manipuler le marché mondial. La troisième grande période s'ouvre avec la Révolution nationale de 1952. La réforme agraire, décrétée en 1953 et qui fut, avec la nationalisation des mines, l'un des résultats concrets de cette Révolution, n'a en réalité été appliquée que très partiellement et fort mal, et serait à reprendre totalement aujourd'hui, tant dans sa philosophie que dans ses modalités.

A partir de ces années 50, les options économiques changent donc radicalement, en Bolivie comme dans nombre d'autres pays du sous-continent (Argentine, Mexique, Chili, Colombie, Brésil)<sup>7</sup>. A la période de domination oligarchique (oligarchie minière et oligarchie latifundiste étroitement unies) succède alors en Bolivie une période populiste où, symboliquement, le droit de vote est accordé à tous les hommes y compris aux analphabètes (mais pas aux femmes), où l'appellation "indien" (*indio*) est remplacée par celle de paysan (*campesino*) : il s'agissait de "*convertir nos paysans en producteurs et en consommateurs*"<sup>8</sup>. On considéra désormais que l'industrialisation était nécessaire au développement économique et au décollage d'une croissance autonome.

Ce fut, selon les recommandations de la CEPAL théorisées par l'économiste Raúl Prebisch, la phase de substitution des importations, y compris alimentaires, activement menée par le gouvernement "révolutionnaire" de Victor Paz Estenssoro, les entreprises d'Etat devant permettre cette substitution ; les revenus des mines nationalisées devaient financer la mise en place d'une agro-industrie dont la réforme agraire et la colonisation agricole de l'Orient amazonien reconstitueraient les bases productives. Cette lourde fonction de "*vecteur du développement national*" (Deler, 1991-a) fut confiée à la COMIBOL (*Corporación Minera Boliviana*) qui, par ses productions (70 % de la production minière nationale), assurait l'essentiel des exportations du pays (50 à 85 % dans les années 50, et encore 30 % en 1983) et procurait à l'Etat 25 à 30 % de ses ressources. Parallèlement, les autres secteurs

<sup>6</sup> La périodisation adoptée est celle de Prudencio et Péres (1996).

<sup>7</sup> Le lecteur ne trouvera ici qu'une présentation rapide de l'histoire récente de la Bolivie pour laquelle il n'existe pas encore d'ouvrage synthétique. La revue *Problèmes d'Amérique latine* publie de temps à autre d'intéressants articles d'actualité politique et sociale sur le pays (voir en particulier les n° 73, 85, 87, 89). L'étude, très événementielle, de James Dunkerley s'arrête en 1982 ; celle de Jean-Pierre Lavaud ne couvre que la période 1952-1982. Le petit livre de Christian Rudel (1995) contient un bon aperçu historique de la période contemporaine.

<sup>8</sup> Journal "*La Nación*", cit. Albó, Barnadas (1985). Dans la foulée, l'Eglise catholique autorise alors les indigènes à recevoir le sacrement de l'eucharistie qui leur était interdit depuis toujours !

stratégiques de l'économie étaient confiés à d'autres entreprises publiques : 75 % de l'énergie électrique était fournie par ENDE (*Empresa Nacional de Electricidad*), 90 % de la production d'hydrocarbures par YPFB (*Yacimientos Petrolíferos Fiscales Bolivianos*) et la totalité de la fonderie des métaux assurée par ENAF (*Empresa Nacional de Fundiciones*).

Dans la réalité, la réforme agraire fut, on le verra plus loin, rapidement abandonnée par les gouvernants, tout l'effort allant, dès les années 1970, à la mise en place, dans les plaines de Santa Cruz, de grands domaines agro-industriels (cultures du coton, de la canne à sucre, du soja) censés fournir des devises au pays, ce qui consacrait l'abandon de fait de la petite paysannerie bolivienne. La remarque selon laquelle *"les réformes agraires apparaissent comme une parenthèse plus ou moins longue dans l'histoire des pays d'Amérique latine, durant laquelle elles ont virtuellement servi à asseoir la légitimité du parti au pouvoir..."* (Dureau, Quesnel, 1992), en l'occurrence le *Movimiento Nacionalista Revolucionario* (MNR) de Victor Paz Estenssoro, s'applique parfaitement ici.

On s'explique donc qu'aujourd'hui encore, 93 % des exploitations agricoles n'occupent que 11 % de la superficie utilisée et ne comptent en moyenne que 2,2 hectares ; c'est dire que seulement 7 % des exploitations occupent encore 89 % de la superficie sous forme de grandes propriétés allant jusqu'à 50 000 ha, dont 92 % sont inutilisés : *"Durant le gouvernement du général Banzer, le "Conseil de la réforme agraire" remit gratuitement 17 millions d'hectares de l'Oriente à des "entrepreneurs"... La majorité d'entre eux n'ont même jamais visité ces terres"* (Urioste, 1992). A l'autre extrême, plus de la moitié des familles paysannes de l'Altiplano ne disposent que d'un demi-hectare, la moyenne étant de 1,7 hectare dans les provinces Omasuyos et Los Andes du département de La Paz<sup>9</sup>. Les choses en sont donc restées là, et jusqu'à présent les seules cultures dont la production présente une croissance réellement significative sont celles destinées à l'exportation (Franqueville, Laure, 1988), grâce à une organisation efficace des producteurs qui savent s'attirer les faveurs de l'Etat, tandis que les productions des petits paysans stagnent ou périssent au gré des aléas climatiques.

Cette alliance de l'Etat et des secteurs populaires réalisée par la Révolution nationale, *"ne pouvait être durable qu'à condition de mettre sur pied une politique d'emploi en faveur des masses"* (Cardoso, Faletto, 1978) ou pour le moins une certaine redistribution des revenus, ce qui ne se produisit pas. Dès la fin des années 50, le processus révolutionnaire était à bout de souffle, la nationalisation des mines n'avait donné lieu qu'à la prolifération d'une bureaucratie inutile et à une fréquente corruption des responsables. Fin 1985, le secteur public comptait quelque cinquante entreprises ou institutions financières, trois cent cinquante agences ou corporations régionales et cent vingt organismes centraux (Diaz de la Guardia, 1988). Le développement agricole qui devait permettre la rentabilisation de l'agro-industrie d'exportation ne trouvait pas les financements suffisants, et les deux seuls résultats tangibles qui subsistèrent de l'aventure révolutionnaire furent un net progrès de l'instruction, spécialement en milieu rural, et la mise en train de la colonisation agricole des Plaines amazoniennes. Quant à l'industrie, dont la croissance aurait dû se trouver favorisée par d'importants crédits concédés par les Etats-Unis, elle n'opère pas la mutation attendue qui aurait permis la substitution des importations : comment s'en étonner, sachant que *"environ 40 % des devises accordées aux industriels [furent] utilisés pour spéculer sur le marché libre, ou placés à l'étranger"* (Lavaud, 1991). En 1964 les militaires concluent la période en s'emparant du pouvoir et ne le céderont réellement qu'en 1982.

<sup>9</sup> Fondation Sartawi, cit. *Presencia*, 06.02.1993. Le grand nombre des provinces et l'exiguïté de nombre d'entre elles n'a pas permis leur représentation cartographique dans cet ouvrage. La province est une subdivision du département. Une réforme en cours substitue aux provinces des municipes.

C'est alors que commence en Bolivie une longue nuit, celle des dictatures et de la fuite en avant<sup>10</sup>. *"Le fait historique nouveau qui a conduit les économies de l'Amérique latine à une crise financière de l'Etat sans précédent fut la décision prise dans les années 70 par des gouvernements non populistes - militaires ou autoritaires - avec l'appui des banques créancières, de contracter une énorme dette extérieure, puis de l'étatiser"* (Bresser Pereira, 1991). En Bolivie, la dictature du Général Banzer (1971-1978) est la plus longue de cette quatrième grande étape historique qui durera jusqu'en 1985, celle de l'endettement et de l'instauration d'une économie à base d'exportations aussi bien agricoles que minières. Le montant de la dette triple, passant de 591 millions à 1 700 millions de dollars, mais avec un bien faible profit pour le pays car une part importante de ces prêts est placée à l'extérieur par les soi-disant investisseurs : la Banque mondiale reconnaît qu'entre 1971 et 1981, plus de 60 % de la valeur de la dette extérieure auraient quitté le pays (Hillcoat, 1988), illustration édifiante de ce que certains ont appelé la "kleptocratie".

*"Les dix-huit ans au cours desquels les coups d'Etat et les présidents s'étaient succédé (à vitesse accélérée pendant les quatre dernières années) sont sans doute parmi les plus tristes de l'histoire bolivienne, écrit C. Rudel (1995). Colonels et généraux ne se souciaient nullement du bien général et de l'avenir du pays, mais uniquement d'entasser des fortunes personnelles en exploitant ressources naturelles et main-d'oeuvre, menant cette dernière à la mitrailleuse, et plongeant résolument dans le commerce international de la drogue (...). C'est presque un miracle que la Bolivie, pendant ces années sombres, ait enregistré un léger développement économique"*. Cette douloureuse période se conclut avec l'effondrement de la dictature du général Luis García Meza (1980-1981) qui lègue au gouvernement de l'*Unión Democrática y Popular* (UDP) présidé par Siles Zuazo (1982-1985) un pays ruiné<sup>11</sup>.

### c) Braderie des ressources naturelles et remboursement de la dette externe

La dernière étape en date de l'histoire économique bolivienne est celle de "l'ajustement structurel". Pour tenter de parer à la profonde crise financière du pays dont l'aspect le plus connu est une inflation spectaculaire faussement imputée au seul bref intermède du gouvernement Zuazo, l'économie de la Bolivie est placée en 1985 sous "ajustement" et, depuis lors, demeure régie par ce qui fut d'abord appelé la Nouvelle Politique Economique. Revenu tardivement au pouvoir pour la quatrième fois, le président Paz Estenssoro fut en effet l'un des premiers du sous-continent à accepter cette solution pour que continuent à affluer vers le pays les financements extérieurs et aussi que se maintienne au pouvoir la même oligarchie, dans la mesure où elle promettait de poursuivre le remboursement de la dette<sup>12</sup>. C'était aussi accepter de mettre prioritairement les ressources du pays (pétrole, gaz naturel, minerais et agriculture) au service de ce remboursement que le gouvernement précédent s'était efforcé au mieux d'éviter en conjuguant moratoire et retards de paiement.

<sup>10</sup> On trouvera une histoire détaillée de cette période, dans Buss (1982) et Dunkerley (1987). Pour ce qui est de la naissance et du développement du trafic de la cocaïne, voir Delpirou et Labrousse, 1986.

<sup>11</sup> L. García Meza, emprisonné depuis 1994, est le seul ancien dictateur bolivien et même sud-américain à avoir échappé à l'impunité. La raison profonde de cette exception doit être recherchée moins dans les crimes commis, qui en valent d'autres, que dans sa participation trop notoire au trafic de la cocaïne, seul crime impardonnable selon l'éthique que Washington fait régner dans la région.

<sup>12</sup> Celle-ci était de 4 200 millions de dollars en 1993, soit 78 % du PNB, le service représentant alors 39 % de la valeur des exportations (Rapport annuel PNUD, 1996).

## - Un pays "ajusté"

Les recettes à présent bien connues de l'ajustement structurel furent donc appliquées strictement à la Bolivie : désengagement de l'Etat du secteur productif et des services publics et privatisation de l'ensemble, déréglementation des conditions de travail et blocage des salaires se traduisant par une liberté totale de licenciement, démantèlement des systèmes de protection des salariés, liberté d'importation, suppression progressive des droits de douane et mesures incitatives visant à attirer les capitaux étrangers, réduction des dépenses budgétaires en particulier grâce à une diminution drastique du nombre des emplois publics. Le tout fut mis en place sous la houlette des conseillers nord-américains parmi lesquels s'illustre l'économiste Jeffrey Sachs de l'université de Harvard qui avait précédemment fait ses preuves en rétablissant "l'ordre économique" au Chili du général Pinochet et devait, quinze ans plus tard, appliquer à la Russie les mêmes recettes consacrant l'effondrement de ce pays. Spécialiste du passage du collectivisme au libéralisme, la "transition" selon la Banque mondiale, il est régulièrement envoyé en mission en Bolivie par le FMI pour distribuer bons ou mauvais points aux gouvernants, selon qu'ils suivent ou pas le programme pensé pour eux.

L'effet immédiat de ce programme en Bolivie fut qu'entre 1985 et 1990, le nombre des emplois dans le secteur public diminua de 15 %, toute participation à la grève alors tentée par les syndicats étant sanctionnée par un licenciement immédiat. La population active dans l'industrie diminua également : elle passa de l'indice 100 en 1980 à l'indice 66,6 en 1987, soit une baisse encore plus forte que celle de l'ensemble de la population active, laquelle décroît dans le même temps de l'indice 100 à l'indice 93 (Aguirre *et al.*, 1990). Entre 1983 et 1992, plus de 2 000 établissements industriels disparaissent, soit 17 % du total, entraînant la perte de plus de 14 000 emplois<sup>13</sup>.

L'effondrement, en 1985, des cours de l'étain, qui entraîna celui de l'économie bolivienne, fut l'occasion de la première étape de la thérapie de choc appliquée par le pouvoir (1985-1989). Les coûts de production de la COMIBOL étant devenus deux fois plus élevés que ceux de ses concurrents (Malaisie, Thaïlande, Indonésie), en 1986 la majorité des travailleurs des mines d'étain (28 000 sur 35 000) furent mis à pied (*relocalizados* dit-on alors pudiquement), ce qui consacra à la fois le démantèlement de l'entreprise d'Etat créée sous la Révolution par le même Paz Estenssoro, et la mise hors-jeu du syndicat des mineurs, la FSTMB (*Federación Sindical de Trabajadores Mineros de Bolivia*), principale composante de la COB (*Central Obrera Boliviana*) et la seule susceptible de s'opposer efficacement à l'orientation néolibérale du pays<sup>14</sup>.

Parmi les ressources minières, les hydrocarbures prennent alors le relais de l'étain dans un rôle de ballon d'oxygène de l'économie. Le pétrole de l'Orient suffit tout juste aux besoins nationaux (production journalière de 24 à 25 000 barils) et le pays devra probablement en importer dans les prochaines années. Le gaz naturel, abondant dans cette même région du sud-est, est exporté pour moitié de sa production vers l'Argentine, sans que l'on cherche à en faire la base d'un quelconque développement

<sup>13</sup> *Informe R*, n° 256, décembre 1992, d'après le 2° recensement des Etablissements économiques de l'INE.

<sup>14</sup> On s'étonne que Laserna (1995, p. 88) écrive à ce propos que ce programme d'ajustement structurel a été réalisé "sans coûts sociaux", mentionnant même une absence de "répression politique violente et à grande échelle", alors que les dirigeants syndicaux furent arrêtés et déportés en Amazonie, d'autant plus qu'il ajoute que les ressources procurées par les dérivés illégaux de la coca ont joué un "rôle de tampon", la cocaïne n'étant pas, par nature, exempte de coût social.

industriel national<sup>15</sup>. Le projet de construire, avec l'aide de capitaux nord-américains et australiens, deux nouveaux gazoducs, l'un vers la région de São Paulo au Brésil, l'autre vers le nord du Chili, montre qu'aucune valorisation sur place ne sera recherchée avant longtemps. Cette politique ne garantit pourtant pas l'équilibre financier du pays, car en 1992 le prix de vente du gaz exporté vers l'Argentine a dû être révisé à la baisse (de 2,35 à 1,03 \$ le millier de pieds cubiques), et le manque à gagner fut, cette année là, de 100 millions de dollars, entraînant le plus fort déficit commercial enregistré depuis la mise en place du nouveau modèle économique.

L'or est aussi l'une des importantes sources de devises de pays au point de constituer, ces dernières années, le deuxième poste des exportations, notamment vers la France, mais l'impuissance de l'Etat à contrôler ses frontières fait que, selon ses propres estimations, 70 % de la production sort en contrebande, en particulier vers le Brésil. Enfin, pour demain, ou plutôt dans un futur qu'ils voudraient le plus proche possible, les dirigeants espèrent exporter le lithium du Salar d'Uyuni dont les réserves, les plus importantes au niveau mondial, sont estimées à 9 millions de tonnes aisément accessibles (sur une réserve mondiale de 14 millions de tonnes)<sup>16</sup>. Après plusieurs années de négociations, la firme nord-américaine LITHCO (*Lithium Company*) a finalement refusé, en janvier 1993, le contrat proposé, l'estimant moins avantageux que celui que lui offrait parallèlement l'Argentine, mais ce n'est sûrement que partie remise : les Etats-Unis contrôlent 50 % de la production mondiale de lithium et les dirigeants actuels considèrent que seul ce pays est capable de mettre en valeur (c'est-à-dire exploiter et exporter) cette ressource pour le plus grand bien de la Bolivie. *"Le système de domination s'intériorise à travers les pratiques sociales des groupes locaux et des classes sociales qui tentent de renforcer les intérêts étrangers, non tant parce qu'ils sont étrangers mais parce qu'ils peuvent coïncider avec des valeurs et des intérêts que ces groupes croient être les leurs"* (Cardoso, Faletto, o. c.).

Progressivement le gouvernement poursuit la politique d'ajustement préconisée en privatisant, c'est-à-dire, éphémère soulagement pour ses finances, en mettant aux enchères ses biens (ou en "capitalisant", selon le dernier vocabulaire à la mode), cela de façon d'autant plus inquiétante que les entreprises publiques lui apportaient encore 28 % de ses recettes. Parfois ces biens sont cédés à des prix de braderie (ou de complaisance) tel l'hôtel Crillon de La Paz, et à des sociétés constituées pour la circonstance (vitrerie FAVIPLAN de La Paz, huilerie FAC.SA de Tarija, première en date des privatisations - 1992), ou encore vont à des acheteurs peu enclins à honorer leurs échéances de paiement (Hôtel La Paz - ex-Sheraton)<sup>17</sup>.

En juillet 1994, la Banque mondiale octroyait un nouveau prêt de 14,7 millions de dollars pour aider à la réalisation des "capitalisations" prévues : celles de la société productrice de pétrole YPFB, des télécommunications cédées à la Stet Telecom italienne, de l'entreprise nationale d'électricité, des chemins de fer et de l'entreprise métallurgique de Vinto. Il ne s'agirait plus, selon la proposition du Président, d'une simple privatisation comme pour les entreprises moyennes et petites, mais d'une

<sup>15</sup> La production journalière est d'environ 500 millions de pieds cubiques dont 200 à 250 sont vendus à l'Argentine, 100 brûlés sur place, 50 utilisés par l'entreprise YPFB, 40 seulement allant à la consommation nationale et 60 étant réinjectés dans les puits (Morales *et al.*, 1995).

<sup>16</sup> *Informe R*, n° 225, août 1991, n° 256, décembre 1992, n° 257, janvier 1993.

<sup>17</sup> Par décision du président de la République, une première vente des hôtels Crillon et La Paz a dû être annulée pour irrégularités (*Informe R*, n° 249, septembre 1992).

conversion en sociétés mixtes dont les travailleurs deviendraient également actionnaires à part égale avec les acquéreurs étrangers<sup>18</sup>.

La "loi de capitalisation" de mars 1994 devrait en effet concerner les six grandes entreprises d'Etat ; selon ce système, inauguré par le Chili de Pinochet en 1981 puis copié par l'Argentine en 1993, l'investisseur (privé et généralement étranger) achète la moitié des parts, l'autre moitié étant distribuée par l'Etat à tous les citoyens de plus de 21 ans qui se constituent par là un fonds de retraite<sup>19</sup>. Ainsi serait créé un "capitalisme populaire" convertissant les Boliviens en actionnaires et leur permettant d'avoir un accès (cependant différé dans le temps) aux éventuels bénéfices des sociétés privatisées. Ce fond de retraite serait géré par le secteur privé et donc intégré aux capitaux internationaux de spéculation. Avant l'opération de capitalisation, les salariés de l'entreprise ont, en outre, la possibilité d'acheter un certain nombre d'actions au prix préférentiel de 100 bolivianos chacune<sup>20</sup>.

Il va sans dire que ce processus est directement inspiré des recommandations de la Banque mondiale concernant les régimes de pensions et dont les deux postulats sont celui d'une remise en cause des régimes de retraite par répartition, faussement assimilés à une "dette publique implicite", et celui de l'existence d'un enchaînement capitalisation-épargne-croissance, nullement prouvé dans les faits (Reynaud, 1996). Adoptée par les députés en novembre 1996, la loi instaurant la privatisation des pensions dont la gestion est désormais confiée à deux consortiums (Invesco Argenteria et Bilbao Vizcaya<sup>21</sup>), continue cependant à rencontrer une vive opposition dans le pays.

En vertu de cette "capitalisation", le réseau oriental des chemins de fer est cédé en décembre 1995 à l'entreprise chilienne Cruz Blanca pour un montant de 25,8 millions de dollars, puis le réseau occidental pour 13,2 millions de dollars quand sa valeur était estimée à 29 millions et enfin le réseau ferré andin pour 14,9 millions<sup>22</sup>. Ainsi sans coup férir et mise à part une certaine inquiétude (vite apaisée) des militaires devant la cession d'équipements d'importance aussi stratégique à ceux que l'on présente rituellement comme l'ennemi héréditaire, tout ce qui aurait pu assurer le fonctionnement économique de la Bolivie est vendu au capital privé et étranger. La compagnie aérienne nationale *Lloyd Aero Boliviano* (LAB) est "capitalisée" pour 47 millions de dollars par la brésilienne VASP (*Viacó Aéreo São Paulo*) pourtant couverte de dettes dans son pays, et la première décision de l'acquéreur, le seul en lice, fut, en janvier 1996, de demander la démission de tout son personnel<sup>23</sup>. Dans l'industrie laitière, les usines PIL - *Plantas Industrializadoras de Leche* - de La Paz et de Cochabamba sont remises contre 8 millions de dollars à la transnationale Gloria du Pérou<sup>24</sup>. Quant à l'exploitation pétrolière, malgré de fortes oppositions politiques et syndicales, les YPFB ont été scindés en trois sociétés pour être mis aux enchères en novembre 1996 : l'une, la *Petrolera Andina* a été adjugée à un consortium argentin (YPF-Pérez Compac-

<sup>18</sup> Contrairement à ce qui avait été d'abord annoncé, la loi prévoit un partage du capital égal entre sociétés transnationales et actionnaires boliviens (*Informe R*, n° 319, septembre 1995).

<sup>19</sup> *Bolivia bulletin*, vol. 12, n° 1, février 1996.

<sup>20</sup> Soient environ 100 francs français en 1996.

<sup>21</sup> *Informe R*, n° 347, janvier 1997.

<sup>22</sup> *Informe R*, n° 324, janvier 1996. Au Chili, la Cruz Blanca SA est l'une des Institutions Prévisionnelles de Santé (Isapres) qui capitalisent les fonds de pension.

<sup>23</sup> *ibid.*

<sup>24</sup> *Informe R*, n° 338, août 1996.

Pluspetrol), l'autre, la *Petrolera Chaco*, à l'entreprise nord-américaine Amoco, tandis que la *Transportadora Boliviana de Hidrocarburos* était attribuée au consortium ENRON-Shell qui met ainsi la main sur tout ce qui est oléoducs et gazoducs en Bolivie<sup>25</sup>. Enfin l'entreprise nord-américaine *Airport Group International* s'est adjugé, également en novembre 1996, l'administration des trois principaux aéroports du pays, ceux de La Paz, de Cochabamba et de Santa Cruz, contre le versement à l'Etat d'une rente annuelle variable selon le trafic aérien (3,6 millions de dollars pour la première année)<sup>26</sup>.

De la même façon, l'exploitation des mines les plus rentables est confiée à des entreprises privées étrangères dont les méthodes de gestion rappellent parfois aux mineurs l'époque des "barons de l'étain", au point de susciter des révoltes brutalement réprimées, comme alors, par la police et par l'armée : ainsi dans les mines d'or d'Amayapampa et de Capasirca (Nord-Potosi) en décembre 1996<sup>27</sup>.

Par divers biais sont donc recherchées des ressources et une stabilité financières qui font de la Bolivie "le meilleur élève du FMI", de la même façon que le Mexique l'était avant la crise financière de 1995. Après les sommets de 1984-85, le taux d'inflation annuel a en effet été ramené à 65,9 % en 1986, à 10,7 % en 1987, et se maintient depuis lors autour de ce chiffre (10,2 % en 1991, 8,5 % en 1994 selon le gouvernement)<sup>28</sup>; objectif atteint donc, ou presque, car pour 1995 le chiffre est de 12,5 % quand le gouvernement n'attendait que 6,5 %<sup>29</sup>. Dans le même ordre d'idées, les statistiques du FMI montrent, autre motif de satisfaction pour cette entité financière, que la Bolivie est le pays d'Amérique latine où l'Etat participe le moins à la formation du PNB : 11,3 % en 1986, quand celle-ci était en moyenne de 41 % pour le sous-continent (Lahera, 1990).

Le gouvernement et les organismes financiers internationaux complètent l'image favorable qu'ils cherchent à donner de la Bolivie pour y attirer les capitaux étrangers, en soulignant que le pays vit depuis plus d'une dizaine d'années en régime démocratique. Démocratie bien formelle pourtant, comme souvent dans ce sous-continent, et parfois qualifiée de "démocrature". Quelques exemples suffiront à le montrer.

Outre que la même oligarchie sait se diviser habilement entre les différents partis de telle façon que le pouvoir reste dans les mêmes cercles, la participation aux élections se trouve, en réalité, bien restreinte car soumise à la présentation d'une pièce d'identité que, selon le dernier recensement, 46 % des Boliviens (49 % des femmes et 42 % des hommes) ne possèdent pas, façon d'exclure des urnes plus d'un million d'électeurs<sup>30</sup>. Et, chose bien étrange dans une démocratie mais en accord avec la loi

---

<sup>25</sup> *Informe R*, n° 346, décembre 1996. Curieusement, l'accord prévoit que les entreprises "capitalisatrices" gardent la faculté de rendre les unités d'exploration et d'exploitation qui ne s'avèreraient pas rentables, ce qui leur garantit un investissement sans risque... (*Informe R*, n° 347, janvier 1997).

<sup>26</sup> *Ibid.*

<sup>27</sup> Mines récemment acquises par des entreprises canadiennes Le solde final des affrontements fut de 11 morts et une quarantaine de blessés (Cámara de Diputados : Informe preliminar y recomendaciones. Comisión de Derechos Humanos. 12.01.1997. 16 p.).

<sup>28</sup> *Informe R*, n° 301, janvier 1995 et n° 350, mars 1997.

<sup>29</sup> *Informe R*, n° 324, janvier 1996.

<sup>30</sup> Les proportions vont de 35 % dans le meilleur des cas, celui du département de La Paz (32 % des hommes et 38 % des femmes) à 63 % dans le plus mauvais, celui de Chuquisaca (58 % des hommes et 68 % des femmes). Il faut cependant noter que ces chiffres concernent l'ensemble de la population de plus de 10 ans, alors que le droit de vote s'exerce à partir de 18 ans, et que, pour les hommes, la présentation du livret de service militaire suffit pour voter.

électorale en vigueur, le candidat placé au pouvoir, que ce soit aux élections municipales ou nationales, n'est pas nécessairement celui dont le parti a obtenu la majorité des voix...<sup>31</sup>.

De même l'arme de l'état d'urgence prolongé est-elle utilisée à discrétion pour faire passer les mesures d'ajustement néolibéral : ainsi en 1985 pour le fameux décret 21060 qui mettait en place la nouvelle politique économique, en 1986 pour le licenciement massif des mineurs, en 1989 pour réduire l'opposition des enseignants, et encore en 1995 pour faire admettre la trilogie des lois de capitalisation, participation populaire et réforme de l'enseignement<sup>32</sup>. Dans le domaine judiciaire, certains détenus se trouvent maintenus en prison sans jugement depuis cinq ans ou davantage<sup>33</sup>, et il n'est nullement exceptionnel que, contrairement aux dispositions de la Constitution, l'accusé doive apporter devant la justice la preuve de son innocence, et non l'accusation celle de la culpabilité. Ajoutons que la Bolivie est, avec l'Uruguay, l'un des seuls pays du sous-continent à n'avoir pas ratifié la convention internationale de 1984 contre la torture, et de récents événements montrent que cette pratique héritée des dictatures n'est pas tombée en désuétude chez les policiers<sup>34</sup>.

Autant, sinon plus qu'ailleurs en Amérique latine, l'Etat semble ici avoir pour fonction non de promouvoir le bien commun mais d'établir, selon un véritable tour de rôle, la domination d'un groupe, d'un homme, d'un parti, d'une oligarchie, en vue de son enrichissement et de celui de sa clientèle ; *"à aucun moment [cet Etat] ne s'inscrit dans la logique wébérienne de producteur de règles abstraites et impersonnelles. La règle est produite pour servir les intérêts d'un groupe ou s'opposer à un autre"* (Couffignal, 1994).

- Un endettement pour l'éternité ?

Pourtant, malgré les avantages fiscaux consentis et la bonne image de marque que l'on s'efforce de diffuser, le capital international, et plus encore le capital national, restent fort réticents et boudent le pays ; ainsi peut-on lire que *"l'investissement productif n'a pas repris : la bourgeoisie reste habituée aux activités spéculatives et à l'argent facile"*<sup>35</sup>. Visiblement la Bolivie n'a pas la réputation d'un pays où l'argent peut fructifier aisément et la place laissée vide par le désengagement de l'Etat n'intéresse pas grand monde : la reprise économique, tant de fois annoncée comme conséquence certaine de la thérapie pratiquée, se fait toujours attendre, et s'il est vrai que se produit un certain retour de capitaux privés vers l'Amérique latine (Griffith-Jones *et al.*, 1993), celui-ci ne s'opère que vers les grands pays (70 % vers le Brésil et le Mexique, et pas toujours avec l'empressement que l'on dit), mais nullement vers les petits pays comme la Bolivie. Le fait n'exclut d'ailleurs pas qu'il puisse s'agir essentiellement de capitaux de spéculation.

<sup>31</sup> Il lui faudrait pour cela, obtenir la majorité absolue. En cas de majorité relative, le candidat arrivé en seconde place peut aussi bien être choisi.

<sup>32</sup> Une nouvelle stratégie a récemment été trouvée, le "plan de sécurité citadine", qui permet, sans faire appel à l'état de siège, d'interdire les manifestations et les barrages de routes et d'arrêter préventivement les dirigeants syndicaux (*Informe R*, n° 330, avril 1996).

<sup>33</sup> Voir le rapport d'Amnesty International : Bolivie, la justice se fait attendre : torture, exécutions extrajudiciaires, procédures judiciaires irrégulières. EFAI 96 RN 190. AMR 18.09.96. 7 p. + annexes. Une loi récente devrait, en principe, permettre désormais leur mise en liberté sous condition.

<sup>34</sup> Voir le rapport établi par la Commission des Droits de l'Homme de la Chambre des Députés (*Denuncia de torturas a ciudadanos sindicados de alzamiento armado. Informe*. 1995, 251 p., CEDOIN, La Paz).

<sup>35</sup> *Le Monde*, 07.03.1991.

De même la dette externe ne se résorbe pas, bien que pendant la décennie 1980 la Bolivie ait été exportatrice nette de capitaux comme beaucoup de pays du tiers monde (Hillcoat, *o. c.*)<sup>36</sup>. Elle poursuit inexorablement sa croissance sous l'effet des intérêts cumulés et des nouveaux emprunts (Tableau 1), malgré l'ample panoplie des diverses mesures prises pour la réduire : annulation réciproque des dettes avec le Brésil en 1989 (le solde se trouvant ramené à 29,6 millions de dollars en faveur du Brésil), puis avec l'Argentine (une réduction de 743 millions de dollars, côté bolivien), rachat de 200 millions par les banques privées en 1991, réduction en 1991 de 371 millions de dollars pour la dette bilatérale avec les Etats-Unis, et six négociations successives avec le Club de Paris aboutissant notamment à une réduction de 976 millions de dollars en 1991 et à un rééchelonnement pour un montant de 500 millions de dollars en 1995, sans oublier, en 1987, un échange dette-protection de la nature avec la *Conservation International Foundation* des Etats-Unis portant sur 65 millions de dollars, type d'opération que la Bolivie fut le premier pays à réaliser.

Tableau 1. Valeur de la dette totale, emprunts, remboursements (millions de dollars) et service de la dette par rapport aux exportations

Années	Dette totale	Dette en % du PNB	Emprunts	Rembourst. et intérêts	Service en % des exportations
1970	497	49,3	58	27	11,3
1980	2 702	93,3	457	318	35,0
1988	5 456	110,0	328	227	32,9
1989	4 359	102,2	327	235	31,3
1990	4 276	70,0	294	322	38,0
1991	4 075	85,3	287	258	34,0
1992	4 243	82,0	391	263	39,0
1993	4 213	79,9	307	448	59,4
1994	4 749	89,4	(n.d.)	(n.d.)	(n.d.)
1995	4 523	(n.d.)	(n.d.)	(n.d.)	(n.d.)
1996	4 371	(n.d.)	358,8	309,1	(n.d.)

(n.d.) : absence de données.

Sources : Rapports annuels de la Banque mondiale et du PNUD ; Banque centrale pour 1995 et 1996.

Si ces différentes mesures ont permis la réduction marquée de 1989 et celle, moindre, de 1991, le montant total se maintient à plus de 4 milliards de dollars ; le rapport de la dette externe totale au Produit national brut varie sensiblement d'une année à l'autre, en fonction des fluctuations du dollar, mais la tendance générale reste à l'augmentation, au mieux à la stabilité.

Fin 1993, la dette totalisait 4,2 milliards de dollars et son augmentation entre décembre 1993 et octobre 1994 était estimée à 400 millions de dollars. Les résultats des années 1994 et 1995 ont été particulièrement mauvais<sup>37</sup>, sous l'effet notamment d'un récent accroissement très marqué de la dette

<sup>36</sup> Entre 1982 et 1990 l'ensemble des pays d'Amérique latine et des Caraïbes était exportateur de capitaux (CEPAL, citation *Comercio Exterior*, n° 2, février 1995).

<sup>37</sup> *Informe R*, n° 312, juin 1995, d'après le Bureau d'étude Moreno-Muñoz.

publique (Tableau 2). En 1996, la dette se serait réduite d'environ 153 millions de dollars, c'est-à-dire de 3 % seulement<sup>38</sup>.

Tableau 2. Taux de variation annuelle de la dette publique

1979-1981	1982-1983	1984-1992	1993	1994 (1)
14,3	9,4	2,0	- 0,2	12,0

(1) Estimation provisoire.

Source : CEPAL, cit. *Comercio Exterior*, n° 2, février 1995.

Si on rapporte les sommes dues à la population totale du pays, il apparaît qu'en 1993 chaque Bolivien se trouvait débiteur de 660 dollars. Le niveau de la dette privée semble particulièrement préoccupant. La majeure partie consiste en dépôts à court terme dans les banques boliviennes, lesquels représentent 90 % de la masse monétaire du pays, ce qui contribue à fragiliser dangereusement le système financier bolivien (Morales *et al.*, 1995).

En réalité, aux différents essais de résorption de la dette, principalement de la dette publique, par la négociation s'est ajouté un considérable effort de remboursement réalisé sous les gouvernements de la Nouvelle Politique Economique, contrairement à celui de l'UDP qui s'y était refusé par principe. Malgré de nouveaux emprunts et bien que la Bolivie n'ait pas bénéficié des facilités du Plan Brady, son montant a en effet diminué de 1 381 millions de dollars entre 1988 et 1991 (soit 25 %). Pourtant le service de la dette représente régulièrement plus du tiers de la valeur des exportations de biens et services (et plus de la moitié en 1993, selon la Banque mondiale, 1995), ce dernier ratio étant le plus significatif quant au poids réel des remboursements sur l'économie ; un ratio de 10 % est généralement considéré par les experts comme la limite qui ne devrait pas être dépassée. Observons qu'en Afrique, continent dont la détresse économique est bien connue, le rapport service de la dette / exportations était de 12 % en 1980, de 19,1 % en 1990 et de 20,5 % en 1991, soit une situation nettement plus favorable que celle de la Bolivie (Azoulay, Dillon, 1993)<sup>39</sup>.

La Bolivie se trouve être ainsi l'un des pays latino-américains présentant le moins de retard dans ses remboursements, ce qui lui vaut quelque considération auprès des organismes financeurs et lui permet de continuer à emprunter... mais le ratio dette externe / valeur des exportations reste l'un des plus élevés d'Amérique du Sud : de 262,4 % en 1980, il est passé à 428,7 % en 1990, 469 % en 1992 et était de 390,1 % en 1994, la moyenne étant alors de 258,6 % pour les pays de l'ALC (Banque mondiale, 1992, 1995, 1996 ; PNUD, 1991-92).

En 1992 la dette a donc augmenté de 168 millions de dollars par rapport à l'année précédente, et diminué seulement de 30 millions en 1993 pour augmenter à nouveau de 536 millions en 1994. Aussi le gouvernement, devenu subitement soucieux d'écologie, envisage-t-il un autre échange dette-nature, malgré les réserves dont de telles opérations, qui ne peuvent d'ailleurs s'appliquer qu'à la dette privée,

<sup>38</sup> *Informe R*, n° 355, mai 1997.

<sup>39</sup> Selon les données de la Banque mondiale pour 1992, seuls cinq pays sont, de ce point de vue, en situation plus défavorable que la Bolivie : la Guinée-Bissau (service de la dette égal à 92,7 % des recettes d'exportation), l'Algérie (71,3 %), le Mexique (44,4 %), le Paraguay (40,3 %) et l'Ouganda (40,2 %). Rappelons que la dette fédérale des Etats-Unis était de 4 400 milliards de dollars lors de la première élection du président Clinton, soit 130 % du PNB (*Le Monde Diplomatique*, décembre 1993), et le déficit budgétaire annuel moyen de 200 milliards, sans que l'on songe à imposer à ce pays un quelconque "programme d'ajustement structurel".

sont aujourd'hui l'objet<sup>40</sup>. Mais comme la part de la dette bilatérale à l'égard des Etats-Unis est la plus élevée d'Amérique du Sud (14,2 % pour une moyenne latino-américaine de 1,98 %), on comprend que Washington fasse pression en ce sens.

#### d) La régression économique

Le résultat de tout cela est, durant la décennie 1980-1989, une régression économique marquée du pays sous l'effet d'un "ajustement récessif", même s'il est vrai que le PIB a commencé sa chute dès 1982, avec le gouvernement de l'UDP. Sur une période longue de 31 ans (1960-1991), la Bolivie n'a vu augmenter son PIB par habitant que de 90 %, soit la moitié de l'augmentation enregistrée par l'ensemble des pays en développement (187 %). Entre 1965 et 1991, la consommation d'énergie a été divisée par deux et n'atteint que la moitié de la consommation moyenne des pays en développement<sup>41</sup>. Selon Aguirre *et al.* (1990) qui suivent les données de l'institut national de Statistique (INE), le PIB a diminué de 12,8 % entre 1980 et 1986, selon un taux annuel allant jusqu'à - 2,9 % entre 1982 et 1986, et il n'avait pas encore retrouvé en 1989 son niveau de 1980. De son côté, la Banque mondiale signale seulement une faible croissance du PIB de 0,9 % durant cette période.<sup>42</sup>

A partir de 1987, et surtout entre 1989 et 1991, les données macro-économiques enregistrent une amélioration : le PIB retrouve une croissance positive, de l'ordre de 4 % par an (Tableau 3). Pourtant, dans les années ultérieures; et bien que, selon le ministère du Plan, la croissance fût de 4,0 % en 1991 et de 3,8 % en 1992 (mais seulement 3,4 % selon l'institut de Statistique bolivien et de 1,87 % selon le BAREMO, bureau d'études privé), les investissements privés tant attendus qui auraient dû assurer le succès du modèle ont continué à bouder le pays : ils ont diminué entre temps de 27 millions de dollars de telle sorte qu'en 1991, au grand dam de l'orthodoxie néolibérale, le secteur public a encore investi davantage que le privé : 430 millions de dollars contre 367 millions, soit 54 % de l'investissement total. Cinq années plus tard, en 1996, la tendance a toujours peine à s'inverser puisque l'investissement public (558 millions de dollars) représentait encore 46 % du total (1 220,9 millions de dollars)<sup>43</sup>.

Pour 1993, la CEPAL estime la croissance annuelle du PIB à 4,3 % (pour 1994 le gouvernement donne le taux de 4,2 %), tout en observant que, malgré la mise en oeuvre de la Nouvelle Politique Economique, ce PIB de 1994 reste inférieur de 17 % à celui de 1980, alors que, selon cet organisme, aucun progrès dans la lutte contre la pauvreté, le chômage et le sous-emploi n'est possible en Amérique du Sud sans un taux de croissance significativement supérieur à 4 %<sup>44</sup>.

---

<sup>40</sup> Cet "échange" revient en effet à accepter l'aliénation d'une partie du territoire national, sous couvert de protection de la nature. Cf. les observations de R. Devlin de la CEPAL (1992) : *"Ainsi, malgré le grand enthousiasme que les milieux internationaux ont manifesté récemment à l'égard de la protection du milieu naturel et des échanges dette-nature en tant que mécanisme de financement de cette protection, il n'est pas certain que de telles opérations de conversion soient toujours favorables au pays débiteur. C'est pourquoi chaque transaction devrait être soigneusement évaluée en fonction de son impact sur la population du pays considéré, et sans perdre de vue les autres utilisations possibles des faibles ressources de l'Etat"*.

<sup>41</sup> Rapport PNUD, 1994.

<sup>42</sup> Pour la même période, les deux pays d'Amérique du Sud à avoir présenté des performances inférieures à la Bolivie seraient le Pérou et l'Argentine avec, respectivement, une baisse de 9,9 % et de 13,3 % de leur PIB (*Presencia*, 05.02.91).

<sup>43</sup> *Informe R*, n° 348, février 1997.

<sup>44</sup> *Comercio Exterior*, n° 2, février 1995. Selon l'UDAPE (*Unidad de Análisis de Política Económica*), la croissance du PIB n'a été que de 3,7 % en 1995 (*Informe R*, n° 321, novembre 1995). Certaines sources avancent, pour 1995, un PIB par habitant de 864 dollars (*Le Monde*, 11.03.1997).

Tableau 3. Evolution récente de quelques indicateurs économiques

## A. Par périodes

Périodes	Croissance annuelle du PIB (%)	Croissance annuelle du PNB par habitant (%)	Taux annuel d'inflation (%)
1965-1980	(n.d.)	1,7	(n.d.)
1970-1980	4,5	(n.d.)	21,0
1980-1987	(n.d.)	- 4,9	601,8
1980-1988	(n.d.)	- 4,3	482,8
1980-1989	0,9	- 3,5	391,9
1980-1991(1)	0,3	- 2,0	263,4
1980-1992	0,6	- 1,5	220,9
1980-1993	1,1	- 0,7	187,1

(1) Pas de données pour la période 1980-1990.

## B. Par années

Années	Croissance annuelle du PIB (%)	PIB par habitant (dollars courants)	PNB par habitant (dollars courants)
1987	(n.d.)	1380	580
1988	1,2	(n.d.)	570
1989	3,7	1 531	620
1990	4,8	(n.d.)	630
1991	4,9	2 170	650
1992	2,1	2 410	750
1993	4,3	2 510	760
1994	4,2	2 400	770

(n.d.) : absence de données

Sources : Rapports annuels de la Banque mondiale et du PNUD ; CEPAL, 1994.

L'inflation paraît désormais maîtrisée, mais l'évolution des dernières années, celle d'une lente remontée de la production intérieure, ne doit cependant pas faire illusion. Observée sur une vingtaine d'années, l'évolution du PIB ne laisse aucun doute sur la régression économique du pays (Tableau 4) : le niveau actuel actuellement atteint était déjà celui des années 70 qui s'était profondément détérioré au cours des années 80 ; l'amélioration récente ne constitue qu'un lent et incertain rattrapage.

Tableau 4. Evolution sur le long terme du Produit intérieur brut  
(1978 = 100)

Années	PIB (indices)	Années	PIB (indices)
1970	80,8	1985	77,6
1975	94,8	1987	75,5
1978	100,0	1990	76,1
1980	97,5	1994	85,8

Sources : Arze *et al.*, 1994 ; Morales, 1984 ; PNUD, 1996.

L'évolution de la structure de la production intérieure est d'ailleurs étonnante : s'il faut en croire la Banque mondiale, elle est caractérisée, entre 1965 et 1990, par une diminution puis par un accroissement de la participation du secteur agricole, une relative stabilité du secteur industriel et une tendance à la diminution de la participation des services (Tableau 5).

Tableau 5. Structure de la production en pourcentage du PIB

Années	Agriculture	Industrie	dont secteur manufacturier	Services
1965	23	31	15	46
1970	20	32	13	48
1980	18	35	15	47
1990	24	32	13	44

Source : Rapports annuels Banque mondiale, 1990, 1992, 1995, 1996.

Quoi qu'il en soit, les évaluations sur la période longue donnent l'impression d'une autre évolution (Tableau 6) : celle d'un déclin, puis d'une stabilisation à un niveau bas de la participation du secteur agricole, le seul qui parvienne, après 1989, à maintenir une croissance positive ; celle d'un déclin très prononcé du secteur industriel, y compris le secteur manufacturier malgré ses bons résultats antérieurs ; enfin celle d'un déclin plus lent mais réel des services parmi lesquels le secteur informel n'est, par définition, pas pris en compte.

Ce que chacun, dans la Bolivie des années 80, a appelé "la crise" fut alors attribué à l'effondrement des cours des produits miniers, base séculaire de l'économie nationale. Cette crise résultait d'erreurs économiques bien antérieures et jamais redressées. La production minière, tous minerais confondus, est alors passée de l'indice 100 en 1980 à l'indice 85 en 1989. Elle ne s'est ensuite relevée que pour trois d'entre eux : l'argent, le zinc et l'or. Les mineurs licenciés de la COMIBOL qui n'ont cependant pas voulu quitter leur activité se sont souvent associés en coopératives de production : celles-ci, regroupant jusqu'à 70 % des anciens travailleurs de la mine<sup>45</sup>, extraient le tiers de la production actuelle des principaux minerais et jusqu'à 64 % de la production nationale d'or (Salazar, 1991) ; le rendement par travailleur y est nettement supérieur à ceux de la COMIBOL et des mines privées, mais dans des conditions de sécurité plus que précaires.

<sup>45</sup> *Presencia*, 29.12.1991.

Tableau 6. Taux de participation des secteurs de la production à la croissance du PIB

Périodes	Agriculture	Industrie	dont secteur manufacturier	Services
1965-1980	3,8	3,7	5,4	5,6
1970-1980	3,9	2,6	6,0	6,8
1980-1989	1,9	- 3,8	- 3,3	- 0,5
1980-1990	1,9	- 1,7	- 0,9	- 0,4
1980-1991	1,8	- 0,8	- 0,1	- 0,1
1980-1992	1,8	- 0,8	- 0,1	- 0,2

Source : Rapports annuels Banque mondiale.

On constate cependant que, parmi les exportations, le groupe "Combustibles, minéraux et métaux" constitue toujours la plus grande part (Tableau 7), ce qui démontre la difficulté qu'éprouve le pouvoir à dégager des devises à partir des productions dites "non-traditionnelles", en particulier celles de l'agro-industrie capitaliste de l'Orient dont c'est pourtant le rôle assigné et pour lesquelles le pays est censé posséder des "avantages comparatifs". En 1993, le zinc constituait 20 % de la valeur des exportations, l'étain 15 %, le gaz naturel 14 %, et le soja seulement 7 %.

Tableau 7. Structure des exportations (en pourcentage de la valeur par secteur)

Années	Combustibles, Minéraux, Métaux	Autres produits primaires	Machines, Matériels	Autres biens manufacturés
1965	93	3	0	4
1970	93	4	0	3
1990	69	27	0	5
1991	74	21	0	4
1992	66	22	3	9
1993	56	25	2	17

Source : Rapports annuels Banque mondiale.

Quant à la production industrielle nationale, son déclin est encore plus marqué que celui de la production minière : le PIB industriel diminue de 4,8 % entre 1980 et 1988, la production est passée de l'indice 100 en 1980 à 60 en 1985 et n'atteignait encore que de 67 en 1988, tandis que la part du secteur dans la population active avait diminué de 10,3 % à 7,1 %<sup>46</sup>.

S'il est vrai que la période 1980-1985 fut celle des plus mauvaises performances (diminution de 9,6 % du PIB industriel) et qu'une certaine amélioration s'est produite entre 1985 et 1988 (+ 3,9 %), cette dernière fut essentiellement due à la production de biens de consommation comme les boissons et le tabac, tandis que les industries agro-alimentaires et textiles stagnaient ou déclinaient, et que la production de l'ensemble des biens intermédiaires (métallurgie, chimie, papiers, etc.) enregistrait un recul de 2 % (Aguirre *et al.*, *o. c.*).

<sup>46</sup> Concernant la structure de la production et la répartition du produit intérieur brut, les données des rapports internationaux s'arrêtent en 1970.

En ce qui concerne les produits de l'agriculture et de l'élevage, le taux de croissance annuel moyen pour la période 1980-1988 ne fut que de 1,4 %, c'est-à-dire inférieur à celui de la population nationale (2,7 %) alors qu'il était de 4,1 % lors de la décennie précédente ; le taux est encore négatif en 1989 et en 1990, évolution d'autant plus inquiétante que, selon les estimations, la part de la production de la coca dans l'ensemble du secteur ne cesse alors de croître : 8 % en 1980, 11 % en 1982, 15 % en 1984, 16 % en 1986, 19 % en 1988. Si l'on note une augmentation annuelle de la production agricole de 3,4 % entre 1980 et 1988, celle-ci est surtout le fait des cultures à usage industriel (7,1 %, et en particulier 15,7 % pour la coca), tandis que les productions alimentaires destinées au marché intérieur augmentent nettement moins : 2 % (et même 1 % entre 1985 et 1988), et 1,5 % pour l'élevage.

Le poids du remboursement de la dette interdisant de dégager des ressources propres à augmenter la production nationale, il ne reste donc pour remplir cet office que les nouveaux emprunts extérieurs, les excédents éventuellement générés par les exportations, ou encore les recettes fiscales. Le recours à de nouveaux emprunts, ou système de la "cavalerie", est en effet une pratique constante. Pour 1996, la Banque mondiale accorde à la Bolivie 725 millions de dollars sous forme de dons et de prêts (soit 70 % de plus qu'en 1995), satisfecit au programme de privatisation et de réformes mis en oeuvre, mais plus de la moitié des sommes ainsi allouées chaque année sont des crédits (et non des dons) s'ajoutant donc à la dette externe<sup>47</sup>. Le gouvernement Sanchez de Lozada semble bien être celui qui, jusqu'à présent, a battu les records d'endettement, avec une moyenne annuelle de 445,5 millions de dollars<sup>48</sup>.

Tableau 8. Evolution des indicateurs du commerce extérieur

Années	Exportations (millions de dollars)	Importations (millions de dollars)	Rapport de Export./Import. (%)	Termes de l'échange*	Balance des transactions courantes
1970	(n.d.)	(n.d.)	(n.d.)	(n.d.)	2
1985	(n.d.)	(n.d.)	(n.d.)	84 (130)	(n.d.)
1987	(n.d.)	(n.d.)	(n.d.)	51 (100)	(n.d.)
1988	561	700	80	57	-429
1989	817	615	133	117	-399
1990	923	716	129	(97)	-194
1991	760	992	77	(73)	-422
1992	763	1 102	69	(53)	-754
1993	728	1 206	60,4	(78)	-693
1994	1 032	1 209	85,3	(69)	- 575(1)

\* Indice 100 = 1980, sauf chiffres entre parenthèses pour lesquels 100 = 1987.

(n.d.) : absence de données.

(1) Projections CEPAL, 1995.

Sources : Rapports annuels Banque mondiale et PNUD.

<sup>47</sup> *Le Monde*, 17-18 mars 1996.

<sup>48</sup> Selon le quotidien *La Razón* (cit. *Informe R*, n° 342, octobre 1996), la moyenne annuelle de l'endettement fut de 134,5 millions de dollars sous le gouvernement Banzer (1971-1978), 149,5 millions sous les éphémères gouvernements de J. Pereda à Vildoso (1978-1982), 246,5 millions sous Siles Zuazo (1982-1985), 33,7 sous Paz Estenssoro (1985-1989), 64,5 sous Paz Zamora (1989-1993) et 445,5 sous Sanchez de Lozada (pour la période 1993-1995).

Pour ce qui est du commerce extérieur (Tableau 8), mise à part l'exception de 1989-1990, la tendance globale est à l'augmentation de la valeur des importations et à la stagnation ou diminution de celle des exportations, en particulier sous l'effet de la détérioration continue des termes de l'échange : la contribution des hydrocarbures à l'exportation est en baisse (baisse de la production et des prix à l'exportation), et les exportations dites "non traditionnelles", c'est-à-dire autres que les minerais (soja, bois, sucre de canne, bétail, café) sont très irrégulières. Sur l'ensemble de la période 1980-1991, les exportations décroissent en pourcentage du PNB selon un taux moyen annuel de -1 % (PNUD, 1994). Elles représentent, en 1993, 13,5 % du PNB, quand cette proportion est de 22,4 % pour les importations (PNUD, 1996).

Cette chute s'explique principalement par la détérioration des termes de l'échange qui fut de -19,3 % en 1991 et -9,7 % en 1992 (PNUD, *o. c.*, 1991-92), c'est-à-dire nettement supérieure à celle de l'ensemble du sous-continent (-5,6 % et -3,4 % pour les mêmes années). Mais elle s'explique aussi par la destruction du tissu industriel face à la concurrence des importations étrangères : "*Les exportations latino-américaines stagnent parce qu'il y a eu destruction des petites et moyennes entreprises à la suite des politiques d'ajustement. Il faut nuancer selon les pays, mais la réalité est celle-là. Les mécanismes permettant une progression des exportations ont été enravés, alors que les importations affluaient à cause de l'ouverture des frontières*"<sup>49</sup>. Le ressort qui aurait dû, selon l'idéologie en vigueur, propulser la croissance du pays, celui des exportations, se révèle donc dangereusement faible.

Outre un effort accru sur des productions d'exportation, les rentrées fiscales, autre source où puiser pour rembourser la dette, devraient, conformément aux directives du FMI, faire l'objet d'une attention spéciale. Qu'en est-il en Bolivie ?

Comme dans la plupart des pays du tiers monde, les recettes de l'Administration bolivienne sont maigres : elles ne représentent, selon la Banque mondiale, que 16,9 % du PNB en 1992, 15,6 % en 1993 et 12,1 % en 1994 (contre 30 à plus de 40 % dans les pays riches). Jusqu'à la crise des années 80, les entreprises d'Etat, et en particulier celle des hydrocarbures, assuraient l'essentiel des finances publiques, ce qui avait relégué à l'arrière-plan la question de l'imposition des entreprises privées et des citoyens<sup>50</sup>.

A la fin de ces mêmes années, le libéralisme du gouvernement Paz Estenssoro avait d'ailleurs conduit à la suppression des impôts fonciers : la *contribución territorial*, taxe fixe payée par les chefs de famille de chaque communauté depuis la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, et l'impôt cadastral sur les propriétaires individuelles. Si cette suppression faisait l'affaire des grands propriétaires de l'Orient, de façon qui peut paraître paradoxale elle inquiétait les petits paysans, car le paiement de cet impôt constituait pour eux la preuve de leur droit sur la terre, dans des campagnes où demeure vivace le souvenir des spoliations exercées par les *hacendados* (Rivière, 1994).

Aujourd'hui, le problème pouvant difficilement être éludé comme il le fut par tous les gouvernements précédents, la réforme tribulaire est plus que jamais à l'ordre du jour, la pression des puissants financiers internationaux et de l'ambassade nord-américaine étant constante en ce sens. En attendant,

<sup>49</sup> J.-L. Chalimeau, *Le Monde*, 11. 03. 1997.

<sup>50</sup> Depuis la fermeture des mines d'Etat, les hydrocarbures procurent environ les deux tiers des revenus fiscaux (Morales *et al.*, 1995).

l'origine actuelle des revenus de l'Etat ne laisse pas de poser des questions quant à l'équité de la charge supportée par la population (Tableau 9).

Tableau 9. Origine (en pourcentage) des recettes courantes de l'Etat

Années	Impôt sur revenus, bénéfiques	Cotisations Sécurité sociale	Taxes sur biens et services	Taxes de douane	Autres	Recettes non fiscales	Total en % du PNB
1989	4,9	8,3	34,5	8,7	6,7	37,0	14,1
1990	4,9	8,8	31,6	7,3	2,9	44,5	15,7
1991	5,1	8,6	34,0	6,0	8,4	37,9	16,6
1992	5,3	8,5	37,3	7,0	9,1	32,8	16,9
1993	6,0	8,3	38,5	7,1	10,1	30,1	15,6

Source : Rapports annuels Banque mondiale.

La part de l'impôt sur les revenus, bénéfiques et plus-values est particulièrement réduite et n'augmente guère, ce qui laisse deviner une importante évasion fiscale de la part des privilégiés de la fortune, tandis que la majorité des recettes proviennent des impôts indirects, en particulier l'impôt sur la valeur ajoutée (IVA, équivalent de la TVA française) qui grève obligatoirement tout achat de 10 % depuis 1986, puis de 13 % à partir de 1992, et constituerait 60 % des recettes fiscales<sup>51</sup>.

On sait que, par définition, ce type d'impôt pèse toujours davantage sur la partie la plus pauvre de la population. Ce poids est ici d'autant plus accentué que l'IVA est déductible de l'impôt mensuel sur le revenu moyennant présentation des factures correspondant aux achats effectués dans le mois. C'est dire que l'opération suppose des achats faits dans les magasins ou grandes surfaces et non sur les marchés (où l'on ne délivre pas de factures), ce qui, dans la réalité, ne laisse qu'aux classes urbaines aisées cette possibilité de déduction.

Les taxes sur les échanges internationaux tendent à diminuer, conformément à la doctrine néolibérale : en décembre 1996, malgré les réserves des entrepreneurs nationaux, la Bolivie a obtenu d'être, comme le Chili, associée au MERCOSUR (Marché commun du Sud), ce qui se traduira, dans les 10 ans à venir, par une libération totale des échanges avec les pays membres (Argentine, Brésil, Paraguay, Uruguay)<sup>52</sup>. Quant aux recettes non fiscales, dont le volume reflète l'importance de l'aide internationale, elles témoignent de la dépendance persistante de la Bolivie envers les financiers extérieurs.

L'examen des différents taux d'imposition pratiqués en Bolivie<sup>53</sup> ne laisse planer aucun doute sur le bien-fondé de son titre de meilleur élève du FMI : c'est le pays qui, en Amérique latine, a le plus réduit ses taxes à l'importation et impose le moins les entreprises (0 % au lieu de 30 % dans la plupart des pays voisins), mais aussi celui où l'impôt sur les personnes demeure le plus bas (Tableau 10).

<sup>51</sup> Villegas C., *Informe R*, n° 313, juillet 1995.

<sup>52</sup> *Informe R*, n° 347, janvier 1997.

<sup>53</sup> Selon une étude réalisée par l'économiste chilien Tomás Flores, de l'Institut *Libertad y Desarrollo* de Santiago.

Tableau 10. Les taux d'imposition en Amérique du Sud (1995)

Pays	Droits de douane	Impôt sur les personnes	Impôt sur les entreprises	TVA
Argentine	10,8	30	30	27
Bolivie	5 - 9	13	0	13
Brésil	14,3	35	30	7 - 25
Chili	11	45	15	18
Colombie	10	55	30	14
Equateur	12	25	25	10
Pérou	17	30	30	30
Venezuela	10	30	30	10

Source : *Revista Hoy, Instituto Libertad y Desarrollo*, Santiago, décembre 1995.

Conséquence de cette politique financière, la Bolivie souffre d'un déficit fiscal chronique, comblé autant que faire se peut par le crédit extérieur. Il oscilla, jusqu'en 1988<sup>54</sup>, entre 4 et 7,5 % du PIB et se situe actuellement autour des 10 % quand la moyenne pour les pays latino-américains est de 1,1 %. Le pays bénéficie donc d'une aide publique au développement (APD) fort consistante depuis de nombreuses années : de 148 millions de dollars en 1982, cette aide est passée à 202 millions en 1985, 526 millions en 1990 et 628 en 1992 (Tableau 11), soit une multiplication par 4,5 en 10 ans.

Tableau 11. Aide publique au développement (toutes origines) reçue par la Bolivie

Années	Aide publique (millions de dollars)	En % du PNB	Dollars par habitant
1987	318	(n.d.)	(n.d.)
1988	399	9,1	56,7
1989	445	9,6 (11,0)	60,8
1990	526	10,9 (11,6)	68,4 (68)
1991	481	9,4	64,4
1992	628	(13,9)	(90)
1993	578	10,6	80,6

(n.d.) : absence de données.

Entre parenthèses : chiffres du PNUD, généralement supérieurs à ceux de la Banque mondiale.

Source : Rapports annuels Banque mondiale et PNUD.

Comme un peu partout dans le monde, on note cependant une récente tendance à la diminution de cette aide, principalement à cause du désengagement général entamé par les Etats-Unis sur ce point<sup>55</sup>. Selon la Banque centrale bolivienne, celle-ci était encore de 660,2 millions de dollars en 1994, dont 267,3 de dons et 392,9 de prêts<sup>56</sup>. L'ambassade nord-américaine a pourtant déjà annoncé sa disparition

<sup>54</sup> CEPAL, 1994, cit. *Comercio Exterior*, février 1995.

<sup>55</sup> En 1994, l'APD fournie par les pays de l'OCDE représentait 0,3 % de leur produit national brut, son plus bas niveau depuis 1973. Elle a diminué de 25 % entre 1991 et 1994.

<sup>56</sup> *Bolivia bulletin*, n° 2, avril 1995.

dans un délai de cinq ans<sup>57</sup>, conformément à la nouvelle stratégie de la "prospérité partagée" adoptée par ce pays et qui consiste à remplacer l'aide publique par un système de stimulation du secteur et des investissements privés. Mais on voit mal comment les capitaux privés, à l'affût de profits sûrs et rapides, s'investiraient pas dans des pays aussi pauvres que celui-ci.

Les sommes reçues jusqu'à présent au titre de l'APD sont considérables si on les compare à celles dont bénéficient les autres pays du sous-continent. En 1993, cette aide était de 578 millions de dollars, soient 10,6 % du PNB et 80,7 dollars par habitant ; si l'on excepte les pays insulaires, seuls trois pays situés en Amérique centrale (région dont on sait l'importance stratégique pour les Etats-Unis), le Nicaragua, le Honduras et El Salvador, recevaient comme la Bolivie plus de 50 dollars par habitant. Parmi les pays sud-américains, la Bolivie se trouve actuellement au premier rang pour l'aide reçue par habitant. On peut s'interroger sur la signification de l'ampleur de cette aide, sachant qu'en politique l'argument humanitaire n'est toujours que de façade. Même sans évoquer les autres continents, de nombreux pays d'Amérique latine sont classés par la Banque mondiale à un niveau économique inférieur ou similaire à celui de la Bolivie, tout en ne recevant qu'une aide publique au développement nettement moindre.

Analysant l'évolution de la pauvreté dans le monde au cours de années 1980, celles de l'ajustement, la Banque mondiale (1990) distingue trois groupes de pays : ceux qui ont enregistré des progrès et ont bien réagi aux perturbations macro-économiques (pays d'Asie de l'Est), ceux où la récession a aggravé la pauvreté (la plupart des pays d'Amérique latine), et ceux où *"la persistance d'une croissance lente et des crises macro-économiques ont exacerbé une pauvreté pourtant déjà grave"* : parmi ces derniers figurent la plupart des pays d'Afrique subsaharienne et la Bolivie. Et de reconnaître dans un curieux amalgame : *"C'est pour ce troisième groupe de pays que les problèmes d'ajustement et de pauvreté sont les plus graves"* (o. c.) ; bien loin d'imaginer pour ces pays un traitement autre que l'ajustement structurel, la Banque ne voit de solution que celle d'une "aide" notamment à l'investissement, dont on sait pourtant la douteuse efficacité.

En orientant délibérément, au nom d'une mode idéologique, tout l'effort économique vers la conquête de marchés extérieurs pour laquelle la petite Bolivie posséderait d'hypothétiques "avantages comparatifs", les dirigeants nationaux, et plus encore les organismes financiers internationaux qui les pilotent, ont fait un pari gros de multiples dangers : celui de désindustrialiser le pays, car les entreprises nationales sont bien incapables d'atteindre la compétitivité nécessaire à la "mondialisation" (tandis que les capitaux internationaux réagissent peu aux avances qui leur sont faites), et celui d'aggraver encore la dualisation déjà existante de l'économie comme de la société, ne sont pas des moindres. Aujourd'hui, la prépondérance d'un secteur informel, refuge d'une population paupérisée, et le développement d'une économie souterraine et illégale, celle de la cocaïne, sont les conséquences les plus claires de ce choix.

## **2. "La coca n'est pas la cocaïne" : ambiguïtés et corruptions**

Ce rapide tableau d'ensemble de l'économie bolivienne ne serait pas complet si l'on ne s'arrêtait quelque peu sur le fameux problème de la coca-cocaïne dont l'importance est devenue telle que, selon certains auteurs, il s'agit là d'une nouvelle étape historique pour le pays, d'un nouveau cycle en quelque sorte, après ceux de l'argent, du quinquina, du caoutchouc et de l'étain qui ont tour à tour marqué l'économie bolivienne : *"la Bolivie est passée de l'économie de l'étain à l'économie de la coca"* (Urioste, o. c.).

---

<sup>57</sup> *Informe R*, n° 321, novembre 1995.

Affirmer que la coca n'est pas la cocaïne peut paraître provocateur pour ceux qui ne reçoivent d'information sur le sujet que celle diffusée par les grands médias, lesquels ne cherchent pas à faire dans le détail. Rappelons donc combien il est abusif d'assimiler cette plante, la coca (*Erythroxylum Huamuco*), nullement plus subversive qu'une autre, à l'une des utilisations qui peuvent en être faites, la fabrication de la drogue, le chlorhydrate de cocaïne. Assimilation d'autant plus dangereuse qu'elle permet bien des dérives dont la Bolivie est victime dans sa quête de développement. Mais cette évidence qu'avait lancée sous forme de slogan le président Jaime Paz Zamora (1989-1993) à l'exposition internationale de Séville (1992), ne semble toujours pas avoir été comprise ni par la législation des Nations-Unies selon laquelle la feuille de coca est une drogue, ni par les Etats-Unis dans leur répression armée menée sans trêve mais non sans ambiguïtés depuis 1986 contre les planteurs de coca de Bolivie. La première de ces ambiguïtés, parmi d'autres, est de donner à croire que les petits paysans du Chaparé sont des producteurs de drogue.

Même si l'on peut supposer que, parmi les effets bénéfiques de la feuille, il en est qui sont peut-être dus à une certaine libération des alcaloïdes qu'elle contient, les Boliviens qui la mastiquent comme l'ont fait depuis toujours leurs ancêtres<sup>58</sup>, n'ont rien de commun avec les drogués. La coca ne devient cocaïne qu'après divers traitements physiques et chimiques.

L'usage de la feuille de coca est commun, depuis des millénaires, dans toutes les civilisations précolombiennes des Andes ; mieux vaudrait dire les usages, car la feuille présente une multitude de qualités qui lui valurent une aura de mythes et de légendes (Delpirou, Labrousse, 1986). Elle intervient depuis toujours dans les remèdes de la médecine indigène kallawaya (cf. Girault, 1984), dans les séances de divination et les divers rituels de la vie sociale et religieuse traditionnelle, mais aussi dans la vie quotidienne des peuples andins. La liste des raisons pour lesquelles on mâche la coca est impressionnante, citons-en quelques-unes : pour travailler (cela donne des forces), pour combattre le froid, pour tromper la faim, pour voyager, pendant les fêtes, pour rester éveillé, pour guérir des maux variés (depuis les blessures jusqu'aux rages de dent)... et aussi pour oublier les peines. Ajoutons-y l'infusion de feuilles de coca pour lutter contre le *soroche* ou mal des montagnes dont souffrent les nouveaux arrivés dans les Andes. Au vu de ces qualités variées, on comprend que la période d'exploitation des mines de Potosí fut aussi celle de l'extension des plantations de coca dont les Espagnols comprirent vite l'intérêt ; c'est ainsi que dès le milieu du XVII<sup>e</sup> siècle la production de la région de Cuzco fut remplacée par celle des Yungas de La Paz (Coripata, Chulumani), plus proches de Potosí.

#### a) Les responsabilités

L'essor de la production de coca dû à sa transformation en cocaïne, qui a fait de la Bolivie le deuxième producteur mondial de feuilles après le Pérou, date des années 1970, celles de la dictature du général Banzer, le véritable "boom" se situant un peu plus tard, en 1980, lors de la dictature du général García Meza (Laserna, 1995).

Estimée à 6 800 tonnes en 1971, la production de feuilles passe à 16 817 tonnes en 1977, alors que 4 000 ou 5 000 tonnes auraient suffi pour les besoins traditionnels. Pour la décennie 1980-90, les

---

<sup>58</sup> C'est l'*acullicu*, la mastication des feuilles avec des cendres ou de la chaux.

estimations, par nature incertaines, du volume de la production de feuilles sont extrêmement divergentes, "résultat de la tension créée par les intérêts en jeu" (Laserna, o. c.). Ainsi, pour 1985, cette production se situerait entre 47 000 et 240 000 tonnes et serait encore de 123 000 tonnes en 1990 (mais certains auteurs avancent 150 000 tonnes) pour se stabiliser ensuite autour des 90 000 à 100 000 tonnes. En 1995, il s'agirait de 85 000 tonnes, en baisse par rapport à 1994 (89 800 tonnes) alors qu'elle aurait augmenté en Colombie et au Pérou, de sorte que la Bolivie se trouverait aujourd'hui au troisième rang des producteurs<sup>59</sup>.

La superficie cultivée, non moins difficile à connaître à cause de la diversité des évaluations, était estimée à 19 000 hectares en 1970, 71 000 en 1986 et 58 000 en 1990 ; sous l'effet des campagnes d'éradication, elle se stabiliserait actuellement aux environs de 50 000 hectares<sup>60</sup>, dont 12 000 hectares correspondraient aux cultures dites légales parce que répondant aux besoins traditionnels (dans les Yungas et la région d'Apolo, département de La Paz), et 36 000 hectares aux cultures dites illégales servant à la production de la cocaïne, essentiellement dans le Chaparé<sup>61</sup>. S'observe en outre une participation croissante de la Bolivie non plus seulement à la préparation de la pâte-base exportée vers la Colombie ou le Brésil, mais à la fabrication de la cocaïne, si l'on se réfère à l'augmentation des quantités saisies dans le pays : 484 kg en 1993, 2 728 kg en 1995<sup>62</sup>. La province du Chaparé (département de Cochabamba), province ouverte à la colonisation agricole après la réforme agraire de 1953, est, depuis les années 1970, celle qui fournit l'essentiel de la matière première convenant le mieux à la fabrication de "la blanche", devenant ainsi "la plus conflictuelle des zones rurales du pays, où s'affrontent violemment les intérêts contradictoires des paysans, des commerçants et des trafiquants, ceux de l'Etat et ceux des pays consommateurs, Etats-Unis au premier chef, désireux d'obtenir un reflux de la production" (J.- P. Deler, 1991-b).

Cette croissance de la production de coca destinée à l'élaboration de la cocaïne répond à la conjonction d'au moins deux facteurs externes favorables : une demande croissante (300 000 tonnes) essentiellement localisée aux Etats-Unis qui comptent près de 10 millions de consommateurs réguliers et quelque 5 millions de consommateurs occasionnels, et la répression menée en Colombie qui a entraîné un essaimage de cette activité vers le Pérou et la Bolivie. L'ampleur de la demande conduit les pays producteurs à considérer que la responsabilité de la situation actuelle est partagée, concept accepté par les Etats-Unis lors de l'accord de Carthagène signé en février 1990 avec la Colombie, le Pérou et la Bolivie, mais jamais mis en pratique. La politique que l'Europe tente de définir en la matière semble être celle d'une insistance plus particulière sur ce point. Quant aux facteurs internes, outre l'occasion d'un prompt enrichissement qu'y trouvent certains responsables politiques, la crise économique profonde qui frappe la Bolivie depuis les années 1980 constitue certainement le plus décisif.

L'effet local le plus spectaculaire de ce "boom" fut la très rapide colonisation agricole du Chaparé, qui n'est cependant pas sans rapport avec la fermeture de la plupart des mines boliviennes à partir de 1985 :

---

<sup>59</sup> 183 600 tonnes au Pérou (augmentation de 10 % par rapport à 1994) et 40 800 tonnes en Colombie (augmentation de 12 %). Pour l'ensemble de l'Amérique latine, la production serait passée de 290 900 tonnes en 1994 à 309 400 en 1995 (*Presencia*, 30.04.1996, d'après une source nord-américaine). La production de feuilles de coca se répartirait ainsi entre les trois pays andins : Pérou : 67 %, Bolivie : 24 %, Colombie : 9 % (*Informe R*, n° 306, mars 1995, n° 331, mai 1996).

<sup>60</sup> *Le Monde*, 08.02.1995.

<sup>61</sup> Les Etats-Unis estiment que, pour 1995, la superficie plantée en coca est de 48 100 hectares en Bolivie et de 108 600 au Pérou. La Bolivie pourrait ainsi produire annuellement 270 tonnes de cocaïne (*Informe R*, n° 306, mars 1995).

<sup>62</sup> *La Dépêche Internationale des Drogues*, n° 58, août 1996.

24 000 habitants en 1967, 142 000 en 1976, 300 000 en 1986, 350 000 en 1989 et une retombée à 121 000 au recensement de 1992. Colonisation par une population qui reste très fluctuante, car "de toute évidence, écrit G. Cortes (1995-a), les phases de peuplement du Chaparé correspondent aux périodes où le contexte international du trafic de cocaïne est favorable à la production de coca dans la région. Le "boom démographique" semble avoir eu lieu à partir de 1982 pour se prolonger jusqu'en 1989, date à partir de laquelle le volume des migrants chute considérablement", chute parallèle à celle du prix de la coca.

Depuis les années 1970, les Etats-Unis exercent une pression croissante pour que soit mise en oeuvre dans le pays une politique de répression brutale non seulement du trafic de la drogue mais surtout de la culture de la coca, plus aisément repérable et dont les producteurs sont moins protégés. En 1983, après la chute de la dictature de García Meza abandonné par les Etats-Unis parce que trop fortement impliqué dans ce trafic, fut créé un groupe de police spécialement entraîné à cette répression, les UMOPAR<sup>63</sup> dont les troupes nord-américaines prirent dès 1986 le commandement de fait sous le couvert de conseillers de la DEA<sup>64</sup>.

La traduction légale de cette pression fut la loi 1008 (*Ley del régimen de la coca y sustancias controladas*), adoptée en 1988 sous le gouvernement de Victor Paz Estenssoro. Cette loi demeure toujours très contestée, à la fois parce qu'elle est considérée comme attentatoire aux droits de l'homme (malgré certains aménagements apportés en 1996) et contraire à la Constitution, et parce qu'elle assimile la coca à une drogue, reprenant sur ce point les termes des Conventions successives des Nations-Unies sur les stupéfiants et les substances psychotropes (1961, 1972, 1988). La même année encore fut acceptée par le gouvernement la présence de 400 militaires nord-américains opérant sur le sol bolivien, tandis que, sous la pression des Etats-Unis, se mettait peu à peu en place, en vertu de cette loi 1008, une militarisation de la lutte contre la drogue par la création des FELCN (*Fuerzas Especiales de Lucha contra el Narcotráfico*) au sein de l'armée bolivienne<sup>65</sup>.

Pourtant, les saisies de cocaïne reconnue provenir de Bolivie ne sont que de l'ordre d'une dizaine de tonnes chaque année (26 tonnes en 1995, selon l'Organisation mondiale des douanes), c'est-à-dire bien peu par rapport à la production supposée, que l'on estime entre 200 et 400 tonnes. Parallèlement, l'éradication de la culture de la coca est fortement encouragée : selon la loi 1008, le producteur qui détruit sa plantation de coca reçoit une prime de compensation de 2 000 dollars par hectare arraché (portée à 2 500 dollars en 1996), ce qui, curieusement, revient à payer les gens pour qu'ils respectent la loi, preuve des incertitudes ambiantes !

Enfin cette guerre (selon l'expression officielle) dont les premières victimes sont les paysans du Chaparé, ne va pas sans nombreuses exactions, tortures et assassinats, régulièrement dénoncés par les

<sup>63</sup> *Unidades Móviles de Patrullaje Rural* directement financées par les Etats-Unis, dont les membres sont généralement connus sous le nom de "Léopards" à cause de leur tenue camouflée. Ils forment partie des FELCN (*Fuerzas Especiales de Lucha contra el Narcotráfico*).

<sup>64</sup> *Drug Enforcement Administration* : Service étatsunien de lutte contre la drogue. Il n'est pas inutile de rappeler à ce propos la conclusion du chapitre que M. Lemoine (1988) consacre à la Bolivie : "Compte tenu de la position stratégique de la Bolivie sur le continent (...) il semble qu'on assiste aux débuts d'une implantation permanente des Etats-Unis (...) dans une zone d'accès difficile, justifiée (...) par (...) le conflit interne au Pérou [Sentier lumineux] et la tension sociale grandissante en Bolivie même, porteurs de conflits de basse intensité". Cette importance géostratégique accordée à la Bolivie par les Etats-Unis n'est pas sans rappeler, sauf le prétexte de la drogue, celle qu'accorde la France à la République Centrafricaine et du Tchad.

<sup>65</sup> En particulier sous couvert de l'Annexe III de la Convention signée entre la Bolivie et les Etats-Unis en mai 1990, que le gouvernement Paz Zamora avait alors vainement tenté de cacher au public.

organisations de défense des droits de l'homme<sup>66</sup>. De volontaire et encouragée, l'éradication tend à devenir brutalement imposée par les UMOPAR qui savent pouvoir agir en toute impunité. "Dans le Chaparé, il n'y a pas de loi, ce sont les "léopards" qui commandent, raconte un habitant. Quand nous recevons la compensation pour l'éradication de notre coca, il nous faut cacher l'argent dans la terre, parce que si les "léopards" le trouvent, ils disent que cet argent provient du trafic de drogue et nous le prennent"<sup>67</sup>. Bien des cocaleros se plaignent que cette compensation ne leur soit jamais parvenue ; enfin, des comités d'autodéfense s'organisent, déclenchant parfois des batailles rangées avec les UMOPAR.

#### b) La coca-cocaïne et l'économie bolivienne

Et pourtant, que d'ambiguïtés et d'hypocrisies dans cette soi-disant lutte contre la drogue dont ce pays est devenu le théâtre ! Car la Bolivie a besoin de la cocaïne et chacun le sait bien. Pour ce qui est des emplois, le ministère de l'Agriculture estime à quelque 60 000 le nombre de familles produisant la coca, ce qui porte à un minimum de 120 000 le nombre de personnes qui travaillent à cette production. Ajoutées à 85 000 personnes actives dans la transformation et la commercialisation, c'est un total de plus de 200 000 actifs présents dans ce circuit économique de la coca-cocaïne, soit 9 à 10 % de la population active<sup>68</sup>, pourcentage actuellement identique à celui du secteur industriel.

Plus importante encore est la coca-cocaïne dans l'économie bolivienne. Bien que les estimations en la matière soient naturellement fort difficiles, on pense qu'elle constitue quelque 30 % du produit brut agricole et, pour ce qui est de sa contribution aux exportations, encore qu'en ce domaine plus qu'en tout autre les chiffres soient très discutés, elle représenterait, en valeur, environ la moitié, ou entre le quart et la moitié, de la totalité, c'est-à-dire presque l'équivalent des exportations légales. Quant à sa contribution au PIB, elle était estimée à 12,9 % en 1990, soit, malgré une certaine diminution, encore davantage que l'industrie (11,4 %) et que le commerce (11,2 %) et à peine moins que le secteur agricole légal (18,1 %), contribution importante comparée à la Colombie où elle est évaluée entre 3 et 5 % du PIB<sup>69</sup>. Par delà leurs divergences (qui vont parfois du simple au double selon les sources), toutes les évaluations montrent que cette économie de la coca-cocaïne s'est considérablement accrue durant la crise inflationniste (1979-1985), constituant une réponse à celle-ci (Laserna, *o. c.*). Environ la moitié des revenus qu'elle génère resteraient en effet dans le pays (Bureau d'Etudes Müller et Associés, 1991), soit un gain annuel estimé entre 150 et 300 millions de dollars selon une fourchette généralement admise<sup>70</sup>.

Il s'agit donc d'une continuelle injection de dollars "frais" dans l'économie du pays, que l'Etat ne contrôle nullement (mais tente, comme tous les acteurs en cause, d'en garder sa part au passage) et qui contribue, par son effet multiplicateur, à l'activité de secteurs tels que le commerce, la construction ou

<sup>66</sup> Ainsi les différents appels lancés par Amnesty International, notamment en 1995, et le rapport de l'association Human Rights Watch/Americas : "Bolivia under Pressure. Human Rights Violations and Coca Eradication". Vol. 8, n° 4 (B). May 1996. New York.

<sup>67</sup> *Opinion*, 18 janvier 1996, cit. Cocapress, vol. 3, n° 2, 11-19 janvier 1996, Cochabamba.

<sup>68</sup> *Presencia*, 05.07.1991.

<sup>69</sup> *Le Monde*, 5 août 1995. Selon le gouvernement bolivien, cette participation ne serait que de 3 % (*Informe R*, n° 313, juillet 1995).

<sup>70</sup> D'autres sources en estiment ce montant entre 300 et 500 millions de dollars sur un revenu total de 4 millions, 10 % seulement revenant aux paysans producteurs boliviens (selon A. Henman, J. Mürtenbaum et R. de Olmo, *Presencia*, 02.04.1989). Officiellement, la "Superintendance des banques" évalue le blanchiment à 150 millions de dollars par an (*Informe R*, n° 311, juin 1995). Selon l'Institut national de statistique, il s'agirait de 233 millions de dollars (*Informe R*, n° 350, mars 1997).

les services. Dans une économie fortement dollarisée, la présence de ces narco-dollars au blanchiment facile amortit les effets récessionnistes de la Nouvelle Politique Economique, retient le processus inflationniste et permet le remboursement de la dette...<sup>71</sup>. Un certain reflux s'est cependant manifesté au cours des années 1990 : en 1993, les exportations n'auraient été que de 171 millions de dollars (24 % de la valeur des exportations légales), au lieu de 453 millions en 1988 (84 % des exportations légales), et les revenus obtenus n'auraient plus représenté que 1,9 % du PIB au lieu de 5,6 %. On peut certes attribuer ce recul, selon l'argumentation officielle, aux succès de la répression ou encore aux succès de la nouvelle politique économique qui aurait pour résultat de relancer l'économie "légale", mais il s'agit plus sûrement d'un effet de saturation du marché de la cocaïne dont témoigne la baisse de son prix de gros aux Etats-Unis (diminution de 80 % depuis 1983), preuve de l'échec de la "lutte" anti-drogue (Thoumi, 1995).

Les responsables boliviens et nord-américains sont certes bien conscients de toutes ces ambiguïtés, ce qui explique que la lutte contre les trafiquants paraisse parfois bien molle (cf. Fig. 3), marquée de nombreux cas de corruption et compromissions tant des responsables politiques que du personnel chargé de la répression. Le cas Huanchaca, en septembre 1986, dont les pouvoirs publics n'ont pas permis l'élucidation, demeure l'exemple le plus typique de ce double jeu<sup>72</sup> ; celui, plus récent, du "narco-avion" bolivien saisi en septembre 1995 à Lima, avec à son bord quelque quatre tonnes de cocaïne à destination du Mexique, démontre combien la corruption a atteint les milieux de la politique, de la police, de la douane et de la FELCN.

Rien ne peut effectivement remplacer une telle source de revenus, si utile à tant d'intérêts, le producteur de feuilles étant celui qui profite le moins de la manne et celui que l'on inquiète le plus : ne lui reviendrait en réalité que 0,2 % du prix de la cocaïne vendue à New York<sup>73</sup>. Selon des estimations, la valeur de la feuille se trouve multipliée par 300 lorsqu'elle devient pâte-base, et une nouvelle fois par 300 lorsque celle-ci devient cocaïne. Le kilo de cocaïne fabriqué en Bolivie est payé 1 000 dollars, revendu 3 000 dollars à la frontière du Brésil et 5 000 dollars à São Paulo, et "ceux qui alimentent le marché local ou international l'achètent à leur tour jusqu'à 20 000 dollars"<sup>74</sup>.

Fortement organisés en association, les planteurs de coca (les *cocaleros*) manifestent activement leur opposition à la répression dont ils sont l'objet, arguant qu'ils ne sont nullement responsables de l'utilisation répréhensible qui est faite de leur production. Malgré les campagnes médiatiques du gouvernement visant à les "diaboliser", ils bénéficient d'un a priori favorable dans la population qui partage leur sentiment anti-yankee et les soutient dans leurs manifestations, telle, en 1994, la "marche" des *cocaleros* depuis le Chaparé jusqu'à La Paz, ou à la fin de l'année 1995, la "marche" de leurs femmes, l'une et l'autre chaleureusement accueillies par la population pacénienne.

<sup>71</sup> Le plan de stabilisation mis en oeuvre en 1985 avait interdit aux banques de rechercher l'origine des devises confiées en dépôt. Depuis 1995, une disposition oblige à remplir, pour les dépôts supérieurs à 10 000 dollars, un formulaire qui reste confidentiel (*Informe R*, n° 315, août 1995) et les Etats-Unis font actuellement pression pour que soit adoptée une loi sanctionnant le blanchiment de narco-dollars par les banques.

<sup>72</sup> Atterrissant à leur insu sur une piste clandestine d'Amazonie, trois botanistes y furent assassinés par des narcotrafiants, un quatrième parvenant à s'échapper. Les forces anti-drogue n'intervinrent que 72 heures plus tard, le député chargé de l'enquête par une commission parlementaire fut assassiné, et jusqu'à présent, faute d'atteindre le quorum nécessaire, le Parlement n'a pas examiné l'affaire (voir A. Labrousse, 1991). L'explication habituellement retenue est qu'il s'agissait d'un laboratoire de cocaïne contrôlé par la CIA, et servant à financer les "contras" du Nicaragua (cf. M. Lemoine, *Le Monde diplomatique*, octobre 1995).

<sup>73</sup> Selon le *Financial Times*, cit. *Le Monde*, 3-4.03.1996.

<sup>74</sup> *La Dépêche Internationale des Drogues*, n° 58, août 1996.



Figure 3. Les ambiguïtés de la lutte contre la cocaïne, vues par l'hebdomadaire *Aquí* (01.11.1986)

De gauche à droite et de haut en bas :

"Attention, laboratoires boliviens" - "Nous partons à votre recherche !" - "Nous sommes en route !".

"Nous sortons !" - "Nous nous approchons !" - "Nous arrivons !".

"Nous sommes arrivés !" - "Nous vous encerclons !" - "Ils sont déjà partis !".

Ajoutons que l'une des justifications apportées à la violente répression menée contre les producteurs de feuilles est souvent celle d'une alarmante augmentation de la consommation de drogue en Bolivie même, le chiffre avancé par les pouvoirs publics étant de 300 000 consommateurs (*adictos*). Ici l'ambiguïté du discours est totale. Cette consommation ne concerne pas la cocaïne, laquelle demeure, par son prix, le "privilège" des milieux urbains aisés pour lesquels elle constitue une sorte de snobisme. La drogue des pauvres, celle des jeunes des quartiers populaires, ne peut être que la colle bon marché (*klefa*), souvent fabriquée par des marques étrangères selon des formules interdites dans leurs pays d'origine, ou le *thinner* que l'on inhale et dont les ravages sur la santé sont bien plus graves que ceux de la cocaïne. La répression dans le Chaparé n'y changera rien. Ambiguïté qui reflète celle des objectifs réels de la politique anti-drogue, car "on ne sait pas bien si le problème tient au grand nombre d'utilisateurs de drogues, au nombre et au comportement des personnes dépendantes, au pouvoir d'un groupe d'entrepreneurs dont l'enrichissement certain modifie la structure du pouvoir, au fait qu'une éventuelle éradication de la drogue conduirait le pays à une profonde récession économique, ou à une combinaison de tous ces éléments" (Thoumi, o. c.).

Les Etats-Unis octroient une aide annuelle considérable à la Bolivie pour l'éradication des cultures de coca (66 millions de dollars en 1993, 125 millions en 1994)<sup>75</sup>, le gouvernement s'étant engagé à en détruire chaque année 5 400 hectares, pour aboutir à une éradication de 35 000 hectares d'ici l'an 2 000. C'est là, en réalité, un autre moyen de pression sur le pays, l'aide diminuant lorsque le "Grand Frère" qui, depuis plus de 10 ans joue de la carotte et du bâton, juge insuffisants les résultats de la "lutte contre la coca" (Delpirou, Labrousse, 1986). Ainsi l'ambassade des Etats-Unis a-t-elle annoncé inopinément que, pour 1993, cette aide serait amputée de 26 millions de dollars (40 % du total promis), parce que n'avaient été détruits que 4 800 hectares de coca<sup>76</sup>. De son côté, le gouvernement bolivien ne manque pas de faire savoir tantôt que l'objectif fixé a été atteint, la chose étant difficilement vérifiable... tantôt, au contraire, qu'il ne peut être atteint faute de crédits suffisants...

Désormais cette aide est sujette à un certificat de "bonne conduite" (la *certificación*) octroyé le premier mars de chaque année par les Etats-Unis à une trentaine de pays dans le monde ; "le fait d'en être privé (cas de la Colombie en 1996) entraîne une double sanction : Washington suspend son aide bilatérale, et fait en sorte que celle provenant d'autres sources soit réduite ou tarie"<sup>77</sup>. En mars 1995, les conditions de l'octroi de ce "certificat" à la Bolivie étaient l'éradication avant le mois de juin suivant de 1 750 hectares de coca (seulement 700 hectares avaient été détruits en 1994), la signature, pour une durée de 95 ans, d'un traité d'extradition concernant les narcotrafiquants et la mise en place d'un plan "mutuellement acceptable" d'éradication des cultures illégales de coca, faute de quoi l'aide serait réduite de 30 % (38 millions de dollars) ; pour le second semestre de la même année, il fut ajouté que la *certificación* était soumise à la destruction de 3 000 hectares de coca. La *certificación* de 1997 fut assortie de "fortes recommandations" : l'élaboration d'une loi contre le blanchiment des narco-dollars, l'éradication sans compensation financière de la coca nouvellement plantée et, plus généralement, la réduction du montant de cette compensation accordée pour l'arrachage des plantations.

A cette pression par l'argent s'ajoute une pression par la force, véritable occupation militaire nord-américaine du Chaparé, que les Boliviens supportent fort mal et qui s'accompagne d'exactions variées à

<sup>75</sup> De source nord-américaine, cette aide s'élèverait à un total de 1 200 millions de dollars pour les dix années 1985-1994 (*Informe R*, n° 320, octobre 1995).

<sup>76</sup> *Presencia*, 10.02.1993.

<sup>77</sup> *Le Monde*, 3-4.03.1996.

l'encontre les paysans allant souvent jusqu'à des morts d'hommes. Les Etats-Unis, "après l'effondrement communiste, semblent avoir érigé la guerre contre le narco-trafic en nouvel objectif géopolitique de sécurité... les moyens auxquels ceux-ci envisagent de recourir (utilisation de défoliants parfois interdits par leur propre législation, envoi de troupes) sont jugés attentatoires à la souveraineté latino-américaine" (van Eeuwen, 1994).

Certainement plus positives, sinon plus réalistes, sont les tentatives de "développement alternatif" mené par des ONG locales, ou encore les interventions des Nations Unies qui cherchent, à travers l'UNDCP (*United Nations Drug Control Program*), à promouvoir des activités agro-industrielles en remplacement de la coca, telle la production laitière ou celle de plantes aromatiques dans le Chaparé, ou encore celle de café dans les Yungas. Et pourtant, toutes ces tentatives (notamment dans le cadre du PIDYS - *Plan Integral de Desarrollo y Sustitución* mis en oeuvre en 1989) se sont soldées par des échecs, les cours mondiaux des produits agricoles d'exportation étant ce qu'ils sont. Un hectare de coca rapporte au producteur 3 000 à 4 000 dollars annuels, soit beaucoup plus que n'importe quelle autre culture, même d'exportation (les cultures alternatives ne rapportent en moyenne que 1 500 dollars à l'hectare), cela en dépit d'une certaine tendance à la baisse du prix de la coca depuis l'intensification des opérations militaires. Une enquête réalisée en 1991 par l'USAID montrait que le revenu moyen annuel des paysans de Cochabamba est de 410 dollars, mais s'établit à 3 320 dollars dans le Chaparé (Caro *et al.*, 1992). Les paysans l'ont bien compris, qui détruisent leur plantation de coca pour empocher la prime de 2 500 dollars puis en ouvrent une autre ailleurs, à tel point que les UMOPAR s'en prennent désormais aussi aux pépinières ! Les données officielles reconnaissent que si, de 1987 à 1994, 26 000 hectares ont été arrachés, 33 000 autres ont été replantés parallèlement, soit une augmentation de 7 000 hectares<sup>78</sup>, de sorte qu'au total, selon une étude de l'USAID-Bolivie de mai 1996, la superficie cultivée en coca aurait augmenté de 1 500 hectares depuis l'élection du président Sanchez de Lozada (1993).

De même dans les Yungas a-t-il bien fallu reconnaître l'échec du *Proyecto de Desarrollo Alternativo*, dit *Agroyungas*, mené par l'UNDCP qui, entre 1985 et 1990, ambitionnait de remplacer la coca par le café sans prendre en compte la faiblesse du prix de ce dernier à l'exportation ni celle des rendements locaux ; dans la région, une plantation moyenne de coca (0,92 ha) rapporte 6 260 boliviens par an tandis que le petit producteur de café travaille à perte, chaque quintal produit lui coûtant 2,77 boliviens (Prudencio, 1994)<sup>79</sup>. Aujourd'hui, l'ambassade nord-américaine s'inquiète de la multiplication des plantations de coca dans les Yungas (qu'elle estime à 2 400 hectares "excédentaires") et prépare, selon la formule connue, leur éradication<sup>80</sup>. Même constat d'échec financier dans le Chaparé avec la laiterie Milka d'Ivirgatzama dont l'avenir paraît fort compromis (Rijnhout, Oomen, 1994). Et quel que soit le projet, "la reconversion agricole n'ayant des résultats effectifs que plusieurs années après l'investissement initial, le paysan se retrouve dans une situation de précarité financière telle qu'il est conduit le plus souvent à se défaire de son capital ou à replanter de la coca, même si la conjoncture n'est pas favorable à sa commercialisation" (Cortes, o. c.)<sup>81</sup>.

<sup>78</sup> Informe R, n° 307, avril 1995.

<sup>79</sup> La remontée des cours internationaux du café en 1993-94 ne fut qu'un effet passager de la spéculation, la tendance lourde restant à la baisse pour tous ces produits primaires ; dès la mi-95, le prix du café diminuait de nouveau, en dépit d'une offre mondiale légèrement inférieure à la demande.

<sup>80</sup> Informe R, n° 351, mars 1997.

<sup>81</sup> Voir, sur ce sujet, l'excellent documentaire télévisé de J.-M. Rodrigo (1994) intitulé "Cocafé" qui, des mines de Potosí au Chaparé et aux Yungas, démontre la logique de la production de la coca et de son impossible substitution : "Seule la coca peut remplacer la coca" plaisante-t-on dans le Chaparé.

Etrange myopie que cette focalisation de "l'aide" sur le Chaparé (après l'échec dans les Yungas), alors qu'il ne s'agit là que de la manifestation, en un point de fixation certes spectaculaire, de la misère des campagnes. Comment reprocher aux paysans et aux citadins sans emploi qui en ont l'occasion, de s'engouffrer dans cette pseudo-économie qui leur permet enfin l'accès à un certain mieux-vivre ? Comme trop souvent, l'aide s'attache aux symptômes les plus visibles, non aux causes.

Face à cet échec du "développement alternatif", la dernière trouvaille nord-américaine en matière de répression est "l'option zéro" que le gouvernement bolivien hésite cependant à mettre en oeuvre ; elle consisterait à vider le Chaparé de ses habitants et à l'ériger en "parc industriel" offert aux entreprises agro-industrielles, un projet qui devrait, le gouvernement, attirer 50 à 100 millions de dollars d'investissements<sup>82</sup>. En janvier 1996, l'ambassadeur nord-américain annonce sans détours son intention de donner plus d'ampleur aux activités de la CIA dans le pays<sup>83</sup> ! Tirant d'autres leçons de cette situation, l'UNDCP conclut que *"le meilleur espoir de réduire la coca dans les Andes ne réside pas dans les cultures de substitution, mais plutôt dans un renforcement des mesures qui font baisser le cours de la coca et dans des programmes qui permettraient une bonne croissance de l'ensemble de l'économie nationale"*, ajoutant toutefois, sans trop d'illusions, qu'il y faudra encore dix ou vingt ans<sup>84</sup>.

Outre la dépendance accrue vis-à-vis des Etats-Unis qu'implique le problème coca-cocaïne, et qui s'ajoute à celle créée par la dette externe vis-à-vis des organismes financiers internationaux, le risque est, bien sûr, qu'une fois encore en Bolivie le fonctionnement de l'économie repose sur un seul produit, qui plus est illicite, comme ce fut le cas par le passé, avec successivement l'argent, le quinquina, le caoutchouc et l'étain, sans qu'il en reste rien d'autre que le souvenir de prospérités éphémères et limitées à quelques bienheureux.

L'autre risque est ce que les économistes appellent "le syndrome hollandais", lequel apparaît dans les économies ainsi "soufflées" par le succès d'une exportation à forte valeur (cas du Venezuela ou du Nigeria avec le pétrole). Ce succès provoque une surévaluation de la monnaie qui nuit aux exportations "légales" mais stimule les importations au point de détruire l'appareil productif national. Ce phénomène peut expliquer en partie les faibles performances de la balance commerciale (Salama, 1994). Ainsi, par un tel mécanisme, la production agricole et industrielle et, de façon plus générale, le tissu productif du pays se trouveraient-ils en danger de disparition d'autant plus qu'aux méfaits de ce "syndrome" s'ajoutent ceux de la libre importation prônée par la doctrine néolibérale en vigueur. Même s'il n'existe pas d'études démontrant la réalité de ce "syndrome hollandais" en Bolivie, il n'en reste pas moins que *"l'exportation illégale de cocaïne alimente une économie clandestine qui trouve dans la contrebande, l'importation et le commerce, des moyens de blanchir l'argent obtenu, et ce processus crée un climat défavorable au développement industriel"* (Laserna, o. c.), qui vient s'ajouter à l'effet récessif de la politique néolibérale.

De façon non moins inquiétante que les conséquences économiques et la dépendance externe qu'il induit, le problème de la coca-cocaïne constitue un véritable poison de la vie politique, ici comme en Colombie. Quel que soit leur niveau hiérarchique, les dirigeants du pays, anciens ou actuels, sont à tour de rôle soupçonnés, à tort ou à raison, de recevoir ou d'avoir reçu pour financer leur campagne

<sup>82</sup> *Informe R.*, n° 299, novembre 1994.

<sup>83</sup> *Informe R.*, n° 324, janvier 1996.

<sup>84</sup> UNDCP Paper, (s.d.), 71 p.

électorale ou orienter leurs votes, des subsides de la mafia : "D'une façon ou d'une autre, le narco-traffic influe puissamment sur la vie politique nationale, directement ou indirectement, par des voies différentes, imbriquées et contradictoires, par action ou par omission"<sup>85</sup>. De plus, la pression politique et financière des Etats-Unis est telle que les partis candidats au pouvoir s'en trouvent en quelque sorte tétanisés, incapables de proposer des solutions nouvelles qui iraient contre la volonté du puissant voisin.

Enfin ce véritable abcès de fixation fait que l'aide internationale reçue tend de plus en plus à être uniquement mobilisée pour le "combat contre le narco-traffic" assimilé à une guerre juste, au lieu d'être dirigée prioritairement vers le développement rural, lequel constitue cependant la seule solution au problème. Entre 1990 et 1992, le tiers de l'aide bilatérale reçue des Etats-Unis en vertu du Titre III de la loi 480 est allé au département de Cochabamba (Prudencio, Franqueville, 1995), et 32 % des 851 millions de dollars versés par les Etats-Unis entre 1984 et 1994 ont été destinés à renforcer les moyens de la police et de l'armée. Ainsi la lutte contre la drogue fonctionne t-elle de plus en plus comme un piège à devises que, même conscients de son inutilité, les Etats désireux de coopérer avec la Bolivie ne peuvent éviter (cas récent des pays européens qui auraient promis 22 millions de dollars "pour le développement alternatif et la réduction de la coca excédentaire" en 1997<sup>86</sup>), sauf à faire preuve d'une volonté politique encore inédite.

Mais on sait aussi la diminution massive de l'aide au développement des pays du Sud vers laquelle les Etats donateurs et particulièrement les Etats-Unis s'acheminent dans la cadre d'une rigueur budgétaire proclamée inévitable. En 1995, l'aide octroyée par les pays du Comité d'Aide au Développement (CAD) a diminué de 12 % par rapport à l'année précédente et celle des Etats-Unis ne représentait que 0,10 % de leur PNB, les plaçant au dernier rang des 21 pays du Comité, la moyenne étant de 0,27 % (l'objectif fixé en 1970 était de 0,70 %). Cette moyenne est, observe l'OCDE, "le chiffre le plus bas jamais atteint depuis qu'existent des statistiques comparables, c'est-à-dire depuis 1950"<sup>87</sup>. Une telle évolution conduit Washington d'une part à présenter cette diminution comme une sanction envers une Bolivie trop lente à lutter contre "la drogue" et, d'autre part, à exiger un règlement rapide et définitif du problème, exigence qui met en fort mauvaise posture le gouvernement du pays face aux réactions sociales suscitées et l'incite à des mesures fort peu démocratiques<sup>88</sup>.

Avec raison, les producteurs de coca, organisés en syndicat et devenus aujourd'hui l'une des rares forces sociales capables de pression sur le gouvernement, insistent sur le fait que la lutte contre la drogue ne passe pas seulement par la répression militaire et l'éradication forcée des cultures, mais aussi, à l'autre bout du réseau des trafiquants, par le contrôle de la distribution aux Etats-Unis et la recherche de solutions au problème de société qui est à la source de la demande et de la consommation des pays occidentaux. Mais en Bolivie même, la solution n'est sûrement pas non plus celle d'impossibles cultures alternatives aux débouchés incertains, sauf, pour les pays importateurs, à manifester leur solidarité avec le pays en garantissant un marché aux producteurs à des prix propres à concurrencer ceux offerts pour la coca ; de façon plus réaliste, mais politiquement exigeante, il existe dans le pays des cultures qui

<sup>85</sup> *Informe R*, n° 301, 1995.

<sup>86</sup> *Informe R*, n° 353, avril 1997.

<sup>87</sup> *Le Monde*, 7 février 1997.

<sup>88</sup> L'exigence nord-américaine prend parfois la forme de menaces ridicules : ainsi en mars 1995, le sénateur républicain Dan Burton proposa-t-il, entre autres mesures guerrières, l'envoi de porte-avions sur les "côtes" boliviennes !

constituent la base de l'alimentation et pourraient parfaitement faire vivre les petits producteurs, à condition qu'elle soient l'objet d'une réelle volonté de promotion tant à la production qu'à la vente.



Figure 4. La coca et les lois du marché, vues par "Pancho" (*Le Monde*, 08.02.1995)

Qu'il ait été initié ou non par le cartel de Medellín, qu'il ait été ensuite repris ou non par celui de Cali ou par les mafias brésiliennes, et qu'il relève aujourd'hui principalement de groupes nationaux, le développement de la culture de la coca en Bolivie n'est que la conséquence logique de l'abandon dans lequel les paysans et leur production ont été confinés ; en un sens, les paysans ne font ainsi que répondre aux fameuses lois du marché qui, pour une fois, leur sont favorables (Fig. 4) ! Quelle que soit la pression de l'ambassade des Etats-Unis pour obtenir une militarisation de la région du Chaparé (largement pratiquée dans les faits), cette culture ne prendra fin qu'avec une réelle prise en charge du monde rural et paysan par les pouvoirs publics, ou bien avec la disparition de celui-ci... (l'option dite "zéro" est-elle autre chose ?). *"Dans plusieurs pays où l'on a tenté de supprimer la drogue sans s'occuper de la paysannerie, d'autres cultures illicites sont apparues. On l'a vu en Thaïlande où le recul de l'opium a entraîné le développement de la marijuana ; on l'a vu en Colombie où le recul de la coca a entraîné l'extension du pavot"* (Labrousse, 1991). La baisse du prix de la cocaïne enregistrée ces dernières années signifie non pas que les politiques d'éradication forcée réussissent, mais bien que le marché est désormais "normalement" alimenté, voire "suralimenté", par une production qui suffit à la demande, la production totale de cocaïne étant aujourd'hui *"douze à quinze fois supérieure à celle du début des années 80, lorsque le président Ronald Reagan déclare la guerre à la drogue"* (Thoumi, o. c.). Face à cette réponse, certes discutable, à la pauvreté rurale, le gouvernement bolivien se trouve désormais acculé à développer cette "Bolivie profonde", que les "élites" créoles urbaines ont tantôt redoutée tantôt méprisée (Franqueville, 1994), et qu'elles avaient reléguée *sine die* aux marges de leur projet national.

Ajoutons, pour conclure ce thème de la drogue, qu'aujourd'hui de nombreuses voix autorisées, mais que l'on se refuse à entendre ici, considèrent comme un moindre mal l'idée d'un contrôle de ce marché par les Etats, depuis la production jusqu'à la consommation (à l'exemple du marché des armes). Proposition qui rencontre la farouche hostilité tant des narcotrafiants de tout bord que des Etats qui tirent profit du recyclage de cette "manne".

## Conclusion

Si l'on met à part cette activité illégale et artificielle, le tableau d'ensemble que présente la Bolivie est celui d'une économie "réelle" pour le moins en stagnation. La balance commerciale présente régulièrement un solde négatif et il faut bien constater que la structure des exportations légales continue d'être celle d'une économie extravertie : 49 % en valeur correspondent à des minerais exportés sans transformation et 26 % aux hydrocarbures, richesses et source d'énergie dont le pays se prive ainsi définitivement sans chercher à les valoriser. Mais c'est la condition pour que les gouvernements puissent continuer à rembourser la dette, à recevoir d'autres prêts et rester en place.

N'y aura-t-il donc jamais pour ce pays d'autre destin que celui, constant depuis l'invasion espagnole, d'une dilapidation de ses richesses pour le plus grand profit des pays du Nord ? Même les profits de la drogue ne sont ici que marginalement investis, sous forme d'immeubles ou de supermarchés dans les plus grandes villes, sans réel effet d'entraînement sur le développement économique.

A cette braderie organisée des ressources nationales, il faut ajouter celle, due au laisser-faire, des ressources écologiques. Certes, à l'occasion de la Saint Jean, la tradition est de "réchauffer" la nuit la plus froide de l'année en allumant partout des feux qu'au nom de la protection de l'environnement les autorités prétendent désormais interdire ; de même en est-il de la pratique habituelle par les paysans de l'écobuage qui obscurcit parfois le ciel d'une bonne partie du pays. Mais bien plus inquiétant est certainement le saccage de la forêt amazonienne auquel se livrent de façon incontrôlée les compagnies forestières à la recherche de bois précieux. La déforestation en Bolivie est estimée à 200 000 hectares par an, la diminution étant l'une des plus fortes d'Amérique du Sud (plus de 1 % entre 1981 et 1990), supérieure à celle du Brésil mieux connue du public<sup>89</sup> ; la superficie des forêts boliviennes aurait diminué de 56 millions d'hectares en 1975 à 53 millions en 1994<sup>90</sup>, réduisant d'autant l'espace nécessaire aux peuples autochtones orientaux (les "tribus sylvoicoles", dit-on dédaigneusement) qui, depuis la "marche" qu'ils organisèrent en 1990, ne manquent pas de faire spectaculairement parvenir leurs revendications jusqu'à La Paz<sup>91</sup>. Au sud-ouest du département du Béni, la zone forestière occupée par les Chimane, Mosekene, Mojeño, Yuracaré et Movima (appelée Bosque de Chimanes) est devenue une sorte de symbole de ces dissensions et le test de la volonté politique du gouvernement en la matière. Une loi forestière votée en juillet 1996 met enfin en place des dispositions propres à mettre fin au saccage, mais l'affaiblissement programmé du pouvoir de l'Etat autorise à douter du respect dont elles seront effectivement l'objet sur le terrain. Toujours dans le Béni, le saccage des palmiers Asaí pour l'exportation des coeurs de palmiers relève de la même inconséquence<sup>92</sup>. De même la transposition dans

<sup>89</sup> Cf. *Courrier de la Planète*, n° 35, juillet-août 1996.

<sup>90</sup> *Informe R*, n° 312, juin 1995.

<sup>91</sup> On trouvera dans l'ouvrage de Christian Rudel (1995, pp. 132-136) un récit détaillé de la "marche" vers La Paz réalisée par les peuples du Béni, en août-septembre 1990.

<sup>92</sup> *Informe R*, n° 335, juin 1996.

les plaines amazoniennes des méthodes de culture empruntés à celles du Middle West provoque des dommages écologiques souvent irréversibles dont il n'est jamais question, s'agissant d'agro-industrie capitaliste (Moll, 1981). Non moins graves, mais moins dénoncés encore, sont l'importation illégale de déchets industriels provenant des pays occidentaux (420 tonnes de concentrés d'antimoine provenant d'Allemagne, découverts à Patacamaya en 1994), et la pollution, ancienne et continue, des rivières et des lacs, tels le río Pilcomayo, les fleuves d'Amazonie, ou encore, sur l'Altiplano, le lac Poopo et le río Desaguadero par l'entreprise Inti Raymi d'Oruro qui exploite les gisements aurifères de Koricollo<sup>93</sup>, et celle que répand la cimenterie de Viacha sur les terres des alentours. Mais la plupart des propriétaires des mines et entreprises, de même que les exploitants forestiers, sont suffisamment proches de la classe politique dirigeante pour ne pas être inquiétés, ou parfois en sont membres...

Faut-il prendre au sérieux le propos prêté au ministre du Développement économique selon lequel la vocation de la Bolivie n'est pas d'être un pays producteur, mais un pays de services commerciaux<sup>94</sup>? L'idée marquerait un tournant dans la théorie des avantages comparatifs telle qu'appliquée par le FMI, qui veut que *"tout le monde peut exporter plus qu'il n'importe"* (Latouche, *o. c.*), tournant selon lequel la Bolivie, économie à revenu intermédiaire gravement endettée selon le classement de la Banque mondiale (1996), quitterait la catégorie des exportateurs de produits primaires autres que les combustibles (qu'elle occupe avec seulement Cuba et le Pérou), pour celle des exportateurs de services (en compagnie de la Jamaïque, de la Jordanie et du Panama), *"pays qui n'ont plus rien d'intéressant à fournir"*, comme l'écrit encore S. Latouche.

Curieuse conception du développement pour un ministre qui en a la charge : une fois bradées ses ressources, l'économie bolivienne ne peut donc avoir d'autre objectif que celui de servir la "mondialisation" pour le profit des plus puissants. L'histoire est-elle ici à ce point terminée pour que ce pays, faute de pouvoir accéder aux bienfaits supposés du marché, ne se voie assigner d'autre futur que celui d'un satellite aidant les plus riches à s'enrichir encore un peu plus, y compris à ses dépens ?

Alors que notre époque est celle du *"déclin des tentatives de théorisation du changement social et d'élaboration de modèles de développement"* (Dureau, Quesnel, *o. c.*), et que l'on constate partout la faillite des modèles unilatéraux basés sur un seul critère dominant, que ce soit celui du marché, celui de l'Etat, celui de l'industrie industrialisante ou celui du développement autocentré... (Weinberg, 1992), les dirigeants boliviens continuent à croire et à agir comme si les *Chicago Boys* leur avaient montré une fois pour toutes l'unique voie économique possible, qui n'a pas grand chose à voir avec celle du développement<sup>95</sup>.

Conviction, ou simple subterfuge des "élites dirigeantes" pour se maintenir au pouvoir, un pouvoir combien gratifiant, sachant toute l'importance des clientélismes politiques et de l'économie dite souterraine ? Ou bien incapacité à chercher une autre voie, manque d'imagination ou de courage politique pour tenter des choix différents face aux pressions des bailleurs de fonds internationaux et de l'ambassade nord-américaine ? N'est-il pourtant pas évident aujourd'hui, comme le rappelle Hillcoat

<sup>93</sup> *Informe Rural*, n° 33, janvier 1990, CEDOIN ; *Informe R*, n° 299, novembre 1994.

<sup>94</sup> *Informe R*, n° 321, novembre 1995.

<sup>95</sup> Dans cet article synthétique sur le développement, A. Weinberg précise : *"Il n'existe pas de recettes miracles. Les pays qui ont réussi sont ceux qui ont su concilier les vertus de l'Etat et celles du marché, de l'ouverture extérieure comme du développement autocentré, des techniques modernes et des cultures traditionnelles... Les expériences réussies résultent d'une combinaison de facteurs et non d'un modèle unique"*. Un récent rapport de la Banque mondiale sur l'Asie de l'Est (1993) semble enfin reconnaître ce fait.

(o. c.), que *"l'ajustement orthodoxe réussit uniquement en matière de déficit fiscal et par conséquent sur le plan anti-inflationniste, mais avec un coût social si élevé que des résistances ne manqueront pas, le moment venu, de rendre sa poursuite difficile... Cependant, ajoute l'auteur, dans un pays comme la Bolivie, on ne voit pas comment une nouvelle phase de développement pourrait être abordée sans une action délibérée de la part de l'Etat"*.

Les conséquences d'une telle politique peuvent se résumer sous deux grands titres. D'une part, faute d'emplois, les ressources de la majorité de la population ne cessent de diminuer, avec, pour les ruraux, les deux corollaires de cette diminution : l'émigration ou, pour ceux qui restent, la culture de la coca là où c'est possible. D'autre part, pour les citadins comme pour les ruraux, la pauvreté et de sa manifestation la plus intolérable, la dénutrition infantile, loin de régresser, tendent, on le verra, à s'aggraver.

*"L'histoire de la Bolivie est dramatique depuis sa naissance comme Etat indépendant", écrit un médecin bolivien. "Ses pages sont remplies d'ambitions, de trahisons et de coups d'Etat. Quelle douleur d'être ce que nous sommes : un pays de misère entouré de mille ressources naturelles qui n'ont éveillé que la cupidité de ses propres habitants et celle des étrangers, le réduisant à ce qu'il est aujourd'hui, le plus pauvre du continent, avec Haïti" (Valdez, 1993).*

## CHAPITRE 2

### POPULATIONS ET SOCIÉTÉS

#### La nécessaire reconnaissance d'une pluralité

Quatre principales particularités caractérisent, au sein du continent sud-américain, la population de la Bolivie : son faible nombre, les contrastes de sa répartition, la prépondérance de l'élément autochtone dans sa composition, et son urbanisation relativement réduite. Un ensemble de causes contribue à cette originalité, parmi lesquelles l'extrême compartimentage du relief qui rend difficiles les relations transversales, une histoire longue et encore peu connue du peuplement par des civilisations successives, et un passé économique d'exploitation minière dont la dispersion n'a pas favorisé l'éclosion des villes.

#### 1. Un peuplement lâche et contrasté en voie d'urbanisation

La Bolivie est l'un des pays les moins densément peuplés d'Amérique du Sud : sept millions d'habitants répartis sur 1 098 581 km<sup>2</sup>, soient 6,4 habitants au kilomètre carré, et même 5,8 si l'on s'en tient aux résultats du recensement de 1992 qui estimait la population à 6 420 792 habitants. Seuls le Suriname et la Guyane présentent des densités démographiques plus faibles (2,0 et 1,0 respectivement), tandis que les pays voisins (Argentine, Brésil, Chili, Paraguay, Pérou) comptent entre 10 et 20 habitants au kilomètre carré.

Population peu nombreuse donc, et de surcroît fort inégalement répartie, puisque trois des neuf départements (La Paz, Cochabamba et Santa Cruz) regroupent à eux seuls plus de quatre millions d'habitants, soient 68 % de la population nationale (Tableau 12).

Tableau 12. Population par département (1992)

Départements	Population	%	Densité
Chuquisaca	453 756	7,1	8,8
La Paz	1 900 786	29,6	14,5
Cochabamba	1 110 205	17,3	19,9
Oruro	340 114	5,3	6,3
Potosí	645 889	10,1	5,4
Tarija	291 407	4,5	7,7
Santa Cruz	1 364 389	21,2	3,6
Béni	276 174	4,3	1,2
Pando	38 072	0,6	0,6
Bolivie	6 420 792	100,0	5,8

Source : INE, CNPV, 1992.

Plus précisément, le contraste du peuplement entre la zone andine (Altiplano et Vallées) et les plaines orientales constitue l'un des traits majeurs de la géographie humaine du pays. Les trois départements de l'Altiplano (La Paz, Oruro et Potosí) comptent 45 % de la population totale, les trois départements des Vallées (Chuquisaca, Cochabamba et Tarija) 28,9 %, de sorte que 74 % de la population bolivienne

vivent dans les hautes régions andines, tandis que les plaines de l'Oriente (Santa Cruz, Béni et Pando) n'en comptent que 26 %.

On reste confondu de constater que les deux tiers du territoire (66,6 %) ne comptent que 732 120 habitants, avec moins de deux habitants au kilomètre carré, ce qui signifie que 91,5 % des habitants vivent sur le tiers de la superficie du pays. Et l'on comprend mieux, dès lors, les appétits territoriaux, passés ou actuels, des pays voisins, et en particulier les fréquents litiges opposant les autorités boliviennes et chiliennes à propos de déplacements de bornes frontières dans la région inhabitée du Lipez (Sud-Potosí), ou encore l'occupation des marges amazoniennes du pays par des immigrants brésiliens.

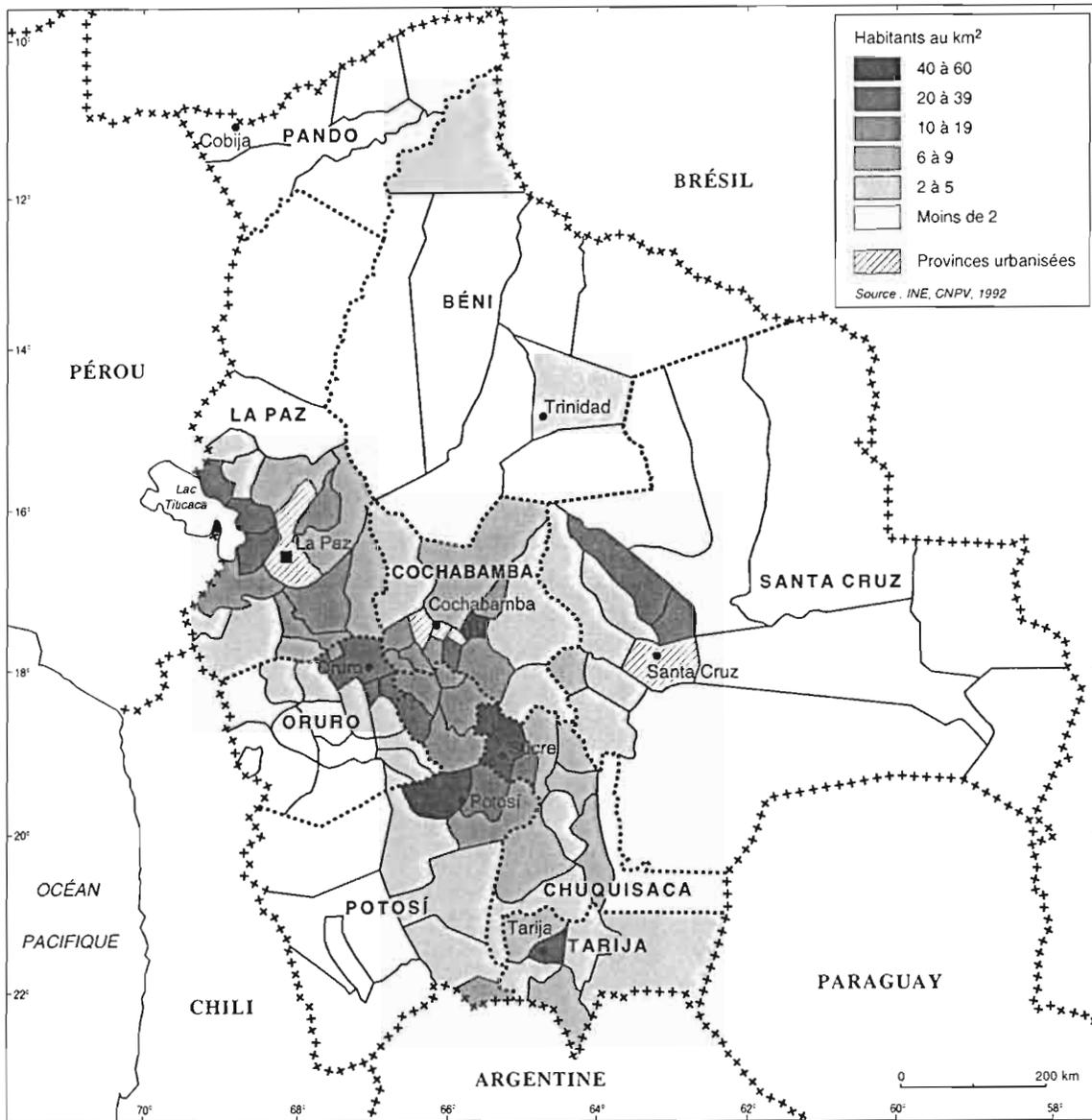
Contraste encore entre la zone centrale du pays, *eje* (axe) *central*, qui forme une bande de terres nettement plus peuplée que, de part et d'autre, les régions nord-est et sud-ouest, et qui apparaît nettement sur la carte des densités par province (Fig. 5). Les plus fortes densités correspondent aux provinces bordant le lac Titicaca ou abritant les chefs-lieux de département : La Paz et sa jumelle El Alto, Cochabamba et sa jumelle Quillacollo, Santa Cruz, et dans une mesure moindre, Oruro, Sucre, Potosí, Tarija. Mais dans le Pando et le Béni, l'impact démographique des chefs-lieux (Cobija et Trinidad) est si faible que leur influence ne se marque guère sur la densité de leur province.

Si les hommes, qui, semble-t-il bien, occupèrent d'abord les basses terres amazoniennes du continent avant d'accéder, vers 12 000 ans av. J.C., aux hauts plateaux des Andes, se sont ensuite multipliés en altitude tout en restant peu nombreux dans les plaines, c'est qu'ils avaient trouvé dans ce milieu andin un contexte favorable, moins sans doute par son potentiel alimentaire que par les conditions de salubrité qu'il leur assurait. D'une façon générale, en effet, malgré une apparente luxuriance, les sols fragiles du milieu équatorial n'admettent jamais qu'une population restreinte, toujours à la merci des nombreuses infections et parasitoses que favorisent la chaleur et l'humidité ambiantes. Quels que furent les remaniements survenus postérieurement dans la distribution du peuplement, et en particulier les déplacements massifs de populations auxquels procédèrent les souverains incas, l'image d'ensemble reste la même qu'autrefois, celle d'une occupation si inégalement répartie qu'elle constitue un véritable défi face à toute velléité de développement national harmonieux.

Cette étonnante localisation de la majorité des populations selon un axe nord-ouest sud-est qui tend aujourd'hui à s'élargir en direction de Santa Cruz, est donc un héritage qu'expliquent la disposition du relief andin et l'histoire du pays. Leur combinaison a donné naissance à cette diagonale majeure, selon l'expression de Deler (1990), qui était à la fois axe de contact entre les hautes terres andines et les basses terres orientales, et axe de circulation repris par la Couronne espagnole, entre Lima, Cuzco, La Paz, Cochabamba, Sucre et Buenos Aires, que l'exploitation des mines de Potosí et d'Oruro vint renforcer par la suite.

Nées sur cet axe, les villes exercent aujourd'hui un effet de concentration de la population, phénomène nouveau mis en branle par le déclin historique des mines scellé brutalement en 1985, et qui prélude à la fin de l'exception bolivienne parmi les pays d'Amérique du Sud, celle d'être l'un des pays les moins urbanisés du sous-continent. En 1992, 58 % de la population vivent dans des villes, quand cette proportion n'était encore que de 42 % au recensement de 1976 et de 26 % à celui de 1950. Entre 1976 et 1992 la croissance annuelle de la population urbaine fut de 4,2 %, tandis que la population rurale stagnait avec un taux à peine positif (0,09 %).

Figure 5. Densité de la population par province (1992)



ORSTOM - Laboratoire de cartographie appliquée

C. Valton - 1997

Cette évolution démographique différenciée conduit désormais la Bolivie vers un alignement sur les pays voisins dont les taux d'urbanisation, à l'exception du Paraguay, dépassent les 60 % (Pérou, Brésil) ou même les 80 % (Argentine, Chili).

Avec un taux général de croissance annuelle de 2,2 %, la Bolivie se trouve, avec l'Equateur, le Paraguay, le Pérou et le Venezuela, parmi les pays sud-américains dont l'expansion démographique demeure la plus forte. Mais cette expansion est essentiellement celle des villes et non des campagnes (Tableau 13), lesquelles voient au contraire leur population stagner ou même diminuer, à l'exception du département de Cochabamba à cause de la province du Chaparé dont on sait l'histoire originale.

Tableau 13. Taux de croissance annuelle de la population (1976-1992)

Zones et départements	Population urbaine	Population rurale
Altiplano		
La Paz	3,43	- 0,50
Oruro	2,14	- 1,60
Potosí	0,90	- 0,57
Vallées		
Cochabamba	4,83	1,06
Chuquisaca	4,10	0,55
Tarja	5,01	0,91
Plaines		
Santa Cruz	6,15	0,82
Béni	5,19	0,43
Pando	6,43	- 0,60
Bolivie	4,16	0,09

Source : INE, CNPV, 1992.

La croissance urbaine ne commence réellement en Bolivie qu'avec les années 50, à l'exception de la ville de La Paz dont la population augmente dès le début du siècle, une fois acquis son titre de siège du gouvernement en 1899 (Franqueville, 1990). Ici la construction des nouveaux bâtiments administratifs s'accompagna d'une destruction quasi totale de l'héritage architectural colonial. C'est aussi au milieu du XX<sup>e</sup> siècle que se met en place l'axe urbain central La Paz, Cochabamba, Santa Cruz de la Sierra qui définira la Bolivie "utile", non sans que s'opèrent des reclassements dans l'importance et l'activité respectives de chacune des trois villes : la deuxième place qu'occupait Cochabamba est désormais tenue par Santa Cruz que sa croissance rapide destine, d'ici peu de temps, à prendre le premier rang des villes du pays. Sur cet axe<sup>1</sup> s'est ajoutée, depuis les années 80, la ville nouvelle d'El Alto, ville "indienne" jumelle et dédoublement de La Paz à 4 000 mètres d'altitude, qui marque la dualité ethno-culturelle de l'agglomération. La conurbation ne fait d'ailleurs que reproduire l'ancien binôme historique La Paz-Chuquiyo, Chuquiyo étant l'ancienne "réduction" annexe de La Paz et le nom sous lequel les autochtones désignent encore la ville (Albó, 1981)<sup>2</sup>. Devenue municipalité en 1985, El Alto poursuit

<sup>1</sup> L'appellation *el eje* est couramment utilisée.

<sup>2</sup> On trouve des graphies diverses : Chukiyago, Chukiyawu, Chukiyapu, Chuquiabo, pour désigner la rivière au bord de laquelle est née la ville. Le mot semble indiquer un endroit où l'on trouve de l'or.

sans obstacles son extension sur l'Altiplano jusqu'à rejoindre bientôt la petite ville de Viacha à moins d'une vingtaine de kilomètres.

Avec son plan en damier et son inévitable *plaza de armas*, la place d'armes parfois débaptisée, comme à La Paz, au profit d'un héros de l'indépendance, et flanquée de sa cathédrale et son palais du gouverneur, la ville est une importation de la colonisation espagnole, celle qui a valu au continent son qualificatif de latin. De même que dans les autres cultures précolombiennes, la seule ville que comptait l'empire inca, le *Tawantinsuyu*, était celle de Cuzco, à la fois centre cérémoniel et administratif et résidence du souverain assisté d'une hiérarchie de fonctionnaires nobles. Bien différente fut la conception des conquérants espagnols pour qui fonder une ville signifiait prendre possession d'une région, y établir un point d'ancrage administratif, militaire, religieux, base arrière pour d'autres explorations et d'autres conquêtes.

La ville restée la plus espagnole de toutes est Sucre, capitale officielle et toute formelle du pays parce que l'indépendance fut proclamée là par Bolivar. Son quartier central a gardé les monuments d'architecture baroque érigés par les riches propriétaires de mines de Potosí. Ceux-ci préféraient résider dans cette zone de Vallées au climat moins rude, Potosí demeurant, à 4 050 mètres d'altitude, une ville majoritairement indienne qui fut un temps l'une des plus peuplées du monde occidental (jusqu'à atteindre les 160 000 habitants au XVII<sup>e</sup> siècle). Mais l'histoire montre que toutes les villes n'étaient pas nécessairement ni uniquement résidence de Blancs et que la dichotomie ville espagnole/campagne indienne ne fut pas toujours aussi systématique qu'on le croit souvent (Demélas-Bohy, 1994).

Cochabamba, en passe d'être déclassée par Santa Cruz, a cependant connu un certain répit dans son recul, tant avec l'arrivée des mineurs *relocalizados* qu'à la faveur du boom de la coca, les migrants vers le Chaparé faisant de cette ville leur base de départ et leur lieu de repli où ils retrouvent leur famille. Elle reste un important centre d'échange des produits agricoles régionaux dont témoigne l'intense activité régnant chaque jour sur le marché central, célèbre sous le nom de *la Cancha*. Quant à Santa Cruz, subitement passée du statut de petite ville provinciale à celui de ville-champignon, elle connaît désormais les problèmes classiques des métropoles dont ni l'équipement ni les créations d'emplois ne suivent le rythme d'une croissance démographique nullement maîtrisée.

Cette croissance urbaine est surtout le fait de l'Oriente, mais celle de certaines villes des Vallées n'est pas moins remarquable, en particulier celle de Tarija, ville frontalière (Tableau 13). Quant à la diminution de la population rurale sur l'Altiplano, il faut moins l'attribuer au décongestionnement des campagnes que provoqueraient les migrations de colonisation agricole qu'aux effets de la fermeture des mines qui, auparavant, offraient aux agriculteurs une possibilité de double activité et faisaient ainsi office de frein à l'émigration. La même explication s'applique, bien sûr, à la stagnation de la population du département de Potosí. Comparée à la période 1950-1976 où la croissance fut de 3,13 %, la chute de Potosí est spectaculaire (0,90 % entre 1976 et 1992). Celle d'Oruro l'est moins (2,93 % entre 1950 et 1976 et 2,22 pour la période suivante), mais l'on observe aussi une certaine stagnation pour le département de Santa Cruz qui semble avoir atteint une sorte de palier dans la croissance de sa population urbaine, le taux d'accroissement étant déjà de 6,75 % entre 1950 et 1976..

Trente-deux villes (selon le critère des 2 000 habitants retenu par l'institut de statistique bolivien) dépassaient les 10 000 habitants en 1992, mais il n'existe en réalité que trois grandes agglomérations urbaines : l'ensemble La Paz-El Alto avec 1 118 870 habitants (respectivement 713 378 et 405 492),

Santa Cruz avec 687 278 habitants, et l'ensemble Cochabamba-Quillacollo avec 478 790 habitants (respectivement 407 825 et 70 965). Les autres chefs-lieux de département sont d'importance nettement moindre : Oruro ne compte que 183 000 habitants, Sucre 131 000, Potosí 112 000, Tarija 90 000, Trinidad 57 000 et Cobija 10 000.

Cette urbanisation de la population, qui se traduit par une augmentation du nombre des centres urbains (49 en 1950, 99 en 1976, 123 en 1992), n'est cependant pas uniforme : sa caractéristique majeure est de concerner les villes de second rang bien plus que les grandes. Entre les deux derniers recensements (1976 et 1992), le taux de croissance annuel des villes de moins de 20 000 habitants fut en effet 5,1 %, mais seulement de 4,2 % pour celles de plus de 100 000 habitants (Castro, 1996).

Cependant, parmi ces dernières, on relève deux cas particuliers, ceux de Santa Cruz avec un taux de croissance annuelle de 6,4 % et surtout de El Alto avec 9,2 %. Mais la croissance la plus remarquable reste celle des petites villes de moins de 20 000 habitants en Amazonie : Santa Ana (6,3 %), San Ignacio de Velasco (6 %), San Borja (5,6 %), Warnes (5,9 %), tandis que des bourgs plus anciens comme Montero (57 000 habitants) et Riberalta (43 000 habitants) marquent une certaine stagnation. Le département de Santa Cruz est celui dont le nombre de centres urbains a le plus augmenté : 8 en 1950, 22 en 1976 et 42 en 1992.

Les autres villes secondaires à forte croissance sont celles qui font office de faubourg d'une ville principale : Sacaba et Quillacollo qui constituent la banlieue de Cochabamba (respectivement 8 500 et 15 700 habitants, et des taux de croissance record de 12,1 et 8,2 %), quelques villes-frontières où fleurit la contrebande telles Guayaramerín, Yacuiba, Villazón, Tupiza, ou encore Viacha, carrefour ferroviaire de 19 000 habitants en voie d'être rejoint par l'extension d'El Alto.

L'image d'ensemble est donc celle d'une population peu nombreuse mais remarquablement regroupée dans la zone centrale du pays, la "Bolivie utile", regroupement que la croissance urbaine actuelle tend à renforcer encore, avec, cependant, un notable élargissement du peuplement vers l'Est en direction de Santa Cruz.

## 2. Les sociétés boliviennes

*"La Bolivie, territoire aux immensités vides parsemées de quelques îlots peuplés, éclatée en terroirs contrastés, a bien du mal à réaliser un semblant d'unité nationale"* écrit le sociologue Jean-Pierre Lavaud (1981). S'il en ainsi, c'est bien que la "nation bolivienne" n'a jamais existé, le nationalisme souvent affiché dans l'histoire par les dirigeants ne suffisant pas à fonder une nation<sup>3</sup>. Une telle affirmation est banale à propos des pays neufs, ceux dont la décolonisation est trop récente pour qu'ils se soient forgé une histoire réellement propre autre que celle de la lutte pour l'indépendance. Mais s'agissant de la Bolivie, elle ne manque pas de surprendre : l'indépendance étant acquise depuis 1825, le pays ne possède-t-il pas déjà une certaine profondeur d'existence, un passé qui se veut glorieux même s'il comporte plus de défaites militaires que de victoires ?

En réalité, ce passé n'est pas le même pour tous les Boliviens. Sa signification, son interprétation diffèrent selon l'appartenance identitaire revendiquée. La célébration des 500 ans de la découverte

<sup>3</sup> Cf. le titre de l'ouvrage de M. D. Demélas, 1980 : *Nationalisme sans nation ? La Bolivie aux XIX<sup>e</sup>-XX<sup>e</sup> siècles*.

de l'Amérique, en 1992, l'a bien montré : si elle fut bien, pour les uns, "Cinquième centenaire de la découverte" ou encore de la "rencontre des deux mondes", elle fut aussi, pour d'autres, le rappel des saccages perpétrés par les conquérants et l'occasion d'évoquer "*500 ans de résistance au colonialisme extérieur et intérieur*" (Franqueville, 1994). Si l'idéologie du métissage a pu fonctionner avec une relative efficacité dans d'autres pays d'Amérique du Sud, ici le poids de "la masse indienne" était trop grand pour qu'elle réussisse : les "Indiens" étaient trop nombreux tant pour disparaître "naturellement" (et même en y aidant par l'alcool et les massacres répétés) que pour être assimilés sans à-coups par la société dominante mais minoritaire.

Force est bien de constater que coexistent jusqu'aujourd'hui dans le pays au moins trois grands groupes de population d'importance numérique très inégale, et au poids politique sans grand rapport avec celui-ci :

- une société allochtone d'origine majoritairement ibérique mais non totalement puisqu'elle compte aussi des membres de souche allemande, yougoslave, japonaise, coréenne, libanaise, russe, etc. (sans oublier l'originalité des Mennonites). C'est une population surtout urbaine, les *hacendados* s'étant souvent repliés vers les villes lors de la réforme agraire, mais elle est aussi présente dans les campagnes de l'Orient, et n'est pas sans un certain métissage biologique ancien avec la population locale.

- une société rurale autochtone, la plus nombreuse, avec ses trois groupes ethniques principaux, quechua, aymara et guarani, que l'on peut regrouper en peuples des Andes et peuples de l'Orient (Fig. 6),

- une nouvelle société urbaine d'origine autochtone, en plein essor et au métissage culturel partiel, issue du mouvement de migrations rurales vers les villes déclenché par la Révolution de 1952 et qui se poursuit depuis lors.

Il n'est pas aisé d'appréhender quantitativement ces diverses sociétés et cultures qui composent la population bolivienne, dans la mesure où une idéologie intégratrice et unitaire, héritée du centralisme colonial et du jacobinisme de la révolution française, tente encore, ici comme ailleurs en Amérique du Sud, de les occulter. L'une des façons les plus commodes et apparemment des moins subjectives de les évaluer consiste à tenir compte des langues parlées, donnée qui, par chance, figure dans le recensement de 1992<sup>4</sup>. On peut en effet estimer que ceux qui ne parlent que l'espagnol sont à coup sûr créoles (nés dans le pays, mais descendant d'immigrés anciens ou récents), lesquels s'intéressent trop peu, sauf rares exceptions, aux langues locales pour faire l'effort de les apprendre ; à l'inverse, les personnes parlant une langue locale, même si par ailleurs elles parlent aussi l'espagnol, peuvent sans grand risque d'erreur être considérées comme autochtones<sup>5</sup>.

Sur cette base, et en ne tenant compte que des habitants de 6 ans et plus, la population créole formerait 41,4 % du total et la population autochtone 58,6 % (Tableau 14).

---

<sup>4</sup> On doit à l'insistance des syndicats le fait que cette donnée ait été maintenue lors ce dernier recensement, le projet initial occultant cette caractéristique pourtant essentielle pour la connaissance des populations.

<sup>5</sup> Nous éviterons dans toute la mesure du possible, d'utiliser le terme "Indien - *Indio*", que les autochtones considèrent comme insultant, et qui, n'ayant d'autre justification que l'erreur commise initialement par Christophe Colomb, ne devrait plus, en toute logique, être utilisé.

Tableau 14. Les grands groupes de population, selon les langues parlées

Groupes	Population	%
Créoles *	2 203 318	41,4
Quechua	1 805 843	33,9
Aymara	1 237 658	23,2
Guarani	49 618	0,9
Autres autochtones	29 582	0,6

\* Parlant seulement l'espagnol.

Source : INE, CNPV, 1992.

De telles proportions diffèrent assez peu de celles présentées par le recensement de 1950 qui estimait à 63 % la population "indigène" (dont 36,5 % parlant le quechua et 24,6 % l'aymara) et à 37 % la population "non-indigène", ni de celles du recensement de 1992 où les "indigènes" (*nativos*) forment 60 % du total<sup>6</sup>.

Pourtant les chiffres habituellement cités sont plutôt 10 % de population créole, 70 % d'originaires et 20 % de métis<sup>7</sup>. Le critère de la langue ne permet pas, en effet, de mettre en évidence l'existence ni l'importance de la population dite "métisse", chose d'autant plus difficile que le terme est flou et fort ambigu, car il s'applique à des étapes fort variées de la transition entre créoles et autochtones. Une même personne peut, en effet, se dire aussi bien métisse qu'indigène" en fonction du public auquel elle s'adresse et être considérée comme l'un ou l'autre selon la personne qui parle d'elle. Ce qu'écrit à ce sujet Yvon Le Bot (1994) à propos du Pérou ne s'applique pas moins à la situation bolivienne : *"il est plus conforme à la réalité de se représenter le clivage comme un schème de structuration de l'imaginaire qui, à ce titre, se glisse dans les représentations que les groupes et les individus se font les uns des autres et d'eux-mêmes (on est toujours l'Indien de quelqu'un et on trouve toujours plus indien que soi). La frontière est intérieure parce qu'intériorisée et refoulée et, dans la sphère sociale, elle se manifeste et se réfracte en une multiplicité de lignes mouvantes"*.

Ainsi peut-on déceler à La Paz un subtil jeu de nuances hiérarchisées depuis l'*Indio* jusqu'au *Blanco* (Albó *et al.*, 1983). Ici celui qui se sent profondément aymara se dit non pas *Indio*, terme péjoratif s'il en est, mais *Jaqi*, c'est-à-dire "personne humaine", terme qui, en langue aymara, s'oppose à celui de *Q'ara* (pelé, chauve) désignant de façon dépréciative les non-Aymara. Il a pourtant conscience d'être *Indio*, c'est-à-dire "frustré" face au Blanc et même face à l'Aymara urbanisé et plus raffiné que lui, le *Cholo*. Ce terme *Cholo* n'en n'est pas moins évité par les intéressés parce qu'il est lui-même dépréciatif, qu'il soit prononcé par les groupes urbains supérieurs ou par les ruraux qui l'assimilent au *Q'ara* exploiteur. Reste l'appellation de Métis (*misti* en aymara) qui, sans impliquer nécessairement un croisement biologique, peut être revendiqué par l'Aymara urbanisé signifiant par là sa promotion sociale, mais n'en comporte pas moins de fortes connotations péjoratives puisque, dans les campagnes, le Métis du bourg (le *Vecino*) est précisément l'intermédiaire obligé, exploiteur et usurier, pratiquement l'équivalent du *Q'ara*.

<sup>6</sup> *Bolivia bulletin*, vol. 12, n° 1, février 1996.

<sup>7</sup> En réalité, le terme commode de "créole" n'est pas utilisé en Bolivie.

Les estimations obtenues à partir du critère de la langue parlée déclarée donnent à penser qu'une partie, et probablement la majorité des "Métis" se trouve ainsi classée sous l'appellation "créoles" dans la mesure où ils ignorent (cas des jeunes générations urbaines) ou ont perdu de fait l'usage de leur langue d'origine, sans que l'on puisse en déduire nécessairement une perte de conscience de leur appartenance aux peuples autochtones. A l'inverse, parler l'espagnol en plus de la langue locale ne suffit pas pour être considéré (ou se considérer) comme "métis", de sorte que le nombre de métis éventuellement comptabilisés ici dans les groupes non-créoles est probablement réduit.

Ces considérations conduisent à penser qu'une proportion de 55 à 58 % représente une évaluation minimale de l'importance des groupes autochtones. Elle intègre certes, parmi ceux-ci, la majorité de la population rurale, mais classe indûment comme "créoles" des citadins qui, tout en ignorant désormais la langue de leurs pères, continuent cependant à se distinguer des "Blancs" et revendiquent leur identité d'originaires. Même si l'on s'en tient à cette estimation, la Bolivie demeure, à égalité avec le Guatemala, l'un des pays les plus "indiens" de l'Amérique dite latine (Tableau 15).

Tableau 15. Estimation des populations indiennes dans quelques pays d'Amérique latine (approximations 1990)

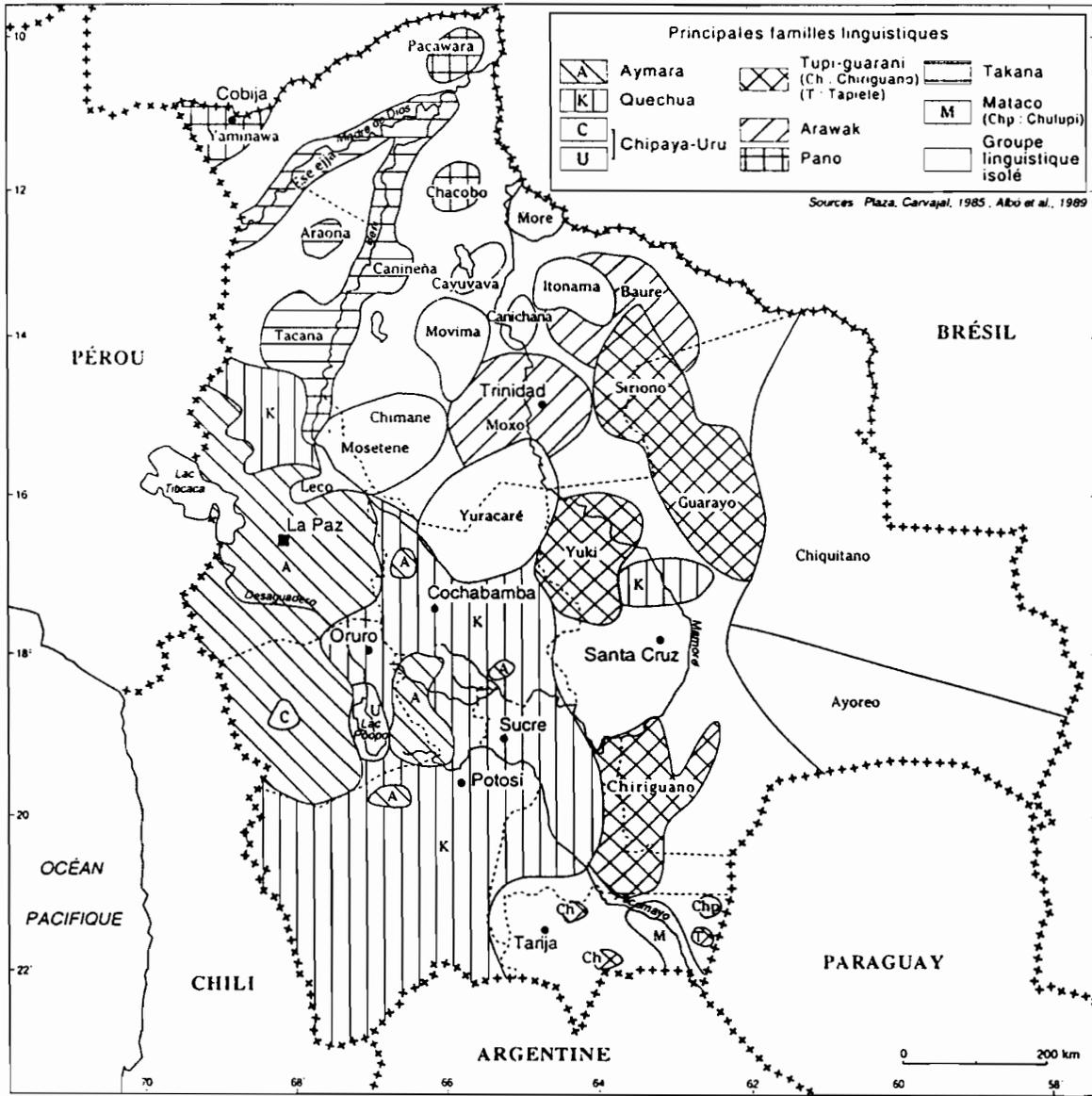
Pays	Population indienne	Pourcentage approximatif	Population totale
Mexique	6 800 000	7,5	85 000 000
Amérique centrale			
Guatemala	5 000 000	55	9 000 000
Belize	25 000	13	190 000
Panama	194 000	8,3	2 329 000
Honduras	210 000	4,2	5 100 000
Nicaragua	120 000	3,2	3 800 000
El Salvador	140 000	2,7	5 200 000
Costa Rica	20 000	0,6	3 000 000
Amérique andine			
Bolivie	4 000 000	55	7 300 000
Equateur	3 500 000	33	10 500 000
Pérou	6 500 000	30	21 550 000
Colombie	500 000	1,5	33 000 000

Source : Le Bot, 1994.

Pour simples qu'ils paraissent, les termes "créole" et "métis" n'en sont donc pas moins chargés d'ambiguïté. Malgré quelques prétentions à garder la pureté de leurs racines européennes<sup>8</sup>, la majorité des Boliviens reconnaissent être issus de métissages inévitablement survenus au cours des générations. A l'inverse, même dans le monde rural réputé typiquement "indien", bien des visages de paysans offrent à l'évidence des traits espagnols et il est, dans les Vallées, des villages qui furent autrefois fondés par des paysans andalous.

<sup>8</sup> La constitution bolivienne de 1938 interdisait l'entrée du territoire aux Juifs, Chinois, Gitans et Noirs (Marmora, 1995), et certaines familles citadines entretiennent encore le mythe du "sang bleu", c'est-à-dire "pur",

Figure 6. Principaux groupes ethno-linguistiques



ORSTOM - Laboratoire de cartographie appliquée

C. Valtou - 1997

On ne peut malgré tout négliger que règne encore de nos jours en Bolivie une certaine pensée raciste, relent d'un darwinisme social qui fut bien illustré par le roman *Pueblo Enfermo* d'Alcides Arguedas (1879-1946) : "la race indienne" constitue un obstacle au progrès, "*l'Indien et le métis ne servent strictement à rien dans l'évolution des sociétés modernes vers le progrès. Dans la lutte pour l'existence, ils devront tôt ou tard disparaître sous la domination des Blancs de race pure ou purifiée*" (cit. Lavaud, 1992)<sup>9</sup>. La proposition insolite, faite sous la dictature du général Banzer, d'inviter les Blancs chassés de Rhodésie à coloniser l'Amazonie relève des mêmes schémas de pensée (Buss, 1982).

Demeure, en effet, une sorte de situation "d'apartheid rampant", une frontière intérieure selon l'expression de Le Bot (*o. c.*), qui ne s'efface que très lentement et se dévoile en certaines occasions (ainsi n'est-il pas exceptionnel que les femmes en *pollera* - la large jupe traditionnelle - se voient interdire l'entrée des hôtels-restaurants des centres urbains) ou fait tellement partie de la vie quotidienne qu'elle passe inaperçue, telle la quasi absence d'autochtones parmi les étudiants et, plus encore, parmi les autorités dirigeantes du pays<sup>10</sup>. Porter un nom "indien" constituait, voici encore peu de temps, un obstacle insurmontable pour qui brigait une promotion sociale et le vice-président de Bolivie V. H. Cárdenas serait probablement resté inconnu si son père n'avait pas abandonné son nom aymara, Choquehuanca. Le mépris de *l'Indio*, assimilé au paysan grossier, qui transparait fréquemment au détour des conversations "urbaines", repose à la fois sur une ignorance souvent totale des cultures locales et sur une peur récurrente de l'Indien, obscur souvenir de l'encerclement de La Paz lors de la révolte de Tupac Katari (1780), "*paranoïa collective du siège de la ville par les Indiens*" écrit Silvia Rivera Cusicanqui (1986), et crainte aussi que les nombreux massacres de paysans et de mineurs perpétrés par les dirigeants "blancs" ne soient un jour vengés.

Comportement raciste que les autochtones savent aussi rendre à "ceux qui se croient les propriétaires du pays", pour reprendre l'expression fréquemment utilisée par les syndicats. Ainsi l'appellation *q'ara* donnée aux Blancs par les Aymara et sur laquelle on s'est interrogé (Albó *et al.*, 1981) signifie certes "pelé", non pas seulement au sens de chauve, mais encore au sens que lui donnent les paysans pour qualifier leur terre : la *q'ara ayniqa*, la terre pelée, la mauvaise terre dont rien de bon ne peut sortir (Pacheco, 1994), terme qui en dit long sur l'estime dans laquelle les autochtones tenaient et tiennent encore les Blancs.

Révélateurs de la dislocation sociale inaugurée avec la colonisation et poursuivie depuis, ces comportements tendent à se perpétuer et à s'approfondir encore grâce à la vulgate de la modernité néolibérale qui donne à croire que l'existence de vainqueurs et vaincus relève de l'ordre naturel des choses. Une telle situation devient dangereusement explosive quand "*les clivages raciaux et ethniques, qui renvoient à l'histoire des rapports de domination (les envahis et les envahisseurs, les esclaves et les maîtres...), restent des déterminants structurels de la répartition de la pauvreté...*" (Lautier, 1995).

---

<sup>9</sup> On retrouve dans les écrits des géographes français du début du siècle l'écho de cette conception : "*La trop grande prédominance de l'élément indien a été jusqu'ici une cause d'infériorité pour la Bolivie*" note V. Huot dans la "Grande Géographie Bong" publiée en 1914 par Onésime Reclus (tome V, p. 286).

<sup>10</sup> Les quelques exceptions récentes souvent mises en avant par les médias qui veulent y voir un signe du changement des temps (celui du vice-président V. H. Cárdenas, ou celui de telle *cholita* élue à l'Assemblée nationale), ne changent rien à cette situation d'ensemble.

a) Des dirigeants restés largement étrangers au pays

Plutôt qu'Etat sans nation, la Bolivie n'est-elle pas un Etat plurinational qui s'est refusé et peine encore à se reconnaître comme tel ?

Qui donc constitue cette minorité, cette "élite" qui, depuis l'indépendance, détient les pouvoirs politique et économique et semble bien n'en avoir usé qu'à son profit ? Faut-il, avec J.-C. Guillebaud, condamner sans appel cette société créole, qu'il décrit comme la caricature d'une modernité copiée de l'Occident, ressassant les slogans empruntés là-bas (compétitivité, gagner...), "*modèle abâtardi, dénaturé, devenu fou en s'expatriant..., placage d'une micro-oligarchie gloutonne sur des sociétés reléguées..., pur déracinement dépourvu d'intentions claires et d'espérance... L'échec des gouvernements du Sud, ajoute t-il, leurs pillages, leurs gabegies leur sont entièrement imputables*"<sup>11</sup>.

C'est un fait que le projet politique des classes dirigeantes ne fut jamais bien clair, hormis celui de garder le pouvoir pour la prospérité de leurs affaires et l'enrichissement de leurs clientèles. Il y eut d'abord l'espoir d'une "*disparition lente et graduelle de la race indigène [qui serait] sinon totalement gommée du paysage, du moins réduite à sa plus simple expression, [car] s'il existe une cause au retard de notre civilisation, c'est bien la race indigène, réfractaire par essence à toute innovation et à tout progrès*"<sup>12</sup>. Espoir déçu, malgré les massacres à répétition, les terres confisquées, l'alcool distribué en guise de salaire....

Le projet devint ensuite celui de l'intégration, de l'homogénéisation civilisatrice, métissage culturel sans doute, mais à sens unique car toujours fondée sur la diffusion des valeurs occidentales dont la supériorité allait de soi. Si, bon gré mal gré, les révolutionnaires de 1952 se virent contraints à reconnaître l'existence des paysans autochtones et de leurs organisations communautaires propres, l'idéologie dominante demeura la même : les communautés devaient laisser place à une agriculture réputée moderne, constituée de producteurs privés sur le modèle occidental, et les vestiges du passé précolombien disparaîtraient d'eux-mêmes.

Au moins jusqu'aux années 1970, la conception dominante reste celle de l'Etat *national-populiste* (Gros, 1995), chargé de construire une nation indépendante et prospère, de promouvoir un développement faisant entrer le pays dans la modernité. Dans cette conception construite au XIX<sup>e</sup> par les élites dirigeantes, "l'indien" est vu comme symbole d'un passé qui voudrait resurgir et contre lequel il faut continuer à lutter. Ce passé doit se diluer dans la modernité, se bolivianiser grâce à l'école, la réforme agraire, le salariat... S'y complaire serait incompatible avec les exigences du développement. La transcription des noms de famille aymara ou quechua en langue castillane, depuis longtemps pratiquée par l'Eglise, demeure donc la règle pour qui prétend gravir l'échelle sociale bolivienne.

Dans ce contexte, la montée d'organisations indigènes revendiquant une identité culturelle propre et des droits particuliers, et dont le "Manifeste de Tiwanaku" évoqué plus loin a révélé l'existence en 1973, ne pouvait que paraître attenter à un projet national déjà bien fragile, ou bien relever du désir, tout autant

<sup>11</sup> Guillebaud J.-C. , 1995 : *La trahison des Lumières. Enquête sur le désarroi contemporain*. Seuil. 253 p. Paris,

<sup>12</sup> Recensement général de la population, 1900, cit. S. Rivera Cusicanqui.

inadmissible, de marginaliser les indigènes pour les confiner dans un rôle de citoyens de deuxième classe sous prétexte qu'ils sont trop différents.

S'il est vrai que les révolutionnaires de 1952 avaient dû concéder, à leur corps défendant, la réalité des communautés paysannes (tout en espérant par ailleurs leur disparition), il faudra attendre les années 1983-85 pour qu'un texte officiel reconnaisse clairement que *"le secteur agricole paysan est constitué de groupes ethniques qui ont maintenu leurs particularités en tant que nationalités à l'intérieur de la nation, spécialement leur forme de tenure de la terre et leur forme de production (communautaire), leur culture et leur religion"*<sup>13</sup>.

Faut-il croire que la loi de Participation populaire, promulguée en 1994, témoigne qu'enfin a été pris un tournant irréversible vers cette reconnaissance des réalités nationales ? Cette loi se situe dans la foulée d'une série de changements législatifs internationaux observés au cours de la décennie 1990 et qui tendent à reconnaître des droits particuliers aux minorités. Sur le continent américain des révisions constitutionnelles, mettant en oeuvre une forme de discrimination positive, reconnaissent ainsi le caractère multi-ethnique et pluriculturel de certains pays (Gros, *o. c.*). Elles entérinent l'idée que l'intégration et la modernisation ne passent plus nécessairement par l'assimilation, ni par le métissage biologique ou culturel, mais par une reconnaissance de l'identité et de la différence.

Ayant ratifié en 1991 la "Convention concernant les peuples indigènes et tribaux dans les pays indépendants" (Convention 169 de l'OIT), la Bolivie se trouve de ce fait engagée dans une logique qui devrait conduire à des révisions de grande ampleur, tant dans les moeurs politiques qu'économiques, puisqu'il incombe désormais au gouvernement, *"avec la participation des peuples intéressés, de développer une action coordonnée et systématique en vue de protéger les droits de ces peuples et de garantir le respect de leur intégrité"* (Art. 2).

Le processus de ces mutations structurelles est en réalité fort lent : tantôt, comme au Brésil, il se heurte à des oppositions farouches, ou donne lieu, comme au Pérou, à de graves convulsions politiques, tantôt il n'est officiellement reconnu que fort tardivement comme en Equateur, et non sans violences comme au Mexique. En Bolivie, la revendication des *pueblos originarios* donne lieu à la mise en place d'une décentralisation pouvant peut-être aboutir à une sorte de gouvernement indirect, mais qui, par sa combinaison avec le credo néolibéral, ne manque pas d'ambiguïtés. Selon la loi de Participation populaire, les provinces cèdent la place à quelque trois cents "municipes" (*municipios*), incluant à la fois des municipalités urbaines existantes ou nouvellement créées et les divers types de communautés paysannes dénommées globalement "organisations territoriales de base" (OTB) qui se trouvent ainsi légalement reconnues. Une partie des ressources de ces municipes sera déléguée par l'Etat central, dans la proportion de 20 % des ressources de celui-ci, en fonction de l'importance de la population concernée.

Non sans retards, cette décentralisation se met en place : élection des délégués des provinces aux Conseils départementaux constitués à la fois de représentants des OTB et des municipalités, désignation des préfets par le président de la République, constitution de Conseils de vigilance.

---

<sup>13</sup> *Plan Nacional de Rehabilitación y Desarrollo, 1984-1987*. Ministerio de Planeamiento y Coordinación, 1984, cit. Urioste, 1992.

Les infrastructures de santé et d'éducation passent sous la responsabilité des municipes, les salaires relèvent des préfectures.

Un nouveau paradigme prend corps, étrange combinaison d'ultra-libéralisme économique et de démocratie politique, qui se substitue au projet national-populiste précédent. Permettra-t-il à des pays comme celui-ci de se réconcilier enfin avec leur histoire ? *"La première tâche, écrivait, le jour anniversaire des 500 ans de la découverte de l'Amérique, le quotidien Presencia, est de commencer à nous dire à nous-mêmes la vérité sans euphémismes. Quand nous serons capables de nous regarder dans le miroir sans cracher sur notre propre image, nous aurons commencé à avancer dans la bonne direction"*.

Assiste-t-on réellement à l'éclatement du modèle jacobin centralisateur et uniformisant en vigueur depuis 1825 ? Ne s'agit-il pas d'une résurgence d'un populisme dont les paysans boliviens ont trop souvent fait les frais ? Ou bien d'une nouvelle manifestation des hésitations et des louvoiements des options politiques qui *"balancent constamment entre l'affirmation d'un respect pour des formes culturelles propres et l'idée selon laquelle le passéisme et le respect des traditions - pour respectables qu'ils soient - ne sont plus de mise"* (Lautier, 1995) ? Ou encore d'une habile stratégie de désengagement de l'Etat néolibéral qui lui assurerait du même coup sa légitimation par la base, face aux nombreuses et violentes oppositions que suscite sa politique ? De ce point de vue, la réponse qui sera apportée à la revendication d'une possession communautaire des terres, si opposée à la doctrine libérale, constituera un test de la réalité du changement.

Les politiques des gouvernements successifs, souvent bien peu démocratiques, et leurs hésitations sur le destin du pays, sont le fait d'une minorité qui se dénomme complaisamment "élite", se maintient dans les cercles du pouvoir tout en se livrant à des luttes internes souvent féroces pour le garder ou le reconquérir. J.-P. Lavaud les décrit en ces termes : *"tendance au caudillisme, manque d'éthique de conviction, manque d'éthique de responsabilité"* (1991). L'instabilité politique bolivienne leur est totalement imputable, quel que soit le mécanisme explicatif choisi : celui d'une lutte interne au monde des "élites" pour le contrôle de l'Etat, ou celui d'un maintien de l'ordre établi refusant la contestation populaire. Les autres, la classe moyenne, ceux qui n'ont pas la chance d'appartenir à ces hautes sphères de la société urbaine, tentent de s'intégrer aux réseaux clientélistes des partis ou bien jugent sévèrement ces jeux dont ils font aussi les frais. Peuple urbain de petits commerçants, artisans, employés ou fonctionnaires, subissant les effets de la contraction générale du pouvoir d'achat, des suppressions d'emplois et du gel des salaires de la politique néolibérale, ils ne trouvent guère où exprimer leur mécontentement, faute de se reconnaître dans les partis politiques, qu'ils soient au gouvernement ou dans l'opposition ; aucun d'eux n'a su, en effet, gagner leur confiance, gangrenés qu'ils sont par leur langue de bois, ou par une soif de pouvoir qui admet aujourd'hui toutes les compromissions comme elle admettait encore, il y a peu, toutes les répressions.

*"En réalité, j'ai fait le tour du monde, nous racontait un chauffeur de taxi de La Paz. Pendant trois ans : l'Afrique du Nord, l'Afrique du Sud, le Japon, l'Iran, l'Irak, Israël, l'Europe de l'Est et de l'Ouest... Tout vous dis-je. Savez-vous pourquoi ? Je vais vous raconter.*

*C'était à la fin de la dictature de Banzer. J'avais beaucoup d'argent : 47 000 dollars d'économies ! J'ai alors décidé de les dépenser comme ça, puisque je n'ai plus d'enfant. Je suis créole, mon père était libanais, ma mère bolivienne. J'étais comme un banquier, je tenais une*

*maison de change. J'étais riche, très riche... J'avais un fils, un seul, ils me l'ont tué... Mon fils avait 17 ans, il était étudiant. Il jouait aussi de la musique et il y était très habile : il savait jouer des tas d'instruments. Moi aussi, je jouais de la guitare... Depuis qu'ils me l'ont tué, je n'ai plus jamais touché ma guitare ; elle est là, au mur, à la maison. Non, je ne peux plus..., maintenant c'est fini. Il était étudiant, il est allé à Cuba. Moi, je ne savais pas qu'il était à Cuba, il m'avait dit qu'il allait aux Etats-Unis pour étudier. Quand il est revenu, les paramilitaires l'ont tué... à 17 ans, pensez... un enfant !*

*Je les connaissais. J'ai pris mon revolver, j'en ai tué trois. Et j'ai quitté la Bolivie avec ma femme".*

Faute d'avoir jamais bien su définir son identité, l'oligarchie créole qui règne depuis l'indépendance (1825), cherche aujourd'hui ses modèles aux Etats-Unis après les avoir longtemps empruntés à l'Europe, le changement se situant avec la seconde guerre mondiale : modèles culturels, économiques, sociaux. S'il reste encore quelques traces du préjugé favorable dont a joui longtemps le vieux continent, et particulièrement la France avec son aura de patrie de la Révolution et des droits de l'homme, la majorité des dirigeants comme les jeunes générations qui se veulent modernes, ne s'imaginent plus d'autre futur que nord-américain.

A vrai dire, un autre choix serait bien difficile, face à la pesante présence des Etats-Unis sur la vie politique et économique du pays. Présence politique qui n'est pas innocente de l'instabilité tant décriée du pays : *"Les Etats-Unis ont-ils ou non favorisé la stabilité gouvernementale ?* se demande J.-P. Lavaud (1991). *Ils l'ont favorisée lorsque cela correspondait à leurs intérêts tels qu'eux-mêmes les définissaient à ce moment-là. Dans le cas contraire, ils ont effectué des pressions sur les gouvernements qui ont hâté leur chute".* Rôle politique de premier plan qui fait qu'aucune décision importante n'est prise sans leur aval, rôle économique non moins important par la masse des crédits déversés sur le pays. Entre 1957 et 1964, les dépenses des Etats-Unis dans le pays équivalent à 91 % du budget de l'Etat. Pour ce qui est de la période actuelle, le chantage à l'éradication des plantations de coca témoigne du pouvoir que donne l'aide octroyée. Dépendance dont les dirigeants semblent s'accommoder assez bien, si l'on en juge par leur peu d'efforts pour s'en défaire, mais elle est la condition de leur maintien à la tête de l'Etat, car *"l'Etat bolivien, constate encore Lavaud (o. c.), constitue une proie convoitée... parce qu'il est soit le moyen de faire fortune (...), soit le moyen de préserver sa fortune"*<sup>14</sup>.

Cette véritable extraversion des esprits, parallèle à celle de l'économie, s'accompagne assez logiquement d'une inquiétante dépréciation de soi-même et de ce que peut offrir le pays, définitivement considéré comme sans futur. Le démembrement actuellement en cours de ses infrastructures économiques au profit des capitaux étrangers peut être aussi compris comme une manifestation de cette absence de foi dans le pays qui, paradoxalement, caractérise ses dirigeants. Non moins paradoxalement, les sursauts patriotiques naissent du découragement de l'homme de la rue, face au spectacle de cette politique d'abandon du patrimoine aux étrangers (ainsi les tentatives de refus de la vente de l'industrie nationale du pétrole), sursauts brutalement réprimés au nom de l'intérêt supérieur de l'Etat !

---

<sup>14</sup> L'accent "yankee" du président Gonzalo Sanchez de Lozada qui passa son enfance aux Etats-Unis, est un sujet de plaisanterie dans le pays. L'ancien président et "père de la Patrie", Victor Paz Estenssoro, s'est établi aux Etats-Unis aussitôt après avoir quitté le pouvoir et n'est rentré au pays que récemment.

Les politiques de ces dirigeants créoles ne reflètent cependant pas nécessairement la pensée ni les aspirations de ceux qu'ils sont censés représenter. Si la chose est évidente pour le monde autochtone, elle vaut aussi pour le monde créole. Classe moyenne laminée par la crise, elle cultive encore une morale valorisant le travail et l'honnêteté ; de tradition catholique, éprise de tranquillité, fuyant les positions extrêmes, ses contacts avec le monde autochtone se limitent aujourd'hui aux services d'une *empleada* (employée de maison) souvent exploitée dans le cadre d'un paternalisme de bon ton. "*Nuestra gente*" (nos gens), telle est l'expression légèrement teintée de commisération, par laquelle sont ici désignés les autochtones. Certains d'entre ces citadins, les plus âgés, ceux qui ont dû fuir leur hacienda devant les violences de la réforme agraire, pratiquent encore une langue locale ; dans ce cas les "employés" sont plutôt désignés comme *dependientes* (dépendants). Ils furent d'ailleurs quelquefois assez habiles pour composer avec les revendications agraires, partageant leurs terres entre leurs anciens péones, mais réussissant à s'en garder une partie, ou bien ils n'eurent la vie sauve que de justesse, les ruines d'haciendas incendiées en témoignent encore.

#### b) Entités ethniques et mouvements indigènes

Bien que certaines publications persistent curieusement à les considérer comme minoritaires, les peuples autochtones forment donc en Bolivie environ les deux tiers de la population et occupent la plus grande partie de l'espace rural du pays (Fig. 6). On les classe, selon les sources, en trente-cinq ou trente-sept groupes, les plus nombreux étant, à l'Ouest, les Quechua (environ 1 800 000) et les Aymara (environ 1 200 000), puis, dans l'Orient, les Chiquitano (47 000), les Tupi-Guarani (39 600), les Moxo (Mojeño ou Mojo) (16 000), et les Movima (7 200)<sup>15</sup>. Il est, par contre, des groupes qui ne comptent plus que quelques individus, tels les Leco ou les Maropa.

Si l'on situe le début du "réveil indien" en Bolivie à la décennie 1970, notamment avec la proclamation du "Manifeste de Tiwanaku" (1973), ledit réveil ne concluait en réalité qu'un bref assoupissement, replacé dans la période longue, celle des manifestations de révolte "indienne" qui ont ponctué régulièrement l'histoire, tant coloniale que républicaine, du pays<sup>16</sup>. Révoltes qui éclatent d'autant plus violemment dans les campagnes qu'elles sont depuis des siècles intégrées dans une conduite globale de dépendance et dont même les générations actuelles ont peine encore à se défaire. Cette dépendance était, en effet, celle "*du serviteur à l'égard de son maître pour qu'il lui consente quelque faveur personnelle*", écrit Lavaud (1991). *Dans le meilleur des cas, l'hacendado ou le corregidor se comportaient comme de bons pères à l'égard des enfants indiens placés sous leur protection. Dans la pire des situations, le paysan indien était contraint à l'humiliation*".

Qu'il s'agisse de l'ouest ou de l'est du pays, les mouvements indigènes contemporains ne doivent pas être interprétés comme des velléités de résistance systématique à tout ce qui serait "moderne", ni comme des tentatives désespérées d'un retour à l'ordre ancien, précolombien, comme ont pu l'être les révoltes armées des XVII<sup>e</sup> et XVIII<sup>e</sup> siècles. Ils portent en effet un caractère modernisateur et intégrateur dont témoigne, par exemple, la formulation des demandes concernant l'éducation, une éducation qui serait adaptée au cadre communautaire particulier à ces peuples, ou encore les demandes

<sup>15</sup> Chiffres du recensement réalisé par la "Secretaría Nacional de Asuntos Etnicos, Género y Generación" en 1995 (*Bolivia bulletin*, vol. 12, n° 1, février 1996), et du Censo Indígena de las Tierras Bajas de 1994 (*Informe R*, n°349, février 1997).

<sup>16</sup> Voir S. Rivera Cusicanqui, 1986, pour ce qui concerne la période 1900-1980 dans la partie occidentale de la Bolivie, et les textes réunis par Y. Materne sur "Le réveil indien en Amérique latine", 1976.

de représentation démocratique au niveau des communautés. Les valeurs communautaires traditionnelles généralement exaltées n'en sont pas moins présentées non comme des objectifs mais comme des moyens, la revendication finale portant sur le droit à la différence conçu comme refus de la marginalisation ou de la domination. La *Asamblea Nacional de Pueblos Indígenas* organisée par la CIDOB (*Confederación Indígena del Oriente, Chaco y Amazonia de Bolivia*), qui réunit à Santa Cruz 25 ethnies du pays en mars 1996, portait non seulement sur des thèmes tels que celui de la terre et du territoire, mais encore sur les relations des "peuples indigènes" avec l'Etat et sur les stratégies de participation politique. C'est, en quelque sorte, affirmer que développement économique et droit d'exister en tant que communautés indigènes ne sont pas incompatibles. *"Ils revendiquent, comme tant d'autres en Amérique latine, une place au sein des instances politiques en accord avec leur poids démographique..., contribuent à l'invention d'une démocratie qui prenne en compte à la fois la diversité culturelle, le cadre de la nation et l'exigence d'universalité"* (Le Bot, 1997).

#### - Le monde andin

Le mouvement indigène dans les Andes boliviennes est celui d'une longue lutte contre la marginalisation qui, depuis l'asservissement colonial, fut le destin des peuples du *Tawantinsuyu*, l'empire inca des "quatre parties" dont la Bolivie reçut le *Quollasuyu* (la partie du Collao), ses habitants se reconnaissant encore aujourd'hui sous le nom de "*Collas*"<sup>17</sup>. Nous ne retracerons pas ici l'histoire des alternances de révoltes paysannes et de massacres perpétrés par l'armée, ni de la lente montée du mouvement indianiste notamment illustré par le katarisme (MRTK)<sup>18</sup> et de sa lutte, en pleine dictature du général Banzer, pour rendre présente au sein du syndicalisme l'originalité du monde paysan<sup>19</sup>. Mouvement indianiste qu'il faut distinguer de l'indigénisme antérieur en ce sens qu'il ne s'agit plus d'une attention portée par les non-indigènes à la misère ou au "développement" des autochtones, mais bien d'une revendication identitaire exprimée par les intéressés eux-mêmes. A la différence des révoltes paysannes d'avant 1952, pour lesquelles l'ennemi était l'*hacendado*, cette fois l'ennemi, c'est l'Etat, les deux leviers de la mobilisation paysanne étant la politique de centralisation étatique et revendication de l'identité indienne (Lavaud, 1981).

De façon inattendue, le message fondateur du mouvement, le Manifeste de Tiwanaku (1973), le premier par lequel les peuples andins font largement connaître leurs aspirations, met d'abord en avant des revendications d'ordre culturel<sup>20</sup>. En voici quelques passages significatifs, premières ébauches d'un programme qui a finalement réussi à acquérir une légitimité et que les politiques ultérieures pourront de moins en moins esquiver.

*"Nous nous sentons économiquement exploités et culturellement opprimés. Il n'y a pas eu, en Bolivie, intégration des cultures, mais superposition et domination..."*

*Les hommes politiques des minorités dominantes ont voulu créer un développement uniquement basé sur l'imitation servile du développement des autres pays, quand notre génie culturel est totalement*

<sup>17</sup> Les quatre parties (ou quadrants) de l'empire inca étaient les suivantes, en langue quechua : *Chinchaysuyu* au nord-ouest, *Antisuyu* au nord-est, *Collasuyu* au sud-est et *Cuntisuyu* au sud-ouest (voir Franqueville, 1995). Historiquement, il semble que les Collas étaient les anciens occupants du sud du lac Titicaca d'où ils auraient été chassés par les Aymara (voir les études de Th. Bouysse-Cassagne).

<sup>18</sup> Movimiento Revolucionario Tupac Katari créé en 1978. Le courant syndical et aussi politique, qui se réclame de la rébellion de Tupac Katari, est connu sous le nom de "katarisme".

<sup>19</sup> Voir sur le sujet les travaux de J.-P. Lavaud.

<sup>20</sup> Tiwanaku est un site archéologique célèbre au sud du lac Titicaca.

*différent. En vertu d'un matérialisme pratique, ils en sont arrivés à croire que le progrès se fonde uniquement sur les aspects économiques de la vie...*

*Paysans, nous voulons le développement économique, mais à partir de nos valeurs propres. Nous ne voulons pas sacrifier nos nobles valeurs d'autrefois sur les autels du développement... Nos vertus ni notre vision particulière du monde et de la vie n'ont pas été respectées. ..*

*L'école rurale, par ses méthodes, ses programmes et sa langue, est étrangère à notre réalité culturelle et cherche non seulement à convertir l'Indien en un métis sans personnalité définie, mais encore à l'assimiler à la culture occidentale et capitaliste...*

*Le pouvoir économique et politique est la base de la libération culturelle. Nous devons techniciser et moderniser notre passé, mais en aucune façon rompre avec lui...*

*Rien, peut-être ne nous a fait autant de mal que le paternalisme, l'attente naïve de solutions venues du dehors et d'en haut. Le développement du pays, et en particulier celui des campagnes, ne pourra être que l'oeuvre des paysans..."*

Les thèses prennent un caractère plus politique lors du deuxième congrès de la *Confederación Sindical Unica de Trabajadores Campesinos de Bolivia* (CSUTCB), en juin 1983, qui marque le début de la fusion des revendications de classe et des revendications culturelles : "*Il ne peut y avoir de véritable libération si on ne respecte pas la réalité plurinationale de nos peuples*" affirme le document adopté, thème qui deviendra l'un des leitmotifs du mouvement indianiste (cf. Labrousse, 1984).

Cette montée en puissance du mouvement "indianiste" andin qui se traduit au niveau politique par le katarisme, est à la mesure du poids démographique des populations au sein desquelles il prend naissance. Dans cette prise de conscience, et à la différence de ce qui s'est passé lors de la période révolutionnaire de 1952, les Aymara apparaissent comme plus engagés que les Quechua. Peut-être est-ce l'effet de la marginalisation plus prononcée dont ils souffrent sur l'Altiplano, tandis que, dans les Vallées, les Quechua se sentent davantage intégrés dans la vie économique et sociale nationale ? Ou bien, pour reprendre la distinction proposée par la sociologue Silvia Rivera Cusicanqui (1986), est-ce parce que la mémoire qui prévaut en milieu aymara est la "mémoire longue", celle selon laquelle "*l'identité indienne est le trait fondamental de leur auto-perception, et n'a été que nuancée par le fait révolutionnaire de 1952*", tandis que la mémoire des paysans quechua, "*qui ont vécu un processus de métissage beaucoup plus intense et prolongé*" depuis l'époque coloniale et même pré-coloniale, est plutôt une "mémoire courte" fondée sur leur participation à la révolution, de sorte que "*l'identité paysanne éclipse et efface les traces de l'identité indienne dans un métissage partagé par de vastes secteurs de la population urbaine créole... ?*"

Quels sont, rapidement esquissés, les traits spécifiques de ce monde rural andin autochtone ?

Qu'il s'agisse de l'aire aymara ou quechua, les anthropologues expliquent que c'est là, en réalité, une même culture sous deux langues différentes (bien que non sans similitudes), héritage des aléas de l'histoire<sup>21</sup>. Au sein de cette culture andine, l'originalité des Chipaya et des Uru qui relevaient de la famille linguistique arawak, s'est diluée peu à peu jusqu'à quasiment disparaître aujourd'hui (Wachtel, 1990). L'origine Aymara comme des Quechua reste encore assez obscure (Bouysse-Cassagne, 1991). Les Aymara, vraisemblablement arrivés par le sud-ouest, auraient soumis, assimilé ou chassé vers l'est

<sup>21</sup> Nous nous référons, pour les paragraphes qui suivent, à Albó *et al.*, 1989, Bouysse-Cassagne, 1987, et secondairement à Plaza Martínez *et al.*, 1985.

les peuples occupant la région du lac Titicaca, en particulier ceux (les Colla de langue pukina ?) qui furent, semble-t-il, les auteurs de la civilisation de Tiwanaku (env. 1 500 av. J. C. à 1 200 ap. J. C.)<sup>22</sup>. Après 1434, de force ou par alliance, l'Inca Yupanki incorpora à son empire en pleine expansion, les petits "royaumes" (*señorios*) lupaca, pacajes, carangas, etc. entre lesquels les nouveaux venus s'étaient peu à peu divisés, mettant d'ailleurs à son service leurs qualités guerrières, et entama une politique de "quechuisation" de la région qui sera poursuivie par ses successeurs jusqu'à l'invasion espagnole.

La marque fondamentale de ces sociétés andines demeure leur organisation en communautés, réalités incontournables dont la méconnaissance voue à l'échec toute tentative de transformation du milieu rural.

Les communautés actuelles (dites *ayllu* dans les deux langues) regroupent de vingt à cent familles ou parfois davantage, partageant un même territoire et une même organisation fondée sur la réciprocité ; elles sont issues du démembrement de communautés autrefois plus importantes numériquement, évoquées par le toponyme *marka*, et dont le souvenir dans la mémoire collective n'est cependant pas perdu. Le mot *ayllu* s'applique en réalité à plusieurs niveaux d'organisation sociale : la grande communauté qui peut compter plusieurs milliers de familles dispersées sur un vaste territoire, les "partialités" d'en haut et d'en bas (dites également *saya*) qui subdivisent traditionnellement celle-ci, enfin les petites communautés qui composent ces "partialités". Ces dernières sont parfois localement appelées "syndicats", à l'imitation des mouvements ouvriers ou mineurs, là où la prédominance des haciendas avait effacé la tradition des *ayllu*. La réforme agraire (1953) a distingué les "*comunidades originarias*" correspondant généralement au niveau le plus bas de l'organisation ancienne et les "*comunidades de ex-haciendas*", nouvelles communautés constituées par les colons libérés de leurs obligations envers l'hacienda.

Dans la vie quotidienne de ses membres, l'appartenance à la communauté se manifeste de façons variées, sous forme d'une série de droits et de devoirs. Elle apparaît lors des assemblées communautaires, dans les décisions collectives toujours prises par consensus, dans les "charges rotatives" (*cargos*) et dans les travaux collectifs dont les modalités peuvent différer selon les lieux<sup>23</sup>.

Chaque membre de la communauté (le *comunario*) doit assumer, en représentation de l'unité familiale dont il est le chef, un certain nombre d'obligations : participer aux travaux réalisés dans le cadre de la communauté, assister aux assemblées, apporter sa part aux collectes de fonds, prendre son tour dans les "charges" politico-religieuses en vigueur dans la communauté. Il obtient en échange un droit d'usufruit sur une ou plusieurs parcelles des terres communautaires (y compris l'usage de l'eau s'il y a lieu), et l'accès aux ressources communales (terres de pâturage, bois, etc.). Il peut faire partie des "autorités" de la communauté, intervenir dans les décisions relatives à la communauté, participer aux fêtes collectives, être aidé et secouru en cas de difficulté.

---

<sup>22</sup> Le mot "aymara" semble avoir d'abord désigné une langue, celle des envahisseurs lupaca (voir Bouysson-Cassagne, *o. c.*). De même, le mot "quechua" semble avoir désigné, à l'origine, la langue que l'administration inca imposait progressivement aux peuples qu'elle soumettait. Certains auteurs considèrent cependant que ce mot désigne d'abord, dans la classification indigène, l'étage écologique tempéré, et aurait été étendu abusivement par les Espagnols à la langue parlée dans ces régions (Morlon, 1992).

<sup>23</sup> On pourra lire une description très vivante de ce fonctionnement communautaire dans l'ouvrage de Pedro Condori : *Nous, les oubliés de l'Altiplano. Témoignage d'un paysan des Andes boliviennes recueilli par Françoise Estival*. L'Harmattan, 1996.

Tous les hommes de la communauté entrent à tour de rôle dans le cycle généralement annuel de *cargos*, fonctions d'autorité hiérarchisées ; ce peuvent être des charges mineures que tous assument une année ou l'autre, mais qui exigent un certain travail (secrétaire des actes, responsable de l'école...), mais d'autres, que la plupart des *comunarios* doivent également exercer, sont à la fois plus dispendieuses et davantage sources de prestige (secrétaire général, responsable - *pasante* - des fêtes) ; d'autres enfin sont les charges terminales, les plus respectables, auxquelles tous n'atteignent pas (conseiller, juge, *corregidor*, *jilakata*, *mallku*, *kuraka*, etc., la dénomination variant selon les lieux). La participation aux charges est à la fois un droit, une obligation, et aussi un privilège qui permet une avancée dans l'échelle du prestige social et un service souvent onéreux qu'il faut rendre. Le système n'est certes pas à l'abri des déviations ; ainsi dans le Valle Alto de Cochabamba, G. Cortes (1995-c) observe que "*les familles des riches migrants sont désormais les seules sollicitées pour assumer les charges festives*". façon de démontrer leur réussite socio-économique, non sans qu'un processus de surenchère n'en vienne à mettre en danger leur équilibre monétaire.

Le territoire de la communauté est partagé entre les familles produisant individuellement, non sans respecter souvent encore aujourd'hui une organisation collective contraignante dont la forme la plus connue demeure le système de rotation collective des soles appelées *aynoka*<sup>24</sup>. Dans un cycle agricole où les conditions climatiques imposent des moments de travail intense sur une courte période, les communautés andines ont mis au point des systèmes d'aide réciproque qui permettent de régler le problème au mieux des possibilités offertes par les techniques utilisées. Plusieurs mécanismes d'aide, plus ou moins ritualisés, continuent d'être pratiqués dans les communautés. Les uns sont des travaux collectifs (appelés selon les lieux *faena*, *jayma*, *umaraqa*...), pratique très fréquente qui fait que chaque famille consacre en moyenne au moins une semaine chaque année à des constructions diverses (école, chemin, canaux, terrasses, poste sanitaire, etc.). Les autres sont des aides réciproques entre familles (*ayni*, *yanap*, *minka*...), aides ayant forme d'échanges de travail ou de produits. Le service n'est pas rétribué en argent : dans la *minka*, il l'est en produits, dans l'*ayni*, il est rendu sous la forme du même type de travail ou de produit reçu. "*L'idéal de la réciprocité est que le don en retour soit encore plus généreux que le don reçu*" (Albó et al., o. c.). On observe cependant en certains lieux une évolution qui tend à faire appeler *minka* ce qui n'est en réalité qu'un salaire versé à un ouvrier agricole.

La communauté ne saurait cependant être considérée comme la société idéale, lieu d'une entente parfaite entre ses membres. Elle est aussi lieu de conflits parfois violents. L'individualisme et la méfiance marquent le paysan andin comme tous les paysans du monde, les rudes conditions imposées par la nature l'obligeant, peut-être souvent malgré lui, à la solidarité. "*L'équité dans la distribution peut être due non seulement à un esprit égalitaire mais aussi à une méfiance collective*" écrit Albó (1985), estimant qu'en fait il s'agit plutôt là d'un "individualisme de groupe", le "communautarisme" étant né de la conjonction des intérêts individuels ; il n'est, du reste, pas rare que les obligations communautaires soient détournées à des fins personnelles.

Une sorte de tension existe en permanence entre le collectif et l'individuel, qui peut être simplement considérée comme la manifestation, dans le domaine social, de la conception fondamentalement andine des rapports qu'entretiennent les différents éléments de l'univers, rapports d'union et d'équilibre dialectique entre contraires. "*L'idéal n'est pas l'unité ou la fusion totale dans la collectivité ni la totale uniformité (...), mais plutôt l'union des contraires qui se complètent sans rien perdre de leur identité*

<sup>24</sup> Voir plus loin le chapitre consacré à l'agriculture.

*et de leurs caractéristiques"* (Albó, 1989). Ainsi en est-il dans la vie du couple, constituée de relations d'équilibre entre l'homme et la femme (y compris au plan économique et politique), ou encore de l'aide mutuelle et réciproque entre les personnes, comme de la complémentarité des cultures obtenues sur des terroirs en archipel entre différents étages écologiques.

Ainsi en va-t-il encore des relations entre le haut (*urcosuyu* en aymara) et le bas (*umasuyu*) qui divisent l'espace andin (Bouysson-Bey, 1987) comme celui de chaque communauté, reflets présents dans le quotidien d'une cosmovision fondée sur l'existence d'un monde d'en haut et d'un monde d'en bas opposés et complémentaires, voire imbriqués. On observe la prééminence fondamentale d'une conception binaire dans la représentation mythique andine qui opère au moyen d'oppositions-complémentarités, est le partage constant du territoire communautaire entre deux moitiés, celle du "haut" et celle du "bas", avec cette caractéristique que *"les moitiés ne s'y expriment pas par une division continue du territoire et de l'ensemble des groupes qui le peuplent, mais bien par la reproduction de la dualité dans chacune des différentes unités socio-politiques locales..."* (Malengreau, 1995). La tension constante qui sous-tend ces relations collectives trouve son expression symbolique dans les combats rituels (*tinku*) là où ils sont encore pratiqués<sup>25</sup>, dans les affrontements entre communautés, ou lors des fêtes où l'alcool permet tous les débordements.

La société andine apparaît finalement comme un *"système en équilibre instable, l'ensemble et les différents sous-ensembles qui le composent étant soumis à l'action conjuguée de forces opposées (...), l'existence conjointe des deux types de forces s'avère nécessaire et donne au système sa cohérence"* (Pratlong, 1989). Une solidarité de fait, donc, sur le sens de laquelle il convient cependant de ne pas se méprendre, comme ont pu le faire certains des premiers anthropologues qui s'intéressèrent aux peuples andins. Une solidarité, pourrait-on écrire, fondée sur un intérêt individuel bien compris qui sait, même en milieu rural, reprendre et manifester tous ses droits dès que l'occasion s'en présente, mais éclate surtout quand la transplantation en milieu urbain rend apparemment caducs, au moins en un premier temps, les règles et les avantages de cet héritage social.

Ces peuples andins, bien avant la tutelle inca, avaient en effet su mettre au point une économie fondée sur la diversité climatique de leur immense habitat montagnard en établissant, à plusieurs jours de marche, des "colons" permanents relevant des diverses ethnies de l'Altiplano, sortes d'antennes ou "îlots" d'agriculteurs, artisans, mineurs ou autres contrôlant et exploitant les ressources locales en interrelation constante avec le noyau central de leur communauté selon un système aujourd'hui connu sous le nom de territoire vertical en archipel.

Dans tous les domaines, la vie est donc recherche d'équilibre entre forces et situations contraires mais complémentaires, et refus des attitudes excessives qui viennent rompre celui-ci, que ce soit au plan individuel, social ou cosmique, car il serait alors nécessaire de le rétablir par une action contraire rééquilibrante : *"Ne pas trop rire pour ne pas trop pleurer ensuite"*, dit un proverbe aymara.

- Les peuples de l'Oriente

On désigne souvent en Bolivie les populations de l'Oriente par le terme de *Camba*, terme globalisant que revendiquent d'ailleurs les intéressés pour se distinguer des *Colla*, les nouveaux venus descendus

---

<sup>25</sup> A. Labrousse (1984) donne un récit de ces *tinku* dans le Nord-Potosi.

des Andes (tandis que l'appellation "Chapacos" désigne les habitants de la région de Tarija)<sup>26</sup>. Mais ce n'est là qu'une identification par la négative, une façon de se différencier de ceux d'en haut, et le même terme a d'ailleurs une autre signification, interne à l'Orient, quand il est appliqué aux autochtones de la région avec le sens dépréciatif de "*indio*".

L'une des particularités de la période actuelle est justement que le mouvement indianiste s'est étendu vers l'Orient et qu'il n'agit plus seulement, cette fois, les peuples aymara ou quechua au poids démographique imposant, mais aussi ceux des terres basses que l'on pensait en voie d'inéluctable disparition, la seule incertitude portant sur la plus ou moins grande rapidité de celle-ci.

De même que pour les peuples andins, leur mouvement ne consiste plus seulement à refuser la marginalisation et l'exploitation dont ils sont l'objet, mais à affirmer une identité et à s'en prévaloir pour aborder le monde "moderne". La revendication porte moins ici sur "la terre" que sur "le territoire". Il ne s'agit pas de rendre la terre à celui qui la travaille, mais de se faire reconnaître un "territoire pour vivre", car, bien plutôt qu'agriculteurs, les peuples orientaux sont des sylviculteurs. Ce concept de territoire privilégie un usage combiné de toutes les ressources naturelles (terre, forêt, flore, faune, eaux...) et en même temps la possibilité d'une gestion rationnelle de ce milieu dans le temps et dans l'espace, de façon à ne pas l'épuiser, véritable agroforesterie avant la lettre. "*Cela signifie le droit d'utiliser, de gérer et d'administrer toutes les ressources naturelles de notre territoire - à la fois au-dessus du sol et au-dessous - la flore, la faune, l'eau et l'air de l'espace géographique que nous occupons en tant que propriétaires légitimes*"<sup>27</sup>. Gestion d'un espace de parcours donc, bien éloignée du concept de propriété de la terre, le seul reconnu par la jurisprudence occidentale dont a hérité la Bolivie. Gestion que l'on peut caractériser par une mobilité qui permet un usage extensif et diversifié des diverses ressources naturelles et une utilisation de chacune d'elles de façon différenciée dans le temps de façon à en éviter l'épuisement (Melgar, 1994).

Peu nombreuses, clairsemées sur les immenses espaces de l'Amazonie et du Chaco, ces populations que l'on dénomme en Bolivie, non sans quelque condescendance, les "tribus sylvoles", ne pouvaient, semblait-il, avoir d'autre destin que celui d'un constant repli, territorial, démographique et culturel devant les différents fronts de pénétration (économique, commercial, religieux), jusqu'à la disparition complète qui a déjà touché nombre d'entre elles ou, au mieux, jusqu'à la fusion dans la société dominante. Choc des mondes dont la trace est donnée, dans le vocabulaire de chacun de ces peuples, par le mot qui désigne cet "autre" qu'est le Blanc, et qui présente à la fois le sens d'un respect presque sacré, d'un ressentiment à cause des abus passés et présents, et d'un mépris envers celui qui n'est pas réellement un homme à cause de son ignorance des normes culturelles.

En réalité, devant ces agressions multiples et en rupture apparente avec la logique d'une structure sociale traditionnellement acéphale, les sociétés orientales avaient commencé, au cours de la décennie 1980, un processus de désenclavement, de coordination, parfois d'unification, qui avait déjà conduit à la création d'un certain nombre d'organisations de défense. La première apparue, la plus vaste, fut, dès 1982, la *Confederación Indígena del Oriente, Chaco y Amazonia de Bolivia* (CIDOB) constituée lors de la première rencontre des populations indigènes de l'Orient. Puis se sont constitués des regroupements plus locaux, tels la *Central de Pueblos Indígenas del Beni* (CPIB), la *Confederación*

<sup>26</sup> L'Orient est une entité plus morphologique (par opposition aux Andes) que géographique, car il déborde largement vers le nord du pays, incluant le Pando et une partie du département de La Paz.

<sup>27</sup> Explication du président de l'organisation du peuple chiquitano (*Bolivia bulletin*, vol. 12, n° 1, février 1996).

*Indígena del Oriente Boliviano* (CIDIB) en 1989, la *Asamblea del Pueblo Guarani* (APG), la *Central Indígena de la Región Amazónica de Bolivia* (CIRABO), etc. Ici, à la différence du monde andin, la mobilisation a d'abord visé à opposer une réponse à la rapide incorporation à la société globale dont ces peuples sont l'objet sans pouvoir en contester les modalités et moins encore le processus.

Le premier geste dans le sens d'une reconnaissance de leur identité particulière, geste encore bien symbolique car non suivi d'effets réels, fut fait en 1989 par le gouvernement Victor Paz Estenssoro : une *Resolución suprema* déclarant la nécessité d'attribuer des terres aux populations autochtones d'Amazonie.

Le véritable tournant fut pris en 1990, à la suite de la "Marche pour le Territoire et la Dignité" organisée par la CPIB qui, en août-septembre, rassembla pour 34 jours de marche sur un parcours de près de 700 kilomètres depuis Trinidad jusque La Paz, quelque 800 personnes des différents peuples de l'Orient (Chimane, Mosekene, Chiriguano, Tacana, Yuracaré, Mojeño...) chaleureusement accueillies par les Aymara pacéniens. Le président Paz Zamora reconnaît alors officiellement que la Bolivie est un pays multi-ethnique, multilingue et pluriculturel et, en septembre 1990, assigne aux peuples amazoniens, par une série de *Decretos supremos*, deux millions d'hectares en toute propriété, sur lesquels une autonomie de gestion leur est accordée ; 600 000 hectares y sont ajoutés en février 1992. La même année est promulgué un décret officialisant l'éducation bilingue pour tous les groupes indigènes. Parallèlement est décidée une "pause écologique historique" suspendant l'octroi de nouvelles concessions aux sociétés forestières pour une période de cinq ans.

Une fois ces décisions annoncées, il fallut bien constater que les gouvernements étaient peu enclins à mettre leurs promesses en pratique, que les pouvoirs locaux privilégiaient toujours autant les intérêts des grands éleveurs<sup>28</sup>, et que les compagnies forestières continuaient d'ignorer la loi et de saccager le milieu en toute impunité. Dès lors, toute l'action du mouvement indigène aura pour objet de faire respecter ces droits nominalement acquis.

La célébration des "500 ans de la découverte" du continent, le 12 octobre 1992, fut l'occasion de rappeler spectaculairement ces exigences, sans qu'il soit cependant jamais question de porter atteinte à une unité nationale respectée comme telle (Franqueville, 1994). Ici comme dans les autres pays du sous-continent, le discours identitaire vise la revendication de droits particuliers et la reconnaissance d'une autonomie relative, mais demeure systématiquement accompagné de l'affirmation d'une appartenance à la "nation bolivienne". Il ne s'agit donc nullement, comme l'observe Christian Gros, de revenir à la pureté ethnique, mais au contraire d'organiser le caractère pluri-ethnique de la nation. Le cadre général reste bien celui déjà fixé par les thèses adoptées en 1983 : "*Nous voulons une libération définitive et la construction d'une société plurinationale et pluriculturelle qui, tout en maintenant l'unité de l'Etat, tiennent compte de la diversité des nations aymara, quechua, tupiguarani, ayoreode et des autres, et l'encourage*" (cit. Labrousse, 1984).

Un nouveau rappel de ces revendications territoriales a encore été donné à l'occasion de la "Marche pour le Territoire, le Développement économique et les Droits politiques" qui, en septembre 1996, a

---

<sup>28</sup> Dès 1990, la Fédération des éleveurs du Beni et du Pando faisait connaître son opposition à l'attribution de territoires aux Siriono, arguant que cela portait atteinte aux intérêts des petits et moyens éleveurs (*Informe R*, n° 205, Año X, octobre II)

rassemblé à La Paz, après un parcours de 30 jours, une dizaine de milliers de paysans venus contester le projet de nouvelle loi (dite loi INRA) de réforme agraire.

Il est malaisé de présenter une vision synthétique de ces peuples de l'Orient, dont le nombre est estimé à quelque 150 500 personnes<sup>29</sup>, tant est grande la diversité de leurs situations et de leurs cultures. A la différence des peuples andins, ceux-ci n'appartiennent nullement à une même aire de civilisation et leurs origines, leurs langues et leurs cultures sont fort diverses. Plus de trente langues sont ici pratiquées, relevant d'au moins dix familles linguistiques aussi éloignées les unes des autres que le français l'est du chinois.

Une vingtaine de ces ethnies peuvent être regroupées en six grandes familles linguistiques. Le groupe tupi-guarani (souvent simplement dénommé guarani), le plus nombreux et le plus fréquemment cité, se disperse du nord au sud de l'Orient, depuis la frontière brésilienne jusqu'à celles du Paraguay et de l'Argentine, en raison de migrations dont la motivation fut souvent religieuse (la recherche de "la terre sans mal" avant et pendant l'occupation espagnole et parfois encore de nos jours). Les peuples les plus connus de ce groupe sont les Chiriguano dits aussi Ava, les Yuki, les Guarayo, les Siriono. A la famille linguistique arawak appartiennent les Moxo (ou Mojo, dits aussi Ignacianos) et les Baure du Béni. A la famille linguistique pano appartiennent les Chacobo, Yaminawa et Pacawara du Pando et de l'extrême nord du Béni. Les ethnies des bords des rios Béni, Madre de Dios et leurs affluents (nord du département de La Paz, Béni et Pando) relèvent du groupe takana. Enfin dans le Chaco coexistent deux grandes familles linguistiques, celle des Zamuco (nom donné par les Jésuites aux Ayoreode) et, dans le département de Tarija, celle des Mataco dont font également partie les Chulupi. Les autres ethnies, une bonne douzaine (Chimane, Mosekene, Yuracaré, etc.), sont considérées comme linguistiquement "isolées", c'est-à-dire que l'origine de leur langue ou sa famille de rattachement restent ignorées ; certains groupes, tel celui des Chiquitano, résultent probablement de la fusion de plusieurs ethnies.

Plus intéressante qu'une classification ethno-linguistique, encore assez incertaine, est la présentation de ces peuples faite par X. Albó en fonction de leur rapport à l'acculturation et à la "modernité". L'auteur distingue ainsi trois principales situations possibles : celle d'une acculturation profonde et ancienne, celle d'une tutelle exercée par une mission religieuse, et celle d'une autonomie maintenue.

Dans le premier cas de figure, celui d'une intense acculturation, se placent les Chiquitano de l'est de Santa Cruz, les Moxo et Baure du Béni ainsi que les Cayuvava et Movima aujourd'hui peu nombreux, les Guarayo du nord de Santa Cruz et les Tacana et apparentés du nord du département de La Paz. Leur expérience historique commune est d'avoir d'abord été soumis au système de la "mission-réduction" religieuse, d'abord jésuite, jusqu'à leur expulsion en 1767, puis franciscaine sous la République, puis à la dépendance des Blancs ou des Métis une fois démantelé ce système des "réductions" (1939). La manifestation la plus claire de cette acculturation est l'abandon très fréquent de leur langue native. Reste souvent, héritée de la mission, une organisation sociale et économique centrée sur un petit bourg (*pueblo*), lieu du pouvoir moderne où certains sont employés comme domestiques, ce qui n'exclut pourtant pas une dispersion en petites communautés ou *ranchos*. Mais surtout, pour la majorité d'entre eux, le statut le plus commun est celui d'un rattachement très dépendant aux estancias d'élevage de la région. Il s'agit souvent des descendants de ceux qui, vers 1900, furent souvent

---

<sup>29</sup> Censo Indígena de la Tierras Bajas, 1994.

brutalement enlevés à leur communauté pour servir le boom du caoutchouc et dont beaucoup (18 000 selon certaines sources) continuent à être exploités, sans contrôle ni protection, pour la récolte des noix dites du Brésil (*castañas* ou *almendras*) dont le Bolivie est deuxième exportateur mondial, ou leur traitement dans les *beneficiadoras* de Guayaramerín, Riberalta ou Cachuela Esperanza<sup>30</sup>.

Pour moins systématique qu'elle soit aujourd'hui, la tradition d'un encadrement religieux des populations de l'Orient n'a cependant pas disparu. Il s'agit souvent de groupes dont le contact avec la société dominante est encore récent, et dont une partie se trouve placée sous la tutelle missionnaire. On observe dans ce cas une forte persistance de l'identité et des pratiques culturelles propres, auxquelles se juxtapose la présence permanente d'une religion occidentale. Cette tutelle est en réalité source de différenciations dans la mesure où elle varie selon le type de mission religieuse concerné, comme le montrent les quelques exemples suivants.

Pour les Mosekene et les Chimane habitant la limite La Paz-Béni, la mission est de type catholique traditionnel paternaliste, animée par des religieux d'Europe occidentale. Pour les Chacobo, il s'agit de la tutelle de missionnaires nord-américains de l'ILV (*Instituto Lingüístico de Verano*) qui mettent l'accent sur la nécessité d'une incorporation à l'économie dominante, sur le bilinguisme et la christianisation. Missions également protestantes et d'origine nord-américaine (*Iglesia Cuadrangular* et *Nuevas Tribus*) pour les Siriono et les Yuki, ces derniers ayant été impérativement déplacés vers Chimoré pour laisser place aux forestiers et au chemin de fer en construction sur leur territoire. Face à de violentes accusations d'avoir partie liée avec les intérêts économiques nord-américains, l'ILV a dû se retirer de Bolivie, tandis que l'activité de *Nuevas Tribus* est également fortement contestée.

Selon l'idéologie qui anime ces missionnaires, l'action prédominante menée auprès des populations peut être celle d'une conversion religieuse et morale, celle d'une oeuvre "civilisatrice" plus globale, ou encore se limiter à un simple "vivre avec" se voulant respectueux des cultures autochtones. On observe cependant, dans la majorité des cas, une tendance marquée des religieux, quels qu'ils soient, à défendre ces populations autochtones contre la menace que représente pour eux le contact avec la société dominante, encore qu'il s'agisse plus souvent de les protéger que de favoriser l'éclosion de forces de contestation.

Existente enfin des groupes, généralement peu étoffés, de populations encore autonomes, souvent nomades, qui sont aussi les plus menacés de disparition. Ainsi en est-il de certaines fractions des ethnies takana et pano ; de même chez les Ayoreode, moins de 1 % du groupe continuerait à mener cette vie nomade<sup>31</sup>. Tôt ou tard cependant le contact a lieu, soit à travers l'action missionnaire de l'une ou l'autre Eglise, soit avec les commerçants aventuriers qui parcourent la forêt à l'affût de trafics profitables, ou avec les exploitants forestiers faisant irruption sur leur territoire à la recherche de bois précieux, soit encore en face à face avec les colons du front pionnier agricole.

Les relations qu'entretiennent ces derniers (dits *colonizadores*), Collas de l'Altiplano, avec les peuples locaux peuvent aussi bien être de bon voisinage que de type conflictuel. Leurs rencontres se localisent surtout dans la zone dite Alto Beni, avec les Mosekene ou les Chimane, et dans le Chaparé où les Yuracaré ont vu leur territoire se réduire face à l'extension des plantations de coca. Rencontres

<sup>30</sup> Informe R, n° 257, janvier 1993. Les *beneficiadoras* sont les usines de décortilage et d'emballage de ces noix.

<sup>31</sup> Voir au Musée ethnographique de La Paz, l'exposition permanente consacrée aux Ayoreode.

impliquant celle de deux idéologies bien différentes et apparemment peu conciliables. Les colons pratiquent leur agriculture pionnière dans le cadre d'une économie déjà en bonne partie monétarisée et reliée au marché, avec les modalités de contrôle et d'accès à la terre que suppose celle-ci ; les autochtones, au contraire, s'ils n'ignorent généralement pas l'agriculture, tirent l'essentiel de leurs ressources de la chasse et de la pêche et ne considèrent la terre que comme l'un des éléments constitutifs de ce bien commun qu'est le territoire, au même titre que l'air et l'eau. D'un côté, un esprit de compétitivité et d'initiative productiviste emprunté à la société dominante, et qui a pour corollaire le sentiment d'une supériorité, de l'autre une connaissance profonde de l'écologie tropicale et de ses richesses, une tradition d'accueil mais aussi de repli face à l'irruption de l'autre qui n'exclut certes pas les réactions violentes, mais ne semble laisser à ces peuples d'autre avenir que celui d'éternels perdants.

*"Le modèle économique indien, qui permet tout à la fois une utilisation 'soutenable' de la forêt et la conservation de sa biodiversité, n'a pas été valorisé par la culture occidentale parce qu'il n'engendre pas d'excédents pour l'économie régionale et parce qu'il ne fonctionne de manière efficace qu'avec une population dispersée et de très faible densité"* (Brackelaire, 1992). On comprend mieux toute l'importance que revêt dans cette partie du pays la montée en puissance des mouvements "indiens" et la nature de leur revendication. Mais ceux-ci ne constituent en réalité que l'une des forces, la dernière en date et la plus fragile encore, qui contribuent à configurer la société et l'espace de cet immense Orient bolivien. Les producteurs de coca, les *cocaleros*, légalement organisés en association, et qui luttent contre la répression armée dont ils sont l'objet, en sont une autre, plus inquiétante à court terme pour le gouvernement central à cause des retombées internationales du problème et de l'état de guérilla non avouée régnant au Chaparé. Il n'en reste pas moins que les producteurs agricoles et industriels crucéniens, joints aux grands éleveurs du Béni, forment toujours, depuis plusieurs décennies, le groupe de pression qui dessine le paysage économique et politique de la région et parfois du pays.

Désormais se trouve cependant posé aux pouvoirs boliviens locaux, régionaux ou nationaux, et par delà les changements politiques à venir, le défi d'une proposition de société alternative, par un "mouvement indianiste" qui, pour être encore neuf et précairement organisé, a su trouver les relais internationaux nécessaires pour ne plus être réduit au silence. Ce mouvement exige que les décrets et les divers engagements pris à l'égard des peuples autochtones ne restent pas lettre morte et trouvent leur traduction dans le déroulement la vie quotidienne. La chose n'est nullement acquise si l'on songe au coup d'arrêt donné, depuis la présidence de Sanchez de Lozada, au processus de reconnaissance de territoires indigènes collectifs dans l'Orient, processus évidemment en totale contradiction avec la conception de la terre dans la pensée néolibérale. On peut malgré tout considérer qu'un premier pas a été réalisé avec certaines modifications apportées à la Constitution politique de l'Etat en août 1994 : la république de Bolivie n'y est plus seulement qualifiée de "*libre, indépendante et souveraine*", mais aussi de "*multiethnique et pluriculturelle*" (Art.1), tandis que l'Etat s'engage à "*respecter et à protéger, dans le cadre de la loi, les droits sociaux, économiques et culturels des peuples indigènes...*" (Art. 171)<sup>32</sup>.

---

<sup>32</sup> Le texte intégral de cet article 171 est le suivant : "*Se reconocen, respetan y protegen en el marco de la ley los derechos sociales, económicos y culturales de los pueblos indígenas que habitan en el territorio nacional y especialmente los relativos a sus tierras comunitarias de origen, garantizando los usos y aprovechamiento sostenible de sus recursos naturales, a su identidad, valores, lenguas, costumbres e instituciones. El Estado reconoce la personalidad jurídica de las comunidades indígenas y campesinas y de las asociaciones y sindicatos campesinos. Las autoridades naturales de las comunidades indígenas y campesinas podrán ejercer funciones de administración y aplicación de normas propias como solución alternativa de conflictos, en conformidad a sus costumbres y procedimientos siempre que no sean contrarias a esta Constitución y las leyes. La ley compatibilizará estas funciones con las atribuciones de los poderes del Estado*".

### 3. Les migrations et la ville : une pratique de l'espace

Bien qu'elle soit, jusqu'à tout récemment, constituée en majorité de ruraux, la population bolivienne ne se caractérise nullement par un indéfectible attachement à un coin de terre (ou à une communauté) qui lui interdirait de jamais s'en éloigner. Elle possède au contraire une étonnante tradition de mobilité qui se traduit par différentes formes de migrations.

#### a) La lente poussée vers l'Est

Sur les neuf départements que compte le pays, trois ont subi, entre 1976 et 1992, des pertes importantes par émigration : Potosí avec un taux de migration nette de - 29,5 %, Oruro avec - 22,8 % et Chuquisaca avec - 13,6 % ; deux autres ont subi des pertes moindres : le Béni (- 6,2 %), et le Pando (- 3,9 %), tandis que celui de La Paz n'évoluait guère (- 0,3 %) et que les trois autres étaient nettement récepteurs de migrants : Santa Cruz avec un solde positif de 18,1 %, Tarija avec 8,4 % et Cochabamba avec 7,5 % (Castro, 1996). Le coup d'arrêt donné en 1985 à l'activité de la société minière d'Etat COMIBOL, dont les effectifs ont diminué de 22 400 personnes entre août 1985 et mai 1987, a particulièrement marqué la population de Potosí, d'Oruro et, dans une moindre mesure, de La Paz. On estime que 75 % des familles touchées par la "*relocalización*" ont alors émigré, un tiers se dirigeant vers La Paz, un quart vers Cochabamba, un peu moins vers Santa Cruz, le reste se dispersant entre Tarija et Sucre.

Tableau 16. Les changements dans la distribution spatiale de la population entre 1976 et 1992 (en pourcentage)

Régions et départements	1976	1992
Altiplano	53,0	45,0
La Paz	31,7	29,6
Oruro	6,7	5,3
Potosí	14,6	10,1
Vallées	27,3	28,9
Cochabamba	15,6	17,3
Chuquisaca	7,7	7,1
Tarija	4,0	4,5
Plaines	19,7	26,1
Santa Cruz	15,4	21,2
Béni	3,6	4,3
Pando	0,7	0,6

Source : INE, CNPV, 1992.

La modification la plus perceptible apportée, depuis les années 1950, au schéma de la répartition spatiale des populations boliviennes est celle d'un glissement progressif vers les régions basses du pays (Tableau 16). A comparer le poids démographique respectif des trois grandes zones écologiques, il apparaît qu'au cours des seize années séparant les deux derniers recensements (1976-1992), d'importants changements se ont eu lieu : les départements de l'Altiplano abritent désormais moins de la moitié de la population nationale, tandis que se produit une augmentation légère dans les Vallées et

considérable dans les Plaines, notamment dans la zone de Santa Cruz. Il s'agit là d'une tendance lourde dont les effets seront déterminants sur l'avenir économique et social du pays.

Cette redistribution s'inscrit en réalité dans la suite d'une évolution en cours depuis plus d'un demi-siècle, puisqu'en 1950, 57,5 % de la population se trouvaient encore sur l'Altiplano et seulement 12 % dans les Plaines. Le phénomène résulte de la conjonction de plusieurs facteurs, les uns fortuits, les autres voulus, qui tous influent dans le même sens.

C'est d'abord, depuis un siècle, une certaine logique d'occupation de l'espace national qui, leçon des pertes territoriales subies, consiste à vouloir peupler les marges du pays face à la pression des voisins et en particulier des Brésiliens sur la frontière du Béni et du Pando. Si le thème est assez fréquemment évoqué et le danger que représente une présence massive de Brésiliens entreprenants souvent signalé, le stade du discours alarmiste ou même patriotique n'est guère dépassé en la matière, et le spectacle des marchandises et des hommes traversant sans aucun contrôle le río Mamoré, suffit à s'en convaincre.

Plus opérante est la progressive colonisation agricole des terres de l'Oriente, colonisation à la fois spontanée et encouragée par l'Etat dès les années 1930, et qui substitue une croissance démographique régionale lente, mais cette fois continue, aux mouvements désordonnés de hausse et de baisse de population qui ont caractérisé jusqu'alors l'Oriente en fonction des différents cycles de l'économie extractive amazonienne : quinquina, caoutchouc, etc. (Roux, Oviedo, 1995). Si la colonisation organisée par l'Etat s'est généralement soldée par un échec (près de la moitié des colons quittant leur lot), l'installation spontanée d'agriculteurs, souvent regroupés en syndicats, paraît plus durable. L'une et l'autre n'en sont pas moins sources de graves dommages écologiques, dans la mesure où il s'agit toujours de pratiquer une agriculture "minière" sans aucune restitution de la fertilité du sol. Une fois celui-ci épuisé, on va défricher un peu plus loin. *"Les programmes gouvernementaux de colonisation des années 1950 et 1960 qui poussèrent à l'émigration depuis l'Altiplano vers Santa Cruz, nous ont forgé le dangereux mythe d'une abondance de terre à l'Est"*, estime le directeur de la Ligue bolivienne de défense de l'environnement (LIDEMA)<sup>33</sup>.

A cette arrivée, spontanée ou organisée, de petits producteurs provenant de l'Altiplano et des Vallées inter-andines se sont ajoutés, à partir des années 1970, les effets de la création de l'agro-industrie tropicale dont les plantations de canne à sucre et de coton provoquent une demande de main-d'oeuvre saisonnière qui, avec le temps, en vient souvent à s'installer sur place de façon définitive. Cette mobilité géographique s'accompagne d'ailleurs d'un changement des relations de production dans l'agriculture en ce sens que les nouveaux migrants sont de plus en plus fréquemment salariés agricoles et non plus agriculteurs indépendants.

Enfin, la présence et l'exploitation des gisements de pétrole et de gaz dans les basses terres d'Amazonie, même si elles n'induisent pas par elles-mêmes une importante création d'emplois, n'en déterminent pas moins un effet second d'enrichissement et de croissance de l'activité régionale urbaine propres à attirer les migrants. C'est pourquoi cette croissance de la population de l'Oriente est essentiellement celle des villes.

---

<sup>33</sup> Informe R, n° 217, mai 1991.

## b) Une stratégie de l'émigration

L'une des particularités de la migration vers les principales villes en Bolivie est la provenance des immigrants. La croissance démographique urbaine n'est pas ici uniquement, ni même prioritairement, l'effet d'une émigration rurale. Une bonne partie des nouveaux venus sont en réalité des citadins provenant d'autres villes et la majorité des courants migratoires sont des courants interurbains, phénomène que reflète bien l'extrême dispersion des familles boliviennes entre les différentes villes du pays. Ainsi à La Paz, 52,8 % des immigrés sont nés en milieu urbain ; seuls les migrants provenant du département dont la ville est le chef-lieu sont en majorité d'origine rurale. Même observation à Cochabamba où 65,5 % des immigrés sont natifs d'un centre urbain, mais la situation record est celle de Santa Cruz où la proportion est de 74,3 %. *"La migration rurale-urbaine n'est pas le phénomène qui contribue le plus à l'accroissement démographique de la capitale régionale, écrit G. Cortes (1995-a). Si l'arrivée de "ruraux" est un fait incontestable, les déplacements se font beaucoup plus d'une ville à l'autre. Ces tendances relativisent considérablement l'idée selon laquelle il existe un important phénomène d'exode rural vers les villes de Bolivie"*. La seule exception à cette règle est constituée par El Alto où seulement 41,5 % des immigrés sont d'anciens citadins.

Par ailleurs, le point d'arrivée des migrations n'est pas nécessairement la grande ville ni même la ville. Le dernier recensement a en effet mis en lumière l'existence d'un courant inattendu qui va de la ville vers les zones rurales. Ainsi, dans les départements de Santa Cruz et du Béni, près de la moitié des migrants d'origine urbaine (respectivement 47 et 49 %) se sont dirigés vers des zones rurales. Dans le département de Cochabamba, 40 % des migrants arrivés en milieu rural entre 1976 et 1992 proviennent des villes, et même 50,5 % entre 1987 et 1992.

La faible industrialisation des villes, voire leur désindustrialisation sous l'effet récessif de l'ajustement structurel, le faible nombre d'emplois qu'elles offrent, la contraction des activités et des revenus urbains, font que le pouvoir d'attraction des villes boliviennes est en réalité bien réduit. L'attrait qu'elles exercent sur les populations rurales trouve probablement sa source autant, sinon davantage, dans les infrastructures sociales dont elles disposent et qui n'ont pas d'équivalent en milieu rural que dans les activités économiques qu'elles proposent.

On s'explique ainsi le phénomène de double résidence observé par bien des études, grâce auquel les familles diversifient leurs stratégies économiques : une même unité domestique combine, dans la communauté rurale, agriculture, élevage, voire activités de transport et, en milieu urbain, petit commerce, restauration de rue, artisanat, salariat, tout en profitant des facilités qu'offre la ville dans les domaines de la scolarisation et de la santé. *"Le système repose donc sur une pratique "mouvante" de l'espace régional et réduit de ce fait les chances de transfert définitif des populations vers la ville"* (Cortes, o. c.). Le même phénomène explique également que plus de la moitié des migrants d'El Alto (59 %) reçoivent directement des vivres de la campagne (Franqueville, Aguilar, 1988).

Une telle stratégie cherchant à tirer avantage à la fois de la campagne et de la ville tend naturellement à se développer principalement autour des principaux centres urbains. Un exemple remarquable en est donné par les *lecheras* de La Paz, les laitières qui portent régulièrement à domicile le lait frais de leurs vaches à des clients urbains fidélisés (Franqueville, Vargas, 1990). Un élevage laitier péri-urbain s'est ainsi mis en place, plus ou moins ancien selon les zones, et sa croissance régulière montre bien l'intérêt économique qu'il présente pour ces familles habitant aux portes de la ville.

Plus étonnant est de constater l'adoption de la même stratégie par des paysans habitant à des centaines de kilomètres de la ville, tels ceux du Nord-Potosí. Depuis la sécheresse qui sévit sur les hauts plateaux en 1983 s'est développée, et en quelque sorte institutionnalisée malgré les mesures parfois prises par les autorités pour la limiter, une migration d'habitants de cette région (mais qui concerne aussi les provinces pauvres de Bolívar, Arque et Tapacari de Cochabamba) vers les villes de La Paz, de Cochabamba et dans une moindre mesure d'Oruro et de Potosí. Facilement identifiables par leurs vêtements traditionnels, ils pratiquent en ville la vente ambulante de citrons, de condiments, de maïs ou petits pois grillés (*tostados*), activité à laquelle s'ajoute la mendicité pour les femmes, souvent accompagnées de jeunes enfants pour la circonstance. En 1994, le nombre de femmes et enfants de cette origine était estimé à 200 dans la ville de Cochabamba, tandis que la municipalité de la province Bolívar évaluait que, sur un total de 3 500 femmes recensées en 1992, 1 500 s'absentaient ainsi régulièrement de leur domicile<sup>34</sup>. Or ce sont là des migrations temporaires, d'une durée de deux à trois semaines, parfois six, quasi méthodiquement organisées selon un roulement dans le cadre de chaque famille. *"Chaque membre de la communauté (comunario) se déplace pour la durée estimée convenable pour lui-même et pour sa famille : de cette façon, pendant que certains restent [en ville], d'autres retournent et d'autres encore arrivent. Ce flux continu fait que les comunarios ne perdent à aucun moment le contact avec leur communauté d'origine, car ils en reçoivent constamment des nouvelles, de même que de leur famille.... et envoient aussi à leur famille des nouvelles et des objets qu'ils achètent à La Paz "* (Michaux et al., 1992)<sup>35</sup>.

Les auteurs de l'étude insistent sur le fait qu'il ne s'agit nullement là d'une "migration désespérée", mais d'une stratégie économique d'accès aux ressources existantes, en l'occurrence celles de la ville, visant à assurer la reproduction de l'unité familiale et de la communauté. *"Au retour [les femmes qui ont émigré] rapportent des pâtes, du sucre, du riz et de l'argent pour acheter plus de terres et arranger leur maison"*.

Il est donc nécessaire, pour les comprendre, de replacer toutes ces migrations rurales dans le cadre d'une longue tradition de mobilité des populations andines, celle des *comunarios*, qui se pratiquait à longue distance et de façon organisée entre étages écologiques et dont les caravanes de lamas rappellent aujourd'hui encore le souvenir.

Or cette mobilité, quoique freinée durant des siècles par les restrictions aux déplacements qu'apportaient le régime colonial du *pongueaje* (servage) dans les campagnes, n'en répondait pas moins à une nécessité car elles permettaient de l'effet déstructurant des pressions exercées par les Espagnols, puis par les gouvernements de la République, à l'encontre des communautés. Wachtel (1971) a insisté sur la multiplication, après la conquête, des *yanas*, ces Indiens errants, sans terre, coupés de leur communauté d'origine et souvent en fuite pour échapper au paiement du tribut, et s'employant tantôt comme domestiques des Espagnols dans les villes, tantôt comme mineurs à Potosí, selon qu'ils appartenaient au prolétariat errant ou au prolétariat sédentaire.

Ce n'est cependant qu'à partir de la réforme agraire (1953) que le monde rural put retrouver réellement sa liberté de mouvement. Celle-ci marqua réellement le début de l'arrivée des ruraux en ville, une ville

<sup>34</sup> *Informe R*, n° 329, avril 1996.

<sup>35</sup> Ce "roulement" explique l'échec des tentatives des personnes bien intentionnées proposant vainement à ces "médiantes" un travail stable d'employée domestique ou autre.

devenue, en quelque sorte, un ersatz d'étage écologique, un lieu dont les ressources viennent compléter celles de la résidence communautaire.

La mobilité des ruraux est en effet surprenante. *"Les résultats de l'enquête rurale, écrivent Abegglen et al. (1987) à propos de la province Bustillos de Potosí, montrent que 51,6 % des exploitations étudiées expulsent de la force de travail saisonnière"*. Dans le Valle Alto de Cochabamba, G. Cortes trouve que 73 % de familles de Pampa Churigua comptent au moins un membre émigré au Chaparé, tandis que le taux d'émigration est de 54 % à Arbieto et de 62 % à Santa Rosa, dans le fond de la vallée.

Mais c'est probablement sous l'effet d'un européocentrisme latent que bien souvent, dans la littérature, toute émigration rurale est spontanément perçue et jugée comme "exode" impliquant affaiblissement du lien avec la société d'origine et, à terme, disparition de celle-ci. Ici au contraire, nombre d'auteurs montrent que le but ultime de la migration est bien la reproduction de la famille et de la communauté grâce aux revenus que celle-ci procure. La constatation est faite par G. Cortes (o. c.) dans les communautés du Valle Alto. A Pampa Churigua, *"...il s'agit pour les familles d'élargir leur espace économique, et non pas d'en changer... La migration vers le Chaparé est un moyen d'extension et de diversification des lieux de vie, visant la reproduction du groupe familial et communautaire"*. Pour ces paysans, comme pour ceux du Nord-Potosí, l'espace de référence socioculturel reste toujours la communauté d'origine, et les paysans "pratiquent" deux espaces économiques simultanés tous deux intégrés à leur vie quotidienne et dont l'importance respective varie selon les familles, la conjoncture et les conditions du moment.

L'atonie actuelle de l'économie bolivienne rend de toute façon plus que jamais aléatoire tout projet d'émigration qui serait coupure brutale avec le milieu rural d'origine et, de ce point de vue, les migrations boliviennes semblent originales en Amérique latine, sans doute parce que les vraies paysanneries y sont rares. Faut-il conclure, si l'on s'en tient au sens classique du terme, qu'il n'y aurait pas ici de véritable émigration, celle-ci devant être entendue comme un *"mouvement de personnes traversant une certaine limite afin d'établir ailleurs une nouvelle résidence"*<sup>36</sup> qui aurait donc un caractère définitif ? Les études quelque peu précises sur le sujet en Bolivie tendent, en effet, à privilégier cet aspect de continuum spatial et social, qui fait parfois qualifier ces déplacements de "migrations ambiguës", qu'elles soient internes ou externes.

Observée sur les quatre dernières décennies, l'Amérique latine fait figure de terre d'émigration (Boleda, 1995), avec un taux moyen annuel de migration nette négatif d'environ 1 pour mille. Pour la Bolivie, ce taux, stable au cours de ces quarante années, est de - 3 pour mille. Ce mouvement des Boliviens vers l'étranger est en réalité assez mal connu et difficile à chiffrer.

Se fondant sur les déclarations de femmes dont les enfants vivent à l'étranger, l'INE (1992) évalue le nombre des Boliviens émigrés à 383 000 personnes, nombre manifestement sous-estimé dans la mesure où ne sont pas comptabilisées les familles entières absentes ni les émigrés dont la mère n'est plus en vie. Il s'agirait de 6 % de la population nationale, quand la même estimation donnait 4 % pour le recensement de 1976 (250 000 personnes), ce qui donne au moins une idée du sens dans lequel évolue le phénomène. Parmi ces émigrés, 65 % seraient d'origine citadine et 35 % d'origine rurale. Les sources

<sup>36</sup> D'après Domenach H., Picouet M., 1995 : *Les migrations. Que sais-je ?* PUF. 128 p. Paris.

journalistiques avancent des chiffres beaucoup plus élevés : deux millions de Boliviens vivaient à l'étranger, soit plus du quart de la population nationale, dont 62,5 % en Argentine (1 250 000 personnes), 18,7 % au Chili, 9,3 % au Pérou, 6,3 % au Brésil, les cinq pays limitrophes accueillant au total 97 % de l'émigration.

La migration vers l'Argentine est une tradition ancienne en Bolivie, même dans la population rurale. *"L'immigration bolivienne en Argentine date d'il y a plus de 100 ans. Au XX<sup>e</sup> siècle, elle a augmenté de façon significative à cause de l'expansion des cultures de canne à sucre et de tabac dans les provinces septentrionales de Salta et Jujuy. De plus les dures conditions de vie dans les régions boliviennes de "l'enclave minière" expliquent les départs. Plus tard, dans les années 60, les Boliviens se sont dirigés aussi vers la région de Cuyo pour participer aux vendanges et aux récoltes maraîchères"* (Celton, 1995). Evaluer leur nombre est difficile ; certains auteurs avancent des chiffres allant de 800 000 à un million. Pour D. Celton (*o. c.*) qui utilise les recensements argentins, leur nombre aurait progressé de 47 700 en 1947 à 89 000 en 1960, 101 000 en 1970 et 118 000 en 1980, ce qui les place au troisième rang des immigrants en Argentine, après les Paraguayens et les Chiliens. D'autres auteurs donnent des chiffres beaucoup plus considérables : 450 000 Boliviens en Argentine en 1969, 600 000 en 1973 (Cortes, 1995-c), et font observer que, de migrations temporaires vers les zones rurales, on est passé à des migrations non moins temporaires vers les grands centres urbains (Buenos Aires, Córdoba). Une ONG bolivienne (antenne Caritas de Camiri) estime que la moitié des habitants du Gran Chaco, émigrent vers l'Argentine toute proche, à la recherche d'un emploi, tant à cause du manque de terres que des abus des *hacendados*<sup>37</sup>.

Plus récente est la migration vers les Etats-Unis, mais elle entre dans le cadre du courant migratoire depuis longtemps établi des Latinos (Mexicains, Cubains, Dominicains...) vers ce pays. D'abord pratiquée seulement par les "élites", fuite des cerveaux urbains (médecins, ingénieurs, étudiants...) et aussi effet de mode, elle s'est peu à peu étendue aux ruraux non spécialisés qui trouvent à s'employer surtout dans le secteur du bâtiment. Dans la Valle Alto, la considérable proportion de 40 % de la population se trouve à l'étranger, dont 24 % en Argentine et 15 % aux Etats-Unis. Que leur destination soit l'Argentine, les Etats-Unis ou d'autres pays encore (voire Israël ou le Japon), ces migrations demeurent essentiellement de caractère temporaire et, de la même façon que les migrations intérieures, elles constituent pour les ruraux *"une stratégie totalement intégrée au cycle de vie de la famille et à son processus de développement"* (Cortes, *o. c.*). Le premier départ se place vers l'âge de 18 ans en direction de l'Argentine, le montant de l'investissement nécessaire étant relativement faible. Après quelques années (1 à 5 ans) et si l'essai est réussi, l'émigré revient au village, se marie et construit sa maison. La migration suivante a pour destination, idéalement, les Etats-Unis où les séjours sont plus longs, l'investissement initial plus lourd, mais les gains supérieurs. Tous les trois à dix ans, la plupart des chefs de famille reviennent au village, y séjournent un ou deux ans de façon à maintenir et resserrer les liens sociaux et culturels, en particulier en s'incorporant au système des *cargos*. Ajoutées les unes aux autres, ces absences successives peuvent atteindre une vingtaine d'années et jusqu'à la moitié de la vie conjugale du ménage.

---

<sup>37</sup> Informe R, n° 350, mars 1997.

### c) Migrations et évolutions sociales

Qu'elles soient dirigées vers l'intérieur ou vers l'étranger, ces migrations ne sont pas sans conséquences aussi bien sur les sociétés dont elles émanent que sur celles où elles aboutissent.

#### - Les changements induits dans les campagnes

La première question qui vient à l'esprit concerne l'efficacité de cette pratique originale de l'espace. Ce système de migration temporaire est-il source d'enrichissement, ou tout au moins de mieux vivre des familles paysannes ?

Pour ce qui est des retombées financières, l'intérêt que présente cette stratégie paysanne est incontestable. A Pampa Churigua (Cortes, 1995-a), la moitié des revenus sont perçus hors de l'exploitation agricole et 36 % proviennent de la migration au Chaparé, proportion qui peut aller jusqu'à 60 % pour certains ménages, source de différenciation économique au sein des communautés. On observe cependant que l'amélioration des revenus n'est réellement significative que s'il s'agit d'une migration de colons, c'est-à-dire de familles ayant acquis des terres dans le Chaparé ; il n'en va pas de même quand la migration est celle d'une embauche temporaire en qualité de salarié agricole, emploi qui n'ouvre pas de perspectives d'accumulation monétaire.

Cette relative amélioration des revenus entraîne un certain changement du système agricole des familles migrantes : moins de cultures consacrées à la commercialisation (ou au troc) et plus grande part faite aux cultures d'autoconsommation sur l'espace d'origine, les besoins monétaires étant principalement couverts par la migration. Un autre changement perceptible chez les familles de migrants concerne le rôle imparti à l'élevage ; celui-ci tend à perdre sa fonction, habituelle dans les pays pauvres, de "caisse d'épargne sur pieds" ou encore de signe extérieur de richesse, pour entrer davantage dans une logique marchande qui ôte à la vente d'animaux son caractère exceptionnel.

Le surplus de revenu ainsi acquis est certes utilisé à rendre plus agréable la vie quotidienne de la famille (achat de radios, téléviseurs, sanitaires dans la maison, voire construction d'une nouvelle maison au village ou encore d'une autre en ville...), mais il est aussi réinvesti dans l'exploitation agricole. Cet investissement consiste en achat de nouvelles terres, d'un tracteur et d'outillage agricole, ou encore en innovations telles que l'introduction de cultures commerciales. Ainsi en est-il, dans le Valle Alto, du développement de cultures fruitières (pêches), maraîchères ou fourragères spécialement perceptible sur les exploitations agricoles des migrants.

Enfin, si disposer d'un meilleur revenu ne semble pas inciter nécessairement les familles de migrants à augmenter leur consommation alimentaire, au contraire l'impact est net en ce qui concerne "l'investissement éducation" qu'elles réalisent : *"Pour de nombreuses familles, la migration à l'étranger constitue une véritable stratégie éducative, clairement établie par le chef de famille"* (Cortes, o. c.). Ici comme en bien des pays pauvres, c'est dans l'école que les ruraux placent leur espoir d'une promotion sociale de leurs enfants.

Non moins significative, mais cependant à double tranchant, est la façon dont l'organisation traditionnelle de la communauté est affectée par la migration. Le mieux-être obtenu ne peut, en effet, dans la tradition andine, rester individuel et doit signifier également un mieux-être collectif de la

communauté. Ainsi le riche migrant de retour se trouve-t-il dans l'obligation morale de "faire un geste" qui marque visiblement son attachement à celle-ci : réfection de l'église, installation de cabines téléphoniques ou d'un réseau d'eau potable, aménagement de rues et de places, etc. Cette sorte de redistribution obligée de la richesse augmente le prestige social du donateur, selon un processus que l'on retrouve dans bien d'autres sociétés non-occidentales.

Par contre, le départ, même temporaire, des hommes ne va pas sans compromettre la continuité de certains principes de base de l'organisation communautaire. Il rend en particulier difficile le fonctionnement normal du système de travail en réciprocité : les femmes demeurant sur l'exploitation ainsi que les paysans non-migrants se voient contraints à embaucher des salariés (péones) pour assurer semis ou récoltes qui seraient normalement pratiqués en *ayni*. La demande de main-d'oeuvre agricole devient ainsi supérieure à l'offre : "*On a de plus en plus de mal à trouver des gens aux alentours, explique une paysanne d'Arbieto, les ouvriers le savent et en profitent*" (Cortes, o. c.). On assiste donc à une modification des relations intra-communautaires qui s'ajoute à celle, déjà mentionnée, du sens des activités festives et du système des charges tournantes (*cargos*). Enfin la migration, surtout quand elle s'est orientée vers l'étranger, par l'ouverture qu'elle donne aux jeunes gens sur d'autres modes de vie, ne manque pas de créer, au retour, des comportements socio-culturels inédits marqués de tensions et de ruptures au sein de la vie familiale et communautaire. A cet effet déstructurant des communautés qu'induisent les migrations doit être ajouté celui de la pénétration des sectes religieuses qui prônent l'individualisme et déprécient tout ce qui touche à l'organisation collective traditionnelle (Rivière, 1986).

Une autre conséquence de ces migrations est le changement du rôle de la femme qu'entraînent en milieu rural les absences répétées et souvent longues du chef de famille. La charge de mener l'exploitation agricole incombe entièrement, et parfois pour de longues périodes, à l'épouse restée sur place, au point que la réussite de la migration du mari dépend souvent de la résistance et de la capacité d'adaptation de celle-ci. Lourde tâche pour ces femmes qui, d'auxiliaires agricoles qu'elles sont traditionnellement, doivent désormais faire fonction de chefs d'exploitation, outre leur rôle habituel dans les soins du ménage, les soins des enfants, la garde du troupeau et la commercialisation des produits vivriers (Gisbert *et al.*, 1994). Dans le département de Cochabamba, 15 % des foyers agricoles se trouvent ainsi dirigés par des femmes, et jusqu'à 28 % dans le Valle Alto.

#### - La migration vers la ville et la nouvelle culture urbaine

Comme le Chaparé ou même l'étranger, la ville est donc, au moins dans un premier temps de la migration, un espace complémentaire sur lequel la famille paysanne développe certaines activités spécifiques, généralement dans le secteur de l'économie populaire dite informelle, mais de façon temporaire et subordonnée, dans un projet plus global attaché à l'espace de la communauté d'origine.

La persistance de cette stratégie traditionnelle faisant simultanément appel aux ressources de plusieurs milieux n'est certes pas sans périls aujourd'hui, s'agissant de plus en plus fréquemment d'un recours aux milieux urbains ; la ville moderne, ville souvent cruelle où la compétition et le chacun pour soi sont la règle, constitue en effet un milieu aux antipodes de l'esprit qui régit la communauté rurale.

Le plus souvent sans véritable qualification, au mieux fort seulement de ses précédentes expériences urbaines, l'homme migrant en ville ne peut vraisemblablement espérer trouver une activité que dans le

secteur économique populaire: souvent un emploi de *cargador*, c'est-à-dire de porteur de charges (sur le dos, les charges étant généralement impressionnantes) au service d'une collectivité, d'un restaurant ou d'un particulier. Beaucoup sont embauchés temporairement comme aide-maçons sur un chantier en cours, d'autres, relativement plus qualifiés, attendent un éventuel employeur en certains endroits de la ville connus pour faire office de "bourse du travail" (à La Paz : le pont de Calacoto, la place du marché des Yungas, etc.), leur mallette d'outillage posée sur le sol signalant leur spécialité : électricien, menuisier, plombier... La part des emplois informels dans la population active urbaine est, par définition même, difficile à connaître. Elle serait des trois quarts du total selon certaines sources (73 % selon Rudel, 1994), tandis que, selon d'autres, il s'agirait de 58 % de l'emploi urbain et de 31 % de la population active du pays (Abbés, 1995) ; à El Alto ce secteur regrouperait 60 % des actifs<sup>38</sup>. De toute façon, il est sûr que la croissance récente de ce secteur est supérieure à celle de économie formelle et que l'importance de la population sans emploi n'a rien de commun avec ce qu'annonce le recensement de 1992 (2,5 % des personnes en âge d'être actives, 4,1 % en milieu urbain et 0,75 % en milieu rural), ni avec ce que prétendent les chiffres officiels (3,6 % en 1996). Plus proche de la réalité, le PNUD estime cette proportion à 33 %<sup>39</sup>.

C'est encore dans le cadre de la même stratégie familiale de l'emploi qu'il faut interpréter l'importance de la migration féminine vers les villes, si caractéristique du continent latino-américain ; à La Paz, les femmes constituent 54,2 % des immigrés. Cette migration féminine se déroule en fonction d'une sorte de "cycle vital", la première activité étant celle d'employée domestique, généralement exercée par des célibataires de 15 à 25 ans, la suivante étant la vente ambulante, transformée par la suite et dans le meilleur des cas en poste fixe sur le marché (Franqueville, Aguilar, 1988). Les quatre catégories de ventes ambulantes les plus habituellement exercées par les femmes concernent les produits agricoles (légumes, fruits, oeufs, fromages, viandes...), les articles manufacturés nationaux ou importés, le pain et la vente de boissons et aliments préparés à la maison (Ardaya, 1986). Il existe cependant une forte mobilité intra-sectorielle dans cette activité, la même femme pouvant vendre des produits différents selon les heures : "*Très tôt le matin, je vends des oranges et des fruits dans la Tumusla* [rue commerçante de la zone populaire ancienne de La Paz]. *Le soir, je vends dans la Figueroa* [autre rue commerçante] *des choses que je fabrique : des petits pantalons, des petites blouses, etc.*" (Ardaya, o. c.). Il va sans dire que ces activités, parce que généralement non déclarées, sont en butte aux poursuites et saisies de la police municipale avec laquelle les vendeuses se livrent à un véritable jeu de cache-cache, faisant rapidement disparaître leur marchandise dans leur *aguayo* dès qu'apparaît celle-ci.

Non moins périlleuse, et plus encore source d'exploitation, est l'activité de domestique (*empleada* ou tout simplement *muchacha*) qu'exercent les jeunes filles souvent nouvelles venues de leur communauté. Ce travail ne fait l'objet d'aucun contrat, est fort peu ou pas rémunéré, les congés légaux sont ignorés, la disponibilité s'étend sur les 24 heures de la journée surtout lorsque l'employée est logée chez l'employeur (*empleada cama adentro*). La responsable d'une ONG agissant dans ce domaine à Santa Cruz, expose ainsi la cas d'une fille venue d'une communauté de Cochabamba, et dont le père avait vendu ses trois dernières vaches pour lui acheter trois *polleras* (jupes amples et fort cher que portent les femmes des Andes) et l'envoyer dans cette ville : "*Quand tu gagneras de l'argent, tu me rembourseras les polleras et tu nous aideras*". Placée chez des particuliers par une "agence" spécialisée

<sup>38</sup> *Bolivia bulletin*, vol. 11, n° 5, août 1995, d'après l'ONG PROA.

<sup>39</sup> *Informe R*, n° 337, juillet 1996 et n° 347, janvier 1997.

dans ce genre de trafic, elle travailla six mois sans salaire, en butte à tous les mauvais traitements, avant de pouvoir s'échapper et être recueillie par cette ONG, couverte de coups<sup>40</sup>.

La même stratégie ne met pas moins en péril les enfants mineurs qui, d'enfants dans la rue deviennent aisément enfants de la rue. L'UNICEF estime à 28 000 le nombre de ceux qui, entre six et dix-neuf ans, travaillent dans des conditions d'exploitation<sup>41</sup> et se trouvent ainsi exposés à tous les dangers. Les chiffres officiels, vraisemblablement très sous-estimés, reconnaissent 37 000 enfants de sept à neuf ans et 430 800 de dix à dix-huit ans travaillant dans les villes boliviennes<sup>42</sup>.

Sous l'effet de cette migration des ruraux se produit un peuplement progressif des principaux centres urbains par les autochtones (principalement aymara et quechua) qui en viennent à former la majorité des citoyens. Le changement s'accompagne d'un transfert mais aussi d'une adaptation de la culture qui leur est propre, aux conditions particulières qu'offre la vie urbaine. Le phénomène a été particulièrement étudié dans les villes de La Paz et d'El Alto.

Si, vue de la campagne, la ville peut réellement faire figure et office d'annexe installée par les ruraux pour capter les ressources offertes par un milieu complémentaire, vue depuis la ville l'immigration apparaît davantage comme une installation définitive, même si, dans les faits, elle ne le devient souvent qu'avec la seconde génération des migrants. Le processus d'indigénisation de la ville n'est pas seulement le fait des immigrants temporaires, appelés ici *residentes*, ou se remplaçant à tour de rôle, mais aussi celui des migrants définitifs. Les uns se situent dans une longue tradition d'instabilité, celle des paysans sans terre, population flottante déracinée (les *forasteros*) à qui la croissance urbaine qui suivit la révolution nationale ouvrit la possibilité d'un nouvel avenir. Mais pour d'autres, la migration temporaire vers la ville tend à prendre un caractère permanent, voire définitif, phénomène banal qui ne signifie cependant pas nécessairement rupture avec le milieu d'origine ni reniement des origines.

La ville devient ainsi le creuset d'une nouvelle société autochtone dont les règles ne sont ni tout à fait celles léguées par la communauté rurale ni celles de la "civilité" urbaine des Blancs. Un monde nouveau s'élabore ici, marqué par un important développement d'une vie associative largement inspirée des traditions andines. Bien connu dans les très grandes villes comme Lima (Malengreau, *o. c.*), le phénomène se retrouve de façon semblable dans les villes moyennes des Andes boliviennes que sont La Paz et El Alto. Ainsi est née à La Paz (Albó *et al.*, 1983) une culture aymara urbaine constituée des apports de trois groupes humains : les Aymara natifs de la ville, les semi-urbanisés résidant dans les zones rurales péri-urbaines et les Aymara récemment immigrés. Les porteurs de cette version urbaine de la culture autochtone sont souvent désignés par le terme péjoratif de *cholos*<sup>43</sup>. Ils constituent en réalité le maillon concret de la continuité entre la campagne et la ville, mais placés dans la situation incommode de ceux qui cherchent à adopter des attitudes occidentales tout en désirant garder aussi leur identité aymara. Même le changement du nom de famille aymara pour un nom de consonance espagnole ne signale pas toujours un abandon de la culture aymara, mais bien plutôt une simple adaptation aux exigences du moment, une autre manifestation de cette souplesse de façade qui, depuis

<sup>40</sup> Informe R, n° 333, mai 1996, selon Miriam Suarez, directrice de "La Casa de la Mujer".

<sup>41</sup> Informe R, n° 308, avril 1995.

<sup>42</sup> Informe R, *o. c.*

<sup>43</sup> Le terme *cholita*, appliqué aux jeunes filles et femmes de *pollera* est moins marqué péjorativement, tout en exprimant souvent une certaine sympathie.

la colonisation, constitue la règle face à la société dominante et permet de préserver ce qui est considéré comme plus essentiel.

Les anthropologues observent qu'en dépit de leur urbanisation, les migrants (*residentes*) restent fidèles à l'observance des principes moraux de leur culture d'origine et que les regroupements d'originaires agissent dans le sens d'un renforcement de la légitimité de ces principes (Sandoval *et al.*, 1987). De façon plus inattendue, ils observent aussi que la participation des migrants à ces associations augmente à mesure qu'augmente leur temps de présence en ville, ce qui montre que le rôle de celles-ci va bien au-delà de celui, souvent évoqué, d'un simple tremplin assurant l'adaptation à la vie urbaine.

La ville d'El Alto compterait ainsi environ un millier d'associations d'originaires et 60 à 70 % de sa population seraient affiliés à l'une ou l'autre association de quartier, de femmes ou de corps de métiers<sup>44</sup>. Quelque quatre-vingt ONG locales ou étrangères seraient également à l'oeuvre dans cette "cité promise", selon l'expression de Sandoval et Sostres (1989), mais dans la plus grande dispersion<sup>45</sup>. Dans ce contexte, *"la pauvreté et le désir de progrès et de bien-être deviennent sources de protestation-résistance et occasions de développer des actions collectives qui se retournent parfois contre ceux qui les suscitent et les soutiennent"*, telles les institutions distributrices d'aide alimentaire (*o. c.*). Ici, un profond sentiment d'exclusion et de ségrégation conduit au développement d'une identité "alténienne" qui supporte mal l'hégémonie économique et culturelle de la *Hoyada* voisine (la cuvette au fond de laquelle est née la ville de La Paz), mais trouve pourtant en elle l'image modèle du progrès et de la vie souhaitables.

Quel que soit le lieu, souvent les liens maintenus entre les citadins et les milieux ruraux dont ils proviennent s'avèrent plus étroits que ceux tissés avec les habitants de la ville (Malengreau, *o. c.*). C'est dire que la solidarité n'est généralement effective en milieu urbain que replacée dans le cadre d'une commune société d'origine et dans la mesure où elle peut constituer, en quelque sorte une reproduction de celle-ci. *"A la différence des clubs de Lima, écrit Albó (1980), la fonction principale [des associations de residentes] ne semble pas être de remplir le vide social ressenti par l'immigré et de l'aider à s'intégrer progressivement à la ville, mais plutôt de mieux organiser l'aide apportée au lieu d'origine et aussi [de mieux organiser] la relation symbolique et récréative [entre immigrants]. La fonction d'intégration à la ville [de ces associations] existe aussi, mais vient habituellement en second lieu, du moins pour le moment"*. C'est dire que participer à de telles associations suppose acquise une certaine "surface" sociale et financière, mais aussi qu'en milieu urbain, les situations d'isolement et de non insertion sociale de personnes, voire de familles nouvellement arrivées, peuvent être fréquentes et aboutir à des marginalisations dramatiques dans la mesure où elles ne participent à aucun réseau susceptible de les accueillir et de les soutenir dans leur adaptation à la ville.

Sans doute faudrait-il distinguer, dans la réalité des faits, deux types de situations extrêmes, entre lesquelles peut d'ailleurs être imaginée toute une série de situations intermédiaires : d'une part la migration en quelque sorte maîtrisée parce que correspondant, au départ, à un projet et encadrée, à l'arrivée, par des réseaux déjà en place, d'autre part la migration à l'aventure, sans préparation ni préméditation véritable, provoquée par des situations de rupture, de fuite ou d'urgences économiques, et où le risque de déstabilisation du migrant est extrême, surtout lors des premières années de

<sup>44</sup> *Bolivia bulletin*, vol. 11, n° 5, août 1995.

<sup>45</sup> 501 ONG ont été recensées en Bolivie en 1996, leur nombre ayant augmenté de 30 % depuis 1990 (*Informe R*, n° 335, juin 1996).

l'installation et quand la situation économique de l'immigré ne lui permet pas de rejoindre les associations existantes.

Estimer la part de l'une et l'autre migration dans la poussée des ruraux vers la ville constituerait un apport essentiel à la connaissance du phénomène urbain en Bolivie.

## Conclusion

Deux importants changements, lents mais continus, transforment donc en profondeur la répartition de la population bolivienne : un glissement vers l'Orient dont le point d'aboutissement final, parfois après un détour par la colonisation agricole, est souvent la ville, celle de Santa Cruz mais aussi les villes plus petites, et un processus d'urbanisation tardif mais soutenu. Celle-ci semble bien être moins l'effet de l'exode rural que la conséquence d'une amplification d'un système de double résidence (ou même de multi-résidence) des familles, fort anciennement pratiqué dans les communautés andines, mais aujourd'hui de plus en plus orienté vers la ville.

Depuis le milieu du siècle s'opère en Bolivie un vaste brassage des populations et des cultures, et naît dans les villes une néo-culture autochtone, fort différente de la classique culture urbaine créole, ne serait-ce que par un système de références issu des modèles locaux et non plus tiré des modèles étrangers. La ville qui se forge là sera aussi fort différente des modèles jusqu'ici connus.

On ne saurait pour autant souscrire sans réserve aux propos pessimistes de ce sociologue chilien qui écrit : *"Les répercussions politiques de l'urbanisation accélérée ne font que commencer à se manifester et l'on peut s'attendre à ce qu'elles s'aggravent dans les prochaines années. La plus immédiate est la pauvreté qui s'alimente des migrations rurales et de la contraction de l'emploi. Essentiellement rurale voici quelques décennies, la pauvreté est aujourd'hui devenue un phénomène surtout urbain"*<sup>46</sup>. La ville bolivienne devient de plus en plus "indienne", parce qu'elle est progressivement, et bien logiquement, conquise par les autochtones ; la pauvreté devient aussi de plus en plus urbaine, mais sans cesser d'être encore rurale ; la nouveauté est surtout qu'elle devient visible, spectacle difficilement acceptable par des édiles toujours soucieux de l'image donnée par leur cité, traditionnellement vitrine du pays, et pour qui le modèle reste celui des villes de l'Occident. Face à cette arrivée des pauvres, la ségrégation spatiale par la richesse tend à se renforcer, transformant la géographie urbaine (Rodriguez, Winchester, 1996) : un exemple caractéristique en est donné par la ville de La Paz où les nouveaux quartiers riches de la "zone sud", tel celui de Mallasa, s'enferment derrière leurs clôtures et où des vigiles armés surveillent les allées et venues et contrôlent les non-résidents, tandis que les pauvres sont, de fait, rejetés vers les pentes instables de la *Hoyada* et, de plus en plus, vers El Alto<sup>47</sup>.

Le pauvre en milieu rural a-t-il avantage à devenir pauvre en milieu urbain ? Si, de toute évidence, les nouveaux venus répondent à la question par l'affirmative, c'est qu'en migrant ils ne se la posent pas en ces termes. Il s'agit seulement pour eux d'essayer de tirer profit simultanément et de façon aussi organisée que possible des avantages offerts par chacun des deux milieux et d'en minimiser

<sup>46</sup> Jaime Osorio : América latina : Nueva economía, pobreza y democracia. *Comercio Exterior* (633-639), julio de 1994, vol. 44, n° 7, p. 634.

<sup>47</sup> A propos de ce type de ségrégation géographique urbaine sur le continent américain, voir *Le Monde Diplomatique*, n° 504, mars 1996.

les inconvénients respectifs. Passer de l'un à l'autre est une stratégie qui permet de compenser l'un par l'autre et de rendre supportable la pauvreté.



**DEUXIÈME PARTIE**

**LE CERCLE DE LA PAUVRETÉ ET DE LA DÉNUTRITION**



Le cercle vicieux de la pauvreté est bien connu et n'est malheureusement pas particulier à la Bolivie. Les éléments en sont identifiés : faiblesse de la production, insuffisance des revenus, faiblesse du pouvoir d'achat, mauvaise santé et dénutrition, exclusion des services publics et des facteurs de production, et la boucle est bouclée.

Dans un décor tel que celui planté dans la première partie de cet ouvrage, la situation de profonde pauvreté qui accable Bolivie et dont cette deuxième partie permettra de prendre la mesure, ne saurait surprendre. Pour mieux en saisir l'ampleur, on tentera également de la situer dans l'espace et dans la société, de la comparer à celle d'autres pays et d'en détailler les composantes les plus évidentes, celles qui se quantifient aisément, tout en gardant à l'esprit qu'aucun chiffre ne saura jamais révéler le plus intolérable, la détresse humaine ainsi engendrée.

Il importe finalement assez peu de savoir si la dénutrition est une cause, une conséquence, ou simplement un élément de la pauvreté. La Bolivie est l'un des pays de ce continent où cette ancienne compagne de l'homme reste le plus dramatiquement présente et ses premières victimes, les enfants, ne sont pas seulement ceux des campagnes isolées. La malnutrition est aussi urbaine, et le sera de plus en plus à mesure qu'augmentent le nombre des citadins et leur appauvrissement. Désormais le cercle vicieux de la pauvreté est aussi implanté en ville.

Cette deuxième partie dresse un tableau des plus sombres de la Bolivie. Elle accuse implicitement les responsables, passés comme actuels, sur place ou à distance, d'une telle débâcle, d'un tel gâchis.

Elle voudrait être aussi un appel.



## CHAPITRE 3

### LES DIMENSIONS DE LA PAUVRETÉ

#### Bilan d'un pillage continu

Voici peu de temps encore le mot pauvreté se trouvait, de fait, exclu du vocabulaire des sciences sociales, sans doute à cause de la charge trop affective qu'il colporte : de pauvre à miséreux, l'assimilation est en effet aisée, de même que de miséreux à malheureux, même si on admet en théorie qu'il est possible de vivre relativement heureux dans la frugalité ; encore faut-il que cette frugalité soit choisie ou pour le moins acceptée, et non subie ou imposée. Mais la longue méfiance des scientifiques envers le mot tient sans doute aussi à la difficulté d'en établir une définition précise, tant il englobe de composantes variées, au point que, selon l'observation de Lautier et Salama (1995), *"les débats sur la pauvreté menés dans les organisations internationales évacuent généralement la question de sa définition, au profit de son repérage et de sa mesure, préalable à l'invention de solutions techniques"*.

Cependant, bien que toutes les ambiguïtés que soulève le concept ne soient pas réellement levées, le mot a aujourd'hui acquis droit de cité, particulièrement à la suite de l'usage qu'en font couramment désormais les organisations internationales et à cause de la position centrale qu'a prise peu à peu la pauvreté parmi les préoccupations qu'elles affichent. *"La recherche de solutions à l'aggravation de la pauvreté fait officiellement partie des priorités des Etats et de la communauté internationale"* constatent les participants au Colloque de Roskilde<sup>1</sup>. La pauvreté est, selon cette conception, une conséquence du sous-développement dont l'aide internationale doit permettre de venir à bout.

Il reste toutefois encore difficile de donner de la pauvreté une définition universellement acceptable (condition de tout concept qui se veut scientifique), notamment à cause de ses multiples implications culturelles et de la diversité des approches possibles qui implique une grande variété des instruments par lesquels on peut la mesurer.

#### 1. Pauvreté et "besoins essentiels"

D'une façon très générale, la pauvreté est un état de manque par rapport à un style de vie que l'on juge désirable parce qu'il répond à des besoins dont la satisfaction paraît "essentielle". Cet état peut être celui d'un individu ou encore celui d'une collectivité (ou d'une zone géographique) plus ou moins étendue, depuis la famille nucléaire jusqu'à la nation.

Il semblerait que l'on puisse s'accorder assez facilement sur une liste des "besoins essentiels" qui permettrait de définir pour tout homme le contenu de ce manque qui constitue la pauvreté : une alimentation suffisante en quantité et qualité, une santé permettant de mener une vie humaine normale, un emploi suffisamment rémunérateur, un logement adéquat, l'habillement, une éducation de base, bref, tout ce que le PNUD (1994) considère comme les éléments indispensables à la "sécurité humaine". Pourtant plusieurs questions surgissent aussitôt.

---

<sup>1</sup> Sophie Bessis : Synthèse du Colloque de Roskilde (2-4 mars 1995), tenu en marge du Sommet mondial de Copenhague sur le développement social. Octobre 1995.

La première, qui n'est généralement pas abordée dans les documents ou bien fait l'objet de choix non explicités, est celle d'une définition de la norme à laquelle on rapporte la situation considérée. Cette norme doit-elle être celle de l'observateur, en général occidental ou occidentalisé, qui interprète la réalité à travers ses propres grilles ? Ainsi le concept de pauvreté, nouvel habillage de celui des "besoins essentiels" qui fut fort à la mode voici une vingtaine d'années, reflète une vision du monde véhiculée par la société occidentale techniciste, celle sur laquelle s'est construite l'idée même de développement dont la pauvreté est, en quelque sorte, l'envers<sup>2</sup>. Nul doute également que cette soudaine découverte des nombreux manques dont souffrent les pauvres aie providentiellement coïncidé avec le besoin d'expansion d'un capitalisme en quête de "parts de marché", la vulgarisation de la notion de *basic needs* étant due au président de la Banque mondiale dans les années 1970, Robert McNamara.

Ou bien cette norme doit-elle être celle de l'observé, c'est-à-dire fonction des besoins que celui-ci estime essentiels et qui ne sont pas nécessairement les mêmes dans toutes les cultures ? On peut ici penser aux dépenses dites improductives, aux dons, à tout ce qui nous semble "gaspillages ostentatoires" dans les pays pauvres. "*Les individus et les groupes ont tous leurs priorités et leur propre conception de leurs besoins ... les individus devraient définir eux-mêmes leurs propres priorités*" (Galtung, 1980), car "*la perception sociale de la pauvreté n'est pas la même dans une société pauvre et dans une société riche*", rappellent avec raison les participants au Colloque de Roskilde (o. c.). Lorsque l'Union européenne, en 1985, définit comme pauvres les "*individus dont les ressources (matérielles, culturelles et sociales) sont si faibles qu'ils sont exclus des modes de vie minimaux acceptables dans l'Etat membre dans lequel ils vivent*", elle entérine bien, semble-t-il, cette conception toute relative de la pauvreté<sup>3</sup>.

*"Le concept de besoins essentiels, écrit J. Laure, (...) est depuis plusieurs siècles l'objet de discussions. Déjà au XVIII<sup>e</sup> siècle, les économistes européens polémiquaient sur ce thème. Certains estimaient qu'il fallait inclure les chaussures parmi les besoins essentiels d'une famille ouvrière, d'autres s'y refusaient"* (Laure et al., 1994). En réalité, il faut reconnaître que les seuls besoins essentiels auxquels n'échappe aucun homme ne sont même pas, comme on pourrait le croire, les besoins alimentaires globalement considérés, mais uniquement, parmi ceux-ci, les besoins énergétiques, lesquels peuvent être scientifiquement établis pour chaque individu au sein d'une population donnée ; au-delà, tout semble bien n'être qu'affaire d'usages, de cultures et d'appréciations.

Par ailleurs, l'existence d'une sorte d'engrenage des besoins ne saurait être oubliée : il est des besoins qui en créent d'autres que l'on peut fort bien considérer comme non moins essentiels ; ainsi un certain niveau d'éducation entraîne-t-il un besoin d'information et, à mesure que ce niveau s'élève, d'information de qualité. Les systèmes de sécurité sociale, qui conditionnent si étroitement l'accès à la santé, doivent-ils être classés parmi les besoins essentiels ? Ou ne sont-ils qu'une façon, parmi d'autres possibles, d'accéder à la sécurité de la santé ? Ou bien faut-il admettre qu'il existe des besoins réellement essentiels et des besoins "dérivés" et, somme toute, secondaires ? Comment, sur quelle base établir une telle hiérarchie ? Et dans cette hypothèse, à quel niveau de la hiérarchie placer des besoins tels que ceux de liberté ou de sécurité ?

---

<sup>2</sup> Ainsi, pour Jean-Baptiste Say, "*le bonheur d'un individu est proportionnel à la quantité de besoins qu'il peut satisfaire, or la quantité des besoins qu'il peut satisfaire est elle-même proportionnelle à la quantité de produits dont il peut disposer ; par conséquent, le bonheur d'un individu est proportionnel à la quantité des produits dont il peut disposer*" (cit. S. Latouche, 1993).

<sup>3</sup> Voir *Courrier de la Planète*, n°38, janvier-février 1997 : Vieille charité et nouvelle pauvreté.

On ne peut donc échapper au fait que la hiérarchie des besoins n'est pas nécessairement perçue de la même façon dans les systèmes de valeurs des différentes sociétés humaines. Leur mode de satisfaction peut être fort distinct d'une culture à l'autre, parfois au point de rendre celle-ci invisible à l'étranger. Enfin leur satisfaction ne signifie pas nécessairement partout "société plus humaine" : *"On peut parfaitement imaginer un monde tout aussi inhumain et inégal que le monde actuel où chacun serait nourri, habillé, logé et soigné"* (Latouche, o. c.).

Il est malgré tout indispensable de s'entendre, ne serait-ce qu'à des fins de comparaisons internationales, sur ce que nous convenons d'appeler les besoins fondamentaux ou essentiels de l'homme, non sans rappeler que, contrairement aux critiques destinées à la discréditer, la théorie des besoins essentiels ne consistait nullement à confier le social à l'Etat-providence si décrié aujourd'hui, mais qu'elle stipulait à la fois un accroissement des revenus *"grâce à une production efficiente à forte intensité de main-d'oeuvre"* et un rôle clé dévolu aux services publics dont la gestion et la mise en oeuvre devaient être partagées avec les usagers, ce qui n'a guère été mis en pratique (PNUD, 1996).

J. Galtung (o. c.) a proposé de retenir, *"en guise d'hypothèse de travail"*, quatre grandes catégories de besoins humains fondamentaux :

- Besoins de sécurité : pour éviter la violence,
- Besoins de bien-être : pour éviter la pauvreté matérielle, en particulier la malnutrition,
- Besoins d'identité : pour éviter l'aliénation,
- Besoins de liberté : pour éviter la répression.

Toute frustration dans l'une des ces catégories entraîne un certain type de pauvreté, la pauvreté matérielle n'étant finalement qu'une pauvreté parmi d'autres, la plus visible ; mais aussi, chaque catégorie de besoins entretient une étroite relation avec les autres : tout manque dans l'une d'elles va de pair avec un manque dans une autre, sinon dans chacune des autres. Observons que l'on rejoint par là les principales composantes du niveau de vie retenues par les Nations-Unies en 1954, qui sont au nombre de douze : santé, alimentation et nutrition, éducation, conditions de travail, emploi, consommation et épargne, transports, habitat et équipement domestique, habillement, loisirs, sécurité sociale et liberté.

Sans méconnaître l'importance de chacune de ces catégories ni leurs interrelations, c'est naturellement à la deuxième, celle de la pauvreté et du bien-être matériels, que l'on s'arrête le plus souvent sans chercher au delà. La raison peut en être une certaine paresse intellectuelle, car elle est la seule pour laquelle les données sont le plus facilement disponibles et quantifiables et donc comparables dans le temps et l'espace. Plus probablement, c'est aussi l'effet de l'économisme hérité de J.-B. Say qui régit la pensée dominante actuelle et qui conduit, par une pente naturelle, à ne retenir que les aspects comptables de l'activité et des situations humaines, y compris pour ce qui concerne la pauvreté. Données difficilement comparables cependant, tant il est vrai que, même ainsi comprise, toute pauvreté est nécessairement relative : *"On est toujours le pauvre de quelqu'un"* dit l'adage, car la pauvreté n'a d'existence que dans la mesure où on peut la confronter à d'autres situations, l'idée implicite étant que les hommes, tous égaux en droit selon la Déclaration Universelle de 1948, devraient tous avoir accès aux mêmes conditions de vie.

Toujours selon Galtung, les composants (ou plutôt les "*moyens de satisfaction pertinents dans certaines sociétés*", précise-t-il prudemment) de la catégorie "bien-être" des besoins fondamentaux sont l'eau et la nourriture (auxquelles il ajoute fort écologiquement l'air), le vêtement et l'abri, la santé (traitements médicaux), l'instruction et le travail<sup>4</sup>. On peut aussi bien substituer à ce dernier terme celui d'emploi, dans la mesure où celui-ci permet d'atteindre ce minimum de bien-être qui fait que l'on se situe au delà du "*niveau de pauvreté matérielle*", mais aussi d'obtenir les ressources indispensables, comme l'écrit l'auteur, à "*l'expression de soi, la créativité... la réalisation de soi, de ses potentialités*", bref, à un "*besoin d'identité*".

Quoi qu'il en soit des catégories choisies, on doit cependant retenir qu'il existe des situations de pauvreté "absolue", celles de populations ne pouvant se nourrir suffisamment, et que ce besoin alimentaire minimum, traduit en calories, peut être quantifié. De même peut-on retenir que tous les indicateurs sociaux de la pauvreté, quels qu'ils soient, se trouvent étroitement conditionnés à la fois par le statut économique du groupe ou de l'individu considérés et par la distribution interne de la richesse disponible dans cette société, la pauvreté résultant aussi d'une comparaison dans l'accès aux biens désirables.

Les grands organismes internationaux, qui servent de référence en la matière, tentent depuis quelques années d'échapper à une vision trop étroite et comptable de la pauvreté. La Banque mondiale a présenté, en 1995, une grille d'analyse, nouvelle dans ses publications, qui estime la pauvreté en combinant "capital naturel", degré d'équipement industriel et ressources humaines. Elle ne fait là que suivre, d'assez loin il est vrai, l'évolution des concepts inaugurée voici quelques années par le PNUD qui calcule un indicateur synthétique du développement humain (IDH) d'ailleurs complété par un certain nombre de variables plus qualitatives, généralement peu utilisées et pourtant quantifiables, telle celle de déstructuration sociale.

Ainsi s'ouvrent de nouvelles perspectives à la compréhension du concept et au développement d'analyses nouvelles. La démarche permet de sortir enfin de la confusion toujours entretenue entre croissance du PNB (ou plus globalement de la richesse nationale) et développement réel, c'est-à-dire tant social qu'économique. Elle permet aussi de poser les questions du coût (social, environnemental...) de la croissance et de l'identité de ceux qui en tirent profit. "*Le PNB par habitant, écrit la Banque mondiale (1996), est un précieux indicateur de la productivité économique moyenne, mais ne constitue pas, en soi, une mesure du niveau de vie ou du succès du développement. Il ne distingue pas entre les buts et les utilisations finales d'un produit donné, pas plus qu'il n'indique si ce produit compense simplement quelque obstacle naturel ou autre, ou s'il contribue au bien-être ou le réduit. D'une manière plus générale, le PNB ne rend pas compte de manière satisfaisante des coûts et avantages d'ordre environnemental et, en particulier, de l'utilisation des ressources naturelles*".

Tout cela montre à l'évidence que choisir une méthode ou des critères d'évaluation, c'est choisir du même coup et souvent implicitement, la nature de l'objet recherché ou à construire, et que, selon l'observation de Ignacy Sachs, les questions préalables au choix de tout indicateur devraient être : "*Quel développement ? Pour qui ? Quelle place y occupent l'avoir et l'être ?*"<sup>5</sup>

<sup>4</sup> Concernant le travail, il s'agit curieusement, selon l'auteur, d'assurer "*la protection contre le surmenage*", ce que l'on doit sans doute considérer comme un euphémisme désignant l'exploitation par le travail !

<sup>5</sup> Citation S. Bessis, Synthèse du Colloque de Roskilde (o. c.)

## 2. La mesure de la pauvreté

S'il est certain que le PNB offre une mesure fort inadéquate du niveau de vie réel des populations, "à vrai dire, [celui-ci] n'a jamais été conçu pour mesurer le bien-être de l'individu. Il sert à mesurer les flux de production, de revenus et de dépenses, lesquels peuvent contribuer au bien-être de l'individu" (PNUD, 1996), mais peuvent aussi bien avoir un tout autre résultat.

La réserve est d'importance, mais il est encore impossible aujourd'hui, pour être compris, d'éviter en un premier temps ce recours à la quantification de la pauvreté par le calcul du PNB par habitant qui donne une idée globale de l'état économique d'un pays et permet les comparaisons. Rappelons donc que, selon la Banque mondiale (1996), un PNB de 770 dollars par habitant en 1994 situe la Bolivie au 52<sup>e</sup> rang d'un classement de 133 pays du monde selon un ordre croissant de leur richesse, et qu'au cours de la période 1980-1992, la croissance de l'économie bolivienne a été négative avec un taux annuel moyen de -1,5 %.

On peut certes considérer que cette piètre performance marque, malgré tout, une lente amélioration par rapport aux années immédiatement précédentes, puisque ce PNB était de 630 dollars par habitant en 1990, puis de 650 dollars en 1991 et de 760 dollars en 1993; mais sur une plus longue période, on l'a vu, la croissance annuelle moyenne reste négative depuis les années 1980. De plus, la progression observée paraît bien dérisoire quand on compare le PNB bolivien à celui de l'ensemble du sous-continent : 3 340 dollars par habitant en 1994 pour les pays d'Amérique latine et des Caraïbes, et plus encore si on le compare à celui des pays "riches" : 23 420 dollars.

Les chiffres de la CEPAL montrent d'ailleurs que la Bolivie est le pays du sous-continent à avoir enregistré la plus forte chute du revenu réel par habitant depuis le début des années 1980, seuls trois d'entre eux ayant connu une évolution positive (Tableau 17).

Tableau 17. Variations (en pourcentage) du revenu réel par habitant de huit pays d'Amérique latine (1980-1992)

Pays	Périodes	Variations (%)
Colombie	1980-1992	+ 10,6
Chili	1980-1992	+ 6,7
Uruguay	1981-1992	+ 2,9
Mexique	1984-1992	- 2,5
Brésil	1979-1992	- 6,3
Argentine	1980-1992	- 14,2
Venezuela	1981-1992	- 23,9
Bolivie	1980-1992	- 25,7

Source : CEPAL, Panorama social de l'Amérique latine, 1994 (cit. Rodriguez, Winchester, 1996).

R. Morales (1992), économiste bolivien spécialiste de l'étude de la pauvreté dans son pays, a établi que, pour l'année 1990, le revenu mensuel moyen était de 242 dollars par famille, une moyenne qui cache, on s'en doute, de fortes disparités. Dans ce contexte de pauvreté généralisée qui constitue l'une des

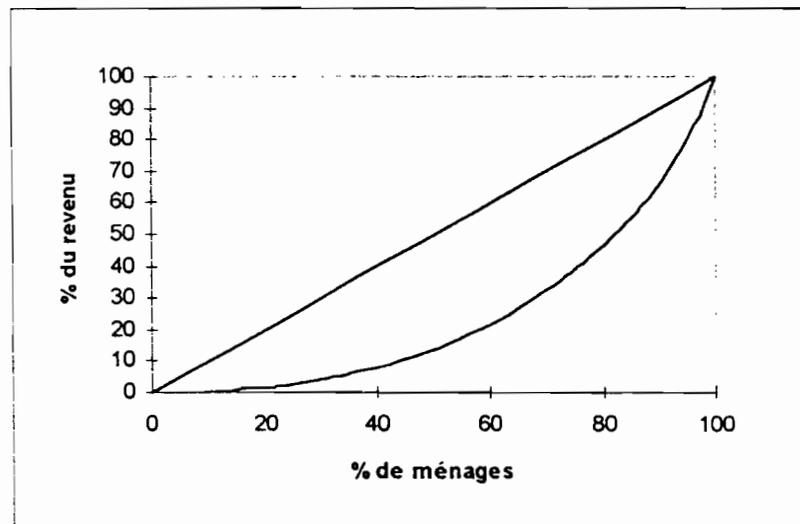
constantes de la Bolivie, la faible richesse disponible est en effet fort inégalement répartie à l'intérieur de la nation.

#### a) La distribution du revenu

Globalement, la distribution du revenu entre les ménages boliviens, telle que représentée par la courbe de Lorentz (Fig. 7), est fort inégalitaire. L'important déplacement de la courbe vers la droite (par rapport à la diagonale qui marquerait une distribution égalitaire), démontre une nette concentration des revenus chez une faible proportion de ménages (les plus riches) : les 20 % les plus riches en reçoivent 53 %, et donc 80 % des ménages ne se partagent que 47 % du revenu total.

Les données récentes du ministère du Développement durable (*Ministerio de Desarrollo Sostenible*) révèlent une inégalité plus marquée : 20 % de la population reçoit 55 % des revenus et les 20 % les moins riches, seulement 4 %<sup>6</sup>. Observons, pour donner une idée plus concrète de cette inégalité, qu'il est habituel d'estimer que "l'élite économique" du pays ne dépasse pas les 50 000 personnes (Thoumi, 1995). Selon R. Morales, le coefficient (ou indice) de Gini, qui exprime le degré de concentration des revenus, est de 0,51, indiquant une distribution plus proche de l'inégalité que de l'égalité<sup>7</sup>. Le rapport annuel du PNUD (1992), qui présente ce coefficient pour quelques pays, montre que cette distribution du revenu en Bolivie est moins équitable que celle du Pérou (0,31) mais cependant plus satisfaisante que celle du Brésil (0,57).

Figure 7. Courbe de Lorentz : Distribution des revenus entre les ménages urbains



Source : Morales, 1992.

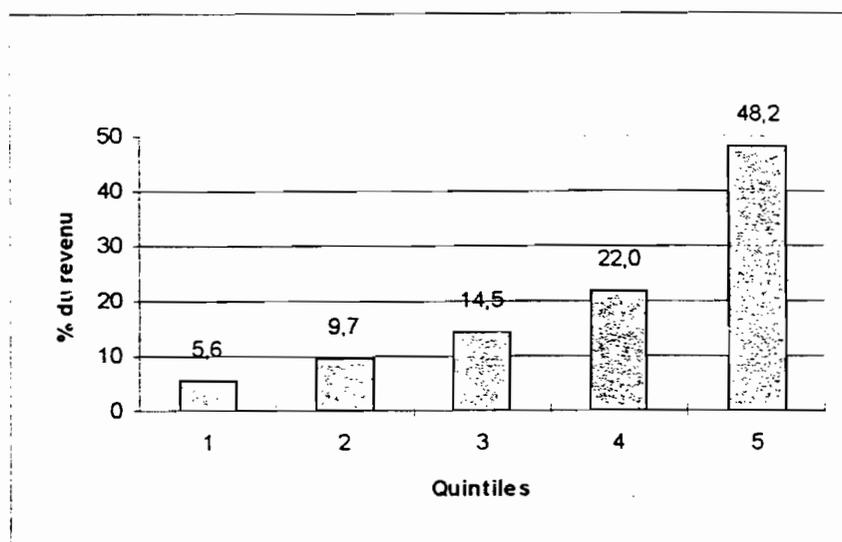
Plus optimiste, la Banque mondiale (1996) calcule un coefficient de Gini de 0,42, mais qui se rapporte à l'année 1990, et trouve une concentration des revenus un peu moins marquée que celle précédemment signalée (mais elle est en réalité calculée sur la base des dépenses, moins inégales que les revenus reconnaissent les auteurs). Selon ce document (Figure 8) les 20 % des ménages

<sup>6</sup> *Informe R*, n° 341, septembre 1996.

<sup>7</sup> Le coefficient de Gini varie entre 0 et 1, la valeur 0 indiquant une égalité parfaite, la valeur 1 une inégalité extrême.

les plus riches reçoivent 48,2 % des revenus (et 10 % de ceux-ci en perçoivent 31,7 %), tandis que les 20 % les plus pauvres ne touchent que 5,6 % des revenus<sup>8</sup>. L'inégalité mesurée serait évidemment encore plus forte si les chiffres concernaient les personnes et non les ménages, car, en moyenne, la taille des ménages pauvres est plus élevée que celle des ménages riches.

Figure 8. Distribution des ménages selon le revenu (1990)



Source : Banque mondiale, 1996.

S'il était possible de connaître non seulement la répartition du revenu mais celle du patrimoine, une inégalité beaucoup plus marquée apparaîtrait au sein de la population<sup>9</sup>.

Tableau 18. Revenu mensuel moyen par personne (en dollars) selon les secteurs géographiques (1990)

Secteurs géographiques	Revenu
Grandes villes	347
Petites villes	303
Ensemble secteur urbain	336
Secteur rural	137
Bolivie	242

Source : Morales, 1992.

<sup>8</sup> Ainsi, selon ce document, 40 % de la population ne dispose que de 15,3 % des revenus, et même, selon la CEPAL, de 13 % (*Presencia*, 29 novembre 1995). A titre de comparaison, selon l'INSEE (1990), les 20 % des Français les plus riches disposent de 44 % du revenu national (et 10 %, de 28 % de ce revenu), tandis que le quintile le plus pauvre reçoit 6 % des revenus. Au niveau mondial, 20 % de la population reçoit 84 % du revenu. Les pays de l'Europe de l'Est sont ceux où la richesse était jusqu'à présent la mieux partagée : 9 à 10 % pour le quintile le plus pauvre et 20 à 21 % pour le plus riche. L'inégalité bolivienne est plus proche de celle qui a cours aux Etats-Unis (où le quintile le mieux loti perçoit également 48,2 % des revenus) que de la situation française : l'abîme économique qui sépare la Bolivie des Etats-Unis rend cette inégalité d'autant plus choquante (*Le Monde Diplomatique*, n° 495, juin 1995).

<sup>9</sup> En France, un quart de la population (les 25 % les plus riches) détient 70 % du patrimoine national, et 5 % possèdent 40 % de ce patrimoine (*Le Monde*, 05.06.1996). Aux Etats-Unis, 1 % de la population possède 48 % de la fortune nationale (*Le Monde Diplomatique*, n° 514, janvier 1997).

A cette inégale distribution entre les ménages s'ajoutent de fortes variations suivant les secteurs géographiques : milieu urbain où la situation des grandes et des petites villes est différente, et milieu rural où la situation est beaucoup plus défavorable (Tableau 18).

Le revenu monétaire moyen des ruraux est en effet de deux fois et demi inférieur à celui des citadins des grandes villes<sup>10</sup>. Mais il est bien évident que la réalité apparaît encore plus contrastée lorsqu'il est possible de détailler la situation des différentes villes, même s'il ne s'agit encore que de moyennes pour chacune d'elles (Tableau 19).

Tableau 19. Revenu mensuel moyen par ménage dans les quatre principales villes (1990)

Principales villes	Dollars
Santa Cruz	365
Cochabamba	318
La Paz	312
El Alto	154

Source : INE, 1992.

Le revenu moyen des habitants de la ville la plus riche (Santa Cruz) est 2,5 fois supérieur à celui des habitants de la ville la plus pauvre, El Alto, celle précisément où une fabrication à domicile de cocaïne s'est développée au cours des dernières années<sup>11</sup>. Observons que ces résultats de l'INE sont moins optimistes que ceux de Morales, le revenu moyen des quatre villes se situant ici à 287 dollars et non plus à 347 dollars. Mais ce ne sont, bien sûr, que des moyennes occultant les différenciations internes : ainsi, pour 60 % des ménages d'El Alto, le revenu mensuel se situe entre 65 et 122 dollars<sup>12</sup>.

Nul doute que même en milieu rural existent aussi des différences de revenu d'un paysan à l'autre, et plus encore entre les agriculteurs capitalistes de Santa Cruz et les petits producteurs de l'Altiplano et des Vallées. Concernant les paysans, on peut signaler que l'enquête de l'USAID réalisée en 1991 auprès d'un échantillon de familles rurales du département de Cochabamba (Caro *et al.*, *o. c.*, 1992) estimait leur revenu annuel moyen à 410 dollars, soient 34 dollars par mois et par famille, mais la valeur de l'autoconsommation n'était pas été prise en compte dans le calcul.

Ajoutons enfin que, selon une étude de l'UDAPE (*Unidad de Análisis de Política Económica*), le département qui a produit le plus de richesse entre 1988 et 1992 fut celui de Santa Cruz, tandis que ceux de La Paz, Oruro et Potosí se situaient au-dessous du revenu moyen national évalué par cet organisme à 840 dollars par personne<sup>13</sup>.

<sup>10</sup> Après estimation de la valeur monétaire de l'auto-consommation des ménages agricoles.

<sup>11</sup> D'après Leopoldo Oropeza, expert bolivien, (cit. AFP, 10 septembre 1996).

<sup>12</sup> *Bolivia bulletin*, vol. 11, n° 5, août 1995.

<sup>13</sup> *Informe R*, n° 315, août 1995.

## b) Pauvreté et indigence

Devant les insuffisances d'une estimation de la pauvreté par la comparaison des PNB (ou des PIB) ou celle des revenus monétaires, bien des publications lui préfèrent aujourd'hui d'autres approches plus complexes mais plus satisfaisantes.

La méthode dite des seuils, très souvent adoptée, compare les revenus perçus et le coût du panier de la ménagère calculé par les instituts de statistiques nationaux, et en déduit la proportion de la population dont les besoins alimentaires ne peuvent pas être satisfaits, celle qui se situe au-dessous du "seuil (ou de la ligne) d'indigence". C'est ainsi que le PNUD (1994) définit le seuil de pauvreté comme le "*niveau de revenu au-dessous duquel il est impossible d'obtenir une alimentation adaptée du point de vue nutritionnel et de satisfaire les besoins de base non alimentaires*". Mais, écrit Boltvinik (1996), "*avoir de quoi manger, ne signifie pas nécessairement avoir de quoi se loger, avoir de l'eau et envoyer ses enfants à l'école, etc.*". Faisant donc l'hypothèse que le coût de l'ensemble des biens et services nécessaires au ménage est le double de celui du panier de la ménagère, la méthode détermine le pourcentage d'habitants vivant au-dessous du "seuil (ou de la ligne) de pauvreté", c'est-à-dire dont les revenus habituels ne permettent pas d'accéder à tous les besoins essentiels. La méthode n'est certes pas exempte de critiques, en particulier concernant la liaison supposée être du double, entre le seuil minimal alimentaire et celui des autres besoins essentiels.

De façon moins satisfaisante encore, la Banque mondiale (1990) a, proposé, sans doute en référence à la situation des Etats-Unis, une fourchette de deux chiffres pour mesurer la pauvreté mondiale : un seuil de pauvreté correspondant à un revenu de 370 dollars par personne et par an (soit 1 dollar par jour) et une limite de 270-275 dollars au-dessous de laquelle il s'agirait de pauvreté extrême<sup>14</sup>. Or des comparaisons montrent qu'au Mexique, par exemple, "*le seuil de pauvreté de la Banque mondiale, qui est le double de son seuil de pauvreté extrême, permet [seulement] d'obtenir 82,4 % du panier alimentaire défini dans l'étude CEPAL-PNUD à condition de consacrer la totalité du revenu disponible à l'alimentation*" (Boltvinik, *o. c.*). Le seuil de pauvreté calculé par cet organisme doit plutôt être considéré comme un seuil de dénutrition ou de survie physique. La Banque mondiale complète cette mesure en ajoutant à l'*indice numérique* de la pauvreté, également appelé "Indicateur H" (nombre de pauvres par rapport à la population totale), un *indice volumétrique de pauvreté* qui "*mesure le transfert de ressources qu'il faudrait opérer pour porter le revenu de toute personne pauvre exactement au niveau du seuil de pauvreté, faisant, par là même, disparaître la pauvreté*" (Banque mondiale, 1990). Cet indice exprime, en pourcentage, le déficit de revenu des pauvres par rapport à la consommation totale<sup>15</sup>.

Une méthode affinant et précisant celle retenue par le PNUD et la CEPAL, a été proposée et utilisée par J. Laure en Amérique centrale<sup>16</sup>. A partir du calcul des besoins énergétiques propres à la population étudiée, elle établit le montant minimum du panier de la ménagère énergétiquement satisfaisant qui est considéré comme définissant le seuil de l'extrême pauvreté. Mais pour les autres

<sup>14</sup> Dollar international PPA : en parité de pouvoir d'achat. Pour la Bolivie, certaines études utilisent non moins arbitrairement un seuil de pauvreté absolue de 120 dollars annuels, sans doute en fixant arbitrairement un minimum de 10 dollars par mois (cf. Zeballos *et al.*, 1987).

<sup>15</sup> Cet indice est cependant peu utilisé dans la suite du même rapport.

<sup>16</sup> On trouvera, dans l'ouvrage sur la sécurité alimentaire en Amérique centrale (1996) de cet auteur, une présentation critique complète des diverses définitions et méthodes de mesure de la pauvreté. Voir aussi sur ce sujet le rapport annuel du PNUD, 1990 : Mesure statistique de la pauvreté.

besoins essentiels, l'auteur en calcule le montant en fonction du coefficient d'Engel<sup>17</sup> : *"L'estimation du coût des besoins essentiels (alimentaires et non alimentaires) est égal au coût des besoins alimentaires (du panier alimentaire minimum) divisé par la proportion (entre 0 et 1) des dépenses totales destinées à la nourriture. Ce coût des besoins essentiels (panier minimum de biens et services) définit la ligne de pauvreté simple"* (Laure, 1996).

Cette façon de mesurer la pauvreté s'avère effectivement la moins subjective et arbitraire possible, sa limite étant que bien des pays pauvres (et en particulier la Bolivie) ne disposent pas toujours des données nécessaires ou, s'ils les possèdent, celles-ci ne concernent parfois qu'une partie la population, en général celle des principales villes, ou encore sont anciennes ou assez peu fiables.

Ajoutons enfin que même le niveau des exigences physiologiques de l'organisme humain reste encore sujet à discussion chez les spécialistes, ce qui laisse toujours planer une incertitude sur les standards recommandables : *"On ignore beaucoup des besoins physiologiques et des adaptations métaboliques existant dans les sociétés traditionnelles, écrit ainsi G. Froment (1992), de sorte que des inadéquations gênantes apparaissent souvent entre le bilan alimentaire et énergétique ... à condition que ces standards ne constituent pas un idéal absolu, mais seulement un élément de comparaison admis par convention, ils sont utiles"*.

Selon la méthode utilisée par les Nations-Unies (Morales, *o. c.*), la Bolivie comptait, en 1990, 70,7 % de familles pauvres (et 80,3 % en milieu rural) et 29,3 % de familles "non-pauvres", les familles pauvres se subdivisant elles-mêmes en 40,6 % de familles indigentes et 30,1 % de familles pauvres mais "non-indigentes" (Tableau 20). De tels résultats, très comparables à ceux du Guatemala, sont accablants.

Tableau 20. Population bolivienne pauvre ou indigente (en pourcentage du total) en 1990

	Population pauvre	Dont population indigente
Milieu rural	80,3	56,2
Milieu urbain	62,0	26,4
Bolivie	70,7	40,6

Source : Morales, 1992.

Une première étude du même auteur plus pessimiste encore, estimait, pour 1979, que 80 % des Boliviens étaient pauvres, et, parmi ceux-ci, 60 % indigents, lesquels comptaient 20 % d'indigents "extrêmes" et 40 % d'indigents "non-extrêmes" (Morales, 1984) ; l'auteur remarquait cependant que certaines des données alors utilisées étaient peu fiables, de telle sorte que la différence observée entre 1979 et 1990 traduit non pas une amélioration de la situation bolivienne durant cette décennie, mais seulement une meilleure information et un affinement des calculs. Si, selon la Banque interaméricaine de développement, la pauvreté urbaine a augmenté de 31 % en Amérique latine et la pauvreté rurale de 18 % durant les années 80<sup>18</sup>, on voit mal, en effet, par quel miracle la Bolivie aurait échappé à l'aggravation générale.

<sup>17</sup> Loi économique selon laquelle la proportion des dépenses consacrées à l'alimentation diminue à mesure qu'augmente la dépense du ménage.

<sup>18</sup> Citation S. Bessis, Synthèse du Colloque de Roskilde (*o. c.*).

Le rapport du PNUD (1994) avance, pour l'ensemble de la période 1980-1991, un chiffre de 4,5 millions de Boliviens au-dessous du seuil de pauvreté, soit 60 % de la population totale, précisant que, vers 1990, cette pauvreté touchait 86 % de la population rurale et 30 % de la population urbaine, 26 % de la population totale étant indigente. Selon la même source, seuls deux autres pays d'Amérique latine comptent plus de 60 % de pauvres : le Guatemala (71 %) et Haïti (76 %) ; par contre, la Bolivie est le seul pays du sous-continent à présenter tant de pauvreté en milieu rural (même taux que le Bangladesh). A titre de comparaison encore, et toujours selon le PNUD, la moyenne pour l'Amérique latine et les Caraïbes (période 1980-1990) était de 40 % de la population au-dessous du seuil de pauvreté (61 % en milieu rural, 30 % en milieu urbain), tandis qu'une étude de la CEPAL estimait la proportion des pauvres sur le sous-continent à 46 % en 1992<sup>19</sup>.

Une analyse de la pauvreté urbaine en Bolivie réalisée à partir de données de 1990 et portant sur dix principales villes du pays, estime que 55 % de leurs habitants sont pauvres (proportion supérieure à celle trouvée par le PNUD : 30 %) et 22 % indigents (Peirera, Velasco, 1993)<sup>20</sup>. Comparant ces résultats avec les informations de la CEPAL, les auteurs constatent que la Bolivie est le pays d'Amérique latine qui compte le plus de pauvreté et le plus d'indigence urbaines (Tableau 21). Par ailleurs, d'autres sources (Muller & Asociados, cit. Urioste, 1995) donnent pour 1994 des proportions de 70,5 % de pauvreté au niveau national, 95,1 % en milieu rural et 52,6 % en milieu urbain. Ainsi, quelle que soit la source d'information, la population urbaine de la Bolivie se caractérise toujours comme l'une des plus pauvres du sous-continent.

Tableau 21. Ménages urbains au-dessous des seuils de pauvreté et d'indigence en Amérique latine

Pays	Année	Ménages en situation de pauvreté (%)	Dont ménages en situation d'indigence (%)
Amérique latine*	1986	30	11
Uruguay	1989	10	2
Argentine	1986	12	3
Costa Rica	1988	21	6
Mexique	1984	23	6
Venezuela	1986	25	8
Brésil	1987	34	13
Colombie	1986	36	15
Chili	1987	37	13
Pérou	1986	45	16
Bolivie	1990	55	22

\* soit 19 pays

Sources : CEPAL, 1991 ; Pereira, Velasco, 1993.

<sup>19</sup> Cit. *Comercio Exterior*, vol. 44, n° 9, septembre 1994.

<sup>20</sup> Il s'agit des neuf chefs-lieux de département (La Paz, Oruro, Potosí, Cochabamba, Sucre, Tarija, Santa Cruz, Trinidad, Cobija) auxquels a été ajoutée El Alto, quatrième ville du pays par sa population.

Les villes les plus pauvres (plus de 60 % des ménages au-dessous du seuil de pauvreté) sont Potosí, El Alto, Oruro et Sucre, les deux premières comptant 40 % ou davantage de ménages indigents (Tableau 22).

Tableau 22. Ménages urbains au-dessous des seuils de pauvreté et d'indigence en Bolivie

Villes	Ménages pauvres (%)	Dont ménages indigents (%)
Santa Cruz	48,7	9,9
La Paz	49,6	20,0
Trinidad	49,9	11,9
Cochabamba	50,0	14,5
Cobija	55,0	22,1
Tarija	59,8	26,1
Sucre	61,8	29,7
Oruro	66,0	29,6
El Alto	68,9	40,7
Potosí	69,8	44,5
Bolivie (10 villes)	55,0	22,1

Source : Pereira, Velasco, 1993.

Une étude plus récente de la pauvreté dans la ville de La Paz (Morales *et al.*, 1995) aboutit à des résultats plus alarmants, estimant à 57,8 % la proportion des ménages pacéniens pauvres et à 27,4 % celle des ménages indigents. Quant à la répartition des revenus, la moitié la plus pauvre de la population pacénienne ne reçoit que 20 % du total.

Si l'on cherche à préciser l'identité des ménages en situation de pauvreté ou d'indigence en fonction de quelques variables simples (Tableau 23), il apparaît que les plus pauvres sont ceux qui comptent le plus de membres, phénomène général qui correspond à une sorte d'engrenage de la pauvreté.

De même, les ménages pauvres et les ménages indigents sont aussi ceux qui, en moyenne, comptent le moins d'actifs (31,6 et 29,4 %), tandis que les "non-pauvres" en comptent le plus (40,2 %), ce qui met en évidence le rôle du sous-emploi dans la genèse de la pauvreté. Le PNUD estime à 70 % la proportion de la population active sous-employée.

Les caractéristiques personnelles du chef de famille constituent l'un des facteurs décisifs de la situation économique de la famille. Est particulièrement frappante la relation entre pauvreté ou indigence du ménage et taux d'analphabétisme du chef de famille ; à La Paz, une situation d'analphabétisme divise par deux le revenu du travail (Morales *et al.*, *o. c.*).

Tableau 23. Caractéristiques des ménages urbains et des chefs de famille<sup>21</sup>

Caractéristiques	Ensemble des ménages	Non-pauvres	Pauvres	Pauvres non-indigents	Indigents
	Caractéristiques du ménage				
Taille moyenne (membres)	4,7	4,0	5,2	4,8	5,8
Actifs par ménage (%)*	34,3	40,2	31,6	34,1	29,4
	Caractéristiques personnelles du chef de famille (%)				
Taux d'analphabétisme	7,4	4,4	9,7	6,4	14,3
Parle seulement l'espagnol	52,5	63,3	43,6	50,8	32,9
Parle l'espagnol et l'aymara	22,7	14,4	29,6	25,0	36,5
Parle l'espagnol et le quechua	19,8	17,8	21,5	21,2	22,0
	Caractéristiques socio-professionnelles du chef de famille (%)*				
Ouvrier - Manoeuvre	14,2	7,7	19,0	17,9	20,5
Employé	41,4	49,0	35,5	36,9	33,3
Indépendant	35,9	31,6	39,6	39,6	39,6
Employée de maison	1,7	1,0	2,3	1,4	3,5
Maîtresse de maison	28,6	24,5	32,8	32,4	33,7

\* Activité "formelle" uniquement.

Source : Pereira, Velasco, 1993.

La relation avec la langue parlée laisse apparaître le caractère classiste de la société bolivienne : parler uniquement espagnol (c'est-à-dire être créole - *criollo* - d'origine) donne accès à un minimum de revenu, tandis que parler aussi une langue indienne (et a fortiori uniquement une langue indienne) renvoie vers les couches pauvres de la société, les autochtones étant, sauf rares exceptions, les seuls à pratiquer ces langues. Le rapport de la Banque mondiale sur la pauvreté (1990) relève bien cette incidence plus forte de la pauvreté parmi les populations indiennes, mais on peut s'étonner qu'il utilise à ce propos des expressions telles que "*certaines groupes et minorités ethniques, comme les populations autochtones de Bolivie*" (p. 2), ou même "*les peuplades autochtones de Bolivie...*" (p. 43) : étonnante ignorance des réalités boliviennes de la part d'un tel organisme, ou travestissement volontaire de celles-ci pour minimiser le problème qu'elles posent ?

De ces caractéristiques personnelles du chef de famille dépend naturellement son insertion professionnelle.

Parmi les ouvriers et manoeuvres se trouve une majorité de pauvres et d'indigents (19 % et 20,5 % et seulement 7,7 % de non-pauvres), tandis que l'inverse s'observe chez les employés majoritairement "non-pauvres" (49 %) De la même façon, les "indépendants" (dits travailleurs à leur compte - *cuenta propia*) sont également sur-représentés parmi les pauvres et les indigents. Enfin, en ce qui concerne les

<sup>21</sup> Ce tableau, qui concerne les dix principales villes du pays, doit être lu de la façon suivante : dans l'ensemble des ménages, la taille moyenne du ménage est de 4,7 membres, pour les ménages pauvres, elle est de 5,2 membres, pour les ménages indigents, elle est de 5,8 membres, etc.

femmes chefs de famille, la pauvreté ou l'indigence sont le lot commun des employées de maison, victimes pour la plupart d'une véritable exploitation sans recours, de même que des femmes déclarées sans travail (désignées simplement comme maîtresses de maison - *amas de casa*), mais qui survivent probablement grâce à un mini-commerce ou autre activité informelle. Ajoutons que, signe d'un machisme ambiant habituel aux pays du sous-continent que confirment les enquêtes de l'INE (Morales *et al.*, *o. c.*) et les données gouvernementales, le fait d'être femme diminue de moitié le revenu du travail<sup>22</sup>.

Quelle qu'en soit la procédure, cette méthode de mesure, dite indirecte, de la pauvreté à l'aide de seuils, s'avère d'un emploi relativement plus aisé et plus sûr en milieu urbain qu'en milieu rural, car les revenus y sont principalement monétaires et les aliments en majorité achetés, ce qui permet de dresser un bilan des revenus et des dépenses de première nécessité relativement fiable. En milieu rural, un tel bilan est toujours plus délicat à établir, s'agissant, au moins pour la Bolivie, d'économies en moyenne peu ou fort peu monétarisées. Il se peut, selon Salama et Valier (1995), que la pauvreté rurale se trouve surestimée parce que l'entraide, non prise en compte, peut y être importante, et que les besoins sont autres qu'en milieu urbain. Le fait est qu'une telle estimation, outre son aspect étroitement économiciste<sup>23</sup>, s'avérera toujours sujette à caution dans des pays comme celui-ci. Les personnes à revenu fixe et donc facile à établir, sont en effet une minorité, même en ville, et la moitié de la population vit en milieu rural, c'est-à-dire généralement dans un système d'autoconsommation.

### c) Les besoins essentiels non satisfaits

L'autre méthode d'évaluation habituelle de la pauvreté, dite méthode des besoins essentiels non satisfaits (ou des nécessités de base non satisfaites), présente l'avantage de ne pas dépendre d'une estimation des revenus monétaires. Définissant la pauvreté structurelle, elle constitue en réalité l'approche du problème la plus satisfaisante en milieu rural, la part des revenus monétaires dans l'ensemble des ressources y étant généralement minime.

Cette méthode mesure la pauvreté à partir des valeurs que l'on attribue, dans la zone considérée, à une série de critères réputés être des indicateurs de développement social ou économique (mortalité infantile, scolarisation, etc.), ou encore, pour certains équipements, à partir de leur taux d'utilisation par la population concernée (centres de santé, écoles, etc.). "*Si l'une des caractéristiques définies n'est pas satisfaite, l'individu (ou le ménage) est considéré comme pauvre ...*" (Salama, Valier, *o. c.*). On peut s'étonner que l'alimentation ne soit pas comprise parmi les besoins essentiels, mais l'omission s'explique par la volonté d'éviter le recours à une évaluation des revenus monétaires. "*les autres variables [étant] censées illustrer le fait que l'individu puisse se nourrir suffisamment ou non*" (*o. c.*).

Présentant l'avantage d'une approche géographiquement plus fine du phénomène que la précédente, la méthode autorise l'élaboration de cartes de la pauvreté, les données concernant ces équipements étant plus accessibles que celles concernant les revenus. Elle n'est cependant pas exempte d'inconvénients non plus. D'une part, la proportion de ménages pauvres ainsi obtenue n'est pas indépendante du

<sup>22</sup> La Subsecretaría de Asuntos de Género estime que le salaire moyen féminin n'atteint que 54 % du salaire moyen masculin (*Informe R*, n°349, février 1997).

<sup>23</sup> Même les experts de la Banque mondiale ont "jugé utile de compléter une mesure de la pauvreté fondée sur la consommation par d'autres éléments d'appréciation comme la nutrition, l'espérance de vie, la mortalité des moins de cinq ans et les taux de scolarisation" (Rapport annuel 1990, p. 31).

nombre d'indicateurs utilisés : "plus on utilise d'indicateurs, plus on trouve de ménages pauvres et très pauvres" (Boltvinik, o. c.) et, d'autre part, "cette méthode ne permet pas de connaître le degré de gravité de pauvreté... on met sur le même plan ceux qui sont juste en deçà des limites et ceux qui se trouvent très en dessous, dans une misère aigüe" (ibid.). En outre, elle présente le risque d'imputer aux ménages une pauvreté qui est, en fait, celle de la région ou du pays, car l'accès à nombre d'équipements ne dépend souvent que de l'existence ou l'inexistence de ceux-ci, laquelle est à la charge des pouvoirs publics. Dans ce cas, les résultats sont plutôt le reflet de l'abandon dans lequel vivent les populations considérées.

Les données du recensement de 1976 avaient déjà permis au ministère du Plan et de la Coordination d'établir des évaluations de ce type<sup>24</sup>. Une combinaison relativement simple de trois paramètres : mortalité infantile, espérance de vie à la naissance et taux d'alphabétisation, avait abouti au calcul par département et par province, d'un "indice de qualité matérielle de vie" (ICMV) donnant une première image de la distribution géographique de la pauvreté en Bolivie. Dans un ordre croissant de pauvreté, on aboutissait au classement suivant des neuf départements : Béni, Santa Cruz, Tarija, Pando, La Paz, Oruro, Cochabamba, Chuquisaca, Potosí. Les trois départements centraux (Cochabamba, Chuquisaca et Potosí) présentaient les conditions de vie les plus mauvaises, tandis que les départements amazoniens (Béni, Santa Cruz et Pando) étaient parmi les mieux placés. Seize provinces des trois départements les plus déprimés, se détachaient par leur pauvreté extrême<sup>25</sup>.

Par la suite, des études similaires ont été réalisées à partir des mêmes sources, mais en cherchant à utiliser des critères autres ou en plus grand nombre. Ainsi le FIDA<sup>26</sup>, en 1979, intègre dans les calculs les taux de population rurale et d'émigration et établit, d'une part que les trois départements de La Paz, Potosí et Cochabamba abritent 71 % des ruraux pauvres, d'autre part que 80 % de ceux-ci se trouvent sur l'Altiplano et dans les Vallées inter-andines. En 1982, D. Villegas<sup>27</sup> dresse des cartes de la pauvreté rurale où les provinces sont classées en cinq niveaux à partir des cinq indicateurs suivants :

- mortalité infantile,
- taux d'analphabétisme des plus de 15 ans,
- proportion d'habitations équipées recevant l'eau potable,
- proportion d'habitations disposant d'un service d'égouts,
- taux d'émigration.

Sept provinces apparaissent dans une situation de pauvreté extrême : une dans le département de Chuquisaca (Azurduy), deux dans celui de La Paz (Camacho et Muñecas), deux dans celui de Potosí (Charcas et Bilbao) et deux dans celui de Cochabamba (Arque et Tapacari). Toutes ces estimations concordent pour désigner la partie centrale du pays, et en particulier celle des Vallées, comme la plus pauvre.

L'application la plus achevée de la méthode a été présentée par R. Morales (1984 ; 1992). Elle a consisté à construire une province-type idéale qui serait dotée de tous les équipements considérés

<sup>24</sup> *Estudio de la pobreza crítica en Bolivia. Documentos de trabajo, diciembre 1983*, cit. Urioste, 1984.

<sup>25</sup> Ils s'agit des provinces suivantes : Azurduy, Zudañez, Yamparaez, Nor-Cinti, Bocto du département de Chuquisaca ; Ayopaya, Arce, Arani, Arque, Tapacari, Mizque du département de Cochabamba ; Saavedra, Chayanta, Charcas, Ibañez, Bilbao du département de Potosí.

<sup>26</sup> Fondo Internacional de Desarrollo Agrícola, *Informe de la misión especial de programación Bolivia*, cit. Urioste, 1984.

<sup>27</sup> *Metodología para la elaboración de mapas de pobreza crítica*, cit. Urioste, 1984.

comme nécessaires, et à évaluer à quelle distance de cet idéal se situe chacune des provinces du pays<sup>28</sup>. Les provinces ont été regroupées en cinq classes de pauvreté, ramenées à quatre dans un document ultérieur.

Cette méthode présente évidemment le risque de privilégier les provinces comprenant un centre urbain de quelque importance, et qui s'en trouvent nécessairement mieux équipées que les provinces purement rurales. Ainsi observe-t-on que la province Murillo qui inclut la ville de La Paz, les provinces dites Cercado d'Oruro, de Tarija et de Cochabamba, la province Andrés Ibañez de Santa Cruz, sont parmi les mieux loties, ce qui ne saurait signifier que la majorité de la population échappe à la pauvreté.

La Figure 9 tente une synthèse des différents résultats disponibles sur le sujet. Elle montre que, d'une façon générale, les provinces amazoniennes se classent bien parmi les moins pauvres, tandis que les provinces occidentales et méridionales, essentiellement celles de l'Altiplano et des Vallées, se caractérisent par un profonde pauvreté, ce qui reflète les inégalités et les tensions internes du pays.

Deux grandes zones de pauvreté critique se détachent. L'une se situe au nord du lac Titicaca, dans le département de La Paz dont elle englobe cinq provinces, l'autre s'étend depuis le département de Cochabamba jusqu'à celui de Tarija, incluant Chuquisaca et le Nord-Potosí. Les départements de Chuquisaca et de Cochabamba comptent chacun une majorité de provinces très pauvres, parmi lesquelles se remarque celle du Chaparé : les hauts revenus procurés par la coca ne suffisent donc pas à améliorer le bien-être des habitants. D'une façon générale, on observe que ces zones les plus pauvres se situent à distance des centres urbains les plus importants et à distance des routes principales, victimes de leur isolement et de l'abandon qui en découle de la part des pouvoirs publics.

Les vingt-quatre provinces les plus pauvres du pays regroupent 500 000 habitants, soient 8 % de la population nationale, mais Chuquisaca, Potosí et Cochabamba sont les départements où cette proportion de pauvres, captée selon cette méthode, est la plus élevée (Tableau 24), formant entre le cinquième et le tiers du total.

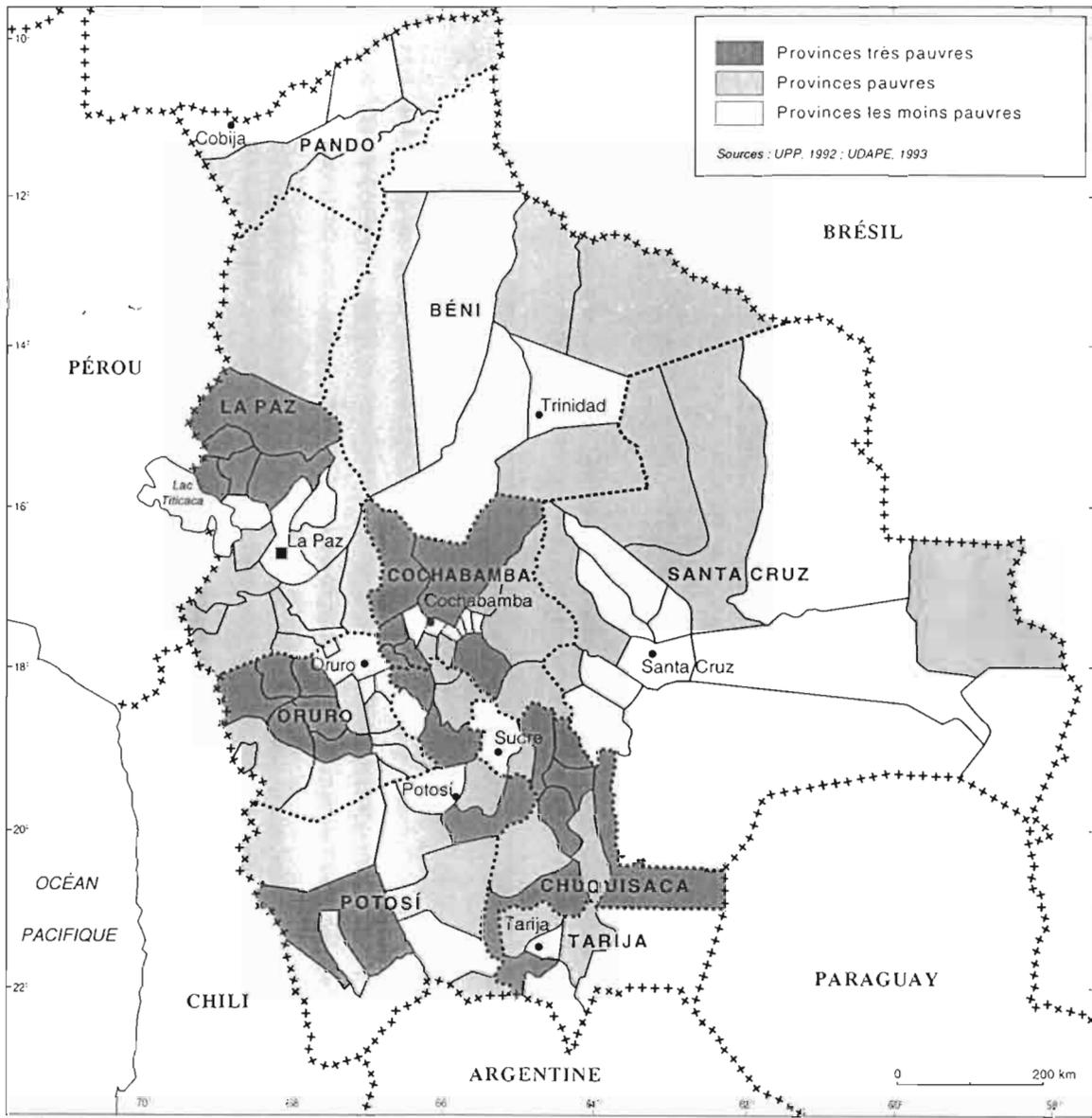
Tableau 24. Les populations les plus pauvres de Bolivie

Départements	Population pauvre	Population totale	%
Chuquisaca	145 074	453 756	32,0
Potosí	157 495	645 370	24,4
Cochabamba	241 080	1 110 205	21,7
La Paz	167 683	1 900 786	8,8
Oruro	17 620	340 114	5,2
Tarija	16 210	291 407	5,6

Sources : Morales, 1992 ; INE, CNPV 1992.

<sup>28</sup> Méthode appelée DIM : *Distancia, Intensidad, Magnitud*. L'auteur a construit son modèle selon 19 critères de situation souhaitable dont le choix peut naturellement être contesté.

Figure 9. Carte de la pauvreté par province



ORSTOM - Laboratoire de cartographie appliquée

C. Valton - 1997

Enfin, à l'intérieur même des villes, la satisfaction des besoins essentiels n'est nullement assurée de façon uniforme. L'application de cette méthode, combinée avec celle des revenus, au cas de La Paz (Morales *et al.*, 1995), montre que sur les 144 zones découpant la ville, 70 seulement sont estimées non-pauvres, 49 présentent une pauvreté "chronique" ou structurelle (sous le double aspect des revenus et de l'accès aux biens essentiels), situation qui est la leur depuis toujours, 21 une pauvreté "récente" (revenus des habitants insuffisants, mais accès aux biens essentiels) et 4 une pauvreté "inertielle" (revenus suffisants, mais pas d'accès aux biens essentiels)<sup>29</sup>. On observe sans surprise que les zones non-pauvres sont celles du centre et du sud de la ville (à l'exception de l'extrême sud-est encore à dominante rurale), et les zones pauvres celles des *laderas*, les versants instables de la cuvette de La Paz.

Une approche socio-professionnelle du phénomène montre qu'au niveau national "*la pauvreté touche essentiellement six branches d'activité : l'agriculture, la manufacture, la construction, le transport, le commerce et les services. Les non-salariés de ces branches sont des pauvres pour plus de 80 % et des indigents pour près de 95 %. Les ménages des agriculteurs non salariés ... sont constitués d'indigents à 95 % ... La totalité des ménages de non-salariés appartenant aux secteurs de la construction, du transport et du commerce sont pauvres ... Dans la catégorie des salariés, les ménages occupés dans les services et la construction sont pauvres dans une proportion de 50 %*" (Morales, 1984).

Il n'en reste pas moins que c'est parmi les agriculteurs, et en particulier parmi les "agriculteurs non salariés" des provinces occidentales et méridionales que se rencontre la plus grande pauvreté, c'est-à-dire chez les paysans des Andes. Faut-il accuser la nature d'être responsable de leur pauvreté ? Ou mettre en cause leur "incapacité" à se "moderniser" ? Ou leur entêtement à vivre dans leurs montagnes ? Ils ont la malchance de se situer, selon l'expression de Dollfus (1991), à l'intersection de quatre "*cercles de pauvreté*" :

- ils sont pauvres parce qu'ils sont paysans et que partout dans le monde les paysans ont les revenus les plus bas,
- ils sont pauvres parce que dans les Andes, les revenus sont plus bas que dans le reste du pays,
- ils sont pauvres parce qu'ils sont *indios*, "*les vaincus de la conquête, les serfs de la colonie, les méprisés de la République*",
- ils sont pauvres parce qu'ils appartiennent aux pays pauvres.

### 3. Le non-développement social

Parmi les cent soixante quatorze pays considérés en 1996, le PNUD classe la Bolivie au cent onzième rang du développement humain (IDH) pour l'année 1993, soit, à six points près, à un niveau de sous-développement social (ou humain) équivalent à celui de son sous-développement économique. Si, comme le reconnaît le rapport de cet organisme (1994), "*enrichissement économique et enrichissement humain ne vont pas toujours de pair*", ici pauvreté économique et pauvreté humaine se conjuguent.

Avec un IDH de 0,584, la Bolivie se classe, en 1993, au dernier rang des pays d'Amérique du Sud et ne devance, dans la région, que quatre pays d'Amérique centrale (Guatemala, Honduras, El Salvador, Nicaragua) et Haïti. On peut, pour juger de ce non-développement social, reprendre les variables qu'utilise le PNUD pour son calcul de l'IDH (Tableau 25) : l'espérance de vie à la naissance (synthèse, en quelque sorte, de la situation alimentaire et sanitaire du pays), l'alphabétisation des adultes et le taux

<sup>29</sup> Les auteurs empruntent ces distinctions à la CEPAL.

brut de scolarisation<sup>30</sup> (qui, tous deux, signalent le niveau de formation et de culture de la population), et le revenu exprimé par le PIB (qui conditionne l'accès de la population aux biens et services et à un minimum de confort).

Tableau 25. Valeur des variables de base de l'IDH. Année 1993.  
(Bolivie et pays d'Amérique latine et des Caraïbes)

	Espérance de vie à la naissance (années)	Taux d'alphabétisation des adultes	Taux de scolarisation (tous niveaux)	PIB par habitant* (dollars)
Bolivie	59,7	81,5	68	5 110
ALC	68,5	85,9	69	5 756

\* Valeur ajustée selon le pouvoir d'achat local en dollars (dollars PPA).

Source : Rapport PNUD, 1996.

La comparaison entre les performances de ces indicateurs en Bolivie et dans l'ensemble des pays d'Amérique latine et des Caraïbes (ALC) montre que les écarts de développement les plus importants concernent l'espérance de vie à la naissance et le revenu, tandis que les données de scolarisation sont plus conformes à la moyenne du sous-continent.

#### a) Précarité de la vie et de la survie humaines

La Bolivie se caractérise depuis longtemps comme l'un des pays d'Amérique du Sud où la vie humaine semble présenter peu de prix : on y naît beaucoup mais on survit peu, on y vit mal et on y meurt tôt. Certes, ce jugement doit être nuancé en ce sens que les choses s'améliorent lentement, mais bien lentement au regard du retard à combler par rapport aux pays voisins (Tableau 26).

Tableau 26. Evolutions de l'espérance de vie, de la natalité et de la mortalité générale en Bolivie et dans les pays de l'ALC

Années	Espérance de vie à la naissance		Taux de natalité (p. 1 000)		Taux de mortalité (p. 1 000)	
	Bolivie	ALC	Bolivie	ALC	Bolivie	ALC
1960	42,7	56,0	-	-	-	-
1965	-	-	46	40	21	12
1993	59,7	68,5	35,7	25,8	10,1	6,7

Source : Rapports annuels PNUD.

Le progrès le plus net concerne l'espérance de vie à la naissance ; les Boliviens nés en 1993 pourront vivre en moyenne 17 années de plus que leurs aînés de 1960. L'écart avec l'ensemble des pays de la région (ALC), qui était de 13,3 années en 1960, s'est réduit à 9 ans en 1993, mais une espérance de vie de 59,7 ans situe encore la Bolivie à un niveau inférieur à la moyenne des pays sous-développés

<sup>30</sup> Le taux brut de scolarisation est le nombre d'élèves inscrits à un cycle (ou niveau) d'enseignement (qu'ils soient ou non en âge de le fréquenter) exprimé en pourcentage du nombre d'individus appartenant au groupe d'âge correspondant à ce niveau d'enseignement (Rapport PNUD, 1995). Dans les taux ici présentés tous les niveaux sont confondus.

(61,5 ans) et, plus encore, de l'ALC (68,5 ans). En outre, de profondes inégalités internes demeurent : dans la province Zudañez du département de Chuquisaca, l'une des plus pauvres du pays, cette espérance de vie n'était encore que de 43 ans en 1992 (Prudencio, 1996). Observons au passage que la récente "loi de capitalisation" (1994) qui prévoit, pour tous les Boliviens, la création d'un fonds de pension vieillesse, ne leur donne la jouissance de celui-ci qu'à partir de 55 ans, ce qui signifie que bien peu de ceux qui pourront cotiser en profiteront...

Depuis les années 1960, alors que le niveau de la natalité reste élevé, la diminution du taux de mortalité générale a cependant été considérable : une baisse de moitié (52 %) entre 1965 et 1993 (mais de 41 % seulement dans les pays de l'ALC). Ce taux demeure néanmoins supérieur à ceux de l'ALC. Observons qu'au cours de la même période, la natalité a diminué de 22 % en Bolivie, mais de 35 % dans l'ALC, différence attribuable non seulement à la composition par âges de la population, mais aussi, nous le verrons, à son niveau d'éducation.

La persistance du décalage de la mortalité générale bolivienne avec celle du reste du sous-continent tient aux fortes valeurs que continue de présenter la mortalité des enfants. Qu'il s'agisse des enfants de moins d'un an ou de ceux de moins de cinq ans, la baisse de la mortalité enregistrée depuis 1960 demeure inférieure à celle des autres pays de l'ALC (Tableau 27), la Bolivie faisant preuve d'une véritable incapacité à régler rapidement et définitivement ce problème (Franqueville, 1995).

Tableau 27. Evolution de la mortalité infantile en Bolivie et dans les pays de l'ALC  
(en p. 1 000)

Années	Mortalité < 1 an		Mortalité < 5 ans	
	Bolivie	ALC	Bolivie	ALC
1960	167	149	282	157
1993	74	45	110	46

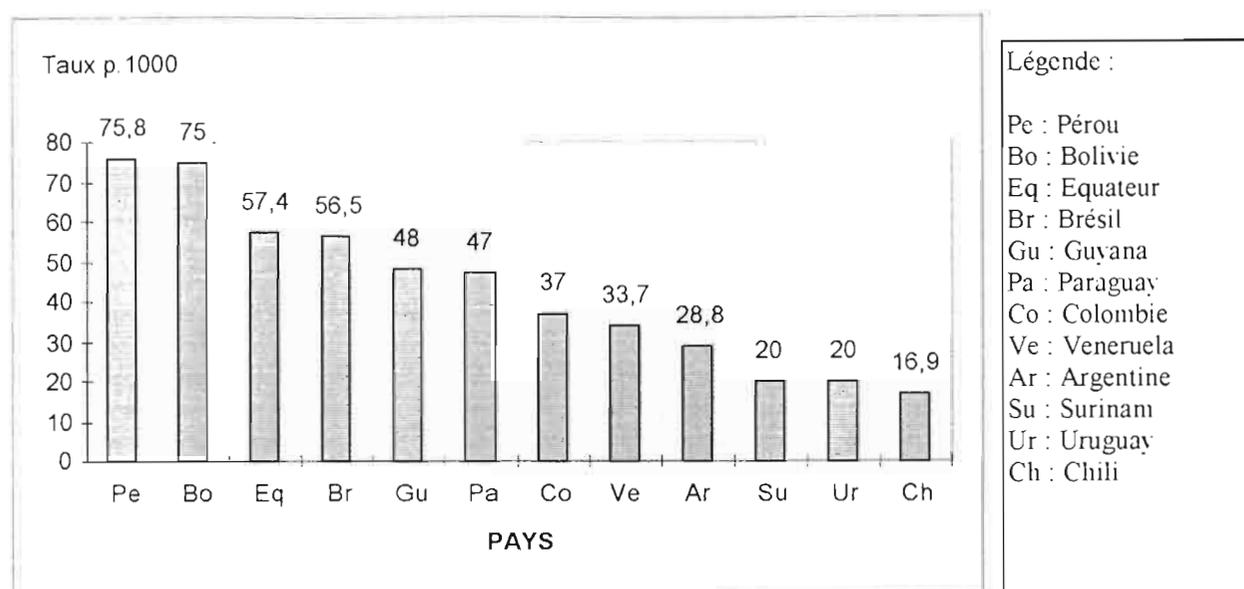
Source : Rapports annuels PNUD.

Comparée aux autres pays d'Amérique du Sud, la situation de la Bolivie présente donc un retard manifeste<sup>31</sup> (Fig. 10).

La mortalité infantile présente, en réalité, de fortes disparités régionales au sein du pays, tant entre villes et campagnes qu'entre chacun des neuf départements. Si l'on suit les statistiques de l'INE, elle était en moyenne, en 1992, de 58 pour mille en milieu urbain, mais de 94 pour mille en milieu rural (Tableau 28). Le taux de 100 pour mille était encore dépassé dans les campagnes de quatre départements : Potosí, Oruro, le Béni et Chuquisaca, et même pour la population urbaine du département d'Oruro. L'Altiplano Sud (Oruro, Potosí) ferait désormais figure de zone la plus sinistrée, alors que précédemment ce triste privilège semblait appartenir aux Vallées (Chuquisaca, Cochabamba).

<sup>31</sup> Chaque organisme présente ses propres statistiques dont on ignore souvent l'origine. Ainsi, selon l'UNICEF, la mortalité des enfants de moins de cinq ans en Bolivie aurait diminué au cours des cinq dernières années de 150 à 116 pour mille (*Informe R*, n° 301, janvier 1995), jusqu'à atteindre le taux de 110 pour mille (*Informe R*, n° 327, mars 1996), et celle des enfants de moins d'un an serait tombée à 73 pour mille.

Figure 10. Taux de mortalité infantile (< 1 an) en Amérique du Sud



Source : INE, 1993.

Tableau 28. Evolution des taux de mortalité infantile (< 1 an) par département

Départements	Zone urbaine		Zone rurale		Ensemble	
	1976	1992	1976	1992	1976	1992
Potosí	158	98	205	129	191	118
Oruro	148	103	176	123	162	113
Béni	99	77	122	109	114	90
Chuquisaca	128	52	201	100	190	88
Pando	94	60	140	88	136	85
Cochabamba	115	56	234	94	174	78
La Paz	129	63	161	81	146	70
Santa Cruz	102	46	136	78	120	57
Tarija	102	46	144	74	129	60
Bolivie	123	58	170	94	151	75

Source : INE, 1993

Même s'il a été officiellement reconnu que le taux qu'annonçait l'INE pour 1992 (75 pour mille) était sous-estimé et qu'une valeur de 82 pour mille était plus vraisemblable, il est évident que subsistent parmi les populations de têtes de vallée ou des régions enclavées, des taux supérieurs à 200 pour mille), dans la mesure où les naissances ne sont pas enregistrées, et moins encore les décès de jeunes enfants. Ainsi, l'IPTK<sup>32</sup>, ONG bolivienne travaillant dans la province isolée de Chayanta (Nord-Potosí), signale qu'en 1980 la mortalité infantile y était de 390 pour mille et qu'elle se situe encore actuellement à 130 (Prudencio, 1996). Or toutes les provinces rurales sont loin de bénéficier d'une présence médicale

<sup>32</sup> Instituto Politécnico Tomás Katari agissant dans les domaines de la santé, de la production agricole et de l'éducation.

privée aussi organisée et suivie : on signale des taux de 140 pour mille pour la province Yapacani de Santa Cruz, et de 169 pour celle de Zudañez de Chuquisaca (Prudencio, *o. c.*).

Compte tenu de cette situation, il est curieux de constater que la prévalence de l'insuffisance pondérale à la naissance habituellement retenue pour la Bolivie est relativement faible. En suivant la norme des 2 500 g proposée par l'OMS (1980) comme poids limite du nouveau-né en-dessous duquel le risque de mortalité périnatale augmente significativement, les taux publiés vont de 9 à 12 %<sup>33</sup>, quand ils se situent aux alentours de 16-17 % dans l'ensemble des pays sous-développés (15 % en Afrique, 20 % en Asie dont 30 % dans certaines régions de l'Inde, et 7 à 8 % en Amérique du Nord)<sup>34</sup>. Les statistiques concernant la Bolivie paraissent donc incohérentes, à moins d'admettre que les adultes, et en particulier les femmes enceintes, y bénéficient de régimes alimentaires exceptionnellement corrects parmi les pays sous-développés, ce que démentent amplement toutes les informations disponibles. De plus, si, comme le pensent certains spécialistes (Tshimbemba, Devlieger *et al.*, 1989), cet indicateur de risque pour l'enfant devait être ramené à 2 250 g, parce que sujet à des variations géographiques et ethniques, de façon invraisemblable la situation bolivienne en résulterait encore meilleure !

Aucun doute qu'il s'agisse là d'une autre erreur d'appréciation due à des déficiences statistiques, car les enfants dont on connaît le poids à la naissance sont peu nombreux (52 % selon l'enquête INE, 1994) et il ne s'agit que de ceux des classes urbaines fréquentant les maternités ; non moins sujette à caution est la diminution, signalée par PNUD (1995), de ce taux d'insuffisance pondérale à la naissance, de 17 à 12 % entre 1975 et 1990. Selon ce même rapport, seules 55 % des naissances sont, en effet, suivies par du personnel soignant (période 1983-1993), soit la même proportion que pour l'ensemble des pays en développement, contre 82 % pour l'ALC<sup>35</sup>.

Une brève étude réalisée auprès de deux maternités de La Paz éclaire en effet différemment le problème (Tapia *et al.*, 1987). Elle montre que cette insuffisance pondérale à la naissance est de 14,8 % dans un hôpital public fréquenté par des patients non assurés sociaux ("Natalio Aramayo"), et de 10,6 % dans un autre ("18 de Mayo"), dépendant de la Caisse de sécurité sociale où les soins sont remboursés et qui est donc fréquenté par des patients aux revenus plus élevés et plus réguliers, illustration des inégalités devant la vie et la mort en Bolivie (moins de 20 % de la population bénéficie de la sécurité sociale). Il se peut d'ailleurs qu'en la matière, l'insuffisance de l'alimentation ne soit pas seule en cause et que le mode de vie de la population considérée intervienne pour beaucoup ; ainsi certains nutritionnistes attribuent-ils le faible poids de naissance des enfants africains davantage à un excès de travail physique de la mère qu'à des carences nutritionnelles (Froment, 1992). L'étude menée à La Paz montre, en outre, que la prévalence du phénomène a augmenté au cours des dernières années, le taux étant de 11,5 % en 1977-78 dans la première maternité citée contre 14,8 % en 1984-86, et que les très faibles poids à la naissance (moins de 1 500 g) sont nettement plus fréquents quant il s'agit d'enfants dont les parents ne sont pas assurés sociaux (3,4 % contre 1,2 %).

<sup>33</sup> 12 % en 1990, selon la Banque mondiale (1994).

<sup>34</sup> Si l'on compare avec la situation haïtienne dont la Bolivie est proche quant à ce type d'indicateurs, le taux réel serait plus vraisemblablement proche des 15 %. Au Mexique où la mortalité infantile n'atteint que 36 p.1000, le taux d'insuffisance pondérale est de 14 % (PNUD, 1994).

<sup>35</sup> Selon l'enquête INE 1994, cette proportion est de 47,2 % (dont 42,7 % des accouchements réalisés par un médecin, ce qui paraît beaucoup quand on connaît le pays). Selon la même source, 10,2 % des naissances sont suivies par une "accoucheuse traditionnelle" et la majorité, 40,3 %, par une parente ou une amie de la famille.

De même la fréquence de la mortalité maternelle (INE, 1994) demeure extrêmement élevée en Bolivie. Si, selon l'INE (1994), le taux est de 399 décès pour cent mille naissances au cours de la période 1989-1994, le PNUD (1996) donne un taux nettement plus élevé : 650 décès pour cent mille naissances vivantes en 1993. Malgré les progrès réalisés au cours cette période<sup>36</sup>, il s'agit donc d'une véritable hécatombe si l'on compare avec la moyenne de l'ALC (180 pour cent mille) et même avec celle du monde en développement (384 pour cent mille). Il faut attribuer cette situation désastreuse aux déficiences du système de santé et en particulier à la faible proportion de femmes enceintes bénéficiant d'un suivi médical : 47 % en 1983-93 (52,5 % selon l'INE, 1994, contre 83 % en Amérique latine et Caraïbes et 63 % dans les PED), ainsi qu'à une hygiène extrêmement déficiente à tous les niveaux, même parfois médical.

Il est intéressant de rapporter à ce propos les résultats d'une enquête, malheureusement limitée à un seul hôpital de La Paz, concernant les mesures de l'anémie rencontrée chez les femmes enceintes (Quintela, Rocabado, 1987) ; réalisées en 1986-87. Les mesures portant sur le taux d'hémoglobine montrent un déficit chez 54,3 % des femmes<sup>37</sup>, celles portant sur l'hématocrite, un déficit chez 63,8 % d'entre elles et celles concernant la ferritine un déficit pour 36,8 % d'entre elles<sup>38</sup>. Des résultats aussi déplorable, dus principalement à une alimentation déficiente et obtenus dans un milieu urbain où les femmes sont censées avoir accès, plus qu'ailleurs, aux services médicaux, ne peuvent qu'inquiéter sur la situation qui doit prévaloir en milieu rural.

Quant aux vaccinations infantiles, la rougeole et la tuberculose sont les seules maladies pour lesquelles les taux de couverture sont relativement satisfaisants (Tableau 29). Mais, là encore, ces taux sont très différents entre villes et campagnes ; dans ces dernières, la couverture est très déficiente, en particulier concernant la protection contre la poliomyélite et la diphtérie-coqueluche-tétanos (DPT). Si l'on ne peut nier que certains progrès aient été réalisés, il reste que seulement 36,6 % des enfants (et 28 % en zone rurale) ont été vaccinés.

Tableau 29. Taux de vaccination des enfants de 3 ans

Type de vaccination	Milieu urbain	Milieu rural	Bolivie
Poliomyélite	55,3	39,5	47,5
DPT	51,7	33,5	42,8
Rougeole	64,9	46,1	55,5
BCG	86,3	67,2	76,9
Toutes vaccinations	44,4	28,4	36,6

Source : INE, 1994.

Tout montre qu'il n'existe pas de véritable suivi dans les vaccinations réalisées ; si la première dose des vaccinations multiples est bien administrée à la plupart des enfants, une faible proportion d'entre eux reçoivent les doses suivantes. En 1989, moins du tiers de tous les enfants de moins de trois ans présentaient une vaccination complète. Dans la partie rurale du département de Cochabamba, seulement 27 % des enfants de moins de 5 ans avaient reçu la vaccination complète contre la polio et

<sup>36</sup> L'enquête INE 1994 donne des taux de 416 pour la période 1984-1989 et 390 pour la période 1989-1994.

<sup>37</sup> Selon l'OMS, la prévalence est de 41 % pour l'Amérique latine et 33 % pour l'Amérique du sud tropicale (Demaeyer, 1989).

<sup>38</sup> Résultats portant sur 160 femmes. Les seuils de référence ont été établis en fonction de l'altitude de la ville (3 557 m).

17 % avaient reçu les trois doses DPT (Caro *et al.*, 1992). La situation observée par l'enquête de A. M. Raimbault (1974) en 1968 n'a guère changé sous cet aspect : "La mère amène son enfant une fois pour le faire vacciner, parfois deux mais rarement trois. Combien de doses de vaccin se perdent car la deuxième injection n'est pas faite".

Il est hors de doute que l'un des principaux facteurs déterminants de cette situation soit le niveau d'instruction de la mère. Selon Wolowyna et Pinto (1990), plus de la moitié des enfants dont la mère a un niveau d'instruction secondaire présentaient une vaccination complète, tandis que ce pourcentage était inférieur à 20 % chez ceux dont la mère était sans instruction. C'est probablement aussi la conséquence du système de vaccination utilisé, celui des lourdes campagnes de type "coup de poing" qui visent à atteindre un maximum d'enfants en un minimum de temps, mais ne peuvent assurer un suivi de ceux-ci à la façon des équipements permanents de santé. L'adoption de ce type d'opérations ne fait que signaler l'insuffisance des implantations médicales en milieu rural.

#### b) Des ressources médicales hors de portée et sous-utilisées

Avoir accès aux services et équipements, particulièrement aux services de santé, demeure, aujourd'hui encore, un "privilège" en Bolivie : 2,8 millions d'habitants, soit 40 % de la population, se trouvaient, en 1992, dans l'impossibilité d'utiliser ces derniers (PNUD, 1994), et les statistiques montrent que, de ce point de vue, la situation ne s'est guère améliorée. En milieu rural, l'infrastructure médicale reste insuffisante, en milieu urbain la prise en charge financière des soins reste réservée à une minorité privilégiée.

La proportion de population pouvant utiliser ces services n'a pas changé entre 1985 et 1989, contrairement à l'évolution observée dans les pays de l'ALC (Tableau 30) ; et si elle a légèrement augmenté ensuite (67 % pour la moyenne de la période 1985-1993), elle demeure très inférieure à celle de l'ALC et même à l'ensemble des pays pauvres.

Tableau 30. Population ayant accès aux services de santé  
(pourcentage du total)

Périodes	Bolivie	Amérique latine et Caraïbes	Pays en voie de développement
1985-87	64	70	63
1987-89	64	75	64
1985-93	67	88	81

Source : Rapports annuels PNUD.

On comprend, dans ces conditions, que des endémies déciment encore la population, en particulier dans les régions chaudes : leishmaniose, malaria, maladie de Chagas<sup>39</sup>, fièvre hémorragique, choléra dont une épidémie était encore signalée en janvier 1997 à Yacuiba<sup>40</sup>, fièvre jaune également signalée en 1997 dans les départements de Santa Cruz, de Cochabamba et du Béni<sup>41</sup>,

<sup>39</sup> Dans le département de Cochabamba, on estime que 44,5 % des logements ruraux sont infestés de *vinchucas*, punaises transmettant la maladie de Chagas (Caro *et al.*, 1992).

<sup>40</sup> *Informe R*, n° 347, janvier 1997.

<sup>41</sup> *Informe R*, n° 348, février 1997.

mais également sida (que l'on minimise) en milieu urbain, rougeole, gastro-entérites, maladies respiratoires et tuberculose sur les hauts plateaux. Le seul progrès significatif se rapporte, si l'on en croit les statistiques officielles, à la lutte contre le goitre endémique dont la prévalence nationale serait passée de 60 % dans les années 80 à moins de 5 % en 1992, grâce à la distribution de sel iodé dans le cadre du programme dit "Pronalcobo" financé par l'UNICEF.

Faut-il donc penser que le pays manque de personnel médical et que seul l'appel à des praticiens étrangers permettrait d'améliorer cet inquiétant panorama ? Les principales villes possèdent cependant leur faculté de médecine, certaines déjà anciennes et réputées, auxquelles s'ajoutent des instituts de recherche spécialisés fonctionnant depuis de nombreuses années<sup>42</sup>.

Tableau 31. Densité de l'encadrement médical

Années	Habitants par médecin		Habitants par infirmier(e)	
	Bolivie	ALC	Bolivie	ALC
1965	3 300	2 380	3 990	2 100
1970	1 970	2 020	2 990	2 640
1984	1 540	1 230	2 480	1 020
1988-91	2 564	1 039	7 692	3 500

Sources : Rapports annuels Banque mondiale et PNUD.

Mais l'évolution du nombre d'habitants par médecin souligne une profonde détérioration au cours de la décennie 1980 (Tableau 31) : il est, vers 1990, inférieur à ce qu'il était vingt ans plus tôt (2 564 habitants au lieu de 1 970 en 1970) et le double de la moyenne sud-américaine. L'amélioration progressive qui se manifestait ici comme dans le reste du sous-continent, s'est donc interrompue laissant le pays à la traîne dans le mouvement général. Enfin, l'évolution défavorable qui s'observe dans les pays de l'ALC au regard de l'encadrement en infirmiers et infirmières, affecte de façon plus désastreuse encore la Bolivie.

Les données citées ne sont, bien sûr, que des moyennes nationales, utiles pour les comparaisons entre pays, mais qui laissent échapper les variations existant d'une région à l'autre et surtout l'état d'abandon sanitaire dans lequel se trouvent les campagnes.

C'est ainsi qu'un seul médecin sur onze travaille en milieu rural, soit un médecin pour 10 000 ruraux (Valdez, 1993) ; encore faut-il remarquer que cette affectation de médecins en milieu rural ne signifie pas nécessairement une présence continue de ceux-ci, ce dont Valdez, lui-même médecin, donne un exemple éloquent : *"Dans la période 1989-1990, le médecin destiné au village de Pucarà (...) n'y a été présent que 30 jours, de façon discontinue. Les 11 mois restants, il est resté dans les villes de Vallegrande et de Santa Cruz"*. Elle ne signifie pas non plus nécessairement une présence efficace, la formation des médecins étant strictement copiée sur celle des pays occidentaux : *"Le médecin qui se forme actuellement dans nos trois facultés de médecine n'est absolument pas préparé à travailler en milieu rural, dont il ignore la réalité. La plupart du temps il en ignore la langue et plus encore les habitudes. Le milieu rural lui semble hostile et agressif. Son problème s'aggrave*

<sup>42</sup> Mais on affirme aussi qu'il y aurait plus de médecins boliviens à l'étranger (aux Etats-Unis en particulier) qu'en Bolivie !

*puisque'il ne reçoit pas l'appui nécessaire, l'infrastructure et l'équipement en rapport avec sa formation. Mal payé, pas recyclé, on le retrouve au bout de quelques mois immergé dans la routine"*<sup>43</sup>.

Quant aux équipements de santé, un récent rapport de l'UNICEF signalait ainsi que seulement 17 % des ruraux y ont accès, tant ils sont rares à la campagne, contre 63 % des citadins<sup>44</sup> ; pour la période 1985-1987, le PNUD avançait respectivement des proportions de 36 % et 90 %. Dans la mesure où ces données sont comparables, il faudrait en conclure qu'en une dizaine d'années l'encadrement sanitaire de la population a régressé de quelque 30 % en milieu urbain et de 50 % en milieu rural.

Il convient cependant de rappeler que ces chiffres et pourcentages, si faibles soient-ils, ne traduisent que l'offre sanitaire dont dispose la population, c'est-à-dire l'utilisation potentielle et non pas réelle des équipements et services médicaux, car pour de multiples raisons leur fréquentation est faible, notamment dans les campagnes. Si l'on appelle couverture sanitaire le taux d'utilisation des services de santé (nombre de personnes desservies par rapport au nombre de personnes à servir), et en ne prenant en compte que la population résidant dans un rayon de cinq kilomètres, le résultat obtenu pour l'hôpital de Vallegrande (département de Santa Cruz) n'est que de 20 %, le cinquième de la population (Valdez, *o. c.*), et l'auteur de l'enquête de conclure : *"Ce résultat montre que l'utilisation effective de la consultation générale à l'hôpital par la population de Vallegrande est très faible. En effet, pour les pays en voie de développement, on considère que la population doit avoir un contact par habitant et par an avec un service de santé officiel..."*.

L'exemple vaut pour la plupart des régions rurales de Bolivie. Cette faible fréquentation des équipements médicaux par les populations auxquelles ils sont destinés, est toujours source d'incompréhension et de déception pour les "développeurs", surtout les mieux intentionnés, dans la mesure où, en Bolivie comme dans tous les pays pauvres, elle se concrétise dans le paysage par de coûteux et inutiles "éléphants blancs". On pourrait penser, à juste titre, qu'à l'origine de cette sous-utilisation des équipements se trouve un problème de transport et de voies de communication, particulièrement déficients en zone rurale. Dans l'exemple cité de Vallegrande, le taux de couverture n'est calculé que dans un rayon de cinq kilomètres parce que la majorité des patients (40 %) consultant à l'hôpital de la ville, n'ont pas franchi une distance supérieure, ce qui correspond à une heure de marche.

Sans être fausse, cette explication n'est que partielle et ne touche pas le problème de fond, celui de la confrontation entre deux conceptions, l'une occidentale et l'autre autochtone, non seulement de la médecine, de la santé et de la maladie, du corps et des remèdes, mais aussi de l'existence, de la vie et de la mort, du sens de l'une et de l'autre. Valdez rappelle avec raison que la majorité des populations boliviennes portent en elles un patrimoine culturel quechua-espagnol, ou aymara-espagnol, ou guarani-espagnol, et que leur attitude face à la maladie résulte nécessairement de leurs conceptions syncrétiques propres qu'une éducation scolaire très récente, trop formelle et déficiente, a encore à peine altérées : *"A Vallegrande, ce ne sont pas seulement les agents infectieux qui déterminent les maladies, mais aussi les divinités et les esprits qui, par leur présence, continuent d'influencer l'état de santé d'une grande partie de la population"*, écrit-il. Cette représentation culturelle des forces cachées qui règlent la vie

<sup>43</sup> Aracena T. : *Patología Geográfica y Antropología Médica en Bolivia*, 1987, citation Valdez, *o. c.*, p. 243.

<sup>44</sup> *Informe R*, n° 301, janvier 1995.

humaine, commune en milieu rural et nullement exceptionnelle en milieu urbain populaire, induit que le recours à la médecine occidentale n'a rien de systématique et n'apparaît, au mieux, que comme l'un des modes d'explication et d'intervention parmi d'autres possibles.

L'erreur habituelle de ceux qui introduisent la médecine dite moderne (ou n'importe quelle autre technique venue des pays occidentaux), est de croire qu'ils interviennent en terrain vierge, alors qu'existe depuis des siècles toute une thérapeutique souvent sophistiquée à laquelle la majorité de la population fait toujours confiance. *"Le savoir biomédical, savoir officiel du corps de nos sociétés occidentales, est une représentation du corps parmi d'autres, efficace et légitime dans les pratiques qu'il soutient. Mais sont également efficaces dans leur dimension propre les médecines qui sous-tendent les visions bien différentes du mal et du corps élaborées au sein d'autres cultures ... Autant de sociétés, autant de représentations et d'actions différentes reposant sur ces savoirs"*<sup>45</sup>. Est-il nécessaire de rappeler, en ce qui concerne la Bolivie, l'existence des Kallawayas, ces guérisseurs itinérants issus de la région de Charazani (département de La Paz) et connus pour leur art dans toute l'Amérique andine, qui communiquent entre eux dans une langue particulière et sur lesquels existent désormais de nombreuses publications ? L. Girault (1984) a montré à quel point ils étaient experts *"tant sur le plan strictement pharmacologique que sur le plan botanique et écologique"*, chacun d'eux connaissant en moyenne 300 à 350 plantes médicinales ; l'inventaire de leur pharmacopée qu'a dressé cet auteur compte 874 plantes ayant chacune son mode d'emploi et son utilité propre.

Cette médecine traditionnelle est encore, en bien des lieux, la seule aisément accessible à la population ; selon le recensement de 1992 (INE, 1993), 25 % des soins dispensés en milieu rural le sont par des médecins traditionnels appelés *yatiri* en milieu andin. Même si ses résultats sont jugés par nous trop aléatoires comparés à ceux de la médecine occidentale moderne, cette médecine fut pendant des siècles le seul moyen de guérison dont disposaient les habitants et il est bien logique que nombre de ceux-ci continuent à lui faire confiance. On comprend donc que, même là où elle est présente, la médecine occidentale soit difficilement acceptée dans les esprits (l'attitude du personnel soignant étant décisive à cet égard) et, même si on la considère comme un progrès réel, il faut admettre qu'elle doit coexister avec la médecine traditionnelle : *"Bien qu'il s'agisse de deux approches différentes, elles ne s'excluent nullement ; au contraire, elles sont complémentaires et représentent chacune une alternative de plus de guérison"* (Valdez, o. c.). Ce pluralisme thérapeutique n'est, après tout, qu'une façon de minimiser le risque santé, non sans rapport avec la technique andine de dispersion des parcelles de culture qui minimise le risque climatique. En voici un exemple, recueilli lors d'une enquête auprès de la grand-mère d'un jeune enfant gravement dénutri et soigné au CRIN<sup>46</sup>.

A la question : qu'avez-vous pensé lorsque votre enfant est tombé malade, la grand-mère répond : *"D'abord, nous avons pensé que son "âme" était en train de s'en aller, parce qu'il avait été à proximité d'un chien mort. Nous sommes allés voir le yatiri ; il a fait brûler des herbes pour rappeler l'âme. Après cela, l'enfant a commencé à aller mieux, n'avait plus de diarrhée, mais il ne mangeait toujours pas. Au Club de Mères, on nous a dit de le conduire à l'hôpital ; après trois jours, nous l'avons conduit"*. L'enquêtrice ajoute à notre intention cette explication : *"Lorsque j'habitais à la campagne, j'ai vu cette pratique du "rappel de l'âme". On brûle des herbes, on mâche des feuilles de coca, on boit de l'alcool, on fume des cigares de tabac du pays. Puis le sorcier prend un vêtement de*

<sup>45</sup> David Le Breton : *Anthropologie de la douleur*, pp. 58-59. Ed. Métailié. 1995. 234 p.

<sup>46</sup> *Centro de Rehabilitación Inmuno-Nutricional* fonctionnant à l'hôpital Viedma de Cochabamba en coopération avec l'ORSTOM. Propos recueilli dans la zone de Linde, périphérie de Cochabamba, le 19 mai 1989.

*l'enfant et l'agite en se tournant vers l'horizon et en criant à l'âme de revenir". La grand-mère propose ensuite une autre explication, plus acceptable selon nos conceptions occidentales : "Nous avons aussi pensé qu'il ne mangeait plus parce que sa tante Carmen (la jeune soeur de sa mère) était partie longtemps à La Paz, deux mois au lieu des quinze jours prévus. L'enfant était très attaché à Carmen, et il n'a plus voulu manger dès que celle-ci est partie".*

On aurait donc tort de traiter par le mépris ces connaissances et pratiques thérapeutiques traditionnelles, non seulement parce que ce serait commettre une grossière erreur psychologique, mais aussi parce que l'expérience quotidienne de même que les rares recherches dont elles font l'objet montrent qu'elles ne sont pas dénuées de fondement. Ainsi en est-il de guérisons (fractures, rhumatismes, infections) obtenues de façon spectaculairement plus rapide par la médecine "indigène" que par les traitements occidentaux. Ainsi en est-il aussi des enquêtes ethno-pharmacologiques concernant la maladie de Chagas et la leishmaniose, qui ont permis d'isoler, au moins pour la leishmaniose cutanée, les principes actifs des plantes médicinales utilisées par les Chimane (Alto Béni), à partir desquelles pourraient parfaitement être élaborés des produits industriels plus efficaces que les médicaments actuellement utilisés (Fournet, 1995). On constatera d'ailleurs qu'en réponse aux vœux de la *Central Obrera Boliviana* (COB), le gouvernement a accepté, en 1995, de créer une "Direction nationale de la médecine traditionnelle".

A l'inquiétante description statistique des déficiences de la couverture médicale en Bolivie, il convient donc d'apporter un correctif : ces statistiques ne se réfèrent qu'au système de soins de type occidental et l'on peut penser que nombre de Boliviens, en particulier les ruraux, s'estiment mieux protégés qu'on ne pourrait le croire, grâce à cette médecine traditionnelle à laquelle ils ont toujours largement recours.

Il va sans dire qu'une éventuelle amélioration du niveau de santé de la population ne relève pas uniquement de l'effort des médecins ni d'une densification des équipements de soins, car tout cela reste inutile tant que, par ailleurs, les populations vivent dans des conditions de salubrité et d'hygiène trop précaires. Réduire la mortalité infantile passe obligatoirement par un accès facile et quotidien des familles à l'eau potable et, de façon générale, à une service minimum d'assainissement.

Depuis une dizaine d'années, les progrès du pays sont manifestes en matière d'adduction d'eau : la proportion de la population ayant accès à l'eau potable est passée de 34 % en 1975-80 à 57 % en 1990-91 (PNUD, 1994, 1996) ; elle demeure cependant encore largement inférieure à la moyenne des pays en développement (70 %) comme à celle de l'Amérique latine (79 %). Mais, là aussi, les Boliviens souffrent d'une profonde inégalité selon qu'ils habitent la campagne ou la ville, puisque 78 % des citadins peuvent disposer d'eau potable, mais seulement 22 % des ruraux (PNUD, 1996) Encore faudrait-il pouvoir distinguer, en milieu rural, ce qui est petite ville ou bourg de moins de 2 000 habitants (lesquels ne sont pas considérés comme citadins) où l'adduction d'eau est généralement acquise, et ce qui est village ou communauté rurale. Dans ce dernier cas, la seule eau disponible est presque toujours celle de la source ou du puits quand ils ne tarissent pas, ou encore celle du *rio*, et même alors, écrit J. Laure (1988) à propos du village de Santa Rita (département du Béni), "*en saison sèche, il n'y a plus d'eau courante dans le ruisseau et les habitants doivent se contenter de l'eau stagnante et croupissante de mares résiduelles (curiche)*".

Il va sans dire qu'avoir accès à un système d'assainissement représente en Bolivie une exception plus rare encore ; ce n'est le "privilege" que de 35 % de la population en 1988-91 (PNUD, 1994), ce qui

exclut 4,9 millions de personnes, quand cette proportion est de 56 % dans l'ensemble des pays en développement et de 70 % dans ceux de l'ALC. Si l'on en croit les données du dernier recensement, les habitations disposant d'équipements sanitaires (tout-à-l'égout, fosse septique ou autre) ne sont en 1992 que 42,8 %, 62,9 % en milieu urbain, mais 17,5 % seulement en milieu rural. Il est évident qu'aussi longtemps que ne sera pas garantie cette salubrité minimale que procurent l'eau potable et des équipements sanitaires adéquats, l'état de santé des Boliviens restera des plus précaires.

c) Un accès à l'éducation et à la culture désormais incertain

Mais la pauvreté, on l'a vu, n'est pas seulement défaut de biens ou de confort matériels, elle est aussi impossibilité d'affronter le monde moderne faute des connaissances et de la culture nécessaires. A cet égard, la situation de la Bolivie est aujourd'hui particulièrement paradoxale. Voici presque un demi-siècle, la Révolution nationale (1952) ouvrait, pour la première fois dans l'histoire bolivienne, les portes des écoles au monde paysan. Entre 1950 et 1976, la proportion d'analphabètes diminua de 67,9 % à 37,3 %. Enfin libérés des servitudes coloniales (le *colonato*), *"les paysans sont aussi avides de connaissances qu'ils sont avides de terres et de libertés. Dès les lendemains de la révolution, on les voit s'organiser pour construire des écoles sur les anciens domaines d'haciendas et réclamer des instituteurs au ministère des Affaires paysannes qui prend alors en charge l'éducation en milieu rural ; un ministère très vite débordé par les demandes mais qui, néanmoins, augmente rapidement et considérablement le nombre des établissements, des enseignants et par conséquent des élèves"* (Lavaud, 1991). Les paysans devront cependant engager des instituteurs privés qui, en 1966, instruisaient encore le quart des élèves des campagnes.

En réalité, le pays comptait déjà des pédagogues de renom tel Franz Tamayo, et possédait aussi un passé prestigieux d'expériences pédagogiques, la plus connue étant celle de la communauté de Warisata (région d'Achacachi, au nord de La Paz) ; là fut réalisé, entre 1931 et 1940, grâce à quelques précurseurs trop tôt venus, un remarquable travail d'émancipation du paysan aymara par le biais d'une école rurale (dite *Escuela - Ayllu*) que les pouvoirs locaux, soucieux de maintenir leur domination, n'eurent de cesse que de détruire<sup>47</sup>. La Bolivie d'aujourd'hui hérite donc en la matière d'un capital d'expériences certain qui aurait pu lui permettre d'assurer de façon adaptée la formation des cadres nécessaires à son développement. Pourtant la réalité fut tout autre.

Bien que les statistiques de scolarisation puissent paraître relativement bonnes, comparées à la moyenne des pays sous-développés, là encore s'observe un certain décalage avec l'ensemble de l'Amérique latine (Tableau 32).

Tableau 32. L'alphabétisation en Bolivie (1992)

Taux d'alphabétisation des adultes			Taux d'alphabétisation (entre 15 et 19 ans)			Nombre moyen d'années d'études (1)		
Bolivie	ALC	PED	Bolivie	ALC	PED	Bolivie	ALC	PED
80,7	85,5	68,3	94	94	80	4,0	5,4	3,9

(1) Population de plus de 25 ans.

Source : Rapports annuels PNUD.

<sup>47</sup> Voir notamment à ce propos les ouvrages de Carlos Salazar.

La progression fut cependant réelle, puisqu'en 1950 seulement 32 % des adultes étaient alphabétisés, en 1970 57 %, en 1976 63 %, en 1985 73 % et en 1992 80,7 %. Restent cependant aujourd'hui 20 % d'adultes analphabètes et même, selon le ministère de l'Education, 35 % d'analphabètes "fonctionnels", c'est-à-dire incapables de lire et d'écrire correctement. L'élan acquis lors de la période post-révolutionnaire s'est perdu et beaucoup d'efforts devront à nouveau être déployés pour retrouver la situation antérieure, puis la dépasser.

Il demeure alarmant de constater que, dans les campagnes, plus du tiers des habitants et la moitié des femmes sont encore analphabètes (Tableau 33). Les départements comptant la plus forte proportion de population rurale (Pando, Chuquisaca, Potosí, Cochabamba, Tarija) sont aussi ceux qui comptent le plus fort taux d'analphabétisme.

Tableau 33. Evolution des taux d'analphabétisme en Bolivie (1976 - 1992)

	1976			1992		
	Pop.urbaine	Pop.rurale	Ensemble	Pop.urbaine	Pop.rurale	Ensemble
Hommes	6,2	37,3	24,2	3,8	23,1	11,8
Femmes	23,3	68,5	48,6	15,5	49,9	27,7
Ensemble	15,6	53,2	36,8	8,9	36,5	20,0

Source : INE, 1993.

Les problèmes actuels sont, d'une part, la désertion et la marginalisation scolaires, d'autre part, la sous-scolarisation féminine, l'une et l'autre présentant une particulière acuité en milieu rural. Le taux d'abandon dans l'enseignement primaire est élevé : 53 % en 1985-87 (PNUD, 1991), contre seulement 44 % dans les PED ; bien que la durée théorique de la scolarité obligatoire soit de 8 ans, le nombre moyen d'années d'études n'est que de 4 ans (3 ans pour les femmes et 5 ans pour les hommes). En 1990 encore, moins de la moitié des élèves (44 %) entrés dans l'enseignement ont achevé leurs études primaires (PNUD, 1994) ; ces proportions signifient qu'en réalité une forte proportion de la population est incapable d'utiliser et d'écrire couramment la langue espagnole.

Tout cela contribue à expliquer certaines statistiques relatives à la communication en Bolivie. Ainsi ne compte-t-on en 1990 qu'une moyenne de 5,6 quotidiens circulant pour 100 habitants contre 9,5 en Amérique latine et Caraïbes, ou encore 0,9 lettre postée pour 100 000 habitants contre 19,4 dans l'ensemble du sous-continent (PNUD, 1994). La lecture et l'écriture ne sont décidément pas encore entrées dans les habitudes boliviennes, mais l'analphabétisme n'est pas seul en cause : livres et journaux sont beaucoup trop onéreux pour la majorité de la population, même celle des villes, et le service de la poste ne se charge que d'une partie du courrier : on préfère en effet confier sa lettre au chauffeur de la "flota" (autobus inter-provincial) plutôt qu'à une administration dont les services sont jugés chers et peu sûrs.

Le fait est, néanmoins, qu'une partie des enfants échappent totalement à l'obligation scolaire. Au niveau national, cette situation concerne 16 % des enfants en âge de scolarité primaire, 9 % en milieu urbain et 25 % en milieu rural, ce qui est considérable (Tableau 34).

Tableau 34. Marginalisation scolaire des enfants de 6 à 14 ans (en pourcentage)

Milieu urbain			Milieu rural			Ensemble		
Garçons	Filles	Ensemble	Garçons	Filles	Ensemble	Garçons	Filles	Ensemble
8,4	9,9	9,1	21,9	28,4	25,1	14,4	17,9	16,1

Source : INE, 1993.

Mais là encore se marque une profonde sous-scolarisation des filles : en zone rurale, 28 % d'entre elles ne reçoivent aucun rudiment de lecture ni d'écriture, tandis qu'en ville la fréquentation de l'école est pratiquement la même pour filles et garçons. Quant à l'enseignement secondaire, il ne touche que 13 % des enfants<sup>48</sup>.

Les raisons fondamentales du retard de la scolarisation féminine, spécialement dans les campagnes, sont ici les mêmes que dans la plupart des pays pauvres : l'incorporation au travail des champs (en particulier la garde des troupeaux) à un âge plus jeune que pour les garçons, et le soin des jeunes frères et soeurs que les filles doivent assumer parfois très tôt de façon à alléger le travail de leur mère. Nul doute que l'on touche ici au vaste problème de la place et du rôle de la femme dans la société rurale bolivienne.

Un autre problème, non moins déterminant, est celui de l'échec du système scolaire, ou plutôt celui de la non-adaptation d'un système marqué par la culture occidentale à une société qui ne l'est pas ou si peu. Le phénomène ne saurait s'expliquer uniquement par "*des raisons de caractère structurel liées à la forte dispersion de la population, (...) l'absence de chemins et de moyens de transport adéquats qui permettraient de surmonter le problème de cette dispersion*" (Morales et al.). La question de fond est de savoir si la société concernée doit s'adapter au système pour en sortir nécessairement transformée (modernisée ?), ou si c'est le système qui doit s'adapter à la société pour répondre à ses demandes spécifiques. A cet égard, le riche passé d'expériences pédagogiques que possède la Bolivie n'a malheureusement pas été mis à profit.

Il n'est pas sans intérêt de constater que les paysans boliviens sont bien conscients de ce problème qu'ils expriment à leur façon. Selon une enquête réalisée en 1987 et couvrant l'ensemble du milieu rural (Urioste, 1989-b), "*l'une des causes principales (de l'analphabétisme) est [à leur avis] que l'éducation officielle bolivienne ne reconnaît pas les différences culturelles existant dans le pays et délivre de façon homogène un enseignement en espagnol. Ce fait est considéré comme l'une des conséquences les plus négatives de la colonisation espagnole, mais aussi, dans certains cas, comme le résultat d'une volonté des "nouveaux maîtres" (i.e. le pouvoir créole) de maintenir les paysans dans l'ignorance*".

Faut-il croire que le message a enfin été entendu ? Deux des principales réformes que le gouvernement Sanchez de Lozada (1993-1997) a mis en oeuvre consistent en une "Loi de réforme éducative" et une "Loi de participation populaire", l'une et l'autre étroitement liées. Dans le domaine de l'éducation, les dispositions de la loi promulguée en juillet 1994 et applicable dès 1996, s'inspirent d'expériences menées depuis 1989 sous l'égide de l'UNICEF<sup>49</sup>. Elles ont été précédées de recherches menées notamment par le CEBIAE (*Centro Boliviano de Investigación y Acción Educativas*) et aussi d'actions

<sup>48</sup> Selon le *Censo educativo (Informe R, n° 311, juin 1995)*.

<sup>49</sup> *Informe R, n° 307, avril 1995*.

de terrain telles celle du SENALEP (*Servicio Nacional de Alfabetización y Educación Popular*) créé par le gouvernement de l'UDP et supprimé en 1989<sup>50</sup>, ou celle qui, à Amarété (nord du département de La Paz), confie l'alphabétisation en quechua à des promoteurs (et promotrices) ruraux, ou encore celle de l'alphabétisation en guarani réalisée par le CIPCA (*Centro de Investigación y Promoción del Campesinado*) depuis 1990<sup>51</sup>.

Malheureusement préparée sans véritable concertation avec les intéressés (d'où une opposition assez systématique des syndicats d'enseignants), la réforme vise à faire participer activement la communauté rurale, enfin reconnue comme entité juridique dénommée "Organisation territoriale de base" (OTB), aux processus d'enseignement-apprentissage. Dans ce but, la réforme introduit officiellement une possibilité d'alphabétisation dans la langue maternelle de l'enfant, aymara, quechua, guarani, ou encore "multi-ethnique" là où plusieurs langues locales sont pratiquées. Symbole des changements envisagés, le gouvernement a fondé, en juillet 1994 dans le Béni, la première "école normale interculturelle bilingue" où devraient être pratiquées les dix-sept langues principales de l'Amazonie bolivienne<sup>52</sup>.

Le projet n'en n'est donc qu'à ses débuts et les difficultés d'application sont nombreuses, à commencer par le manque de personnel compétent capable de le mettre localement en oeuvre, notamment en ce qui concerne l'enseignement bilingue. Mal formés, mal payés et donc instables dans leur poste et souvent obligés à doubler leurs heures d'enseignement pour vivre décemment, les maîtres ont, pour beaucoup d'entre eux, renoncé à s'intéresser au rôle qui aurait dû être le leur et, en milieu rural, certains ont même parfois déserté leur école. La réforme envisagée voudrait qu'ils reçoivent une formation plus adaptée au monde rural et dispensent un enseignement moins formel, tous changements qui suscitent d'après résistances. Elle n'est pas non plus exempte d'ambiguïtés dans la mesure où elle correspond aussi à la volonté des dirigeants boliviens de se décharger sur les nouveaux municipes de la gestion des équipements et des services d'éducation et de santé, en vertu de l'idéologie néolibérale qui les guide depuis 1985.

## Conclusion

On ne peut certes suivre les organismes financiers internationaux lorsqu'ils affirment l'existence d'une relation directe quasi mécanique entre le niveau d'éducation d'une population et son niveau de revenu ; c'est occulter que cette relation passe par la création d'emplois. Même qualifiés, les chômeurs sont toujours des chômeurs : "*La formation est un complément nécessaire à une stratégie de création d'emplois, mais ne saurait s'y substituer*" (I. Sachs, 1996). En l'absence d'une telle politique, le seul résultat d'une éducation mieux partagée est celui de provoquer chez les pauvres une meilleure prise de conscience des réalités de leur situation et de faciliter une mobilisation pour y faire face, espoir pour les uns et menace pour les autres.

Dans l'attente des résultats de ces réformes qui se heurtent à bien des habitudes et des intérêts, et en admettant qu'elles soient les bonnes, l'écart qui sépare la Bolivie d'un développement social que l'on voudrait égal à celui de l'Occident ou, à tout le moins, égal à celui des pays voisins, ne se comble que très lentement. A trente ans d'intervalle, les données du PNUD montrent que l'on est encore loin du

---

<sup>50</sup> Informe R. n° 341, septembre 1996.

<sup>51</sup> Informe R. n° 346, décembre 1996.

<sup>52</sup> Informe R. n° 292, juillet 1994.

compte malgré les progrès réalisés et que, pour reprendre l'expression de Rudel, le meilleur élève du FMI reste cependant le dernier de la classe latino-américaine (Tableau 35).

Tableau 35. Les écarts de la Bolivie et des pays de l'ALC avec les pays du Nord.  
(100 = pays du Nord)

Indicateurs	Espérance de vie		Alphabétis. des adultes		Apport calorique/jour		Accès eau potable		Taux mortalité < 5 ans		
	Années	1960	1993	1970	1993	1965	1992	1975	1988	1960	1994
Bolivie		62	80	62	85	62	67	34	57	16	16
ALC		80	92	78	90	82	88	60	79	30	49

Sources : Rapports PNUD, 1994, 1995, 1996.

Si de réels progrès ont été faits concernant l'espérance de vie à la naissance et l'alphabetisation des adultes, l'indicateur d'accès à l'eau potable reste bien en deçà des performances latino-américaines et, fait plus grave encore, celui de l'apport calorique n'a que fort peu progressé. Or on sait que le rôle des apports énergétiques est essentiel pour assurer un développement normal de l'enfant. Enfin, toutes ces statistiques se résument dans la dernière du tableau, logique, et désespérante : rien n'a changé en trente ans pour ce qui concerne la mortalité des jeunes enfants.

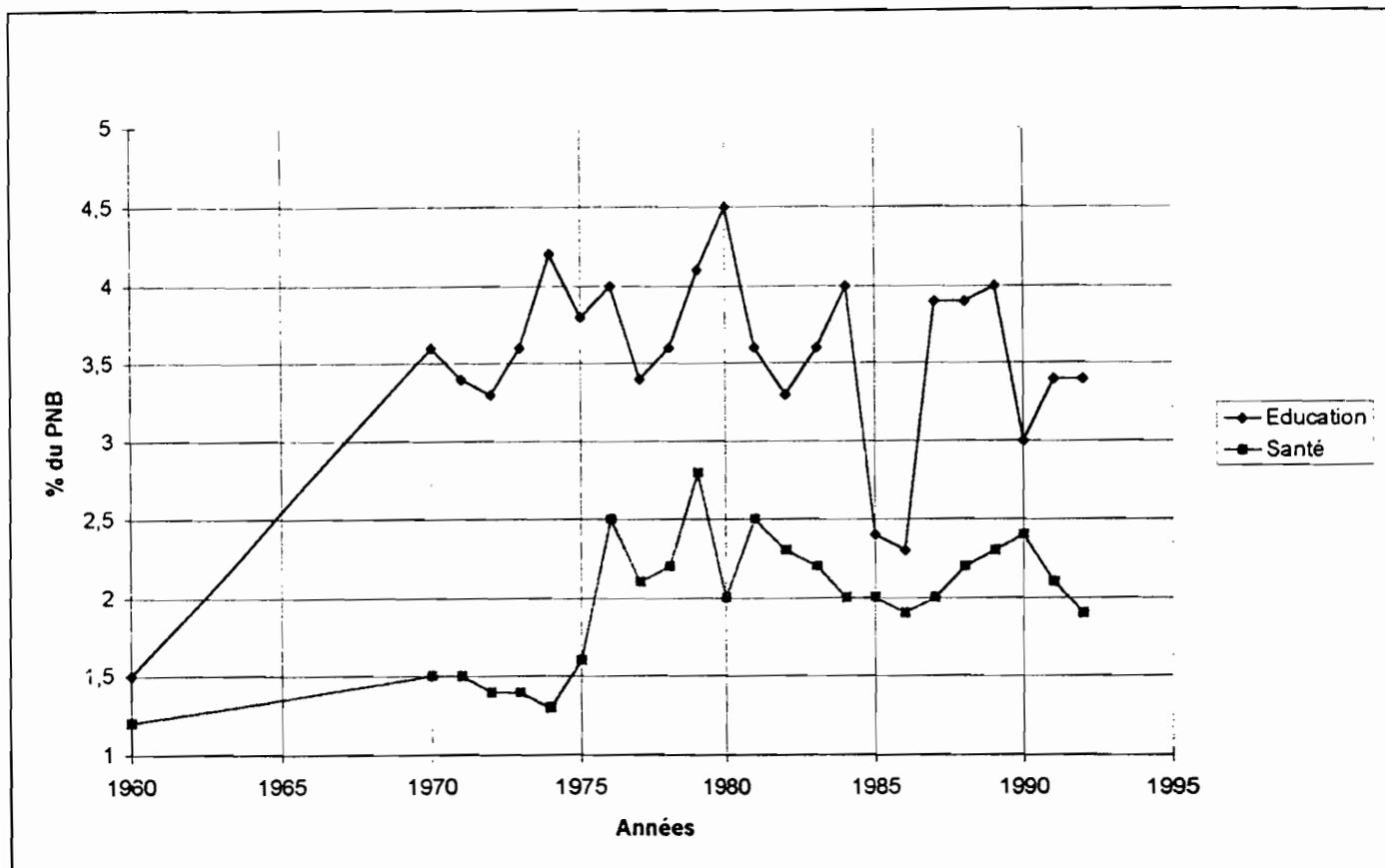
Les situations déplorables, brièvement décrites ici, ne sont pas le fruit du hasard ni d'une malchance particulière dont le pays serait victime. Elles ne font que refléter l'absence, tacite durant des décennies, ouvertement programmée depuis 1985, de toute volonté des pouvoirs publics de doter le pays, et singulièrement le monde rural, en équipements et infrastructures indispensables à son développement social ; "providentiellement", le néolibéralisme dominant vient apporter l'idéologie qui manquait pour une justification théorique de cette pratique bien ancienne.

Depuis vingt ans les dépenses publiques en éducation oscillent régulièrement autour de 3,5 % du PNB (3 % en 1990) et celles relatives à la santé autour de 2,5 % (Figure 11), soit quelque 6 % pour l'ensemble<sup>53</sup>. On mesure le chemin qui reste à parcourir pour que se concrétise ici "l'Initiative 20-20" lancée par différents organismes des Nations-Unies<sup>54</sup>. La chute enregistrée par cette catégorie de dépenses dans les années 1985-1986, celles de la mise en place de l'ajustement structurel, a été considérable, et on remarque la faiblesse de leur niveau dans la décennie 1990, conformément à la volonté du gouvernement de se démettre de ces services. Seul l'intermède du début des années 80 avait marqué une légère hausse, allant jusqu'à 4,5 % du PNB pour l'éducation en 1980 et jusqu'à 2,8 % pour la santé en 1979, mais la progression fut de courte durée.

<sup>53</sup> A titre de comparaison, les dépenses publiques de santé en France représentaient 9,1 % du PIB en 1991 et celles de l'enseignement 5,4 % (PNUD, 1995). En outre, 90 à 95 % des dépenses de santé sont, en Bolivie, destinées aux salaires du personnel (*Informe R*, n° 218, mai 1991). Observons qu'en cette matière aussi la Bolivie suit de près le modèle chilien : dans ce pays, les dépenses publiques de santé ne représentaient que 2,5 % du PIB en 1995 (*Le Monde diplomatique*, n° 516, mars 1997).

<sup>54</sup> Ce programme lancé par le PNUD, l'UNESCO, l'UNICEF, le FNUAP et l'OMS et soutenu par le Sommet mondial sur le développement social, propose que 20 % de l'aide et 20 % du budget des pays en développement soient réservés aux services sociaux de base (PNUD, 1996).

Figure 11. Evolution des dépenses publiques pour l'éducation et la santé, en pourcentage du PNB



N.B. : Pour 1960, données du PNUD (1992). Pour 1986, le PNUD (1991) donne 2,9 % pour l'enseignement et 0,4 % pour la santé ; pour 1987, 3,3 % pour la santé (1992) et pour 1990, respectivement 3,0 % et 2,4 % du PNB (1992). Pour 1991 et 1992, estimations.

Source : Morales, 1992.

Il est fréquent d'entendre les étrangers de passage en Bolivie s'étonner de l'apparente passivité du peuple bolivien face à cet appauvrissement sciemment organisé par ses dirigeants, et l'attribuer au fatalisme "naturel" des populations indiennes ou, au contraire, prédire à brève échéance des mouvements de révolte, voire un cataclysme social. C'est mal connaître l'importance des forces de répression qui veillent au respect de l'ordre établi, mais c'est surtout mal connaître l'histoire récente vécue par les générations contemporaines. Si rien ne se produit, si même les "émeutes de la faim" observées ailleurs n'ont pas lieu en Bolivie, c'est que le souvenir est encore trop récent des expériences économiques malheureuses tentées par le bref passage de la gauche au pouvoir : "dé-dollarisation" qui a ruiné les petites gens en réduisant à néant leurs économies patiemment accumulées en dollars soudain devenus non-convertibles, puis inflation monstrueuse qui a mis en péril la survie quotidienne de chaque famille. Le souvenir des paniques ainsi provoquées est encore dans toutes les mémoires, ravivé si besoin en est par les pouvoirs en place, ce qui explique la relative facilité avec laquelle les néolibéraux ont pu faire accepter leurs décisions à ceux qui ont vécu cette période. Passée cette génération, on peut aisément prévoir que resurgiront et se réorganiseront les forces de contestation.

Cependant aucun dirigeant n'a le front de mettre en doute la situation d'extrême pauvreté de la majorité de la population bolivienne ; longtemps passée sous silence, cette pauvreté ne peut plus l'être aujourd'hui et fait désormais obligatoirement partie du discours officiel sur le pays. La "lutte contre la pauvreté" est partout à l'ordre du jour.

Mais s'agit-il réellement d'une lutte, laquelle impliquerait une réelle volonté d'en venir à bout ? Les organismes financiers internationaux, qui sont les principaux décideurs dans ce pays, préconisent un "filet de sécurité" pour éviter que les pauvres ne s'enfoncent encore davantage dans la pauvreté, filet constitué d'aides diverses s'adressant à des populations "ciblées" et donnant un "visage social" à l'ajustement structurel. La Bolivie, de la même façon que le Ghana ou Madagascar, a fait l'expérience de ce type de "filet" pour les pauvres, censé amortir les conséquences de l'ajustement : ce fut le Fond social d'urgence - FSE (*Fondo Social de Emergencia*), devenu ensuite FIS (*Fondo de Inversión Social*), grâce auxquels furent réalisés diverses activités sociales ainsi que des travaux d'infrastructure par des entreprises privées. Outre le fait que les ressources extérieures mobilisées à cet effet étaient placées sous la seule responsabilité du président de la République, porte ouverte à toutes les manipulations, le résultat "social" recherché apparaît des plus mitigés : de l'aveu même de la Banque mondiale (1990) "*moins de la moitié des personnes engagées appartenaient aux 40 % les plus pauvres des ménages boliviens*". Détournement de fait donc, mais il ne s'agissait de toute façon que de soulager un peu les plus pauvres par des actions à court terme, nullement de réduire leur nombre et moins encore d'éradiquer la pauvreté.

Quant à l'ajustement lui-même, son bien-fondé ne s'en trouve nullement remis en cause dans l'esprit des dirigeants, l'argument décisif de la Banque mondiale étant que la pauvreté existait en Bolivie bien avant l'adoption de celui-ci ; on peut estimer que, pour le moins, les mesures prises ne l'ont pas réduite, mais leur objectif n'était pas celui-là : il s'agissait seulement de rétablir les équilibres macro-économiques, le reste devant suivre en quelque sorte naturellement.

En milieu rural, cette pauvreté n'est certes pas nouvelle, ce qui a changé, c'est qu'il n'est désormais plus possible de faire l'impasse sur son existence, qu'il s'agisse des paysans ou des salariés agricoles ; même dans des milieux aussi fermés et "protégés" que celui des grands domaines agricoles de l'Orient, des rapports commencent à mettre au grand jour les conditions de vie des ouvriers des plantations de coton, de tournesol ou de soja qui demeurent celles du servage<sup>55</sup>. En milieu urbain, la crise est celle de la diminution du revenu monétaire, à la mesure de la suppression des emplois et du gel des salaires qui font que, depuis 1985, la classe moyenne se trouve également menacée par une insécurité du lendemain qu'elle croyait jusque là réservée aux pauvres.

Face au mécontentement populaire, les gouvernements boliviens successifs ont donc bien dû admettre, à la suite des bailleurs de fonds, qu'il fallait ajouter un "volet social" à l'ajustement et passer du "techno-libéralisme" au "libéralisme social" (Lautier, 1995). En Bolivie comme en d'autres pays d'Amérique latine, on voit donc l'Etat reconnaître désormais les failles du système et intervenir dans le domaine social pour tenter d'y pallier. C'est là la justification des récents projets de loi (capitalisation, participation populaire, réforme de l'enseignement), lesquelles sont imposées sans véritable débat "pour

---

<sup>55</sup> Cf. le rapport établi en 1995 par une commission constituée de délégués de la *Central Obrera Departamental de Santa Cruz*, la *Oficina de Asistencia Social de la Iglesia* et la *Federación Sindical de Trabajadores Cosechadores de Algodón* (*Informe R*, n° 318, septembre 1995).

le bien du peuple". Il ne s'agit nullement de chercher à remettre en place une sorte d'Etat-providence qui n'a d'ailleurs existé ici que pour quelques privilégiés, mais bien d'assurer une certaine régulation de la pauvreté et d'éviter ainsi des "désordres" sociaux qui menaceraient le système économique actuel. Le "filet de sécurité" ne vise donc pas seulement la survie des pauvres...

Parallèlement à ce "volet social assistancialiste" se déploie dans le pays un autre volet, celui de la répression. Cet autre aspect de la politique bolivienne a pour cible non seulement tous ceux qui contestent l'ordre néolibéral établi depuis plus de dix ans, mais aussi ceux qui pensaient échapper à ses conséquences et trouver une sortie à leur pauvreté du côté de l'économie souterraine, celle de la cocaïne. Mais la répression touche essentiellement, on l'a vu, les planteurs de coca, ceux qui, dans la chaîne de production de la drogue, sont les moins protégés, et qui en profitent le moins.

La réponse de l'Etat à la situation de pauvreté du pays est donc double, assistancialiste et autoritaire, et de toute façon fait l'impasse sur l'opinion des intéressés : donner la parole au peuple reste une entreprise réputée dangereuse, même en démocratie, ce qui tend à montrer que les forces au pouvoir ont bien peu de points communs avec les populations qu'elles gouvernent.

## CHAPITRE 4

### ALIMENTATION ET MALNUTRITION

#### L'acuité d'un problème persistant

Pays pauvre et sous-équipé, particulièrement en milieu rural, la Bolivie n'échappe pas à un inquiétant problème nutritionnel qui demeure, hélas, l'une de ses particularités parmi les pays sud-américains. Révélatrice des situations de pauvreté, la dénutrition, et particulièrement celle qui atteint la population infantile, en est aussi la conséquence première, la plus dramatique et, à juste titre, la plus médiatisée. A cause des séquelles souvent irréversibles qu'elle entraîne, elle constitue un fléau dont l'éradication devrait mobiliser toutes les forces.

#### 1. L'état nutritionnel des enfants

Selon la définition de l'OMS (1983), la malnutrition est un "*état pathologique résultant de la carence ou de l'excès, relatif ou absolu, d'un ou plusieurs nutriments essentiels, que cet état se manifeste cliniquement ou ne soit décelable que par des analyses biochimiques, anthropométriques ou physiologiques*"<sup>1</sup>. Le terme demeure donc relativement imprécis en ce sens qu'il s'applique aussi bien à des situations de surcharge que de carence.

##### a) Définitions et mesures

Cette définition, relativement ancienne et probablement empruntée directement à l'anglais, ne permet pas de mettre à profit l'existence, dans la langue française, de deux mots, parfois utilisés indifféremment l'un pour l'autre, mais qui présentent en réalité des sens différents intéressants à distinguer et à mettre en valeur : dénutrition et malnutrition.

Le mot dénutrition s'applique à un "*état pathologique d'un tissu ou d'un organisme vivant chez lequel la désassimilation l'emporte sur l'assimilation*", ce que l'OMS semble donc inclure dans la malnutrition<sup>2</sup>. La malnutrition, par contre, consiste en un "*défaut d'adaptation de l'alimentation aux conditions de vie d'un individu, d'une population*" et désigne également un "*déséquilibre alimentaire*". Les lignes qui suivent tenteront de décrire l'état nutritionnel des enfants en Bolivie et l'ampleur de leur dénutrition, mais aussi d'en considérer l'une des causes, la malnutrition qui consiste donc en une insuffisance ou en un déséquilibre de l'apport en énergie ou en nutriments<sup>3</sup>.

L'état nutritionnel des enfants est généralement apprécié, en Bolivie, par des mesures anthropométriques permettant de calculer soit la relation taille / âge qui indique une éventuelle

<sup>1</sup> OMS : *Mesuring change in nutritional status*, Genève, 1983, cit. Garenne *et al.*, 1989.

<sup>2</sup> Ces définitions sont empruntées au Petit Larousse illustré, 1997. Le Nouveau Petit Robert (1993) donne également des définitions distinctes pour les deux mots, assez proches de celles du Larousse : La dénutrition est un "*ensemble de troubles caractérisant une insuffisance, une carence importante d'éléments nutritifs, avec prédominance de la désassimilation sur l'assimilation*" ; la malnutrition est un "*mauvais état dû à une alimentation mal équilibrée en quantité, en qualité, ou à une carence métabolique*". Le premier terme est relativement ancien dans la langue française (1859), le second très récent (1956).

<sup>3</sup> A l'inverse, la malnutrition peut aussi consister en un excès de l'apport énergétique ou nutritionnel qui se traduit par une surcharge pondérale, ou obésité. Bien qu'elle n'y soit pas inconnue, celle-ci ne constitue pas en Bolivie un problème de santé publique et ne sera donc pas considérée ici.

dénutrition chronique dite *stunting*, soit la relation poids / taille (indicateur de Waterlow) qui révèle la dénutrition actuelle ou sévère (ou encore aiguë) dite *wasting*, soit la relation poids / âge (indicateur de Gomez) qui est un témoin plus global de l'état nutritionnel ; les résultats obtenus sont ensuite exprimés en écarts-types par rapport aux normes NCHS (*National Center for Health Statistics* des Etats-Unis) que l'OMS recommande de prendre comme références. Il est certes aussi possible de mettre en évidence les carences nutritionnelles par des méthodes cliniques variées, mais les nutritionnistes estiment finalement que "*l'anthropométrie, sensible, facile et pas chère, est la méthode la plus appropriée, en santé publique, pour [les] dépister...*" (Froment, 1992).

Ces instruments de mesure sont cependant sujets à diverses critiques. D'une part, on observe que, même ainsi estimé, "*l'état nutritionnel reste un concept abstrait ... l'évaluation complète de l'état nutritionnel implique l'information sur ses trois composantes (le muscle, la taille et le pli cutané). Les indicateurs poids / âge et / ou poids / taille ne peuvent que partiellement décrire l'état nutritionnel*" (van Loon, Vlietinck, 1989). D'autres méthodes de détection de la dénutrition infantile sont donc possibles et peut-être plus faciles à utiliser ; ainsi, à la suite d'une série d'études au Bangladesh, Briend (1989), écrit : "*Nous concluons donc jusqu'à preuve du contraire que la mesure fréquente du tour de bras est l'approche de choix à recommander pour détecter rapidement les enfants ayant un haut risque de décès ... Une enquête pilote utilisant la mesure mensuelle du périmètre brachial a montré que cette technique était supérieure aux approches plus complexes qui avaient été proposées jusqu'à présent pour estimer le risque de décès*". Mais parallèlement, d'autres spécialistes préconisent l'utilisation d'un indicateur proposé par Kanawati et McLaren, celui du rapport périmètre brachial / périmètre crânien qui a l'avantage d'être simple à établir, de ne nécessiter aucun appareillage sophistiqué, et d'être indépendant du sexe, de l'âge et de l'ethnie de l'enfant (Robillard *et al.*, 1989). Cet indicateur n'est cependant utilisable que pour les enfants de moins de deux ans.

Un autre sujet de discussion est la référence obligatoire aux normes NCHS que certains considèrent inadaptées hors des Etats-Unis ou du monde occidental : "*Etant donné que les enfants de 0 à 5 ans dans différentes écologies grandissent d'une façon distincte, il est illusoire d'utiliser les tables du NCHS pour sélectionner les enfants à risque dans leur écologie*" (van Loon, 1989). Pour d'autres, au contraire, une telle référence ne semble pas faire problème : "*L'application de références anthropométriques nord-américaines aux pays en voie de développement pour la mesure de l'état nutritionnel fait encore régulièrement l'objet de discussions et de critiques. Sur la base des résultats de cette étude, il apparaît que les différences anthropométriques liées à l'appartenance à une race ou à un groupe ethnique sont négligeables par rapport à celles qui sont imputables aux conditions de l'environnement*" (Tchibindat *et al.*, 1989). Des tables de référence établies dans certains pays du tiers monde, telles celles de Cuba, sont en réalité très proches de celles du NCHS jusqu'à l'âge de la puberté. Une étude réalisée en Bolivie (Daza, Reynoso, 1980) va dans le même sens, démontrant que la croissance des enfants boliviens appartenant aux classes urbaines moyennes et riches est similaire à celle des enfants nord-américains jusqu'aux âges de 11 ans pour les garçons et de 13 ans pour les filles, mais qu'elle est moindre ensuite ; des différences de poids et de taille s'observent cependant entre les trois villes retenues (La Paz, Cochabamba et Santa Cruz) que les auteurs imputent aux "facteurs géographiques".

Enfin, un autre débat concerne les seuils au-dessous desquels il faut admettre la réalité de la dénutrition. "Il y a deux niveaux d'analyse dans la définition du niveau de la malnutrition [dénutrition, selon notre définition] : le niveau individuel où l'on voudrait pouvoir dire si tel individu est malnutri ou pas, et le niveau collectif où l'on voudrait estimer la prévalence de la malnutrition dans une population (...) Quelle que soit la méthodologie retenue, il faut fixer un seuil sur un critère soit anthropométrique, soit biologique, au-dessous duquel on dit que l'individu est classé comme malnutri. Ce seuil a toujours quelque chose d'arbitraire, comme toutes les règles de décision" (Garenne *et al.*, *o. c.*). Les seuils les plus utilisés sont : moins de 80 % du poids normal pour l'âge considéré, et, plus souvent, au moins deux écarts-types au-dessous de la médiane du rapport poids / âge, poids / taille ou taille / âge de la population de référence. On parle alors de risque (au sens statistique du terme) de dénutrition et de risque de dénutrition grave au-dessous de trois écarts-types.

Les estimations retiennent généralement, pour mesurer la dénutrition, l'indicateur poids / âge (dénutrition globale) qui signale un état durable de l'enfant, et distinguent donc deux types de dénutrition, l'une modérée, qui correspond à la population située statistiquement au-dessous de moins deux écarts-types par rapport aux normes en vigueur, l'autre sévère ou grave (dite encore actuelle ou aiguë) au-dessous de trois écarts-types. Sur cette base, la Banque mondiale (1996) donne pour la Bolivie un taux de prévalence de dénutrition totale (i.e. modérée et sévère), pour les enfants de moins de 5 ans, de 13 % (période 1988-1995), tandis que, selon le PNUD (1996), 172 000 enfants de cette tranche d'âges seraient dénutris (période 1990-95), soit une prévalence de 18 % si on rapporte le chiffre au groupe d'âge correspondant.

Toujours selon cet indicateur poids / âge, le ministère bolivien de la Santé (SVEN - *Sistema de Vigilancia Epidemiológica Nutricional*) évalue le taux national de prévalence totale (population de moins de 5 ans située au-dessous de moins 2 écarts-types) à 11,6 % en 1993 (Tableau 36)<sup>4</sup>, le taux de dénutrition modérée étant de 9,4 % et celui de dénutrition sévère de 2,2 % (échantillon de 815 817 enfants représentant environ le tiers de cette tranche d'âge). Une enquête de l'INE (1994) aboutit à un taux plus élevé : 15,7 %, mais ne porte que sur les enfants de moins de 3 ans (3 à 35 mois).

De son côté, l'UNICEF estime que 10,7 % des enfants âgés de 3 à 6 mois présentent déjà une dénutrition modérée et 2,6 % une dénutrition grave, soit une prévalence totale de 13,3 %<sup>5</sup>, cela en dépit d'un allaitement maternel prolongé qui demeure la règle générale dans le pays<sup>6</sup>. Enfin l'INE, dans sa dernière enquête nationale de démographie et santé (ENDSA, 1994) évalue le taux de dénutrition chronique (relation taille / âge) à 28,3 % chez les enfants de moins de trois ans.

---

<sup>4</sup> Des taux de prévalence totale beaucoup plus alarmants sont souvent avancés (une moyenne de 37,4 % pour la Bolivie selon la source citée). Ils résultent d'un classement abusif des enfants situés au-dessous de  $-1\sigma$  dans une catégorie dite de "dénutrition légère".

<sup>5</sup> *Informe R*, n° 308, avril 1995.

<sup>6</sup> Selon l'INE (1994), 96 % des enfants sont nourris au sein et 30 % le sont encore à l'âge de deux ans.

Tableau 36. Prévalence de la dénutrition des enfants de moins de 5 ans, par département selon l'indicateur poids / âge<sup>7</sup>

Départements	Dénutrition modérée (- 2 $\sigma$ )	Dénutrition sévère (- 3 $\sigma$ )	Prévalence totale
La Paz	8,0	1,6	9,6
Oruro	6,9	1,4	8,3
Potosí	12,7	3,0	15,7
Cochabamba	9,3	2,5	11,8
Chuquisaca	11,6	2,7	14,3
Tarija	6,7	1,5	8,2
Santa Cruz	6,3	1,7	8,0
Béni	7,1	2,0	9,1
Pando	5,5	1,2	6,7
Bolivie	9,4	2,2	11,6

Source : SVEN, 1993.

Quoi qu'il en soit de l'indicateur "idéal" et des seuils retenus, les résultats demeurent suffisamment concordants pour qu'il soit plausible de considérer, de façon minimale, qu'en Bolivie plus de 10 % des enfants de moins de cinq ans présentent les signes de dénutrition actuelle ou passée.

Il faut donc conclure à l'existence d'une fort mauvaise situation nutritionnelle dans le pays, même si l'on ne dispose pas de toute la batterie d'indicateurs qui serait nécessaire pour appréhender totalement le phénomène : mesures anthropométriques non seulement des enfants mais aussi des adultes, résultats cliniques et consommation alimentaire au niveau national. Seul cet ensemble permettrait de bien saisir la situation actuelle et l'histoire alimentaire et nutritionnelle de la population et surtout de proposer des solutions en toute connaissance de cause.

#### b) Les inégalités géographiques

La répartition géographique de cette dénutrition est cependant très contrastée et varie du simple au double selon les grandes régions et selon les départements.

L'Altiplano apparaît en ce domaine comme la zone la plus critique. Ainsi, le taux de dénutrition chronique moyen (taille / âge) des enfants de 3 à 35 mois, estimé à 28,3 % au niveau national (INE, 1994), atteint 33,3 % sur l'Altiplano, les Vallées se situant au niveau de la moyenne (29,9 %) tandis que l'Oriente présente la prévalence la plus faible : 18,2 % (Fig. 12).

Les départements les plus affectés sont ceux d'Oruro (prévalence : 37,5 %), de Chuquisaca (33,9 %) et de Potosí (33,2 %) ; les trois départements amazoniens offrent les valeurs les plus basses (Santa Cruz : 16,2 %, Béni-Pando : 28,4 %), de même que Tarija dans les Vallées (21,9 %) ; sur l'Altiplano, le département de La Paz (32,5 %) se place sensiblement au-dessus de

<sup>7</sup> Le ministère de la Santé a choisi de s'en tenir à cet indicateur qui, par son caractère composite, synthétise assez bien les résultats donnés par les deux autres, car, selon Rocabado *et al.* (1986), il détecte une grande partie des enfants présentant une dénutrition aiguë et presque tous les dénutris graves.

la moyenne nationale (28,3 %). La coïncidence globale avec la distribution spatiale de la mortalité infantile est frappante et s'explique aisément, la dénutrition étant, directement ou indirectement, le facteur principal de la mortalité infantile, au point que, selon certains auteurs, cette dernière pourrait constituer un critère de dénutrition (Garenne *et al.*, *o. c.*, 1989).

Que l'on choisisse l'un ou l'autre indicateur, la distribution géographique de la dénutrition reste pratiquement la même, soulignant la gravité du problème dans les départements de Potosí, Oruro, Chuquisaca, Cochabamba et même La Paz.

Faut-il, pour rendre compte de cette distribution géographique, retenir l'hypothèse, non démontrée, du rôle joué dans la dénutrition par l'altitude, soit que celle-ci contraigne les populations de l'Altiplano et des hautes vallées à une dépense énergétique accrue (au détriment de leur état nutritionnel), soit qu'elle réduise l'assimilation des apports nutritionnels ? Vérifier l'hypothèse supposerait des recherches sur les populations urbaines autant que rurales, riches autant que pauvres, et aussi dans d'autres pays que la Bolivie. Même si sa vraisemblance ne doit pas être écartée a priori, la conjonction des deux chaînes de causalité habituellement retenues pour la dénutrition (Béghin, 1979), celle de l'alimentation et celle de l'état de santé, semble amplement suffire à expliquer la situation bolivienne.

#### c) Quelle évolution ?

Il n'est pas toujours aisé de déceler, à partir des informations existantes, dans quel sens évolue cette situation de dénutrition. Le thème est, de plus, fortement marqué idéologiquement, les opposants à la politique néolibérale soutenant que la dénutrition s'est aggravée depuis 1985, tandis que les gouvernants estiment qu'elle est en recul grâce aux actions déployées avec l'aide internationale.

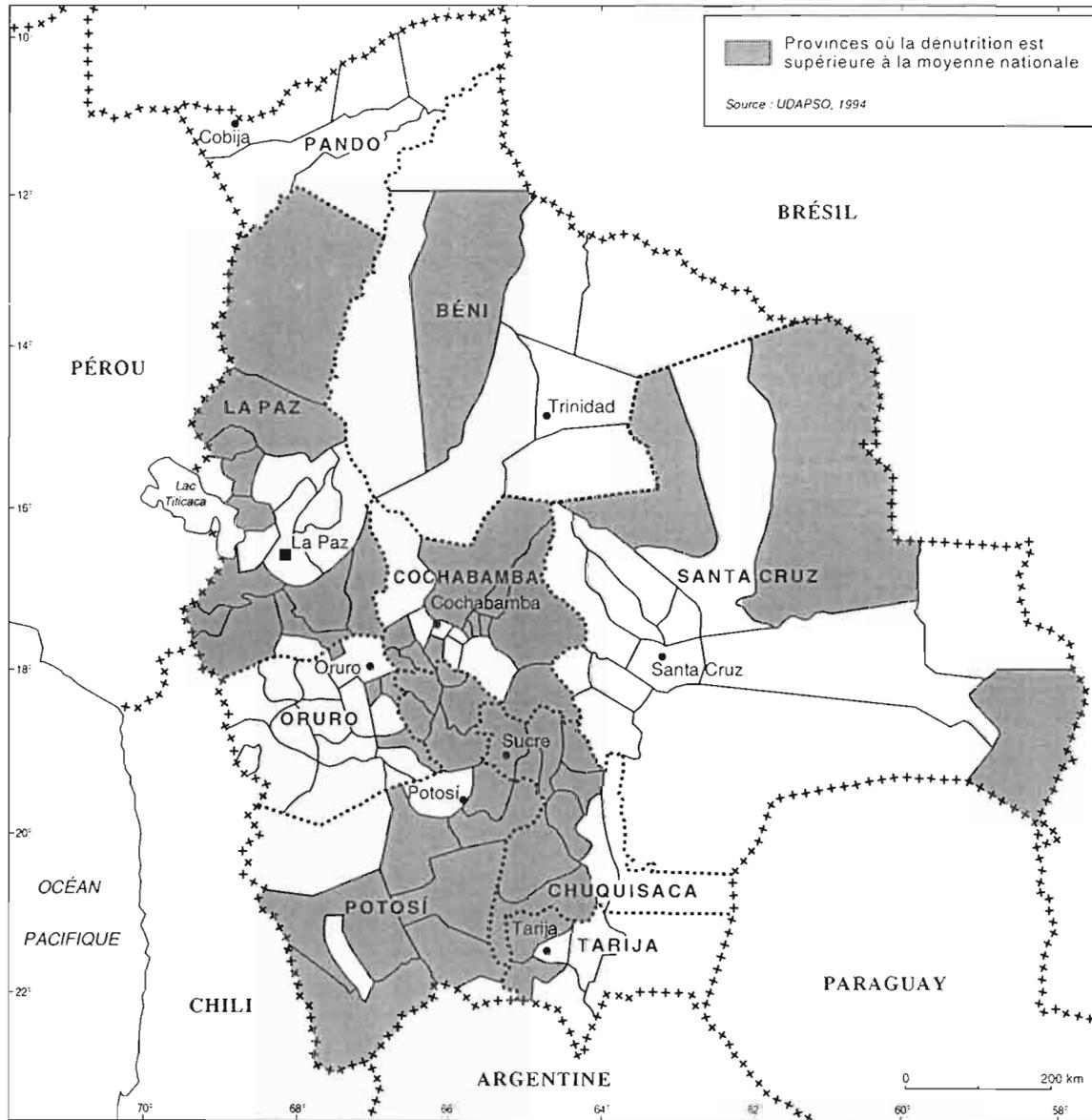
Concernant le groupe des enfants de moins de 3 ans, une comparaison entre 1981 et 1989 a été proposée par l'INAN (Tableau 37).

Tableau 37 . Prévalence de la dénutrition ( $- 2 \sigma$ ) en 1981 et en 1989  
(enfants de moins de 3 ans)

	Années	Caractéristiques des enfants			Nombre d'enfants
		"Mal développés" (taille/âge)	Poids trop faible (poids/âge)	Marasmiques (Poids/taille)	
Milieu urbain	1981	29,7	11,5	1,1	1 597
	1989	31,5	10,7	1,2	1 273
Milieu rural	1981	44,5	20,7	1,0	1 886
	1989	45,0	15,9	2,0	1 989

Source : INAN, 1992.

Figure 12. Carte de la dénutrition par province



ORSTOM - Laboratoire de cartographie appliquée

C. Valton - 1997

A partir de ces données, les auteurs considèrent, de façon quelque peu optimiste, que "l'état nutritionnel des enfants de moins de 3 ans est demeuré inchangé en Bolivie pendant les années 80, dans les zones urbaines comme dans les zones rurales"<sup>8</sup>. Si l'on observe bien une tendance à la diminution de la proportion d'enfants au "poids trop faible", surtout en milieu rural d'ailleurs, les deux autres indicateurs vont plutôt dans le sens d'une aggravation de la situation durant cette période. La persistance de la dénutrition en milieu urbain peut étonner, compte tenu du meilleur encadrement socio-médical supposé caractériser la ville ; elle semble cependant logique dans la mesure où "la crise" a surtout aggravé la situation économique des citoyens. Ainsi une étude ponctuelle, menée dans six *villas* (quartiers populaires) d'El Alto, trouve une prévalence totale de dénutrition de 60 % chez les enfants de moins de 3 ans, le taux le plus élevé se situant parmi ceux de 13 à 24 mois, c'est-à-dire lors de la période du sevrage (Maldonado, 1990). Pourtant, en moyenne, on note que le milieu rural présente une situation plus précaire que le milieu urbain.

Plus comparables entre elles sont certainement les deux enquêtes "Démographie et Santé" menées par l'INE, à cinq ans d'intervalle, selon les mêmes méthodes (Tableau 38). Ici encore, si la dénutrition chronique (taille / âge) a diminué, la dénutrition aiguë dite *wasting* (poids / taille) s'est accrue, de même que la dénutrition globale (poids / âge).

Tableau 38. Evolution de la dénutrition infantile ( $- 2 \sigma$  ou davantage) entre 1989 et 1994 (enfants de 3 mois à moins de 3 ans)

Indicateurs	Dénutrition chronique (Taille / âge)		Dénutrition actuelle (Poids / taille)		Dénutrition globale (Poids / âge)		Nombre d'enfants
	< $- 2 \sigma$	dont < $- 3 \sigma$	< $- 2 \sigma$	dont < $- 3 \sigma$	< $- 2 \sigma$	dont < $- 3 \sigma$	
1989	38,3	14,8	1,6	n.d.	13,7	2,6	2 537
1994	28,3	10,0	4,4	0,8	15,7	3,7	2 698

(1)  $- 2 \sigma$  : dénutrition modérée ;  $- 3 \sigma$  : dénutrition sévère. n. d. : absence de données.

Source : INE, ENDSA, 1994.

On peut vraisemblablement s'en tenir à l'idée qu'au cours des dernières années la dénutrition a peut-être marqué une certaine tendance à la diminution, mais que de fortes inégalités subsistent entre les villes et campagnes, entre villes également (et, plus encore, entre les quartiers urbains), et entre les différentes zones rurales.

Ruraux et les citoyens ne partagent pas de façon égale une même précarité de leur vie quotidienne, la dénutrition caractérisant les premiers plutôt que les seconds. En 1981, une première étude de l'INAN révélait, chez les enfants de moins de 5 ans, une prévalence moyenne de 41,7 % pour les trois principales villes du pays, mais de 50,8 % en zone rurale (indicateur poids / âge), la moyenne nationale étant alors de 46,5 % (Rocabado, 1989). Dix ans plus tard, les enquêtes CIPCA<sup>9</sup>, réalisées en 1991 en milieu rural (indicateur taille / âge) trouvent encore des taux de dénutrition modérée et sévère très élevés pour ce groupe d'âge, particulièrement dans les Vallées (De la Vega

<sup>8</sup> L'enquête de 1981 a été réalisée par l'INAN, celle de 1989 par l'INE.

<sup>9</sup> *Centro de Investigación y Promoción del Campesinado*. Les données tirées de cette enquête et citées dans cet ouvrage ne concernent que les communautés "contrôle", et non celles dans lesquelles intervient cette ONG qui, pour cette raison, sont moins représentatives de la région.

*et al.*, 1992) : 40,5 % dans les communautés de Camiri , 60,4 % dans celles de Cochabamba. Les communautés rurales de La Paz paraissent en situation non moins critique avec un taux de 48,9 %, et seules celles de Santa Cruz présentent une situation meilleure : 27 %. Dans la province Yapacani de Santa Cruz, l'indicateur poids / âge montre une augmentation de la dénutrition modérée et sévère (- 2  $\sigma$  et - 3  $\sigma$ ) de 8,3 % à 9,7 % entre 1990 et 1992 (Prudencio, 1996).

Ajoutons que dans la zone rurale du département de La Paz, et toujours pour les enfants de moins de 5 ans, le taux de dénutrition globale (poids / âge) relevé en 1992 par l'enquête de l'INE est de 17,4 % (Villegas *et al.*, 1995), taux supérieur à celui avancé par le SVEN (11 %), probablement parce que l'enquête a englobé des communautés que les services auxquels se réfère habituellement le ministère de la Santé n'atteignent pas.

Une autre façon de déceler l'évolution survenue en milieu rural consiste à considérer les variations au cours du temps de la taille moyenne des adultes. Diverses études, menées notamment en France et en Suède, ont en effet montré qu'à une amélioration de l'environnement socio-économique, sanitaire, et surtout de l'apport alimentaire, correspond une augmentation de la taille moyenne des adultes, tandis que des situations de guerre, créatrices de pénuries, déterminent une diminution de celle-ci. Utilisant ce critère, J. Laure (1992) relève, à partir de documents historiques et aussi d'enquêtes particulières permettant des comparaisons entre générations, que depuis l'Indépendance (1825) ni la taille des Aymara de l'Altiplano ni celle des Quechua des Vallées n'ont changé, et que l'on constate même une diminution pour certaines populations d'Amazonie. Une telle stagnation prouve que les conditions générales de vie des ruraux ne se sont pas améliorées depuis plus d'un siècle et demi.

On constate donc le maintien d'une dénutrition fort élevée en milieu rural, alors que la majorité des ruraux sont des producteurs agricoles qui subviennent encore à une grande partie de leur alimentation. Est-ce à dire que les conditions de vie des citadins et leur alimentation sont malgré tout relativement meilleures que celles de ces paysans ?

Les lignes qui suivent vont tenter de caractériser la consommation alimentaire en Bolivie, d'abord en milieu urbain puis en milieu rural, de façon à préciser, autant que faire se peut, dans quelle mesure l'ampleur de la dénutrition doit être expliquée par une situation d'insécurité alimentaire. La chose est malaisée car, en dépit de l'acuité et de la persistante actualité de cette dénutrition, la Bolivie n'a encore fait l'objet d'aucune enquête nationale de consommation alimentaire. Les données sur lesquelles on peut se fonder sont donc diverses, éparses, ponctuelles, souvent élaborées selon des méthodes variées et peu d'entre elles ont été accompagnées de mesures anthropométriques. A cause de cette hétérogénéité, l'utilisation des enquêtes disponibles est délicate, la comparaison de leurs résultats souvent difficile et incertaine et ces résultats eux-mêmes ne doivent pas être considérés comme représentant des valeurs absolues. Malgré ces incertitudes, certaines grandes tendances se dégagent, dont la confirmation exigerait certes des bases plus sûres, mais qui ne sauraient étonner dans le contexte bolivien.

## 2. S'alimenter en ville

En l'absence d'information qui serait plus générale sur le milieu urbain en Bolivie, un recensement partiel, réalisé en 1988-89 par le SVEN, donne un premier aperçu de la situation en apportant des données sur la taille des enfants scolarisés dans les principales villes du pays. Il s'agit d'une évaluation obtenue à l'aide de l'indicateur taille / âge qui mesure, rappelons-le, la dénutrition chronique, celle qui "*reflète de façon sensible les conditions socio-économiques de la population*" écrivent les auteurs. Recensement d'ampleur relativement modeste par le nombre d'enfants examinés, limité au milieu urbain et scolaire du cycle primaire (enfants de 6 à 9 ans), mais qui donne de précieuses indications (Tableau 39).

Tableau 39. Prévalence de la dénutrition chronique (taille / âge) en milieu urbain (enfants scolarisés de 6 à 9 ans)

Villes	Dénutrition modérée	Dénutrition sévère	Dénutrition chronique totale	Nombre d'enfants
	- 2 $\sigma$	- 3 $\sigma$		
La Paz	25,0	5,8	30,8	10 104
Cochabamba	18,0	3,9	21,9	6 798
Santa Cruz	12,0	3,2	15,2	5 770
Oruro	21,0	3,4	25,3	4 299
Sucre	22,1	6,0	28,1	2 079
Potosí	32,4	8,8	41,2	2 888
Tarija	16,7	2,2	18,9	1 827
Cobija	13,8	3,8	17,6	262
Trinidad	11,4	1,6	13,0	1 250

Source : Bulletins SVEN, vol. 3, n° 1 à 4, 1988, et vol. 4, n° 1, 1989.

Même dans ce milieu en principe plus privilégié qu'est la ville, et parmi des enfants relativement favorisés en ce sens qu'ils sont scolarisés, la prévalence de la dénutrition chronique va de 13 % dans le meilleur des cas, celui de Trinidad, à 41 % à Potosí ; le résultat est accablant. Il confirme en outre une situation plus détériorée pour les villes de l'Altiplano (La Paz, Potosí, Oruro) et des Vallées (Cochabamba, Sucre, mais encore avec l'exception de Tarija) que pour celles des plaines amazoniennes (Santa Cruz, Cobija, Trinidad).

Ce retard à la croissance augmente avec l'âge des enfants et marque les garçons plus que les filles, phénomène qui reste peu expliqué. Mais surtout, dans chaque ville étudiée s'observe une différence statistiquement significative entre les enfants des écoles publiques (*escuelas fiscales*) et ceux des écoles privées ; à La Paz, par exemple, la prévalence totale est de 35,2 % dans le premier type d'établissement et de 10,5 % dans le second ; sur dix écoles dont les enfants présentent une prévalence inférieure à 10 %, neuf sont des écoles privées. "*Apparemment*, écrivent pudiquement les auteurs, *il existe des secteurs de la population dont la croissance et le développement se situent à l'intérieur des paramètres de la population de référence qui est celle de l'Amérique du Nord*". La réflexion met bien en évidence l'inégale sécurité alimentaire des citoyens selon les milieux sociaux auxquels ils appartiennent.

a) Une alimentation banalisée

Il existe certes, en Bolivie comme ailleurs, une sorte de commun dénominateur qui serait le régime alimentaire urbain type où l'on retrouve, à quelques nuances près, tout ce qui tend à constituer l'alimentation banalisée des grandes villes contemporaines : riz, pâtes, huile, sucre, pain, dérivés lactés, boissons gazeuses. L'alimentation des citadins du département de La Paz (La Paz et El Alto), présentée au Tableau 40 par grands groupes d'aliments, est assez typique de cette consommation (Rivera, Villegas, 1993).

Tableau 40. Le modèle alimentaire moyen en milieu urbain (département de La Paz)  
Quantités et apport nutritionnel par personne et par jour

Groupes d'aliments	Quantités totales		Calories		Protéines	
	g ou ml	%	kcal	%	g	%
Pain et céréales	351,4	40,0	1 140,3	58,3	31,3	47,3
Viandes et dérivés	65,4	7,4	137,8	7,1	18,5	27,8
Poisson	13,5	0,7	11,7	0,6	2,5	3,8
Huiles et graisses	7,6	0,4	76,0	3,4	0,0	0,0
Lait, oeufs et dérivés	12,1	0,6	19,3	1,0	1,5	2,3
Légumes verts	167,6	19,1	65,4	3,3	2,0	3,0
Tubercules	154,1	7,9	209,6	10,7	3,4	5,1
Légumineuses	16,7	0,8	56,3	2,9	6,3	9,5
Fruits	35,1	1,8	56,1	2,9	0,4	0,6
Sucres	47,0	2,4	181,9	9,3	0,0	0,0
Stimulants, infusions	4,7	0,2	5,5	0,3	0,2	0,3
Sel, condiments	3,3	0,1	3,4	0,2	0,1	0,2
Total	879,0	100,0	1 954,3	100,0	66,2	100,0

Source : Rivera, Villegas, 1993.

La plus grande partie de la consommation est constituée de céréales et dérivés qui apportent plus de la moitié des calories (58,3 %) et presque la moitié des protéines (47,3 %). En particulier, le pain et le riz contribuent dans une proportion considérable à l'apport calorique (41,9 %) et protéique (32,4 %). Le deuxième groupe en importance est celui des tubercules, racines et dérivés (*chuño, tunta...*)<sup>10</sup> qui procure 10,7 % des calories et 5,1 % des protéines. Les légumes verts (seulement 3,3 % des calories et 3,0 % des protéines) sont surtout des oignons, carottes, navets et tomates ; les fruits sont encore moins consommés, mais les légumineuses (surtout des fèves) se placent au troisième rang pour l'apport en protéines (9,5 %). La consommation de viandes et dérivés n'est pas négligeable (65 g par personne / jour), mais leur apport en protéines n'atteint que la moitié de celui fourni par les céréales. La part des oeufs et produits lactés est très réduite, tandis que les sucres viennent au troisième rang dans l'apport énergétique total (9,3 %).

Une comparaison de l'alimentation des immigrés d'El Alto avec celle des paysans de l'Altiplano (d'où proviennent la plupart) donne une bonne idée de l'évolution de la consommation induite par

<sup>10</sup> Pomme de terre deshydratée par exposition alternée au gel et au soleil (*chuño*), parfois avec trempage dans l'eau courante (*tunta*), procédés de conservation traditionnels dans les Andes.

l'urbanisation (Franqueville, Aguilar, 1988). Sur l'Altiplano, le petit déjeuner, pris très tôt le matin, est constitué de soupe de quinoa ou de *chuño*, et la collation du matin (*merienda* ou *fiambre*) de *putti de chuño* (mélange de *chuño*, oignons, fromage, quinoa ou arachides). En ville, il s'agit de pain, de thé ou de *sultana* dite café (boisson utilisant seulement l'enveloppe de la cerise de café). Pour le déjeuner et le dîner, sur l'Altiplano les soupes sont à base de *chuño* ou de quinoa dans 76 % des cas. A El Alto, elles sont, dans 79 % des cas, à base de riz ou de pâtes. Quant au plat de résistance (*segundo*), dans 65 % des cas il s'agit de pommes de terre ou de *chuño* sur l'Altiplano, de riz ou pâtes à El Alto.

En ville, le régime alimentaire moyen ainsi constitué s'avère insuffisant pour assurer une couverture normale des besoins nutritionnels, les taux d'adéquation n'étant en effet, selon cette enquête, que de 79,8 % pour les calories et 83,3 % pour les protéines. Une autre enquête portant sur 49 familles des villes de La Paz, Cochabamba, Santa Cruz et Tarija, aboutit à des résultats assez semblables pour l'apport en calories : 2 056 kcal, soit une adéquation de 84 % (León *et al.*, 1992), tandis que le taux de couverture est excédentaire pour les protéines (74,3 g et 142 %).

Ces moyennes montrent donc que la situation alimentaire en ville n'est pas sans problème, mais il est évident qu'elles n'ont par elles-mêmes que peu de signification, sachant combien sont contrastées les conditions de vie des citoyens. Pour une image plus exacte de la réalité, il convient en effet de distinguer aussi bien entre les villes qu'entre leurs habitants.

A défaut d'une véritable enquête de consommation alimentaire urbaine, l'enquête sur les budgets familiaux réalisée par l'INE en 1990 fournit indirectement certaines informations permettant de comparer les principales villes du pays (La Paz, El Alto, Cochabamba, Santa Cruz). Il ne s'agit cependant là que d'une évaluation à partir des réponses concernant les achats alimentaires de l'année et portant donc sur la consommation apparente (par définition approximative et souvent surestimée), non sur la consommation réelle<sup>11</sup> (Villegas *et al.*, 1994).

Une forte disparité apparaît dans les quantités consommées et l'importance respective accordée aux différents groupes d'aliments (Tableau 41).

Du fait qu'elles se rapportent à la consommation apparente, les quantités d'aliments présentent des totaux supérieurs à ceux du tableau précédent. Sont donc surtout significatives ici les différences de consommation entre les villes étudiées.

---

<sup>11</sup> Cette méthode d'évaluation de la consommation, dite des achats, ne prend pas en considération les nombreuses pertes survenant entre le moment de l'achat et celui de la consommation, ni les pertes de nutriments dus à la cuisson. Ses résultats sont donc approximatifs et systématiquement surévalués, sans qu'il soit possible de connaître l'ampleur de cette surévaluation. Une mesure rigoureuse de la consommation exigerait la pesée, durant une, ou mieux plusieurs périodes déterminées, de tous les aliments incorporés à l'alimentation familiale, méthode lente, coûteuse et très exigeante.

Tableau 41. Consommations alimentaires comparées par grands groupes d'aliments  
(quantités par personne et par jour) dans les quatre principales villes

Groupes d'aliments	Cochabamba		La Paz		Santa Cruz		El Alto	
	g ou ml	%	g ou ml	%	g ou ml	%	g ou ml	%
Pain et céréales	244,7	16,9	268,1	20,6	295,0	25,4	265,6	24,8
Viandes	73,2	5,0	82,5	6,3	76,5	6,6	45,1	4,2
Poisson	2,8	0,2	10,5	0,8	2,1	0,2	13,2	1,2
Huiles, graisses	23,2	1,6	27,5	2,1	25,0	2,1	22,5	2,1
Lait, oeufs, dériv.	110,4	7,6	56,6	4,3	103,8	8,9	19,1	1,8
Légumes verts	232,3	16,0	207,8	15,9	148,5	12,8	185,1	17,3
Tubercules	200,1	13,7	162,2	12,4	100,4	8,6	171,2	16,0
Légumineuses	2,4	0,2	3,5	0,3	4,1	0,3	2,0	0,2
Fruits (1)	156,1	10,7	117,4	9,0	94,6	8,1	78,4	7,3
Sucres	54,3	3,7	61,4	4,7	67,2	5,8	58,8	5,5
Stimulants, infus.	3,1	0,2	6,9	0,5	4,6	0,4	3,7	0,3
Sel, condiments	10,4	0,7	12,3	0,9	9,5	0,8	10,8	1,0
Boissons	207,4	14,2	201,3	15,4	122,4	10,5	110,5	10,3
Autres	136,3	9,3	88,8	6,8	111,3	9,5	86,7	8,0
Total	1 456,7	100,0	1 306,8	100,0	1 165,0	100,0	1 072,7	100,0

(1) Y compris les bananes fruits et les bananes plantain

Source : Villegas, Franqueville, Justiniano, 1994.

Pour ce qui est des quantités moyennes totales par habitant, Cochabamba et La Paz se placent à peu près au même niveau, Santa Cruz et surtout El Alto à un niveau nettement inférieur. La consommation relative de pain (et céréales) et de sucres augmente d'ailleurs à mesure que la consommation totale diminue. Pour les boissons et les fruits, l'évolution est inverse. Outre la situation socio-économique des habitants, les habitudes alimentaires régionales contribuent aussi à expliquer certaines variations : ainsi l'importance des tubercules à El Alto, celle de la viande à Santa Cruz.

#### b) Villes riches et villes pauvres

Calculé sur la base de cette consommation apparente (et donc surestimés), l'apport nutritionnel et la couverture des besoins mettent en évidence la même hiérarchisation entre les quatre villes (Tableau 42). Si la meilleure situation générale de La Paz (la "capitale") et de Cochabamba (qui bénéficie des retombées économiques du Chaparé) surprend peu, celle, moins bonne, de Santa Cruz peut étonner, sachant la prospérité globale du département ; mais cette prospérité attire des immigrants qui, visiblement, ne parviennent pas au mieux-être escompté.

Les caractéristiques alimentaires d'El Alto, ville de migrants dont la pauvreté est extrême, ne sauraient surprendre ; la couverture moyenne des besoins, même calculée sur cette base de la consommation apparente, est insuffisante, ce qui laisse supposer l'existence de taux de couverture réelle beaucoup plus inquiétants. Ici, la part des glucides dans l'apport calorique total est de 71 %, contre 66 % pour les trois autres villes ; par contre celle des graisses est moindre (19 % contre

22 %) de même que celle des protéines (10 % contre 12 %). Toutes ces caractéristiques conduisent à classer le modèle alimentaire moyen d'El Alto dans la catégorie "urbain marginal" selon les dénominations proposées par Malassis (1973), celle qui prévaut dans les quartiers pauvres des autres villes boliviennes.

Tableau 42. Apport nutritif par personne et par jour, couverture des besoins et proportion de ménages déficitaires dans les quatre principales villes<sup>12</sup>

	Cochabamba	La Paz	Santa Cruz	El Alto
Apport calorique (kcal)	2 382,0	2 405,7	2 327,5	2 131,4
Couverture (%)	105,9	106,7	103,9	94,9
Ménages déficitaires (%)	45,9	46,9	40,9	55,8
Apport protéique (g)	74,0	72,5	68,6	59,4
Couverture (%)	110,0	107,3	102,7	88,1
Ménages déficitaires (%)	36,8	41,0	37,1	56,4

Source : Villegas *et al.*, 1994.

Enfin, toutes ces enquêtes urbaines signalent un déficit théorique (car non confirmé cliniquement) en vitamine B1 (thiamine) dû, selon les nutritionnistes, à une trop faible consommation de légumineuses et de céréales complètes.

Ces résultats ne portent que sur des moyennes de consommation pour chacune des villes considérées, cachant des inégalités internes d'autant plus inquiétantes que la ville est plus pauvre. Une vision un peu plus proche des réalités urbaines est donnée, dans le même tableau, par la proportion des ménages ne couvrant pas leurs besoins nutritionnels (moins de 90 % des besoins couverts), encore qu'il ne s'agisse toujours que de consommation apparente.

Un certain déficit nutritionnel caractérise déjà entre le tiers et la moitié des ménages de la ville de Santa Cruz, celle qui pourtant bénéficie de la meilleure situation économique. A El Alto, ce déficit touche plus de la moitié des ménages, aussi bien pour l'apport en calories qu'en protéines. Ainsi apparaît que, même en milieu urbain, seulement la moitié ou moins des familles vivent dans une situation de sécurité nutritionnelle satisfaisante.

Certaines études réalisées à El Alto concluent à des taux de couverture nutritionnelle si faibles que l'on peut penser - et espérer - que la consommation réelle a été sous-estimée. Ainsi une étude spécifique sur les immigrés récents d'El Alto, trouve une couverture moyenne de 61 % pour les besoins caloriques et de 87 % pour ceux en protéines, tandis que seulement 10 % des ménages combleraient leurs besoins en énergie et 33 % ceux en protéines (Franqueville, Aguilar, 1988). De même, selon l'enquête réalisée dans six *villas* (quartiers populaires) de la même ville (Maldonado, *o. c.*), seuls 17 % des enfants de moins de trois ans recevraient un apport calorique suffisant (plus de 90 % des besoins); et plus de la moitié (57 %) recevraient moins de 60 % du nécessaire.

<sup>12</sup> La recommandation minimale généralement retenue par les organismes internationaux est de 2 250 kcal effectivement consommées par personne et par jour. Il s'agit d'une moyenne. Les recommandations retenues par les publications INE-ORSTOM (Villegas *et al.*) tiennent compte de la composition par âge et par sexe de la population ainsi que du type d'activité exercé; de ce fait elles sont souvent légèrement inférieures aux 2 250 kcal.

Quelle que soit la ville considérée, le régime alimentaire est notablement différent selon le niveau socio-économique des ménages. On peut distinguer, en reprenant les catégories proposées par Malassis (1973), trois grands modèles de consommation en fonction des apports caloriques des principaux nutriments (Tableau 43).

Tableau 43. Origine de l'apport calorique selon les modèles urbains de consommation

Modèles	Apport calorique des macro-nutriments (%)		
	Protéines	Lipides	Glucides
Urbain général	13	21	66
Marginal	13	16	71
Moyen	15	28	57
Privilégié	15	30	55

Source : León *et al.*, 1992.

Le modèle urbain marginal se caractérise, à la différence des deux autres, par une faible participation des graisses à l'apport calorique, mais par un rôle décisif des sucres. La participation des protéines varie peu d'un modèle à l'autre, mais l'origine de celles-ci fait toute la différence : dans les modèles moyen et privilégié, 64 % sont d'origine animale et 36 % d'origine végétale, tandis que dans le modèle urbain marginal les proportions sont respectivement de 42 et 58 %. Cette constatation ne signifie cependant pas que l'équilibre calorico-protéique doive nécessairement être recherché par un accroissement de la consommation carnée à l'exemple des classes urbaines aisées et occidentalisées ; des protéines de haute valeur biologique peuvent aussi bien être obtenues à moindre prix, soit par une alimentation davantage fondée sur les productions autochtones dont l'apport protéique est supérieur<sup>13</sup>, soit par une combinaison de céréales et de légumineuses, ce qui, apparemment, se pratique dans les classes pauvres.

Une première approche de la différenciation de la dénutrition urbaine (Rocabado *et al.*, 1987) selon la condition socio-économique des ménages, réalisée en 1986 pour la ville de La Paz et sur un échantillon restreint (472 enfants), avait déjà montré, entre autres résultats, que la prévalence de la dénutrition évaluée selon la classification de Gomez (poids / âge) était, dans la "strate basse", de 10,7 % plus élevée que dans la "strate haute"<sup>14</sup>. De façon plus précise, la mise en regard, pour les quatre plus grandes villes du pays, des taux de couverture des besoins (caloriques et protéiques) des ménages avec le niveau de leurs revenus, montre bien la réalité de cette relation directe entre la malnutrition et la situation économique (Tableau 44)<sup>15</sup>.

Pour les ménages appartenant aux quintiles de revenus, les plus bas (quintiles 1 et 2), les taux de couverture sont tous déficitaires (calories et protéines) dans les quatre villes ; ils sont juste suffisants à partir du troisième quintile, sauf à El Alto où ces taux demeurent d'ailleurs toujours inférieurs à ceux des autres villes quel que soit le quintile retenu. On note encore que, lorsqu'il y a

<sup>13</sup> Voir plus loin le chapitre concernant l'agriculture.

<sup>14</sup> Les critères de distinction des trois strates sont à la fois celui du quartier de résidence et celui de l'activité du chef de famille.

<sup>15</sup> Rappelons qu'il s'agit de malnutrition au sens d'apport alimentaire insuffisant ne couvrant pas les besoins.

déficit, celui-ci est généralement plus prononcé pour les protéines que pour les calories (celles-ci étant plus faciles à compenser), tandis que les excédents apparaissant pour les derniers quintiles portent surtout sur les protéines, un régime alimentaire fortement carné s'installant alors (sauf encore à El Alto).

Tableau 44. Taux de couverture des besoins et niveau de revenus du ménage

Distribution des revenus	Taux de couverture des besoins (%)			
	Cochabamba	La Paz	Santa Cruz	El Alto
Quintile 1				
Calories	68	72	71	58
Protéines	67	70	66	52
Quintile 2				
Calories	93	86	92	82
Protéines	93	85	88	74
Quintile 3				
Calories	107	108	105	95
Protéines	112	107	104	90
Quintile 4				
Calories	126	140	124	120
Protéines	133	138	124	114
Quintile 5				
Calories	155	151	151	140
Protéines	165	165	157	131

Source : Villegas *et al.*, 1994.

Plus ponctuellement, l'étude réalisée dans six quartiers d'El Alto (Maldonado, *o. c.*) révèle que sur 19 enfants de moins de trois ans qui reçoivent moins de 60 % des calories nécessaires, 16 appartiennent à des familles gagnant moins de 230 bolivianos par mois, le revenu moyen estimé pour la ville étant alors de 451 bolivianos (INE, 1992).

Peut-on déceler dans quel sens évolue la situation alimentaire en milieu urbain ? Si l'on se souvient que les grandes "lois" d'évolution des modèles agro-nutritionnels, que l'on retrouve partout à mesure que les revenus augmentent, sont :

- une augmentation puis une stabilisation et une diminution de l'apport fourni par les céréales, les racines et tubercules,
  - une diminution de l'apport en légumes secs,
  - une augmentation des apports nutritionnels d'origine animale (viandes, lait, corps gras),
- on peut supposer a contrario qu'un blocage de la croissance des revenus, et plus encore une diminution de ceux-ci, doivent avoir pour effet de ralentir ces processus ou même de les inverser.

Faute d'autres données, cette évolution ne peut être observée que pour les villes de La Paz et d'El Alto (qui en était un quartier jusqu'en 1985). Sans oublier que, pour des raisons de méthodologie, de telles comparaisons ont ici surtout valeur indicative, on relève cependant quelques

changements importants survenus entre 1982 et 1990 dans l'une et l'autre ville (Tableau 45). Ce sont :

- Une augmentation considérable de l'apport énergétique et protéique dû au groupe des céréales, effet de l'importance croissante prise par la consommation du pain et, dans une moindre mesure, des pâtes et du riz. On n'observe donc pas dans ces villes l'évolution attendue, celle d'une stabilisation suivie d'une baisse de la contribution des céréales à l'alimentation. Cette part relative des céréales demeure toujours plus élevée à El Alto qu'à La Paz et y a aussi davantage augmenté, notamment en ce qui concerne l'apport protéique (16,3 points d'augmentation contre 12,1), ce qui montre la difficulté qu'éprouvent les Alténiens à diversifier leurs aliments.

Tableau 45. Evolution de l'apport nutritionnel (en pourcentage du total) des principaux groupes d'aliments à La Paz et El Alto

Groupes d'aliments	La Paz						El Alto					
	Calories			Protéines			Calories			Protéines		
	1982	1990	Evol.	1982	1990	Evol.	1982	1990	Evol.	1982	1990	Evol.
Céréales	28,7	38,1	↗	20,2	32,3	↗	36,0	42,8	↗	23,0	39,3	↗
Viandes	8,4	7,0	↘	27,5	28,1	≈	6,1	4,5	↘	19,0	23,3	↗
Poisson	5,9	0,5	↘	20,3	2,8	↘	7,1	0,7	↘	23,0	4,3	↘
Mat. grasses	7,1	9,7	↗				5,4	9,1	↗			
Lait, oeufs	5,6	4,1	↘	8,7	8,1	≈	4,0	1,6	↘	6,7	3,5	↘
Légumes verts	1,3	3,0	↗	0,7	5,4	↗	0,7	2,9	↗	0,9	5,7	↗
Racines, tuberc.	9,8	8,9	↘	4,1	5,9	↗	14,4	11,3	↘	6,5	8,1	↗
Légumineuses	13,3	0,6	↘	14,5	1,2	↘	9,0	0,4	↘	19,0	0,9	↘
Fruits	5,9	3,5	↘	2,1	1,3	↘	5,8	2,8	↘	1,9	1,1	≈
Sucres	9,4	9,6	≈				9,3	10,5	↗			

Sources : Villegas, 1982 ; INE, 1990.

- Une diminution (ou, tout au plus, une stabilité, à La Paz) de l'apport en protéines d'origine animale, et en particulier une baisse des apports dus au poisson, aux produits laitiers et aux oeufs, corollaire de la contraction des revenus, car ces aliments sont devenus relativement chers. Ainsi, pour ce qui est du poisson, au cours des dernières années s'est produite une substitution (dans la production, l'offre et la consommation urbaine) de la truite saumonée (*Salmo gairdneri*) et du *pejerrey* (*Basilichthys bonariensis*) introduits dans le lac Titicaca au cours des années 1940, aux petits poissons *ispi* traditionnellement consommés (*Orestias ispi*), mais leur prix a quadruplé durant la période observée<sup>16</sup>. L'apport relatif en protéines totales d'origine animale diminue dans la même proportion à El Alto qu'à La Paz (diminution de 17 points). Si celui des viandes augmente légèrement à El Alto (constitué à 75 % de viande de "boeuf avec os" - la moins chère - contre 60 % à La Paz), la consommation de poisson et surtout de laitages-oeufs y a diminué beaucoup plus considérablement.

<sup>16</sup> La question d'un éventuel effet dévastateur de ces introductions sur les espèces autochtones des lacs de l'Altiplano (Titicaca, Poopo) reste controversée (cf. Loubens G., Loubens G. et Osorio F., *in* : Dejoux et Ittis, 1991).

- Une certaine augmentation de l'apport des légumes verts, seul changement qui soit conforme à l'évolution "normale" en milieu urbain, imputable au développement relativement récent de ces cultures à la périphérie de La Paz.

- Une diminution considérable de l'apport des légumineuses (riches en protéines) et, dans une moindre mesure, des fruits. La diminution relative du rôle des légumineuses, importante dans les deux cas, est encore plus nettement marquée à El Alto qu'à La Paz, leur apport protéique y étant devenu quasi inexistant (en milieu rural de La Paz, les légumineuses apportent 6,8 % des protéines totales). Loin de s'expliquer par une augmentation des revenus urbains, une telle diminution doit être imputée à la fois à une hausse de leur prix et au temps considérable nécessaire à leur cuisson, le coût croissant des combustibles (ici le kérosène et le gaz butane) dissuadant les ménagères de les incorporer au menu familial.

- Une augmentation relative de l'apport calorique des matières grasses, un peu plus forte à El Alto, résultant probablement de la recherche d'un produit économiquement accessible propre à compenser les restrictions précédentes. La croissance de la production nationale d'huile comestible a en effet permis une meilleure diffusion de ce produit.

Grosso modo identiques dans les deux villes, ces évolutions sont donc cependant plus marquées à El Alto qu'à La Paz, en relation avec la situation économique plus détériorée des ménages alténiens.

En dépit de leur intérêt, toutes ces données doivent, rappelons-le, être prudemment considérées comme des ordres de grandeur, sachant combien il reste difficile d'obtenir des informations certaines sur ce thème. En milieu urbain s'ajoute une difficulté supplémentaire, celle de l'habitude de plus en plus répandue de prendre le repas du midi hors du domicile, ce qui rend très difficile une estimation de l'alimentation réellement consommée. Les études montrent que dans les quatre principales villes du pays, les quantités journalièrement consommées hors du foyer représentent pour le moins entre 12 et 18 % du total (10 à 15 % des calories journalières et 13 à 20 % des protéines) et constituent au minimum 21 à 28 % de la dépense alimentaire mensuelle des ménages (Villegas *et al.*, o. c.).

Cette pratique est d'ailleurs plus fréquente dans les classes les moins fortunées de la population urbaine (León *et al.*, o. c.), la dépense qu'elle implique étant probablement inférieure au coût d'un aller-et-retour au domicile en transport public. La plupart de ces repas sont pris sur le lieu même du travail, c'est-à-dire généralement grâce aux services de commerçantes-restauratrices de la rue (*callejeras*) sommairement installées sur les trottoirs à proximité des lieux les plus fréquentés (marchés, places, carrefours), ou bien opportunément à proximité de tout chantier qui s'ouvre ; moins souvent, le repas est pris dans une cantine populaire (*comedor popular*) ou dans une *pensión*, petit restaurant aux repas frugaux et bon marché.

La fréquence et la banalisation progressive des repas pris dans la rue ont d'ailleurs conduit les nutritionnistes à s'inquiéter de la qualité de cette alimentation (Rocabado, Vargas de Frías, 1989). Dans la ville de La Paz, ces commerçantes sont au nombre d'un millier et servent chaque jour quelque 30 000 personnes. Les clients sont eux-mêmes en majorité des petits commerçants,

vendeurs et des travailleurs manuels sans lieu de travail fixe. Ces repas, que les commerçantes préparent généralement chez elles, sont essentiellement composés de pommes de terre, viande de boeuf, *chuño*, riz, et présentent, surtout grâce à la tradition bolivienne des soupes épaisses, une valeur nutritive relativement élevée (564,8 kcal et 23,1 g de protéines par repas servi) mais insuffisante s'il s'agit de l'unique repas de la journée. Le vrai problème est celui des conditions hygiéniques de la préparation et de la vente : 73 % des aliments ont révélé une contamination microbienne qui devrait les interdire à la vente, 11 % sont dans des conditions d'hygiène à la limite de l'acceptable, 13 % sont "normaux" et seulement 3 % en bon état. Cette alimentation dans la rue (*comidas callejeras*) présente donc un danger réel pour la santé publique, mal nécessaire a-t-on pu écrire, et il est fort probable que la même étude menée sous des climats plus chauds (Cochabamba, Santa Cruz) fournirait des résultats encore plus alarmants.

### c) Etre citadin ne suffit pas

Il est une constante, connue et vérifiée par bien des études, selon laquelle le taux de couverture des besoins diminue à mesure qu'augmente la taille du ménage, et en particulier le nombre d'enfants. Une nouvelle confirmation en est donnée dans les quatre principales villes boliviennes, l'insuffisance des apports nutritionnels se manifestant lorsque le ménage atteint un seuil critique de cinq personnes. Les experts internationaux en tirent souvent une conclusion qui semble couler de source : les pauvres seraient moins pauvres s'ils avaient moins d'enfants. En réalité cette conclusion peut aussi bien être retournée : les pauvres auraient, en moyenne, moins d'enfants s'ils étaient moins pauvres, surtout dans une conjoncture comme celle de la Bolivie où ces enfants contribuent, très tôt, à augmenter les ressources familiales, notamment lorsque le chef de famille est sans emploi ou, pour le moins sans emploi fixe, situation commune aux pays contraints à une récession de leur économie.

### - Le rôle de l'éducation féminine

Un autre paramètre souvent considéré dans la littérature relative à la sécurité nutritionnelle est celui du niveau d'instruction de la femme. L'hypothèse qu'implique un tel rapprochement est qu'une femme instruite devrait savoir mieux gérer qu'une autre le budget alimentaire de la famille et, suppose-t-on, mieux choisir les aliments composant les plats qu'elle prépare, en fonction de leur apport nutritif et des besoins de chaque membre du foyer. L'hypothèse implique probablement aussi qu'une meilleure scolarisation serait de nature à lever les tabous qui pèsent fréquemment sur l'alimentation, tel celui en vertu duquel 80 % des familles ayant répondu à une enquête sur El Alto (Maldonado, *o. c.*) ne donnent pas de fromage, de foie et de jaune d'oeuf aux enfants de moins de trois ans : ces aliments sont en effet censés retarder l'acquisition du langage ("font taire" l'enfant). De même en va-t-il de la dépréciation dont font l'objet les produits andins stupidement relégués au rang d'aliments pour "indiens des campagnes".

Il s'agit donc d'une sorte de pari sur l'efficacité nutritionnelle de l'éducation féminine qui viendrait s'ajouter à cet autre effet supposé, celui de contribuer à réduire la taille de la famille. Nul doute qu'entrent dans cette logique les efforts déployés par les organisations financières internationales en vue de promouvoir le développement de l'enseignement considéré comme élément stratégique de la lutte contre la pauvreté (Lautier, *o. c.*, 1995).

Bien que l'éducation scolaire habituelle ne dispense guère de connaissances sur les aliments ni leur préparation, et moins encore sur la gestion d'un budget domestique, le Tableau 46 montre que, globalement, à un degré d'instruction de la femme plus élevé correspond une situation alimentaire du ménage plus satisfaisante. Cette tendance est surtout nette au regard des catégories extrêmes (aucune instruction et instruction secondaire 2<sup>o</sup> cycle et supérieure), c'est-à-dire résultant d'une instruction relativement longue, la seule éducation primaire ou même secondaire 1<sup>o</sup> cycle n'y suffisant apparemment pas. Il est permis de penser qu'elle y réussirait mieux si elle était associée à une initiation bien faite à la nutrition et à l'économie familiale.

Tableau 46. Couverture des besoins (en pourcentage)  
et niveau d'instruction de la femme

Niveau d'instruction		Taux de couverture des besoins (pourcentages)			
		Cochabamba	La Paz	Santa Cruz	El Alto
Néant	Calories	91	89	83	74
	Protéines	91	90	78	80
Primaire	Calories	100	94	97	86
	Protéines	101	93	90	94
Sec.1 <sup>o</sup> cycle	Calories	93	99	95	87
	Protéines	100	96	95	104
Sec.2 <sup>o</sup> cycle	Calories	104	112	110	100
	Protéines	108	111	112	105
Supérieur	Calories	130	138	123	110
	Protéines	135	140	125	106

Source : Villegas *et al.*, 1994.

Demeure, malgré tout, le constant décalage entre El Alto et les trois autres villes, quel que soit le niveau d'instruction atteint ; ici, même lorsque la femme a bénéficié d'une éducation supérieure, la couverture des besoins nutritionnels reste juste satisfaisante. La remarque montre que s'il existe réellement là une certaine relation de cause à effet, celle-ci n'est pas déterminante ; la faiblesse du niveau d'instruction est plutôt un facteur associé de la pauvreté, comme l'est l'insécurité alimentaire, un indicateur indirect du niveau de revenus du ménage. Le problème de la sécurité nutritionnelle ne se pose pas ou fort peu là où les femmes ont fait quelques études parce que celles-ci appartiennent déjà à des familles de classe moyenne ou aisée. Elever le niveau de l'instruction peut certes contribuer à améliorer la situation, mais ne saurait suffire à la régler. De même, dans la lutte contre la malnutrition, l'éducation nutritionnelle ne constitue qu'une priorité seconde face à celle d'une augmentation des revenus.

#### - Le rôle du statut professionnel

Une façon simple, semble-t-il, d'aborder la relation entre malnutrition et activité professionnelle serait d'examiner la couverture nutritionnelle des "sans emploi" et de la comparer à celle de la population réellement occupée. Une telle information n'existe pas, mais, outre qu'elle serait

difficile à établir (tous les degrés existent dans l'inactivité), elle serait probablement peu concluante dans la mesure où l'état nutritionnel résulte d'une exposition prolongée au risque, situation que les "sans emploi" tentent justement d'éviter grâce à des activités temporaires et instables. En ce sens, la relation du statut professionnel avec la nutrition est plus claire, s'agissant d'une caractéristique plus durable et mieux définie de la population.

Une enquête menée sur la ville de La Paz en 1986 (Rocabado *et al.*, 1987) avait déjà signalé les inégalités existant en ce domaine, en montrant que les enfants atteints de dénutrition selon l'indicateur de Gomez (poids / âge) étaient plus nombreux dans les familles des travailleurs "indépendants" et des salariés que dans les familles des employeurs<sup>17</sup>.

Les résultats obtenus pour 1990 et portant sur les quatre principales villes de Bolivie confirment cette situation, avec cependant cette différence que les insuffisances du régime alimentaire sont cette fois toujours plus aiguës chez les "indépendants" que chez les salariés (Tableau 47).

Tableau 47. Taux de couverture des besoins et statut socio-professionnel du chef de famille

Statut socio-professionnel		Taux de couverture des besoins (%)			
		Cochabamba	La Paz	Santa Cruz	El Alto
Employeur	Calories	118	141	116	109
	Protéines	127	141	120	96
Salarié	Calories	109	103	101	95
	Protéines	111	104	99	91
Indépendant	Calories	97	95	102	91
	Protéines	101	95	98	83

Source : Villegas *et al.*, 1994.

Le statut d'employeur est bien celui qui procure au ménage la meilleure sécurité nutritionnelle, même à El Alto ; celui de salarié permet une couverture des besoins juste satisfaisante, tandis que les travailleurs indépendants vivent une situation réellement précaire que même les données approximatives utilisées ici mettent en évidence. La hiérarchie dans l'insécurité reste la même si l'on prend en compte le statut professionnel de la femme, avec cette différence que les taux de couverture sont généralement supérieurs aux précédents lorsqu'elle est employeur ou salariée (ses ressources s'ajoutant alors à celles du mari), mais non lorsqu'elle est "indépendante", s'agissant souvent là de femmes chefs de famille.

A Cochabamba, Isabel, 34 ans, mère de 8 enfants, vend dans la rue des boissons (*refrescos*) qu'elle prépare chez elle. Elle nourrit ainsi sa famille : "*Depuis qu'a commencé la crise, la situation est devenue plus difficile. Voici déjà trois ans que nous n'achetons plus de lait pour les petits, je ne leur donne que de la chicha* [boisson légèrement fermentée à base de maïs] *avec les aliments. Nous n'achetons pas non plus de viande. J'achète un os, je le fais bouillir un moment et*

<sup>17</sup> La catégorie "indépendants" comprend les "*trabajadores por cuenta propia*" (travailleurs à leur compte), c'est-à-dire majoritairement du secteur informel, et les travailleurs familiaux non rémunérés "*trabajadores familiares no remunerados*".

*je garde cela pour les jours suivants. Les oeufs nous sont inconnus. J'achète aussi des abats de boeuf, c'est moins cher que la viande. Pour le déjeuner, nous ne mangeons qu'un seul plat, la soupe ou bien des légumes avec un seul petit morceau de viande. Le soir, s'il n'y a plus de bouillon, je leur donne du riz et c'est tout. Le matin nous prenons tous du pain et du café [sultana]<sup>18</sup>.*

Pour la plupart des immigrés installés depuis moins de 10 ans à El Alto, le repas familial habituel ne comprend aussi qu'un seul plat : seulement une soupe au déjeuner (77 % des cas) ou au dîner (48 % des cas), plus rarement un plat unique de légumes dit *segundo* (6 % des cas au déjeuner et 20 % au dîner). Dans 20 % des cas, la soupe servie au dîner est la même que celle du déjeuner. Ne consomment à la fois soupe et plat que 8 % des familles, et cela uniquement pour le déjeuner (Franqueville, Aguilar, *o. c.*). Dans les zones marginales de La Paz, ce dernier type de repas comprenant soupe et plat est nettement plus fréquent (23 % des familles), ce qui signale la situation particulièrement précaire des nouveaux citadins d'El Alto.

Une étude spécifique concernant des enfants dénutris en traitement à Cochabamba permet de compléter le tableau des facteurs socio-économiques habituellement associés à la dénutrition (Suarez, 1993). Dans 63 % des cas, n'existe dans le quartier de résidence de ces enfants aucune organisation ou association susceptible d'aider la famille, et 83 % de ceux-ci appartiennent à des familles d'immigrés en majorité installés en ville depuis moins d'un an (71 %). Plus de la moitié (59,5 %) des logements concernés ne sont pas reliés au réseau d'eau potable et sont uniquement desservis par un puits, un camion-citerne ou même une source ou un cours d'eau ; 87 % d'entre eux n'ont pas d'installation sanitaire. Quant aux conditions économiques de ces familles, seuls 5 % des pères ont une occupation stable, 61 % n'ayant qu'un travail temporaire et 34 % étant sans travail. Le revenu moyen familial est de 184 boliviens quand le coût du panier de la ménagère est estimé à 231 bs. et plus des trois-quarts des ressources (78,6 %) sont destinées à l'alimentation. L'apport calorique journalier n'est que de 1 404,9 calories par personne (au lieu des 2 250 requises) dont la majorité fournies par le pain (33 %) et par le sucre (18 %). Enfin les situations de dénutrition extrême (kwashiorkor, marasme) se concentrent là où les revenus sont les plus bas : 85 % des cas concernent des familles dont le revenu mensuel est inférieur à 250 bs.

On ne saurait donc conclure que, globalement, la ville constitue un milieu privilégié quant à leur sécurité alimentaire de ses habitants, que celle-ci soit estimée en fonction de la prévalence de la dénutrition ou selon l'apport nutritionnel. Certes, s'il existe des Boliviens plus chanceux en la matière, ceux-ci résident en ville, mais ils ne sont qu'une minorité. Les villes boliviennes reflètent les contrastes géographiques du pays entre Altiplano, Vallées et Oriente, mais elle reflètent davantage encore les contrastes économiques vécus par leurs habitants, contrastes entre villes riches et villes pauvres et surtout entre citadins riches et citadins pauvres. Ne bénéficient d'une sécurité alimentaire satisfaisante que la moitié ou moins des familles urbaines.

<sup>18</sup> V. Arteaga M., 1988 : Recesión económica, estrategias de vida y el rol de la mujer en Bolivia. CEDOIN, Informe especial. 1988.

### 3. La dénutrition en milieu rural

Les taux de mortalité infantile dont on a vu les valeurs alarmantes en milieu rural, laissent peu de doute sur la gravité de la dénutrition infantile qui y prévaut, les deux phénomènes se trouvant en étroite corrélation. Les données présentées au début de ce chapitre, recueillies tant par l'INAN que par le SVEN ou l'INE, tendent en effet à montrer que l'état nutritionnel des enfants s'y trouve nettement plus détérioré qu'en milieu urbain. On peut cependant se demander si cette observation n'est pas seulement le résultat d'un effet de moyennes, dans la mesure où les villes comptent une certaine proportion de population au niveau de vie médian ou élevé qui, même peu nombreuse, contribue à augmenter les résultats d'ensemble, ce qui ne se produit pas dans les campagnes où la pauvreté est plus générale.

A considérer l'apport nutritionnel de l'alimentation (León *et al.*, *o. c.*), les ruraux jouissent en moyenne d'un niveau certes globalement insuffisant, mais cependant supérieur à celui des citadins les plus pauvres (Tableau 48).

Tableau 48. Apports nutritionnels en milieu rural et en milieu urbain

Modèles alimentaires	Apport par personne et par jour	
	Kcal	Protéines (g)
Urbain général	2 056	74,3
Marginal	1 590	50,4
Moyen	2 200	83,8
Privilégié	2 363	86,6
Rural	1 938	56,3

Source : León *et al.*, 1992.

Bien que l'on ne dispose pas d'enquêtes représentatives qui feraient apparaître, comme en ville, l'existence de différents modèles, il est certain que le milieu rural n'est nullement homogène. S'il était également divisé en trois groupes (marginal, moyen et privilégié), on y trouverait très vraisemblablement un groupe marginal rural peut-être encore plus dénutri que le marginal urbain, un groupe moyen probablement un peu mieux nourri que l'équivalent urbain, et un groupe privilégié (relativement encore moins nombreux qu'en ville), et dont l'alimentation serait très probablement encore meilleure que celle du groupe privilégié urbain.

Evaluer ces différences en fonction de la part des revenus consacrés à l'alimentation, comme on peut le faire en ville, n'est pas ici d'un grand secours. On trouve ainsi, certes, que dans la province de Yapacani, zone de colonisation agricole de Santa Cruz fortement engagée dans le marché, 49 % des dépenses vont à l'achat de nourriture, tandis que la proportion n'atteint que 45 % dans la province plus isolée de Zudañez (Chuquisaca) et 36 % dans celle de Chayanta (Potosi), montrant ainsi, chose prévisible, que la dépense alimentaire est directement proportionnelle au degré de monétarisation de l'économie paysanne. Mais l'estimation, faite ici, de la valeur de l'auto-consommation en termes monétaires relève d'une démarche fort aléatoire et théorique, les prix de référence utilisés pouvant toujours être sujets à discussion.

Une approche des différences de situation nutritionnelle entre les familles rurales est donnée par des enquêtes de consommation menées dans différentes communautés et bourgs du pays (León *et al.*, *o.c.*). Sans être statistiquement représentatives, celles-ci laissent cependant apparaître des situations variant considérablement d'un lieu à l'autre, les potentialités agricoles du milieu constituant probablement l'un des facteurs importants de ces variations.

Ainsi observe-t-on qu'un village de l'Altiplano (Chua Visalaya) pourtant situé dans la région agricole relativement prospère des bords du lac Titicaca, présente les apports nutritionnels les plus faibles (1 490 kcal et 50,4 g de protéines), qu'à un niveau légèrement supérieur (1 644 kcal et 56,4 g de protéines) se place un village du Chaco (Valle del Medio) particulièrement isolé, que les bourgades des Vallées (Coroico dans les Yungas, Kami et Ucureña vers Cochabamba) atteignent un niveau nutritionnel comparable avec 1 900 à 2 000 kcal et 62 à 68 g de protéines, tandis qu'à San Julián, dans les plaines de Santa Cruz, si les 2 500 kcal sont atteintes, l'apport protéique n'est que de 38 g. Les résultats obtenus par ailleurs pour l'ensemble de la zone rurale du département de La Paz (Villegas *et al.*, 1995) sont assez proches de ceux de Chua Visalaya, avec, en moyenne, un peu plus de calories (1 590), et un peu moins de protéines (45,9 g).

Reste que décrire une situation alimentaire et nutritionnelle rurale moyenne est une entreprise hasardeuse, à la fois parce que le milieu est hétérogène et parce que chacune des trois grandes régions écologiques du pays est le lieu de productions agricoles particulières qui déterminent, de façon très décisive dans les campagnes, la composition des régimes alimentaires et, partant, les caractéristiques de l'apport nutritionnel.

#### a) L'Altiplano

Sur l'Altiplano, quatre enquêtes échelonnées dans le temps et menées dans des zones différentes donnent une assez bonne idée de ce que peut être l'alimentation de base des habitants de ces hauts plateaux, de même qu'elles mettent en relief l'existence de variantes locales dues à la multiplicité des micro-climats<sup>19</sup>. Trois d'entre elles (Santiago de Llallagua, Chuquiña et La Paz-rural) présentent les résultats en pourcentages des quantités journalières consommées, la quatrième indiquant des fréquences de consommation (Tableau 49).

La nourriture des habitants de Santiago de Llallagua (département de La Paz), à plus de 4 000 mètres d'altitude, est constituée pour plus des deux tiers (68,9 %) de quinoa et de *chuiño* ; est typique de l'Altiplano cette importance de la quinoa. La viande, et plus rarement encore le poisson, ne constituent que 5,2 % du total consommé, s'agissant surtout de mouton et de lama. La consommation du *chuiño* est beaucoup plus importante que celle de la pomme de terre, son rôle étant essentiel pour le maintien d'une sécurité alimentaire minimum tout au long de l'année.

A Chuquiña (département d'Oruro), à 3 480 mètres d'altitude, la consommation de tubercules prend le pas sur celle des céréales andines<sup>20</sup> avec 66,7 % des quantités totales consommées, et la

<sup>19</sup> Il s'agit des études menées en 1967 à Santiago de Llallagua par le Département national de Nutrition (ministère de la Santé), à Chuquiña, dans le cadre de la JUNAC (Accord de Carthagène) par Zeballos *et al.* (1987), à Bamburuta par J. Laure, 1988, et dans la partie rurale du département de La Paz (Villegas *et al.*, T.II, 1995).

<sup>20</sup> Le terme de pseudo-céréales est plus approprié, s'agissant de chenopodiacées.

pomme de terre y est plus prisée que le *chuño* : les conditions climatiques meilleures, liées à une altitude moindre que celle de Santiago, permettent une plus grande diversité des cultures et réduisent quelque peu l'acuité du problème de la sécurité alimentaire. Parmi les céréales locales, la quinoa et la *kañawa* demeurent cependant les plus consommées, mais le riz, les pâtes et le pain ne sont pas inconnus. Observons que le même type d'alimentation, à base de pomme de terre et de *chuño*, a cours dans la province de Chayanta de Potosí, tandis que la quinoa n'apparaît pas, sa place étant tenue par le maïs (Prudencio, 1996).

Tableau 49. Principaux aliments consommés dans l'Altiplano rural

Aliments	Pourcentage du poids total des aliments consommés			Fréquence (%) de consommation
	Santiago de LL.	Chuquiña	Altiplano La Paz	Bamburuta
Céréales	54,9	20,9	29,1	
dont quinoa	40,8	5,9	4,1	51,2
<i>kañawa</i>	3,0	4,6		11,6
Tubercules	28,1	66,6	46,7	
dont p. de terre	3,5	38,0	30,6	100,0
<i>chuño</i>	24,5	28,5	7,3	58,1
Viandes, poisson	5,2	5,0	4,7	
dont mouton	2,1	5,0	0,9	53,5
Légumes verts		0,8	4,7	
Autres	11,8	6,7	14,8	
Poids total (g)	583,4	945,8	701,2	-

Sources : Franqueville, 1988 ; Laure, 1988 ; Villegas *et al.*, ESCA, 1995.

A Bamburuta, communauté située dans la même province que Santiago de LLallagua, J. Laure a constaté la persistance, sur une durée de vingt ans, du même régime alimentaire. Les trois aliments de base, cités par plus de la moitié des réponses, sont la pomme de terre, le *chuño* et la quinoa. Le seul changement probable semble être celui d'une consommation plus fréquente de viande de mouton.

Il ressort de ces enquêtes que la nourriture de l'Altiplano est extrêmement monotone, consistant en trois ou quatre aliments principaux ; seule varie leur importance relative selon les lieux. Parfois, et notamment dans la région du lac Titicaca, peut s'y ajouter une consommation de poisson, de fromage (le seul fabriqué par les paysans étant un fromage salé, le *queso criollo*, surtout destiné à la vente) et, fort rarement, de lait pour les enfants.

L'enquête plus récemment réalisée dans la zone rurale du département de La Paz (Villegas *et al.*, 1995) montre que, pour la partie altiplanique de ce département, les tubercules tendent toujours à conserver leur prépondérance globale dans l'alimentation avec 46,7 % des quantités consommées. Une évolution semble cependant se dessiner, avec une moindre importance de la quinoa et du *chuño* et l'apparition d'une consommation nouvelle, celle de légumes verts. Par ailleurs, d'autres recherches ponctuelles récentes sur l'Altiplano (De la Vega *et al.*, *o. c.*) montraient plutôt une

tendance à l'équilibre entre céréales et tubercules, avec respectivement 41,5 % et 38,6 % des quantités consommées.

En réalité, peu de changements se sont encore réellement produits dans le régime alimentaire des paysans de l'Altiplano depuis les premières enquêtes connues, à l'exception peut-être d'un début de consommation de légumes frais et aussi, dans une moindre mesure, de produits lactés et oeufs, mais les fruits et la viande demeurent inhabituels.

Pour monotone qu'elle soit, cette consommation alimentaire suffit-elle aux besoins des familles ?

Les taux moyens de couverture des besoins nutritionnels par la production agricole, déduits des enquêtes du SNDC<sup>21</sup> (Abegglen *et al.*, 1987), montrent globalement l'existence d'un déficit pour les calories et d'un excédent pour les protéines (Tableau 50).

Tableau 50 . Couverture des besoins nutritionnels familiaux  
par la production agricole sur l'Altiplano

	Calories	Protéines (g)
Besoins	10 938	229,0
Disponibilités	9 539	308,0
Couverture (%)	87,2	134,5

Source : Abegglen *et al.*, 1987.

Ces résultats ne disent cependant rien des nutriments réellement consommés par les familles, car la part de la production vendue reste ignorée de même que celle de l'alimentation acquise à l'extérieur. Ils montrent cependant des situations très contrastées selon les provinces, deux des provinces du département de Potosí (Bustillos et Linares) se trouvant en effet dans une situation extrêmement critique quant à leur auto-provisionnement, tandis que celle des deux autres (Saavedra de Potosí et Cercado Oruro) est apparemment meilleure.

Selon l'enquête de consommation menée dans la communauté de Chuquiña (Zeballos *et al.*, 1987), les besoins caloriques sont couverts à 84,4 % et ceux en protéines présentent un excédent de 2 %<sup>22</sup>. De même les enquêtes de consommation réalisées sur l'Altiplano pour le CIPCA montrent des taux de couverture similaires de 83 % pour les calories et de 81 % pour les protéines (De la Vega *et al.*, 1992) ; elles révèlent en outre que, de la même façon qu'en ville, l'adéquation se dégrade à mesure qu'augmente la taille de la famille, et que le régime alimentaire ne comporte pas d'éléments susceptibles de satisfaire pleinement les besoins en vitamine A et en calcium. Enfin les résultats concernant l'Altiplano pacénien (Villegas *et al.*, *o. c.*) se placent à un niveau quelque peu inférieur aux précédents, avec une couverture de 62,5 % des besoins caloriques (apport de 1 633,8 kcal) et de 63 % des besoins protéiques (apport de 36,9 g).

<sup>21</sup> Servicio Nacional de Desarrollo de la Comunidad, créé en 1970, dépendant du ministère de l'Agriculture et de l'Élevage (MICA). L'échantillon est de 410 familles.

<sup>22</sup> Communication de l'auteur, de l'enquête, R. Villegas, les données nutritionnelles n'apparaissant pas dans l'ouvrage publié.

Une constante commune à tous ces résultats est la place essentielle des produits végétaux dans l'alimentation, les produits carnés apparaissant peu ou pas du tout. Aussi convient-il de préciser que si la couverture est généralement meilleure pour les protéines que pour les calories, c'est avant tout l'effet de l'apport de protéines végétales, parfois supérieur à 80 % du total.

Certaines recherches précisent ainsi ce comportement alimentaire des ruraux : dans la province Oropeza (département de Chuquisaca), 66 % de la population ne consomme aucune sorte de viande, 56 % des paysans ne mangent pas d'oeufs, 76 % ne consomment pas de lait<sup>23</sup>, tandis qu'une autre enquête dans les zones rurales déprimées établit que seulement 15 % des femmes enceintes et allaitantes et 18 % des familles consomment des protéines d'origine animale<sup>24</sup>.

Si cette déficience en protéines animales peut être palliée par une consommation de céréales, légumineuses et céréales andines, le problème nutritionnel réside davantage dans la faiblesse de l'apport calorique que l'organisme tend à compenser en utilisant les protéines disponibles, ce qui réduit en réalité l'efficacité de celles-ci.

#### b) Les Vallées

Dans les Vallées, la répartition des aliments par grands groupes (Tableau 51) reste à peu près la même que sur l'Altiplano, au moins pour les hautes vallées (Laymiña et Pampa Churigua)<sup>25</sup>. La part des tubercules reste prépondérante et la viande rare. Parmi les céréales, cette fois le maïs vient en tête (8 % de l'alimentation), suivi du blé ; parmi les tubercules, les pommes de terre constituent toujours la base du régime alimentaire. On retrouve là le modèle dénommé "rural traditionnel" par Malassis (*o. c.*).

Tableau 51. Principaux aliments (en pourcentage du poids) consommés dans les Vallées

Aliments	Laymiña	Pampa Churigua	Santa Rosa Arbieto	Vallées La Paz	San Benito
Céréales	16,9	13,0	16,6	19,9	20,0
dont maïs	8,0		4,4	3,7	7,8
pain	0,7	0,3	5,0	5,2	5,0
Tubercules	73,5	74,0	51,2	51,0	35,0
dont p. de terre	70,4			35,4	32,3
chuño	1,6			2,7	
Viandes, poisson	0,6	1,2	4,4	3,6	3,9
dont mouton	0,3			1,1	
Fruits, Légumes	4,7	6,5	15,3	9,3	14,4
Autres	4,3	5,3	7,0	14,4	26,7
dont laitages		1,3	5,5	1,8	

Sources : Zeballos *et al.*, 1987 ; Cortes, 1995-a ; Villegas *et al.*, 1995 ; Departamento Nacional de Nutrición, 1967.

<sup>23</sup> Enquête ACLO, 1977, cit. Abegglen.

<sup>24</sup> Daza, 1985, cit. Abegglen.

<sup>25</sup> Zeballos *et al.*, *o. c.* ; Cortes, 1995-a.

Par contre, la consommation des communautés de fond de vallée (Santa Rosa et Arbieto) marque des variations notables (Cortes, *o. c.*). Elle correspond en effet au "modèle rural diversifié" du même auteur, à mi-chemin entre la campagne et la ville. On repère ce même modèle dans les vallées du département de La Paz, et son illustration la plus avancée est donnée par San Benito, autre village de Cochabamba fortement exposé au marché par sa situation sur une route importante (Departemento Nacional de Nutrición, 1967). L'évolution se fait dans le sens d'une moindre consommation de tubercules, et donne une part accrue aux légumes et aux fruits, aux produits carnés, voire aux laitages là où l'élevage est pratiqué. La zone de vallées comprise dans le département de La Paz présente aussi des caractéristiques de consommation proches de ces deux derniers cas, sans doute à cause de la fréquence des relations avec la ville de La Paz.

Ainsi, à l'intérieur de la zone agro-écologique des Vallées, deux sous-modèles de consommation se différencient en fonction de la proximité du marché urbain. Les mêmes nuances apparaissent pour ce qui est des apports nutritionnels : racines et tubercules procurent 40 % des calories à Pampa Churigua, mais seulement 25 % dans les villages de fond de vallée. Les protéines, à 84 % d'origine végétale dans la première communauté, ne le sont plus qu'à 54 % dans les deux autres, mais cette fois il ne s'agit plus de *charqui*<sup>26</sup>, mais bien de viande fraîche achetée chaque jour sur le marché local.

Le marché n'est cependant pas le seul facteur de différenciation de l'alimentation, car les conditions écologiques ne sont nullement uniformes à l'intérieur de cet ensemble communément dénommé "Vallées". Les quantités totales consommées par personne peuvent varier considérablement d'un lieu à l'autre (De la Vega *et al.*, *o. c.*) : de 1 838 g par jour dans les communautés étudiées de Cochabamba, elles ne sont plus que de 614 g dans celles de Camiri. De même en est-il de la composition du régime alimentaire : à Camiri, les céréales constituent 49 % du total (essentiellement du maïs avec 108 g par personne et par jour), mais à Cochabamba seulement 12 % ; par contre les tubercules (pommes de terre) forment 60 % du total à Cochabamba et seulement 8 % à Camiri. Mais il est vrai que ces comparaisons de quantités physiques sont sujettes à caution dans la mesure où certains aliments contiennent peu d'eau (10 % du poids pour le maïs) et d'autres beaucoup (50 % pour la pomme de terre).

Tableau 52. Taux de couverture des besoins nutritionnels par la production agricole dans les Vallées

	Mendez	Hernando Siles	Cercado Tarija
Calories	183,8	160,2	59,2
Protéines	244,5	178,2	111,6

Source : Abegglen *et al.*, 1987.

Dans les provinces de Vallées (départements de Chuquisaca et de Tarija), les enquêtes du SNDC signalent des taux moyens de couverture nutritionnelle par la production agricole nettement plus élevés que ceux de l'Altiplano, voire le plus souvent excédentaires (Tableau 52), même dans les

<sup>26</sup> *Charqui* (ou *charque*) : viande déshydratée de bœuf ou de lama, salée et séchée au soleil selon un procédé de conservation traditionnel dans les Andes.

communautés rurales de Chuquisaca (province Hernando Siles), l'une des zones les plus "déprimées" du pays.

De la même façon, l'apport nutritionnel enregistré par l'enquête de consommation à Laymiña (vallée de Cochabamba) permet une couverture des besoins plus élevée qu'à Chuquiña : 96 % pour les calories au lieu de 84 %, et 108 % pour les protéines au lieu de 102 %, soit un excédent protéique également supérieur.

Alimentation plus diversifiée et situation alimentaire globalement meilleure donc, dans les Vallées que sur l'Altiplano, qui laissent cependant place à des inégalités marquées entre les communautés. Les habitants de Pampa Churigua ne satisfont encore que 85 % de leurs besoins en calories et 92 % de ceux en protéines, mais ceux de Santa Rosa-Arbieto, respectivement 91 % et 140 % (Cortes, *o. c.*). De même, les communautés de Camiri couvrent 72 % de leurs besoins énergétiques et 68 % de ceux en protéines, et celles de Cochabamba respectivement 111 % et 95 % (De La Vega *et al.*, *o. c.*).

### c) L'Oriente

Dans les Plaines amazoniennes, la principale céréale consommée est le riz et, vers le sud, dans la région sèche du Chaco, le maïs. Les haricots prennent aussi une importance qu'ils n'ont pas dans le reste du pays, de même que le manioc, la banane à cuire (banane plantain) et les fruits tropicaux. Les produits animaux sont de consommation plus habituelle qu'ailleurs : viande bovine, à l'instar de l'importance qu'elle revêt dans l'Argentine voisine (le Béni et Santa Cruz constituant la principale zone d'élevage du pays avec environ 60 % du cheptel), poulet produit industriellement dans la région, ou encore poisson dont les rivières amazoniennes sont remarquablement riches.

Dans le département du Pando, les aliments les plus consommés sont les suivants, par ordre d'importance décroissante (INAN, 1980) :

- |                   |             |           |             |
|-------------------|-------------|-----------|-------------|
| 1. Riz            | 2. Haricots | 3. Manioc | 4. Graisse  |
| 5. Banane à cuire | 6. Café     | 7. Boeuf  | 8. Pain     |
| 9. Poisson        | 10. Pâtes   | 11. Thé   | 12. Oignons |
| 13. Huile         |             |           |             |

Dans le département du Béni, les habitants de la communauté de Santa Rita près de San Ignacio de los Moxos, consomment en premier lieu la banane à cuire, puis le riz et le maïs suivi du manioc (Laure, 1987), tandis que dans la zone de colonisation de Yapacani, près de Santa Cruz, le riz constitue l'aliment de base, suivi des carottes, des pommes de terre et du manioc (Prudencio, 1996). Une situation similaire prévaut dans la zone tropicale du département de La Paz (les Yungas) où le riz et la banane plantain prennent une importante inhabituelle dans le régime alimentaire, mais où la consommation de pommes de terre reste cependant forte, sans doute parce que le modèle alimentaire des "Yunguéliens" reste celui de l'Altiplano dont ils proviennent en majorité (Tableau 53).

Tableau 53. Régime alimentaire dans les Yungas de La Paz

Groupes d'aliments	Quantités (g)	%
Céréales et dérivés	166,0	20,9
(dont riz)	(74,7)	(9,4)
(dont pain)	(38,7)	(4,9)
Viande	35,2	4,4
Poisson	7,3	0,9
Huiles, graisses	6,0	0,7
Lait, oeufs, dérivés	18,0	2,3
Légumes frais	62,5	7,9
Tubercules	152,9	19,3
(dont p. de terre)	(76,5)	(9,6)
Légumineuses	5,8	0,7
Fruits	288,7	36,4
(dont banane plantain)	(145,9)	(18,4)
Sucres	29,5	3,7
Autres	21,0	2,8
Total	792,9	100,0

Source : Villegas *et al.*, 1995.

Les enquêtes menées plus au sud pour le CIPCA (De la Vega *et al.*, *o. c.*) révèlent, dans la région de Santa Cruz, une alimentation remarquablement équilibrée entre les céréales (29,8 % du total, essentiellement le riz encore), les légumes frais (28,2 %, en particulier les tomates) et le groupe racines-tubercules (20,1 %, surtout le manioc), les fruits, principalement les oranges, venant en quatrième lieu avec 11,6 %. L'impression d'un certain équilibre alimentaire se dégage aussi des observations de J. Laure (*o. c.*, 1987) dans la zone de Capirenda (Gran Chaco, département de Tarija), où les aliments les plus consommés sont la viande, le maïs, le lait et le fromage, les courges, le manioc et la patate douce.

Quant au taux de couverture énergétique, il est de 96 % des besoins dans la région de Camiri, mais on décèle un important déficit de l'apport en calcium. Dans le Pando, la couverture énergétique est de 92 %, celle en protéines de 129 %, mais on signale également un fort déficit en calcium (couverture de 51%). Par contre, dans les Yungas de La Paz, les taux de couverture ne sont que de 54,6 % pour les calories et 49,9 % pour les protéines (Villegas *et al.*, 1995). C'est là, on le verra, une caractéristique fréquente dans les zones de colonisation agricole, pour lesquelles une forte connexion avec le marché entraîne apparemment des conséquences négatives sur la situation nutritionnelle.

Mis à part ce cas particulier, l'impression générale est donc celle d'une alimentation relativement satisfaisante dans la région de l'Orient. Cette impression est confirmée par les résultats d'une enquête de consommation alimentaire portant sur 6 000 personnes résidant dans les trois grandes régions du pays et qui avance les taux de couverture suivants, respectivement pour l'Altiplano, les Vallées et les Plaines : 66 %, 67 % et 75 % pour les calories, et 102 %, 102 % et 112 % pour les protéines (Cabrera, Ruegenberg, 1992). Ces résultats signalent cependant des déficiences en

certains micro-nutriments, particulièrement en calcium (Altiplano et Vallées) et un risque de carence en vitamine A (Altiplano et Plaines).

## 5. Le risque nutritionnel en milieu rural

Le fait que bien des paysans boliviens se situent encore largement dans une économie d'autosubsistance, ce qui, à la différence des citadins, ne rend pas leur alimentation directement dépendante de leurs revenus monétaires, leur assure-t-il une couverture nutritionnelle plus satisfaisante ?

Des études réalisées sur l'Altiplano de Puno (Pérou)<sup>27</sup> tendent à accréditer cette hypothèse, mais il semble que des nuances doivent cependant être apportées par la prise en compte des inégalités socio-économiques existant entre les familles rurales et aussi, chose plus difficile à mettre en évidence, par la considération des variations dans le temps, selon les saisons, de l'apport alimentaire et nutritionnel.

### a) Les inégalités devant le risque

L'une des formes concrètes par lesquelles se révèlent les inégalités socio-économiques entre paysans est la part de leur production destinée à l'auto-consommation. D'un certain point de vue économique, on peut soutenir que plus l'auto-consommation est réduite, plus la production commercialisée est importante et donc susceptible de générer sur l'exploitation des revenus à même de procurer une alimentation complémentaire achetée venant combler les déficits de la production. Cette considération conduit Abegglen *et al.* à distinguer les communautés en fonction du volume de la production (traduite en macro-nutriments) qui leur reste après auto-consommation. Ainsi, selon ces auteurs, lorsque 50 % ou davantage de la production se trouvent déjà utilisés pour la consommation familiale, la situation se révélerait particulièrement dramatique (cas de la province Linares de Potosí) en ce sens que les quantités commercialisables seraient trop réduites pour permettre des achats venant combler les besoins alimentaires.

Une illustration de cette relation est donnée par G. Cortes dans le *Valle Alto* de Cochabamba. Dans la communauté montagnarde de Pampa Churigua, la production assure 86 % de l'alimentation, 75,6 % de l'apport calorique et 85 % de l'apport protéique, et la couverture moyenne est de 85 % pour les besoins caloriques et de 92 % pour les besoins protéiques. Par contre, à Santa Rosa et Arbieta, communautés de fond de vallée proches de la ville, la production ne fournit que 15 % de la consommation, mais la couverture nutritionnelle s'en trouve en moyenne mieux assurée, avec des taux de 91 % pour les calories et 140 % pour les protéines.

D'un point de vue alimentaire, un tel raisonnement doit cependant être nuancé. Ainsi a-t-on pu constater, par exemple au Pérou, mais aussi en Afrique, que *"les ménages pour qui l'autoconsommation ne représente qu'une faible part de la ration alimentaire et des dépenses totales, ont en général un moins bon état nutritionnel, à cause de la moins bonne qualité nutritionnelle des aliments non traditionnels (sucre, huile, riz) et de leur plus faible*

<sup>27</sup> Cf. B. Orlove, in Morlon (1992).

*consommation calorique*" (Orlove, o. c.). La relation avec le marché n'est donc pas aussi simple ni nécessairement aussi positive que le donnent à penser certaines conceptions a priori.

En Bolivie, un exemple est donné par trois des provinces parmi les plus pauvres : Yapacani (Santa Cruz), Zudañez (Chuquisaca) et Chayanta (Potosí)<sup>28</sup>. La première, zone de colonisation agricole, est la plus ouverte sur le marché : elle vend 96 % du riz produit, 95 % des bananes plantain, 75 % du soja, 45 % du maïs et des agrumes, de sorte que les revenus monétaires sont relativement confortables (entre 1 600 et 7 200 dollars annuels par exploitation). Dans les deux autres provinces, au contraire, l'auto-subsistance est de règle : pour Chayanta, la seule vente pratiquée est celle de pommes de terre et elle ne porte que sur 17 % de la récolte, 84 % des calories consommées proviennent de la production ; pour Zudañez, la proportion des ventes est un peu plus élevée et varie considérablement selon les zones et les produits, mais elle reste en moyenne inférieure à la moitié de la production. Aussi, dans ces deux dernières provinces, les revenus monétaires tirés de l'agriculture sont-ils notablement plus bas : entre 330 et 952 dollars annuels. Or la comparaison des apports nutritionnels montre que la situation la moins bonne est celle de la province la plus engagée dans l'économie de marché, celle de Yapacani : 1 304 kcal et 43,8 g de protéines par personne et par jour, quand les mêmes apports sont respectivement de 2 714 kcal et 66,5 g de protéines à Zudañez et de 1 933 kcal et 46 g à Chayanta. Une situation comparable a été décelée dans les Yungas de La Paz, zone rurale du département la plus ouverte sur le marché, mais pour laquelle la couverture protéique est la moins satisfaisante (Villegas *et al.*, 1995).

Une autre modalité de l'ouverture des ruraux vers le marché est leur degré d'engagement dans des activités non agricoles, lesquelles sont censées pallier l'insuffisance des ressources tirées de l'agriculture. Des études montrent que les ménages dont au moins un membre exerce une activité agricole à titre principal, présentent une meilleure couverture calorique que les autres (Justiniano, 1995), ce qui donne à penser que la recherche de ressources hors exploitation agricole vise moins à satisfaire les besoins alimentaires qu'à trouver les liquidités rendues indispensables par la généralisation de l'économie monétaire.

Peut-être doit-on recourir à cette même explication d'un préjudice nutritionnel entraîné par l'ouverture économique des sociétés rurales, pour comprendre les étonnants résultats d'une étude menée en 1983 dans deux communautés encore fort isolées à l'époque, l'une de l'Altiplano (Huarichullpa), l'autre des Vallées de Cochabamba (Tiquipaya), et où les apports nutritionnels sont sans commune mesure avec ceux actuellement reconnus : respectivement 4 686 kcal et 3 120 kcal, et 151 et 126 g de protéines (Penaranda, 1984). La conclusion de l'auteur était même la suivante : *"Compte tenu de la bonne santé et de la bonne forme physique et psychique des sujets explorés, il convient de ne pas modifier leurs habitudes alimentaires, mais de les prendre au moins partiellement en exemple pour définir la composition des rations alimentaires d'alpinistes au cours des expéditions himalayennes de longue durée"*.

La fameuse ouverture sur le marché est donc par nature ambiguë : elle peut sans doute favoriser une meilleure alimentation, mais peut tout aussi bien porter atteinte à la satisfaction des besoins nutritionnels qu'assurait une économie en quasi auto-subsistance. L'ambiguïté provient d'une méprise sur la nature de l'agriculture en question. S'il s'agit d'agriculture spécialisée, voire de

<sup>28</sup> D'après Prudencio, 1996.

monoculture, il est naturellement nécessaire de compléter la production par des achats alimentaires, le volume de ceux-ci (et le degré de couverture des besoins alimentaires) étant en rapport direct avec celui des ventes réalisées. S'il s'agit de petite polyculture vivrière d'autosubsistance, cas ici le plus fréquent, la vente d'une partie de la production présente toujours un risque nutritionnel. On peut donc en déduire que l'un des impacts du marché sur ces sociétés rurales est de créer des clivages économiques nouveaux qui tendent à altérer tant l'équilibre nutritionnel que la cohésion sociale, effet qui s'ajoute, on l'a vu, à celui des migrations.

Enfin, il n'est peut-être pas inutile d'ajouter que la sécurité procurée par un modèle de consommation dépendant majoritairement du marché ne peut être synonyme de sécurité alimentaire que si la continuité des ressources monétaires est garantie aux consommateurs.

Que sait-on, en réalité, de la relation qu'entretiennent accroissement des revenus monétaires et amélioration de l'alimentation ? Une expertise réalisée en milieu rural bolivien a montré qu'une telle relation n'allait nullement de soi, voire qu'elle jouait plutôt en sens contraire (De la Vega *et al.*, *o. c.*). Des exemples donnent à penser qu'une telle augmentation, chez les familles paysannes, ne se traduit par un meilleur bien-être, y compris une diversification de l'alimentation et une meilleure utilisation des services de santé, que si ces familles ont déjà une alimentation suffisante au moins en calories<sup>29</sup>. A l'inverse, pour les familles paysannes dont l'alimentation est juste suffisante ou déjà insuffisante, l'ouverture au marché semble avoir inévitablement des répercussions négatives sur l'état nutritionnel. Deux raisons principales contribuent à expliquer cette régression : alors qu'un revenu en nature (la production alimentaire) est prioritairement utilisé pour l'alimentation familiale (surtout si la gestion en est assurée par la femme), un revenu équivalent en argent est prioritairement utilisé pour d'autres besoins (habitation, équipement, outillage, relations sociales, scolarisation...), surtout quand ce revenu monétaire est géré par l'homme.

Une autre approche qui permet encore de mesurer le degré de gravité de la situation de déficit nutritionnel consiste à mettre celui-ci en regard avec la proportion de la production qui serait nécessaire pour satisfaire les besoins nutritionnels de la famille et avec la proportion du "stock" de bétail tenu en réserve qui permettrait un apport protéique normal (Abegglen *et al.*, *o. c.*). La méthode permet de faire ressortir les provinces à risque (Tableau 54), ici celles de Saavedra, Bustillos et Linares (toutes trois du département de Potosí).

Dans les quatre premières, en effet, les familles n'ont besoin de mobiliser que moins du tiers de leur production et moins de 15 % de leur bétail pour couvrir leurs besoins. Dans les trois autres, elles devraient, pour ce faire, consommer au mieux les trois-quarts de leur production, ou même plus que leur production totale, et réduire leur troupeau du tiers à la moitié. C'est constater qu'elles ne peuvent pas vivre de l'agriculture et qu'elles ne se maintiennent que grâce à des ressources non-agricoles.

---

<sup>29</sup> Je dois les réflexions qui suivent à Joseph Laure, résultats de sa longue expérience des milieux ruraux au Costa Rica, Guatemala, Maroc, Malawi, etc.

Tableau 54. Détection des provinces à risque élevé en fonction du "potentiel nutritif" des communautés

Provinces	% de la production nécessaire	% du stock de bétail nécessaire
Cercado - Oruro	33,2	4,4
Cercado - Tarija	32,6	3,5
Méndez - Tarija	18,2	10,2
H. Siles - Chuquisaca	18,1	12,5
Saavedra - Potosí	75,5	32,5
Bustillos - Potosí	143,0	53,8
Linares - Potosí	181,2	37,6

Source : Abegglen *et al.*, 1987.

Cette situation de risque nutritionnel plus ou moins prononcé en milieu rural est-elle en rapport avec la quantité de terres dont disposent les paysans ?

A première vue, la réponse devrait être affirmative, d'autant qu'elle constitue en quelque sorte la toile de fond de tout projet de réforme agraire. Les informations apportées par les enquêtes sont pourtant moins convaincantes (Tableau 55).

Tableau 55. Superficie cultivée par personne et couverture des besoins nutritionnels assurée par la production agricole

Provinces	Superficie cultivée par personne (ha)	Couverture des besoins par la production	
		Calories (%)	Protéines (%)
Linares - Potosí	0,84	31,4	64,2
Mendez - Tarija	0,65	183,8	244,5
H. Siles - Chuquisaca	0,58	160,2	178,2
Cercado - Oruro	0,50	42,7	102,9
Saavedra - Potosí	0,36	62,5	101,6
Cercado - Tarija	0,36	59,2	111,6
Bustillos - Potosí	0,35	16,0	30,1

Source : Abegglen *et al.*, 1987.

Il n'apparaît pas clairement, en effet, qu'à mesure que diminue la superficie cultivée par personne diminuent également les taux de couverture nutritionnelle : les deux provinces extrêmes quant à cette superficie cultivée (Linares et Bustillos) se rejoignent dans la malnutrition. Il semble cependant exister pour les autres provinces un certain parallélisme dans l'évolution des deux paramètres, mais le coefficient de corrélation trouvé n'est que de 0,24 pour les calories et 0,25 pour les protéines. C'est dire qu'un accroissement de la superficie cultivée de 20 % ne se traduirait que par une augmentation de 5 % du taux de couverture nutritionnel, impact relativement réduit donc, qui autorise les auteurs à conclure : "Si la disponibilité en terre est bien une condition première et nécessaire de l'accès à l'alimentation, elle n'en constitue nullement une condition

*suffisante*" (Abegglen *et al.*, *o. c.*). Quelles sont donc les autres variables intervenant en milieu rural ?

Quand bien même la superficie disponible serait considérable, une première limite à sa mise en culture est posée par les moyens techniques (et financiers) des agriculteurs. Morlon (1992) rappelle à ce propos qu'avec la bêche andine, la *chaquitacla*, un couple doit fournir un mois de travail sur l'Altiplano pour labourer un hectare, mais 3 à 5 jours avec une araire tirée une paire de boeufs, et seulement quelques heures avec un tracteur. Encore faut-il que les conditions locales de relief et de sol permettent ce changement technique, outre les disponibilités financières de l'exploitant.

De même, la localisation des zones de production sur le terroir de la communauté, lesquelles peuvent être plus ou moins exposées au risque de gelée, de grêle ou d'inondation, la possibilité d'accéder à des étages écologiques variés, contribuent à moduler considérablement le rôle joué dans la sécurité alimentaire par la superficie cultivable qu'il ne faut donc pas considérer seulement en elle-même. Interviennent encore la possession ou non de bétail et l'importance du troupeau, laquelle est conditionnée par les droits d'usage des terres collectives accordés aux familles et, bien sûr, par l'existence ou non de ces "communaux".

Enfin cette sécurité dépend des ressources non-agricoles dégagées au sein de la famille, des possibilités de pluriactivité et de migration de ses membres, lesquelles demeurent largement déterminées par les communications, l'accès à la ville et par l'ensemble de la conjoncture économique nationale.

Dans la communauté de Pampa Churigua (Cochabamba), la migration temporaire d'une partie de la famille paysanne vers le Chaparé constitue ainsi un élément important du dispositif de la sécurité alimentaire (Cortes, 1995-a). Elle augmente le degré d'autosuffisance des familles grâce à l'apport complémentaire du riz cultivé dans ces basses terres, diminuant ainsi la vulnérabilité qu'impliquerait la dépendance d'une production agricole circonscrite à la seule zone andine. Par contre, les migrations se produisant dans les villages du bas (Arbieto et Santa Rosa), en relation avec une ouverture plus ancienne des modes de vie, sont dirigées vers l'étranger (Argentine, Etats-Unis, etc.). Si elles permettent bien une élévation globale des revenus et des niveaux de vie, elles entraînent aussi une plus grande vulnérabilité du système alimentaire parce que celui-ci a évolué vers des cultures commerciales spécialisées, source d'une monétarisation plus avancée des économies familiales mais aussi d'une dépendance très forte du marché et des produits alimentaires urbains. Une constatation analogue est faite dans les communautés du Haut Cañete au Pérou, où le riz et les dérivés industriels du blé sont devenus des aliments essentiels qui grèvent fortement le budget des paysans (Delgado, 1991).

On ne peut donc attribuer au facteur "ressources monétaires externes" un rôle aussi décisif ni surtout aussi positif en milieu rural qu'en milieu urbain dans la satisfaction des besoins alimentaires. Bien souvent, en effet, *"l'argent de la migration n'est pas destiné en priorité à l'alimentation ... ce n'est pas parce qu'une famille a plus de revenus qu'elle dépense plus en alimentation et améliore sa couverture nutritionnelle ... l'urbanisation du modèle alimentaire, liée à la baisse de l'auto-consommation et à l'approvisionnement sur le marché (les aliments*

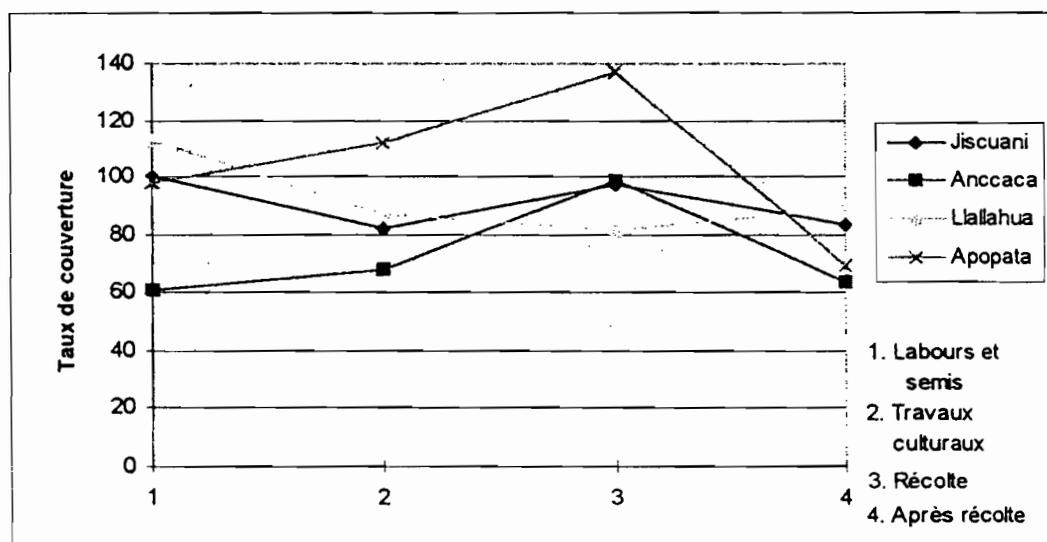
traditionnels comme le maïs ou le blé sont supplantés par des produits industriels comme les pâtes, l'huile, le pain), ne joue pas en faveur de l'amélioration de la couverture nutritionnelle" (Cortes, 1995-c). Au contraire la couverture nutritionnelle apparaît plutôt inversement proportionnelle au degré de l'endettement (et du remboursement de la dette) que les familles ont dû contracter pour permettre la migration de l'un des leurs à l'étranger.

#### b) Les variations saisonnières du risque

Inégalités de la sécurité alimentaire entre les familles paysannes donc, auxquelles le marché n'apporte pas de réponse univoque, mais également inégalités de cette sécurité dans le temps<sup>30</sup>. Il semble assez évident que s'il n'existe pas de stocks suffisants, des fluctuations importantes dans l'alimentation et dans la couverture des besoins se produisent en fonction des étapes du calendrier agricole.

Les données précises sur le sujet sont rares en Bolivie. Une première approche du problème a été celle de J. Laure (1987) montrant que les disponibilités alimentaires dans les quatre communautés rurales qu'il a étudiées augmentaient lors de la saison des pluies dans l'Oriente (Amazonie, Chaco), mais, l'inverse, diminuaient avec celles-ci sur l'Altiplano et dans les Vallées. Le décalage reflète probablement un calendrier agricole différent, la récolte du riz dans l'Oriente se plaçant en saison des pluies (décembre à avril) et celle des pommes de terre dans les Andes en saison sèche, entre avril et juillet.

Figure 13. Taux de couverture des besoins caloriques en fonction du calendrier agricole



Source : Orlove, cit. Morlon, 1992.

L'étude de quatre villages péruviens de l'Altiplano de Puno (Fig. 13) donne à penser que la meilleure couverture calorique se place au moment de la récolte, sans qu'il s'agisse cependant

<sup>30</sup> Sans oublier une autre inégalité alimentaire et nutritionnelle souvent mentionnée mais difficile à étudier, celle qui existe entre les membres d'une même famille, hommes, femmes, enfants selon les âges, en vertu d'habitudes, de croyances et aussi de choix conscients.

d'une règle générale, tandis que les taux les plus bas seraient plus nettement ceux de l'après-récolte, situation apparemment paradoxale.

Si les résultats disponibles paraissent assez peu concordants et sont difficiles à interpréter, c'est qu'intervient une multitude de facteurs, variables selon les localisations et les familles, que les auteurs ne prennent pas toujours en considération. Ainsi pourrait-on faire l'hypothèse que la chute observée après récolte serait due à une vente excessive de la production, ce qui permettrait, en retour, un maintien de la couverture durant les périodes suivantes grâce aux achats alimentaires ainsi réalisés. Mais ce n'est qu'une hypothèse.

La rareté des données et des essais d'explication rend d'autant plus précieuses les observations de G. Cortes (1995-a) dans le *Valle Alto* de Cochabamba, dont la durée (12 mois) a permis de comparer les variations de la couverture nutritionnelle des familles et les phases du calendrier agricole sans négliger pour autant le rôle possible d'autres facteurs.

L'auteur met en évidence, pour la communauté d'altitude de Pampa Churigua, la succession au cours de l'année de trois périodes distinctes quant au degré de couverture nutritionnelle :

- De janvier à mars, la période de la soudure, celle qui précède les récoltes du maïs, du blé et de la pomme de terre. Les taux de couverture nutritionnelle sont au plus bas : de 60 à 70 %.
- D'avril à juillet, la période d'abondance alimentaire, celle des récoltes. Les besoins sont couverts dans une proportion de 95 à 120 %.
- De septembre à décembre, la période intermédiaire : les stocks diminuent et s'épuisent, les familles recourent à des achats alimentaires sur les marchés, les adéquations nutritionnelles sont de 75 à 80 %.

On peut donc considérer que deux principales catégories d'aliments constituent le régime des familles de Pampa Churigua : les produits de base et les produits de compensation. *"Certains produits ont une fonction "compensatoire", écrit l'auteur, lorsque le stock des produits de base est épuisé : la fève, le riz ou les pâtes. En période d'abondance alimentaire, de mars à juin, trois produits ont une importance alternée dans le régime alimentaire, conformément au calendrier agricole : d'abord le maïs, puis la pomme de terre et enfin le blé. Lorsque ceux-ci accusent une baisse sensible à partir de septembre, la fève des fonds de vallée prend le relais, et dans une moindre mesure le riz du Chaparé. Observons que si l'approvisionnement en fèves se fait en novembre, les quantités obtenues ne sont pas consommées immédiatement. Elles sont stockées pendant quelques mois de façon à permettre la transition jusqu'aux récoltes de maïs et de pomme de terre"* (Cortes, 1995-b).

Par contre, dans les villages d'Arbieto et de Santa Rosa, pourtant relativement proches du précédent, les variations de la couverture nutritionnelle n'ont que peu à voir avec le calendrier agricole. *"Du fait de la forte monétarisation des systèmes d'approvisionnement, on constate une quasi adéquation entre la variation annuelle des dépenses alimentaires familiales et celle de la couverture nutritionnelle. Lorsque la valeur monétaire des dépenses alimentaires diminue (en janvier et février), la couverture calorique atteint ses niveaux les plus bas (moins de 80 % d'adéquation). Inversement, lorsque les dépenses alimentaires augmentent, d'avril à septembre, l'adéquation calorique est satisfaisante. Ainsi on constate l'étroite dépendance de la situation*

*nutritionnelle des familles de leurs possibilités d'accès au marché alimentaire urbain"* (Cortes, 1995-a). Ici le facteur de différenciation de la couverture calorique des familles est l'importance de l'endettement dans lequel elles se sont engagées pour permettre le départ en émigration lointaine de l'un de leurs membres. Le remboursement des dettes entraîne un rationnement alimentaire et une forte vulnérabilité nutritionnelle de la famille. Au contraire, les enfants des familles de non-migrants ne souffrent pas de dénutrition.

La situation qui prévaut dans ces derniers villages devient dès lors fort semblable à celle que l'on rencontre en milieu urbain où l'alimentation dépend entièrement des disponibilités monétaires et du pouvoir d'achat des familles.

### Conclusion

Les deux chaînes causales de la dénutrition, celle de la consommation alimentaire et celle de l'état de santé de la population qui conditionne l'utilisation biologique des aliments (Béghin, *o. c.*), gardent toute leur importance tant en milieu rural qu'en milieu urbain. S'il est difficile de décider laquelle des deux porte, pour chacun de ces milieux, la plus grande responsabilité dans la dénutrition constatée, la question de l'insuffisance notoire de l'équipement sanitaire des campagnes reste posée.

La recension et la comparaison des diverses données accessibles concernant la situation alimentaire et nutritionnelle conduisent en effet à penser que, finalement, et sous réserve d'une enquête nationale enfin réellement représentative, l'insécurité alimentaire en Bolivie est autant rurale qu'urbaine. Les taux de dénutrition infantile, et bien plus encore ceux de mortalité infantile, atteignent souvent des niveaux plus alarmants en milieu rural qu'en milieu urbain. A l'exception probable de celles de l'Orient et de certaines Vallées, les populations rurales ont en moyenne une consommation alimentaire insuffisante. Globalement, la production ne suffit pas à assurer de façon régulière une auto-consommation satisfaisante et, qui plus est, l'évolution (la modernisation ?) des systèmes de production là où elle se produit dans les campagnes peut avoir pour effet d'accroître cette insécurité.

On se souvient que, parallèlement, les pires situations de pauvreté et plus encore d'indigence, sont aussi celles des campagnes, depuis toujours délaissées par les pouvoirs publics. Un accès trop limité aux soins de santé primaires (vaccinations en premier lieu), règle générale dans les campagnes, aggrave la dénutrition de la majorité de la population rurale. En ville, un enfant dénutri peut être repéré et soigné relativement tôt ; à la campagne il ne peut généralement pas l'être, ou il l'est trop tard, lorsqu'il a déjà donné prise à l'une ou l'autre des maladies "banales" (rougeole, diarrhée, bronchite...) dont l'issue est alors souvent fatale. En ville, les mères peuvent recevoir, peu ou prou, des notions de diététique et d'hygiène, à la campagne le cas reste exceptionnel. En ville, l'accès à l'eau potable est généralement à portée des habitations, à la campagne, c'est encore l'exception.

On comprend combien centrer la lutte contre la dénutrition sur l'unique problème de l'apport alimentaire n'est une stratégie partielle et donc insuffisante, au point que l'on a pu écrire que *"l'assainissement du milieu et la prévention des maladies infectieuses suffisent à rétablir un état*

*nutritionnel convenable sans que le régime alimentaire ait à changer notablement"* (Froment, o. c.). En Bolivie comme en tout autre pays du Sud, on ne saurait donc se laisser enfermer dans une conception purement nutritionnelle de la question alimentaire (groupes-cibles, aide alimentaire, etc.), en oubliant que *"les effets de dysfonctionnement biologique ne peuvent être expliqués sans qu'on les intègre dans le cadre total de leur genèse sociale"* (Calvo, 1992), dans le cadre de vie total des populations.

S'il est vrai que les facteurs revenus, terres et rendements interviennent et contribuent à la précarité économique et nutritionnelle des campagnes, tout aussi déterminant quant à la dénutrition est donc celui d'une pauvreté définie à la fois en termes de déficience en services de base (particulièrement dans le domaine de la santé), de difficulté à y accéder quand ils existent (à cause de leur éloignement ou de leur coût), et en termes de sous-utilisation de ces infrastructures modernes quand elles sont mises en place, parce qu'elles continuent à susciter, parfois à juste titre, méfiance et scepticisme quant à leur efficacité et restent étrangères à l'univers culturel local.

On sait que le risque nutritionnel apparaît principalement lorsque se produit une rupture d'équilibre dans le mode de vie d'une population, la rupture pouvant être, entre autres, celle de l'urbanisation ou celle d'une migration qui déstabilise le régime alimentaire habituel. Si un tel processus est à l'oeuvre de façon évidente en milieu urbain, les campagnes ont depuis longtemps dû aussi affronter une rupture non moins redoutable, celle, on le verra, du démantèlement même de leur système de production. Certaines, surtout dans les Vallées, ont réussi à s'en accommoder grâce à la variété des cultures possibles, d'autres, sur l'Altiplano, n'ont pu y parer que plus difficilement, au prix d'une permanente diversification de leurs sources de revenus. Aujourd'hui, dans l'un et l'autre cas, l'entrée à tout prix dans le marché, dont les "développeurs" font un impératif, n'est autre qu'une nouvelle rupture, non moins lourde de nouveaux risques nutritionnels.

**TROISIÈME PARTIE**

**DESSERRER L'ÉTREINTE**



Par où commencer ? Par où attaquer l'implacable cercle vicieux ? Faut-il agir d'abord sur la production agro-alimentaire, sur l'alimentation, sur l'éducation, sur les équipements, ou encore sur tout cela à la fois au risque de disperser les efforts et les ressources ?

La Bolivie, par experts étrangers et financements internationaux interposés, a tenté, dans un certain désordre il est vrai, plusieurs de ces solutions. Sa situation présente démontre qu'elle n'a pas encore su trouver celle qui convient.

Cette troisième partie s'attachera à montrer les essais de solutions et les raisons de leur échec. Ce fut d'abord celle d'une transformation radicale des conditions de la production agricole à travers la réforme agraire et l'ouverture de la nouvelle frontière agricole ; ce fut ensuite, avec des résultats aussi peu concluants, celle d'une aide alimentaire massive. Malgré ces échecs, l'une et l'autre solution semblent encore constituer, pour les dirigeants nationaux comme internationaux, l'horizon indépassable de la politique économique bolivienne.

D'autres portes existent pourtant pour sortir du cercle infernal. Mais les ouvrir suppose que soient reconnues, telles qu'elles sont, les réalités propres au pays et que l'on se décide enfin à tableur sur les forces et les talents qu'il recèle, afin de penser sa construction et son fonctionnement sur un autre modèle.



## CHAPITRE 5

### L'AGRICULTURE ACCUSÉE

ou

#### choisir les véritables priorités

L'agriculture bolivienne est-elle capable de produire les ressources alimentaires nécessaires à la population pourtant bien peu nombreuse du pays ? La réponse généralement donnée à la question est négative, l'argument étant celui de la nature même de cette agriculture.

L'offre alimentaire provient de deux agricultures aux antipodes l'une de l'autre. L'une est l'agriculture traditionnelle, et donc réputée primitive et dépassée, agriculture de *minifundio* pratiquée par les paysans indigènes de l'Altiplano, des Vallées et des zones de colonisation. Ils produiraient, affirme-t-on, fort peu et fort mal, et avant tout pour leur autosubsistance. L'autre est l'agriculture moderne, réputée performante, aux techniques avancées copiées de l'Occident, pratiquée sur de grands espaces, mais qui serait encore trop peu développée pour répondre par elle seule aux besoins alimentaires du pays. Telle est la situation généralement décrite, autant dans le pays qu'au sein des instances internationales, pour dénoncer la faiblesse structurelle de l'agriculture bolivienne due à son retard technologique ou, plus prosaïquement, à son "archaïsme", lequel, dans une argumentation qui prend aisément une tournure raciste, ne manque pas d'être imputé à l'incapacité intrinsèque des *indios* à s'adapter à la "modernité".

Les études montrent qu'il s'agit pourtant là d'une vision bien superficielle des choses et que, s'il est vrai que les conditions de la production ne sont généralement pas "modernes" au sens où elles seraient celles de l'agriculture capitaliste occidentale, elles permettent normalement une production suffisante, sauf cas de grave adversité climatique ou lorsque la conjoncture macro-économique locale ou internationale joue au détriment du paysan.

#### 1. La production alimentaire

##### a) Offre, consommation et besoins alimentaires

Selon les données disponibles, la part de la demande alimentaire couverte par la production nationale dépasserait, depuis les années 1970, les 90 % (Tableau 56) et le léger fléchissement du rapport production / consommation enregistré dans la décennie 1980 aurait été rapidement résorbé. Ces résultats ne manquent pas de jeter un doute sur l'accusation habituellement portée contre l'agriculture.

Reste cependant sans réponse l'autre question fondamentale, celle de la suffisance de l'offre au regard des besoins réels de la population, celle du rapport de la production alimentaire à la population du pays. A s'en tenir aux généralités, on constate que la population a augmenté d'environ 50 % entre 1976 et 1992, tandis que la production agro-alimentaire n'augmentait que d'environ 30 % entre 1975 et 1991, ce qui impliquerait une détérioration de l'alimentation. Mais les chiffres montrent aussi qu'une stagnation, voire une baisse de la demande alimentaire s'est produite après 1985, conséquence immédiate de l'ajustement structurel, alors qu'une remarquable augmentation avait marqué la décennie 1970-1980 ; s'il en est réellement ainsi, le rapport

apparemment satisfaisant entre production et consommation occulterait une insuffisance de cette dernière, c'est-à-dire l'existence de besoins alimentaires non satisfaits.

Tableau 56. Evolution (1970-1991) de la production et de la consommation alimentaires (en milliers de tonnes)

	1970	1975	1980	1985	1990	1991(1)
Production (P)	2 865 400	4 738 080	5 483 675	6 038 698	6 221 872	6 258 507
Consommation (C)	3 017 066	4 682 865	5 827 255	6 456 329	6 374 976	6 337 560
P / C	94,9	101,1	94,1	94,5	97,5	98,7

(1) Chiffres provisoires.

Source : Prudencio, 1993.

Une autre façon, habituelle parce que commode et simple, d'aborder le problème de la suffisance de la production alimentaire est de se référer non aux données nationales (ici celles du ministère de l'Agriculture - MACA), mais à celles publiées par les grandes organisations internationales concernant la production alimentaire par habitant. Qu'en est-il pour la Bolivie ?

Selon le PNUD, cette production par habitant aurait connu, au cours des années récentes, une certaine progression (Tableau 57). Sur la base 100 en 1979-81, son indice est en effet 124 en 1991 (après une chute à 95 en 1986, suivie d'une remontée à 102 en 1988), soit une croissance relative supérieure à celle du monde en développement (indice 118 en 1991) et même à celle de l'ALC (indice 110). Pourtant la chute enregistrée en 1992 (d'ailleurs commune à toute l'Amérique latine) montre que l'agriculture éprouve quelque difficulté à garder un rythme de croissance régulier, restant à la merci de fortes irrégularités climatiques auxquelles est soumis le pays.

Tableau 57. Production alimentaire par habitant (Indice 100 = 1979-1981)

Années	Bolivie	Pays en voie de développement	Amérique latine et Caraïbes
1986	95	111	100
1988	102	111	103
1991	124	118	110
1992	104	121	104
1993	107	122	103

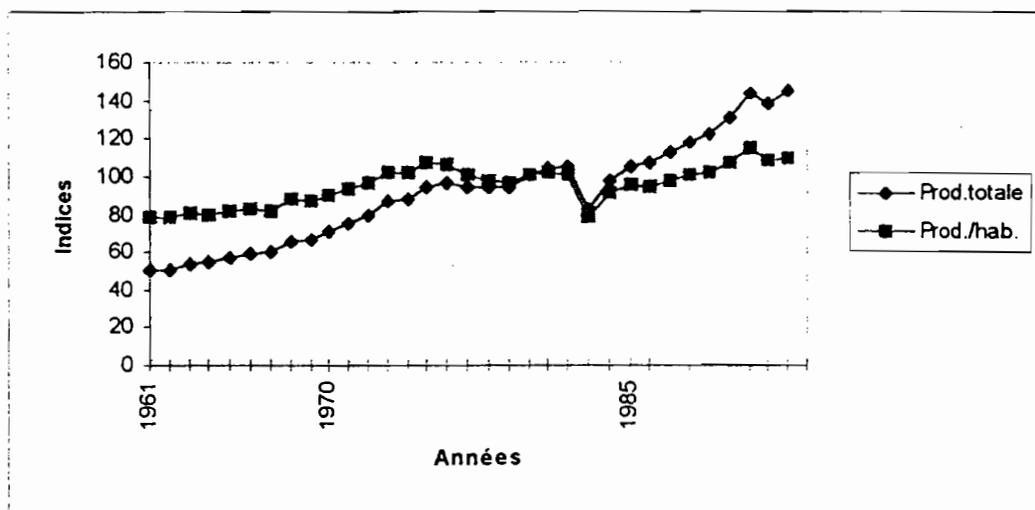
Source : Rapports annuels PNUD.

Si la situation bolivienne n'est guère très différente de celle qui prévaut pour l'ensemble du sous-continent, l'ensemble des pays en développement présentent cependant des indices de production alimentaire meilleurs et en progression plus marquée au cours de ces six années.

Les séries de données publiées sur le même sujet par la FAO (1992, 1993, 1994) présentent l'avantage de couvrir une période de plus de 30 ans (de 1961 à 1993), mais n'en sont pas moins quelque peu déroutantes. Les dernières publications (1994) montrent que la production alimentaire totale du pays a progressé lentement, non sans quelques fléchissements, notamment lors des fortes intempéries des premières années 1980 qui furent effectivement très préjudiciables

aux cultures (Fig. 14). La production alimentaire par habitant progresse également, mais à un rythme nettement moins soutenu ; après la crise de 1982-83, le niveau de 1981 n'est retrouvé qu'en 1989 et les résultats récents révèlent une irrégularité chronique sinon une stagnation du volume des récoltes vivrières après 1991.

Figure 14. Evolution de la production alimentaire totale et par habitant (indice 100 = 1979-1981)



Source : FAO, 1994

Il paraît cependant difficile de faire toute confiance à ces données de la FAO dans la mesure où elles présentent de notables variations selon les années de publication. Ainsi, pour 1987, 1988, 1989, 1990 et 1991, les indices de production alimentaire par habitant sont, selon le Rapport de 1993, de 103, 104, 102, 108 et 122, tandis que celui de 1994 donne, pour les mêmes années, les indices 98, 101, 102, 107 et 115, la période de référence étant néanmoins la même (1979-1981).

L'impression générale que donnent ces statistiques est cependant celle d'un pays dont la production alimentaire tend à croître lentement et qui assure globalement son approvisionnement par sa propre production agricole. Le spectacle des marchés des grandes comme des petites villes du pays, où les produits alimentaires semblent en quantités excédant de beaucoup la demande, paraît bien confirmer cette impression. Deux remarques contradictoires s'imposent cependant : d'une part, sachant la débilite de l'appareil statistique en la matière, il est permis douter de la fiabilité des chiffres couramment avancés, d'autre part cette apparente surabondance de l'offre n'est peut-être, on l'a déjà noté, que l'effet de la faiblesse de la demande réellement solvable.

Une autre caractéristique de l'agriculture bolivienne doit être mentionnée : l'importance des producteurs paysans en termes d'emploi comme de production. Près de la moitié de la population active (49 %) relève encore, en 1992, du secteur agricole, et la plus grande partie de celui-ci (86 % du total) est constituée par l'agriculture paysanne, dénommée "traditionnelle" dans les recensements (Arze *et al.*, 1994). De même, selon les estimations généralement admises (Urioste, 1992), la production agro-alimentaire du pays est assurée à 70 % environ par les petits paysans, les entreprises agricoles capitalistes ne participant que pour 20 % à la consommation nationale,

tandis que les importations couvrent les 10 % restant<sup>1</sup>. On ne peut que s'étonner du paradoxe : l'alimentation du pays continue de reposer sur le monde des paysans alors que non seulement la nature mais aussi tous les pouvoirs politiques et économiques successifs ont opposé et continuent d'opposer de multiples contraintes et obstacles au déroulement normal de leur activité.

b) L'obstacle d'une nature difficile

La forte densité, ancienne et toujours actuelle, de la présence humaine dans les Andes, montre bien, observe Dollfus (1991), que sur ces hautes montagnes l'altitude n'interdit nullement, même au XX<sup>e</sup> siècle, une occupation et une mise en valeur par l'homme, au moins jusqu'à la limite supérieure de la végétation : *"A la fin du XX<sup>e</sup> siècle, les Andes continuent d'être la chaîne de montagnes la plus peuplée du monde, écrit-il. Nulle part on ne trouve, comme au Pérou et en Bolivie, des millions d'hommes établis à plus de 3 500 mètres d'altitude (...). Depuis au moins deux millénaires, les Andes tropicales ont été les régions peuplées du continent américain"*.

Les documents manquent malheureusement, qui permettraient d'établir avec certitude quelle était la situation alimentaire de la région andine avant la conquête espagnole, et les affirmations que l'on peut trouver à ce propos dans la littérature restent sujettes à caution<sup>2</sup>. Même s'il convient de rester prudent devant certains courants de pensée qui tendent à idéaliser à l'excès ce que pouvait être la vie des populations précolombiennes, nourrir une population qui comptait alors quelques 10 millions d'habitants supposait sans aucun doute une agriculture hautement productive, cela dans un environnement physique qui n'a guère changé depuis et ne garantissait pas plus qu'aujourd'hui le succès des cultures.

La Bolivie est en effet un pays dont les conditions de relief et de climat rendent souvent difficile, voire interdisent en certains lieux, l'activité agricole. Globalement, selon les chiffres habituellement retenus tant par le PNUD que par la FAO, la superficie utilisable pour la production agropastorale ne serait que de 36 millions d'hectares sur un total de 109 millions, soit le tiers de l'ensemble et 3 % seulement conviendraient aux cultures (Tableau 58).

Tableau 58. Superficies utilisables et types d'exploitation possibles

Type d'utilisation	Superficie (hectares)	% de la superficie totale
Agriculture	3 399 000	3
Elevage	32 940 000	30
Forêts, bois	55 770 000	51
Autres	17 570 000	16

Source : PNUD, 1991-92.

<sup>1</sup> D'autres sources estiment à 60 % du total l'apport de la production paysanne (Zeballos *et al*; 1987). Dans ces évaluations, il conviendrait de mettre à part le cas du blé (Prudencio J., 1990), dont la production de type capitaliste réalisée dans les plaines de Santa Cruz est, on le verra plus loin, en forte augmentation depuis 1990.

<sup>2</sup> Ainsi Horkheimer (1990) écrit-il : *"Comme le Tawantinsuyu n'exportait aucun végétal, il en résultait une économie alimentaire meilleure et plus équilibrée que celle d'aujourd'hui"*.

On ne saurait cependant confondre superficie utilisée et superficie utilisable. Ces chiffres englobent, en effet, les immenses étendues amazoniennes aujourd'hui quasiment vides d'établissements humains, dont la mise en valeur agricole n'est pas impossible moyennant certaines mesures de protection ; ne présentent-elles pas, d'ailleurs, les traces archéologiques d'une agriculture avancée et aujourd'hui disparue, révélant un passé d'aménagement et de transformation du milieu non moins important que celui encore observable en de nombreux endroits des Andes ? Ce fait démontre bien le caractère relatif de la notion de potentiel agricole, lequel ne doit être considéré, même ici, qu'en référence à un certain volume de population et à un certain état des techniques de production et des échanges commerciaux.

Aujourd'hui, dans les départements où se concentre l'essentiel de la population, ceux de La Paz et de Cochabamba, les superficies réputées inutilisables recouvrent respectivement 40,5 % et 42,8 % du total, et jusqu'à 80,6 % dans le département de Chuquisaca (d'après Zeballos, 1988). Le relief par lui-même ainsi que les sols, la rareté de l'eau ou au contraire son excès, constituent des facteurs très limitants de la production compte tenu des systèmes d'exploitation actuellement en vigueur. L'extension des superficies utilisables n'est nullement impensable, mais elle supposerait le recours à des techniques adaptées et contrôlées (irrigation sur l'Altiplano, dans les Vallées et le Chaco, drainage dans les plaines amazoniennes), bien peu encouragées depuis des décennies.

L'aridité de l'Altiplano fait que, de mémoire d'homme, l'activité agricole y fut toujours risquée parce que pratiquée dans des conditions limites. Morlon rappelle opportunément qu'aux premiers temps de la colonisation, les chroniques de Guaman Poma de Ayala donnent plutôt l'image d'une agriculture andine nourrissant de justesse la population et montre aussi que le thème de la faim s'y trouve lié, non à des accidents climatiques exceptionnels, mais de façon récurrente à chaque période de soudure. De même, selon M. Mamani (1994), il n'est pas rare de voir mentionner par les premiers chroniqueurs le manque de terres et la faible fertilité qui handicapent l'agriculture du *Tawantinsuyu* : "*Apparemment, la terre cultivable n'avait de valeur que si elle était irriguée ; les terres sans irrigation n'avaient presque pas d'importance...*", et Morlon (*o. c.*) estime que déjà le problème était celui d'une insuffisance régulière, en quelque sorte structurelle, de la production alimentaire due à "*la faible productivité du travail manuel, et plus précisément, au "goulot d'étranglement" constitué par la période des labours et semis*".

Sur l'Altiplano, la période pendant laquelle doivent être réalisés les labours et les semis, celle du début de la saison des pluies, est, en effet, très courte (entre octobre et décembre selon l'altitude) s'agissant de travaux manuels, car les récoltes doivent arriver à maturité avant la saison sèche et ses risques de gelée. La solution généralement apportée au problème, outre l'introduction par les Espagnols de l'araire à traction animale (la *yunta*) là où celle-ci est utilisable, a consisté à disposer temporairement, durant cette période critique, d'une main-d'oeuvre abondante permettant de réaliser rapidement les travaux nécessaires. Une telle contrainte contribue à expliquer à la fois la persistance et l'ancienneté des fortes densités démographiques dans les Andes, et l'habitude des longues migrations vers les mines, les villes ou l'Orient pendant la majeure partie de l'année agricole, lesquelles permettent également de réduire la demande alimentaire.

Une autre solution au problème consiste à avancer la date des labours grâce à une irrigation qui rend possible la préparation de la terre. Abegglen (1987) attire l'attention sur l'importance de cette irrigation dans la production vivrière paysanne : dans les communautés étudiées par l'enquête du

SNDC<sup>3</sup>, seulement 20 % de la production correspond à des cultures de *misca*, c'est-à-dire irriguées, et 70 % à des cultures sous pluie, ce qui induit pour la famille paysanne "*une sécurité alimentaire fortement dépendante des facteurs climatiques*".

A ces limites imposées à l'activité agricole par l'altitude et le climat s'ajoutent celles imposées à la productivité du travail. Si la mécanisation est possible sur les surfaces planes de l'Altiplano, les pentes extrêmement fortes des Vallées la rendent beaucoup plus difficile, et il en va de même de la création et de l'entretien des réseaux de transport. Quant à une éventuelle motorisation, son coût s'avère d'autant plus élevé que le rendement des moteurs, à 4 000 mètres, diminue de 40 % par rapport au niveau de la mer (Dollfus, *o.c.*).

Les habitants des Andes sont-ils donc condamnés à la pauvreté ? Si les paysans andins précolombiens paraissent cependant avoir pu surmonter ces difficultés tandis qu'elles semblent réhilitaires pour ceux d'aujourd'hui, c'est que depuis lors deux grands changements sont intervenus dans leur situation.

D'une part celle-ci ne semble plus pouvoir être posée aujourd'hui, selon le vocabulaire à la mode, qu'en termes d'avantages comparatifs. Tant que la marche à pied constituait le seul moyen de déplacement, le travail manuel, la terre et l'eau les seuls facteurs de production, il était sûrement plus logique et plus rentable de vivre en altitude et de produire en tirant profit des étages agro-écologiques, plutôt que dans les basses plaines inondées et malsaines de l'Orient. A partir du moment où progrès agricole a signifié haute productivité à l'hectare, mécanisation, motorisation et transport routier, les agricultures de montagne, quelles qu'elles soient et en quelque continent que ce soit, se sont trouvées nécessairement marginalisées par rapport à celles des plaines.

D'autre part, et ce thème est récurrent au long de cet ouvrage, le système de production de l'agriculture andine, qui avait permis non seulement la survie des habitants mais l'alimentation de fortes densités de population, a été profondément démantelé tant par les pouvoirs coloniaux que républicains, au point de ne plus pouvoir remplir correctement son objectif, situation dont étaient déjà témoins les anciens chroniqueurs.

A la croisée de ce double enchaînement de causalités, la Bolivie présente donc aujourd'hui cette situation paradoxale dans laquelle les trois quarts de la population totale vivent sur un tiers de la superficie du pays constitué de montagnes où l'agriculture est difficile et peu productive, tandis que la production agricole dite moderne tend de plus en plus à se localiser dans des plaines sous-peuplées.

## 2. La terre et la réforme agraire

### a) Une réforme avortée

La revendication de la terre par les paysans autochtones constitue une constante de l'histoire bolivienne. La liste des révoltes, répressions et massacres qu'elle suscita pourrait être longuement égrenée : 1914 à Pacajes, 1918 à Caquiaviri, 1921 à Jesus de Machaca, 1927 à Chayanta, 1934 à

---

<sup>3</sup> SNDC : *Servicio Nacional de Desarrollo de la Comunidad* dépendant du ministère de l'Agriculture.

Pucarani, 1947 à Los Andes et Ayopaya, 1974 *masacre del valle*, etc. (Albó, Barnadas, 1985 ; Rivera Cusicanqui, 1986). Leur virulence fut encore avivée à la faveur de la guerre du Chaco (1932-1935), occasion pour beaucoup de paysans de prendre conscience de leur situation d'exploitation et aussi de leurs droits.

Cette revendication paysanne fut formulée au grand jour lors du premier Congrès indigène tenu à La Paz en mai 1945 et reconnue suffisamment justifiée pour qu'un décret du général Villarroel abolisse le servage (*pongaje*) alors encore en vigueur dans les haciendas<sup>4</sup> ; ce décret, quoique jamais appliqué, fut cependant pour beaucoup dans le lynchage de son auteur en 1946.

Aussi, vers 1950, 82 % des terres agricoles se trouvaient-elles encore aux mains de 4 % des exploitants<sup>5</sup> et 615 haciendas contrôlaient environ la moitié des terres cultivables (Dunkerley, 1987). Les "colons" qui gravitaient autour de ces haciendas n'avaient qu'un droit d'usufruit sur des terrains d'étendues inégales concédés par le "patron", dont l'exploitation ne présentait pas d'intérêt pour lui.

Sous la pression des paysans, particulièrement mobilisés dans la vallée de Cochabamba et dans la région du lac Titicaca, la Révolution nationale de 1952 ne put donc esquiver le problème agraire, bien qu'aucune réforme de ce type n'eut jamais figuré dans les programmes des "révolutionnaires", eux-mêmes souvent grands propriétaires terriens. Le projet du MNR (*Movimiento Nacionalista Revolucionario*) de Paz Estenssoro consistait plutôt à encadrer la paysannerie et à canaliser le mouvement paysan pour en faire un rouage de l'appareil d'Etat (Le Bot, 1994). Inspirée du précédent mexicain, la "loi de réforme agraire" du 2 août 1953, outre qu'elle reconnaissait pour la première fois dans l'histoire du pays l'existence des "communautés indigènes", fixait une limite supérieure à la superficie des exploitations agricoles<sup>6</sup>. Elle créait, en même temps que l'Institut national de colonisation (INC), organe exécutif de la réforme, le Conseil national de la réforme agraire (CNRA) chargé d'établir, de promouvoir et d'appliquer les modalités de la nouvelle occupation de l'espace et de la nouvelle mise en valeur des ressources naturelles.

Les objectifs de la réforme étaient officiellement les suivants :

- redistribuer la propriété de façon à corriger une "*distribution injuste, inégale et défectueuse de la terre*" ;
- abolir le latifundium, considéré comme une forme de propriété de la terre obsolète qui réduit les paysans en servitude ;
- restituer aux communautés indigènes les terres usurpées ;
- réorganiser les relations de production en abolissant toutes les formes de services personnels obligatoires et gratuits ;

<sup>4</sup> Le *pongaje* (ou *pongueaje*) était l'obligation faite à tous les hommes de servir gratuitement dans la maison de l'*hacendado* plusieurs semaines par an. Pour les femmes, cette obligation s'appelait *mitanaje* (Dunkerley, o. c.). On trouvera dans Mamani (1994) un inventaire détaillé des nombreuses obligations que pouvait imposer l'*hacendado* à ses "dépendants".

<sup>5</sup> Nous suivons principalement, pour toute cette analyse, les ouvrages de Urioste (1992) et de Zeballos (1988).

<sup>6</sup> Cette reconnaissance des communautés fut d'ailleurs toute relative. J. Vellard (1963) note à ce propos : "*La communauté indigène est reconnue et confirmée dans ses biens - ou plutôt tolérée - mais son rôle doit se borner à développer le bien-être matériel et social de ses membres ... Les syndicats et les coopératives sont destinés, dans l'esprit du législateur, à occuper la première place dans le nouvel ordre rural et à remplacer peu à peu les communautés et les propriétés privées*".

- moderniser l'agriculture et la vie rurale par l'organisation de nouvelles formes de production et une assistance technique de l'Etat.

Outre ces objectifs déclarés, certains historiens estiment que la loi n'était pas exempte d'arrière-pensées idéologiques, dans la mesure où elle aurait visé "*comme première étape, à développer le capitalisme dans l'agriculture bolivienne sur la base de propriétés moyennes travaillées par leur propriétaire ou en coopérative, avant d'introduire la collectivisation généralisée*" que certains croyaient d'ailleurs autrefois réalisée par les communautés andines traditionnelles (J. Malloy, cit. Urioste, 1988).

Tableau 59. Taille maximale des propriétés agricoles (hectares)  
selon la loi de réforme agraire

Régions	Types de propriétés		
	Petites	Moyennes	Grandes
Rives du lac Titicaca	10	80	400
Rives du lac Poopo	15	-	-
Altiplano sud	35	100-150	800
Vallées ouvertes irriguées	6	60	500
Vallées ouvertes non irriguées	12	150	80-150
Vallées fermées irriguées	4	40-80	80-150
Vallées fermées non irriguées	8	-	-
Viticulture	3	24	-
Têtes de vallée	20	200	-
Vallées ouvertes irriguées (1)	-	20-50	-
Vallées ouvertes non irriguées (1)	-	100-150	-
Sous-région des Yungas	10	150	-
Sous-région de Santa Cruz	50	500	-
Sous-région du Chaco	80	600	-
Région subtropicale	-	500	-
Région subtropicale et tropicale	-	-	2 000
Zone d'élevage orientale	500	2 500	50 000

- : sans objet ; (1) Région de Cochabamba.

Source : Zeballos, 1988.

Quant à la taille limite des exploitations agricoles, non seulement la loi la faisait varier selon les régions (Tableau 59), ce qui peut se concevoir dans un pays écologiquement si divers, mais elle autorisait dans nombre de zones une distinction entre propriétés petites, moyennes et grandes, ces dernières étant appelées "entreprises agricoles", distinction qui ouvrait la porte à la persistance, voire à la multiplication du latifundium. Ainsi, dans les plaines orientales, la propriété pouvait-elle atteindre 2 500 hectares et jusqu'à 50 000 hectares quand il s'agissait d'élevage. De plus, c'était là encourager le maintien d'un élevage extensif que son faible rendement aurait dû condamner. Ainsi encore, tolérer sur les rives du lac Titicaca des propriétés allant jusqu'à 400 hectares ne pouvait que signifier l'expulsion de centaines de petits paysans, tant la pression sur la terre est forte dans cette région.

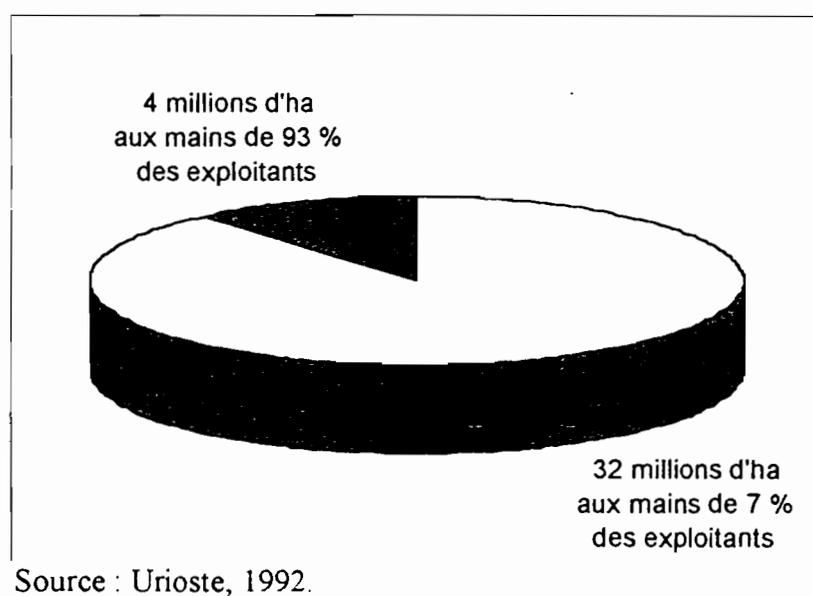
En réalité, l'idée directrice des législateurs était bien de permettre la création d'exploitations plus grandes là où elles n'existaient pas, et leur maintien là où elles existaient déjà, de façon à susciter une agriculture réputée moderne, c'est-à-dire disposant de superficies moyennes ou grandes. D'autre part, dès sa création, puis d'une façon qui ne se démentira pas, le Conseil de la réforme agraire "se convertit en un butin politique de prébendes et de corruption. Dès les premiers jours de la révolution, les terres furent remises aux petits paysans en échange de leur loyauté politique envers le régime, et les nouvelles entreprises agricoles en guise de paiement pour le dévouement témoigné au gouvernement du moment" (Urioste, o. c.).

D'abord extrêmement lent, le processus d'attribution des nouveaux titres fonciers tantôt s'accélérait, tantôt se ralentissait au gré des intérêts des gouvernants. De même en fut-il de la taille des superficies distribuées. "Aussi bien pendant la période movimientista (gouvernement du MNR) que pendant celle des militaires nationalistes, on essaie de favoriser le plus possible les petits paysans dépourvus, alors que sous les régimes militaires répressifs, on "consolide" des propriétaires anciens dans leurs droits et on affecte de vastes propriétés dans les parties orientales ou nord-orientales du pays" (Lavaud, 1991) ; ainsi, "durant le gouvernement du général Banzer, le Conseil de la Réforme Agraire remit gratuitement 17 millions d'hectares de l'Orient à des "entrepreneurs". La majorité d'entre eux n'ont même jamais visité ces terres" (Urioste, o. c.). A peine née, la réforme agraire se trouvait donc détournée de son but, détournement qu'aucun des gouvernements successifs n'eut le courage ni la volonté de rectifier.

#### b) La situation foncière actuelle

Les conséquences de l'opération ne furent donc pas exactement celles qu'affichaient ses promoteurs, ni celle qu'espéraient les paysans.

Figure 15. La situation foncière en Bolivie



La loi de réforme agraire contenait en effet des dispositions propres à créer à la fois et selon les lieux, une nouvelle concentration de la propriété foncière ou bien une fragmentation des propriétés poussée à l'extrême. De fait, cinquante ans plus tard, la majeure partie des terres à usage agro-pastoral (32 millions d'hectares sur un total de 36 millions) se trouvent encore aux mains de grands propriétaires terriens de l'est et du nord-est du pays dont les 40 000 exploitations, principalement vouées à un élevage bovin extensif, couvrent, en moyenne 700 hectares (Urioste, 1992). Les 4 millions d'hectares qui restent sont partagés entre 550 000 petits paysans possédant en moyenne 7 hectares (Fig. 15).

Bien que les chiffres totaux varient généralement selon les sources, la structure très contrastée de la propriété agraire ne fait aucun doute<sup>7</sup>. Selon le recensement (partiel) de l'INE (Tableau 60), 68,2 % des exploitations (dont la taille est inférieure à 5 hectares) ne disposent que de 1,4 % de la superficie, 0,7 % (dont la taille est supérieure à 5 000 hectares) occupent presque la moitié de la superficie totale et 1,8 % (dont la taille est supérieure à 500 hectares), 85,3 %.

Tableau 60. Structure de la propriété agraire

Taille des exploitations (ha)	Superficie (en milliers d'ha)	Pourcentage de la superficie totale	Nombre d'exploitations (en milliers)	Pourcentage du total des exploitations
<1	26,3	0,1	85,3	27,1
1-2	65,6	0,3	51,0	16,2
2-4	231,6	1,0	78,2	24,9
4-10	243,7	1,1	37,1	11,8
10-50	824,0	3,6	39,4	12,5
50-100	661,7	2,9	11,4	3,6
100-500	1 266,8	5,6	6,3	2,0
500-5000	8 302,8	36,6	5,1	1,6
>5000	11 047,8	48,7	0,7	0,2
Total	22 670,2	100,0	314,6	100,0

Source : INE, Censo nacional agropecuario, 1984, cit. INAN, 1992.

Quant à la superficie annuellement cultivée, environ 1 300 000 hectares, 94 % le sont par des petits producteurs (soient 1 217 000 hectares) et 6 % par les grandes exploitations (83 000 hectares), ce qui montre bien le rôle décisif des petits paysans dans l'agriculture.

Cette répartition au niveau national cache en outre de fortes inégalités régionales, puisque le paysan de l'Altiplano ne dispose en moyenne que 2,5 hectares, celui des Vallées de 3,6 hectares et celui de l'Oriente de 30 hectares.

<sup>7</sup> Les données du ministère de l'Agriculture utilisées par Urioste et Zeballos, et celles de l'Institut de Statistique (INE) sont généralement fort différentes, l'INE n'ayant pas pu recenser toutes les communautés.

- Dans les Andes

Dans les zones densément peuplées de l'Ouest, telles que l'Altiplano-Nord, les paysans récupérèrent en partie les terres qui autrefois leur appartenaient, en occupant parfois violemment les haciendas et en expulsant leurs patrons. Mais ils ne reçurent en propriété que les parcelles de l'hacienda qu'ils cultivaient auparavant en qualité de *colonos*, parfois augmentées d'une autre petite parcelle issue du démembrement de la hacienda. Ensuite, le jeu des héritages qui provoquent une segmentation continue de l'ensemble, la pression de la population et la rareté des terres cultivables ont fait qu'aujourd'hui la propriété moyenne est, par exemple, de 1,7 hectare dans les provinces Omasuyos et Los Andes du département de La Paz<sup>8</sup>, et que plus de la moitié des familles paysannes de l'Altiplano ne disposent que d'un demi-hectare, certaines se limitant même à quelques sillons<sup>9</sup>. La multiplication de ces "microfundios" résulte donc à la fois du fait que les terres allouées n'étaient que les petites parcelles octroyées en usufruit par le *hacendado*, et des effets d'une subdivision postérieure due aux héritages.

"Si, voici vingt ans, il y avait sur l'Altiplano deux cent cinquante mille minifundios, il sont aujourd'hui [c'était en 1985] six cent mille, et à ce rythme nous calculons qu'en l'an 2000 il y aura autour d'un million cinq cent mille minifundios, et il se produira entre paysans une lutte pour les sillons dont les conséquences seront terribles" (L. Antezana Ergueta, cit. Zeballos, 1988).

Il faudrait, de plus, mettre en rapport ces superficies disponibles avec la population du lieu, c'est-à-dire tenir compte de la "pression foncière" propre à chaque région. Le Tableau 61 donne une idée de la situation prévalant dans les départements les plus peuplés.

Tableau 61. Superficie des exploitations agro-pastorales dans les départements les plus peuplés

Superficie par exploitation (ha)	D é p a r t e m e n t s				
	La Paz	Oruro	Potosí	Cochabamba	Chuquisaca
Totale	2,6	13,3	n.d.	1,7	5,7
Cultivable	1,4	1,6	1,2	1,6	2,7

Source : Zeballos, 1988.

Le problème de la terre se pose de façon très critique dans le département de Cochabamba (1,7 hectare par exploitation), celui-là même où la réforme agraire a été lancée spontanément et souvent violemment par les paysans. Dans la partie septentrionale du département de La Paz, de vastes zones amazoniennes restent encore vides et très peu mises en valeur, sauf pour une exploitation forestière de type minier. Le cas d'Oruro, en apparence plus favorable, montre simplement l'importante extension de zones qui ne peuvent avoir d'autre usage que celui de prairies naturelles ou, au mieux, de pâturages irrigués, lesquels restent exceptionnels dans la région. Si l'on considère seulement les terres affectées aux cultures temporaires ou permanentes dans ces cinq départements, la superficie moyenne par exploitation n'atteint jamais les 3 hectares

<sup>8</sup> Fondation Sartawi, cit. *Presencia*, 06.02.1993.

<sup>9</sup> On trouve parfois utilisé à ce propos le terme "*surquifundio*", dérivé de *surco*, le sillon.

et se situe plutôt autour d'un hectare et demi et les situations les plus critiques sont celles de Potosí et de La Paz.

Le mode de transmission de la terre différant d'une région à l'autre, le problème du morcellement parcellaire ne présente cependant pas partout la même acuité. Sur l'Altiplano central, l'évolution des règles de l'héritage a contribué à la lente aggravation de la situation. L. Pacheco (1994) montre, à propos de la communauté de Pumani (province Aroma de La Paz), que l'on est passé, probablement sous l'effet de la pression foncière, d'un système d'héritage bilatéral (les garçons héritant de leur père, les filles de leur mère) à un système unilatéral où seuls les garçons héritent, et surtout à un système où les fils, une fois mariés, ne peuvent plus comme autrefois obtenir des terres à défricher (*puruma*) pour y installer leur habitation et leur *sayaña*<sup>10</sup>, celles-ci étant toutes utilisées. Ils ne peuvent désormais compter que sur une division des terres paternelles et une occupation progressivement permanente des *aynuqa*. Ainsi se met en place une distribution des terres très inégale selon les familles, à tel point que certaines peuvent s'en trouver totalement dépourvues. *"Les règles de l'héritage, écrit le même auteur, font que certains paysans n'ont aucune terre : c'est le cas des enfants naturels non reconnus et des veuves qui n'eurent pas d'enfant mâle et dont les terres furent accaparées par la belle-famille à la mort de leur époux"*.

Dans le Valle Alto de Cochabamba, G. Cortes (1995-a) montre que le rythme de la subdivision est relativement lent à Pampa Churigua (où les filles ne reçoivent pas de terres à leur mariage), tandis que le morcellement est nettement plus avancé dans la vallée (Arbieto et Santa Rosa) où plus de la moitié des familles possèdent moins de 1 hectare. L'une des solutions données au problème par les paysans, puisée dans la tradition andine, est celle d'un système d'association entre familles appelé travail en *compañía* (en "compagnie").

Le système d'héritage n'est cependant pas aussi aberrant qu'il peut paraître à première vue, car il constitue pour les héritiers un moyen de garder accès à un maximum de niches écologiques, stratégie traditionnelle permettant, on le verra, de limiter les risques agricoles. L'héritage bilatéral, de même que l'apport foncier de chaque conjoint lors du mariage, allaient d'ailleurs dans le même sens, celui d'une prudente dispersion des terres cultivées, mais la pression foncière a bien souvent fait disparaître ces pratiques.

L'intention des "réformateurs" de 1953, dans la mesure où ils ont eu conscience d'un tel problème, semble avoir été de favoriser l'organisation des petits paysans en coopératives, intention qui ne fut jamais concrétisée. Selon la réforme, en effet, le préalable à toute "modernisation" de l'agriculture devait être de créer des coopératives et de regrouper les parcelles cultivées. La justification profonde de leur dispersion, celle d'une diminution des risques agricoles, n'était alors pas perçue, de sorte que les réformateurs ne s'expliquèrent pas la persistance de cette pratique paysanne. *"Au lieu de regroupement, écrit J. Vellard (1963), il en est résulté un morcellement plus accentué"*. Quant à l'organisation en coopératives, le même auteur écrit : *"Les paysans n'ont pas compris cette disposition. Ils n'ont vu dans cette mesure qu'un moyen détourné de reprendre les terres qui leur avaient été promises et distribuées ... On nous donne un lot de terre et nous devons travailler le reste, comme par le passé, pour un nouveau maître qui s'appelle coopérative ou*

<sup>10</sup> La *sayaña*, en aymara, est le lopin de terre possédé en propre par le *comunario* autour de son habitation. L'*aynuqa* correspond à la sole dans le système d'assolement communautaire, chaque *comunario* en recevant chaque année une part à cultiver.

*syndicat ? Les paysans se sont sentis lésés, d'où refus de la coopérative, occupation et répartition de toutes les terres entre eux".*

Les anciens péones s'organisèrent seulement en "syndicats" dans le but de défendre leur récente conquête de la terre et furent désormais désignés comme appartenant à des communautés "ex-haciendas", tandis que ceux dont les terres n'avaient pas été spoliées demeuraient des *comunarios* traditionnels.

- Dans l'Oriente.

Dans l'Oriente au contraire, on assista grâce à cette loi à une extension continue du latifundium, soit par consolidation des grands domaines agricoles ou d'élevage déjà en place, soit par affectation de nouvelles grandes propriétés dans les zones vierges. En réalité, bon nombre de ces exploitations dépassent, grâce à divers subterfuges, les 50 000 hectares autorisés par la loi ; non seulement l'élevage y est pratiqué d'une façon très extensive qui donne au Béni des allures de Far West peu productif, mais les bovins font l'objet d'une importante vente en contrebande vers le Brésil où les prix sont plus élevés qu'en Bolivie<sup>11</sup>, de sorte que le pays s'en trouve doublement perdant.

Aujourd'hui encore, la "latifundisation" de l'Oriente se poursuit, car l'extension de cet agro-capitalisme réputé moderne constitue, plus que jamais, l'un des objectifs de l'économie néolibérale. Un exemple en est donné par la mise en oeuvre, en 1992, du projet *Tierras bajas del Este*, largement financé par la Banque mondiale (35 millions de dollars sur un crédit total de 54 millions), qui vise à ouvrir, en cinq ans, entre 250 000 à 350 000 hectares pour des cultures de soja et de blé<sup>12</sup>, sans égard aux communautés indigènes déjà sur les lieux.

La réforme agraire a donc distribué d'énormes superficies au profit, notamment, de quelques propriétaires ainsi récompensés pour l'appui donné à la prise de pouvoir du dictateur Hugo Banzer (1971-1978). Quelque 50 000 hectares auraient ainsi été octroyés à des dirigeants civils et militaires de l'époque<sup>13</sup>. L'incohérence est telle que, dans certains cas, les superficies distribuées se trouvent supérieures au total de la province (cas de Warnes, de Santiesteban et de A. Ibañez dans le département de Santa Cruz). Dans le Béni, mille grands propriétaires, éleveurs ou exploitants forestiers, possèdent 40 % de la superficie du département<sup>14</sup>.

Face aux milliers d'hectares aux mains de quelques propriétaires absentéistes pratiquant au mieux un élevage extensif et, au pire, impliqués dans le narcotrafic, les colons migrants venus des hautes terres ne disposent pour leur survie que de quelques hectares, vite épuisés parce que cultivés sans restitution de fertilité, dont le devenir sera aussi celui d'une incessante subdivision.

<sup>11</sup> Le syndicat des paysans estimait, en 1990, que 2 000 à 5 000 animaux étaient acheminés illégalement chaque jour vers le Brésil (*Informe Rural*, n° 43, novembre 1990).

<sup>12</sup> *Informe R*, n° 254, novembre 1992. Il fut alors dénoncé qu'un ministre en exercice s'était fait attribuer par l'TNC 95 000 hectares, en toute illégalité.

<sup>13</sup> Selon M. Urioste, *Informe R*, n° 313, juillet 1995.

<sup>14</sup> *Informe R*, n° 202, Año X, septembre I.

Outre que ses objectifs ne furent donc que partiellement mis en oeuvre et qu'elle fut précocement l'objet de détournements, la réforme agraire se trouvait, dès sa conception, vouée à l'échec dans la mesure où elle n'était qu'une réforme juridique (relativement facile à décréter) qui ne tenait aucun compte de la toile de fond culturelle dans laquelle elle ne manquait pas de s'inscrire et ignorait totalement les aspects techniques nécessaires à son succès. Aucune mesure ne prévoyait, pour le nouveau propriétaire soudain promu paysan, une quelconque formation ni, moins encore, une aide à l'acquisition des indispensables moyens de production qui auraient pu changer quelque peu le système de culture issu de la colonisation. *"A quoi sert une réforme agraire, si elle ne modifie pas les systèmes de production liés à la structure antérieure ? Il n'est pas suffisant de changer juridiquement la propriété de la terre, si on n'améliore pas son usage en ce qui concerne à la fois la productivité immédiate et la conservation à long terme des ressources"* (Morlon, 1992).

### c) Des nouvelles mesures très contestées

A partir d'octobre 1994, le gouvernement Sanchez de Lozada s'est efforcé de faire approuver une révision de la réforme agraire inspirée par la Banque mondiale et financée par celle-ci à hauteur de 20 millions de dollars. Son caractère néolibéral a suscité une forte opposition des différents syndicats (des paysans, des colons et de la COB), des organisations des peuples autochtones et aussi des entrepreneurs agricoles de l'Orient. Cette opposition a été d'autant plus vive que le gouvernement a remanié et présenté plusieurs fois à la Chambre des Députés un texte qui ne tenait pas compte des points d'accord résultant des négociations menées avec ces différentes instances du monde rural.

A travers la fusion du CNRA et de l'INC en un Institut national de la réforme agraire (INRA), le propos est de "moderniser" l'agriculture. Il ne s'agit, selon le gouvernement, que d'améliorer le fonctionnement de la réforme agraire, mais en fonction d'un subtil dosage qui, en reprenant certaines mesures de cette réforme, tente d'en faire accepter de nouvelles. Les principales attributions dévolues à l'INRA sont en effet les suivantes<sup>15</sup> :

- Distribuer, redistribuer équitablement les terres en favorisant les paysans et les peuples indigènes qui en sont dépourvus,
- Déterminer l'accession et l'extension des terres domaniales, des terres communautaires et de la propriété agraire en général,
- Créer une banque de données et d'informations statistiques sur l'usage actuel et potentiel du sol, sur les terres distribuées et leurs bénéficiaires et sur les terres domaniales,
- Autoriser la vente des terres, y compris leur transfert en faveur d'étrangers.

Mais les petits agriculteurs craignent qu'à la faveur de certaines dispositions ambiguës de cette loi, l'objectif final soit de rendre possible l'expropriation des terres pour utilité publique et leur vente sur le marché, même à des sociétés étrangères à l'exemple de la réforme introduite au Mexique : *"les personnes étrangères individuellement ou collectivement pourront acquérir des terres"* (Art. 29). Or de telles transactions commerciales demeurent impensables dans la tradition andine où la terre est divinisée<sup>16</sup>. *"Goni, la tierra no se vende"* était l'un des slogans des paysans lors de leur

<sup>15</sup> D'après Crisostomo Chipana : "Résumé du contenu de l'avant-projet de modification du service national de réforme agraire en Bolivie", 18 novembre 1996, 11 p.

<sup>16</sup> La "Terre-Mère" (*Pachamama*) est une des divinités andines les plus invoquées, même hors du monde rural. *"Elle est toujours associée à la fertilité agricole ... Elle est aussi considérée comme un esprit tutélaire et on dit que chaque*

"Marche" de 30 jours vers La Paz, en septembre 1996<sup>17</sup>. "La terre, écrit Y. Le Bot (1994), n'est pas qu'un moyen de production, ni que le lieu familial des liens sociaux ou la manifestation d'une ségrégation. Elle est le tissu cousu au fil du temps et marqué au sceau du sacré. Si le tissu se déchire, la communauté indienne est en péril"<sup>18</sup>.

Une telle réforme rendrait naturellement plus aisée la concentration des exploitations en grandes unités pouvant produire pour l'exportation ou, plus simplement, permettrait à nombre d'anciens latifundistes d'annuler les effets d'une réforme qu'ils n'ont jamais acceptée ; le retour des "patrons" sur leurs anciens domaines demeure effectivement une crainte constante chez les paysans, crainte non sans fondements si l'on se réfère aux dénonciations de leurs syndicats<sup>19</sup>.

La loi fait en outre peser une certaine menace sur les terres communales, malgré les amendements apportés : ainsi stipule-t-elle que les terres ne remplissant pas leur "fonction socio-économique" et en particulier celles qui resteront plus de deux ans sans être travaillées, reviendront à l'Etat : si les terres communales sont explicitement exclues de cette disposition, qu'en est-il des *minifundios*, voire des jachères ? Enfin, on peut craindre avec raison que cette loi ne soit un arme pour exproprier les producteurs de coca du Chaparé ou des Yungas et ouvrir ces régions aux entreprises agro-industrielles étrangères, permettant ainsi la mise en application de la fameuse "Option zéro". Ainsi la Bolivie se voit-elle appliquer une série de réformes identiques à celles des autres pays latino-américains, qui consistent en des programmes de titularisation et de privatisation des terres, comme au Mexique, au Pérou et en Equateur, accompagnées de mesures visant à favoriser l'émergence d'un marché foncier, comme au Venezuela et au Guatemala<sup>20</sup>.

Parallèlement, la loi INRA prévoit l'établissement d'un impôt foncier, sujet resté tabou depuis l'échec d'une tentative en ce sens menée par le gouvernement du général Barrientos (1968). Cette loi, telle qu'elle est actuellement, dispense de l'impôt "la petite propriété agraire, la propriété communautaire paysanne et celle des peuples indigènes" mais non les entrepreneurs agricoles (ce qui explique leur forte hostilité), mais pour combien de temps ? La tentative avait provoqué, voici 30 ans, une mobilisation massive du monde paysan, alors concrétisée par la création d'un *Bloque Independiente Campesino* auquel participaient ouvriers et étudiants (Lavaud, 1981). Cette fois, elle suscite l'opposition tant des petits agriculteurs que des entreprises agro-capitalistes crucéniennes, pour une fois réunis dans la même revendication.

Finalement adoptée et promulguée en octobre 1996, la loi INRA n'a apparemment satisfait que la *Confederación Indígena del Oriente Boliviano* (CIDOB), sans doute parce qu'elle y a vu une reconnaissance explicite des titres de propriété indigène récemment concédés, tandis que les

---

communauté, chaque sole et jusqu'à chaque champ et chaque maison possède sa pachamama protectrice" (Albó, Liberman et al., 1989).

<sup>17</sup> "Goni [surnom du président Gonzalo Sanchez de Lozada], on ne vend pas la terre" (*La Razón*, 27 octobre 1996).

<sup>18</sup> La question se pose de savoir dans quelle mesure cette loi est en conformité avec l'article 13 de la Convention 169 de l'OIT qui stipule : "les gouvernements doivent respecter l'importance spéciale que revêt pour la culture et les valeurs spirituelles des peuples intéressés la relation qu'ils entretiennent avec les terres ou territoires, ou avec les deux, selon le cas, qu'ils occupent ou utilisent d'une autre manière, et en particulier des aspects collectifs de cette relation".

<sup>19</sup> Ainsi dans les provinces de Tarija où des paysans auraient été expulsés avec la complicité des autorités locales, malgré les titres de propriétés obtenus (*Informe Rural*, n° 34, février 1990 et n° 50, juin 1991).

<sup>20</sup> O. Hoffmann : Amérique latine, des politiques foncières sens dessus dessous. *Courrier de la Planète*, n° 34, mai-juin 1996. L'auteur ajoute : "...un double mouvement vient contrecarrer cette évolution : le renforcement des mobilisations paysannes, indiennes notamment, et l'apparition d'exigences liées au respect de l'environnement".

autres acteurs du monde rural (syndicats paysans, syndicats de colons et entrepreneurs crucéniens) y demeurent très hostiles.

### 3. La différenciation paysanne

L'apparent paradoxe de paysans pauvres, aux enfants dénutris, qui subviennent cependant aux besoins alimentaires du pays peut trouver deux explications.

La première est que le milieu rural abrite encore aujourd'hui près de la moitié de la population nationale, de sorte que l'alimentation qu'assurent les paysans au pays n'est autre, pour une grande part, que la leur, grâce à une autosubsistance demeurée significative. L'hypothèse impliquerait que les villes sont ravitaillées principalement par les productions du secteur agricole capitaliste et de l'agro-industrie nationale ou bien par des importations. En réalité l'observation du marché urbain ne confirme pas ce dernier point. Certes, on l'a vu, la Bolivie n'échappe pas à la banalisation d'une alimentation urbaine à base de pain et de pâtes dont la matière première provient des plaines de Santa Cruz et des importations et donc principalement nord-américains. De même le riz, dont la consommation ne cesse de croître, est parfois d'origine étrangère, l'offre nationale ne suffisant pas toujours à la demande. Mais les autres aliments, aussi essentiels que la pomme de terre ou la viande, ou relativement moins consommés comme les laitages et les fruits, sont toujours produits par les petites exploitations agricoles. En réalité les petits paysans assurent, outre leur propre alimentation, une bonne partie de celle des populations urbaines.

L'autre explication possible est que les paysans qui sont pauvres (et dénutris) et ceux qui produisent un surplus alimentaire commercialisé ne sont pas les mêmes, et qu'il existe au sein des campagnes une certaine différenciation économique. Tous les paysans ne seraient donc pas indigents ni même pauvres ; contrairement à une généralisation abusive, il existerait des paysans "moins pauvres", sinon riches. On a vu que le PNUD (1994) estime la proportion de ruraux "non-pauvres" à 14 %, mais il peut fort bien s'agir de non-paysans : commerçants, transporteurs, artisans ou même propriétaires fonciers ayant leur résidence dans les bourgs classés ruraux par les recensements. Quelques études permettent cependant d'avancer une réponse au problème.

#### a) Le rôle du foncier

Une première approche est fournie par la "typologie de l'économie paysanne" élaborée lors d'une recherche pluridisciplinaire dans les départements de La Paz, Oruro et Potosí pour l'Altiplano et celui de Cochabamba pour les Vallées (Zeballos *et al.*, 1987). Reprenant une classification établie par A. Schejtman (1987), les auteurs distinguent, sur la base des enquêtes agricoles, quatre groupes de paysans, après estimation de la superficie nécessaire à la consommation alimentaire d'une famille rurale moyenne.

a) Les "infra-subsistants" : ceux dont les revenus d'exploitation ne permettant pas la satisfaction de leurs besoins alimentaires, ces unités étant celles qui disposent de moins de 4 hectares de terres. Les membres de ce groupe doivent compléter leurs ressources par des revenus extra-agricoles, en particulier grâce à des migrations temporaires.

b) Les "subsistants" : ceux dont les ressources suffisent à assurer l'alimentation de base ainsi que les besoins essentiels de consommation : habillement, santé, habitat, etc. Ce sont les unités agricoles de 4 à 8 hectares.

c) Les "stationnaires" : ceux qui assurent la "reproduction simple" de leur exploitation. Leur revenu agricole permet de satisfaire les besoins alimentaires et non alimentaires de la famille et d'assurer, en outre, le remplacement et l'amortissement des moyens de production. La taille de ces exploitations varie entre 8 et 12 hectares.

d) Les "excédentaires" : ceux dont les revenus agricoles permettent de dégager un surplus qui peut être épargné ou réinvesti. Ils disposent de plus de 12 hectares de terres.

Les résultats de cet exercice montrent que 65,6 % des exploitations de l'Altiplano et des Vallées peuvent être qualifiées d'infra-subsistantes et 10 % de subsistantes (Tableau 62), ce qui conduit les auteurs à affirmer que 75 % des unités de production agricole correspondent au "*secteur paysan en décomposition*", c'est-à-dire en voie de perdre progressivement les conditions d'un maintien de l'exploitation familiale par ses propres ressources. On peut donc supposer que ces 75 % de familles paysannes constituent la majorité de la population rurale que les enquêtes classent en situation de pauvreté (80 % du total, dont 56 % en situation d'indigence) et de dénutrition chronique (28,3 % des enfants de moins de 3 ans en 1994).

Tableau 62. Typologie des exploitations agricoles de l'Altiplano et des Vallées

Catégories de paysans	D é p a r t e m e n t s				
	La Paz (%)	Oruro (%)	Potosí (%)	Cochabamba (%)	Ensemble (%)
Infra-subsistants	71	64	66	56	65,6
Subsistants	9	14	8	11	10,0
Stationnaires	10	12	13	16	12,3
Excédentaires	10	10	13	17	12,1

Source : Zeballos *et al.*, 1987.

Les auteurs complètent leur analyse par deux études de cas qui visualisent, en quelque sorte, les résultats statistiques présentés, l'une portant sur une communauté de l'Altiplano central, Chuquiña (département d'Oruro), l'autre sur une communauté des Vallées, Pocona (département de Cochabamba). Dans les deux cas, beaucoup plus de la moitié des paysans sont des "subsistants" et surtout "infra-subsistants" (Tableau 63), la situation de pauvreté étant particulièrement marquée dans la communauté des Vallées.

Tableau 63. Typologie des exploitations agricoles à Chuquiña et Pocona

Catégories de paysans	Chuquiña (%)	Pocona (%)
Infra-subsistants	39	47
Subsistants	20	21
Stationnaires	22	15
Excédentaires	19	17

Source : Zeballos *et al.*, 1987.

A Chuquiña, les conditions climatiques font que l'économie agricole repose principalement sur l'élevage extensif des ovins, les pâturages naturels occupant 90 % des terres ; or il s'avère que le

groupe des paysans "excédentaires" (19 % du total) détient 48,5 % des terres de la communauté, les plus pauvres (59 %) ne disposant que de 28 %. On comprend, dans ces conditions, que la charge d'ovins par hectare ne soit que de 1,7 pour les premiers, mais se situe autour de 5 pour les autres groupes, ce qui conduit à un surpâturage évident, source majeure de la détérioration des sols de l'Altiplano<sup>21</sup>. Les auteurs observent en outre que l'alimentation carnée des deux groupes les plus pauvres doit être complétée par la consommation des oeufs d'oiseaux sauvages (flamants, canards...) qui fréquentent les zones inondables du terroir communautaire.

A Pocona, la culture principale est celle de la pomme de terre qui se récolte deux fois par an grâce à l'irrigation et à un usage intensif d'engrais chimiques. D'autres productions complètent la rotation : fèves ou petits pois la deuxième année, puis céréales (blé, maïs). L'élevage n'est pas absent, ce sont des ovins et aussi bovins également en surnombre par rapport aux superficies disponibles, mais partiellement alimentés par les sous-produits de l'agriculture.

Il est remarquable qu'à Pocona une bonne partie de la production est destinée à la vente : 83 % de la récolte de pommes de terre, 79 % de celle de maïs, 61 % de celle de blé et 15 % de celle d'orge, cette dernière presque exclusivement pour la consommation animale. Les achats sont réalisés généralement sur le lieu même de la production par des intermédiaires (ici appelés *rankheros*) qui ont su s'attacher les paysans par des liens de *compadrazgo* faisant de ces derniers leurs obligés. *"Les paysans savent parfaitement qu'ils sont trompés par les rankheros, mais il leur est très difficile de se débarrasser d'eux. Ils sont un mal nécessaire. Quand commence la récolte, ils n'ont pas à se soucier de la commercialisation, il suffit d'avertir le rankhero, de même qu'ils n'ont pas à se soucier des semences ni des fertilisants... le rankhero connaît, pour chaque saison, les besoins de l'agriculteur"* (o. c.).

Reprenant la classification des producteurs de Pocona en quatre catégories, on s'aperçoit que la part de la production de pommes de terre qui est vendue diffère assez peu de l'une à l'autre (entre 74 et 83 %), ce qui signifie que tous produisent ce tubercule pour la vente. Au contraire, pour le blé et le maïs, les paysans "excédentaires" commercialisent respectivement 79 et 84 % de leur récolte, tandis que les paysans des autres catégories destinent au marché toujours moins de la moitié de la leur. Ces résultats conduisent à penser qu'outre le foncier, le marché constitue un puissant facteur de différenciation du monde paysan.

#### b) Le rôle du marché

Une autre étude réalisée la même année sur l'Altiplano et dans les Vallées (Mantilla, 1987) distingue, parmi les paysans, des "pauvres", des "moyens" et des "riches". La distinction est fondée non pas sur l'importance du capital, c'est-à-dire la quantité de terres cultivables ou de bétail possédé parce que les exploitants ne sont tous que des petits paysans "parcellaires", mais sur le type de main-d'oeuvre le plus utilisé sur l'exploitation : main-d'oeuvre familiale ou main-d'oeuvre salariée. L'auteur estime que là se trouve la clé du processus d'évolution de la paysannerie : si la main-d'oeuvre familiale est plus utilisée que la main-d'oeuvre salariée, il s'agit de paysans "pauvres", dans le cas contraire il s'agit de paysans "riches", et si les deux utilisations s'équilibrent,

<sup>21</sup> La charge localement souhaitable étant, selon les auteurs, de deux ovins par hectare. Le processus d'érosion des sols est particulièrement important dans les zones sèches ou semi-arides des départements d'Oruro, Chuquisaca, Potosí et Tarija (*Bolivia bulletin*, vol. 12, n° 3, juin 1996).

de paysans "moyens"<sup>22</sup>. Existerait d'ailleurs, selon certains auteurs, une relation directe entre la part de la production agricole vendue sur le marché et l'importance de la force de travail "achetée", ce qui validerait la méthode de classification utilisée.

Ce choix étant fait, l'auteur évalue l'ampleur de cette différenciation interne et constate qu'elle varie considérablement selon les communautés, la proportion des "pauvres" parmi les paysans allant de 5 à 78 %, celle des "riches" de 0 à 61 % (Tableau 64). Il tente alors de trouver l'origine de ces différences et constate qu'elles ne peuvent s'expliquer par une inégale répartition des terres : les oscillations autour de la moyenne de chaque communauté sont réduites, à l'exception de la communauté de Paria où les "riches" procèdent à une certaine accumulation foncière. De même l'importance relative des terres bénéficiant d'une irrigation ne caractérise pas toujours les exploitations "riches", elle semble plutôt le fait des "moyens".

Tableau 64. Différenciation économique interne de la paysannerie\*  
(pourcentage des exploitations)

Catégories de paysans	Paria (communauté)	Tolomosa (communauté)	Saavedra (province)	Pacasi (communauté)	Bustillos (province)
Pauvres	5,1	6,8	63,8	56,9	78,1
Moyens	33,9	76,3	34,1	39,2	21,9
Riches	61,0	16,9	22,1	3,9	0,0

\* Les données se rapportent tantôt à une communauté, tantôt à une province où plusieurs communautés ont été étudiées.

Source : Mantilla, 1987.

L'auteur estime donc que l'origine de cette différenciation interne doit plutôt être attribuée à une inégalité devant l'accès au marché, à la possibilité ou non de vendre les productions de l'exploitation. Les communautés ou groupes de communautés qui ont les meilleures facilités d'ouverture sur le marché parce que proches d'un centre urbain, sont celles qui comptent la moindre proportion de "pauvres" selon la définition adoptée : Paria, près d'Oruro, Tolomosa, près de Tarija. Par contre, les autres communautés comptent plus de la moitié de leurs paysans parmi les "pauvres", et jusqu'à 78,1 % dans le Norte-Potosí (province Bustillos).

On constate aussi que les paysans "riches" sont précisément ceux qui tirent la plus grande partie de leurs revenus de la vente de leurs produits (Tableau 65), sans qu'il soit cependant possible d'en déduire qu'ils bénéficient à coup sûr d'une alimentation satisfaisante.

A Paria et Tolomosa, où la proportion des "pauvres" est réduite, la vente des produits représente plus de la moitié des revenus pour les trois catégories de paysans. A Paria, il s'agit explicitement d'une production pour la vente, celle-ci concernant 63 % des produits récoltés (93 % des paysans ont déclaré produire pour vendre), principalement oignons, orge, fèves et petits pois. L'importance des ventes diminue à mesure qu'augmente l'enclavement de la communauté ou de la province et atteint son minimum dans la province Bustillos du Norte-Potosí (2,4 %) où il n'y a pas

<sup>22</sup> Une différenciation par le capital possédé est d'autant plus malaisée qu'il est extrêmement difficile d'en faire une évaluation correcte, tant à cause de la complexité des prêts et emprunts de terres et de bétail habituels entre les familles qu'à cause de la dissimulation systématique dont ces biens font l'objet lors de toute enquête en milieu rural.

de "riches". Ces pourcentages de vente peuvent être comparés à celui relevé dans une zone de forte émigration, la province Zudañez (Chuquisaca) : 44 % (Prudencio, 1996).

Tableau 65. Proportion des revenus tirés de la vente de produits agricoles (en pourcentage)

Catégorie de paysans	Paria (communauté)	Tolomosa (communauté)	Saavedra (province)	Pacasi (communauté)	Bustillos (province)
Pauvres	80,3	53,9	25,0	43,0	2,2
Moyens	89,4	59,8	42,5	22,5	10,2
Riches	84,8	60,6	89,8	36,6	0,0
Ensemble	86,3	59,7	39,2	34,4	2,4

Source : Mantilla, 1987.

Cependant, la réduction des ventes ou leur quasi inexistence ne signifie pas que les productions agricoles suffisent aux besoins de l'exploitation et, en particulier, assurent l'autosubsistance de la famille. Ainsi dans la province Saavedra, 31 % des revenus des "pauvres" ont une origine externe, s'agissant de rentrées généralement obtenues des migrations ; pour les "pauvres" de Pacasi, ces autres revenus constituent 42 % du total, et même 51 % chez les paysans "moyens" ; dans la province Bustillos, 53,8 % des revenus proviennent essentiellement du travail dans les mines proches (Siglo XX, LLallagua, Uncia, Catavi...). L'auteur estime que l'on doit parler dans ce dernier cas, non pas de paysans mais plutôt d'ouvriers de la mine cultivant une parcelle.

Observons que dans la province Bustillos, l'enquête n'a pas tenu compte des terres exploitées par les paysans dans la zone de vallées où ils produisent le maïs ; cette prise en compte aurait probablement mis en évidence une plus grande différenciation interne aux communautés.

Il ressort de ces analyses que la situation de la petite paysannerie n'est nullement uniforme et que celle-ci se différencie essentiellement par la possibilité d'obtenir des revenus extra-agricoles, en fonction d'un accès au marché (généralement urbain) direct si la ville est proche, ou à travers des intermédiaires. Dans ces conditions, on peut donc fort bien comprendre que cette paysannerie contribue substantiellement à approvisionner le pays grâce à l'existence d'un petit groupe relativement privilégié en son sein, et qu'en même temps d'autres paysans connaissent une situation alimentaire et nutritionnelle désastreuse. En réalité, chaque fois que la possibilité leur en est donnée, les paysans mettent en oeuvre une double rationalité souvent évoquée et qui consiste à rechercher une certaine incorporation au marché tout en se garantissant, par une activité agricole de subsistance, contre les risques inhérents à cette incorporation.

L'exemple de l'Altiplano-Norte montre cependant que, dans une même région et à accessibilité au marché égale, les paysans ne commercialisent cependant pas la même proportion de leur production, car d'autres facteurs de différenciation interviennent encore (Urioste, 1989-a). Ainsi les familles possédant un statut social relativement élevé dans la communauté et celles qui assument une charge (*cargo*) traditionnelle, vendent davantage que les autres, parce qu'ainsi obligées à faire face à de lourdes dépenses de prestige. De même, et de façon quelque peu paradoxale, la part commercialisée de la récolte augmente avec la taille de la famille : faut-il croire, comme le suggère l'auteur, qu'en dépit du plus grand nombre de bouches à nourrir, la production par personne est alors significativement supérieure au point de dégager un surplus

exportable ? Ne peut-on supposer qu'il s'agit plutôt de faire face à des dépenses accrues (école, santé, habillement...) qui conduisent à augmenter les ventes, quitte à provoquer une certaine sous-alimentation ?

Même si elle ne constitue pas nécessairement le gage d'un meilleur niveau de vie, la disposition du paysan à s'intégrer au marché et à l'économie monétaire, dans la mesure où une telle intégration est réalisable et rentable pour lui, est un fait indéniable du monde rural bolivien. On peut donc conclure, avec C. Soto (1990), que "*les paysans ont développé [de la même façon que les citadins immigrés] une logique ou rationalité culturelle qui leur permet de cheminer dans les deux mondes à la fois, le monde andin et le monde occidental, face à la poussée différenciée mais croissante des relations mercantiles dans les différentes régions, avec pour objectif fondamental la reproduction de leur unité domestique et non pas le profit*".

Si l'aptitude à une incorporation au marché n'est pas en cause, faut-il donner raison à ceux qui cherchent l'explication de la pauvreté et de l'insécurité alimentaire du monde paysan, du côté de l'archaïsme des techniques de production ?

#### 4. Archaïsme ou adaptation<sup>23</sup> ?

"*L'existence et la survie d'une structure socio-politique comme celle du Tawantinsuyu, écrit J. V. Murra (1975), dépendaient de la technologie d'une agriculture capable de produire de façon systématique des excédents qui dépassaient de beaucoup les besoins des paysans*". Sans entrer ici dans une discussion sur l'existence réelle de tels excédents (les cultures dont la production revenait à l'Inca ou aux dignitaires ne constituaient pas nécessairement des excédents au niveau de la communauté), on peut cependant s'interroger sur cette fameuse technologie andine. Aurait-elle donc totalement disparu aujourd'hui ? De quelle technologie s'agit-il ?

##### a) Des techniques adaptées au milieu et aux besoins

Par une erreur fréquente, on attribue souvent aux Incas des inventions qu'ils n'ont, en réalité, que reprises et détournées à leur profit et qui préexistaient de beaucoup à l'instauration de leur empire. Les civilisations andines pré-incasiques, en effet, avaient su mettre au point des techniques agricoles avancées qui permettaient de contrecarrer les effets du climat et d'obtenir des résultats remarquables, depuis un savant et parfois spectaculaire aménagement des versants en une grande variété de terrasses jusqu'à la construction de milieux agricoles artificiels fertilisés (Morlon, 1992). Là où c'est possible, les paysans continuent de les utiliser aujourd'hui pour réduire l'ampleur des menaces pesant sur leur agriculture. On peut, avec Sautier (1989), regrouper sous trois catégories ces stratégies déployées dans le temps ou dans l'espace : les stratégies de dispersion, d'évitement et de contournement.

- Stratégies de dispersion des risques.

La pratique andine de cultures complémentaires sur plusieurs étages écologiques est aujourd'hui bien connue. J. V. Murra a montré que "*le contrôle vertical d'un maximum d'étages écologiques*"

---

<sup>23</sup> Les lignes qui suivent sont largement inspirées de l'ouvrage fondamental de P. Morlon (1992) auquel nous renvoyons le lecteur désireux d'approfondir les thèmes ici abordés.

revêtait dans le passé une importance primordiale dans l'approvisionnement en autarcie des groupes humains quelle que soit leur taille, l'exploitation simultanée de ces étages supposant une constante mobilité des populations (Fig. 16). Aujourd'hui encore la mentalité paysanne andine reste imprégnée de cette culture d'échanges, bien que le système ait souvent disparu, parfois depuis des siècles, et le rêve de bien des paysans andins est toujours de pouvoir utiliser des terres dans chacun des quatre grands étages offrant chacun leur production spécifique : élevage d'altitude, tubercules, maïs, fruits et bois tropicaux.

N'est-il pas significatif qu'en 1995, parmi les revendications de la Confédération des syndicats paysans (CSUTCB), figure celle de la dotation de terres à des étages écologiques différents<sup>24</sup>? En réalité, les échanges entre Altiplano et Vallées n'ont pas disparu partout et Rivière (1979) note qu'à Sabaya (province Carangas d'Oruro) "[ce système] *s'est fortement maintenu jusqu'à nos jours bien qu'il soit quantitativement moins important depuis le développement de l'économie monétaire*".

Cette "verticalité agricole" n'est en réalité que l'expression la plus connue et la plus impressionnante d'un idéal commun à tous les paysans du monde, celui de diversifier les bases de leur subsistance, mais ici cet idéal est d'autant plus recherché ici qu'il se place dans un milieu particulièrement difficile et imprévisible. Ainsi, même sur des distances plus réduites, le paysan andin tente-t-il toujours de mettre en pratique cette dispersion des risques dans son système individuel de culture, ce qui peut se traduire de diverses façons : association de plusieurs espèces dans la même parcelle, échelonnement des semis à des dates différentes et surtout dispersion des parcelles dans des milieux pédoclimatiques différents, "*ce qui se réalise sous deux modalités généralement complémentaires : division de l'espace en bandes transversales (perpendiculaires aux axes du relief, et s'étendant par exemple du fond d'une vallée jusqu'à la ligne de crête), et "archipel" de parcelles dispersées*" (Morlon, 1982).

Cette stratégie de dispersion des parcelles pour diminuer les risques climatiques n'a apparemment été comprise qu'assez récemment et l'on peut s'étonner qu'en 1963, un connaisseur du monde andin aussi averti que J. Vellard, ne semble pas encore avoir connaissance de sa justification technique.

Pourtant l'adaptation aux difficultés qu'offre le milieu n'explique pas tout et certains choix des paysans doivent être rattachés aux habitudes alimentaires et culinaires régionales et, plus largement à la culture caractéristique de chaque peuple, thème sur lequel les données sont malheureusement rares. Telle variété de maïs ou de pomme de terre peut en effet n'être cultivée que parce qu'elle correspond à tel usage culinaire, alors que son maintien dans le système de production nous paraît "irrationnel". De même faut-il garder à l'esprit que, dans toute culture, la nourriture est un langage, une façon de donner à connaître la structure et les relations sociales, ce qui entraîne inévitablement des coutumes et des choix alimentaires reflétés dans les productions et les techniques agricoles. Ainsi chez les Aymara, la nourriture joue-t-elle un rôle important dans toutes les relations de réciprocité (*ayni, compadrazgo*, fêtes diverses) : "*dans bien des situations, la nourriture est utilisée comme symbole instrumental ... A l'intérieur et entre les différentes unités que sont l'individu, la famille, le groupe parental, la communauté et le groupe aymara, les*

---

<sup>24</sup> Informe R, n° 310, mai 1995.

thèmes d'égalité et de maintien des frontières sont souvent exprimés. Le moyen utilisé pour montrer à la fois la cohérence et la polarité des différentes unités est souvent la nourriture" (Johnsson, 1986). De même, Morlon observe-t-il que les conditions faites à l'agriculture ne sauraient tout expliquer et qu'il convient de prendre en compte l'ensemble du processus alimentaire : "dans les régions où le combustible est rare et la température d'ébullition de l'eau plus faible à cause de l'altitude, la facilité de cuisson est un critère essentiel de choix [des cultures]".

- Stratégies d'évitement des risques.

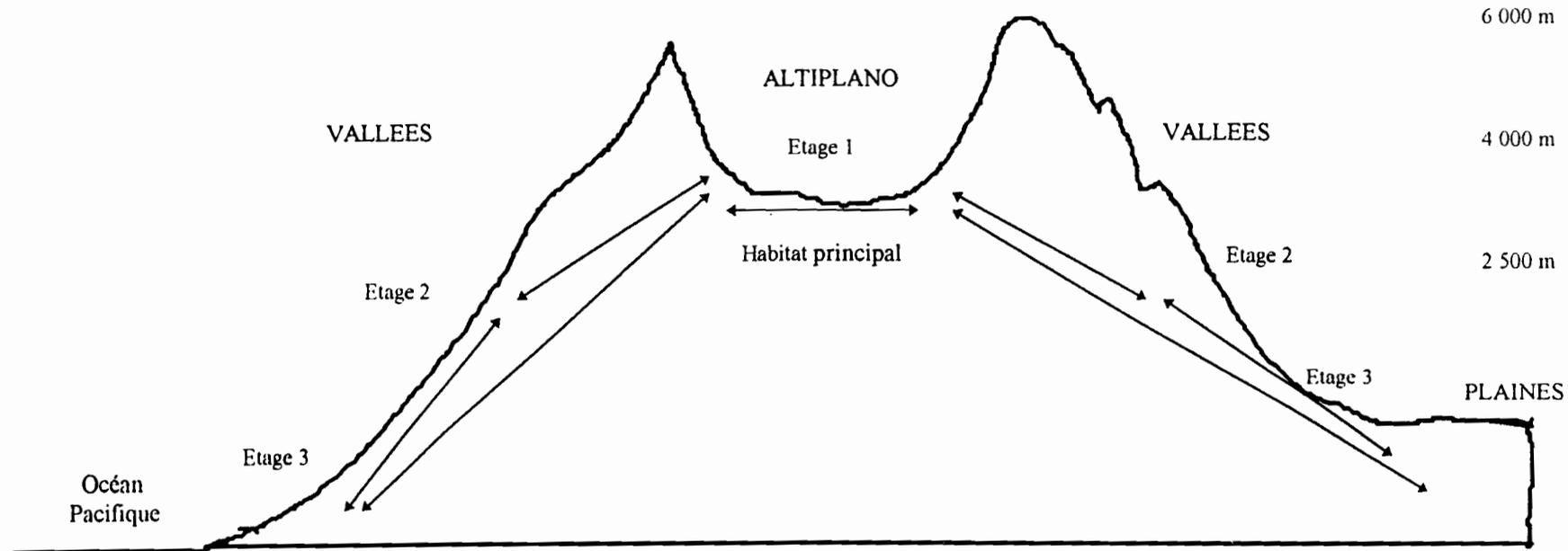
Il s'agit des divers aménagements du milieu, souvent combinés, qui visent à agir sur leurs causes de risque. Ainsi en va-t-il des infrastructures d'irrigation précolombiennes, irrigation qui, selon les agronomes, permet non seulement de labourer et de semer en temps voulu mais aussi de réduire les dégâts du gel. De même s'observent une association localisée d'arbres et de murs qui crée une sorte de "bocage" au microclimat plus favorable à l'agriculture (ou seulement la construction de murs qui sont ajourés pour ne pas retenir l'air froid), des constructions de terrasses "plus ou moins larges selon que la pente est plus ou moins raide" écrit le chroniqueur Bernardo Cobo au début du XVII<sup>e</sup> siècle.

Plus spectaculaire est la construction de planches de culture et "ados" (dits aussi *camellones*) datée par les archéologues de 650 à 900 av. J.C, que l'on tente de remettre en état aujourd'hui, qui couvraient quelque 80 000 hectares autour du lac Titicaca<sup>25</sup> (Franqueville, 1989). Peut-être antérieur à la civilisation Tiwanaku, mais certainement porté à son apogée par celle-ci, ce système de production pouvait, rien que dans la partie méridionale du lac, nourrir plus de 100 000 personnes (Bouysse-Cassagne, 1991). On peut ajouter à ce tableau de l'agriculture précolombienne, des techniques culturales particulières telles que le choix, en fonction des conditions climatiques de l'année, du sens du labour par rapport à la pente ou encore le choix du type de labour, ou encore la défense des cultures par l'association de plantes toxiques ou inappétentes éloignant ravageurs et animaux prédateurs.

---

<sup>25</sup> Ce sont des sortes de billons (dits *suka kollu* en aymara et *waru waru* en quechua) à usage agricole, comparables aux *chinampas* de Mexico, mesurant en moyenne 150 à 200 mètres de long, 10 à 15 de large et 1,5 de haut, séparés de profonds canaux d'irrigation et constitués d'une superposition d'argile, de graviers et de terre arable. Leur construction semble devoir être attribuée non aux Aymara mais aux Colla qui les ont précédé sur les lieux, et leur abandon à une montée des eaux du lac, aux invasions aymara et à la conquête inca (Bouysse-Cassagne, *o. c.*).

Figure 16. Les terroirs en archipel dans les Andes



Dans les Andes précolombiennes, les communautés exploitaient simultanément plusieurs étages écologiques, entre lesquels les échanges étaient constants.

Etage 1 : Habitat principal. Cultures de pommes de terre, quinoa, *kañawa*... élevage et mines.

Etage 2 : Habitats périphériques. Cultures de maïs, coca, légumes, coton, piment...

Etage 3 : Habitats périphériques. Côté Océan : sel, poisson, guano... ; côté Plaines : bois...

Stratégie d'évitement aussi par une intervention dans le temps qui s'efforçait de conserver les excédents des bonnes années en développant des techniques de déshydratation et de transformation de certains aliments (*chuño, tunta, caya, charqui, chalonga*, etc.), complétée, sous l'Etat inca, par la construction organisée de greniers publics appelés *tambos*.

Le destin des constructions et aménagements a été divers. Les plus exigeants en main-d'oeuvre d'entretien, beaucoup de terrasses ainsi que les aménagements hydrauliques qui les accompagnaient, ont été détériorés ou abandonnés au cours de siècles, moins par l'effet de la nature qu'à cause de l'intervention humaine sur les structures sociales qui géraient ces aménagements. *"Sous le vice-roi Toledo, les indigènes furent obligés d'abandonner leurs maisons dispersées, pour habiter les bourgades nouvellement créées (reducciones) : les distances devinrent trop grandes pour aller entretenir de nombreux terrains, ce qui a été aggravé par les exigences en force de travail de la part des Espagnols (mines, ateliers textiles, travail domestique). Si l'on y ajoute la chute démographique des XVI<sup>e</sup> et XVII<sup>e</sup> siècles et l'introduction de lourds animaux à sabots (les bovins), on comprend l'abandon et la destruction de dizaines de milliers de terrasses. De nos jours, à proximité des villes, les murs de soutènement servent de "carrières" de pierres..."* (Morlon, o. c.).

- Enfin stratégies de contournement des risques qui cherchaient à placer le paysan hors d'atteinte de ceux-ci. Ce sont des échanges de produits entre régions complémentaires (maïs, sel, laine, etc.) dont les caravanes de lamas assuraient et assurent encore le transport (Lecoq, 1986 ; Preston, 1973), ou encore l'émigration temporaire vers d'autres régions, vers les mines et de plus en plus vers les villes. Si, à l'époque moderne, cette dernière forme d'échanges est devenue la plus commune, la pluriactivité dans l'économie des *ayllu* est attestée depuis le début du XVII<sup>e</sup> siècle, en réponse aux prélèvements et bouleversements opérés par les colonisateurs ; le phénomène a pris aujourd'hui une telle ampleur que l'on se trouve bien souvent face à des unités familiales censées être de production agricole alors que l'agriculture n'y a plus le rôle de source de revenu principale. L'habitant des campagnes est en réalité un actif polyvalent qui change de registre selon les besoins de l'année, voire ceux du mois ou de la semaine et qui, de producteur paysan devient artisan local, commerçant, mineur, salarié du bâtiment en ville ou, faute de mieux *cargador* (portefaix). Cette démultiplication des rôles est réalisée tantôt par la même personne, tantôt au niveau interne des membres de la famille.

S'était donc forgé au cours des siècles tout un ensemble de savoir-faire et de stratégies, déployé sur des échelles variées, qui permettait de garantir aux communautés une régularité et une diversité de leur alimentation, et dont les ethno-historiens trouvent les traces depuis le nord du Pérou jusqu'au nord de l'Argentine. L'anéantissement de ce système alimentaire andin eut évidemment sur la consommation paysanne les conséquences les plus préjudiciables là où il fonctionnait dans des conditions limites pour l'activité agricole, c'est-à-dire sur les hauts plateaux du Pérou et de Bolivie<sup>26</sup>.

---

<sup>26</sup> Pour le Pérou, L. Delgado (1991) a montré ce processus d'anéantissement et ses conséquences sur l'alimentation et la société.

Quant aux colonisateurs espagnols qui ont commencé la destruction de ce système économique, leur ignorance était-elle aussi réelle qu'on l'a dit ? Certains auteurs, tel A. Henman (1992), en doutent : *"Pendant cette décennie (celles des années 1570), écrit-il, le vice-roi Toledo commença une campagne de reducciones dans le but de définir les tributs de travail coloniaux ou encomiendas, en termes de localisations géographiques clairement délimitées et non plus sous la forme des allégeances ethniques traditionnelles. S'il est certain que l'opération a été conçue dans une grande ignorance des structures sociales indigènes, il est difficile d'éviter la conclusion qu'elle était aussi une partie d'une politique délibérée. La réduction du nombre et de la diversité des zones écologiques occupées par chaque groupe ethnique pourrait être considérée comme un acte conscient visant à mieux contrôler la population andine, et d'autant plus effectif qu'il privait chaque groupe des ressources de la périphérie qui lui permettaient un certain degré d'autosuffisance économique et d'autonomie politique"*. Quoi qu'il en soit, il est sûr que ceux qui ont poursuivi et tenté d'achever le processus trois siècles plus tard, le faisaient avec la volonté de détruire le monde communautaire andin.

#### b) L'agriculture bolivienne "attardée" ?

Si la Bolivie compte 3 400 000 hectares réputés aptes aux cultures, cela ne signifie cependant pas qu'une telle superficie soit réellement productive chaque année : seuls sont mis en culture annuellement environ 1 400 000 hectares. Sur ce total, les deux tiers le sont sur l'Altiplano et dans les Vallées, c'est-à-dire, selon une opinion générale très dépréciative bien reflétée par Montes de Oca (1995), dans un contexte de *"crise croissante (...) en termes de parcellisation de la structure foncière, de développement technologique insignifiant, de flux commerciaux inadéquats, de relations socio-culturelles distorsionnées qui consolident un fonctionnement irrationnel, de faible productivité d'une main-d'oeuvre largement sous-employée, et de faible rendement agricole"*<sup>27</sup>.

Le système de culture le plus commun en Bolivie, et en particulier dans cette partie occidentale du pays tant incriminée, repose en effet sur une jachère dont la durée, variable selon les régions, est généralement de plusieurs années, de façon à permettre le renouvellement de la fertilité des sols. Cette jachère peut être menée de façon individuelle par le paysan ou de façon réglementée par la communauté, selon un système de rotation des secteurs du terroir rappelant fortement les assolements autrefois pratiqués en Europe, qui portent des noms variables selon les lieux (*suyu, laymi, moya, manta, aynua*, etc.). On retrouve ce système depuis la latitude 10°20 S au nord de Lima jusqu'au parallèle 18°50 S au nord de Potosí. La partie du terroir gérée en commun s'oppose alors à la *sayaña*, terre appropriée entourant l'habitation mais de taille réduite, où la culture est intensive et continue, parfois avec irrigation.

Faut-il voir là un retard technologique regrettable auquel il serait urgent de remédier ? Ce diagnostic ne semble donc faire aucun doute, on l'a vu, pour les experts occidentaux ou occidentalisés : *"Les causes de cette situation, écrit ainsi Zeballos (1988) sont les suivantes : 1) la prédominance de l'agriculture paysanne qui, par sa propre logique, jointe à un manque de*

---

<sup>27</sup> A l'issue de ce sombre tableau, l'auteur constate cependant que cette agriculture nourrit toute la population de la partie occidentale du pays, c'est-à-dire 74 % du total.

*connaissances et de moyens pour modifier sa technologie, se caractérise comme essentiellement de subsistance, 2) l'usage réduit de nouveaux intrants, tant par l'agriculture paysanne que par la non-paysanne". Si le manque de moyens est indiscutable, le reproche d'un manque de connaissances sur l'agriculture est des plus mal venus concernant les paysans andins. Quant aux rendements qu'il faudrait accroître grâce aux intrants, les agronomes observent que, pour chaque plante cultivée, c'est au moins deux sinon trois rendements qu'il faudrait mesurer (en grain, mais aussi en paille, tige, feuilles et autres "sous-produits" non moins utiles que le grain) dans le système de culture andin.*

D'autres auteurs expliquent la situation actuelle moins par la rationalité d'une tradition agricole que par un héritage du colonialisme interne qui a si longtemps marqué la Bolivie et dont le système des haciendas constituait le symbole ? *"Comme avant la Réforme agraire les propriétaires latifundistes possédaient une abondante main-d'oeuvre dont le coût était très bas, écrit Urioste (1989-a), il leur était économiquement irrationnel d'introduire des améliorations techniques dans le processus de production. Pour cette raison, le retard technologique dans la campagne bolivienne n'est pas un "état naturel" mais fut intentionnel et résulte du choix des latifundistes en faveur de techniques à usage intensif de main-d'oeuvre".* Même dans ce cas, ce "retard technologique" ne fait aucun doute, qu'on le mesure par le critère de la consommation d'engrais à l'hectare (FAO, 1992) : 3 kg en 1989 quand elle était de 41 kg au Pérou, ou encore par celui du nombre de tracteurs pour mille hectares de terre arable : un seul en Bolivie, quatre au Pérou, tous critères impliquant la supériorité indiscutée d'une agriculture de type occidental.

Pourtant, l'opinion commune rapportée par D.-A. Preston (o. c.), selon laquelle, *"si le changement dans le domaine agricole est défini comme l'adoption de nouvelles techniques, on peut dire qu'il n'y a pratiquement pas eu [depuis l'époque coloniale] de changement dans l'Altiplano"* paraît erronée. Les changements de l'environnement économique et social autant que les évolutions démographiques, ont fatalement entraîné, depuis trois siècles, des modifications du système agraire et donc des techniques utilisées.

Parmi les techniques traditionnelles toujours en pratique, celle de la jachère (*barbecho*) est certainement l'une de celles qui choque le plus les esprits formés à la modernité occidentale. Il est en effet courant de voir affirmer que, face à l'insuffisance croissante des terres cultivables, notamment dans la région altiplanique, la solution devrait être de supprimer ce système considéré comme archaïque et d'adopter des techniques d'intensification de l'usage des sols qui pourraient permettre de multiplier par quatre la production (Agreda, Cruz, 1994). L'idée sous-jacente est que si la jachère constituait une technique acceptable dans un milieu faiblement peuplé, aujourd'hui les besoins d'une population plus nombreuse et surtout ceux du ravitaillement des villes, imposent aujourd'hui de l'abandonner, une telle évolution étant en quelque sorte naturelle quand croît la pression démographique, comme l'ont montré les travaux de Boserup (1970).

Outre l'objection que ce système a cependant permis de nourrir pendant des siècles une population andine autrefois au moins aussi nombreuse, sinon plus, qu'aujourd'hui, on peut aussi penser que les choses ne sont pas aussi simples, cela à la lumière de diverses recherches pluridisciplinaires réalisées sur la jachère pâturée dans les Andes (Hervé, Génin, Rivière, 1994). En effet, cette

jachère, dont la durée peut varier de deux à plus de dix ans, n'est pas seulement une façon d'éviter l'épuisement des ressources naturelles en sols ; elle est aussi un système complexe de gestion du milieu, lequel est certes constitué par le sol et ses productions végétales, mais offre encore bien d'autres ressources telles que les pâturages naturels, le bois de feu et nombre de plantes à usage alimentaire et médicinal.

Dans les communautés où se pratique le système des *aynuqa*, la partie du territoire ainsi réglementée est très variable : elle est de 43 % à Irpa Chico (province Ingavi du département de La Paz), de 69 % à Pumani (province Aroma du même département) où chaque *aynuqa* est exploitée pendant trois ans consécutifs et laissée en repos dix ans. Dans la même province, à San José de LLanga, il n'existe pas d'*aynuqa* et chaque famille décide de l'usage de ses parcelles, mais celles-ci deviennent pâturage communautaire après l'enlèvement de la récolte, selon un calendrier très rigoureux (Jetté *et al.*, 1994).

L'anthropologue observe que ce système est à la fois mémoire et histoire de la communauté : *"C'est une institution qui, plus que tout autre aujourd'hui, met en jeu un grand nombre de normes, règles, prescriptions, représentations auxquelles l'ensemble de la population - avec ses différences - est confronté et où sont étroitement imbriqués le social, le politique, le religieux, le juridique, etc."* (Rivière, 1994). A Pumani, chacune des treize *aynuqa* est porteuse d'une histoire particulière, dispose de ses propres espaces religieux : "terres de la Vierge" dont la production est réservée aux besoins de l'église locale, et chacune possède aussi son *uywiri*, divinité particulière objet de rites collectifs aux étapes importantes du cycle culturel. *"Ce système est l'une des façons par lesquelles la communauté affirme sa permanence... [il] conserve le souvenir de la succession des bonnes et des mauvaises récoltes, des échecs et des succès dans la relation avec les dieux garants de la production et, en même temps, le nom des hommes (autorités, chamanes, etc.) qui furent responsables du politique et du religieux au moment où telle ou telle aynuqa était mise en culture ... Bouleverser cette régularité est interprété comme une sorte de profanation d'un ordre qui n'est pas "humain", c'est violenter une mémoire ... le système des aynuqa est le support de la mémoire collective et est l'un des éléments constitutifs de l'identité de la communauté"* (o. c.). Cet ancrage territorial de la communauté prend place dans la conception andine des rapports de l'homme et de la terre selon lesquels, écrit Mamani (1994) *"la terre sans l'homme et l'homme sans la terre ne sont rien (...). La Pachamama (mère terre) doit s'alimenter pour vivre ; elle peut être malade, être gaie, être de mauvaise humeur et elle a besoin des services de l'homme. L'homme lui doit son existence et ses conditions de vie : il est le reflet de celle-ci (...), il existe un dialogue permanent entre l'homme et la Pachamama", une "convivialité"* (o. c.).

Intervenir pour modifier ce système de culture va donc bien au delà d'une simple évolution technique, et pourtant nombre d'études montrent que des changements se produisent spontanément dans cet ordre nullement immuable, lorsqu'évolue sa raison d'être. Les plus fréquents sont ceux d'une réduction de la durée de la jachère, d'une rotation plus rapide des *aynuqa*, voire d'une disparition progressive de celles-ci pour cause de mise en culture d'une proportion de plus en plus importante du territoire chaque année. Les comparaisons dans le temps montrent ainsi que les communautés de l'*ayllu* Chayantaka (Nord-Potosi) ont réduit le nombre des *mantas* (soles) et qu'elles modifient fréquemment les limites de celles-ci de façon à les agrandir par

regroupement : appartenant à des secteurs plus vastes, les terres qu'elles incluent sont donc soumises à des repos de plus courte durée (Kraft, 1994). Même observation dans la province Aroma de La Paz où, sous l'effet de l'extension des terres mises en culture, la durée de la jachère diminue de même que les superficies disponibles pour le pâturage, malgré les besoins d'un élevage bovin en expansion (Marandola, 1994). D'autres processus de changement ont également été signalés, telle la concentration (souvent par échanges) des parcelles situées en *aynuqa* ou en *sayaña*, qui réduit certes la dispersion de celles-ci, mais augmente du même coup le risque climatique que cette dispersion visait à pallier, ou encore l'invasion plus ou moins subreptice des *aynuqa* et l'intégration de parcelles de celles-ci à la *sayaña* (Pacheco, o. c.). Ainsi à Pumani, l'idéal recherché est-il de se constituer la *sayaña* la plus étendue possible à proximité du lieu de résidence. Il se peut que ces changements soient conjoncturels et répondent à une année ou une suite d'années difficiles, tel le regroupement de deux *aynuqa* observé dans cette communauté lors de la sécheresse de 1980 ; il se peut aussi qu'ils soient définitifs.

Les raisons de cette évolution du système sont variées. Outre la dégradation des sols et la diminution de leur fertilité, on invoque le plus souvent celle d'un accroissement de la population, encore que cette dernière raison n'apparaît pas nécessairement comme la principale : l'exode rural ne devrait-il pas plutôt contribuer à libérer des terres au profit de ceux qui restent ? Il est cependant vrai que, étant donné la particularité des migrations rurales, les absents peuvent garder leur droit à la terre à condition de venir régulièrement la travailler ou de la faire travailler selon les différentes modalités possibles (*al partir*, location, *waki*<sup>28</sup> ...), et aussi à condition de participer au système des charges politico-religieuses de la communauté (Pacheco, o. c.). "*Les migrations - qu'elles soient temporaires ou définitives* - écrit D.-A. Preston (o. c.) à propos de l'Altiplano central, *ne modifient en rien la répartition de la propriété : les émigrants conservent dans tous les cas leurs terres. Le départ n'est conçu que comme la possibilité d'avoir un revenu supplémentaire, et de ce fait, il ne modifie pas le problème foncier en mettant des terres à la disposition de ceux qui n'émigrent pas*". Aussi, parmi les causes de l'évolution du système, les auteurs citent encore l'intérêt croissant accordé à l'élevage bovin au détriment de l'agriculture, c'est-à-dire en réponse aux sollicitations du marché urbain, lequel pourrait même constituer un facteur bien plus déterminant du changement en cours que l'évolution démographique.

Il apparaît cependant que ce changement du système de production, en particulier s'il est lié à un effet de marché, n'est nullement irréversible, et des exemples au Pérou montrent que la rotation des sols (les *turnos*) a été rétablie par la communauté après avoir été supprimée durant quelques années (Glave, 1994). L'émigration des jeunes, qui réduit la main-d'oeuvre localement disponible, n'en induit pas moins une contrainte sur le système de production. "*Du point de vue des zones rurales*, écrit ainsi Sautier (1989), *l'émigration a pour effets à la fois de réduire la pression existant sur les ressources alimentaires, et de prélever la main-d'oeuvre la plus productive*". Cette modification de la composition de la population peut conduire à regrouper les parcelles

---

<sup>28</sup> Selon Carter et Mamani (1982), le *waki* est un accord passé entre deux personnes au moment des semailles, quand l'une a trop de semences et que l'autre a déjà préparé sa terre. Les deux personnes sèment ensemble, mais chacune récolte alternativement un sillon sur deux. Dans le système *al partir*, deux familles s'associent pour les cultures ou pour l'élevage et se partagent récoltes ou revenus.

pour limiter les déplacements ou à remettre celles-ci en culture après une trop courte jachère parce qu'elles sont alors plus faciles à travailler.

Outre sa connotation symbolique déjà mentionnée, le système des *ayniqa* présente des avantages d'ordre socio-économique qui ne sont pas négligeables. La jachère est pâturée surtout en saison humide (décembre à mai), mais les familles qui utilisent le plus intensivement cette possibilité de pâturage sont celles qui possèdent le moins de terres (Jetté *et al.*, o. c.). La jachère a donc une fonction de régulation économique (et sociale) au sein de la communauté, fonction renforcée par la dispersion des parcelles au sein des *ayniqa* qui fait que "*tous les comunarios ont accès à des parcelles de bonne et de mauvaise qualité, localisées dans les parties hautes et dans les parties basses et à différents niveaux topographiques*" (Mamani, 1994).

D'un point de vue agronomique, les avantages paraissent cependant moins sûrs et, en particulier, les agronomes ne sont guère convaincus de l'utilité d'une jachère longue : "*Il n'est pas évident que se produisent des évolutions rapides ni importantes des composants de la fertilité en fonction de la durée de la jachère*" (Hervé *et al.*, 1994). Une durée de jachère de cinq ans semble ainsi suffisante pour que disparaissent les quistes provoqués par un nématode de la pomme de terre (Blanco, 1994) ; une culture de la pomme de terre sur la même parcelle tous les 5 à 8 ans permet donc un contrôle suffisant du parasite sans besoin d'une jachère plus longue (Esprella *et al.*, 1994).

Le même doute prévaut quant au renouvellement de la fertilité des sols par ce système : "*Jusqu'à présent, on n'a pas prouvé ni quantifié la reconstitution de la fertilité du sol au bout d'une période déterminée de jachère. On n'a pas non plus contrôlé les activités biochimiques des micro-organismes dans le sol au repos*" (Sivila de Cary, Hervé, 1994). De plus, ces champs au repos ne procurent au bétail que de médiocres ressources fourragères : "*Avec une capacité de charge inférieure à un ovin criollo par hectare et par an, les champs au repos de la zone centrale de l'Altiplano bolivien ne représentent pas une ressource fourragère de haute qualité. Ils constituent cependant la base de l'alimentation des ovins. [...]. D'un point de vue strictement pastoral, il ne convient pas de laisser reposer la terre durant plus de cinq ans, car la végétation évolue alors vers des espèces peu comestibles. Une amélioration [de l'apport fourrager] de ces zones paraît techniquement possible grâce à des plantes fourragères. Cependant, ce genre d'innovation est-il acceptable du point de vue socio-économique par les communautés paysannes haut-andines ?*" (Génin, Fernandez, 1994). A cette question, les agronomes en ajoutent une autre : s'il est vrai que la valeur fourragère de la végétation naturelle n'augmente plus après cinq années de jachère, en réduisant la durée pratiquée ne court-on pas le risque d'accélérer l'érosion et, partant, la capacité de production de la région à long terme ? (de Queiroz *et al.*, 1994). De toute façon, le changement réduirait significativement les ressources en ligneux, l'un des rares combustibles, avec la *taquia*, à la portée des communautés.

Quant aux autres conséquences de l'évolution observée, tout en admettant qu'elles sont difficilement prévisibles, les anthropologues les dépeignent comme une progressive privatisation de la terre par le biais du développement de l'élevage bovin, et surtout une accentuation des différences socio-économiques internes à la communauté venant multiplier les occasions de

division et de conflit sous l'effet d'un accès inégal à la terre, tous éléments destructeurs de l'organisation communautaire (Pacheco, o. c. ; Kraft, o. c.). Si, *"d'un point de vue strictement pastoral, une réduction de 10 à 5 ans de la durée de la jachère affecterait peu la disponibilité en fourrage par unité de superficie, cependant la superficie totale disponible pour le pâturage se réduirait de façon considérable"* (Génin, Fernandez, o. c.).

Au lieu d'envisager une suppression de la jachère entraînant cortège de mutations peu contrôlables, ne peut-on donc tenter au moins d'en améliorer la productivité ? Une solution pourrait consister, selon les agronomes, à labourer celle-ci à différentes dates et selon différents types de labour pendant la saison des pluies (et non à la fin de cette saison comme le pratiquent actuellement les paysans), ce qui augmenterait la capacité de stockage de l'eau par le sol et améliorerait ainsi la première production qui suit la jachère, celle, essentielle ici, des pommes de terre (Vacher *et al.*, 1994). Une autre possibilité serait de remplacer ces pâturages naturels par des cultures de plantes fourragères, remplacement dont l'expérience a été tentée avec succès en Equateur ; mais l'exemple n'est pas nécessairement probant, dans la mesure où le système des *aymuqa* n'y existe pas (Montenegro, 1994). Quelle que soit l'amélioration proposée, restent pendents, d'un simple point de vue économique, les problèmes posés par une réduction de la production végétale des pâturages collectifs et par une réduction de la quantité de combustible disponible, tandis que, par delà, *"il n'est pas sûr que toutes les sociétés perçoivent les systèmes de jachère sous ces seuls aspects [techniques]. A penser ainsi, on court le risque de tomber dans un ethnocentrisme réducteur qui découpe la réalité en catégories non pertinentes pour les populations considérées, sans prendre en compte différentes logiques sociales et économiques, ce qui limite ou même interdit de comprendre celle-ci"* (Rivière, o. c.), et également, peut-on ajouter, d'agir sur celle-ci.

L'ethnocentrisme est en effet le danger qui guette toutes les tentatives, même les mieux intentionnées, d'améliorer l'économie agricole des pays du Sud, et la déformation se trouve quasi naturellement transmise aux scientifiques et dirigeants locaux. Si les Européens voient dans les Andes une nature hostile à la vie humaine, observe ainsi Tillmann (1991), c'est parce qu'ils sont habitués aux paysages homogènes qui facilitent les transports et rendent aisée l'agriculture mécanisée, alors que la conclusion correcte devrait être : la nature andine est autre que celle de l'Europe et des Etats-Unis et n'est adverse qu'à la technologie européenne et au mode de vie occidental.

## 5. Stratégies paysannes

### a) Le paysan face au marché

Parmi les critiques que le courant néolibéral adresse habituellement au monde paysan, bolivien ou autre, celle de vivre en autarcie, de ne pas chercher à participer au marché (et à ses bienfaits supposés), est l'une des plus courantes et, selon ceux qui la formulent, l'une des plus fondamentales. Pourtant, la précédente typologie des exploitations paysannes a montré combien est excessive une telle généralisation.

- Le repli en autarcie ?

S'il s'agit du marché de la consommation, la faible participation des paysans n'est évidemment que la conséquence de la pauvreté du monde rural, aujourd'hui bien reconnue, et de l'insécurité quotidienne à laquelle il est exposé. Face à la crise initiée dans les années 1980 et qui s'est notamment traduite en Bolivie par une célèbre hyper-inflation, l'une des stratégies de défense adoptées par les paysans fut justement la recherche d'une certaine autarcie économique permettant de réduire les échanges monétaires, la monnaie n'étant plus fiable. Peut-on le leur reprocher ?

Ce type de stratégie est habituel de la part des producteurs du tiers monde et parfaitement justifiée : les sociétés les plus intégrées au capitalisme sont aussi les plus vulnérables aux crises de celui-ci. *"L'intensification du travail fourni (parfois en dehors de la communauté en émigration), la priorité donnée à l'autoconsommation (souvent au détriment des échanges), l'augmentation du troc et la réduction au minimum de l'utilisation et surtout de la thésaurisation du peso bolivien (quasi troc, achat de monnaie étrangère), le recours à l'entraide familiale et communautaire (pour l'alimentation, le travail et le groupement des achats) ont été les principales stratégies utilisées par la grande majorité des familles paysannes des communautés enquêtées, pour affronter la crise qui les frappe"* (Laure, 1987). Dans la zone rurale du département de La Paz, l'auto-consommation constitue 60,5 % de la consommation alimentaire totale, cette proportion variant selon les groupes d'aliments considérés (Villegas *et al.*, 1995). Des observations similaires ont été faites au Pérou, où plus de la moitié des produits consommés dans les communautés du Haut Cañete provient de la production familiale et où le système du troc procure parfois plus de la moitié de l'approvisionnement alimentaire (Delgado, 1991).

Un tel évitement du marché a pour conséquence la pratique de cultures risquées, réalisées dans des conditions climatiques ou pédologiques limites et avec des rendements fatalement très faibles. Apparemment "irrationnelle", cette pratique permet à la famille paysanne de garder une relative indépendance économique grâce à laquelle elle échappe aux services des intermédiaires, les *vecinos* du bourg, car ici, "le marché" ne signifie rien d'autre que l'emprise de ceux-ci dans une situation de monopole.

La critique selon laquelle les paysans se refuseraient à vendre leur production paraît nettement moins fondée. Déjà pour la période antérieure à la Révolution nationale, l'historien James Dunkerley note que *"l'économie "duale", constituée par l'hacienda et la communauté, fut plus apparente que réelle, car les communautés vendaient une part appréciable de leurs excédents et n'étaient pas totalement enracinés dans l'agriculture de subsistance"* (o. c.). Pratiquement partout a existé, dès l'arrivée des Espagnols, l'un ou l'autre mode d'articulation au marché, ne serait-ce qu'à travers les formes de dépendance que ceux-ci imposèrent comme la *mita* ou l'*encomienda*. Mais il est sûr que, depuis la réforme agraire, la plupart des paysans se sont trouvés fortement impliqués dans la commercialisation qui, pour eux, se concrétise par la fréquentation des marchés ruraux et des foires. On estime ainsi que 70 % des productions agricoles de l'Altiplano et 90 % de celles de Cochabamba entrent par cette voie dans les circuits commerciaux, lesquels seraient d'ailleurs à 77 % aux mains des femmes (Dandler, Blanes *et al.*, 1987).

Tableau 66. Destination (en pourcentage) des ressources nutritives produites sur l'exploitation agricole paysanne

	Consommation familiale	Consommation animale	Semences	Ventes et / ou transfert
Calories	30,0	17,0	9,0	44,0
Protéines	33,0	17,0	9,0	41,0

n.b. Enquête portant sur 410 exploitations des départements de Potosí, Tarija, Oruro et Chuquisaca.

Source : Abegglen *et al.*, 1987.

Sur un échantillon de vingt communautés relevant des départements de Chuquisaca, Potosí, Oruro et Tarija (Abegglen *et al.*, *o. c.*), plus de 40 % des ressources nutritives (calories et protéines) produites par l'exploitation paysanne sont "exportées" sous différentes formes : ventes, mais aussi dons, échanges (Tableau 66). On a vu le rôle décisif de la commercialisation des produits dans la genèse de la différenciation paysanne, en particulier près des villes. Sur la partie nord de l'Altiplano, la part de la production destinée à la vente (Urioste, 1989-a) varie selon les productions : de 80 % pour les oignons (qui sont réellement cultivés pour le marché) à 3 % pour l'orge (Tableau 67).

La zone lacustre doit pourtant être considérée à part, parce qu'elle est plus humide, plus "riche", plus peuplée aussi que le reste de l'Altiplano, et présente des parcelles extrêmement petites où les cultures sont plus intensives. La commercialisation de la production y est la plus importante qu'ailleurs, alors que les quantités récoltées par famille sont plus réduites à cause du manque de terres. L'auteur explique que, pour augmenter leur productivité, les paysans doivent faire face à d'importantes dépenses en intrants qui les obligent à vendre davantage et les place dans l'engrenage de la dépendance du marché, et de conclure : "*La quantité de fertilisants utilisés ne constitue pas un indicateur du degré de développement de l'agriculture paysanne. A l'extrême, elle peut constituer plutôt un indicateur du degré de paupérisation de l'exploitation agricole*".

Tableau 67. Destination (en pourcentage) de la production agricole dans le nord de l'Altiplano

Produits	Auto-consomm.		Semences		Troc		Vente	
	A L	A I	A L	A I	A L	A I	A L	A I
P. de terre	52	48	23	30	4	10	21	12
Orge	53	60	19	12	24	23	3	5
Fèves	56	59	25	31	6	4	13	6
Quinoa	49	75	10	11	6	10	35	4
Oignons	18	27	1	1	1	2	80	70

A L : Altiplano lacustre ; A I : Altiplano intérieur.

Source : Urioste, 1989-a.

Le monde paysan bolivien n'est donc pas ce monde immobile que l'on décrit parfois et qui resterait tel qu'en lui-même alors que change tout son environnement. Peut-être cette impression est-elle

due au fait que les évolutions en cours échappent à l'observateur parce qu'elles ne sont pas celles que l'on attend ? Mais sont-elles pour autant bénéfiques ? Dénoncée ou regrettée, la fameuse marginalisation des paysans peut fort bien ne pas être subie mais choisie comme forme d'évitement du marché et donc relever d'une saine stratégie économique.

- La question des prix et de la commercialisation

Pour le paysan, vente ne signifie cependant pas nécessairement profit, mais bien plus souvent nécessité de disposer d'un peu d'argent. Si l'on en croit quelques exemples de calculs relatifs aux produits vendus sur les marchés de La Paz et de Santa Cruz, la part revenant au producteur est généralement inférieure à la moitié du prix de la vente au consommateur, l'essentiel du bénéfice revenant au commerçant (Tableau 68).

Tableau 68. Marges commerciales (en pourcentage) sur quelques produits alimentaires

La Paz		Santa Cruz	
Produits	Marge commerciale	Produits	Marge commerciale
Tubercules	46,0	Banane	88,4
Fruits	61,5	Mandarine	54,9
Céréales (grains)	37,1	Ananas	84,0
Légumes	60,3	Pomme de terre	57,7
Viandes	52,0	Maïs <i>choclo</i>	88,9

Sources : Arteaga, 1986 ; Roca, 1986.

De telles évaluations restent cependant sujettes à caution, dans la mesure où il n'existe guère de recherches d'ensemble sur la commercialisation des produits alimentaires en Bolivie ; on ne dispose que de travaux ponctuels, dont les résultats ne concordent généralement pas. Ainsi, concernant les marges des intermédiaires dans la commercialisation des animaux de boucherie de l'Altiplano, les estimations vont de 220 % à 67 %, 34 % et 33 % selon les auteurs (Mercat, 1993).

Quant au nombre d'intermédiaires entre les mains desquels passent les produits avant d'arriver au client, une étude menée à Santa Cruz en compte en moyenne trois pour 46 % des produits, deux pour 28 %, un seul pour 20 %, tandis que seulement 6 % font l'objet d'une vente directe du producteur au consommateur. C'est dire que sur les marchés urbains, le vendeur n'est qu'exceptionnellement le producteur. On comprend que ce dernier tente, quand il le peut, de court-circuiter les intermédiaires, comme observée en 1980 dans la communauté d'Ambana : *"Le boycott du marché du bourg pratiqué par les paysans montre leur volonté d'échapper aux vecinos : tous les samedis, le marché de Cotañani leur permet d'établir des contacts entre eux et avec les commerçants de La Paz sans reproduire la hiérarchie traditionnelle de leurs sociétés"* (IFEA, 1980).

A l'autre bout de la chaîne, les "foires de consommation familiale" (*ferias de consumo familiar*) organisées dans les principales villes pour réduire le coût de l'intermédiation relèvent de la même

stratégie et constituent en outre une initiative originale par le système de vente à prix unique qui y est pratiqué. Mis en place en 1991 par la Centrale de coopératives de La Paz (CECOLAPAZ) avec l'aide de l'OIT, le système consiste à présenter un jour par semaine, sur des lieux de vente sommairement aménagés pour l'occasion, des produits collectés auprès des organisations de petits paysans. Chaque semaine est calculé un prix moyen unique pour les produits de base (fruits et légumes), inférieur aux prix habituels, et, autre innovation, les ventes se font au poids. Le succès de la formule fut tel qu'elle s'est à présent étendue à d'autres grandes villes de Bolivie.

Il faut ajouter que la commercialisation des produits agricoles, faute de conditionnements adéquats et aussi à cause de la lenteur des transports qu'entraîne l'état des routes, ne se fait pas sans pertes importantes que la FAO estime à 50 millions de dollars par an, et qui s'élèveraient à 15 % pour le riz et le blé, 20 % pour la pomme de terre, 25 % pour le maïs, et probablement bien davantage pour beaucoup de fruits.

Vente pour le marché, voire spécialisation de l'exploitation agricole, ne sont donc nullement des démarches étrangères à la conception que les paysans boliviens se font de l'agriculture, mais le risque impliqué par un tel pari est souvent jugé trop élevé. Même dans le cas où le paysan dispose d'un revenu ou d'une épargne monétaire, souvent résultat de migrations répétées, la rentabilité d'un réinvestissement dans l'exploitation agricole ne va nullement de soi. L'évolution du système de production vers des cultures destinées au marché comporte une part d'incertitude considérable, les conditions de la commercialisation étant ce qu'elles sont en Bolivie. Aborder de façon profitable la "sphère des transferts", ce deuxième étage constitutif du système alimentaire, ne peut réussir qu'à ceux, rares parmi les petits producteurs, qui disposent de la formation et des informations nécessaires. *"Même si l'agriculture paysanne continue de réserver une partie de sa production à l'autoconsommation, elle est aujourd'hui de plus en plus intégrée au marché..."* écrit J. Chonchol (1990). *C'est justement cette intégration croissante au marché qui pose une des principales difficultés, car les conditions de commercialisation de ces productions sont toujours défavorables..."*

Une illustration concrète du problème est donnée par ce paysan d'Arbieto qui raconte : *"Il y a quatre ans, j'ai investi de grosses sommes d'argent dans l'achat d'un tracteur et dans la plantation de pêchers. Je réalise que ni l'un ni l'autre ne sont rentables. Le carburant du tracteur et le salaire du conducteur me coûtent trop cher par rapport aux revenus que je tire de sa location aux gens de la communauté. La vente des pêches ne me rapporte pas ce que j'avais espéré, et encore moins que ce que m'avaient laissé espérer les ingénieurs qui m'ont vendu les plantes. Au total, j'ai dépensé beaucoup plus en main-d'oeuvre, en engrais et en frais d'irrigation que ce que la vente ne m'a rapporté. Et puis, depuis quelques années, tout le monde se met à planter des pêchers. Les fruits se vendent à bas prix, sans compter que la grêle a abîmé une bonne partie de la production. Les ingénieurs, qui étaient venus au début pour nous indiquer comment planter, ne reviennent pas. Beaucoup d'arbres sont malades"* (cit. Cortes, 1995-a).

Aussi les migrants du Valle Alto qui, de retour des Etats-Unis ou d'autres pays étrangers, ont investi dans la mécanisation de leur exploitation ou dans le développement d'une production fruitière, ne sont-ils nullement assurés de la rentabilisation de leur capital, ni même d'en récupérer

un jour la mise. Le coût d'utilisation d'un tracteur ne se trouve pas nécessairement rentabilisé parce que la production est vendue ; si sa rentabilité a pour condition le passage d'une agriculture de subsistance à une agriculture marchande (Morlon, *o. c.*), cette condition n'est pas la seule.

Evitant les simplifications, il faut donc conclure, et ce n'est pas une originalité, à l'extrême diversité de situation des paysans face au marché et à l'ambivalence de celui-ci. On ne saurait donc s'étonner que le rapport vente / auto-consommation présente un intérêt extrêmement variable, en fonction de la situation géographique des communautés paysannes, en fonction de la situation particulière de chaque famille paysanne, en fonction de la conjoncture annuelle. La prudence paysanne s'accommode mal des incertitudes et des paris.

#### b) Des évolutions dangereuses

La déstructuration économique et sociale provoquée par le choc de la colonisation, puis par les politiques agricoles passées et récentes, ont conduit à de désastreuses modifications du système de production agro-alimentaire qu'il n'est cependant pas impossible de redresser. En ce sens, les préoccupations actuelles concernant la sauvegarde de la biodiversité et du milieu écologique peuvent constituer une chance pour la Bolivie et ses paysans.

##### - L'abandon des cultures autochtones

Si le maïs et la pomme de terre ont connu la fortune et l'extension universelle que l'on sait, en partie grâce à leur grande capacité d'adaptation à des altitudes différentes, il n'en fut pas de même pour bien d'autres plantes locales patiemment sélectionnées et améliorées par des générations de paysans andins. Celles-ci continuent d'être considérées comme cultures purement autochtones (*cultivos andinos*) et sont souvent devenues secondaires dans le système de production local ou même en ont totalement disparu.

Faute d'avoir été adoptées par les colons espagnols et leurs successeurs créoles, elles se sont trouvées profondément dépréciées, qualifiées de "nourriture d'Indiens" (voire "satanisées" par l'Eglise catholique), la table des maîtres (et par imitation celle de leurs "dépendants"), n'acceptant que des aliments "nobles" venus d'Europe et que l'on tentait de cultiver sur place. Ainsi le blé et l'orge se substituèrent à des chenopodiacées comme la quinoa et la *kañawa*, les fèves remplacèrent une autre légumineuse le *tarwi* (ou lupin), etc. (Salis, 1985). De telles substitutions furent, au moins au début, largement imposées par la levée d'un tribut en nature comprenant obligatoirement des produits d'origine européenne (céréales, bétail) et par la lutte entreprise par l'Eglise contre les rites "païens" qui accompagnaient certaines de ces cultures (cas de la *kiwicha* qui avait quasiment disparu sous la Colonie).

Or, depuis les années 1960, une attention croissante est portée à ces plantes, du moins à celles qui ont survécu à la débâcle. Les raisons du changement sont variées, depuis l'intérêt alimentaire qu'elles peuvent présenter pour des pays comme celui-ci où la dénutrition est chronique, jusqu'à un intérêt commercial pour l'ouverture de marchés vers les pays riches, en passant par le souci

actuel de préserver la biodiversité<sup>29</sup>. Ainsi la FAO estime-t-elle que la sécurité alimentaire à long terme passe par la préservation des ressources indigènes et par la constitution d'un "système mondial de banques de gènes"<sup>30</sup>. Aujourd'hui, ouvrages et congrès se succèdent sur le thème, non sans un certain effet de mode, mode d'un retour nostalgique vers l'indigène, le "naturel" dans les divers sens du terme. "*Développer les plantes perdues des Incas est une recherche que les scientifiques devraient entreprendre*, écrit ainsi F. R. Ruskin (1989). *Ils lèveront ainsi le voile de l'obscurantisme et redécouvriront les promesses de ces cultures que les Espagnols ont abandonnées. Les céréales, les tubercules, les légumes, les fruits de l'empire inca constituent un trésor durable pour les Andes et pour le reste du monde. Des millions de personnes devraient rapidement adopter ces aliments négligés, produits par des peuples remarquables*".

Parmi ces "cultures perdues", l'ouvrage cité dénombre dix variétés de racines et tubercules, trois variétés de céréales, trois de légumineuses, deux de légumes, onze de fruits et deux de noix. De son côté Cáceres (1993) énumère sur le sujet quinze racines et tubercules, trois céréales, deux légumineuses, quatre fruits, trois cucurbitacées et huit variétés de piments.

Le Tableau 69 ne retient que quelques-unes de ces plantes qui ne sont certes pas inconnues en Bolivie, mais dont la consommation est aujourd'hui relativement peu fréquente. Nous nous arrêterons plus longuement sur quelques-unes d'entre elles dont la culture semble actuellement davantage porteuse d'avenir.

Plante typique du *Tawantinsuyu*, connue depuis le nord de l'Argentine jusqu'aux Andes de Colombie, la quinoa (*quinua* en espagnol) est surtout cultivée aujourd'hui dans les régions proches du lac Titicaca et dans la zone des Salares. Résistante au froid, elle supporte des gelées de - 1° C. hors période de floraison, mais c'est surtout à sa résistance à la sécheresse qu'elle doit son excellente adaptation aux conditions climatiques de la puna : lors des années où la pluie manque, il n'est pas rare qu'elle soit la seule culture à réussir. Outre les grains, surtout utilisés dans les soupes, les feuilles tendres peuvent être consommées comme des épinards, les tiges servent de combustible (l'Altiplano est pratiquement sans arbres) et les cendres sont utilisées dans la mastication des feuilles de coca dont elle dissout les alcaloïdes. Deux variétés sont principalement cultivées en Bolivie : la quinoa Real et la quinoa Sajama à faible teneur en saponine. Cette dernière, cultivée dans le sud de l'Altiplano, commence à faire l'objet d'une certaine exportation : 344 tonnes en 1990, 619 en 1991, 484 en 1992 (San Martin, 1993).

La *kañawa* est de la même famille que la quinoa avec laquelle elle fut longtemps confondue. Cultivée surtout dans les départements de La Paz et de Cochabamba, elle est généralement consommée sous forme de bouillie (*pito*) obtenue en réduisant les grains grillés en farine à laquelle on ajoute de l'eau, plus rarement du lait, du sucre, de la farine d'orge ou de fèves.

La *kiwicha*, une amarante très abondante dans les empires inca et aztèque, a presque totalement disparu des Andes à la suite à une véritable campagne d'éradication menée par l'Eglise coloniale.

<sup>29</sup> Il faut ajouter à ces raisons l'intérêt que trouvent certaines firmes étrangères à déposer des brevets sur la "découverte" de ces plantes, y compris sur la quinoa ! (*Informe R.*, n° 350, mars 1997).

<sup>30</sup>FAO, 1995 : Plan à moyen terme 1996-2001, cit. J. Decornoy, *Le Monde Diplomatique*, octobre 1995.

On la trouve aujourd'hui dans les vallées (Cochabamba, Chuquisaca et surtout Tarija) où sont consommées les graines et les feuilles tendres, mais sa rusticité permettrait d'en développer la culture beaucoup plus largement.

Tableau 69. Quelques plantes alimentaires autochtones peu consommées en Bolivie

Nom scientifique	Famille	Partie comestible	Nom commun en Bolivie	Région de culture
<i>Chenopodium quinoa</i>	Chénopodiacées	Grain Feuilles	<i>Quinoa</i>	Altiplano
<i>Chenopodium pallidicaule</i>	Chénopodiacées	Grain	<i>Kañawa</i>	Altiplano-nord Cochabamba
<i>Amaranthus caudatus</i>	Amaranthacées	Grain	<i>Kiwicha</i>	Altiplano Vallées
<i>Lupinus mutabilis</i>	Légumineuse	Grain	<i>Tarwi, Tauri</i>	Altiplano-nord Vallées
<i>Ullucus tuberosus</i>	Basellacées	Tubercule	<i>Papalisa</i> <i>Ulluco</i>	Altiplano
<i>Canna edulis</i>	Cannacées	Bourgeons tubéreux	<i>Achira</i>	Yungas, Vallées Amazonie
<i>Polymnia sonchifolia</i>	Composacées	Racine tubéreuse	<i>Aricoma</i> <i>Yacón</i>	Vallées
<i>Pachyrhizus ahipa</i>	Légumineuses	Racine tubéreuse	<i>Ajipa</i>	Vallées
<i>Arracia xanthorrhiza</i>	Ombellifères	Racine tubéreuse	<i>Arracacha</i>	Yungas Vallées
<i>Tropaeolum tuberosum</i>	Tropaélacées	Tubercule	<i>Isaño</i> <i>Mashua</i>	Altiplano-nord
<i>Lepidium meyeri</i>	Crucifères	Racine tubéreuse	<i>Maca</i>	Altiplano-nord
<i>Mirabilis expansa</i>	Nyctaginacées	Racine Feuilles	<i>Maura</i>	Altiplano-nord (hautes vallées)

Sources : Cáceres, 1993 ; Morlon, 1981.

Egalement "diabolisé" par les prédicateurs, le *tarwi* ou lupin, fut amplement remplacé par les fèves sous la pression de l'Eglise coloniale. En Bolivie, on le trouve dans le nord de l'Altiplano et dans les vallées inter-andines de Cochabamba et de Chuquisaca où sa culture a été récemment encouragée. Outre sa forte teneur en protéines, il présente comme toutes les légumineuses l'avantage de capter l'azote de l'air et de contribuer ainsi à l'enrichissement des sols. Il est généralement vendu sous forme de "*chuchusmuti*", c'est-à-dire de grains pré-cuits et traités pour en ôter l'amertume naturelle.

Les promoteurs de ces cultures andines insistent sur leurs qualités nutritives souvent exceptionnelles, comparées à celles de plantes introduites et imposées par les colonisateurs ou encore diffusées par la suite. Très souvent l'apport protéique des plantes alimentaires qui se sont

substituées aux précédentes est nettement inférieur à celui des cultures autochtones, bien que celles-ci n'aient guère fait l'objet de sélection (Tableau 70) : 10,1 g de protéines pour le blé et 7,8 g pour le riz (quinoa : 11,8 g), et 20,2 g pour les fèves grillées (*tarwi* : 42,1 g).

Tableau 70. Apport nutritif des cultures andines (pour 100 g de portion comestible) et comparaison avec les plantes européennes importées

Nutriments	Quinoa "Real"	<i>Kañawa</i>	<i>Kiwicha</i>	Riz "perla"	Blé (1)	<i>Tarwi</i> sec	Fèves grillées
Calories (kcal)	377	320	336	364	334	369	345
Protéines (g)	11,8	13,8	12,9	7,8	10,1	42,1	20,2
Hydrates de carbone (g)	69,6	67,0	65,1	79,7	76,3	26,6	65,3
Graisses (g)	5,7	1,5	7,2	0,2	1,1	16,0	1,0
Calcium (mg)	51	131	?	17	54,4	98	154
Phosphore (mg)	414	363	?	105	275	542	400

(1) Moyenne des principales variétés cultivées en Bolivie.

Sources : Salis, 1985 ; Villegas, Guzmán, 1993.

Il convient pourtant de rester prudent devant ce genre de comparaisons dont la validité peut aisément être contestée. D'une part l'analyse des plantes autochtones n'a souvent porté que sur un nombre réduit d'échantillons, d'autre part les cultures ainsi comparées sont généralement réalisées dans des conditions techniques très différentes, en particulier quant à la fertilisation et à la sélection génétique : "*comparer les rendements actuels de la quinoa, pour laquelle la recherche agronomique n'en est qu'au tout début, et du blé, peut être utile pour l'agriculteur qui les produit maintenant, mais non pour juger les potentialités des deux espèces*" (Morlon, 1981)<sup>31</sup>.

Pour souhaitable qu'elle paraisse, la revalorisation des espèces indigènes se heurte néanmoins à un certain nombre d'obstacles qu'il ne faut pas sous-estimer. Les uns sont d'ordre agronomique : la déhiscence du grain (notamment pour la *kañawa*) qui limite les possibilités de mécanisation, voire oblige à une récolte précoce ; l'absence de dormance qui, pour la quinoa, entraîne en cas de pluie un risque de germination sur pied. Les difficultés de la préparation constituent une autre série d'obstacles : les enveloppes des grains de la quinoa et de la *kañawa* contiennent des saponines, le *tarwi* contient des alcaloïdes amers et toxiques, substances qu'il convient d'éliminer par des procédés mécaniques ou chimiques avant toute commercialisation. Des variétés douces de ces cultures ont certes été obtenues (telle la quinoa Sajama), mais elles ne possèdent plus alors la protection naturelle contre les oiseaux, insectes et nématodes que leur procurait leur amertume. Existe enfin un obstacle culturel qui n'est sans doute pas le moindre, celui qui associe cultures andines et monde "indien" attardé, le même d'ailleurs qui consiste, y compris chez les spécialistes, à ne valoriser que les modèles de consommation alimentaires occidentaux (à base de viandes, lait, oeufs, et naturellement riz, blé et dérivés). On voit donc que la promotion et l'extension de telles

<sup>31</sup> Les valeurs nutritives données pour les plantes autochtones sont parfois nettement plus élevées. Ainsi R. Repo-Carrasco V., dans un fascicule de vulgarisation ("*Cultivos andinos. Qué son, cómo usarlos*" ? Centro de Estudios Rurales Andinos Bartolomé de las Casas", 36 p., 1989, Cuzco) : 16,2 g de protéines et 136 mg de calcium pour la quinoa, 48 g de protéines et 133 mg de calcium pour le *tarwi*, etc.

cultures pose aujourd'hui un certain nombre de problèmes qui nécessiteraient des recherches spécifiques, tant anthropologiques que techniques.

#### - Un bétail qui ruine l'environnement

Elevage et agriculture sont depuis longtemps des activités complémentaires dans les Andes. L'orge fourragère, qui est cultivée pour l'alimentation des bovins indispensables aux activités agricoles, vient en troisième lieu dans la rotation des cultures. Cependant, nombre d'études ont observé l'abondance, voire la surabondance du bétail, principalement des ovins, mais aussi, plus récemment, des bovins, laquelle est à l'origine d'un surpâturage entraînant une érosion irréversible des sols.

L'explication habituelle d'une telle situation, ici comme dans bien des pays pauvres où l'on peu pratiquer l'élevage, est que le bétail fait office de "caisse d'épargne sur pied", de capital toujours disponible, dans lequel le paysan garde à tout moment la faculté de puiser en cas de besoin et dont l'importance fluctue au gré des bonnes et des mauvaises années. Ainsi, lors les années de crise, le nombre moyen d'ovins adultes par famille est passé de 40 à 27 à Bamburuta (Altiplano), et à Capirenda (zone d'élevage du Chaco), cette moyenne s'est effondrée de 157 à 8 unités (Laure, *o. c.*). En outre, s'il est vrai que l'élevage constitue bien un capital économique, les anthropologues observent qu'il représentent aussi un "capital symbolique" contribuant au statut et au prestige de l'éleveur (Pacheco, *o. c.*).

Le poids des risques climatiques encourus semble, de plus, conduire les paysans à gonfler, de façon excessive selon certains auteurs, le nombre de têtes du troupeau. Abegglen *et al.* (*o. c.*) calculent ainsi que le troupeau peut représenter jusqu'à 60 % des protéines totales produites sur l'exploitation, ce qu'ils jugent disproportionné. *"Cette situation provoque une concurrence entre l'élevage et l'agriculture à l'intérieur de l'unité de production familiale. Ainsi en est-il pour la matière organique : il n'y a pas de restitution des pailles et autres déchets à cause du manque de fourrage ... En résumé, la surcharge (de deux à quatre fois supérieure à la normale) nuit à la production de fourrage, à l'agriculture et à la conservation du milieu productif (érosion)"* (Bellour, 1980, cit. Abegglen).

Depuis quatre siècles, les bovins introduits par les Espagnols ont d'ailleurs évolué vers une race *criolla* parfaitement adaptée aux rigueurs de l'Altiplano, tandis que les races "pures" (Holstein en particulier), que les projets d'élevage laitier cherchent à implanter résistent fort mal (Franqueville, Vargas, 1990). En outre ces races sélectionnées, très exigeantes quant à leur alimentation, ne sauraient se contenter de l'herbe de la puna et leur introduction doit aller de pair avec le développement de cultures fourragères. Un autre inconvénient de cette extension de l'élevage est donc d'entraîner un développement de cultures fourragères, ou même simplement une ampliation des surfaces réservées au pâturage, qui peuvent aller jusqu'à menacer de réduire la production destinée à l'alimentation humaine, ou pour le moins interdire son augmentation en dépit de la croissance de la population. Ainsi, sur l'Altiplano où le risque climatique est particulièrement élevé, Morlon (1989) observe que toute surface disponible est affectée à l'élevage, de sorte que la production de fourrages peut se trouver mieux assurée que ne l'est l'alimentation humaine, ce qui

conduit l'agronome à conclure que "les nouvelles variétés (ou espèces) qui ont le plus de chances d'être adoptées par les paysans sont celles à usage mixte, vivrier et fourrager".

Cet élevage bovin tend à prendre une importance croissante depuis les années 1980 parce qu'il semble bien constituer actuellement l'activité la plus rentable pour le paysan. Il est, dans l'Altiplano central, une ressource, voire une spéculation, nettement plus sûre que la culture de tubercules ou de céréales toujours à la merci des gelées et des sécheresses et dont le prix consenti au producteur apparaît dérisoire. Ainsi les paysans des communautés de la province Aroma, entre La Paz et Oruro, achètent des bovins de 1 ou 2 ans, les nourrissent pendant 2 à 4 ans, et les vendent à la foire de Lahuachaca où la demande est toujours forte (Marandola, *o. c.*). Ces animaux sont nourris à 80 % par des cultures fourragères (orge, luzerne quand l'irrigation est possible), et à 20 % grâce aux pâturages naturels communaux et aux pailles des céréales cultivées.

L'inquiétante multiplication d'un cheptel qui porte atteinte à l'environnement, en particulier sur l'Altiplano, ne peut donc être comprise et contrecarrée que replacée dans le cadre global de l'économie paysanne et des contraintes auxquelles celle-ci fut et demeure soumise. Il convient cependant d'ajouter, pour une vision équilibrée des choses, que le danger du surpâturage n'est pas spécifique de l'élevage des paysans petits andins et qu'une érosion du même type a aussi été mise en évidence dans les zones d'élevage extensif telles les plaines de Santa Cruz (Moll, 1981).

### c) Marginalisation des paysans et destruction de la paysannerie

Après une longue phase de démantèlement systématique des communautés qui va, on l'a vu, de la conquête espagnole jusqu'à la Révolution nationale de 1952 en passant par la République naissante (1825) et au cours de laquelle la campagne et ses habitants ne furent qu'un butin au service des haciendas ravitaillant les mines, les "révolutionnaires" semblèrent enfin manifester une certaine préoccupation pour l'agriculture du pays, surtout à la suite du rapport de mission présenté par le conseiller nord-américain Bohan (1942). Mais ni ce rapport, qui donnait le feu vert nord-américain à la réforme agraire, ni le "Plan de politique économique de la Révolution nationale" de 1955 qui lui fit suite, ne visaient à aider ou à stimuler l'agriculture existante, celle des paysans ; le but était avant tout de mettre en place, dans les régions amazoniennes, une agriculture capitaliste devant fournir des devises au pays. Cet objectif allait tenir lieu de politique agricole en Bolivie.

Une claire illustration en est donnée par la répartition géographique des crédits attribués entre 1964 et 1971 par le *Banco agrícola* : 90 % ont été remis aux producteurs réputés "modernes", c'est-à-dire les agriculteurs capitalistes de Santa Cruz. Ainsi les paysans, qui recevaient encore, en 1980-1985, 31 % de l'investissement destiné à l'agriculture, n'en reçurent plus que 26 % en 1986 et 16 % en 1987, soit, selon Urioste (1992), 2 % de l'investissement public total quand ils constituent 43 % de la population. En réalité, de la situation d'exploitation qui était la leur sous la Colonie, les paysans boliviens ne firent que passer, sous la République, à une situation d'exclusion. L'ajustement structurel vient aujourd'hui confirmer et apporter une opportune caution théorique à une pratique en vigueur depuis longtemps.

Le résultat de ce choix de l'Orient, confirmé par toutes les politiques postérieures, fut en effet de mettre en place un nouveau modèle d'occupation de l'espace consistant à déplacer le centre de gravité de la production agricole vers la nouvelle frontière du pays.

En renonçant bon gré mal gré, au système des haciendas, les révolutionnaires de 1952, avaient alors négligé ou sous-estimé le fait qu'ils reportaient ainsi la charge de nourrir le pays sur les communautés paysannes (ou peut-être comptaient-ils déjà, pour ce faire, sur les bienfaits du marché international ?). Mais encore, le résultat de leur choix de l'Orient fut de marginaliser les paysans de l'Altiplano et des Vallées, considérés comme "résiduels" et ainsi chassés *de facto* du système économique nouveau qui se mettait en place. Il en fut ainsi jusqu'au moment, bien récent, où l'on s'aperçut qu'il existait en Bolivie un "problème paysan", celui de la nécessaire "incorporation" de ces petits producteurs à l'économie nationale... alors que depuis trois siècles l'on s'était efforcé de détruire leurs logiques et leurs capacités de production.

Tableau 71. Evolution récente (1980-1992) des productions, des superficies cultivées, et des rendements des principales cultures industrielles et vivrières

Cultures	Productions	Superficies	Rendements
Café, cacao, thé	+ 34,3	+ 30,3	+ 11,1
Soja	+ 85,7	+ 82,7	+ 13,3
Blé	+ 46,5	+16,6	+ 33,3
Toutes cultures vivrières	+ 14,3	+ 9,7	+ 4,0
Riz	+ 51,3	+41,3	+ 17,6
Maïs grain	+ 10,7	- 3,7	+ 13,3
Quinoa	+ 47,1	+ 59,6	- 50,0
Fèves	+ 12,5	+ 22,9	- 13,3
Pommes de terre	- 21,1	- 47,1	+ 17,5
Manioc	+ 46,4	+ 58,6	- 23,4
Cultures fruitières	+ 32,7	+ 31,7	+ 1,2

Source : UDAPE, 1994, d'après Auroi, 1996.

Les statistiques agricoles montrent bien que ce mouvement de marginalisation du monde paysan se poursuit, aujourd'hui, fortifié par le besoin de trouver des exportations "non traditionnelles" (c'est-à-dire principalement agricoles) selon les postulats de l'idéologie dominante. Comparées aux cultures d'exportation (café, thé, cacao, soja) et à la culture industrielle du blé qui fait l'objet de tous les soins, les cultures vivrières et fruitières<sup>32</sup> ont peu augmenté en production, superficie et rendement (Tableau 71).

Par contre, les cultures d'exportation et celle du blé progressent sous les trois aspects<sup>33</sup>. Les performances du blé, depuis 1990, sont réellement spectaculaires (Figure 17), mais la production de cette céréale tend à devenir exclusivement industrielle, son caractère "stratégique" dans

<sup>32</sup> Les fruits cultivés, essentiellement les bananes et les agrumes, le sont pour la consommation locale, non pour l'exportation.

<sup>33</sup> Nous ne prenons pas en compte les cultures de coton et de canne à sucre dont l'importance dans les exportations s'est proportionnellement réduite au cours de la période.

l'approvisionnement des villes ne permettant sans doute pas, dans l'esprit des gouvernants, d'en confier la culture aux petits producteurs.

Tableau 72. Les changements récents des lieux de production du blé (milliers de tonnes)

Zones de production	1980		1985		1990		1991		1992	
	Prod.	%								
Santa Cruz	7,4	12,4	12,9	17,4	48,6	57,4	57,4	52,6	96,5	68,7
Autres	52,7	87,6	61,3	82,6	36,0	42,6	51,7	47,4	43,8	31,3

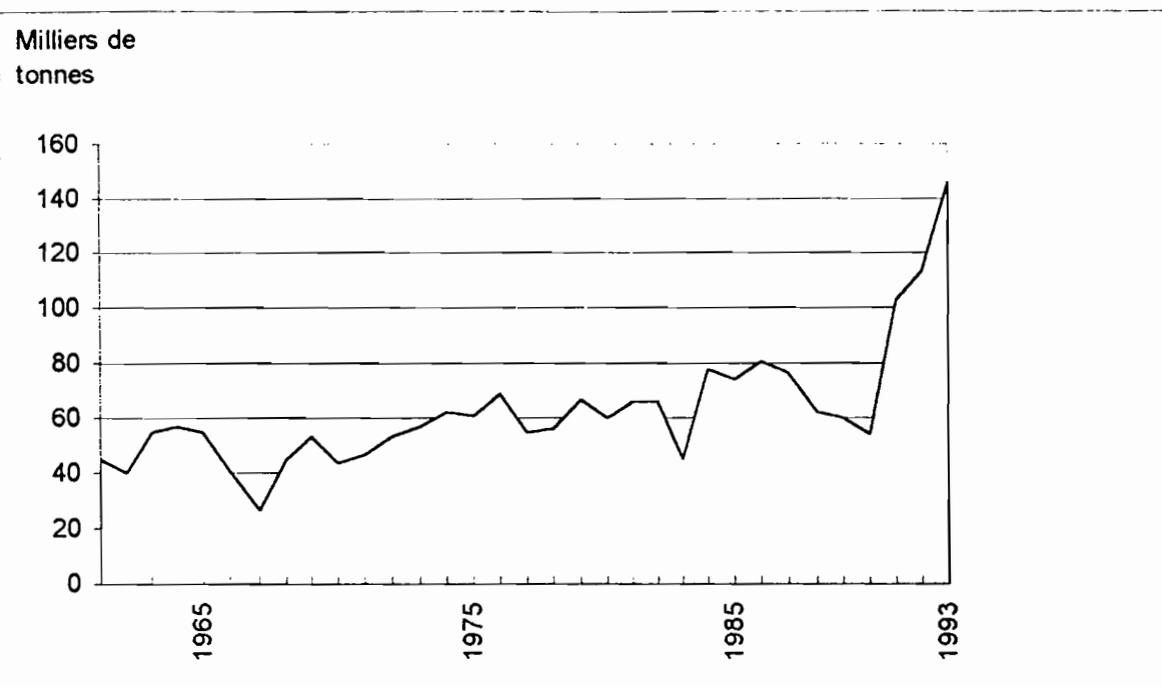
Source : Prudencio, Franqueville, 1995.

La prépondérance est désormais acquise en la matière par le département de Santa Cruz (Tableau 72), où le blé est cultivé sur de grandes surfaces, en alternance avec le soja et moyennant l'utilisation d'un important "paquet technologique", par des "entrepreneurs" puissamment organisés et par des immigrants japonais ou des mennonites.

Parallèlement, et bien qu'il s'agisse de l'aliment de base d'une majorité de Boliviens, la production de pomme de terre ne progresse guère (Fig. 18) ; selon Morales (1992), elle passe même de 120 kilogrammes par personne en 1985 à 71 en 1991, soit une diminution de 41 %. Les chiffres de production de ce tubercule publiés par la FAO montrent en effet que le niveau atteint au début des années 80 n'était pas encore rattrapé en 1993 (FAO, 1993, 1994).

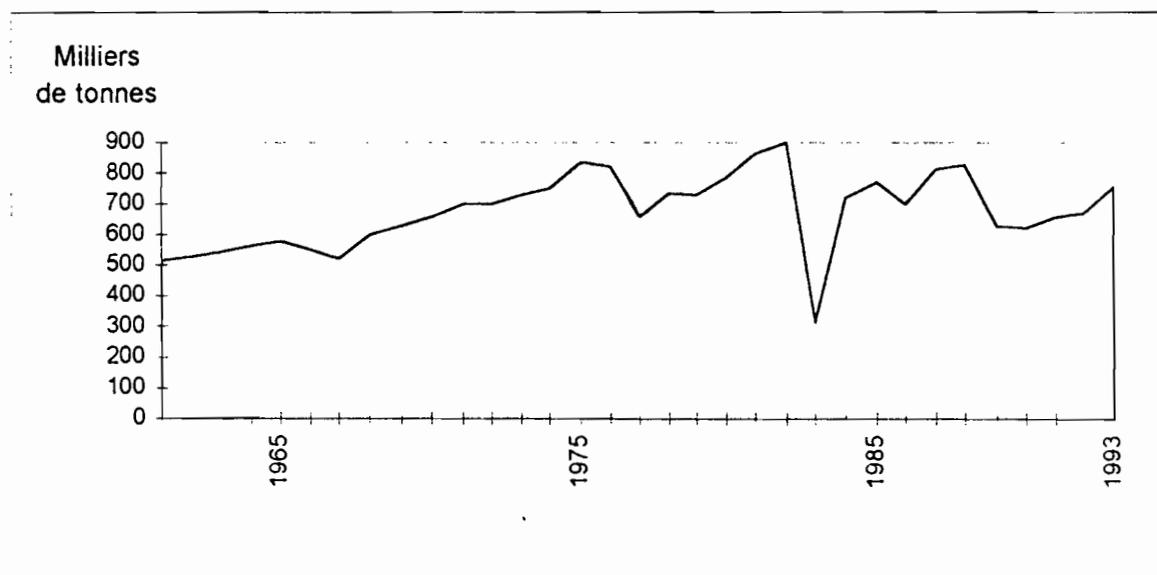
On voit donc que les conséquences pour le monde paysan des choix faits en matière d'agriculture n'ont pas varié, quelle que soit la forme du gouvernement en place : colonie, république, régime révolutionnaire, dictature, démocratie libérale. Étonnante continuité de politiques pourtant menées en vertu d'idéologies à première vue diverses ! Déjà en 1978, le rapport de la mission Musgrave préconisait la mise en place d'une politique visant à donner une forte impulsion à l'agriculture traditionnelle, celle des paysans, "*faute de quoi leur situation s'aggraverait au lieu de s'améliorer*" ; faut-il s'étonner qu'aujourd'hui 80 % de la population rurale soient pauvre et 56 % indigente ?

Figure 17. Evolution de la production de blé



Source : FAO, 1993, 1994.

Figure 18. Evolution de la production de pomme de terre



Source : FAO, 1993, 1994.

## Conclusion

Le problème alimentaire en Bolivie n'est certes qu'un aspect parmi d'autres de la pauvreté du pays, mais c'est l'un de ceux sur lesquels se porte aujourd'hui l'attention des médias, obligeant ainsi les pouvoirs politiques nationaux et les financiers internationaux à réagir, au moins verbalement. Mais analyser ce problème seulement en termes d'insuffisance de la production et de nécessaire augmentation des rendements agricoles face à la croissance démographique et à l'expansion urbaine actuelle, serait une erreur, car elle résulte d'une incohérence politique poursuivie de façon ininterrompue et longue d'au moins quatre siècles d'histoire.

Cette incohérence est celle du démantèlement, souvent consciemment organisé et sans cesse repris par le pouvoir central comme par les pouvoirs locaux, d'une organisation séculaire des systèmes de production agricole des paysans andins qui, sans être à l'abri de tout risque, savaient profiter au mieux des ressources disponibles pour alimenter de façon globalement satisfaisante des populations nombreuses bien qu'installées dans un milieu naturel difficile.

Si le contexte climatique et les changements démographiques ne sont pas étrangers à la crise, ils sont surtout les révélateurs d'une fragilité en quelque sorte construite, qui a empiré avec le temps parce que les sociétés agricoles andines ont été progressivement privées des sécurités dont elles s'étaient dotées au long des siècles. L'autosuffisance passée des campagnes, fondée sur un contrôle étendu à la fois de l'espace (les étages écologiques), de l'eau (les terrasses et aménagements hydrauliques divers), du temps (les greniers, les procédés de conservation) et assurée par des cultures et un élevage probablement mieux adaptés au milieu que ceux d'aujourd'hui, se trouve plus que sérieusement compromise et les sources de revenus complémentaires (mines, emplois urbains) qui permettaient malgré tout de passer les périodes de soudure, disparaissent une à une avec la contraction programmée de l'économie nationale.

Mais en milieu rural la crise n'est pas seulement agricole, elle est aussi monétaire et peut même être considérée comme principalement monétaire là où les campagnes sont profondément entrées dans l'économie de marché (Vallées, Oriente). Elle s'ajoute aux abus et tromperies dont les paysans et travailleurs agricoles sont depuis toujours victimes, aux manoeuvres et aux fausses promesses des gouvernements successifs. Ainsi Lavaud (1981) écrit-il, à propos du fameux massacre de 1974 (*la masacre del valle*) perpétré par le dictateur Banzer après les "décrets de famine" : *"Il est clair que la révolte de 1974 marque une étape d'un long processus politique qui, d'oublis méprisants en promesses non tenues (la sécurité sociale paysanne, par exemple, agitée comme un hochet par le gouvernement Banzer), et en mesures qui grèvent lourdement des budgets déjà maigres, conduisent le paysan à la réaction violente"*. Depuis longtemps dirigées contre l'*hacendado*, les révoltes paysannes le sont désormais contre les gouvernements en place.

Cet incessant processus d'exploitation ne paraît malheureusement pas encore clos. Il est à la mesure de la répression qui s'est régulièrement abattue les paysans quand ils tentaient de défendre leurs droits, et de la récupération politique dont font habituellement l'objet leurs organisations. Il est aussi à la mesure de l'incapacité des responsables politiques et économiques à imaginer pour l'agriculture une autre voie que celle d'une "modernisation" copiée sur le modèle capitaliste

occidental et qui a pour effet de marginaliser les régions où celle-ci ne peut pas être mise en oeuvre, c'est-à-dire ici la plus grande partie du pays. Ce que l'on a pu écrire à propos de l'Equateur, où la situation est pourtant moins dramatique, s'applique non moins justement à la Bolivie : "*L'état actuel de l'économie des paysans indiens indique l'urgence d'une intervention, mais sous des formes spécifiques, adaptées aux exploitations des communautés. Cette exigence tient au fait que les systèmes productifs existants continuent d'être profondément marqués par des rapports non-capitalistes (...). A tout cela s'ajoutent les modalités particulières d'occupation de l'espace...*" (Santana, 1990). Mais ici, ces paysans "indiens" forment la majorité des producteurs agricoles et de la population bolivienne, réalité sur laquelle les pouvoirs publics semblent enfin ouvrir les yeux. La "*participación popular*" que ceux-ci prétendent mettre en place laissera-t-elle à cette majorité le droit de s'organiser économiquement et socialement comme elle l'entend ?

## CHAPITRE 6

### SECURITÉ ET DÉPENDANCE ALIMENTAIRES

#### Vers la fin des subterfuges ?

Le concept de sécurité, tant utilisé de nos jours à toutes sortes de fins, n'est certes pas réservé au domaine de l'alimentation. De multiples sécurités s'attachent aux besoins fondamentaux : équilibres internes, santé, descendance, intégrité physique contre les agressions de la nature ou des hommes. Mais toutes ces sécurités sont liées, l'une ne va pas sans l'autre et, premier de tous, l'impératif alimentaire conditionne l'ensemble des autres. Ainsi paraît-il inconcevable que la sécurité alimentaire ne soit pas, dans l'esprit des gouvernants, considérée comme l'objectif primordial de l'activité économique et en particulier du processus de développement, tant dans les pays du Sud structurellement pauvres que dans ceux du Nord en voie d'appauvrissement.

#### 1. L'insécurité alimentaire bolivienne

##### a) La notion de sécurité alimentaire

Cent façons de définir la sécurité alimentaire ont été proposées depuis les années 1970, les unes fort brèves et générales, les autres plus détaillées ; selon la Banque mondiale, il s'agit de "*l'accès de tout individu à tout moment à une nourriture suffisante et équilibrée nécessaire pour mener une vie saine et active*". Il est intéressant d'observer comment le concept a évolué avec le temps. Les définitions successivement avancées par l'organisme de référence sur le sujet, la FAO, montrent en effet un souci de prendre toujours mieux en compte la complexité du problème qui paraissait, initialement, simple affaire de production agricole, l'approvisionnement étant censé apporter par lui-même la sécurité (Courade, 1987). La dernière définition en date, et l'une des plus complètes, est donnée par le Rapport final de la Conférence internationale FAO-OMS sur la nutrition tenue à Rome en décembre 1992 :

*"La sécurité alimentaire, sous sa forme la plus fondamentale, peut être définie comme l'accès de tous, en tout temps, aux aliments nécessaires pour mener une vie saine. La sécurité alimentaire doit être envisagée dans sa triple dimension. En premier lieu, il est nécessaire de garantir des approvisionnements sûrs et nutritionnellement adéquats, non seulement à l'échelle nationale mais dans tous les foyers. En deuxième lieu, il faut que ces approvisionnements soient relativement stables d'une année à l'autre et tout au long de l'année. Enfin - et c'est là l'aspect le plus important - chaque ménage doit avoir les moyens matériels, sociaux et économiques de se nourrir correctement, c'est-à-dire que chaque ménage doit posséder les connaissances et les capacités nécessaires pour produire ou se procurer, sur une base durable, les aliments dont il a besoin".*

Sont donc envisagés à la fois les deux niveaux, celui du pays et celui du ménage, et les deux conditions indispensables de la sécurité : la disponibilité en aliments et l'accès à ceux-ci. Et le rapport ajoute une dimension éthique à cette définition, dont le rappel n'est pas inutile en cette époque où l'économie ne semble plus avoir d'autre finalité qu'elle-même : "*Le droit à un niveau de*

*vie suffisant, y compris sur le plan alimentaire, est reconnu dans la Déclaration universelle des droits de l'homme. La sécurité alimentaire doit être un objectif fondamental des politiques de développement et une mesure de leur réussite".*

On remarquera cependant que cette définition ne précise pas quelle peut être la meilleure façon de garantir à l'échelle nationale les approvisionnements sûrs et adéquats nécessaires. S'agit-il d'un approvisionnement obtenu, en totalité ou en partie, par la production, par les importations ou même par l'aide alimentaire ? D'un système fondé prioritairement sur l'auto-approvisionnement, ou sur le recours au marché international, ou sur l'assistance internationale, ou encore sur un savant dosage de ces divers moyens ? Faut-il croire que, pour les instances de l'ONU, le moyen choisi pour cette sécurité est indifférent et que, quelle que soit la voie retenue, l'approvisionnement sûr et stable dans le temps peut être garanti de la même façon ? L'importance du débat sur ces questions n'a probablement pas échappé aux participants de la Conférence, mais aborder celui-ci les aurait inévitablement conduit à remettre en question la pensée dominante (et la pratique des Etats financeurs des Nations-Unies). Il ne peut pour autant être occulté dans une discussion non plus globale, mais singulière, des conditions de la sécurité alimentaire en Bolivie.

Selon une autre évolution récente et non moins significative, la question alimentaire, essentiellement posée en milieu rural, dans les années 1960-70, et quasi exclusivement en termes de famines, commence à être envisagée, à partir des années 1980-90, en termes de pauvreté, d'abord en milieu urbain, puis plus récemment en milieu rural également. *"Liée au fort processus d'urbanisation des vingt dernières années, la question alimentaire s'est déplacée des campagnes vers les villes. Ce phénomène, généralement engendré par les difficultés de survie à la campagne et le manque de débouchés fait que les villes sont, à l'heure actuelle, le lieu principal des insuffisances alimentaires endémiques"* (Minvielle, 1996). On passe en quelque sorte, d'une perception surtout conjoncturelle du problème alimentaire, à une vision nettement plus structurelle, celle du caractère chronique de l'insécurité alimentaire, même si la première approche garde encore toute son actualité dans les situations de crise. Enfin, pour fermer la boucle, reste encore à admettre que la dénutrition n'est pas seulement liée à l'insécurité alimentaire, mais aussi à l'insécurité sanitaire (ou médicale) due au sous-équipement des campagnes, composante essentielle et non moins chronique de la pauvreté rurale.

En Bolivie comme dans la grande majorité des pays pauvres, la question de la sécurité alimentaire se trouve désormais posée dans un contexte macro-économique d'ajustement structurel, la détérioration des situations alimentaires et nutritionnelles de nombreux groupes de population constituant l'impact social désormais évident de celui-ci. Si les tenants de cette politique ne nient pas - ou ne nient plus - cet impact négatif, il ne s'agit pour eux que d'un effet passager, et longtemps considéré comme négligeable, qu'il convient d'essayer d'amortir au mieux et surtout au moindre coût de façon à "ne pas compromettre les grands équilibres". *"L'approche 'sécurité alimentaire' de la Banque mondiale vient simplement s'adjoindre à des programmes d'ajustement dotés d'une complète autonomie. Le lien entre ces deux éléments est clairement celui d'une subordination de la recherche de la satisfaction des besoins alimentaires et nutritionnels à la recherche d'équilibres financiers et à la restructuration des économies nationales et à leur plus grande intégration au sein du marché mondial"* (Azoulay, Dillon, 1993). Selon cette logique, une fois passée cette phase difficile mais temporaire, c'est grâce aux importations commerciales et à l'aide alimentaire permises par la liberté retrouvée des échanges

internationaux, que l'accès des plus pauvres à la sécurité alimentaire sera assurée dans le long terme, la baisse tendancielle des prix internationaux (qui reste à prouver) obtenue par des échanges tous azimuts devant assurer sans autre problème l'alimentation de tous. Quant à l'existence d'un monde paysan vivant de l'agriculture, elle semble ignorée par les théoriciens ou, au mieux assimilée à un passé voué à disparaître, sans que l'on s'inquiète trop du comment de cette disparition ni du devenir des acteurs. Selon la même logique, rechercher une certaine autosuffisance grâce à la production agro-alimentaire nationale relève d'une stratégie à l'avance condamnée à l'échec par le jeu tout puissant des "avantages comparatifs".

#### b) Les disponibilités alimentaires

Si l'on s'en tient aux données des rapports annuels du PNUD et de la Banque mondiale, l'apport calorique disponible par personne et par jour, mesuré entre 1986 et 1992, présente en Bolivie une sorte de stabilité dans l'insuffisance après une vingtaine d'années de croissance lente mais réelle. Mesurée selon la fameuse formule : Production + importations + aide alimentaire - exportations (quelles que soient les incertitudes pesant sur chacun des éléments de celle-ci), la disponibilité serait de 2 115 kcal. Passé de 1 800 kcal à 2 000 kcal entre les années 1965 et 1985<sup>1</sup>, cet apport se stabilise alors au-dessous des 2 300 considérées comme le minimum moyen nécessaire ici, de sorte que le taux de couverture des besoins demeure, en moyenne, inférieur à 90 % (Tableau 73).

Pour les années considérées, la comparaison avec l'ensemble des pays d'Amérique latine et des Caraïbes (où chaque personne disposait de 2 757 kcal en 1992), ou même avec l'ensemble des pays en développement (2 546 kcal), est révélatrice de la persistance et de l'acuité du problème nutritionnel en Bolivie.

Tableau 73. Apport calorique moyen par personne et par jour et taux de couverture des besoins nutritionnels

Années	Bolivie		Pays en voie de développement		Amérique latine et Caraïbes	
	kcal / habitant	% des besoins	kcal / habitant	% des besoins	kcal / habitant	% des besoins
1965	1 869	77 (1)	(n.d.)	(n.d.)	2 457	(n.d.)
1986	2 140	89	2 448	107	2 700	115
1988	2 086	87	2 440	107	2 734	116
1990	2 010	83	2 480	109	2 690	114
1991	2 010	83	2 480	109	2 690	114
1992	2 100	87	2 546	112	2 757	117

(1) Période 1964-1966. n. d. : Absence de données.

Sources : Rapports annuels Banque mondiale et PNUD.

Il convient cependant de tenir compte de la nature réelle des données fournies par les organisations internationales. L'apport calorique annoncé résulte en effet d'un calcul réalisé à

<sup>1</sup> A.-M. Raimbault donne, pour 1974, le chiffre de 1 800 kcal par personne, qu'elle estime correspondre à 80 % de la normale (Raimbault, 1974).

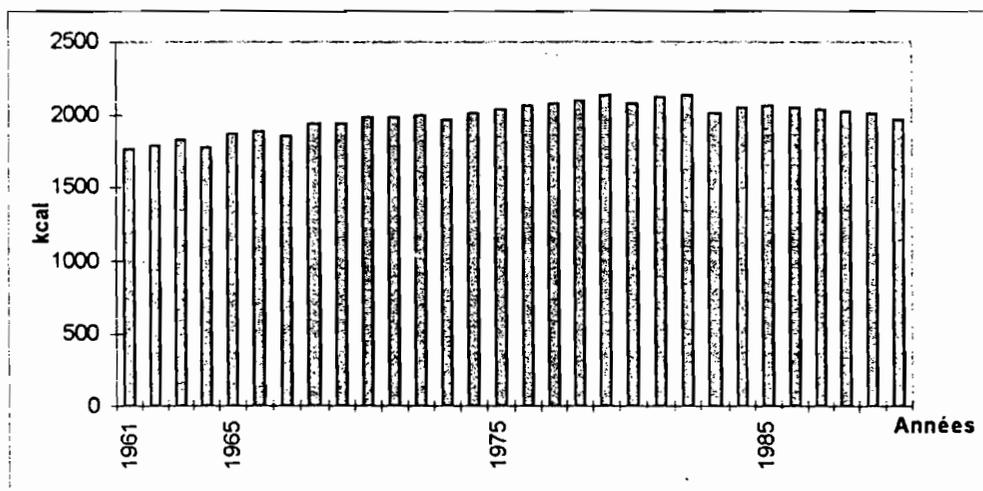
partir de l'approvisionnement alimentaire net du pays, c'est-à-dire incluant la production nationale et le solde, positif ou négatif, des échanges de produits alimentaires avec l'extérieur. Non seulement il s'agit d'une moyenne nationale, mais celle-ci suppose que tous les Boliviens aient un accès égal aux aliments nationaux ou importés.

Selon la FAO (1993) l'apport en nutriments par personne et par jour, évalué d'après ces disponibilités alimentaires théoriques, présente également une croissance à peu près constante jusqu'au début des années 80, fait que relevait avec optimisme en 1985 la Cinquième (et dernière) enquête mondiale sur l'alimentation : de 1 972 kcal par personne et par jour en 1969-71, la Bolivie était en effet passée à 2 088 en 1979-81 (FAO, 1987).

Cependant les résultats des années suivantes incitent à beaucoup moins d'optimisme. On note alors, en effet, une tendance à la stabilisation, voire au recul, de la quantité de calories et de nutriments disponibles par habitant : en 1985, 2 076 kcal et 55,1 g de protéines, et en 1990, 1 981,7 kcal et 51,3 g de protéines (Fig. 19).

De façon encore plus inquiétante, les données publiées en 1994 par la même organisation montrent que les disponibilités en nutriments de la Bolivie ont été considérablement révisées à la baisse, cela pour toutes les années considérées depuis 1961. Ainsi, pour 1985, la disponibilité annoncée en calories n'est plus de 2 076 pers./jour mais de 1 657 et, pour les protéines, de 35 g au lieu de 55,1 ; pour 1990, les quantités passent de 1 981 kcal et 51,3 g à 1 715 kcal et 34 g. Pour 1992, dernière année considérée, ce sont seulement 1 766 kcal et 34 g de protéines.

Figure 19. Apport calorifique journalier par habitant



Source : FAO, 1993.

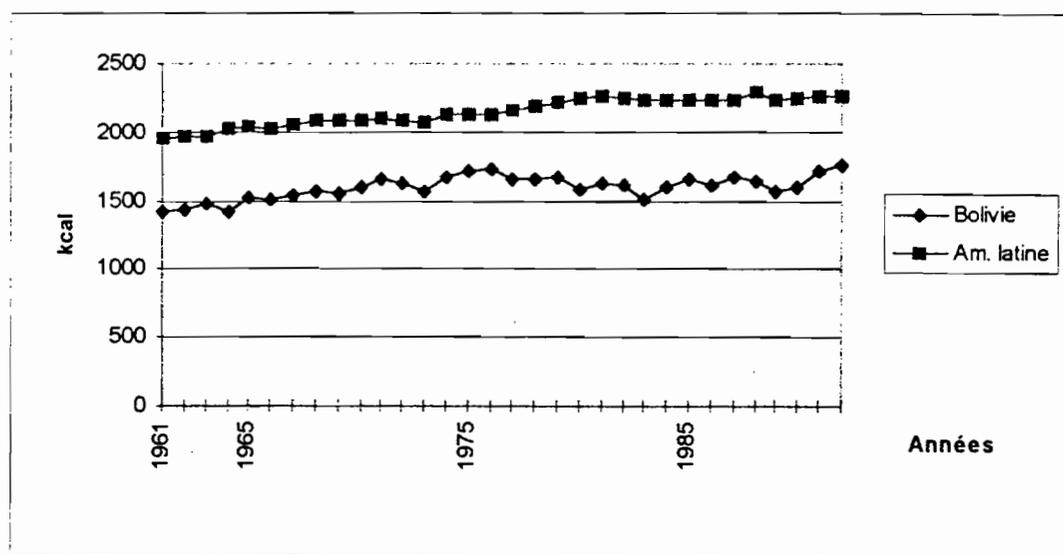
Il est difficile de savoir si cette baisse généralisée correspond à une rectification des données antérieures<sup>2</sup> qui seraient donc erronées, ou s'il s'agit d'une erreur actuelle. Le fait confirme l'imprécision de ce type de calcul des disponibilités théoriques et les précautions avec lesquelles il convient d'utiliser ces chiffres qui constituent cependant la source essentielle des informations les

<sup>2</sup> Rectification peut-être opérée sur la base du recensement de 1992 ?

plus courantes sur l'alimentation mondiale. Klatzmann (1991) n'écrivait-il pas à ce propos : "(...) à l'intérieur même de la FAO, on rencontre des sceptiques qui, dans des conversations privées, mettent en doute les chiffres publiés par cette institution, allant jusqu'à dire que les évaluations sont systématiquement forcées, pour attirer l'attention du monde sur la gravité du problème alimentaire" ? Serait-ce le cas pour la Bolivie où l'on redoute aujourd'hui les effets de la diminution générale de l'aide publique internationale ?

Quoi qu'il en soit, la comparaison de la situation alimentaire et nutritionnelle en Bolivie avec celle de l'ensemble de l'Amérique latine ne laisse pas de doute sur la réalité et la persistance dans le temps d'un inquiétant problème en Bolivie (Fig. 20).

Figure 20. Comparaison de l'apport calorique par personne et par jour en Bolivie et en Amérique latine



Source : FAO, 1994.

Une détérioration comparable avait d'ailleurs été déjà signalée entre 1976 et 1990 par R. Morales (1992). L'auteur estime que, pour la période 1976 et 1985, la disponibilité calorique moyenne par habitant a évolué de la façon suivante :

- une croissance de 2 800 à 3 600 kcal entre 1976 et 1982,
- une forte chute en 1983, jusqu'à un minimum de 1 700 kcal, à cause des accidents climatiques déjà signalés,
- une remontée postérieure rapide, jusqu'à 3 000 kcal en 1984 et même 3 400 en 1985.

Mais à partir de 1985, année de la mise en oeuvre de la Nouvelle Politique Economique, l'auteur observe une lente et constante détérioration de la situation : entre 1985 et 1990 la diminution de la production de calories est de 22 %.

Il faut cependant garder à l'esprit qu'il s'agit toujours là d'estimations. Celles des organismes internationaux se rapportent aux disponibilités caloriques dérivées d'une évaluation de la production alimentaire nationale et du solde des échanges externes. De même, les calculs de R.

Morales demeurent très théoriques, voire sujets à caution quand on sait l'incertitude des chiffres relatifs à la production agricole nationale.

De toute façon, ni les unes ni les autres ne donnent une image de ce que serait la réalité alimentaire des ménages et des personnes comme pourrait le faire une enquête nationale de consommation alimentaire. En effet, malgré une situation globale de malnutrition connue, aucune enquête de consommation n'a encore été menée au niveau national en Bolivie, de sorte que les seules données existantes sont celles d'enquêtes ponctuelles, décalées dans le temps, réalisées par des organismes variés et souvent avec des méthodes différentes et pas toujours adaptées pour mesurer la consommation réelle. Ce sont pourtant les seules qui, jusqu'à présent, fournissent des indications concrètes sur la situation et sur son évolution.

Pour partielles qu'elles soient, ces indications sont toujours inquiétantes et rejoignent les résultats précédents quant à l'évolution des disponibilités offertes par la production agricole (Tableau 74).

Tableau 74. Evolution de l'apport nutritionnel en Bolivie par jour et par personne

	1958-1962	1970	1984	1992
Calories (kcal)	2 108	1 833	1 941	1 817
Protéines (g)	66,1	48,7	60,4	50,0

Source : Prudencio ,1993.

*"Ce qui ressort principalement de ce tableau, écrit Prudencio (1993), c'est la chute progressive de la consommation de protéines et de calories. En 1992, on consommait 13,8 % de calories et 24,3 % de protéines de moins qu'à la fin de la décennie des années 50 et au début des années 60, conséquence des mesures économiques de l'ajustement structurel qui ont approfondi la situation de pauvreté de la Bolivie, et aussi conséquence des problèmes nés des désastres naturels (sécheresse et inondations) qui affectent chaque année la production agricole nationale".*

### c) L'alimentation au quotidien

L'évolution économique survenue en Bolivie depuis l'adoption des politiques ultra-libérales (1985) ne confirme malheureusement en rien, après dix années de pratique, l'hypothèse sur laquelle elles reposent, celle d'un retour de la croissance grâce aux mesures prises et, moins encore, la multiplication des emplois productifs permettant de venir à bout de la pauvreté et de la dénutrition.

En ville, la faiblesse de l'offre d'emplois, sans commune mesure avec les besoins des citoyens, et leur rémunération délibérément réduite, ont provoqué une diminution du pouvoir d'achat qui conduit la population active à refluer massivement vers des services souvent peu productifs et vers l'informel (Arze *et al.*, 1994). En milieu rural, la faiblesse des prix de vente des produits dissuade les producteurs de les commercialiser, tandis que les coûts des intrants et l'impossibilité

d'obtenir des crédits depuis la fermeture du *Banco Agricola* en 1991, laisse sans espoir toute velléité de changement technique<sup>3</sup>.

- L'insécurité des ménages ruraux

Nous ne reviendrons pas ici sur les stratégies élaborées bien avant la conquête espagnole par les paysans andins pour sauvegarder au mieux leur sécurité alimentaire, ni sur la façon dont, au cours de l'histoire moderne et contemporaine, cette sécurité leur a été retirée par les différents pouvoirs en place.

Si la pauvreté actuelle des campagnes boliviennes doit principalement être attribuée à l'état de sous-équipement et de déréliction dans lequel elles ont été laissées depuis la colonisation, l'insécurité alimentaire dont souffrent nombre de familles rurales s'explique principalement par ce nouveau risque auquel il leur est très difficile de parer, celui des conditions très défavorables dans lesquelles elles se trouvent confrontés au marché.

L'échange inégal

Plus que d'autres, et en partie à la mesure de leur inorganisation, les paysans boliviens sont victimes du système de l'échange inégal entre ville et campagne, conséquence locale et très concrète de l'échange inégal qui prévaut au niveau international entre produits agricoles et produits industriels. L'évolution des prix agricoles, en particulier ceux des produits d'exportation censés procurer l'argent nécessaire aux campagnes (et au pays), ne laisse pas de doute sur la détérioration des termes de l'échange. Le cas des producteurs de café, étudié par J. Prudencio (Tableau 75), montre bien l'ampleur de celle-ci entre 1977 et 1992, qu'il s'agisse des besoins de la vie quotidienne ou de l'équipement, pourtant peu sophistiqué, nécessaire à la production elle-même.

Tableau 75. L'échange inégal : la détérioration du pouvoir d'achat du producteur de café entre 1977 et 1992

Quintaux (1) de café nécessaires en 1977 et en 1992 pour obtenir :								
	Jupe "pollera"	Tricot	Couverture	Aire de séchage cimentée	Décorti- queuse	Hache	Machette	Pioche
1977	0,3	0,1	0,2	1,9	1,2	0,1	0,1	0,1
1992	1,1	0,5	9,5	34	6,6	0,8	0,2	0,4

(1) Quintal de 100 livres espagnoles. soit 46 kg.

Source : Prudencio, 1994.

Attribuer cette distorsion croissante des prix aux seuls effets d'une commercialisation anarchique des produits agricoles ou à la prolifération des intermédiaires dont les marges commerciales sont

<sup>3</sup> Fermée sous la pression du FMI, la Banque agricole créée en 1948 présentait un déficit de plus de vingt millions de dollars, 65 % des crédits n'étant pas recouverts. Elle était cependant l'unique source de crédit possible pour les petits producteurs, mais fut aussi un butin de guerre pour tous les gouvernements et les entrepreneurs agricoles de l'Orient qui n'ont jamais remboursé leurs emprunts furent pour beaucoup dans sa faillite (*Informe R*, n° 223, juillet 1991).

excessivement élevées est une explication partielle mais très insuffisante, dans la mesure où elle est aussi la conséquence d'une politique délibérée<sup>4</sup>.

Outre le souci trivial et peu avoué de se prémunir contre les révoltes urbaines du type émeutes de la faim, on peut trouver à une telle gestion du pays des motivations plus "noblement" économiques : *"Les politiques des gouvernements de nombreux pays en développement ont eu tendance à maintenir les prix intérieurs de la nourriture au-dessous des niveaux internationaux, pour favoriser l'industrie plutôt que l'agriculture, pour favoriser les cultures d'exportation aux dépens de la production de céréales alimentaires et pour favoriser les techniques à forte intensité de capital plutôt que de main-d'oeuvre"* (Timmer et al., 1986). *"Les distorsions de prix résultant de telles politiques, ajoutent les auteurs, ont des conséquences importantes sur le niveau et la composition de la production agricole, sur l'emploi et les revenus ruraux, et sur le degré et la répartition de la faim"*.

### Le problème de la commercialisation

On ne saurait cependant négliger l'énorme obstacle à la commercialisation interne des produits agricoles que constitue la déficience des infrastructures de transport en Bolivie. Comme dans nombre de colonies, les quelques voies ferrées existantes n'ont été posées, à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, que pour évacuer les minerais vers les ports du Pacifique ou de l'Atlantique, ne facilitant en rien une intégration nationale ; elles sont d'ailleurs organisées en deux réseaux, oriental et occidental, restés sans connexion entre eux. Un effort a récemment été fait pour enfin relier par des axes routiers asphaltés les principales villes du pays (La Paz, Cochabamba, Santa Cruz), mais la plupart des chefs-lieux de département ne sont encore accessibles que par des pistes de terre impraticables en saison des pluies, ou par avion, et l'ouverture récente d'un axe routier avec le Chili montre que les priorités demeurent les mêmes qu'autrefois.

Plus grave pour le ravitaillement urbain, une ville aussi importante que celle de La Paz se trouve de fait sans communication digne de ce nom avec une bonne partie de son arrière-pays naturel pourtant proche, les Yungas, dont le climat chaud et humide permet, à 1 700 mètres d'altitude, une abondante production de fruits tropicaux. Agrumes, bananes et tubercules pourrissent dans les champs parce que la seule piste reliant ces vallées à la capitale est extrêmement dangereuse et ne permet d'en évacuer qu'une infime partie à des coûts dissuasifs pour le producteur, lequel se trouve sans pouvoir de négociation avec les transporteurs<sup>5</sup>. Ceux-ci sont d'ailleurs fortement associés en "coopératives" ou "syndicats" leur permettant de garder et de défendre efficacement le monopole qu'ils se sont octroyés sur les différents axes routiers du pays.

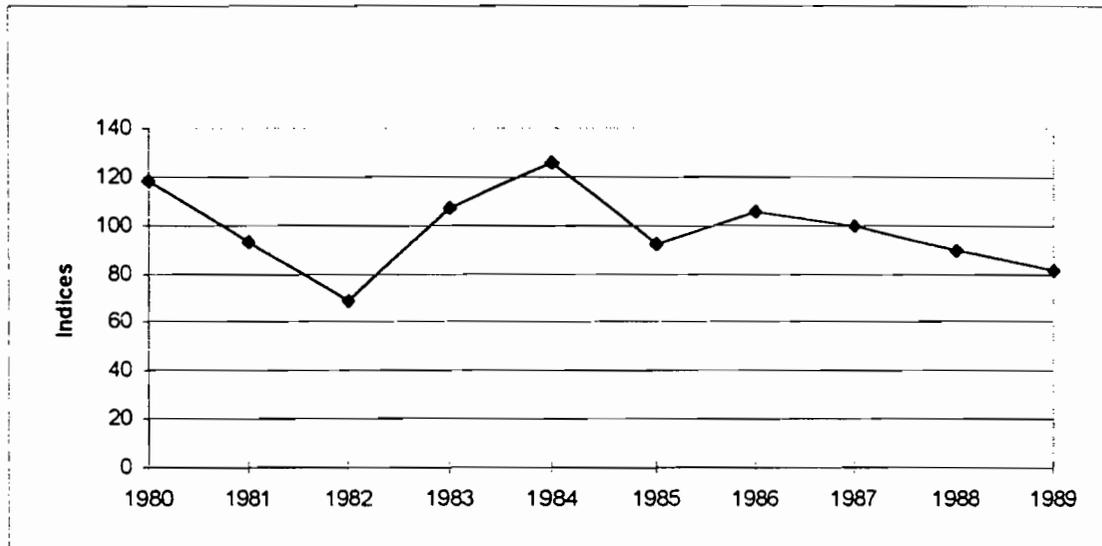
S'il est exact que cet état déplorable des infrastructures de communication, ainsi que le nombre croissant des intermédiaires (composante essentielle du secteur informel) contribuent à l'existence et au maintien d'un échange inégal au détriment des producteurs paysans, le phénomène a pris une nouvelle ampleur avec la mise en oeuvre de l'ajustement structurel. Une illustration de cette détérioration récente est donnée par la Figure 21, qui montre le rapport entre l'indice d'évolution

<sup>4</sup> Cf. la thèse de M. Lipton sur le "biais urbain" selon laquelle le pouvoir urbain, dont l'Etat n'est qu'une émanation, intervient systématiquement au détriment des prix agricoles, explication à laquelle il faut ajouter l'effet de concurrence des importations agro-alimentaires.

<sup>5</sup> La route goudronnée s'arrêtait au col des Yungas. Son prolongement, jusque Coroico seulement, est enfin en cours.

des prix d'achat pratiqués par le grossiste auprès du paysan et celui des prix des produits offerts à la consommation alimentaire sur le marché de La Paz.

Figure 21. Evolution des termes de l'échange ville-campagne pendant la décennie de l'ajustement structurel (indice 100 = 1987)



Source : Urioste, 1992.

C'est donc avec raison que le paysan juge peu avantageux les échanges monétaires et persiste dans ce que certains considèrent comme un archaïsme mais qui n'est qu'une démarche prudente, la tradition du troc, échange non monétaire que la difficulté, commune dans les campagnes, à se procurer du numéraire ne peut que conforter<sup>6</sup>.

Ce type d'échanges en nature, qui n'est d'ailleurs pas toujours dédaigné par les intermédiaires urbains ni d'ailleurs dans les échanges internationaux, demeure présent dans la vie quotidienne des familles, même s'il porte sur des quantités relativement réduites. Il vient au deuxième rang des stratégies de ravitaillement alimentaire des familles rurales, après la production et l'élevage (León *et al.*, *o. c.*), et cette pratique du troc sur certains marchés fait qu'ils sont parfois devenus étapes des circuits touristiques. Entre Altiplano et Vallées, les transports traditionnels par caravanes de lamas, qui ne sont pas aussi exceptionnels et en voie de disparition qu'on l'a parfois dit, relèvent de la même logique : le camion n'est pas automatiquement avantageux pour tous les acteurs du système alimentaire (Lecoq, 1986).

#### La dépense alimentaire en milieu rural

Il est cependant difficile, même en milieu rural, d'échapper au marché, surtout quand la terre produit peu et que la superficie cultivée est trop exiguë pour les besoins familiaux. Il devient alors

<sup>6</sup> A ces raisons s'ajoute le souvenir de l'hyperinflation des années 1980 qui a laissé dans les esprits un scepticisme sur la valeur de ce numéraire.

impératif de trouver des ressources hors de la communauté, ressources qui marquent l'entrée du ménage dans la sphère de l'économie monétarisée.

La dépense monétaire que les familles rurales consacrent à l'alimentation est souvent plus importante qu'on ne l'imagine : 52,9 % des dépenses totales selon les enquêtes menées au CERES. *"L'importance de la dépense alimentaire en milieu rural surprend... Elle reflète à la fois l'intégration au marché des familles étudiées et l'insuffisance de leur production agricole pour assurer un approvisionnement suffisant. Ces caractéristiques diffèrent selon les zones écologiques, en fonction de la spécialisation ou de la diversification des cultures et de l'accès aux voies de communication et aux moyens de transport. Il existe des zones où la spécialisation agricole est avancée, où la production est destinée principalement au marché (par exemple le Valle Alto de Cochabamba spécialisé dans la production de pomme de terre), ce qui oblige des familles paysannes à acheter la majeure partie des produits consommés"* (León et al., 1992). Dans la zone rurale du département de La Paz où bien des communautés sont pourtant isolées, en moyenne 40 % de la consommation alimentaire sont acquis hors de l'exploitation familiale (Villegas et al., 1996).

On peut observer, dans le Valle Alto, l'incidence de l'émigration sur la dépense alimentaire en ce sens que, à Santa Rosa et Arbieto, la part de celle-ci dans le budget total est plus importante dans le cas des familles sans migrants (42 %) que pour celles dont les membres émigrent (13 à 18 %), illustration de la loi selon laquelle plus les revenus augmentent, plus la part relative de la dépense alimentaire est réduite (Cortes, 1995-a, 1995-c). Dans la communauté plus traditionnelle de Pampa Churigua, les dépenses ayant trait à l'alimentation ne fournissent que 21,5 % des calories consommées, contre 70 % dans les deux villages précédents.

Une façon originale de réduire la dépense alimentaire dans cette région est, on l'a vu, celle de la migration au Chaparé pratiquée par les paysans et dont le cas de Pampa Churigua n'est qu'un exemple parmi beaucoup. Elle constitue une véritable stratégie alimentaire dans la mesure où elle élargit l'éventail des productions agricoles et permet de compléter l'approvisionnement des familles ; loin d'affecter l'équilibre alimentaire, cette migration augmente leur autosuffisance, diminue leur vulnérabilité aux crises climatiques et leur dépendance monétaire du marché. En réalité, cette migration reproduit le schéma ancien de la complémentarité des étages écologiques.

#### - L'insécurité des ménages urbains

Echapper à la dépendance du marché est une stratégie bien plus difficile à mettre en oeuvre en milieu urbain où les ressources monétaires conditionnent directement l'accès à l'alimentation. La part des dépenses (ou des revenus) que les ménages consacrent à leur alimentation est donc, ici plus qu'ailleurs, le meilleur révélateur de l'insécurité alimentaire des ménages.

Déjà en 1968, une étude estimait qu'à La Paz (qui incluait alors El Alto) une famille dépensait 58,6 % de son budget pour son alimentation, 13,1 % pour son logement et 13 % pour son habillement (Raimbault, 1974). L'enquête l'INE (1992) sur les budgets familiaux (Tableau 76) révèle qu'en 1990 l'alimentation entrait pour 40 à 45 % des dépenses mensuelles à La Paz, Cochabamba et Santa Cruz, soit 450 à 485 bolivianos, mais pour plus de 60 % à El Alto, avec une dépense moyenne nettement inférieure : 327 bolivianos. Or on estime généralement que si cette

part dépasse les 50 %, il s'agit d'une situation de forte précarité, seuil largement dépassé à El Alto et presque atteint à La Paz et Cochabamba.

Tableau 76. Dépense alimentaire moyenne des ménages dans les quatre villes principales (1990)

Villes	El Alto		La Paz		Cochabamba		Santa Cruz	
	Bs.	%	Bs.	%	Bs.	%	Bs.	%
Dépenses								
Alimentation	327	60,9	484	45,3	483	44,1	454	41,3
Dépense totale	537	100,0	1068	100,0	1095	100,0	1090	100,0

Source : INE, EPF, 1992.

Bien que rares, les données relatives aux différentes catégories socio-économiques de ménages urbains révèlent le contraste des situations quant à la sécurité alimentaire. Ainsi l'alimentation ne grève que de 24 % le budget des catégories urbaines les plus aisées, mais d'environ 70 % celui des plus pauvres (Tableau 77).

Tableau 77. Dépense alimentaire des ménages urbains selon leur appartenance socio-économique

Modèles	Privilégié		Moyen		Marginal		Ensemble	
	Bs.	%	Bs.	%	Bs.	%	Bs.	%
Dépenses								
Alimentation	778	24,1	445	44,1	198	69,5	441	32,0
Dépense totale	3 231	100,0	1 008	100,0	285	100,0	1 378	100,0

Source : León *et al.*, 1992.

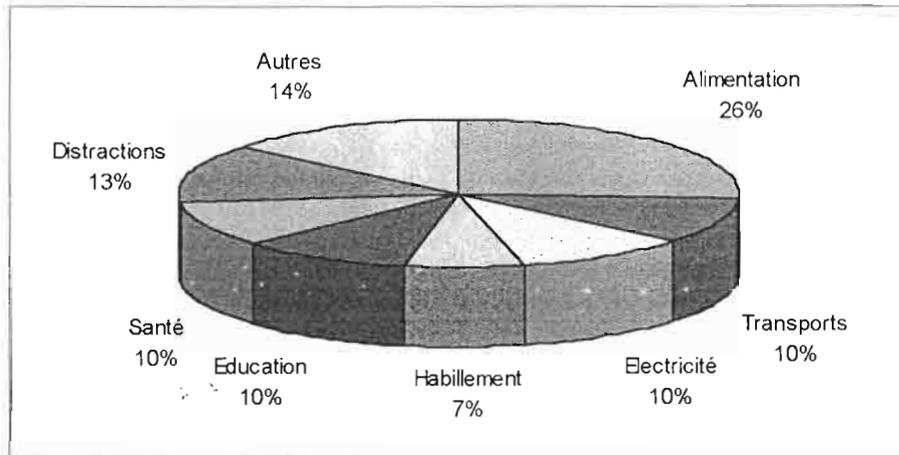
Dans la ville de La Paz, les cas étudiés par J. Prudencio (1993) présentent des situations dont les contrastes sont du même ordre : quand les revenus sont élevés 26 % des dépenses vont à l'alimentation et quand ils sont faibles cette proportion atteint 63 %, seuls étant gardés les quatre autres postes de dépense indispensables : éducation, habillement, électricité, transport (Fig. 22).

Quelle est la proportion de ces ménages urbains en situation de sécurité alimentaire précaire et en quel sens se font les évolutions ? On a vu que la proportion des familles urbaines ne couvrant pas leurs besoins caloriques va, en moyenne, de 40 % du total à Santa Cruz à 55 % à El Alto ; pour les besoins protéiques, il s'agit de 36 % à 56 % des familles. Ces déséquilibres nutritionnels signifient que les ressources de ces ménages urbains, majoritairement utilisées à l'achat d'aliments, sont chroniquement insuffisantes. Or tout montre que l'évolution du pouvoir d'achat est, depuis une décennie, celle d'une constante détérioration.

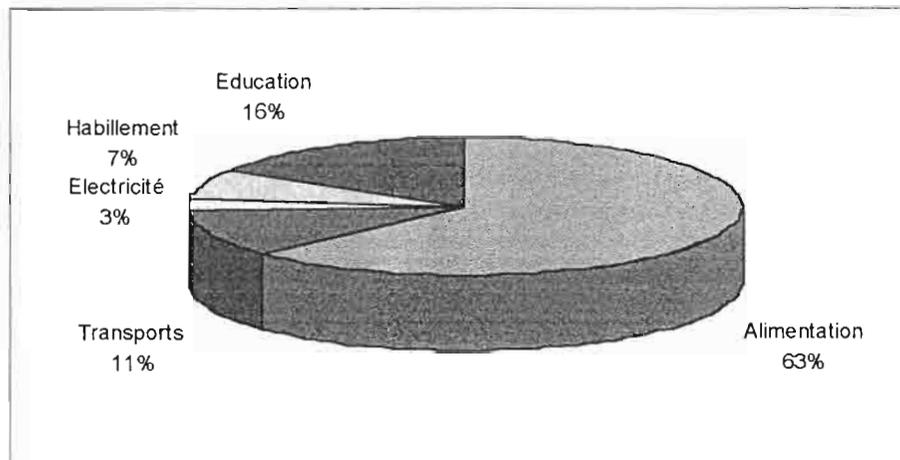
Déjà en 1983 J. Laure (1986) observait qu'à La Paz le pouvoir d'achat alimentaire du salaire moyen avait baissé de 13 % par rapport à 1975 et celui du salaire minimum de 60 % entre novembre 1984 et janvier 1985. Vers la même époque, l'achat d'un kilo de pain supposait 1 heure 7 minutes de travail au salaire minimum en Bolivie, mais seulement 4 minutes au Danemark et 51 minutes en Inde, et l'achat d'un kilo de viande 3 heures 42 minutes en Bolivie, mais 24 minutes au Canada et 2 heures 52 minutes au Mexique (Urioste, cit. Arrieta, *Debate agrario*, 1986).

Figure 22. Structure des dépenses mensuelles selon les familles à La Paz

Famille aisée (revenu = 1 800 dollars)



Famille pauvre (revenu = 119 dollars)



Source : Prudencio, 1993.

Plus récemment, entre 1987 et 1991, les salaires mensuels moyens ont diminué de 16 % et les salaires horaires de 23 % (mais le nombre d'heures travaillées par semaine augmentait), tandis que les prix des produits alimentaires s'accroissaient de 39 % entre 1988 et 1991 (Tableau 78)<sup>7</sup>.

Tableau 78. Evolution récente des salaires réels urbains et des prix des aliments (en bolivianos)

Années	1987	1988	1990	1991	1987-91	1988-91
Salaire mensuel	304,2	281,1	274,6	254,7	- 16,2 %	- 9,3 %
Heures/semaine	43,8	47,5	48,2	48,1	+ 9,8 %	
Salaire horaire	1,62	1,38	1,33	1,24	- 23 %	- 10,1 %
Indice prix alim.	-	61,15	83,04	100,98	-	+ 39 %

Source : Reutlinger, Del Castillo, 1994.

La Bolivie est en effet, on l'a vu, l'un des pays du sous-continent où le revenu par habitant a le plus diminué au cours de la dernière décennie : une diminution de 25,7 % selon la CEPAL, entre 1980 et 1992, proche de celle du Venezuela (- 23,9 %), mais bien supérieure à celle de l'Argentine (-14,2 %), du Brésil (- 6,3 %) et du Mexique (-2,5 %), tandis que d'autres pays (Chili, Colombie, Uruguay) enregistraient une croissance de ce revenu<sup>8</sup>.

Une autre approche du phénomène est donnée par la FAO qui a établi, en 1992, un système d'observation de la sécurité alimentaire des ménages dans les pays en développement en combinant une série d'indices : plus cet indice synthétique (HFSI - *Household Food Security Index*) est proche de la valeur 1, meilleur est le degré de sécurité alimentaire. Calculées pour 49 pays, les valeurs s'échelonnent de 0,38 pour l'Ethiopie à 0,80 pour l'Argentine. La Bolivie se trouve placée au 45<sup>e</sup> rang, avec un indice de 0,50. Il est en outre montré que cet indice a diminué de 4 % entre 1985 et 1990 et que, pour assurer pleinement la sécurité alimentaire, le revenu par habitant devrait être de 25 % supérieur à ce qu'il est<sup>9</sup>.

## 2. Le pain quotidien étranger<sup>10</sup>

### a) Une dépendance croissante

L'objectif fondamental de la "thérapeutique néolibérale" n'est nullement de rechercher la sécurité alimentaire des ménages, et les mesures prises dans le cadre désormais classique que celle-ci définit ont bien plutôt pour effet d'accroître l'insécurité alimentaire là où elle existait déjà et de la créer là où elle n'existait pas. Ce n'est que dans un deuxième temps, à partir de 1987, que les "ajusteurs" semblent s'être aperçus qu'il existait des "dimensions sociales" à leur intervention, que la pauvreté au Sud menaçait la bonne réalisation et le succès de l'ajustement, et que l'insécurité alimentaire constituait l'une des composantes importantes de cette pauvreté. Mais la réponse qu'ils

<sup>7</sup> Selon la même source, l'indice des prix alimentaires a poursuivi sa hausse en 1992 (114 %) et en 1993 (121 %), soit une augmentation de 98 % depuis 1988.

<sup>8</sup> CEPAL, Panorama social de l'Amérique latine, 1994. Cit. Rodriguez, Winchester, 1996.

<sup>9</sup> Source : FAO, 1993 : Progress Report on the Development of a Household Food Security Index, CFS 93/2 Sup. 2, January 1993. Cit. Reutlinger, del Castillo, 1994.

<sup>10</sup> Titre emprunté à Miguel Urioste : Nuestro pan extranjero de cada día, *Cuarto Intermedio*, n° 2, février 1987. Cochabamba.

y apportent est celle d'une aide minimale, qui doit être d'autant mieux ciblée qu'elle est plus réduite, et celle d'un effort sur les exportations toujours plus accru pour équilibrer la balance commerciale.

Eléments de la Nouvelle Politique Economique adoptée en 1985, l'ouverture de la Bolivie au commerce international et la stimulation des exportations dites non-traditionnelles, ont donc augmenté les ventes agro-alimentaires à l'étranger. Depuis 1990 la Bolivie exporte plus de produits alimentaires qu'elle n'en importe. En 1991, les importations ont été de 252 000 tonnes, soient 72 millions de dollars, et les exportations de 407 000 tonnes, soient 155 millions de dollars (San Martin, 1993). C'est dire que l'agro-alimentaire contribue désormais à l'équilibre de la balance commerciale, mais est-ce à dire aussi que la sécurité alimentaire du pays s'en trouve assurée ?

Satisfaisante pour les équilibres macro-économiques, la constatation peut n'avoir pas grand sens en ce qui concerne la sécurité alimentaire du pays, et encore moins pour celle des ménages. Exporter des produits alimentaires ne signifie pas, en effet, que le pays en produit trop, et il ne s'agit pas nécessairement non plus d'aliments entrant dans la consommation habituelle de la population, de sorte que ce mouvement de produits n'a guère de rapport avec la sécurité alimentaire nationale.

La première exportation agro-alimentaire en tonnages (68 %) et en valeur (45 %), est, à l'imitation du Brésil voisin, celle du soja de l'Orient, sous forme de farine ou de tourteaux destinés à l'alimentation du bétail et que l'élevage extensif des grands éleveurs du Béni n'utilise même pas. Viennent ensuite les "productions de dessert" : sucre de canne, café, cacao, noix dites du Brésil (*castañas* ou *almendras*) dont l'importance dans la consommation alimentaire nationale est insignifiante. A l'inverse, l'incidence des importations quant à la sécurité alimentaire est considérable en ce sens qu'il s'agit d'une importation de produits essentiels, le blé et la farine de blé qui, ensemble, constituaient en 1991 92 % de l'agro-alimentaire importé et 69 % de sa valeur. Sans changement depuis le début du siècle, le pain quotidien est resté un pain étranger, mais avec cette différence qu'il est de plus en plus consommé (Prudencio, 1990).

Les importations ont certes été, depuis le début du siècle, une constante du système alimentaire bolivien. *"Avant 1953, écrit Lavaud (1991), le système de l'hacienda produisait et entretenait une agriculture particulièrement statique et à faible rendement. La masse imposante des paysans ne suffisait pas à nourrir le pays - elle se nourrissait à grand peine elle-même - et la Bolivie était obligée d'utiliser plus du tiers de ses devises pour importer des aliments de première nécessité"*. Par contre, dès 1954 la production parvient à satisfaire la demande et le taux de cette couverture ne cesse d'augmenter jusqu'à atteindre 170 % en 1968. Ce taux diminue ensuite et la rupture s'opère vers 1975, quand est fait le choix de promouvoir l'agro-industrie dans l'Orient aux dépens de la petite production vivrière paysanne.

Observée sur une durée de vingt ans (1970-1990), la dépendance alimentaire du pays (Tableau 79) s'est d'abord accrue fortement à la fin de la première décennie : la production augmente de 91 % durant la période, mais les importations (importations commerciales et dons alimentaires) de 173 %, avant tout sous l'effet d'une augmentation de l'aide alimentaire introduite à la faveur des désastres climatiques.

Dans la seconde décennie, la production n'augmente que peu (13 %), tandis que la consommation interne tend à diminuer, mais les importations augmentent encore de 20 %. Le degré de dépendance alimentaire du pays reste donc élevé et demeure supérieur à celui atteint quinze, vingt ou trente ans plus tôt. Bien que les exportations alimentaires augmentent, la politique d'ajustement ne marque aucune évolution vers une meilleure sécurité alimentaire du pays. Au contraire, l'évolution à plus long terme de la couverture de la demande alimentaire par la production nationale montre qu'en l'espace de quelques années, les résultats de l'effort d'autosuffisance que le pays avait mené depuis la Révolution nationale ont été réduits à néant (Franqueville, Prudencio, 1991).

Tableau 79. Evolution de l'origine des aliments consommés en Bolivie (en milliers de tonnes)  
1970 - 1991

	1962	1970	1975	1980	1985	1990	1991(1)
Production (P)	2 094 096	2 865 400	4 738 080	5 483 675	6 038 698	6 221 872	6 258 507
Aide de aliment. (D)	(3)	5 614	7 264	218 844	206 865	293 474	205 000
Importations (M)	143 816	170 460	243 580	262 540	275 602	288 664	281 769
Exportations		24 408	306 059	137 804	64 836	369 034	407 716
Consommation (C)	1 254 736	3 017 066	4 682 865	5 827 255	6 456 329	6 374 976	6 337 560
P / C (%)	166,8	94,9	101,1	94,1	94,5	97,5	98,7
D / C (%)		0,1	0,1	3,7	3,2	3,6	3,2
M / C (%)	11,4	5,6	5,2	4,5	4,5	4,5	4,4
M / P (%)	6,8	5,94	5,14	4,78	4,56	4,63	4,50
D / P (%)		0,19	0,15	3,99	3,42	4,7	3,27
DA (%) (2)	6,4	5,78	5,02	8,07	7,39	7,34	7,21

(1) Chiffres provisoires. (2) Taux de dépendance alimentaire (DA) =  $M+D / D+M+P$ .

(3) Pour l'année 1962, l'aide alimentaire est comprise dans le chiffre des importations.

Source : Prudencio, 1985, 1993.

Si, en l'espace de vingt ans, les importations agro-alimentaires ont été multipliées par 1,6, les dons alimentaires l'ont été par 36, au point de dépasser parfois le volume des premières. La dépendance alimentaire externe du pays trouve son origine dans cette croissance vertigineuse de l'aide alimentaire.

#### b) L'aide alimentaire : un cas d'école

L'exemple de la Bolivie constitue, en matière d'aide alimentaire, un cas d'école à la fois parce que ce pays a reçu, pendant une vingtaine d'années, une aide alimentaire considérable, parce qu'il demeure malgré tout l'un des pays dont la population est la plus pauvre et la plus dénutrie d'Amérique latine, et parce qu'un tournant décisif vient d'être pris par les donateurs : les uns ont décidé de supprimer cette aide, tandis que d'autres menacent de ne la maintenir que si elle est désormais intégrée à une véritable politique de sécurité alimentaire<sup>11</sup>.

<sup>11</sup> La plupart des informations qui suivent sont tirées de Prudencio, Franqueville, 1995.

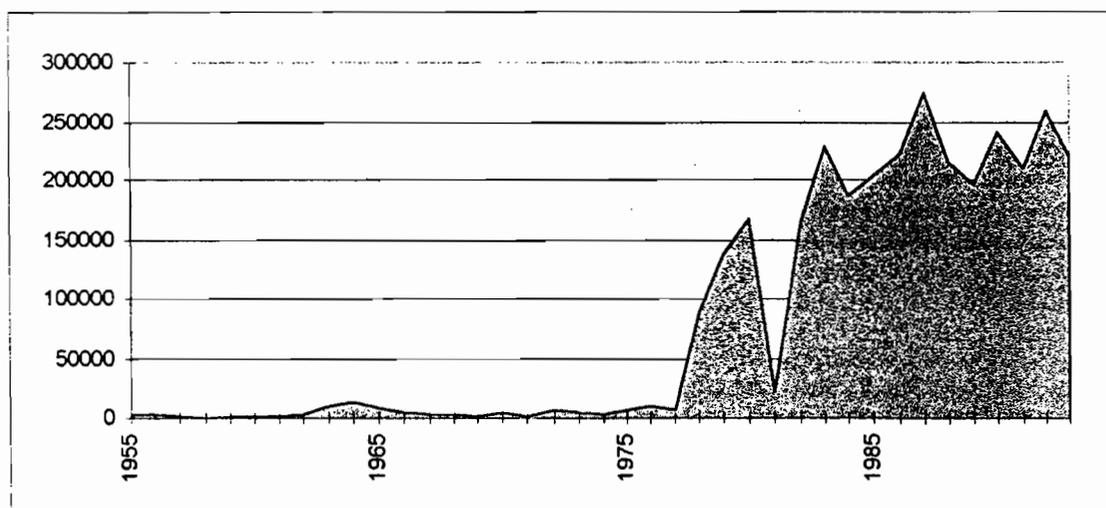
## - Une aide devenue indispensable

D'importants volumes d'aide alimentaire sont arrivés en Bolivie au cours des dernières années de la dictature du général Banzer (1971-1978), marquant le début d'une double dépendance durable, celle de la dette et celle de l'alimentation. Depuis 1985, cette aide s'est maintenue autour des 200 000 tonnes annuelles.

Le pays a reçu en moyenne 13 % de l'aide alimentaire distribuée à l'Amérique du Sud au cours des années 1980, bien qu'il ne compte que moins de 2 % de sa population, et son volume équivalait, en 1991-1992, à 8 % de la consommation alimentaire nationale. Rapporté à la population du recensement, ce volume était de 40,4 kg par habitant en 1992<sup>12</sup>. En valeur, cette aide entrait, selon les années, pour 3,5 à 4,5 % de l'aide publique totale reçue par le pays. De la même façon qu'en certains Etats d'Amérique centrale (Jamaïque, Haïti, République Dominicaine), l'aide alimentaire était ici devenue structurelle.

Commencée en 1978, sa croissance fut ensuite très rapide, si l'on excepte le bref intermède du lâchage du général García Meza par les Etats-Unis en 1981<sup>13</sup>. Depuis 1985, le volume reçu chaque année se situe entre 200 000 et 250 000 tonnes (Fig. 23).

Figure 23. Evolution des volumes totaux d'aide alimentaire (tonnes) reçus par la Bolivie



Source : Prudencio, Franqueville, 1995.

L'origine de cette aide est massivement bilatérale, ce qui signifie, en Bolivie, nord-américaine, dans une proportion toujours supérieure à 80 % et jusqu'à 91,1 % au cours de la période 1993-1994. Entre 1955 et 1994, les Etats-Unis ont contribué pour 85,8 % au total reçu, la Communauté économique européenne pour 3,6 %, divers autres pays (surtout Canada, Argentine et Espagne) pour 5,4 %, tandis que l'aide multilatérale (le Programme alimentaire mondial des Nations-Unies - PAM) n'en apportait que 5,2 % (Tableau 80). Avec plus de 90 % du volume

<sup>12</sup> Il est vrai que ce chiffre de population (6 420 792 habitants) a été, par la suite, reconnu sous-estimé ; même si l'on retient le chiffre désormais admis de 7 millions d'habitants, cette aide reste considérable : 37 kg par personne.

<sup>13</sup> Lâchage motivé par une implication trop évidente de la dictature dans la production et le trafic de cocaïne.

total, soit une participation nettement supérieure à celle qu'ils pratiquent au niveau mondial (53 à 62 %), les Etats-Unis restent le donateur quasi exclusif de ces dernières années.

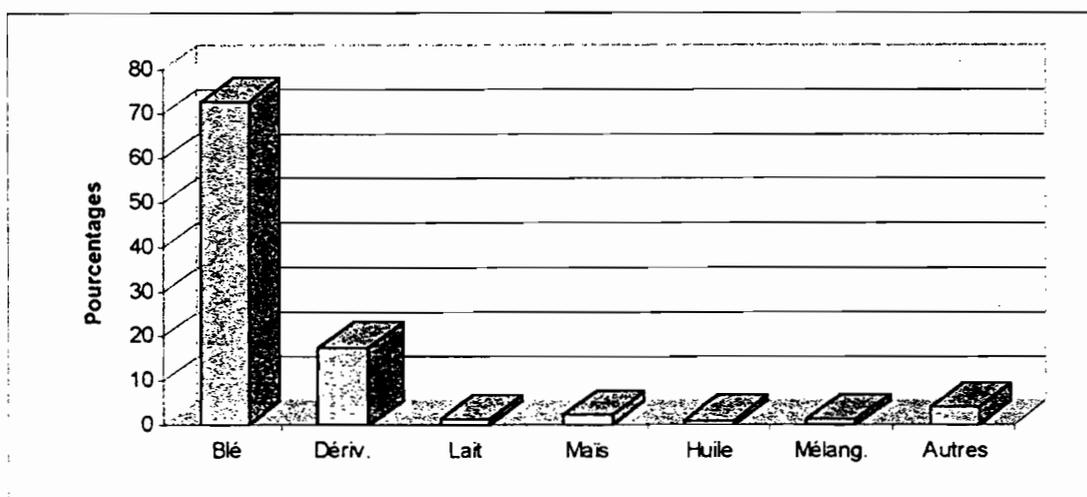
Tableau 80. Volume et origine de l'aide alimentaire reçue entre 1955 et 1993<sup>14</sup>

	Etats-Unis (P.L. 480)			PAM	CEE	Autres	Total
	Titre I	Titre II	Titre III				
Tonnes	149	668 381	1 884 881	162 646	113 863	171 227	3 150 412
%	4,7	21,2	59,9	5,2	3,6	5,4	100,0

Source : Prudencio, Franqueville, 1995.

Cette aide nord-américaine, gérée par l'USAID, est distribuée en vertu des trois grands Titres de la loi publique promulguée en 1954 (P. L. 480) dans le cadre du programme *Food for Peace*. Rappelons que le Titre I permet des ventes sous forme de prêts à long terme (20 à 40 ans) et à faible taux d'intérêt, le Titre II concerne les dons alimentaires proprement dits (destinés aux groupes vulnérables, à l'aide d'urgence, etc.), le Titre III dit *Food for Development Program*, accorde des aides alimentaires dans le cadre d'actions de développement rural, santé, nutrition, planning familial, etc., menées par le gouvernement qui les reçoit. Le Titre I n'a été utilisé en Bolivie qu'en 1984 et 1985, à la suite des graves intempéries qui, on l'a vu, avaient alors affecté la production agricole, les deux suivants le sont toujours, mais dans les faits, entre 1955 et 1993, 70 % de l'aide alimentaire provenant des Etats-Unis (1 884 000 tonnes sur un total de 2 700 000) et aussi 60 % du total général reçu, relevaient du seul Titre III de cette loi.

Figure 24. Composition du volume de l'aide alimentaire reçue entre 1975 et 1993



Source : Prudencio, Franqueville, 1995.

Parmi les denrées ainsi importées en Bolivie, la part prépondérante revient au blé et à ses dérivés<sup>15</sup> qui, ensemble, ont constitué 90,3 % du volume reçu au cours de la période 1975-1993 (Fig. 24),

<sup>14</sup> Les quantités indiquées restent approximatives. Les statistiques accessibles sont très dispersées, leur recoupement montre parfois des contradictions et certains organismes refusent de fournir les informations demandées.

<sup>15</sup> Essentiellement le "bulgur", blé pré-cuit.

96,1 % en 1980, 89,8 % en 1985, 90,6 % en 1990, 89,4 % en 1993. Pour cette dernière année, il s'agissait de 150 000 tonnes de blé et de 43 000 tonnes de farine de blé.

Cette prédominance du blé est une constante de l'aide alimentaire, quel qu'en soit le pays destinataire, mais elle est ici nettement supérieure à la moyenne (65 à 70 % au niveau mondial) et s'explique par l'importance de l'aide nord-américaine : d'une façon générale, le blé constitue en effet 65 à 82 % de celle-ci (Thirion, 1994). Les dons de lait, relativement importants dans les années 1980, tendent à diminuer : plus de 6 000 tonnes en 1985, 3 000 en 1990 et 910 en 1993, de même que ceux d'huile végétale : 3 000 tonnes en 1990, 455 en 1994. Par contre, si le maïs en grain n'apparaît plus parmi les dons depuis 1992, d'importantes quantités de farine de maïs sont toujours reçues, bien que le pays produise cette céréale : plus de 7 000 tonnes en 1990 et en 1991, 9 000 en 1992, 8 000 en 1994.

L'essentiel de l'aide est donc constitué d'une seule céréale (ou de ses dérivés), le blé, et au cours des années 1990, 1991 et 1992, elle fut livrée à 84 %, par les Etats-Unis (Tableau 81), 86 % du blé en grain ainsi reçu relevant du Titre III de la loi 480.

Tableau 81. Provenance du blé et de ses dérivés en 1990, 1991 et 1992  
(tonnes et pourcentages)

Provenance	Blé	Farine	Bulgur	Volumes totaux	Pourcentages
P.L. 480	434 228	85 298	20 126	539 652	83,9
PAM	30 480	9 334	-	39 814	6,2
CEE	-	25 411	-	25 411	3,9
Autres	38 767	-	-	38 767	6,0
Totaux	503 475	120 043	20 126	643 644	100,0

Source : Prudencio, Franqueville, 1995.

Les canaux par lesquels est distribuée cette aide, de même que sa destination finale dans le pays, varient selon les donateurs. Celle reçue des Etats-Unis en vertu du Titre II transite par des organisations spécifiques, tandis que l'aide multilatérale de même que celle de la CEE et celle des autres donateurs passent par un organisme central bolivien appelé OFINAAL (*Oficina Nacional de Asistencia Alimentaria*) placé sous la seule autorité de la présidence de la République. Par contre, le blé du Titre III de la loi 480 emprunte un circuit particulier, étant non pas directement destiné aux populations mais vendu, sous des conditions spéciales, aux minoteries boliviennes.

- Les trois formes de l'aide alimentaire directe

L'aide alimentaire directe, souvent appelée aide-projet, constitue en Bolivie environ 40% du volume total. Celle qui provient des Etats-Unis (en vertu du Titre II), ne peut transiter en Bolivie que sous le couvert d'un petit nombre d'agences officiellement reconnues par USAID : *Caritas Boliviana*, organisme catholique dépendant de la Conférence épiscopale catholique de Bolivie, *Food for Hungry (FHI)*, ONG nord-américaine, *ADRA-OFASA*<sup>16</sup> dépendant de l'Eglise adventiste et, depuis 1992-93, une quatrième agence nord-américaine, *Proyect Concert International (PCI)*.

<sup>16</sup> ADRA : *Adventist Development and Relief Agency* ; OFASA : *Obra Filantrópica de Ayuda Social Adventista*.

Les Etats-Unis ne font donc confiance qu'à leurs organismes nationaux ou aux Eglises pour distribuer leurs dons. A l'inverse, les autres donateurs (PAM, CEE et autres pays) doivent obligatoirement utiliser les services de l'organisme officiel OFINAAL.

Qu'elle soit nord-américaine ou autre, et quel que soit l'organisme qui la prend localement en charge, l'aide est répartie en Bolivie selon trois programmes généraux eux-mêmes subdivisés en projets : Alimentation complémentaire, Alimentation pour le développement (dite aussi Aliments pour le travail) et Aide d'urgence (Tableau 82).

Tableau 82. L'aide alimentaire directe (volume et pourcentage) selon les programmes et les principaux donateurs, en 1990-1991-1992

Donateurs	Total de l'aide directe		Programmes (%)		
	Tonnes	%	A.C.	A.P.D.	Urgences
P.L. 480 Titre II	139 615	63,8	66,6	32,8	0,6
PAM	48 601	22,2	37,3	62,7	-
CEE	30 737	14,0	35,6	55,9	8,5
Ensemble	218 953	100,0	55,7	42,6	1,7

A.C. : Alimentation complémentaire ; A.P.D. : Alimentation pour le développement.

Source : Prudencio, Franqueville, 1995.

L'apport principal est celui de l'USAID (63,8 %), suivie de loin par ceux du PAM et de la CEE. Plus de la moitié des volumes totaux (55,7 %) sont destinés à l'Alimentation complémentaire, un peu moins à l'Alimentation pour le développement et une partie insignifiante à l'Aide d'urgence. Seule la CEE consacre une part notable de son aide aux urgences (8,5 %).

L'objectif du programme Alimentation complémentaire est, comme son nom l'indique, d'améliorer la consommation et donc l'état nutritionnel des populations. Dans ce cadre, les aliments sont attribués à divers types de projets : assistance aux enfants préscolaires, développement des zones rurales déprimées, soins primaires de santé materno-infantile, etc. Cette forme d'aide, essentiellement destinée aux enfants et aux mères, a touché 1 400 000 personnes en 1992 (22 % de la population nationale), les projets étant fort semblables d'un organisme à l'autre et souvent menés depuis de nombreuses années.

L'aide distribuée en vertu du programme Alimentation pour le développement (ou Aliments pour le travail) vise à faire réaliser par les bénéficiaires des travaux d'infrastructure susceptibles de contribuer au développement local. Quelle que soit l'agence concernée, il s'agit de trois grandes catégories de réalisations : construction d'équipements (postes sanitaires, adductions d'eau potable, égouts, latrines, écoles, parcs, terrains de sport, logements...), mise en place d'infrastructures de voirie (chemins, ponts, pavage de rues, trottoirs, murs de soutènement...), et enfin appui à la production agricole (systèmes d'irrigation, digues, serres, reforestation, plantation de fruitiers...). Dans ce cadre, chaque participant reçoit directement une "ration" alimentaire fixe :

pour vingt jours de travail par mois, elle est de dix kilos d'aliments, le travail pouvant durer de un à trois mois<sup>17</sup>.

Une évolution s'observe cependant dans les modalités de distribution de cette aide. D'une part, entre 1983 et 1993, les volumes de l'Alimentation complémentaire ont été divisés par 2,2, passant de 53 à 33 kilogrammes par bénéficiaire, tandis que ceux de l'Alimentation pour le développement ont été multipliés par 4,2, passant de 63 à 124 kilogrammes. D'autre part, non sans rapport avec la diminution progressive de l'aide publique au développement, les récentes directives de l'USAID préconisent de donner désormais la préférence au milieu urbain pour ce type de programmes, choix discutable s'il en est. Le but est désormais, en effet, de pallier le coût social des mesures d'ajustement en visant les citoyens pauvres, les plus "sensibles" politiquement ; par la même occasion est ainsi mise à disposition des municipalités une main-d'oeuvre gratuite et soumise.

La troisième forme d'aide directe est l'aide d'urgence. Bien qu'elle soit la plus connue parce que la plus médiatisée, elle pèse peu dans l'ensemble : 1,7 %. Destinée aux personnes affectées par les désastres naturels fréquents dans le pays (inondations, sécheresses, gelées, grêles), elle est distribuée soit par le Service de la Défense civile dépendant du ministère de la Défense, soit par les agences déjà mentionnées. En effet, à cause de la faiblesse des moyens dont il dispose, ce service doit faire appel aux agences habituelles (*Caritas*, ADRA, FHI, OFINAAL) pour procéder aux distributions. Son efficacité sur le long terme est fort réduite car, même si les aliments sont bien distribués et arrivent aux destinataires nécessiteux, les travaux de réhabilitation prévus, qui devraient les accompagner, ne sont jamais réalisés, de sorte que les mêmes désastres se reproduisent chaque année sur les mêmes lieux : inondations dans le Béni, sécheresses sur l'Altiplano et dans le Chaco, débordement cyclique des rivières de Santa Cruz, des lacs Poopo, Titicaca, etc. En outre, le caractère urgent de cette aide la rend difficilement contrôlable et permet nombre de détournements et opérations de propagande politique<sup>18</sup>.

#### Un fonctionnement peu satisfaisant

L'aide alimentaire directe couvre pratiquement la totalité du pays à travers l'un ou l'autre de ses nombreux programmes. En 1991, plus d'un million sept cent mille personnes, soit 27,5 % de la population du pays, ont bénéficié de ces trois grands programmes d'aide ; en fait, elles furent quatre fois plus nombreuses, si l'on compte non pas les individus mais les familles des bénéficiaires<sup>19</sup>.

Pourtant les agences de distribution se trouvent souvent face à des problèmes complexes de transport et de manutention que le mauvais état du réseau routier tend à compliquer davantage, ce qui ne manque pas d'entraîner de fréquents retards sur les calendriers fixés, particulièrement en saison des pluies. S'y ajoutent aussi, notamment pour les projets relevant de l'Aide

---

<sup>17</sup> La "ration" est constituée de 2,5 kg de farine de maïs, 4,5 kg de farine de blé, 2,5 kg de lentilles, 24 g de sel iodé et 5 litres d'huile, le tout censé fournir 42 % des calories et 66 % des protéines nécessaires au travailleur et aux quatre membres de sa famille.

<sup>18</sup> Ainsi, en 1992, le général Banzer, alors en campagne électorale, a-t-il fait retarder la distribution des secours d'urgence afin de les remettre lui-même aux victimes !

<sup>19</sup> Soit l'équivalent de la population du pays ! En réalité, les mêmes personnes peuvent bénéficier plusieurs fois de l'aide du même organisme ou encore d'organismes différents, vu l'absence de coordination ou même l'existence d'une certaine compétition entre ces derniers.

complémentaire, d'autres problèmes matériels liés à l'absence de lieux ou d'équipements adéquats pour organiser et préparer les repas, recevoir les enfants, conserver et cuire les aliments, etc.

De même les agences ne disposent pas toujours des techniciens et personnels administratifs nécessaires, ce qui entraîne des déficiences dans le suivi et le contrôle des différentes opérations et rend aisés les détournements d'aliments aussi bien que des fonds demandés aux bénéficiaires. Tous les dons ne vont certainement pas aux plus nécessiteux, l'armée et la police en reçoivent leur part, de même que les partis politiques lors des campagnes électorales. Il n'est pas rare non plus que le gouvernement lui-même utilise ces aliments pour apaiser l'agitation des maîtres en attente de leur salaire ou celle des retraités en attente de leur pension. Enfin il est bien connu que, malgré l'interdiction de principe, de nombreux bénéficiaires de l'aide ne résistent pas à la tentation d'en revendre une partie que l'on retrouve ainsi sur le marché.

Sachant que les départements en situation de pauvreté la plus critique sont ceux de Chuquisaca, Potosí, Oruro et Cochabamba, les priorités géographiques (en pourcentages de bénéficiaires parmi la population, ou en quantités distribuées par bénéficiaire) qui président aux distributions des agences sont souvent sans rapport avec les besoins les plus urgents du pays. On s'aperçoit ainsi que l'aide du Titre II, prise en charge par *Caritas*, FHI, ADRA, est dirigée selon une préférence marquée vers les départements de La Paz, Oruro, du Béni et du Pando, secondairement vers Potosí ; le choix semble surtout résulter de l'existence d'une route goudronnée entre La Paz et Oruro. Les préférences du PAM sont plus judicieuses en ce sens qu'elles favorisent Oruro, Potosí, Chuquisaca, Cochabamba et, dans une moindre mesure, Tarija. La politique de la CEE est plutôt celle d'un saupoudrage de l'aide sans réelles priorités ; distribuée partout en Bolivie, même à Santa Cruz, le département réputé le plus prospère, elle semble surtout relever du souci de marquer une présence.

#### - L'aide alimentaire indirecte

Parallèlement à cette aide alimentaire directe qui passe, en majeure partie, par les canaux officiellement reconnus, existe une aide indirecte dont l'objectif est le même, mais qui se concrétise non par des envois d'aliments, mais par un apport financier fourni par des ONG, généralement européennes, à des homologues boliviennes et destiné à subvenir localement aux problèmes alimentaires. Cette modalité d'aide semble de plus en plus pratiquée, mais il est difficile de la connaître avec précision.

Elle revêt deux principaux aspects. L'un consiste en envois d'argent ponctuels pour les situations d'urgence, l'autre en un apport financier plus continu destiné à des projets visant à améliorer la situation alimentaire là où agissent des ONG boliviennes. Les fonds sont utilisés à l'achat de produits alimentaires locaux ou régionaux, selon le système de l'aide triangulaire. Ainsi l'aide officielle néerlandaise passe-t-elle par des ONG de ce pays qui soutiennent nombre de projets ; en 1990, sur les douze millions de dollars dont disposait le ministère néerlandais de la Coopération, cinq furent destinés à l'Amérique du Sud (dont 35 % - 2 millions de dollars à la Bolivie) par le canal des trois grandes ONG de ce pays (*Caritas holandesa*, SOH et NOVIB). Les modalités d'utilisation de cet apport financier sont nombreuses et varient selon les organisations : achats d'aliments pour les cantines populaires, les asiles, les centres de réhabilitation ou les orphelinats,

complément d'alimentation aux enfants scolarisés, soutien de projets de production agricole ou d'infrastructure, aide aux mineurs licenciés ou à leur famille, etc.

Cette aide en forme de transfert de fonds constitue évidemment une réponse aux critiques habituellement opposées aux dons alimentaires, celles de concurrencer la production agricole nationale, de modifier les habitudes alimentaires en introduisant des aliments nouveaux, et d'avoir pour résultat final d'ouvrir de nouveaux marchés aux exportateurs des pays donateurs. Ici, au contraire, les productions nationales se trouvent stimulées par des achats locaux, et les denrées distribuées sont celles de l'alimentation habituelle des bénéficiaires.

#### L'aide "monétisée"

C'est aussi pour échapper à de telles critiques que les pays donateurs se sont peu à peu orientés vers une autre forme d'aide indirecte, l'aide alimentaire "monétisée", c'est-à-dire non plus distribuée aux bénéficiaires mais vendue sur le marché national par l'organisme récepteur, le "fond de contrepartie" ainsi obtenu devant servir au développement.

Les objectifs poursuivis à travers ce processus restent ceux de l'aide alimentaire classique, la différence étant qu'une part des fonds obtenus servent à des achats d'aliments locaux, lesquels entrent ensuite dans le circuit des programmes et projets habituels des agences. A cette sensibilité aux critiques s'ajoute, pour expliquer cette évolution, le souci de répondre au besoin souvent exprimé par les différentes agences, de disposer d'un budget de fonctionnement pour distribuer les aliments.

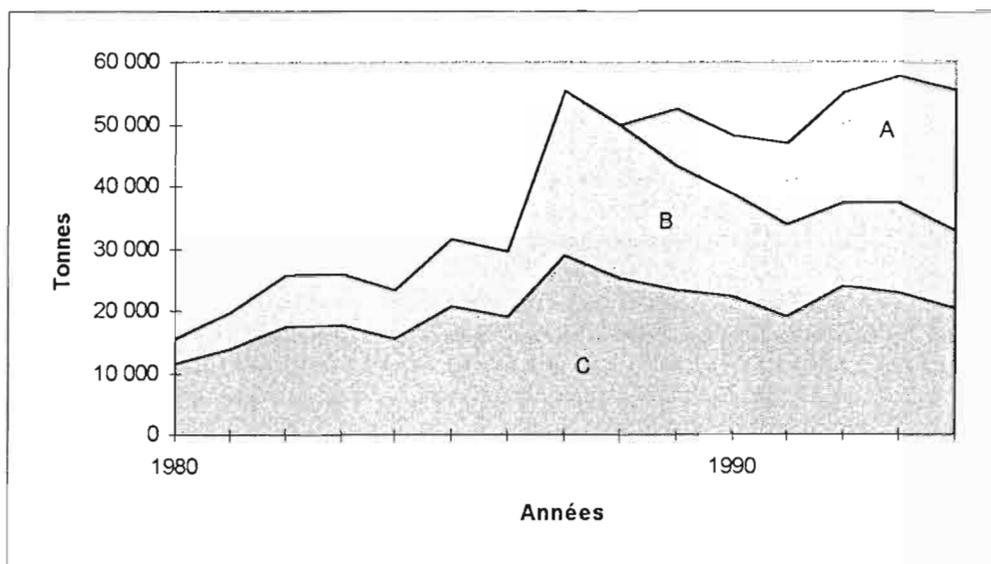
L'évolution est également conforme au souci exprimé par la Banque mondiale qui reconnaissait, en 1990, que si *"les programmes d'alimentation directe et de distribution de vivres sont nécessaires en temps de crise ... les travaux de recherche réalisés en Afrique et en Inde montrent que ces programmes sont d'autant plus efficaces qu'ils s'accompagnent de mesures visant à rétablir le pouvoir d'achat des pauvres. Les transferts monétaires sont souvent plus efficaces que les rations alimentaires : l'argent est plus maniable, plus facile à gérer et, comme il ne fait pas - ou guère - de tort aux producteurs, il ne compromet pas la sécurité alimentaire pour l'avenir"*<sup>20</sup>.

Depuis 1989, une partie de l'aide octroyée en vertu du Titre II de la loi 480 est ainsi "monétisée" afin de *"stimuler le marché national de la production agricole"*<sup>21</sup>, et à partir de 1992 le volume de farine nord-américaine ainsi "monétisée" en Bolivie devient supérieur à celui distribué directement (Fig. 25). En réalité, le seul produit concerné par ce nouveau processus est la farine de blé, produit dont l'importance parmi les dons du Titre II avait peu à peu remarquablement augmenté : 26,5 % en 1980, 34,9 % en 1985, 53,8 % en 1990, et 63,2 %, selon les prévisions, en 1994, soient 35 065 tonnes sur un total de 55 434. De même, dans le volume total de l'aide apportée par le Titre II, la "monétisation" tend aussi à prendre une part croissante : 19,3 % en 1990, 31,6 % en 1992, et 40,4 % prévus pour 1994 (Fig. 25).

<sup>20</sup> Rapport annuel 1990, p. 112.

<sup>21</sup> *Programa de Monetización, Plan operacional 1991-1993*. 15 p., février 1991.

Figure 25. Evolution du volume et de la composition de l'aide alimentaire reçue en vertu du Titre II



A : Farine "monétisée" ; B : Farine distribuée directement ; C : Autres aliments.  
Source : Prudencio, Franqueville, 1995.

La direction du "Programme de monétisation" du Titre II est assurée par les responsables des trois grandes agences (*Caritas*, FHI et ADRA), un secrétaire du programme, deux représentants du gouvernement à titre d'observateurs et un représentant de l'USAID ayant droit de veto. Ce sont donc les trois agences qui planifient les activités de "monétisation" en fonction de leurs besoins, la décision finale revenant aux Etats-Unis et le gouvernement bolivien étant seulement "tenu au courant". Les acheteurs sont les entreprises de panification, voire des particuliers ; le prix, fixé par adjudication publique, est inférieur à celui du marché national car les dons alimentaires échappent aux impôts habituels, de sorte que la puissante association des meuniers ADIM (*Asociación de Industriales Molineros*) réagit vivement à cette concurrence et demande la suppression de ce programme de "monétisation" par lequel ne transitent pourtant que 14,5 % de la farine commercialisée dans le pays.

Les fonds obtenus servent, pour 60 %, au fonctionnement des agences et de leurs projets, pour 5 % à l'administration et aux salaires du Programme de "monétisation" et seulement pour 35 % à l'achat d'aliments locaux, intégrés aux aliments entrant dans les projets habituels (infrastructures et équipements), ou destinés à des projets de production agricole. De la même façon que pour l'aide directe, les priorités affichées ont connu une certaine évolution depuis les premières années de l'opération : une moindre importance donnée au développement rural intégré et une attention grandissante accordée aux travaux d'infrastructure urbaine, aux femmes et aux enfants. Il s'agit désormais moins de développement que de "filet de sécurité" pour les plus pauvres, surtout en milieu urbain, au risque d'accentuer ainsi le mouvement d'exode rural.

Les aliments locaux achetés grâce à ce mécanisme représentent un total annuel d'environ 5 000 tonnes (riz, sucre, huile, sel iodé, haricots, lait, farine de maïs, etc. selon les années). Dans les

faits, seules les entreprises agro-industrielles bénéficient de ces achats, celles qui traitent le riz, l'huile, le sucre. Telle grande huilerie a commercialisé de cette façon 80 % de sa production, et d'autres entreprises, productrices de farine de maïs ou de sel iodé, plus de la moitié de la leur. Le système favorise donc d'abord l'agro-industrie, certains entrepreneurs trouvant par là un débouché assuré, voire une façon d'écouler des produits de deuxième qualité. L'opération est d'autant plus intéressante qu'ils reçoivent à la commande une avance de 50 % faisant office de crédit gratuit et que le transport est à la charge du Programme de "monétisation".

Trois des quatre projets soutenus par le PAM en Bolivie fonctionnent également selon le système de la "monétisation" ; cet organisme des Nations-Unies a d'ailleurs inauguré cette formule d'aide dès 1982, et l'a pratiquée de façon continue à partir de 1984. Le produit "monétisé" n'est pas la farine mais le blé, lequel est vendu à l'association des meuniers ADIM. L'un des principes du PAM, parfois difficile à mettre en oeuvre, est de ne distribuer que des aliments habituellement consommés par la population locale (ce qui peut conduire à exclure des productions nationales, telle le riz, parce que non habituellement consommées sur les lieux de distribution), et aussi d'éviter les achats à des intermédiaires. Le PAM se heurte, dans son processus de "monétisation", à une certaine opposition de l'USAID qui s'estime concurrencée, de sorte qu'il n'en envisage pas le développement ; après un maximum de 2 500 tonnes en 1988, le volume monétisé par le PAM s'est effectivement stabilisé autour des 1 300 tonnes annuelles.

D'autres pays fournissent également, mais de façon plus ponctuelle, une aide bilatérale de ce type, tels l'Espagne, le Canada, la CEE et même la France. En 1994 et en 1995, 2 190 tonnes de farine ont ainsi été données par la France, puis en 1996, 4 000 tonnes de blé dont la "monétisation" devait rapporter 350 000 dollars principalement destinés au "développement alternatif" dans le Chaparé<sup>22</sup>.

Même "monétisée", cette aide alimentaire échappe difficilement aux critiques habituelles. D'une part, elle repose toujours sur des livraisons de farine ou de blé provenant des pays du Nord, principalement des Etats-Unis, ce qui ne diminue en rien la dépendance de la Bolivie ni les risques qu'elle implique. Elle ne fait d'ailleurs qu'ajouter au sur-approvisionnement en blé (et farine) qui permet de contenir la hausse du prix du pain et dont se plaignent les industries meunières, mais les victimes en sont surtout les petits producteurs paysans ainsi éliminés du marché. Il est, en effet, pour le moins contradictoire de prétendre développer l'agriculture du pays par des achats locaux et de susciter en même temps une concurrence pour le plus stratégique d'entre eux.

D'autre part, les achats locaux concernent surtout des produits de l'industrie agro-alimentaire (riz, sucre, huile) qui trouvent là un débouché sûr, et non des aliments de consommation directe que les petits producteurs pourraient proposer. Enfin, des distributions de riz, même de production nationale, contribuent malgré tout à introduire cette céréale dans des zones rurales où elle n'est pas normalement consommée, toutes les agences distributrices n'ayant pas les mêmes scrupules que le PAM. La conséquence la plus certaine en est moins une meilleure qualité de l'alimentation des bénéficiaires, que la diffusion en milieu rural d'une consommation favorisant l'agro-industrie.

---

<sup>22</sup> *Informe R*, n° 339, août 1996 ; *Los Tiempos*, 26 août 1996, cit. Boliviacentrum, Anvers.

Quoiqu'il en soit de leur effet réel, ces achats locaux ne constituent qu'une partie très minime du volume des aliments distribués : en 1991, 11,5 % de l'aide du Titre II et 6,7 % de celle du PAM. L'aide alimentaire "classique", celle qui consiste à distribuer directement à la population des aliments de provenance étrangère, reste bien la base du système.

#### Les "projets de production"

Existe encore un cas particulier d'aide alimentaire, celui des "projets de production" que réalisent en milieu rural les trois grandes agences pilotées par l'USAID. Ces projets consistent à construire des serres, à créer des potagers pour des cultures peu habituelles, à planter des vergers, à développer de façon plus intensive que ne le font les paysans des productions courantes (riz, maïs, fèves, etc.), ou encore à tenter de rationaliser la pratique de l'élevage familial. De telles actions sont en réalité très ponctuelles, ne touchant, là où elles sont implantées, qu'une fraction fort réduite de la population locale, et le résultat escompté est plutôt celui d'un effet de démonstration et d'exemplarité dans la zone, et non celui d'une réussite dans le court terme ; il est donc difficile d'en faire le bilan. De plus, il s'agit généralement là d'initiatives récentes, en rapport avec le développement de la "monétisation".

De son côté, le PAM mène une expérience de "monétisation" plus originale en ce sens qu'elle fonctionne en circuit fermé et ne concerne que la production du lait. Sur les cinq usines PIL (*Plantas Industrializadoras de Leche*) de traitement du lait existant en Bolivie, trois (celles de La Paz, Sucre et Tarija) se trouvent dans une situation difficile, la production régionale ne suffisant pas à leur approvisionnement ; seules celles de Cochabamba et de Santa Cruz collectent assez de lait dans leur zone pour un fonctionnement normal.

Le PAM subvient donc au déficit d'approvisionnement des trois premières usines en leur fournissant le lait en poudre et la matière grasse nécessaires. Ces dons constituent en moyenne 10 % du lait traité par les usines PIL, mais la moitié pour celle de La Paz. Leur volume diminue progressivement au fil des années : de plus de 3 000 tonnes dans les années 1980, il s'est stabilisé autour de 1 000 tonnes dans la présente décennie. Cette évolution n'est pas sans rapport avec l'action du PAM qui vise, parallèlement, à développer l'élevage laitier en coordination avec l'aide danoise. Là où la production laitière ne suffit pas, sont en effet introduits des animaux sélectionnés, confiés sous certaines conditions aux petits producteurs. L'opération réussit assez bien dans les Vallées et les Plaines, mais les races bovines européennes s'adaptent difficilement au rude climat et à l'altitude de l'Altiplano (la race créole locale est nettement plus résistante mais donne peu de lait), et la production fourragère régionale ne suffit d'ailleurs pas aux besoins d'un tel élevage.

Cette expérience de projet productif menée par le PAM est-elle probante ? Ce n'est que dans la mesure où le dégageur progressif entamé par cet organisme pour sortir de son implication dans la production laitière du pays, ne se traduira pas par une diminution marquée de celle-ci, que l'on pourra conclure à un résultat final positif. Mais il se peut aussi que la privatisation des usines PIL, prévue dans le cadre de l'ajustement structurel et déjà acquise en 1996 pour celles de La Paz et de Cochabamba, ne mette un terme à cette production laitière dépourvue, bien évidemment, de tout "avantage comparatif".

- Un bilan mitigé

On sait qu'il existe, dans toute aide alimentaire, un aspect dépendance psychologique tant au niveau individuel qu'au niveau collectif. Cette dépendance est d'autant plus marquée en Bolivie que l'aide y a revêtu une durée et une ampleur peu communes. Galtung (1980) en a décrit ainsi le mécanisme : "*Les opérations de secours d'urgence, les distributions de soupes populaires après les catastrophes naturelles ou sociales sont des exemples d'actions qui, à long terme, deviennent très aliénantes : on nourrit les gens, au sens propre du terme, et, par là, on les place au bout d'une chaîne de décisions et d'actions dans lesquelles ils ne sont plus les sujets de la satisfaction de leurs propres besoins*<sup>23</sup>".

Mais, outre ce problème que nous ne ferons qu'évoquer, le but final de cette aide distribuée depuis tant d'années, celui d'une amélioration de l'état nutritionnel et d'une sécurité alimentaire minimale des bénéficiaires, est-il néanmoins atteint ? Curieusement, on ne dispose guère d'études qui le démontreraient. Les donateurs, comme le gouvernement, se soucient en effet assez peu de réaliser un suivi des populations aidées qui permettrait de conclure à une efficacité du système ; le feraient-ils que les résultats en seraient nécessairement contestables, les intéressés étant à la fois juge et partie.

Les résultats de nos enquêtes tendent à montrer que les familles bénéficiaires présentent effectivement une consommation alimentaire totale plus élevée que les autres, de même qu'un apport plus important en calories et en protéines (Tableau 83)<sup>24</sup>, mais aussi que, contrairement à une idée souvent avancée, le modèle alimentaire n'en est guère modifié par la suite.

Tableau 83. Consommation alimentaire et nutritionnelle des ménages selon qu'il reçoivent ou non une aide alimentaire

Quantités par personne et par jour	Ménages recevant une aide alimentaire	Ménages ne recevant pas d'aide alimentaire
Consommation (g)	1 005	879
Calories (kcal)	2 225	1 659
Protéines (g)	69	49

Source : Prudencio, Franqueville, 1995.

Pourtant la part des dons demeure secondaire, quoique non négligeable, dans l'apport nutritionnel total (Tableau 84), notamment en milieu rural où elle ne représente que 11,6 % de l'énergie et 9,3 % des protéines ; en milieu urbain leur apport est un peu plus élevé : 23,9 % de l'énergie et 23,1 % des protéines. La proportion des nutriments obtenue par achat reste toujours prépondérante<sup>25</sup>.

<sup>23</sup> Point de vue sur l'aide alimentaire qu'un évêque brésilien exprimait en une formule plus lapidaire : "*Nous ne sommes pas des cochons !*".

<sup>24</sup> Enquêtes représentatives au niveau national portant sur 266 ménages.

<sup>25</sup> Pour le milieu rural, l'importance des achats paraît cependant peu crédible et se trouve probablement majorée par des réponses cherchant à montrer la nécessité de poursuivre l'aide alimentaire face à une production insuffisante. Une proportion de 20 à 30 % de nutriments achetés serait plus vraisemblable et plus conforme aux résultats d'autres recherches.

Il s'agit là, bien sûr, de moyennes, car plus la famille est pauvre, plus l'aide alimentaire contribue à l'apport nutritionnel. Ainsi trouve-t-on, à La Paz, que les aliments reçus par une famille dont la mère participe à un programme ADRA d'Aliments pour le travail, procurent 67 % des calories et 53 % des protéines consommées<sup>26</sup>. Autre exemple pris dans le même département : pour une famille rurale comptant trois enfants dont la mère est commerçante et le père agriculteur et occasionnellement maçon, les dons reçus de *Caritas* (Aliments pour le travail) fournissent 42 % des calories et 33 % des protéines.

Tableau 84. Origine des calories et des protéines des ménages recevant une aide alimentaire

Origine (%)	Ménages urbains		Ménages ruraux	
	Calories	Protéines	Calories	Protéines
Achats	75,3	76,1	72,6	80,3
Aide alimentaire	23,9	23,1	11,6	9,3
Production	0,7	0,5	15,2	10,1
Autre (cadeaux, échanges)	0,1	0,3	0,6	0,3

Source : Prudencio, Franqueville, 1995.

Mais la première famille, même avec l'aide reçue, ne couvre encore que 79,8 % de ses besoins en calories et 73,3 % de ceux en protéines, et la seconde, respectivement 52,4 % et 42,3 %. Les recherches montrent, en effet, que si cette aide contribue bien à une certaine amélioration de la consommation des familles bénéficiaires, elle ne réussit cependant pas à modifier réellement leur situation au point de la rendre satisfaisante. Grâce à cette aide, les taux de couverture des besoins atteignent 80 % dans les familles aidées, certes supérieurs aux 65 % enregistrés pour les autres familles (familles-témoins non aidées de l'enquête), mais restent néanmoins encore insuffisants. L'aide alimentaire constitue donc un appoint appréciable, mais qui, même si elle était distribuée à tous ceux qui en ont réellement besoin, ne saurait résoudre le problème de la malnutrition.

Le supplément ainsi obtenu est en effet de brève durée : un mois, parfois deux, "*ce qui permet d'assurer que l'impact nutritionnel de ces produits est de très brève durée et assez peu important si l'on considère que les dons alimentaires sont, dans le meilleur des cas, trimestriels*" (Prudencio, Velasco, 1987). Une fois consommés les aliments reçus, les familles reprennent leur alimentation antérieure et retrouvent les bas niveaux nutritionnels qui étaient les leurs. L'opération apparaît, pour les familles les plus pauvres, comme une occasion d'économiser sur les dépenses alimentaires habituelles par un effet de substitution d'aliments ; c'est seulement en milieu rural qu'elle se traduit, en plus, par une augmentation réelle, mais temporaire, des quantités totales consommées. Si, après épuisement du stock reçu, les familles les plus riches cherchent à acquérir sur le marché les mêmes produits ou des produits similaires importés, (ce qui montre que le changement des habitudes alimentaires souvent redouté reste limité par la faiblesse générale du pouvoir d'achat des bénéficiaires), les familles pauvres cherchent plutôt à maintenir leur niveau de consommation en engageant davantage leurs membres (épouse et enfants) sur le marché du travail, ce qui se traduit par une émigration pour les ruraux, un emploi informel pour les citadins et la désertion scolaire pour les enfants.

<sup>26</sup> Famille où le père est charpentier, la mère fait des lessives, le fils aîné est ouvrier, les six autres enfants ayant moins de 12 ans.

Enfin l'aide reçue est parfois vendue par les bénéficiaires de façon à en obtenir un certain revenu. Cette pratique, en principe interdite, paraît surtout fréquente dans les familles urbaines les plus pauvres, l'argent de la vente servant à acheter d'autres aliments considérés comme plus nécessaires ou plus habituels<sup>27</sup> ; l'interdiction qui pèse sur cette revente rend difficile une appréciation exacte de son ampleur. Il semble d'ailleurs que le seul changement réel dans le régime alimentaire des familles bénéficiaires soit celui d'une plus forte consommation de viande achetée grâce à ces ventes.

Quelle que soit sa forme, l'aide alimentaire est donc toujours un processus complexe, très diversifié, difficile à mettre efficacement en oeuvre et plus encore à contrôler, qui n'aboutit pas à coup sûr aux populations les plus démunies et dont les effets positifs sur l'alimentation et la nutrition, s'ils existent, ne peuvent être que temporaires. Quant aux travaux de construction d'infrastructures ou d'équipements qu'elle permet souvent de faire réaliser, la priorité actuellement donnée au milieu urbain montre qu'il s'agit désormais plutôt d'occuper une main-d'oeuvre virtuellement dangereuse que de créer des emplois permanents et, de moins en moins, de développer le milieu rural.

### 3. Le cas du blé, ou les ambiguïtés de l'aide

Outre cette aide que le bénéficiaire ajoute, directement ou indirectement, à sa consommation alimentaire, il en existe une autre, moins visible pour le consommateur mais plus conséquente pour l'économie et la politique nationales, celle qu'octroient les Etats-Unis en vertu du Titre III de la loi 480 et que l'on appelle souvent aide-programme.

En Bolivie, 60 % du volume de l'aide alimentaire totale et 86 % du blé reçu procèdent de cette origine. Depuis une dizaine d'années, la quantité moyenne ainsi livrée chaque année est de 144 000 tonnes (Tableau 85), ce qui représente entre le tiers et la moitié du blé disponible sur le marché bolivien.

Tableau 85. Le blé : production nationale et dons reçus  
(milliers de tonnes)

Années	Production nationale	Aide totale en blé	dont Titre III	Années	Production nationale	Aide totale en blé	dont Titre III
1978	59	436	71	1986	81	177	171
1979	67	161	118	1987	76	202	180
1980	60	144	134	1988	62	137	123
1981	66	-	-	1989	60	120	103
1982	66	135	63	1990	84	170	162
1983	45	179	146	1991	109	149	118
1984	78	149	135	1992	140	185	153
1985	74	156	148	1993	146	151	139

Source : Prudencio, Franqueville, 1995.

<sup>27</sup> Dans les campagnes, ces ventes et achats peuvent d'ailleurs être pratiqués auprès de l'unique boutique du village.

La valeur annuelle de cette livraison est, depuis 1987, d'environ 20 millions de dollars, soit 20 à 30 % du montant total de l'aide nord-américaine.

#### a) Le processus

Cette procédure de cession de blé à la Bolivie est particulière, car celui-ci ne transite pas par les agences d'aide alimentaire habituelles. Certes il s'agit bien encore, selon la loi 480, de "*fournir une aide alimentaire aux pays en voie de développement pour stimuler la production agricole et encourager le développement économique*", mais le blé ainsi importé est vendu en Bolivie et le revenu obtenu n'est pas reversé aux Etats-Unis, mais doit être utilisé pour le financement de projets de développement ayant fait l'objet d'un accord entre les deux gouvernements.

Le premier accord de ce type a été signé en 1978, puis renouvelé en 1986 et en 1990. Depuis 1990, l'opération est confiée à une Commission commune pour le développement rural (CCDR) dirigée par un Secrétariat général et constituée de cinq sous-secrétaires d'Etat représentant leurs ministères (Finances, Agriculture, Commerce extérieur, Santé, Economie) ; USAID supervise l'activité de ce Secrétariat et, en dernière instance, approuve ou rejette les projets. Comme pour l'aide reçue du Titre II, on voit que la marge de manoeuvre laissée aux autorités boliviennes demeure fort limitée.

Transporté sous pavillon nord-américain jusqu'aux ports du Chili, le blé y est alors confié à son unique acquéreur, l'Association des meuniers ADIM, qui se charge de l'acheminer par voie ferrée jusqu'aux silos de La Paz-El Alto et d'Oruro. Le prix en est fixé par adjudication en principe publique, organisée par le Secrétariat du Titre III, mais pour laquelle l'Association des meuniers ADIM est toujours le seul acquéreur. Elle évalue les divers frais à sa charge (transport, transformation en farine et TVA) et détermine ainsi le montant du prix à payer qui constituera le fond de contrepartie à reverser au gouvernement bolivien, disposant d'ailleurs d'un confortable délai de paiement de 6 à 9 mois.

On imagine le profit que les meuniers tirent de l'opération, sachant que ce sont eux qui, dans la réalité, fixent également le prix de la farine nationale dont ils détiennent le monopole de fait. De façon étonnante, les seules armes du gouvernement pour s'opposer aux pratiques de l'ADIM et contenir ainsi la hausse du prix national de la farine (et du pain), consistent à menacer les minotiers d'un plus ample recours à la "monétisation" selon le Titre II de la loi 480, ou bien d'une importation, légale ou même en contrebande tolérée, de blé argentin.

#### b) L'utilisation

La marge de manoeuvre dont dispose le gouvernement dans la destination des fonds de contrepartie obtenus est fort étroite, puisque le processus est régi par des conventions pluriannuelles ayant forme de remise de dette qui laisse donc aux Etats-Unis toute liberté pour imposer leurs conditions.

L'objectif était, à l'origine (en 1978), de financer des "*projets de développement rural résultant d'un accord commun, augmenter les investissements du secteur public dans l'agriculture et aider*

à la mise en place des mesures nécessaires pour assurer un marché au blé de production locale". Mais dès 1981-82 s'observent des choix qui marquent un tournant dans l'utilisation des fonds ; il s'agit dès lors, en effet, de contribuer au développement et à la croissance de la zone centrale (*eje central*) La Paz-Cochabamba-Santa Cruz, ainsi sélectionnée parce qu'elle compte déjà un fort potentiel agricole, une bonne infrastructure de transports et une population en augmentation. "La stratégie sera d'utiliser les ressources humaines et matérielles existantes et de s'attacher à promouvoir à court et moyen terme, des activités agricoles et agro-industrielles factibles, de coût réduit et qui soient sources de revenus". Il ne s'agit donc plus de réaliser des investissements publics destinés au développement agricole des zones en difficulté, mais bien de favoriser celles dans lesquelles les investissements privés seront le mieux rentabilisés grâce aux avantages comparatifs dont elles disposent. Ainsi, selon la convention de 1990, seuls 3 % des fonds disponibles pourront être affectés à des "petits projets", la priorité étant donnée aux opérations de grande envergure, réputées plus efficaces.

Une note de bas de page dans la même convention précise encore que les "petits agriculteurs" que l'on prétend aider à pratiquer une agriculture durable sont ceux qui emploient jusqu'à 19 ouvriers, et les "agriculteurs moyens" ceux qui en emploient de 20 à 49 ! Se trouvent donc, dans les faits, exclus de l'accès à ces fonds tous les producteurs familiaux paysans qui forment la grande majorité des agriculteurs du pays, les seuls destinataires étant, en réalité, les entrepreneurs de l'agriculture capitaliste de l'Orient. D'autre part, 25 % du total des fonds de contrepartie sont destinés au Chaparé, la cocaïne constituant le principal souci de l'administration nord-américaine en Bolivie.

Une proportion de 15 % du financement (3 millions de dollars), est réservée au développement de la production nationale de blé, production pour laquelle, on l'a vu, l'année 1990 marque précisément des changements drastiques. D'un volume jusque là compris entre 60 000 et 80 000 tonnes, elle était surtout localisée dans les départements centraux du pays : Chuquisaca, Cochabamba et Potosí (environ 75 % de la superficie emblavée et de la production), et dans une moindre mesure dans ceux de Tarija et de Santa Cruz, avec des rendements à l'hectare toujours inférieurs au quintal.

Mais l'année 1990 est celle d'une brusque croissance de la superficie cultivée et de la production du département de Santa Cruz, amorce d'un changement radical, puisqu'en 1992, il s'agira de 52 % de la superficie totale emblavée et de 68 % de la production nationale. Parallèlement, les performances des autres départements, y compris de ceux qui étaient traditionnellement producteurs de cette céréale, stagnent ou même tendent à régresser. Seuls augmentent les rendements du département de Santa Cruz. C'est qu'il s'agit désormais d'apporter un appui massif au "Plan quinquennal de production de blé" élaboré en 1990 par l'Association nationale des producteurs d'oléagineux et de blé" (ANAPO). En réalité cette aide ne comprend pas seulement les 3 millions de dollars mentionnés, car il faut y ajouter les fonds apportés par d'autres rubriques de la même ligne de financement, tels ceux destinés aux organisations agricoles privées, à l'assistance technique et la recherche, à la production de semences, à la commercialisation du blé, etc. ; l'ensemble est estimé à 12 millions de dollars.

On saisit là l'une des conséquences profondes de l'aide à la production du blé apportée par les fonds de contrepartie du Titre III. Dès 1990, les producteurs de blé autres que ceux de Santa Cruz se sont trouvés officiellement exclus de cette manne, les responsables de l'USAID estimant

que les investissements seraient plus rentables ailleurs, "*cette culture ne présentant pas d'avantage économique pour le petit producteur*". Le choix a donc été fait explicitement de mettre en place dans le département de Santa Cruz et grâce à l'aide alimentaire, une agriculture capitaliste spécialisée dans la culture du blé en alternance avec le soja, et d'éliminer ainsi du marché national les producteurs paysans réduits à ne cultiver celui-ci que pour leur propre consommation. Confirmant et confortant ce choix, est ensuite venue l'interdiction d'introduire le blé de l'aide alimentaire dans la partie orientale du pays, en dépit de l'idéologie ultra-libérale en vigueur, tandis que les producteurs se voyaient garantir un prix de vente stable de 180 dollars la tonne.

D'une façon générale, la distribution géographique des fonds de contrepartie, telle qu'elle était prévue entre 1990 et 1992, montre en effet que 54,8 % sont destinés aux départements de Cochabamba (32,9 %) et de Santa Cruz (21,9 %), 20 % aux instances nationales (ministères et administrations, gestion du programme), 12,1 % au département de La Paz, 10,9 % à celui du Béni, tandis que les départements connus pour leur pauvreté (Chuquisaca, Oruro, Potosí) n'ont droit chacun qu'à moins de 1 %. Seule la "Bolivie utile" (*eje central*) constituée par les départements de La Paz, Cochabamba et Santa Cruz, et ses seuls acteurs réputés efficaces, les entrepreneurs agricoles de l'Orient, bénéficient des plus importants fonds de contrepartie générés par l'aide alimentaire, ceux du Titre III, tandis que cette aide elle-même, le blé, bénéficie avant tout aux industriels de la meunerie de l'ouest du pays.

Ajoutons enfin qu'en dépit de l'idéologie néolibérale, les importations commerciales de blé et de farine, de sucre et de maïs, sont encore soumises à une taxe d'importation de 10 %. La récente intention du gouvernement, pressé par le FMI, de suspendre cette taxe pour une durée de six mois a déclenché la résistance organisée des membres de la Chambre d'Agriculture de l'Orient et des meuniers, les premiers menaçant de cesser leur culture du blé (et de la remplacer par de la coca !) et les seconds de licencier leurs salariés<sup>28</sup>.

#### 4. Vers quelle issue ?

Les effets réels de l'aide alimentaire ne sont donc pas uniquement ni même principalement ceux auxquels on pense spontanément, ceux-là mêmes qu'affichent les pays donateurs ou même les pays récepteurs pour en justifier la nécessité. En outre, la fréquente assimilation de l'aide à la seule aide d'urgence contribue à entretenir la confusion : le cas de la Bolivie montre bien que les urgences ne constituent qu'une infime partie du total (1,7 %), ce qui est d'ailleurs une caractéristique de l'aide fournie par les Etats-Unis<sup>29</sup>.

Son impact sur l'alimentation n'est certes pas inexistant, ni même sa contribution à une amélioration de l'apport nutritionnel, mais il ne peut s'agir, par définition, que d'une amélioration passagère, qui dure le temps de la consommation des aliments reçus et le temps de l'aide alimentaire. Quand bien même elle serait considérable et parfaitement organisée, l'aide ne pourra jamais toucher toutes les familles nécessiteuses. Bien qu'elle en ait bénéficié durant plus de 20 ans,

<sup>28</sup> *Informe R.*, n° 322, novembre 1995.

<sup>29</sup> "*Les Etats-Unis sont le pays qui attribue la plus faible part de son aide à l'aide d'urgence, soit seulement 6 %*", contre 20 % au niveau mondial et 40 % pour la CEE (Thirion, o. c.).

la Bolivie compte encore 18 % d'enfants de moins de 5 ans sous-alimentés (PNUD, 1996), l'un des taux les plus élevés du sous-continent.

#### a) Les vrais bénéficiaires

De même que l'aide internationale pour le développement ne saurait résoudre le problème de la pauvreté, l'aide alimentaire ne saurait résoudre celui de la malnutrition, pas plus que celui de l'emploi par les quelques journées de travail qu'elle offre contre des aliments. Le profit que les bénéficiaires (les "populations cibles") en tirent pour eux-mêmes, quelle qu'en soit la forme, n'est que fort mince (le mince "filet de sécurité" de la Banque mondiale juste suffisant pour éviter la révolte redoutée des pauvres), et il convient de ne pas se laisser abuser quand la dépendance ainsi acquise conduit ceux-ci, de même que les autorités de tout niveau, à en réclamer la pérennité. L'exemple de la Bolivie montre que cette aide, même en l'absence de toute catastrophe d'origine naturelle ou humaine, s'avère incapable de renverser une situation de dénutrition lorsque l'ampleur de celle-ci est devenue trop considérable.

C'est en réalité ailleurs que se situent les principaux bénéficiaires et bénéficiaires de l'aide alimentaire. Pour l'essentiel, cette aide a en effet servi à constituer une rente de situation à la fois pour une classe d'intermédiaires, celle des minotiers<sup>30</sup>, et pour une minorité d'agriculteurs, ceux de Santa Cruz, en même temps que, dans un autre domaine, elle servait de couverture à la répression menée dans le Chaparé.

On pourrait certes estimer que dans l'Orient l'aide alimentaire a bien joué un rôle de moyen de développement, mais l'objectif visé, et en passe d'être atteint, ne fut en réalité que celui d'une augmentation de la production nationale de blé (jusqu'à obtenir une quasi autosuffisance pour cette partie du pays et constituer les deux tiers de la production nationale), mais nullement celui d'un développement régional et moins encore national "intégré". L'opération a permis la promotion d'une nouvelle classe d'agriculteurs capitalistes produisant à la fois pour l'exportation (culture du soja) et pour le marché national (culture du blé en contre-saison), et n'a nullement profité à l'agriculture déjà existante, celle des paysans. Bien au contraire ceux-ci ont perdu, dans cette opération, le marché du blé auquel ils avaient précédemment accès dans le cadre de leur petite polyculture (Prudencio, 1990). Plus encore, ils se sont vus progressivement privés par les producteurs de Santa Cruz, du rôle de fournisseurs de semences qui avait pu être le leur initialement.

L'autre principal bénéficiaire de l'aide alimentaire est l'Etat et ses finances, en ce sens que les dons ont permis d'éviter les sorties de devises qu'aurait supposé l'importation commerciale des mêmes produits. La valeur des dons alimentaires reçus se situait, au début des années 90, entre 45 et 50 millions de dollars annuels<sup>31</sup>. Leur importance par rapport aux importations commerciales varie certes selon les produits et selon les années. En 1990, les dons de lait représentaient 30 % de la valeur des importations commerciales du même produit, ceux d'huile comestible 98 %, ceux d'avoine 4 %, ceux de haricots 9 %, ceux de lentilles 395 % et, pour l'ensemble de ces six

<sup>30</sup> La liste de ces intermédiaires devrait être complétée par celle des nombreux responsables politiques et autres qui, au passage, prennent indûment leur part.

<sup>31</sup> Montant approximatif, étant donné la variation des chiffres selon les sources. Aucune instance gouvernementale n'enregistre de façon claire la valeur respective des importations et des dons alimentaires.

produits, 104,6 %. Mais dans ce rôle de réducteur du déficit commercial, la part principale revient, bien sûr, aux dons de blé et de farine : leur valeur, 32 millions de dollars en 1990, représentait 648 % des importations commerciales des mêmes produits<sup>32</sup>, 63,5 % des importations alimentaires et 4,5 % du total des importations. Pour 1991, les mêmes relations étaient de 211 %, 45 % et 2,9 %, pour une valeur de 29 millions de dollars.

L'économie ainsi réalisée par l'Etat est donc importante, sans qu'il faille cependant oublier le manque à gagner que représente pour les finances publiques l'exonération de taxes à l'importation dont bénéficie l'aide alimentaire. Nul doute que les 3,5 millions de dollars perçus en 1992 sur les importations commerciales de blé se seraient trouvés doublés sinon triplés, n'eût été cette aide... mais les taxes sur les importations sont aujourd'hui sujet tabou.

Force est de conclure que la voie du "développement par l'aide alimentaire" n'a pas été efficace et que ce qu'il en reste, quelque 20 ans plus tard, n'est pas le "développement" du pays, mais la confortation d'une agriculture duale et nullement rendue fiable pour autant. Elle est constituée, d'une part de paysans, majoritaires dans le secteur agricole mais qui s'en trouvent encore un peu plus marginalisés, d'autre part de quelques entrepreneurs agro-industriels produisant avant tout pour l'exportation et suffisamment bien placés politiquement pour profiter des fonds de contrepartie et mettre en place une grande culture du blé dont les coûts de production restent cependant supérieurs aux prix internationaux.

#### b) Le futur incertain

Or on s'aperçoit enfin aujourd'hui que cette solution n'est pas durable, c'est-à-dire capable de garantir sur le long terme l'approvisionnement en blé du pays. La Bolivie, comme bien d'autres pays pauvres, voit en effet fondre tout à coup de façon drastique les aides internationales qui lui étaient accordées depuis tant d'années. Un tel changement ne manque pas de mettre en péril une économie que, depuis si longtemps, les dirigeants laissaient imprudemment porter à bout de bras par les Etats-Unis.

En mars 1994, l'Union européenne décidait de suspendre son aide alimentaire et soumettait sa reprise à l'élaboration d'une stratégie de sécurité alimentaire nationale. Au début 1995, l'USAID décidait de suspendre la totalité de son aide apportée par le Titre III de la P.L. 480, tout en maintenant provisoirement celle du Titre II, et le Canada suivait la même politique en cessant ses envois pour 1994 et 1995. Sans prendre de décision aussi abrupte, le PAM, après une mission d'évaluation en 1995, soumet désormais, comme la CEE, la poursuite de son aide à l'élaboration d'une politique nationale de sécurité alimentaire et à une révision du système des contreparties. Où donc trouver désormais les quelque 170 000 tonnes de blé et de farine qu'apportait l'aide soudainement supprimée, quand les prévisions montrent que les coûts des importations alimentaires pour l'ensemble des pays en développement devrait augmenter ?<sup>33</sup> Et où trouver les 12 millions de dollars que les producteurs de blé de l'Orient s'étaient habitués à recevoir ? Déjà le prix du pain au cours des six derniers mois de 1995, a augmenté de 30 %.

<sup>32</sup> Importations de blé seulement, les importations commerciales de farine étant interdites.

<sup>33</sup> *Courrier de la Planète*, septembre-octobre 1996.

On peut imaginer plusieurs scénarios, dont aucun n'échappe cependant à cette réflexion faite voici plus de dix ans : *"Etant donnée la place qu'occupe l'aide alimentaire dans le contexte des relations économiques internationales, la remise en question de cette dernière passe fatalement par la redéfinition des politiques agricoles menées dans les pays industrialisés mais aussi de l'ensemble des relations Nord-Sud"* (Solagral, 1984).

Première éventualité : conformément à l'option néolibérale, le gouvernement maintient sa volonté de réduire les barrières douanières qui bénéficient aux producteurs de Santa Cruz, supprime la subvention de fait qui leur est versée, et comble le déficit dû à l'arrêt des dons alimentaires par des importations de blé argentin ou paraguayen (à 165 dollars la tonne, quand le prix garanti aux producteurs de Santa Cruz était de 180 dollars)<sup>34</sup>. Dans ce cas, en bonne logique capitaliste les producteurs de Santa Cruz abandonnent la partie et substituent la culture du tournesol à celle du blé. Le problème de la sécurité alimentaire du pays reste donc entier. La résistance qu'opposent ces entrepreneurs à la disparition pourtant programmée des barrières douanières, montre qu'une telle éventualité n'est nullement à écarter. Spéculateurs avant tout, ils peuvent fort bien renoncer sans états d'âme à la production du blé si elle ne s'avère plus rentable et l'ont déjà fait savoir. Les vertus du marché, c'est aussi cela...

Deuxième éventualité, non moins plausible dans le contexte d'agressive promotion des exportations menée par les Etats-Unis : ce dernier pays met au point, en direction de la Bolivie, un système particulier d'exportations en remplacement de l'aide antérieure. Il semble, en effet, que l'on s'achemine vers une réactivation du Titre I de la P.L. 480, celui qui permet des achats alimentaires à crédit et payables en dollars, nouvelle confirmation que l'aide alimentaire ne sert jamais qu'à ouvrir de nouveaux marchés aux exportateurs du Nord. L'hypothèse n'exclut pas que des pays tiers, en particulier la France, ne tentent de mettre à profit la situation pour placer en Bolivie leur surproduction agricole sous forme d'aide bilatérale, mais les stratégies géopolitiques font que celle-ci ne pourra que rester marginale.

Ou bien est-il permis de rêver, c'est-à-dire d'imaginer une troisième éventualité : celle selon laquelle les pouvoirs publics, enfin rendus plus avisés dans l'utilisation des fonds reçus, élaboreront une réelle stratégie de sécurité alimentaire nationale en se tournant par exemple vers l'Association des producteurs de blé (APT) qu'ont formée les petits agriculteurs des départements cultivant traditionnellement cette céréale, de façon à les aider financièrement et techniquement à en développer la culture et à accéder au marché ?

La solution la plus sage n'aurait-elle pas été, en effet, de voir moins grand et, s'il faut des modèles, de choisir non pas celui des plaines du Middle West d'ailleurs en crise profonde, mais celui d'une agriculture de paysans déjà en place et dont l'organisation communautaire séculaire aurait pu, grâce à toute l'aide alimentaire reçue et à défaut de crédits agricoles, servir de base au redéploiement d'une culture qu'ils ont spontanément adoptée et intégrée à leur système de production depuis la colonisation espagnole ? L'occasion de changer d'orientation est encore là, mais les "décideurs" sauront-ils la saisir ? Ou bien s'en remettront-ils, encore une fois, aux seules "lois du marché" ? Mais qui sont les véritables "décideurs" en Bolivie ?

---

<sup>34</sup> Le problème du financement de ces importations restant cependant posé.

## 5. Le choix d'une stratégie alimentaire

L'apparent regain d'intérêt pour la question de la sécurité alimentaire qui se manifeste par l'organisation de conférences et colloques internationaux variés, ne doit pas faire illusion. De même que pour la pauvreté, ce n'est probablement là qu'une récupération par la pensée dominante d'un problème qu'elle ne peut plus feindre d'ignorer mais qu'elle ne saura pas davantage résoudre, dans la mesure où elle reste enfermée dans son carcan théorique. Si, en de telles rencontres, personne ne conteste l'ardente obligation d'une lutte, aussi bien contre la pauvreté que contre la malnutrition et pour la sécurité alimentaire, le consensus s'arrête là, et les propositions également, parce qu'au delà naissent les divergences, lorsqu'il faut définir priorités et stratégies. On entre alors dans le domaine des ambiguïtés ou du non-dit, des ententes tacites ou des oppositions feutrées, et de l'immobilisme diplomatiquement consenti.

Il est donc nécessaire de définir beaucoup plus clairement que ne peuvent le faire des rencontres au sommet, ce que doit être, concrètement et pour chaque pays concerné, une stratégie alimentaire adaptée aux réalités particulières de chacun. Depuis 1995, le gouvernement bolivien se trouve acculé à définir une stratégie alimentaire (appelée *Estrategia de Seguridad Alimentaria - ESA*) qui devrait être mise au point pour 1997. Compte tenu de tout ce qui précède, une telle stratégie, pour être concrète, devrait être construite en fonction des trois questions "opérationnelles" suivantes : Quels doivent en être les acteurs ? Quel doit en être le contenu ? Où doit-elle s'appliquer ?

La stratégie ici proposée rejette l'idée, aujourd'hui dominante, selon laquelle le développement économique national est une notion dépassée, la division internationale du travail et la liberté des échanges répondant à tous les besoins, en particulier aux besoins alimentaires. Elle consiste au contraire à insister sur l'importance de la production nationale pour une sécurité alimentaire durable, et à rappeler cette vérité, pourtant de bon sens, selon laquelle le but premier de l'activité agricole est de nourrir la population du pays et non de produire pour l'exportation afin de rembourser la dette externe. Considérer que la satisfaction des besoins alimentaires nationaux doit être l'objectif prioritaire de l'activité agricole, ne peut éviter de contester le présupposé selon lequel les "bienfaits naturels" du marché et la liberté des échanges internationaux suffisent par eux-mêmes à assurer la sécurité alimentaire des pays pauvres<sup>35</sup>. Ce qui est proposé ici est une révision, au besoin progressive, des choix qui déterminent jusqu'à présent la situation alimentaire et nutritionnelle du pays.

En réalité, de tels choix n'ont pas été faits en Bolivie, ou plutôt ils ont été fait "en creux", de façon "dérivée", presque "naturelle", par "les forces du marché" auxquelles le pays a été ouvertement livré à partir de 1985, et donc décidé par d'autres que les Boliviens et pas nécessairement à leur profit. Les éléments de cette politique concernant le domaine alimentaire sont simples et aujourd'hui devenus passe-partout : priorité absolue au développement des exportations, désengagement de l'Etat du contrôle du marché et remise au secteur privé de la commercialisation et de ses infrastructures, concentration des investissements dans les zones et sur les projets à haute potentialité d'exportation. Dans ce cadre, "*la sécurité alimentaire*", rappelle

<sup>35</sup> Le présupposé serait-il enfin remis en cause ? Selon le directeur de l'USAID, "*Tout le monde s'accorde à le reconnaître, la sécurité alimentaire de tous est un bien commun que le marché à lui seul ne peut produire*" (J. Van Dusen Lewis, *Courrier de la Planète*, septembre-octobre 1996).

Courade (1996), *"n'est jamais un objectif explicite des nouvelles politiques qui en redéfinissent cependant les termes. Ajustement structurel et libéralisation enferment la sécurité alimentaire dans un étau difficile à desserrer : régulation des échanges par le marché et un minimum d'Etat"*. La situation économique et sociale actuelle de la Bolivie montre les limites et les méfaits de cette option en vigueur depuis plus de dix ans et la nécessité d'en changer.

a) Quels acteurs ?

Rejetant l'idée qu'une sécurité alimentaire durable peut être fondée sur les importations ou sur les dons, la stratégie proposée suppose un renversement des politiques menées depuis les années 1970 en Bolivie. Elle rejette de la même façon cette autre réponse à la question alimentaire qui n'a pas disparu de la pensée libérale et prévaut encore à la FAO, celle selon laquelle la solution consiste avant tout à produire davantage sur le modèle capitaliste intensif de l'agriculture occidentale, ce qui revient à confier, grâce à une forte injection de capitaux, la sécurité alimentaire à une poignée de grandes entreprises agro-alimentaires qui, par ailleurs (ou principalement) produisent pour l'exportation<sup>36</sup>. Le modèle ne fait d'ailleurs que reproduire celui qui prévaut au niveau mondial où une vingtaine d'entreprises multinationales contrôlent le commerce des produits alimentaires de base. On a vu les risques auxquels ce choix soumet désormais la Bolivie, risques qui n'ont rien de surprenant dans la mesure où la sécurité alimentaire ne constituait en rien l'objectif des politiques définies par les organismes financiers internationaux et mises en oeuvre sans ménagements par les dirigeants boliviens.

Il est de toute évidence aberrant de prétendre appliquer dans des pays pauvres comme la Bolivie mais où la main-d'oeuvre abonde et les emplois manquent, les modes d'accroissement de la productivité agricole utilisés en des circonstances tout autres par les pays occidentaux. Le résultat d'un tel choix a été l'implantation, en Bolivie comme en bien d'autres pays d'Amérique latine, d'un modèle agricole bimodal selon l'expression de l'économiste Bruce Johnston : *"Les grandes exploitations monopolisent non seulement la terre, mais aussi l'accès aux autres facteurs de production, au crédit, au marché des produits, ou encore l'usage des services publics (recherche, encadrement technique) et des infrastructures (irrigation, transport, stockage). Elles obtiennent de leur position sur les marchés, de leur pouvoir politique local ou de leur influence sur l'Etat, des rapports de prix extrêmement avantageux, souvent distorsionnés par rapport aux raretés relatives ... les politiques agricoles dans de telles situations suivent la ligne de plus grande pente et accentuent les inégalités sociales déjà fortes en agriculture"* (Mounier, 1992).

Le premier redressement qui s'impose, d'ordre théorique, consiste donc à rendre son sens à l'activité agricole. Il est certain que le rythme de la croissance de la production agro-alimentaire doit être au moins égal à celui de la population ou, mieux encore, supérieur si l'on prend en compte l'amélioration souhaitable des niveaux de vie. La nécessité d'accroître cette production s'impose à la Bolivie, mais d'abord pour nourrir la population bolivienne et non pour exporter, contrairement à la vulgate imposée. Il convient de rendre à la production nationale son rôle, celui de nourrir la population nationale, et cette production doit être protégée, sinon globalement, au moins de façon sélective dans le temps et en fonction de productions choisies et considérées

---

<sup>36</sup> *"Da la impresión que este proceso macroeconómico no quiere dejar espacio o viabilidad a políticas sectoriales de tipo "seguridad alimentaria"*, écrit, peut-être sans naïveté, le rapport de la CEE à propos de la Bolivie (Abbès, 1996).

comme stratégiques. Il n'est pas inutile de rappeler ici la réflexion de Solón Barraclough de l'UNRISD, à propos des dons alimentaires en Bolivie : "*Un gouvernement qui ne sait pas protéger la production nationale et la consommation nationale, d'une certaine façon, n'a pas de légitimité*" (in : Prudencio, Arrieta, 1989). Historiquement, aucun développement agricole ne s'est produit nulle part sans un minimum de protection par les pouvoirs publics.

A l'opposé de ce qui a été fait et constitue encore la règle, le choix d'une stratégie alimentaire alternative pour la Bolivie doit se fonder non sur des théories passe-partout, mais sur les réalités propres à ce pays. Rappelons-en les principaux aspects :

- une population nationale relativement peu nombreuse eu égard à l'étendue du territoire, pauvre et dont près de la moitié (47 %) est active dans l'agriculture, cas original mais chance aussi, parmi les autres pays du sous-continent,
- un potentiel de production agricole très diversifié et largement sous-utilisé,
- une distribution inadéquate des terres entre les producteurs,
- une agro-industrialisation faible et en récession (si l'on excepte le cas très particulier de la minoterie),
- un sous-équipement du réseau d'infrastructures de transport et de communication,
- enfin une situation d'enclavement géographique, contrainte nullement négligeable pour une économie que l'on voudrait totalement intégrée aux échanges mondiaux, et qui s'ajoute à la précédente pour renchérir le coût des échanges.

Une autre réalité, très positive, ne doit pas être perdue de vue non plus : contrairement à d'autres pays pauvres, en particulier africains, structurellement incapables de se nourrir et qui ne pourraient survivre sans apport alimentaire extérieur, la Bolivie possède des ressources amplement suffisantes et variées pour répondre aux besoins de sa population.

Or on sait parfaitement que pour remplacer cette "*machine à produire la pauvreté*" qu'est le modèle agricole bimodal implanté en Bolivie depuis les années 1970, un modèle unimodal a fait ses preuves dans les pays d'Asie du Sud-Est (Japon, Chine, Viêt-nam), celui qui vise à accroître à la fois à la fois la production agricole et le niveau de l'emploi rural, (Mounier, *o. c.*). Certes il s'agit toujours de combiner intensification dans l'usage de la terre et augmentation des rendements, mais la caractéristique de ce "mode de croissance asiatique" est que le développement agricole est obtenu davantage par une meilleure productivité de la terre que par une meilleure productivité du travail. Il ne s'agit plus ici de réaliser des économies d'échelle à la faveur d'une mécanisation du travail agricole qui vide la campagne de ses hommes ou les transforme en salariés agricoles saisonniers, mais de permettre à tous les agriculteurs de participer à l'augmentation de la production et de rester sur place en produisant davantage. Il s'agit de promouvoir l'emploi agricole et non le capital agricole en sélectionnant les techniques favorables à cette fin et en écartant sciemment les autres.

Accepter cette idée que le progrès ne passe pas nécessairement par une incorporation toujours plus intensive de capital dans la production constitue une sorte de "révolution culturelle" que les dirigeants actuels du pays ne sont probablement pas prêts d'admettre et que, par leur culture, les peuples autochtones sont certainement mieux préparés à comprendre.

Cette voie paysanne, parfois appelée troisième voie parce qu'elle diffère à la fois du capitalisme de la révolution verte et du collectivisme, est effectivement la plus adaptée à la situation démographique et agricole bolivienne ; elle présente en outre l'avantage de pouvoir concilier efficacité et équité. *"Une stratégie de développement agricole centrée sur les petites exploitations plutôt que sur les grandes, écrit le PNUD (1996), accroît dans le même temps l'efficacité sociale de l'utilisation des ressources dans l'agriculture, d'une part, et l'équité sociale, d'autre part, via la création d'emplois et la répartition plus équitable du revenu que génère ces petites exploitations agricoles"*. Dans la pensée économique dominante, de tels *"systèmes intensifs à dominante travail"*, selon la terminologie de R. Badouin, ne sont considérés que comme la première étape dans la voie d'une intensification qui doit nécessairement aboutir à des *"systèmes intensifs à dominante capital d'exploitation"*<sup>37</sup>. Ce modèle d'évolution, inspiré de l'exemple des plaines du Middle West ou d'Ukraine, ne saurait évidemment convenir en Bolivie dont les réalités agricoles et démographiques sont tout autres. On a vu combien la tentative de l'appliquer dans l'Orient bolivien n'est guère concluante pour la sécurité alimentaire du pays.

Il est donc réconfortant que le choix de cette voie paysanne soit celle que préconise la Communauté Européenne dans sa participation à l'élaboration d'une "Stratégie de sécurité alimentaire" que devrait mettre en place la Bolivie, selon la recommandation de ses bailleurs d'aide, même si, curieusement, une telle option paraît en contradiction avec celles prises par le même organisme dans les pays européens<sup>38</sup>. Le premier point de la proposition de la CEE consiste, en effet, à apporter, *"dans les zones les plus pauvres du pays, [une aide à] la petite agriculture paysanne, [afin de] contribuer à la viabilité économique de la petite agriculture familiale et à la stabilisation des emplois agricoles dans ces régions. On cherchera en particulier à renforcer la capacité de production alimentaire pour l'auto-consommation et, dans la mesure du possible, l'augmentation de la superficie cultivée et de la productivité des cultures locales susceptibles de générer un revenu monétaire pour le producteur"* (Abbés, 1995). Un don de quatre millions d'écus (environ 3,2 millions de dollars) a ainsi été accordé pour aider la Bolivie à mettre en place son *"Programa de Apoyo a la Seguridad Alimentaria"*<sup>39</sup>.

La proposition implique que les dirigeants du pays acceptent enfin de croire qu'une évolution de l'agriculture paysanne vers de meilleurs rendements est possible, à condition qu'elle se fasse sans rupture avec le système en place et vise au contraire à l'améliorer tout en lui gardant sa logique propre. On peut trouver ailleurs, par exemple au Mexique, des exemples anciens et réussis d'une

---

<sup>37</sup> R. Badouin, 1981 : l'analyse économique du système productif en agriculture", cit. Ph. Couty 1989. *"Il faut, écrit ainsi Couty, que très vite l'intensification cesse d'exiger surtout du travail, et qu'elle commence à recourir aux consommations intermédiaires et au capital d'exploitation"*.

<sup>38</sup> Ainsi A. le Naëlou (1996) écrit-elle : *"Alors qu'à l'intérieur de ses frontières, l'Union Européenne continue de mener une politique malthusienne en programmant la disparition des millions d'exploitations agricoles exclues économiquement des normes européennes, en Bolivie, au Pérou, et plus récemment aux Philippines, tout au contraire, elle conduit une politique de valorisation et d'intégration des petites communautés paysannes et de développement d'une agriculture paysanne"*. Peut-être une telle option n'a-t-elle d'autre justification finale qu'une volonté de se démarquer des orientations fortement préconisées par les Etats-Unis.

<sup>39</sup> *Presencia*, 27.09.1996. On ne peut que regretter que, parallèlement, la Communauté européenne se soit fait une obligation de promettre 37 millions de dollars pour contribuer à remplir ce "tonneau des Danaïdes" que constitue le "développement alternatif du Chaparé".

telle évolution<sup>40</sup>. Mais leur réussite sera d'autant moins probable qu'ils devront se situer à contre-courant de la politique économique actuellement choisie.

b) Quels objectifs ?

Il s'agit, dans une stratégie alimentaire réaliste et efficace, non seulement de produire davantage, mais encore de choisir des priorités dans cette production, de protéger ensuite ces priorités que l'on s'est données, et de faire en sorte que l'accès aux accroissements de production obtenus soit à la portée de ceux qui sont censés en bénéficier.

- Produire

Produire intensivement et sur des surfaces toujours plus étendues, du soja, du blé et de la canne à sucre ne résoudra pas la question alimentaire en Bolivie. Si l'on peut admettre que développer ici un certain agro-capitalisme est utile pour équilibrer la balance financière du pays, négliger de ce fait la majorité des producteurs agricoles sous prétexte que le marché international pourvoira à la demande alimentaire est une lourde erreur.

L'effort de production ne saurait évidemment être tous azimuts. Estimant qu'une priorité doit être accordée au blé, les experts de la CEE proposent avec raison de financer non plus les agro-exportateurs de l'Orient, mais les projets élaborés par l'Association des producteurs de blé (APT) "*qui regroupe de nombreux petits producteurs des zones traditionnellement productrices de blé dans les départements de Cochabamba, Chuquisaca, Potosí et Tarija*" (Abbés, 1996).

Plus discutable est, par contre, le choix du second produit dont ils se proposent de promouvoir la production, le lait ; ce choix semble plutôt résulter de la pression des lobbies européens ou d'une référence latente à un eurocentrisme alimentaire. Certes cette production connaît des difficultés et reste faible, mais dans une situation assez paradoxale, faite à la fois celle de pénurie et de surabondance : pénurie face aux demandes de protéines animales qui nous paraissent pouvoir être ainsi facilement satisfaites, surabondance parce que cette consommation n'est pas dans les habitudes boliviennes et que certaines usines PIL ne réussissent même pas à écouler leur production (Franqueville, 1993). On ne doit certes pas sous-estimer l'importance des résultats obtenus par le PAM ni de nier l'efficacité nutritionnelle du verre de lait quotidien distribué aux enfants des écoles, mais s'il s'agit de procurer aux Boliviens un aliment riche en calcium, il en existe dans la panoplie des cultures andines qui poseraient moins de problèmes techniques que l'adaptation d'un élevage laitier aux rigueurs de la haute altitude, et éviteraient la dépendance des importations occidentales.

Un choix plus judicieux serait en effet de porter l'effort sur la production des plantes autochtones en raison de leur valeur alimentaire. Parmi les productions prioritaires, le choix de ces plantes semble en effet s'imposer et, en la matière, une révision des politiques habituelles et des idées reçues paraît affaire de bon sens. On a vu les qualités nutritives des cultures andines (quinoa,

---

<sup>40</sup> Cf. C. Cortez Ruiz : La difícil construcción de alternativas sociales frente a las crisis de la agricultura campesina. La dimensión ecológica. Colloque international de Chantilly : Agriculture paysanne et question alimentaire (20-23 février 1996), 17 p. mult.

*kiwicha, tarhui*, etc.), et on connaît le savoir-faire des paysans en la matière. L'apport en calcium de la quinoa équivaut à celui du blé (entre 50 et 60 mg pour 100 g de portion comestible), celui de la *kaiñawa* est encore plus élevé (130 à 135 mg)<sup>41</sup> et justifierait que l'on s'intéresse de près à cette plante.

Les recherches agronomiques sont ici beaucoup moins avancées que pour les plantes "classiques" (blé, riz), et les techniques de transformation sont bien souvent encore à mettre au point. L'université San Simón de Cochabamba conduit cependant sur ce point des expériences intéressantes qui pourraient servir de base à une revalorisation de ces cultures. De même en est-il pour cette autre plante autochtone qui constitue la nourriture de base de la majorité des Boliviens, ceux qui habitent l'ouest du pays, la pomme de terre, dont, on l'a vu, les récoltes demeurent soumises à de forts aléas ; les politiques agricoles ne lui ont jamais accordé de véritable priorité. Les recherches agronomiques menées depuis longtemps sur cette plante, tant en Bolivie qu'au Pérou (le Centre international de la pomme de terre se trouve à Lima), devraient permettre à bref délai des progrès significatifs de cette culture paysanne, si une véritable priorité lui était accordée.

L'urgence est en effet là. *"S'ils ne veulent pas perdre leurs marchés internes, les producteurs agricoles et les fabricants d'aliments doivent produire ce qu'exigent les consommateurs urbains ou élaborer, conditionner et commercialiser leurs produits traditionnels de façon à les adapter au style de vie urbain"*, écrit le bulletin de l'IFPRI<sup>42</sup>. Mais qui leur en donnera les moyens ? Les projets de coopération internationale trouvent ici un domaine encore largement ouvert.

Enfin, si la priorité accordée aux cultures andines se justifie par les améliorations qu'elle apporterait à une grande partie de la population bolivienne, elle ne doit pas occulter l'existence d'autres plantes autochtones des Vallées et de l'Orient (manioc, banane plantain et aussi multiples fruits tropicaux) dont la promotion n'est pas sans intérêt pour l'alimentation régionale. Dans une stratégie nationale de sécurité alimentaire, il serait en effet erroné de limiter les priorités à un ou deux aliments que l'on déclarerait stratégiques, quand la variété des productions qu'autorise ici la diversité écologique peut être mise à profit par chacune des régions et faire qu'à sa manière chacune subvienne à l'essentiel de son alimentation. On peut espérer que les politiques de décentralisation permettront d'éviter le piège des stratégies passe-partout.

Mais le problème, en matière de plantes autochtones, n'est pas uniquement agronomique ni technique, il est aussi culturel et passe par une revalorisation de ces aliments absurdement dépréciés pendant des siècles. Le rôle des nutritionnistes, des acteurs sociaux en général, et des médias est à cet égard essentiel.

- Protéger

Fonder la sécurité alimentaire sur la paysannerie suppose protéger la production paysanne des importations à bas prix et des dons d'aliments, ce qui signifie pour le moins un réaménagement des politiques en vigueur. Il s'agit, bien sûr de protéger les choix ainsi faits contre les agressions des marchés extérieurs, marchés occidentaux, mais aussi marché argentin, toujours dopés par des

<sup>41</sup> Villegas, Guzmán : *Tabla compilada de composición química de alimentos*, 1993.

<sup>42</sup> James L. Garret : *La agricultura puede tender la mano a las ciudades. Informe IFPRI*, juin 1996.

subventions que la rhétorique de l'Organisation mondiale du commerce n'a pas réellement supprimées. Si cette protection est particulièrement nécessaire pour le blé (ce qui supposerait une volonté politique inusitée), elle ne sera pas non plus superflue pour la pomme de terre dont les importations commerciales et de contrebande venant du Chili sont assez communes en Bolivie.

Il s'agit aussi d'une autre protection, celle des moyens de production. Le premier d'entre eux est la terre. On a vu quelle est la situation foncière bolivienne, celle d'une extrême inégalité dans la distribution de la propriété, la terre n'étant généralement pas aux mains de ceux qui pourraient le mieux la mettre en valeur, et il est à craindre que la réforme que le gouvernement veut imposer avec la loi INRA (*Instituto Nacional de Reforma Agraria*) n'apporte pas la solution la plus souhaitable au problème. Outre ce règlement de la situation foncière, une politique nationale de défense et de restauration des sols devrait, d'urgence, être mise en oeuvre, alors que le problème, grave dans ce pays et signalé depuis longtemps par des organismes privés, ne retient l'attention des pouvoirs publics que dans la mesure où il répond à la mode du jour et promet ainsi quelques crédits. Pour qu'une telle politique soit efficace, sa réalisation devrait évidemment être confiée au savoir-faire incomparable des paysans, en les aidant à reprendre et à améliorer leurs techniques séculaires de lutte contre l'érosion et de mise en valeur des sols.

L'accès aux intrants comme au crédit agricole constitue encore une autre façon de protéger les priorités choisies, intrants dont l'usage devrait être mieux enseigné aux producteurs et dont la sélection judicieuse n'entraînerait pas une autre dépendance externe. A cet égard aussi, les recherches menées dans le cadre de la faculté d'Agronomie de Cochabamba sur les pratiques traditionnelles de fertilisation devraient être considérées de près et mises à profit.

- Distribuer

"On a montré, écrit J. Prudencio (1996), que les zones rurales les mieux dotées en infrastructures, étaient les plus dynamiques et les plus aptes à adopter les innovations, parce qu'elles avaient plus aisément accès aux inputs industriels et parce qu'elles étaient mieux reliées aux marchés". Le problème de la distribution est celui des infrastructures de circulation des produits agro-alimentaires. Infrastructures de transport dont on a vu la déficience, et qui doivent être améliorées pour permettre les échanges non seulement entre campagnes et villes, mais aussi entre chacune des régions du pays aux productions souvent complémentaires, et encore à l'intérieur même de chaque région. L'accroissement de la production alimentaire ne peut être durable et profiter aux différents secteurs de la population que s'il est accompagné d'un développement des infrastructures permettant une distribution régulière et rapide des produits et leur mise à disposition pour la consommation en quantités suffisantes et stables. En outre, une amélioration en ce sens, qui faciliterait les échanges de produits, réduirait fortement l'impact des aléas climatiques et éviterait de devoir systématiquement faire appel à l'aide d'urgence internationale.

De ce point de vue, le retard à combler est considérable en Bolivie, et il a conduit à une marginalisation de fait de nombreux producteurs. "*Une nouvelle géographie de la production vivrière se met en place*", écrit Courade (o. c.), "*donnant plus d'intérêt à l'agriculture urbaine et aux zones bien desservies par les transports. La libéralisation pose la question cruciale de l'existence d'un système de transport concurrentiel et adéquat pour faire vivre les marchés, tant*

*en Afrique sub-saharienne qu'en Bolivie*". Les voies de communication terrestres sont ici parmi les plus mauvaises et les moins sûres du sous-continent, les systèmes de stockage sont sous-dimensionnés dans les villes et inexistant dans les campagnes, là où les greniers de l'empire inca faisaient l'admiration des conquérants. Les réserves de sécurité disponibles sont si réduites que les barrages routiers (*bloqueos de camino*) constituent l'une des armes les plus efficaces des syndicats paysans. Revenir à des systèmes de stockage au plus près des lieux de consommation est une nécessité, les silos mis en place pour recevoir l'aide alimentaire pourraient retrouver là une utilisation dont tirerait enfin profit l'agriculture du pays.

Les circuits de commercialisation sont des plus complexes et anarchiques, dans la mesure où le petit commerce informel des vivres est devenu, par la force des choses, le mode de survie de bien des familles urbaines. Chacun tente de tirer parti d'un système dans lequel il est relativement facile de se glisser. Pour ce qui est des infrastructures de commercialisation, le déficit de la Bolivie n'est pas moins prononcé et c'est un autre domaine pour lequel l'Union européenne propose son intervention : *"Dans les zones rurales, en effet, n'existe généralement qu'un seul marché, au siège du municipio ; dans les autres bourgs n'existent que des foires hebdomadaires qui, habituellement, ne possèdent aucune infrastructure de vente ni de stockage et n'offrent pas les conditions sanitaires minimales requises. La construction ou l'amélioration de ces infrastructures permettrait de multiplier et de décentraliser la distribution des productions régionales et de donner à un plus grand nombre de consommateurs un accès régulier aux produits alimentaires dans des conditions d'hygiène et de qualité acceptables"* (Abbés, 1995).

Mais, dans ce secteur crucial de la commercialisation plus qu'en aucun autre, la sécurité alimentaire ne peut reposer exclusivement sur l'initiative privé. Celle-ci ne s'intéresse à l'approvisionnement que dans la mesure où elle y trouve avantage financier, ce qui exclut notamment de son champ d'activité les populations à faible pouvoir d'achat, ici la majorité, de même que les produits dont le coût de transport est trop élevé, quel que soit leur intérêt alimentaire. On voit mal, dans ces conditions, et sauf à ne rien vouloir changer à la situation actuelle, comment la Bolivie peut faire l'économie d'une politique volontariste visant une distribution équitable des productions alimentaires. En ce sens, la proposition de la Commission européenne de soutenir le développement des *"Ferias Populares"* (ou *"Ferias de Consumo"*) qui se sont mises en place dans les principales villes, est également d'un grand intérêt. En effet, comme l'explique le document cité, *"le système est fondé sur la constitution de petits regroupements de producteurs locaux qui réunissent leur produits et les vendent directement sur les marchés de la région ; il se révèle particulièrement efficace pour la vente directe des fruits, des légumes et de la viande ... Le système permet d'une part l'élimination des coûts d'intermédiation, et d'autre part une distribution plus intensive et plus large des productions locales"*. Ajoutons qu'il ne vise pas seulement à favoriser la vente de leurs produits par les petits agriculteurs, mais aussi l'accès à ces produits des populations urbaines les plus pauvres<sup>43</sup>.

---

<sup>43</sup> L'expérience s'inspire de celle menée au Venezuela depuis 1984 sous le nom de *Ferias de Consumo Familiar* (cf. *Courrier de la Planète*, n° 29, juillet-août 1995).

c) Augmenter l'offre ne suffit pas

But ultime de toute stratégie alimentaire, le niveau de la consommation constitue donc un élément clé de sa réussite et ne saurait donc être négligée. Si l'objectif global est bien d'obtenir une augmentation de la production et de meilleurs flux dans sa distribution, reste à savoir si le supplément obtenu va réellement là où il est le plus nécessaire.

Il est inévitable de choisir des priorités dans les lieux d'application d'une stratégie de sécurité alimentaire, lesquels doivent être à la fois les zones rurales reconnues "déprimées" et les quartiers urbains marginaux (curieusement ignorés dans la proposition de la CEE dont la démarche reste très agro-économique). Si le choix de ces derniers suppose des études ponctuelles précises, celui des zones rurales ne laisse pas place aux hésitations, toutes les recherches désignant quelques provinces des Vallées et de l'Altiplano et, plus globalement, les départements de Potosí; Chuquisaca et Cochabamba. La question est plutôt de savoir que faire dans ces provinces et ces quartiers.

Le projet de loi élaboré par le ministère du Développement humain, intitulé symboliquement PAN (*Plan Nacional de Alimentación y Nutrición*)<sup>44</sup> propose avec raison une substitution des productions alimentaires locales à l'aide alimentaire extérieure, mais consiste encore à conduire, dans les régions les plus déprimées du pays et pour les groupes de population les plus pauvres, des programmes très limités à l'aspect nutritionnel et pratiquement identiques à ceux développés précédemment par *Caritas*, ADRA, FHI, etc. : ses groupes-cibles seraient les enfants de 6 à 36 mois, les écoliers et les femmes enceintes, l'objectif restant d'apporter un complément à l'alimentation habituelle. Outre que rien ne dit qu'il sera adopté, ce projet paraît aussi court, face à l'ampleur du problème, que le système de l'aide alimentaire. Sans nier l'utilité à court terme d'une telle aide ponctuelle, il faut rappeler aussi que celle-ci est désormais un supplément habituel à la stratégie d'ajustement structurel de la Banque mondiale et qu'un ciblage réel et efficace des plus pauvres est extrêmement difficile : quelle que soit la méthode adoptée, "*le processus de sélection [des plus nécessiteux] risque d'être difficile et coûteux par rapport au nombre réduit des bénéficiaires ; or le coût du ciblage ne doit pas excéder les économies faites par rapport à un système de distribution non ciblé*" (Maire et al., 1995)<sup>45</sup>. On touche par là l'une des contradictions internes d'un système dont l'objectif est d'éviter de poser le vrai problème, celui de l'injuste distribution des ressources et de la réduction des emplois, et plus fondamentalement celui d'une société dont l'économie ne fonctionne que pour le profit de quelques-uns.

Une fois choisies les régions les plus pauvres, le premier pas consiste à mettre tout en oeuvre pour aider les paysans à produire davantage et à mieux tirer profit de leur production. Mais, contrairement à une idée simple et encore trop répandue, promouvoir la production agro-alimentaire ne va pas nécessairement dans le sens d'une meilleure sécurité pour tous, les exemples en sont nombreux. Réduire le risque agricole ne suffit pas à réduire du même coup le risque alimentaire, car même à la campagne, ce risque est structurellement risque économique. Produire davantage d'aliments ne profite aux paysans que si cette production peut être écoulée facilement

<sup>44</sup> Secretaría Nacional de Salud : Plan Nacional de Alimentación y Nutrición. Lineamientos estratégicos del Plan. Unicef-OPS/OMS. 1995. 61 p. La Paz.

<sup>45</sup> On trouvera dans cette publication une description détaillée et critique des stratégies classiques en matière de programmes nutritionnels ciblés.

et à bon prix. Mais produire davantage d'aliments peut aussi ne profiter qu'aux producteurs (et aux intermédiaires), faute d'un accès à cette production largement ouvert à tous les consommateurs, y compris à ceux dont le pouvoir d'achat reste faible. Faut-il rappeler le cas de l'Inde de la Révolution verte qui, en 1985, exportait son blé pour servir à l'alimentation animale en Union Soviétique, non pas parce que toute la population indienne mangeait à sa faim mais parce que la production record ne trouvait pas assez de consommateurs solvables, ou encore le cas du Brésil qui exporte des produits alimentaires quand seulement le tiers de sa population est alimenté convenablement ?

Il s'agit donc de favoriser le maintien des emplois, voire leur création, en milieu rural autant qu'en milieu urbain, par une politique qui limite cette dérive inhérente au capitalisme, agricole ou autre, selon laquelle le capital tend à chasser la main-d'oeuvre. *"Le capital étant une ressource rare, il s'agit là d'une solution socialement inefficace pour augmenter la production dans l'agriculture"* (PNUD, 1996). Affaire de bon sens, qui consiste à faire confiance à l'expérience des milliers de paysans autochtones pour nourrir le pays, c'est-à-dire à leur donner les moyens matériels et financiers de développer leur production au lieu de faire le choix, à leurs dépens, d'une agriculture capitaliste. Réforme de la distribution foncière, système de crédit accessible aux plus pauvres par une adaptation au fonctionnement communautaire des sociétés paysannes, mais tout cela en vue d'une intensification de la productivité obtenue par un ré-équilibre des facteurs de production. Une telle stratégie n'exclut pas le recours aux techniques modernes, mais doit chercher à promouvoir celles qui contribuent à créer des emplois agricoles et para-agricoles, non à les supprimer.

Mais le monde rural n'est pas seulement constitué d'agriculteurs qu'il faudrait soutenir de façon à leur donner d'autres alternatives que l'émigration pour réaliser leur projet social. Promouvoir l'emploi en milieu rural signifie aussi développer les emplois dérivés de l'activité agricole. La campagne n'est pas seulement un "gisement" de produits alimentaires qu'il faudrait exploiter au mieux des consommateurs urbains ni même des producteurs ruraux. Elle est un lieu de vie pour une grande partie des Boliviens et doit être prise en compte comme telle.

Le choix d'une politique alimentaire en milieu rural implique de favoriser d'autres activités inhérentes à ce milieu, souvent complémentaires de l'agriculture (artisanat, petite mécanique, conditionnement des produits et première transformation...) et aussi, pour le moins, de maintenir les équipements sociaux et commerciaux existants. Une conséquence positive des politiques de décentralisation (ou de "municipalisation") prévues, devrait être celle d'une meilleure efficacité des ressources déléguées et aussi d'un contrôle plus rigoureux de la population sur les décideurs (PNUD, *o. c.*), qui, il faut l'espérer, favoriseront des investissements locaux allant dans le sens d'une re-dynamisation économique du monde rural paysan. Il n'est pas hors de propos de rappeler ici l'exemple du Belize où une politique délibérée de hauts salaires ruraux a inversé en faveur des campagnes le sens des mouvements de migration, montrant par là que l'exode rural ne constitue en rien un phénomène irrémédiable (Laure, 1996).

L'idée ferait-elle son chemin au sein des organismes internationaux ? Le texte déjà cité de James Garret (IFPRI, 1996) pourrait en donner l'espoir : *"Les programmes visant à tendre des filets de sécurité, même s'ils peuvent aider à soulager la faim et la pauvreté à court terme dans les villes, sont avant tout des programmes de survie et non pas de développement. Sur le long terme, il faut*

*éradiquer la pauvreté et la malnutrition urbaines par des politiques qui favorisent une forte croissance de l'emploi et du revenu dans les zones rurales et urbaines, et permettent de profiter de l'apport considérable que peuvent offrir les zones rurales et le système de production alimentaire et agricole".*

Les deux clés de la solution, en milieu rural comme en milieu urbain marginal, se trouvent dans ce texte : ne pas séparer développement rural et développement urbain, et créer des emplois dans l'un et l'autre milieu. La création de revenus et donc d'emplois, ruraux comme urbains, et la stabilité de ces emplois constituent les impératifs incontournables d'une stratégie de sécurité alimentaire à long terme, au même titre que l'accroissement de la production agro-alimentaire.

En milieu urbain marginal peut-être plus qu'ailleurs, parce que la pauvreté y est plus visible, la tentation est grande de s'en tenir aux distributions, alimentaires ou autres, de charité. Cette époque est-elle réellement révolue en Bolivie ? Le début d'une solution serait plutôt ici celle d'un soutien à l'organisation des consommateurs pauvres et, pour le moins, d'une reconnaissance de l'efficacité sociale du secteur populaire de l'économie urbaine.

L'alimentation n'est pas seule en cause dans la sécurité alimentaire, et tout effort en ce domaine ne peut être efficace que s'il est accompagné d'une égale attention aux conditions de vie des populations pauvres, conditions sanitaires (au moins la fourniture d'eau potable) et accès physique et économique aux soins de santé. De même que l'aide alimentaire doit être intégrée dans une stratégie alimentaire d'ensemble, la sécurité alimentaire doit être intégrée à une politique globale de développement, régionale ou nationale. *"Une stratégie de sécurité alimentaire n'est qu'un élément d'une stratégie globale de développement et ne peut être élaborée en dehors de ses contraintes et en cohérence avec les options macro-économiques"* (Azoulay, Dillon, o. c.). L'ensemble des conditions de vie des populations doit être pris en compte : soins médicaux, éducation, accès à la terre, maîtrise de l'eau, accès au crédit, etc.

Or la recherche d'une telle sécurité, qui n'est pas uniquement alimentaire, n'entre nullement dans la cohérence des options actuelles. Des objectifs de véritable développement, agricole ou autre, dans les pays pauvres ne peuvent présenter que peu d'intérêt pour les capitaux internationaux, plus attirés par les profits immédiats des spéculations à court terme. C'est dire que la sécurité alimentaire suppose l'existence d'une volonté politique et ne saurait découler du laisser-faire préconisé par la pensée dominante.

*"La sécurité alimentaire ne peut être donnée en prime, si on ne l'affiche pas comme priorité des politiques économiques"* écrit Courade (o. c.). Y a-t-il quelque espoir d'un changement en ce sens en Bolivie ? Les nouveaux "municipes" auront-ils des moyens à la mesure de l'ampleur de la tâche ?

## **Conclusion**

En Bolivie plus qu'ailleurs doit être réfuté cet a priori, tellement fréquent qu'il fait l'objet d'un consensus tacite au sein des organismes internationaux, selon lequel l'insécurité alimentaire est systématiquement attribuée à une insuffisance de la production agricole, voire à une irrémédiable incapacité du pays à nourrir sa population.

Si le risque agricole ne peut être nié ou négligé, celui-ci ne doit pas être considéré comme la cause principale de l'insécurité alimentaire et de la dénutrition infantile qui persistent dans ce pays. Cette insécurité est d'abord celle de la situation économique de la population. A l'échange inégal et au risque commercial dont sont victimes les petits producteurs agricoles s'ajoutent, en milieu rural, les méfaits du sous-équipement sanitaire et social qui rendent dramatiquement irréversibles les conséquences des carences alimentaires. Pour les citadins, majoritairement pauvres ou récemment appauvris, la récession de l'économie programmée par l'ajustement structurel laisse peu d'espoir de trouver les ressources régulières liées à un emploi ou à un revenu stables, condition de toute sécurité alimentaire durable.

La solution de replâtrage mise en place depuis vingt ans, celle de l'aide alimentaire, arrive aujourd'hui à son heure de vérité, celle où les bailleurs d'aide trouvent le fardeau trop lourd pour qu'il reste gratuit. Des stratégies alternatives sont possibles, et la Bolivie a des capacités suffisantes pour les mener, la plus "soutenable" étant naturellement celle qui prend en compte les réalités économiques et sociales du pays. Pour autant qu'elle soit réellement choisie comme objectif politique, une stratégie de sécurité alimentaire, locale, régionale ou nationale, ne peut atteindre une quelconque efficacité qu'en étant associée à une stratégie globale de développement et de lutte contre la pauvreté dont elle n'est qu'une composante (Azoulay, Dillon, *o. c.*). Son application relève d'une volonté politique forte, alors qu'ici comme partout le "moins d'Etat" est à l'ordre du jour. La tentation demeure donc de s'en tenir encore à la "stratégie du pompier" illustrée par les aides d'urgence et les dons d'aliments aux groupes-cibles.

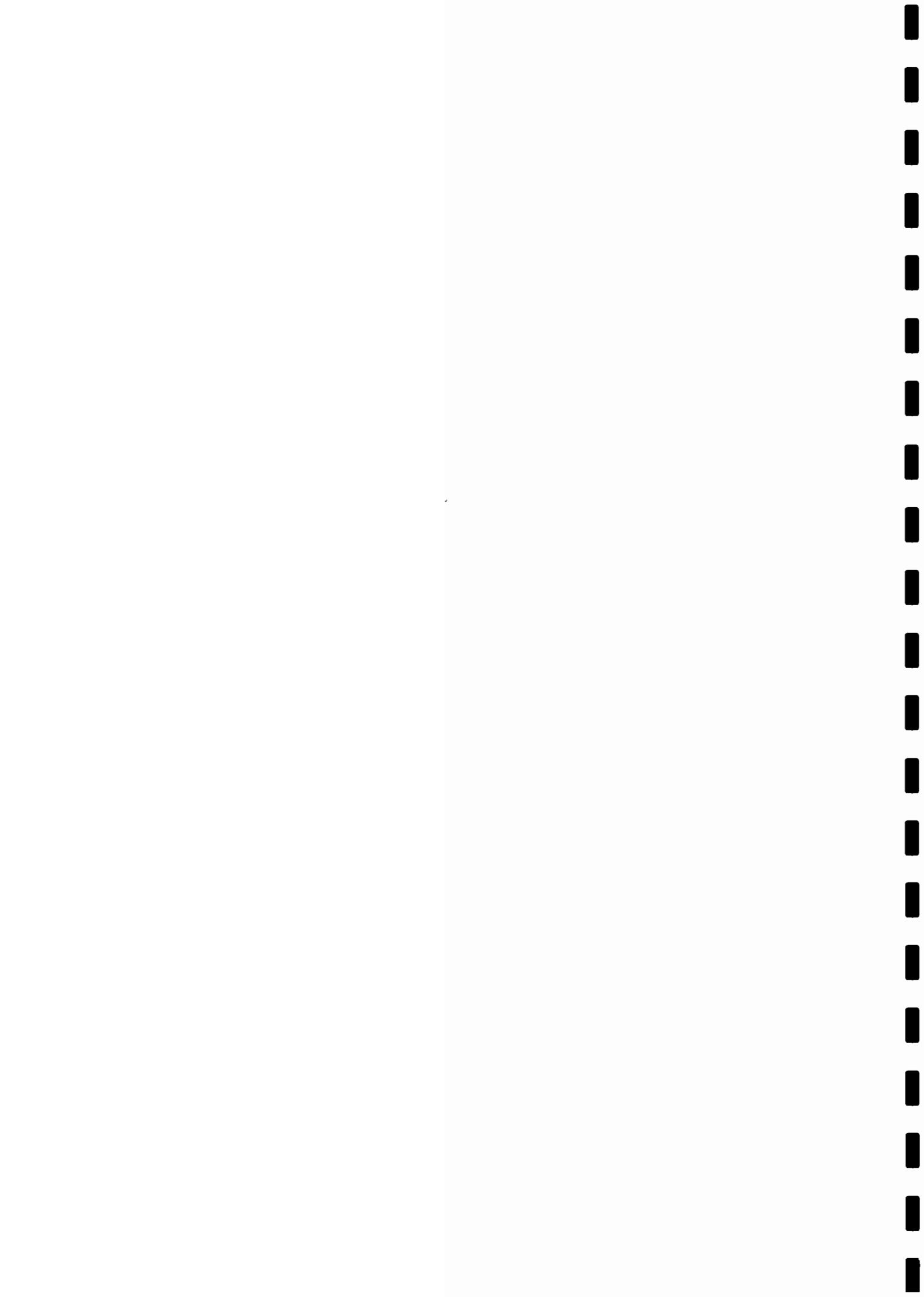
Existe-t-il des "décideurs" capables d'accepter des vérités aussi simples, de se libérer du credo ultra-libéral, ou encore de leur dépendance des crédits internationaux ? Les résistances à une approche globale du problème de la sécurité alimentaire, que Béghin signalait déjà en 1979, restent en effet les mêmes : celle des agences internationales dont le rôle et la raison d'être consistent à élaborer et mettre en oeuvre des projets de nature "interventionniste" et donc toujours partiels et ponctuels, repoussant chaque fois un peu plus loin une solution qui serait définitive. Et surtout ces résistances sont celles d'une idéologie selon laquelle les problèmes doivent être réglés par la technologie et le capital, sans rien changer à l'ordre économique et social<sup>46</sup>.

Pourtant, remettre l'économie sur ses pieds, rendre son sens à l'activité économique, et en particulier à l'activité agricole dont le but premier devrait être de répondre aux besoins de la population nationale et non à ceux des organismes financiers crispés sur le remboursement de la dette, constitue une priorité en Bolivie comme dans tous les pays pauvres. Mais peut-être faut-il encore évoquer une autre difficulté ? Etre un pays pauvre présente paradoxalement un avantage considérable, celui de pouvoir tendre la main, et la main qui reçoit n'est pas nécessairement celle du pauvre. Quand s'y ajoutent cet autre avantage d'être "le meilleur élève du FMI", et les

---

<sup>46</sup> *"The second reason for resistance is no doubt ideological : problems must and can be solved through the proper application of technology and capital. Nutrition can be improved without fundamental alteration of the basic economic and social order in developing countries"*, et, trop optimiste en exprimant l'idée au passé, l'auteur ajoute : *"People who were advocating the global approach to action - with inevitably substantial structural changes in the pattern of society, were considered, if not to be radicals, at least to be sitting on the left side of the international machinery and the nutrition "establishment"*.

corruptions que génère le narcotrafic dans les milieux de pouvoir, une large part de ce passé d'immobilisme qui caractérise la Bolivie s'explique aussi.



## CONCLUSIONS

### ENTRE AJUSTEMENT ET MONDIALISATION,

#### L'ESPOIR ?

*Nos sentimos con el derecho de creer  
que todavía no es demasiado tarde  
para emprender la creación de una utopía contraria.  
Una nueva y arrasadora utopía de la vida,  
donde nadie pueda decidir por otros,  
hasta la forma de morir,  
donde de veras se sienta el amor  
y sea posible la felicidad  
y donde las estirpes condenadas  
a cien años de soledad  
tengan por fin y para siempre  
una segunda oportunidad sobre la tierra...*

Gabriel García Márquez

#### Développement, ajustement, mondialisation

L'analyse des manifestations de la pauvreté en Bolivie et plus particulièrement de l'un de ses corollaires les moins supportables, la dénutrition infantile, a montré qu'il s'agit là de bien autre chose que d'un simple problème de transferts de technologie agricole et, moins encore, d'aide alimentaire. Cette pauvreté résulte beaucoup moins des données naturelles que de l'action des hommes ; elle a été, dans une large mesure, construite par les pouvoirs successivement en place.

Dans le passé d'abord : la Bolivie d'aujourd'hui hérite d'une longue histoire de déprédations et de pillages (le plus connu, mais non le dernier en date, étant celui des mines sous la colonie espagnole) qui entraînent à la fois une hécatombe démographique et le démantèlement d'un système de production agro-alimentaire resté jusqu'à présent inégalé dans son adaptation à l'écologie andine. Elle hérite aussi d'une traditionnelle absence d'investissement dans le pays par ceux qui y font fortune, depuis les colons espagnols jusqu'aux bénéficiaires du narco-trafic actuel en passant par les "barons de l'étain". Elle hérite enfin d'un passé moins ancien mais non moins destructeur des ressources naturelles et des hommes (dans les Andes comme en Amazonie), car relevant de la même logique que le précédent, celui d'une république fonctionnant au profit de quelques-uns, malgré la transformation théoriquement acquise avec la révolution de 1952. Transformation toute théorique, car dans une histoire plus récente, la Bolivie est passée sous une étroite dépendance économique (et donc politique) externe. Celle-ci se fonde à la fois sur le remboursement d'une dette inextinguible qui, par la priorité dont elle fait l'objet, ne laisse aucun

espoir d'une accumulation pouvant ouvrir la voie d'un véritable développement, et sur un appel constant à l'aide internationale grâce à laquelle le régime se maintient en place.

L'ajustement structurel est passé par là, nouvelle entreprise coloniale qui poursuit le même drainage des richesses vers l'Occident. Et cet autre pillage par l'étranger que sont les privatisations actuelles des quelques entreprises nationales péniblement mises sur pied durant les décennies précédentes, répond à la même logique de recherche désespérée de devises pour la survie d'un système économique qui fabrique la pauvreté.

Tout l'effort, que l'on dit de développement, réalisé en Bolivie et concrétisé par l'apport considérable d'aide internationale que l'on a vu, n'a en effet d'autre but que celui, non pas de développer le pays, mais de maintenir en fonctionnement le système aujourd'hui en place, celui d'une nouvelle colonisation. Elle est cette fois menée par les organismes financiers internationaux qui poursuivent, grâce à la pompe aspirante du remboursement de la dette, l'extraversion économique inaugurée en 1532 avec la mort du dernier Inca, mais désormais fort habilement pilotée de l'intérieur par une oligarchie soumise qui, quels que soient ses représentants et ses discours, ne fait qu'appliquer la même et unique doctrine imposée et y trouve son compte.

Dans un tel contexte politico-économique, comment ne pas relever l'ambiguïté de cette généralisation qui consiste à marquer toute la Bolivie du coin de la pauvreté. Pays pauvre certes, la Bolivie appelle naturellement une aide que l'on s'est empressé de lui fournir, mais à qui va réellement cette aide ? Aux Boliviens les plus pauvres ? Aux régions les plus pauvres ? Après tant d'aide reçue durant tant de décennies, et l'exemple de l'aide alimentaire a été détaillé, où sont donc passés ces fonds qui étaient destinés au développement ?

Quand bien même arriverait-elle réellement aux plus démunis, l'aide n'a plus désormais pour objectif final d'éliminer la pauvreté. Cette ambition-là a fait long feu, même dans les discours officiels : on vise désormais, au mieux, à seulement réduire la pauvreté, et on préfère même dire alléger, s'agissant de tendre le fameux filet de sécurité qui, en fait, protège les riches de la colère des pauvres, et habille de social un ajustement structurel dont seul profite le Nord. Les discours des financiers internationaux qui semblent appeler au changement ne doivent pas faire illusion, tant ils sont contredits par les actes : *"... le progrès social n'est pas uniquement un sous-produit du développement économique. Il est aussi affaire d'intervention des pouvoirs publics. Là où ils ont été supérieurs à la moyenne, les progrès ont été impulsés par d'énergiques interventions qui procédaient d'une ferme volonté de progrès social"*, écrit la Banque mondiale (1990), tout en préconisant de réduire le pouvoir de l'Etat à sa plus simple expression. Et encore, autre discours incantatoire : *"Changer le modèle de développement pour passer à un système performant à forte intensité de main-d'oeuvre et investir davantage dans le capital humain des pauvres, ce sont là des décisions qui non seulement sont tout à fait compatibles avec une accélération de la croissance à long terme, mais qui y contribuent. Comme elles signifient une plus grande part de revenus et davantage de dépenses publiques pour les pauvres, le principal arbitrage, surtout dans l'immédiat, consiste à choisir entre les intérêts des pauvres et ceux des riches"* (o. c.). On a vu combien, en Bolivie, les financements internationaux vont à l'encontre de telles déclarations d'intentions.

La réduction de la pauvreté impliquerait autre chose que des replâtrages sectoriels, des distributions d'aliments, ou même des investissements pour les pauvres soudain promus "*capital humain*", terme sans doute flatteur dans le jargon de ces penseurs. Elle suppose des actions d'ensemble sur le long terme, s'attaquant aux causes profondes du mal, tandis que les interventions destinées à alléger la pauvreté n'en traitent que les symptômes, ce avec d'autant moins d'efficacité qu'elles ne peuvent éviter les détournements dus à cette gangrène ici généralisée qu'est le clientélisme.

Faut-il croire pourtant qu'un autre espoir s'est récemment levé ? L'idée prévaut aujourd'hui, lourdement martelée par tous les grands médias, que, quelles que soient les raisons de leur pauvreté, les pays "en voie de développement", et parmi eux la Bolivie, sont désormais face à une nouvelle chance, celle de la "mondialisation" (ou encore de la "globalisation") qui va leur permettre d'entrer enfin dans "le concert des nations", de ne plus rester en marge, repliés sur leur "économie attardée", cela grâce aux "bienfaits du marché international", grâce aux échanges internationaux enfin libérés et rendus à la portée de tous. Au delà du rideau de fumée des mots à la mode, de quoi s'agit-il ?

Il s'agit de persuader les pauvres que pour devenir riches, la recette consiste à imiter les riches, et qu'il suffit pour cela d'ouvrir toutes les barrières de leur économie (ce que les mêmes riches se gardent d'ailleurs bien de faire), de vendre leur production (et s'ils ne produisent rien, leurs ressources naturelles), d'attirer les capitaux internationaux en leur proposant les avantages les plus substantiels possible et la sécurité du profit, et de les convaincre qu'ils possèdent tous, à ce jeu-là, des "avantages comparatifs" tels que le bilan final leur sera nécessairement positif.

Les promoteurs d'un tel système, apparemment peu férus d'histoire, ignorent sans doute que la Bolivie (comme bien d'autres pays pauvres) a depuis longtemps, fait l'expérience d'une telle "mondialisation". Jamais, depuis qu'elle est entrée dans la mouvance occidentale, la Bolivie n'est restée un pays fermé. La "mondialisation" n'est en rien chose nouvelle ici. Depuis longtemps, quand elle s'appelait encore le "Haut Pérou", ce qui sera la Bolivie avait appris à subir de telles agressions : avec l'impérialisme espagnol, puis avec l'impérialisme anglais du XIX<sup>e</sup> siècle, jusqu'à l'impérialisme nord-américain actuel. A chaque fois, il ne s'est agi de rien d'autre que de piller les richesses naturelles du pays, avec, en prime, une vassalisation et une déstructuration des sociétés autochtones. Cette "mondialisation", aujourd'hui à la mode, n'est qu'une autre façon de désigner et de déguiser ce même impérialisme économique continu des nations riches, avec seulement cette nouveauté supplémentaire qu'il est désormais l'oeuvre moins d'un pays ou même d'un ensemble de pays, le Nord, que de groupes sans patrie ni lois, et qu'il vise ouvertement la mise sous tutelle de l'ensemble de la planète.

Voilà bien longtemps que la Bolivie exporte à tous vents ses ressources naturelles, avec le résultat que l'on sait. Comment croire que les règles du jeu auraient soudain changé et que désormais, par la magie du "marché", les pays pauvres vont enfin tirer avantage de leur ouverture forcée, c'est-à-dire se trouver en position d'égalité, ou même de force, face aux grandes puissances économiques ? Economique ou social, aucun développement n'est à attendre d'un tel acte de foi qui n'est qu'une nouvelle mystification au service des puissances internationales du jour.

## D'autres voies pour l'espoir ?

Voici plus d'une vingtaine d'années, A. M. Raimbault (1974) écrivait déjà : *"L'économie est sous la coupe des Etats-Unis. Les couches moyennes sont écartelées entre le nationalisme et les bénéfices dus au néocolonialisme américain. La haute bourgeoisie est partie et la plupart des cadres ont émigré vers les Etats-Unis, l'Argentine ou même l'Europe. Les possibilités de changement ne sont pas immenses ; le changement naît d'un mécontentement qui lui-même naît chez une population consciente. Or l'ensemble des Boliviens n'a pas pris conscience de sa situation"*.

La nouveauté est qu'aujourd'hui, cette prise de conscience s'opère et se donne à connaître. Elle n'est pas le fait des "couches moyennes" laminées et traumatisées par les souvenirs de la crise économique des années 1980, et moins encore de la "haute bourgeoisie" ni des "cadres" dont les modèles de vie et de pensée sont devenus nord-américains, mais bien du petit peuple, le seul capable de remettre en cause l'ensemble du système en place parce qu'il n'en a jamais profité et ne nourrit aucun espoir en ce sens.

A l'heure où l'on parle partout de décentralisation, où l'on semble prendre conscience de l'importance des structures de base que sont les communautés et les acteurs locaux, et certains estiment nécessaire de passer d'une logique de concurrence à une logique de complémentarité<sup>1</sup>, le monde andin, et plus largement celui des peuples autochtones (majoritaires en Bolivie, rappelons-le), possède de rares atouts. Dans la mesure où, grâce à son isolement et même à sa marginalisation organisée par les dirigeants successifs, il a pu échapper au rouleau compresseur d'une "modernité" uniformisatrice, il a su garder une identité, un mode de vie et de relations humaines, des valeurs et habitudes de réciprocité et de vie en communauté, toutes particularités bien étranges aujourd'hui, mais qui l'ont constitué en une sorte de laboratoire d'expériences ouvrant des voies vers un futur que nos sociétés ne savent plus où chercher. Ce monde là, comme celui des peuples amazoniens encore trop peu connus, porte des pierres d'attente pour construire une autre façon de vivre. Pour paraphraser Tévoédjrè dont l'ouvrage précurseur devrait être aujourd'hui relu parce qu'il contenait déjà, voici 20 ans, toutes nos grandes interrogations encore sans réponse, leur pauvreté est précisément leur richesse<sup>2</sup>. Ils sont dits marginaux (ou même "attardés") parce que leur pensée ignore *"la réduction économique de la vie polymorphe à l'unidimensionalité des intérêts marchands"* (Latouche, o. c.), c'est-à-dire ce préalable utilitariste de la pensée occidentale selon lequel tout est marchandise monnayable. Leur proposition est celle *"d'autres modèles de société pour d'autres modèles de développement"*<sup>3</sup>.

Il faut dès maintenant reconnaître la validité du système économique-social andin avec son organisation propre, ses terroirs étagés, ses modes de culture appropriés et les échanges qu'il implique, et aussi permettre, dans toute la mesure du possible, sa remise en état là où il a été démantelé. Il faut permettre le mode de fonctionnement propre des sociétés autochtones amazoniennes dans la logique qui est la leur et qui demeure la plus adaptée à la préservation de

<sup>1</sup> S. Bessis, synthèse du colloque de Roskilde, o. c.

<sup>2</sup> A. Tévoédjrè, 1978 : *La pauvreté, richesse des peuples*. Les Editions ouvrières. 207 p. Paris. *"Les violences qui se déchainent sur un monde que l'économie a rendu prospère pour les uns, infernal pour les autres, suggèrent qu'il nous faut trouver d'autres voies"* écrivait-il dans son chapitre "Réinventer l'économie ?".

<sup>3</sup> Acte constitutif de la *Confederación de Indígenas de Venezuela*, 1973. Cit. M. de Certeau, in DIAL, 1976.

l'écosystème régional. *"Les peuples intéressés doivent avoir le droit de décider de leurs propres priorités en ce qui concerne le processus du développement, dans la mesure où celui-ci a une incidence sur leur vie, leurs croyances, leurs institutions et leur bien-être spirituel et les terres qu'ils occupent ou utilisent d'une autre manière..."* lit-on dans la Convention 169 de l'OIT ratifiée par la Bolivie. Il faut cesser de croire qu'ici l'homme n'a d'autre histoire que celle commencée avec l'arrivée des Blancs. La pensée occidentale saura-t-elle admettre enfin qu'elle n'a pas épuisé la vérité et que le "progrès" peut être autre chose que ce qu'elle sait réaliser et a réalisé jusqu'ici ? Le matérialisme occidental laissera-t-il enfin une chance à ceux qui ne sont pas affligés de la même psychose de l'accumulation avec son corollaire de la condamnation à une croissance indéfinie et à une compétition qui marginalise le plus grand nombre ?

Certes, pas davantage que le passé précolombien, le passé et le présent coloniaux ne peuvent être effacés ; il s'agit seulement d'accepter de libérer les forces capables d'en forger une nouvelle synthèse, une appropriation et une réinterprétation des apports extérieurs, processus dont le monde andin possède une longue expérience. *"Notre réalité, écrit un anthropologue bolivien, et même la réalité tout court, est aussi faite de simultanités (...) et cette complexité et diversité sont justement notre plus grande richesse, notre grand avantage comparatif (...). La géographie historique et l'ethno-histoire nous ont donné l'information suffisante pour former une bonne hypothèse de travail : le modèle vertical de contrôle de différents étages écologiques appliqué à la Bolivie actuelle. C'est-à-dire que ce modèle dessinerait les espaces agro-socio-économiques qui permettraient le fonctionnement de ces éco-régions sur la base de leurs propres ressources. Ce modèle, remis en fonction à partir de la situation actuelle, permettrait également de fixer la territorialité des deux systèmes économiques qui se bloquent mutuellement dans le pays : la logique du don et de la réciprocité et la logique de l'échange [monétaire] et de l'accumulation"* (Medina, 1992).

Romantisme d'anthropologue ? Cette pensée rejoint pourtant celle de l'économiste qui écrit : *"Les sociétés paysannes, tout en assimilant les apports de l'extérieur, ont su préserver leur milieu naturel grâce à des institutions collectives au sein desquelles les décisions se prennent sous forme de délibérations. Dans les Andes, elles ont maîtrisé leur écosystème parce que leur vision du monde n'a pas pour fin un épuisement de la nature pour en tirer profit. Si le développement économique est une menace pour ces équilibres fragiles, la viabilité conduit à réhabiliter les savoirs et pratiques des paysans. La pensée technique devrait alors plutôt les réinventer que chercher d'emblée à les transformer"* (Gastellu, 1996).

De tels choix, conçus pour recentrer le pays sur lui-même en rendant son sens à l'économie et à l'agriculture nationales, ne pourront être osés et mis en pratique que par un Etat rendu libre des pressions qui l'enserrent aujourd'hui. Le test d'une véritable démocratie en Bolivie n'est pas seulement celui de la fin des dictatures ni même celui de l'emprisonnement (pourtant unique au monde) d'un ancien dictateur, ou encore de la reconversion d'un autre dictateur au parlementarisme (fut-elle sans regrets du passé, comme il l'affirme). Il est avant tout celui de l'existence d'un gouvernement enfin aux mains de ceux qui constituent la majorité de la population et qui seuls sont à même de prendre les mesures aptes à garantir réellement, dans leur existence quotidienne, l'identité et la vitalité de toutes les communautés du pays.

Si ce temps n'est pas encore venu, l'espoir n'en est peut-être pas aussi lointain qu'il y paraît. Sous-produit du libéralisme, la décentralisation, si elle n'est pas récupérée à d'autres fins, sera peut-être l'occasion d'un premier pas en ce sens. Mais encore, par un effet en retour de la fameuse "mondialisation", celui de la facilité des communications et de la circulation des idées et des informations, les opprimés de toujours disposent à présent d'une nouvelle arme, plus puissante que les révoltes du passé, par laquelle ils peuvent désormais faire connaître les injustices et les agressions qu'ils subissent. Les peuples andins et amazoniens autochtones ont déjà appris à l'utiliser pour se constituer un capital de sympathie dans l'opinion mondiale. Par là passe aujourd'hui leur principale chance de s'ouvrir enfin un avenir dans leur propre pays.

## BIBLIOGRAPHIE

- ABEGGLEN R., MANTILLA J., BELMONTE R., 1987 : *Diferenciación, pobreza y campesinado*. UNICEF. 158 p. La Paz.
- ABBÉS J.-M., 1995 : Programa de ayuda alimentaria en Bolivia. Informe de la Misión preparatoria. Versión provisional. Setiembre. Comisión Europea. Dirección General del Desarrollo. 44 p. Anexos. (s.l.).
- ABBÉS J.-M., 1996 : Estrategia de seguridad alimentaria y programa de ayuda alimentaria en Bolivia. Informe de la segunda misión preparatoria. Comisión Europea, Dirección General del Desarrollo, Unidad de Ayuda Alimentaria. 44 p. Anexos. (s.l.).
- Acción Cultural Loyola (ACLO), 1977 : Nutrición in Oropeza. 183 p. Sucre.
- AGREDA V., CRUZ A., 1994 : Impacto del cambio técnico y de las medidas de ajuste en la intensidad de uso de los suelos de barbecho sectorial (321-336). In Hervé, Génin, Rivière (éd.), 1994.
- AGUIRRE A., PÉREZ J. L., VILLEGAS C., 1990 - NPE (Nueva Política Económica) : Recesión económica. CEDLA. *Análisis* 3. 175 p. La Paz.
- AHMED M., SUMMERS L., 1993 : Informe sobre la crisis de la deuda en su décimo aniversario. *Comercio Exterior*, vol. 43, n° 1, enero, 74-78. México.
- Aquí*, publication hebdomadaire, La Paz : divers numéros.
- ALBÓ X., 1985 : Desafíos de la solidaridad aymara. *Cuaderno de Investigación* 25. CIPCA. 165 p. La Paz.
- ALBÓ X., GREAVES T., SANDOVAL G., 1981 : Chukiyawu, la cara aymara de La Paz. Tomo I : El paso a la ciudad. *Cuaderno de Investigación* 20. CIPCA. 150 p. La Paz.
- ALBÓ X., GREAVES T., SANDOVAL G., 1981 : Chukiyawu, la cara aymara de La Paz. Tomo II : Una odisea : buscar "pega". *Cuaderno de Investigación* 22. CIPCA. 203 p. La Paz.
- ALBÓ X., GREAVES T., SANDOVAL G., 1983 : Chukiyawu, la cara aymara de La Paz. Tomo III : Cabalgando entre dos mundos. *Cuaderno de Investigación* 24. CIPCA. 196 p. La Paz.
- ALBÓ X., BARNADAS J.M., 1985 : *La cara campesina de nuestra historia*. 2° ed. UNITAS. 306 p. La Paz.
- ALBÓ X., LIBERMANN K., GODINEZ A., PIFARRE F., 1989 : *Para comprender las culturas rurales en Bolivia*. Serie : Bolivia pluricultural y multilingüe. Ministerio de Educación y Cultura - CIPCA - UNICEF. 298 p. La Paz.
- Ambassade de France en Bolivie, mai 1991: L'économie bolivienne en 1990 et les échanges franco-boliviens. Poste d'expansion économique de La Paz. s.p. 14 tableaux. La Paz.
- ARDAYA G., 1986 : La mujer en el sector informal urbano. In CEDLA-FLACSO : *El sector informal en Bolivia*, 195-225. 323 p. La Paz.
- ARTEAGA F., 1986 : Importancia de la pequeña producción y mercadeo dentro de la seguridad alimentaria. Simposio sobre políticas de seguridad alimentaria, 26-28 de febrero, 351-393. M.P.C.-UNICEF. 706 p. La Paz.
- ARZE C., DORADO H., EGUINO H., ESCOBAR DE PABÓN S., 1994 : *Empleo y salarios. El círculo de la pobreza*. CEDLA. Programa de ajuste estructural. Serie : Estudios e investigaciones n° 5, 356 p. La Paz.
- Asociación de Instituciones de Promoción y Educación (AIPE), 1995 : Diagnóstico alimentario nutricional. Programa de mejoramiento nutricional. 22 p. La Paz.

- AUROI C., 1996 - Effets de l'ouverture du commerce mondial sur la restructuration agraire : exemples de la Bolivie et du Chili. Colloque "Agriculture paysanne et question alimentaire", Chantilly, 20-23 février, 28 p. mult.
- AZOULAY G., DILLON J.-C., 1993 : *La sécurité alimentaire en Afrique. Manuel d'analyse et d'élaboration des stratégies*. ACCT-Karthala. 296 p. Paris.
- Banque mondiale, 1990 : Rapport sur le développement dans le monde. La pauvreté. 286 p. Washington.
- Banque mondiale, 1991 : Rapport sur le développement dans le monde. 313 p. Washington.
- Banque mondiale, 1992 : Rapport sur le développement dans le monde. Le développement et l'environnement. 299 p. Washington.
- Banque mondiale, 1995 : Rapport sur le développement du monde. Le monde du travail dans une économie sans frontières. 275 p. Washington.
- Banque mondiale, 1996 : Rapport sur le développement du monde. De l'économie planifiée à l'économie de marché. 275 p. Washington.
- BEGHIN I., 1979 : The holistic approach to the causation of hunger and malnutrition, and the identification of general goals for their prevention. Introductory Remarks. Workshop on Goals, Processes and Indicators for Food and Nutrition Policy and Planning, Boston, 26-29 march, MIT, 6 p.
- BESSIS S., 1995 : De l'exclusion sociale à la cohésion sociale. Synthèse du Colloque de Roskilde. *Série Politiques Sociales*, 2. UNESCO. 56 p. Paris.
- BLANCO O., 1974 : Efecto del descanso del suelo sobre el número y la viabilidad de quistes de *Globodera spp.* de la papa. In Hervé, Génin, Rivière (éd.), 171-174.
- BOLEDA M., 1995 : Amérique latine, terre d'émigration. Approche du processus par la migration nette. *Revue Européenne des Migrations Internationales*, vol. 11, n° 2, 35-46. Paris.
- Bolivia Bulletin*, published every two months by CEDOIN (Centro de Documentación e Información), La Paz : divers numéros.
- BOLTVINIK J., 1996 : La pauvreté en Amérique latine : analyse critique de trois études. *Revue internationale des sciences sociales*, n° 148, juin, 279-295. Paris.
- BOSERUP E., 1970 : *Evolution agraire et pression démographique*. Flammarion. 128 p. Paris.
- BOUYSSÉ-CASSAGNE Th., 1987 : *La identidad aymara. Aproximación histórica (Siglo XV, Siglo XVI)*. Hisbol. 443 p. La Paz.
- BOUYSSÉ-CASSAGNE Th., 1991 : Poblaciones humanas antiguas y actuales. In Dejoux, Iltis (ed.) : *El lago Titicaca, síntesis des conocimiento limnológico actual*, 481-498.
- BRACKELAIRE V., 1992 : La problématique des terres indiennes d'Amazonie. *Problèmes d'Amérique latine*, n° 7, oct.déc., 99-121. La Documentation Française. Paris.
- BRESSER PEREIRA L. C., 1991 : La crise de l'Amérique latine : "consensus" de Washington ou crise financière de l'Etat ? *Problèmes d'Amérique Latine*, n° 1, Nouvelle Série, avril-juin, 81-98. La Documentation Française. Paris.
- BRIEND A., 1989 : Utilisation de l'anthropométrie pour la détection des enfants ayant un haut risque de décès. In Lemonnier, Ingenbleek (travaux réunis par), 30-38.
- BUSS Th., 1982 : *La Bolivie sous le couperet*. Coll. CEDETIM. Favre. 350 p. Lausanne.
- CABRERA R., RUEGENBERG A., 1992 : *Análisis encuesta de consumo Altiplano, Valle, Llano*. MPC-DNNA. Encuesta de vitamina A y encuesta de consumo. 1991. Areas deprimidas. Bolivia. USAID-VITAL. 103 p. La Paz.
- CÁCERES E., 1993 : *Cultivos andinos*. INAN. 130 p. La Paz.

- CALVO E., 1992 : Sciences sociales, alimentation et développement : images, métaphores et apories. *Revue Tiers-Monde*, t. XXXIII, n° 132 : Le fait alimentaire, 727-742. IEDES. PUF. Paris.
- CARDOSO F. H., FALETTI E., 1978 : *Dépendance et développement en Amérique latine*. PUF. Politiques. 222 p. Paris.
- CARO D., RIORDAN J., CABLES M., 1992 : Encuesta de hogares rurales de Cochabamba. Resultados preliminares. USAID/Bolivia, OWD, AID, 15 p.
- CARTER W. E., MAMANI M., 1982 : *Irpa Chico. Individuo y comunidad en la cultura aymara*. Librería-editorial "Juventud". 460 p. La Paz.
- CASTRO J., 1996 : Area urbana y migraciones internas en Bolivia. In Cordova, Roux : *Ira Reunión Nacional de Geografía Boliviana*, 147-170. Actas de la reunión. UMSA-ORSTOM. 254 p. La Paz.
- CELTON D. E., 1995 : Plus d'un siècle d'immigration internationale en Argentine. *Revue Européenne des Migrations Internationales*, vol. 11, n° 2, 145-165. Paris.
- CEPAL, 1982 : Campesinado y desarrollo agrícola en Bolivia. Naciones Unidas. Santiago de Chile.
- CEPAL, 1991 : Evolution récente et situation actuelle des économies d'Amérique Latine et des Caraïbes. *Problèmes d'Amérique Latine*, n° 1, Nouvelle Série, avril-juin, 63-80. La Documentation Française. Paris.
- CHONCHOL J., 1990 : Modernisation agricole et stratégies paysannes en Amérique latine. Solagral. Colloque "Comment nourrir le monde ?", juin 1990, 429-441. Paris.
- Comercio Exterior*, publication mensuelle, Mexico : divers numéros.
- CORTES G., 1995-a : *La Migration : survie et mutations des sociétés paysannes andines. Deux exemples dans le Valle Alto de Cochabamba*. Thèse de doctorat en géographie. Edition provisoire. 521 p. Toulouse-le-Mirail.
- CORTES G., 1995-b : Migrations temporaires au Chaparé (Bolivie) et stratégies alimentaires. *Cahiers des Sciences Humaines*. Vol. 31, n° 4, 951-967. ORSTOM. Paris.
- CORTES G., 1995-c : L'émigration rurale dans les vallées inter-andines de Bolivie. *Revue Européenne des Migrations Internationales*, vol. 11, n° 2, 113-129. Paris.
- COUFFIGNAL G., 1994 : Démocratisation et transformation des Etats en Amérique latine. In : van Euwen D. (sous la direction de) : *La transformation de l'Etat en Amérique latine. Légitimation et intégration*. Karthala-Crealc. 236 p. Paris-Aix en Provence.
- COUFFIGNAL G. (éd.), 1997 : *Amérique latine, tournant de siècle*. Les dossiers de l'état du monde. La Découverte. 189 p. Paris.
- COURADE G., 1987 : Pélerinage aux sources : concepts et analyses de la question agro-alimentaire dans le système des Nations-Unies. In Kermel-Torres, Roca (coord. scientif.) : *Terres, comptoirs et silos*, 33-74. Colloques et Séminaires. MSA-ORSTOM-CEGET. 263 p. Paris.
- COURADE G., 1996 : Entre libéralisation et ajustement structurel : la sécurité alimentaire dans un étai. *Cahiers Agricultures*, 5, 221-227. Paris.
- Courrier de la Planète*, revue bimestrielle, Solagral, Montpellier : divers numéros.
- COUTY Ph., 1989 : Risque agricole, périls économiques. In Eldin, Milleville (éd.), 561-568.
- DANDLER J., BLANES J., PRUDENCIO J., MUÑOZ J. A., 1987 : *El sistema agroalimentario en Bolivia*. CERES. 210 p. La Paz.
- DAZA G., 1985 : Estudio nutricional en comunidades rurales deprimidas de Bolivia. UNICEF. 105 p., cuadros. La Paz.
- DAZA G., REYNOSO M. T., 1980 : Estudio transversal de crecimiento en niños y adolescentes bolivianos. Primer informe. MPSSP. 207 p. La Paz.
- Debate agrario*, 1986 : Seguridad alimentaria. 6. 124 p. ILDIS. La Paz.

- DEJOUX C., ILTIS A., 1991 : *El lago Titicaca. Síntesis del conocimiento limnológico actual*. ORSTOM-HISBOL. 584 p. La Paz.
- DELER J.-P., 1990 : Modelos de organización del espacio : un acercamiento a Bolivia. *Revista andina*, n° 2, año 8, 465-480. Cusco, Pérou.
- DELER J.-P., 1991-a : Entre l'étain et la crise : Dérives boliviennes. *In* Racine (sous la direction de) : *Tiers-Mondes : Figures d'incertitude, autonomies et dépendances*, 19-32. L'Harmattan. Paris.
- DELER J.-P., 1991-b : La Bolivie, enclave sous influences. *In* Brunet (sous la direction de) : *Géographie Universelle. Amérique latine*, 23, 296-311. Hachette-Reclus. 480 p. Maxeville.
- DELGADO L., 1991 : *Production alimentaire et reproduction sociale. L'alimentation dans le processus de transition des communautés paysannes péruviennes*. Université de Paris I - IEDS. 354 p + 84 p. Paris.
- DELGADO L., 1991 : Accès aux aliments, Etat et communautés paysannes au Pérou. *Cahiers des Sciences Humaines*, 27, n° 1-2, 75-83. ORSTOM. Paris.
- DELPIROU A., LABROUSSE A., 1986 : *Coca coke*. La Découverte. 276 p. Paris.
- DEMAEYER E. M., 1989 : La prévalence de l'anémie dans le monde. *In* Lemonnier, Ingenbleek (travaux réunis par), 252-260.
- DEMELAS D., 1980 : *Nationalisme sans nation ? La Bolivie aux XIX<sup>e</sup>-XX<sup>e</sup> siècles*. C.R.P.T. CNRS. 227 p. Paris.
- DEMELAS-BOHY M.-D., 1994 : Le développement de la cité-territoire hispano-américaine. *Problèmes d'Amérique latine* n° 14, juillet-septembre, 19-35. Paris.
- Departamento Nacional de Nutrición, 1967 : Resultados de las encuestas nacionales realizadas en Santiago de Llalagua (región del Altiplano) y San Benito (región del Valle). Ministerio de Salud Pública. Publicación n° 5-67. 75 p. La Paz.
- DESJARDINS A., 1987 : Coca in, coca out. *Cahiers des Amériques Latines*, 6, Nouvelle Série, 13-31. IHEAL. Paris.
- DEVLIN R., 1992 : L'échange dette-nature : la nécessité d'un nouveau calendrier. *Problèmes d'Amérique Latine*, n° 6, nouvelle série, juillet-septembre, 69-81. La Documentation Française. Paris.
- DÍAZ DE LA GUARDIA C., 1988 : El papel del sector público en la economía boliviana. *Pensamiento Iberoamericano, Revista de Economía Política*, n° 14 : Transición y Perspectivas de la Democracia en Iberoamérica, 374-380. Madrid.
- DOLLFUS O., 1981 : *El reto del espacio andino*. Instituto de Estudios Peruanos. Lima.
- DOLLFUS O., 1991 : *Territorios andinos, reto y memoria*. Instituto Francés de Estudios Andinos, Instituto de Estudios Peruanos. 221 p. Lima.
- DUNKERLEY J., 1987 : *Rebelión en las venas. La lucha política en Bolivia, 1952-1982*. Ed. Quipus. 230 p. La Paz.
- DUREAU F., QUESNEL A., 1992 : Recompositions sociales en Amérique latine, Présentation. *Cahiers des Sciences humaines*, vol. 28, n° 3, 363-369. ORSTOM. Paris.
- EEUWEN D. van (sous la direction de), 1994 : *La transformation de l'Etat en Amérique latine. Légitimation et intégration*. Karthala-Crealc. 236 p. Paris-Aix en Provence.
- ELDIN, MILLEVILLE (éd.), 1989 : *Le risque en agriculture*. Coll. à travers champs. ORSTOM. 619 p. Paris.
- ESPRELLA R., HERVÉ D., FRANCO J., 1994 : Control del nematodo quiste de la papa (*Globodera pallida*) por el descanso largo controlado comunalmente. Altiplano central boliviano. *In* Hervé, Génin, Rivière (éd.), 175-183.

- FFRENCH-DAVIS R., DEVLIN R., 1993 : Diez años de la crisis de la deuda latinoamericana. *Comercio Exterior*, vol. 43, n° 1, enero, 4-20. México.
- Food and Agriculture Organisation (FAO), 1987 : La cinquième enquête mondiale sur l'alimentation. 1985. 75 p. Rome.
- Food and Agriculture Organisation (FAO), 1992 : La situation mondiale de l'alimentation et de l'agriculture. 262 p. Rome.
- Food and Agriculture Organisation (FAO), 1993 : La situation mondiale de l'alimentation et de l'agriculture. 306 p. Rome.
- Food and Agriculture Organisation (FAO), 1994 : La situation mondiale de l'alimentation et de l'agriculture. 357 p. Rome.
- Food and Agriculture Organisation (FAO), Organisation Mondiale de la Santé (OMS), 1992 : Rapport final de la conférence FAO-OMS internationale sur la nutrition. Décembre 1992. 63 p. + 7 p. Rome.
- FOURNET A., 1995 : Des plantes contre la leishmaniose. *ORSTOM-Actualités*, n° 45, 2-7. Paris.
- FRANQUEVILLE A., 1988 : El consumo alimentario en Bolivia : Elementos para una geografía de la alimentación. *In* Apuntes sobre el problema alimentario en Bolivia, 11-29. *Informe* n° 13. ORSTOM. 105 p. La Paz.
- FRANQUEVILLE A., 1989 : Rencontre de l'archéologie et de l'agronomie en Bolivie. Notes et Documents. *Cahiers des Sciences Humaines*, vol. 25, n° 4, 529-530. ORSTOM. Paris.
- FRANQUEVILLE A., 1990 : Villes et réseau urbain de Bolivie. *Les Cahiers d'Outre-Mer*, 43 (171), juillet-septembre, 274-288. Bordeaux.
- FRANQUEVILLE A., 1993 - Surproduction et pénurie de lait en Bolivie. Quand la libéralisation désorganise la production nationale. *Cahiers Sciences Humaines*, vol. 29, n° 1, 139-151. ORSTOM. Paris.
- FRANQUEVILLE A., 1994 : Les 500 ans et l'identité indienne en Bolivie. *Cahiers des Sciences Humaines*, vol. 30, n° 3, 475-495. ORSTOM. Paris.
- FRANQUEVILLE A., 1995 - La mortalité infantile en Bolivie. Les raisons d'un retard à la baisse. *In* Commission scientifique de démographie (éd.) : *Populations du Sud et santé. Parcours et horizons*, 169-182. ORSTOM. 302 p.
- FRANQUEVILLE A., 1995 : L'espace andin préhispanique. *In* Claval, Singaravelou : *Ethnogéographies*, 77-92. Géographie et Cultures. L'Harmattan. 372 p. Paris.
- FRANQUEVILLE A., AGUILAR G., 1988 : *El Alto de La Paz : migrations et stratégies alimentaires en Bolivie*. INAN-ORSTOM. 158 p. La Paz.
- FRANQUEVILLE A., LAURE J., 1988 : Malnutrition et politiques agro-alimentaires en Bolivie. *Cahiers des Sciences Humaines*, vol. 24, n° 2, 199-211. ORSTOM. Paris.
- FRANQUEVILLE A., PRUDENCIO J., 1991 : Insécurité et dépendance : les importations dans le système alimentaire bolivien. *Cahiers des Sciences Humaines*, vol. 27, n° 1-2, 29-39. ORSTOM. Paris.
- FRANQUEVILLE A., VARGAS E., 1990 : *La cuenca lechera de La Paz - Bolivia*. INAN - ORSTOM, 196 p. La Paz.
- FRANQUEVILLE A., VILLEGAS R., 1992 : La consommation alimentaire dans les Andes de Bolivie : pratiques et représentations. *Revue Tiers-Monde*, t. XXXIII, n° 132 : Le fait alimentaire, 849-859. IEDES. PUF. Paris.
- FROMENT A., 1992 : Nutrition et anthropobiologie. *Revue Tiers-Monde*, t. XXXIII, n° 132 : Le fait alimentaire, 835-847. IEDES. PUF. Paris.

- GALTUNG J., 1980 : Le développement dans la perspective des besoins fondamentaux. *In* Spitz, Galtung, Preiswerk *et al.*, 51-127.
- GASTELLU J.-M., 1996 : La viabilité des systèmes agraires andins. Colloque: "Agriculture paysanne et question alimentaire", Chantilly, 20-23 février, 15 p., version provisoire.
- GARENNE M., MAIRE B., FONTAINE O., DIENG K., BRIEND A., 1989 : Un critère de prévalence de la malnutrition : la survie de l'enfant. *In* Lemonnier, Ingenbleek (travaux réunis par), 12-19.
- GENIN D., FERNANDEZ J., 1994 : Uso pastoril de las tierras en descanso en una comunidad agropastoril del Altiplano boliviano. *In* Hervé, Génin, Rivière (éd.), 201-213.
- GISBERT M.E., PAINTER M., QUITON M., 1994 : Gender Issues Associated with Labor Migration and Dependence on Off-Farm Income in Rural Bolivia. *Human Organization*, vol. 53, n° 2, 110-122.
- GLAVE M., 1994 : Agricultura andina a fines del siglo XX : presión demográfica, mercado interno e intensificación de la agricultura. *In* Hervé, Génin, Rivière (éd.), 347-348.
- GIRAULT L., 1984 : *Kallawayas, guérisseurs itinérants des Andes. Recherche sur les pratiques médicinales et magiques*. Mémoires ORSTOM, n° 107. 668 p. Paris..
- GRIFFITH-JONES S., MARRA A., RODRÍGUEZ A., 1993 : El retorno de capital a América Latina. *Comercio Exterior*, vol. 43, n°1, enero, 37-50. México.
- GROS C., 1995 : O movimeto indigenista do nacional populismo ao neo-liberalismo. *Caderno CRH 22* : Incertezas, diversidades e integração, jan./jun. , 164-180. Salvador. Bahia.
- HAQUIM D., 1995 : Bolivia : Tendencias de la situación alimentaria nutricional. *Cuadernos de Desarrollo humano* 1. UDAPSO - Ministerio de Desarrollo humano. 77 p. La Paz.
- HENMAN A., 1992 : *Mama Coca*. Cuarta edición. Hisbol-VDB. 269 p. La Paz.
- HERVÉ D., GENIN D., RIVIÈRE G. (éd.), 1994 : *Dinámicas del descanso de la tierra en los Andes*. ORSTOM-IBTA. 356 p. La Paz.
- HILLCOAT G., 1988 : Bolivie : crise d'insertion et politiques d'ajustement (1980-1987). *Problèmes d'Amérique Latine*, n° 89, 3° trimestre, 105-127. La Documentation Française. Paris.
- HORKHEIMER H., 1990 : *Alimentación y obtención de alimentos en los Andes prehispanicos*. Hisbol. 182 p. La Paz.
- Informe R*, publicación quincenal. Centro de Documentación e Información (Cedoin). La Paz : divers numéros.
- Institut français d'études andines (IFEA), 1980, : *Ambana, tierras y hombres (Provincia de Camacho, Departamento de La Paz - Bolivia)*. Comité Nacional de Bolivia del Programa El Hombre y la Biosfera (MAB). 249 p., anexos. Lima.
- Instituto nacional de alimentación y nutrición (INAN), 1980 : *Diagnóstico alimentario-nutricional de la población del departamento de Pando*. MPC. 60 p. anexos. La Paz.
- Instituto nacional de alimentación y nutrición (INAN), 1981 : *Estado nutricional de la población boliviana*. MPC. 135 p. La Paz.
- Instituto nacional de alimentación y nutrición (INAN), 1992 : *Situación alimentaria y nutricional de Bolivia*. INAN-FAO-UNICEF. 119 p., La Paz.
- Instituto nacional de estadística (INE), 1992 : *Encuesta de Presupuestos Familiares (EPF), 1990..* 337 p. La Paz.
- Instituto nacional de estadística (INE), 1993 : *Censo Nacional de Población y Vivienda (CNPV) 1992. Resultados finales*. 180 p., anexo. La Paz.
- Instituto nacional de estadística (INE), 1994 : *Encuesta Nacional de Demografía y Salud. 1994..* 252 p. La Paz.

- Instituto nacional de estadística (INE), 1996 : *Bolivia. Encuesta Nacional de Demografía y Salud, 1994*. Informe de Nutrición. DHS-USAID-FNUAP-OPS-OMS-UNICEF. 103 p. La Paz.
- JETTE C., CÁCERES M., CALA E., VICTORIA Z., 1994 : El uso de los CADES para el pastoreo en la comunidad San José Llanga, Altiplano central boliviano. *In* Hervé, Génin, Rivière (éd.), 225-236.
- JOHANSSON M., 1986 : *Food and Culture among Bolivian Aymara. Symbolic Expressions of Social Relations*. Uppsala. 188 p. Stockholm.
- JUSTINIANO Y., 1995 : Determinantes de la demanda de calorías en los hogares rurales del departamento de La Paz. Universidad católica boliviana. Carrera de economía. 179 p. La Paz.
- KLATZMANN J., 1991 : *Nourrir l'humanité*. INRA - Economica. 128 p. Paris.
- KRAFT K., 1994 : La intensificación agraria bajo el manejo comunal, modificaciones del descanso rotativo en dos regiones andinas. *In* Hervé, Génin, Rivière (éd.), 305-319.
- LABROUSSE A., 1984 : *Le réveil indien en Amérique andine*. CEDETIM. Favre. 221 p. Lausanne.
- LABROUSSE A., 1991 : *La drogue, l'argent et les armes*. Fayard. 485 p. Paris.
- LAHERA E., 1990 - El Estado y la transformación productiva con equidad. *Revista de la CEPAL* n° 42, décembre, 97-119. Santiago de Chile.
- La Razón*, quotidien, La Paz : divers numéros.
- LASERNA R., 1995 : Bolivie : l'économie de la drogue. *Problèmes d'Amérique latine* n° 18, juillet-sept., 83-99. La Documentation Française. Paris.
- LATOUCHE S., 1993 : *La planète des naufragés. Essai sur l'après-développement*. La Découverte / Essais. 235 p. Paris.
- LAURE J., 1986 : *Variation des salaires et des prix des aliments à La Paz (1975-1984)*. Etudes et Thèses. ORSTOM. 158 p. Paris.
- LAURE J., 1988 : *Les paysans et la crise. Etude de communautés rurales de Bolivie*. INAN-ORSTOM. 320 p. La Paz.
- LAURE J., 1991 : Evolución de la talla de adultos en el área rural de Bolivia (1829-1987). *Archivos latinoamericanos de Nutrición*, Vol. XLI, n° 2, 197-212. INCAP. Guatemala
- LAURE J., 1996 : *Salairé minimum, pauvreté et sécurité alimentaire en Amérique centrale*. ORSTOM-INCAP. 108 p. Bondy.
- LAURE J., MENCHU M.T., de BONILLA R., 1994 - Elementos para el cálculo de los salarios mínimos en Guatemala. Informe final del grupo de investigación. MTPS- SEGEPLAN - INCAP/ORSTOM. 70 p. Guatemala.
- LAUTIER B., 1995 : "Les malheureux sont les puissants de la terre..." (Représentations et régulations étatiques de la pauvreté en Amérique latine). *Revue Tiers-Monde*, T. XXXVI, n° 142, avril-juin, 384-409. IEDES, PUF, 479 p. Paris.
- LAUTIER B., SALAMA P., 1995 : De l'histoire de la pauvreté en Europe à la pauvreté dans le Tiers Monde. *Revue Tiers-Monde*, T. XXXVI, n° 142, avril-juin, 245-255. IEDES, PUF, 479 p. Paris.
- LAVAUD J.-P., 1981 : Les paysans boliviens contre l'Etat : du refus de l'impôt unique à l'opposition aux "décrets de la faim" (1968-1974). *Cahiers des Amériques latines*, série sciences de l'homme, n° 23, 141-172, IHEAL, Paris.
- LAVAUD J.-P., 1991 : *L'instabilité politique de l'Amérique latine. Le cas de la Bolivie*. L'Harmattan-IHEAL. 290 p. Paris.
- LAVAUD J.-P., 1992 : De l'indigénisme à l'indianisme : le cas de la Bolivie. *Problèmes d'Amérique latine*, n° 7, octobre-décembre, 63-82. Paris.
- LE BOT Y., 1994 : *Violence de la modernité en Amérique latine. Indianité, société et pouvoir*. Coll. Hommes et Sociétés. Karthala. 291 p. Paris.

- LE BOT Y., 1997 : Les Indiens et l'invention d'une démocratie plurielle. In Couffignal (éd.) : *Amérique latine, tournant de siècle*, 28-29.
- LECOQ P., 1986, La ruta de la sal en Bolivia. *Geomundo*, vol. 10, n° 9, septembre, 264-273. Santiago de Chile.
- LEMOINE M., 1988 : *Les 100 portes de l'Amérique latine*. Editions Autrement. 359 p. Paris.  
*Le Monde*, quotidien, Paris : divers numéros.  
*Le Monde diplomatique*, mensuel, Paris : divers numéros.
- LEMONNIER D., INGENBLEEK Y. (travaux réunis par), 1989 : *Les carences nutritionnelles dans les pays en voie de développement*. 3° Journées scientifiques internationales du GERM, 4-9 octobre 1987. Karthala-ACCT. 622 p. Paris.
- LE NAËLOU A., 1996 : L'Union Européenne en coopération : mythes et réalités agraires. Colloque "Agriculture paysanne et question alimentaire", Chantilly, 20-23 février. 17 p.
- LEÓN R., de la VEGA C., FRANQUEVILLE A., AGUERRE M., 1992 : *El consumo alimentario en Bolivia*. IDRC-ORSTOM-CERES. 222 p. Cochabamba.
- LOON H. van, VLIETINCK R. F., 1989 : Evaluation de l'état nutritionnel d'un enfant et d'une communauté. In Lemonnier, Ingenbleek (travaux réunis par), 20-29.
- MAIRE B., DELPEUCH F., PADILLA M., LE BIHAN G., 1995 : Le ciblage dans les politiques et programmes nutritionnels. In Les politiques alimentaires en Afrique du Nord, 36-57. Karthala. 435 p. Paris.
- MALASSIS L., 1973 : *Economie agro-alimentaire*, tome I : *Economie de la consommation et de la production agro-alimentaire*. Cujas. 437 p. Paris.
- MALDONADO F. L., 1990 : Características de la ingesta dietética de los niños menores de 3 años, factores condicionantes y su relación con el estado nutricional en 6 villas de la ciudad de El Alto de La Paz, 1990. Tesis de grado. UMSA. ORSTOM-IBBA. 84 p. La Paz.
- MALENGREAU J., 1995 : *Sociétés des Andes. Des empires aux voisinages*. Hommes et Sociétés. Karthala. 454 p. Paris.
- MAMANI M., 1994 : Tenencia y uso de las tierras comunales, algunas preguntas y respuestas para el futuro. In Hervé, Génin, Rivière (éd.), 259-270.
- MARANDOLA L., 1994 : Dinámica de la gestión del espacio productivo comunal en relación al mercado regional. In Hervé, Génin, Rivière (éd.), 291-304.
- MARIATEGUI J.C., 1968 : *7 essais d'interprétation de la réalité péruvienne*. Coll. "textes à l'appui". F. Maspéro. 279 p. Paris.
- MARMORA L., 1995 : Logiques politiques et intégration régionale. Les migrations en Amérique latine. *Revue Européenne des Migrations Internationales*, vol. 11, n° 2, 13-33. Paris.
- MATERNE Y. (textes réunis par), 1976 : *Le réveil indien en Amérique latine*. Postface par M. de Certeau. Coll. Terres de Feu 21. DIAL. Ed du Cerf. 139 p. Paris.
- MEDINA J., 1992 : *Repensar Bolivia. Cicatrices de un viaje hacia sí mismo, 1972-1992*. Hisbol. 313 p. La Paz.
- MELGAR T., 1994 : Un encuentro territorial conflictivo : Indios, Madereros y Ganaderos. In Cordova, Roux (edit.) : *El espacio territorial y los Orientes bolivianos*. Hombres-Sociedad-Espacio, 128-153. La Paz.
- MERCAT L., 1993 : "Aquí se vende carne buena del Altiplano". Estudio de comercialización y distribución de carne vacuna en la ciudad de La Paz y El Alto. PROCAD-UNITAS. 36 p. La Paz.
- MICHAUX J., CÁRDENAS E., JORDAN W., HUANCA J., PEÑARANDA C., PORTUGAL J., 1992 : Migrantes "norpotosinos" en La Paz. Textos antropológicos. *Revista de la Carrera de Antropología-Arqueología* n° 3, 41-132. UMSA. La Paz.

- Ministerio de Desarrollo Humano, 1995 : Plan Nacional de Alimentación y Nutrición. Lineamientos estratégicos del Plan. Secretaría Nacional de Salud. UNICEF-OPS/OMS. 61 p. La Paz.
- MINVIELLE J.-P., 1996 : La sécurité alimentaire durable : une approche holistique pour la recherche. L'expérience du Grand Programme Maîtrise de la Sécurité Alimentaire de l'ORSTOM. ORSTOM. 37 p. Paris.
- MOLL M., 1981 : *Problemas ecológicos en el desarrollo agrícola de Santa Cruz*. Direktion für Entwicklungszusammenarbeit und humanitäre Hilfe. EDA. 106 p. Bern.
- MONTENEGRO M., 1994 : Introducción de pastos mejorados en el páramo andino. In Hervé, Génin, Rivière (éd.), 237-244.
- MONTES DE OCA I., 1995 : Geografía y clima de Bolivia. *Bulletin de l'Institut Français d'Etudes Andines*. Eaux, glaciers et changements climatiques dans les Andes tropicales. Tome 24, n° 3, 357-368. ORSTOM-IFEA. Lima.
- MORALES R., 1984 : *Desarrollo y pobreza en Bolivia. Análisis de la situación del niño y la mujer*. UNICEF. 285 p. La Paz.
- MORALES R., 1992 : Rasgos de la pobreza en Bolivia. CIESS-Econométrica SRL. 36 p. La Paz.
- MORALES R., AZERO R., SZMUKLER A., MOLLINEDO F., 1995 : *Desarrollo Humano en las Montañas. Informe del desarrollo humano de la ciudad de La Paz*. Gobierno municipal de la ciudad de La Paz - PNUD. 277 p. La Paz.
- MORALES R., ROCA BADO F., 1988 : *Los Grupos Vulnerables en las Economías en Desarrollo. El Caso Boliviano*. Ministerio de Planeamiento y Coordinación. 422 p. La Paz.
- MORLON P., 1981 : Adaptation des systèmes agraires andins traditionnels au milieu. INRA. Systèmes agraires et développement. 78 p. mimeo. Paris.
- MORLON P., 1982 : Adaptation au milieu des systèmes agraires andins traditionnels : conséquences pour le développement. *Economie rurale*, n° 147-148, janv.-mars, 86-88.
- MORLON P., 1989 : Du climat à la commercialisation : l'exemple de l'Altiplano péruvien. In Eldin, Milleville (éd.), 187-224.
- MORLON P. (coordinateur), 1992 : *Comprendre l'agriculture paysanne dans les Andes centrales (Pérou-Bolivie)*. INRA. 522 p. Paris.
- MOUNIER A., 1992 : *Les théories économiques de la croissance agricole*. INRA-Economica. 427 p. Paris.
- MURRA J.V., 1975 : El control vertical de un máximo de pisos ecológicos en la economía de las sociedades andinas. In *Formaciones económicas y políticas del mundo andino*, 59-115. Instituto de Estudios Peruanos. 339 p. Lima.
- Organisation Mondiale de la Santé (OMS-WHO), 1980 : Fréquence de l'insuffisance pondérale à la naissance : étude critique. *World Health Stat Q.*, 33, 197-224.
- ORLOVE B., 1992 : Agriculture, alimentation et politique. In Morlon (coord.), 409-426.
- PACHECO L., 1994 : El sistema de *aynuqa* en Pumani, dinámicas y tendencias. In Hervé, Génin, Rivière (éd.), 271-289.
- PENARANDA Th., 1984 : Détermination des caractéristiques de la ration alimentaire de deux populations autochtones boliviennes vivant respectivement à 2 200 m et 3 900 m d'altitude. Mémoire de DEA. Faculté des Sciences. Université de Dijon. 77 p. Dijon.
- PEREIRA R., VELASCO T.A., 1993 : Estimación de la pobreza urbana en Bolivia. Estudios de pobreza. Documento de trabajo 02/93. Unidad de Análisis de Políticas Sociales (UDAPSO). 60 p. La Paz.
- PLAZA MARTÍNEZ P., CARVAJAL CARVAJAL J., 1985 : *Etnias y lenguas de Bolivia*. Instituto boliviano de cultura. 228 p. La Paz.

- PRATLONG G., 1989 : Individualisme et échange dans la culture andine traditionnelle. *Bulletin de l'Institut Français d'Etudes Andines*, XVIII, n° 1, 23-53. Lima.
- Presencia*, quotidien, La Paz : divers numéros.
- PRESTON D.-A., 1973 : L'agriculture dans un désert d'altitude : l'Altiplano central de Bolivie. *Les Cahiers d'Outre-Mer*, n° 102, avril-juin, 113-128. Bordeaux.
- Programa de las Naciones Unidas para el Desarrollo (PNUD), 1991-1992 : Informe sobre Cooperación para el Desarrollo. Bolivia, 33-57.
- Programme des Nations Unies sur le Développement (PNUD), 1990 : Rapport mondial sur le développement humain. Economica. 203 p. Paris.
- Programme des Nations Unies sur le Développement (PNUD), 1991 : Rapport mondial sur le développement humain. Economica. 222 p. Paris.
- Programme des Nations Unies sur le Développement (PNUD), 1994 : Rapport mondial sur le développement humain. Economica. 239 p. Paris.
- Programme des Nations Unies sur le Développement (PNUD), 1995 : Rapport mondial sur le développement humain. Economica. 251 p. Paris.
- Programme des Nations Unies sur le Développement (PNUD), 1996 : Rapport mondial sur le développement humain. Economica. 251 p. Paris.
- PRUDENCIO J., 1985 : La situación alimentaria en Bolivia. Determinantes y perspectivas. *Cuadernos CERES*. 158 p. Cochabamba.
- PRUDENCIO J., 1990 : *El caso del trigo. La inseguridad alimentaria en Bolivia*. ILDIS. 231 p. La Paz.
- PRUDENCIO J., 1993 : El problema alimentario y nutricional en Bolivia. *In Prudencio et al.*, 9-52.
- PRUDENCIO J., 1994 : *¿ Exportar es progresar ? Análisis de las exportaciones bolivianas : El caso del café*. ILDIS. 137 p. La Paz.
- PRUDENCIO J., 1996 : Elementos para la formulación de una estrategia integral de seguridad alimentaria en Bolivia. Estudio de caso de las regiones de Yapacaní, Zudañez y Chayanta. 67 p. mult. La Paz.
- PRUDENCIO J., ARRIETA M. (compiladores), 1989 : *Alimentos donados en Bolivia. Propuestas y alternativas*. ILDIS. 199 p. La Paz.
- PRUDENCIO J., FRANQUEVILLE A., RIVERA J., SAN MARTIN H. , 1993 : *Aspectos sobre la inseguridad alimentaria en Bolivia*. Unitas. 121 p. Cuadros. La Paz.
- PRUDENCIO J., FRANQUEVILLE A., 1995 : *La incidencia de la ayuda alimentaria en Bolivia*. Unitas. 210 p. La Paz.
- PRUDENCIO J., PERES J.-A., 1996 : Bolivia : la configuración de los regímenes de crecimiento (1870-1994). *In Bye (édit.) : La diferenciación de los regímenes de crecimiento. Un análisis de largo plazo*, 33-59. Red HOST. ILDIS. 249 p. La Paz.
- PRUDENCIO J., VELASCO M., 1987 - *Mujer y donaciones de alimentos*. CERES-PAM. Seguridad alimentaria 2. 187 p. La Paz.
- QUEIROZ (de) J., BARRERA C., VALDIVIA J., 1994 : La estructura y composición botánica de la vegetación de los campos agrícolas de la comunidad San José Llanga, Altiplano central, en función de los suelos y períodos de descanso. *In Hervé, Génin, Rivière (éd.)*, 215-223.
- QUINTELA A., ROCABADO F., 1987 : Anemias nutricionales en mujeres embarazadas de la ciudad de La Paz. *Boletín del Sistema de Vigilancia Epidemiológica Nutricional*, vol. 2, n° 4, diciembre. MPSSP. La Paz.

- RAIMBAULT A. M., 1974 : *La santé de la mère et de l'enfant en Amérique latine* (455 enquêtes médico-sociales réalisées en Colombie, Bolivie et Chaco argentin). Institut d'hématologie, immunologie et génétique humaine. CNRS. 174 p. Toulouse.
- REUTLINGER S., DEL CASTILLO A. M., 1994 : A System to Monitor and Evaluate Food Security in Bolivia and the Food Security Impact of the Title III Program. An Interim Report. Food Economics International. January 1994. 40 p. Bethesda.
- REYNAUD E., 1996 : La Banque mondiale et les retraites. Une synthèse de l'approche néolibérale. *Futuribles*, n° 210, juin, 37-42. Paris.
- RJNHOUT L., OOMEN J., 1994 : "Mala leche". Una historia amarga de desarrollo en el Chapare. Cedoin. 74 p. La Paz.
- RIVERA CUSICANQUI S., 1986 : "Oprimidos pero no vencidos". *Luchas del campesinado aymara y qhechwa de Bolivia, 1900-1980*. Unrisd. 225 p. Ginebra.
- RIVERA J., VILLEGAS R., 1993 : Patrón alimentario y adecuación de la dieta del departamento de La Paz. *In Prudencio et al.*, 55-84.
- RIVIÈRE G., 1979 : Les formes de l'échange en Bolivie. *Cahiers des Amériques latines*, n° 20, 145-158. Série Sciences de l'Homme. IHEAL. Paris.
- RIVIÈRE G., 1986 : Cambios sociales y pentecostalismo en una comunidad aymara. *Fe y Pueblo*, año III, n° 14, noviembre, 24-30. La Paz.
- RIVIÈRE G., 1994 : El sistema de *aymüqa* : Memoria e historia de la comunidad (comunidades aymara del Altiplano boliviano). *In Hervé, Génin, Rivière (éd.)*, 89-105.
- ROBILLARD P. Y., MSHAKO L. M. N., CEZARD J. P., NAVARRO J., 1989 : Intérêt de la mesure du rapport périmètre brachial (PB) / périmètre crânien (PC) dans l'évaluation du statut nutritionnel du nourrisson et du jeune enfant. *In Lemonnier, Ingenbleek (travaux réunis par)*, 52-56.
- ROCA O., 1986 : Situación actual de la comercialización y abastecimiento de productos agrícolas en el departamento de Santa Cruz. Simposio sobre políticas de seguridad alimentaria, 26-28 de febrero, 394-427. M.P.C.-UNICEF. 706 p. La Paz.
- ROCABADO F., DURAN G., RIVERA J., 1986 : Validación del indicador peso para edad. *Boletín del Sistema de Vigilancia Epidemiológica Nutricional (SVEN)*, Vol. 1, n° 2. MPSSP. La Paz.
- ROCABADO F., ALIAGA A., DURAN G., RIVERA J., MOREIRA G., 1987 : Desnutrición y condición socioeconómica. *Cuadernos de Vigilancia Nutricional*, N° 4. MPSSP, SVEN. 36 p. La Paz.
- ROCABADO F., 1989 : Bolivia : Situación alimentaria y nutricional. *Cuadernos de Vigilancia Nutricional*, N° 7. MPSSP, SVEN. 47 p. La Paz.
- ROCABADO F., VARGAS de FRÍAS E., 1989 : Las comidas callejeras en la ciudad de La Paz. *Cuadernos de Vigilancia Nutricional*, n° 8. MPSSP, SVEN. 52 p. La Paz.
- RODRIGO J.M., 1994 : *Cocafé*. Documentaire télévisé. Emission "Les cinq continents". France 3 - CFSI.
- RODRÍGUEZ A., WINCHESTER L., 1996 : Déterritorialisation, dématérialisation, décentralisation et résurgence de l'urbain en Amérique latine. *In Le Bris (textes réunis par) : Villes du Sud, sur la route d'Istanbul*, 57-73. ORSTOM. 289 p. Paris.
- ROUX J.-C., OVIEDO F., 1995 : Les "hommes du quinquina". Comportements démographiques et cycles de l'économie extractive dans une région bolivienne enclavée : Caupolican (1830-1880). *Cahiers des Sciences humaines*, vol. 31, n° 4, 969-986. ORSTOM. Paris.
- ROUX J.-C., 1996 : La ligne Madeira-Yavari : une impossible frontière amazonienne pour la Bolivie. *Cahiers des Sciences humaines*, vol. 32, n° 2, 265-292. ORSTOM. Paris.

- RUDEL C., 1994 : Bolivie, sur les cimes de la pauvreté. Grand reportage. *Peuples du monde*, n° 277. Paris.
- RUDEL C., 1995 : *La Bolivie*. Coll. Méridiens. Karthala. 224 p. Paris.
- RUSKIN F.R. (ed.), 1989 : *Lost crops of the Incas*. Report of an ad hoc panel of the advisory committee on technology innovation. Board on science and technology for international development. National Research Council. National Academy Press. 415 p. Washington D.C.
- SACHS I., 1996 : S'attaquer aux racines de l'exclusion. In Brisset (dir.) : *Pauvretés*, 161-186. Hachette. 211 p. Paris.
- SALAMA P., 1994 : Macro-économie de la drogue dans les pays andins. *Futuribles*, n° 185, Géopolitique et économie politique de la drogue, 43-56. Paris.
- SALAMA P., VALIER J., 1992 : Politiques libérales et fin des processus hyperinflationnistes. *Problèmes d'Amérique latine*, n° 5, nouvelle série, avril-juin, 3-27. La Documentation Française. Paris.
- SALAMA P., VALIER J., 1995 - Mesures des pauvretés et de l'appauvrissement. *Revue Tiers-Monde*, T. XXXVI, n° 142, avril-juin, 257-278. IEDES, PUF, 479 p.
- SALAZAR C., 1984 : *¿ Warisata mia ! y otros artículos polémicos*. 2° ed. Amerindia. 217 p. La Paz.
- SALAZAR C., 1986 : *La "Taika", teoría y práctica de la Escuela-Ayllu*. Ed. UMSA. 137 p. La Paz.
- SALAZAR de la TORRE C., 1991 - Les coopératives minières de Bolivie. *Revue des Etudes Coopératives, Mutualistes et Associatives (RECMA)*, n° 40, 4° Trim., 59-63. Paris.
- SALIS A., 1985 : *Cultivos andinos ¿ Alternativa alimentaria popular ?* Centro de Estudios Rurales Bartolomé de Las Casas. CEDEP-Ayllu. Debates andinos 6. 91 p. Cusco.
- SANDOVAL G., ALBÓ X., GREAVES T., 1987 - Chukiyawu, la cara aymara de La Paz. Tomo IV : Nuevos lazos con el campo. *Cuaderno de Investigación* 29. CIPCA. 195 p. La Paz.
- SAN MARTIN H., 1993 : Evolución de la estructura del comercio exterior (1950-1992). In Prudencio, Franqueville, Rivera, San Martin, 105-121.
- SANTANA R., 1990 : Pauvreté alimentaire et crise des productions indigènes dans les Andes équatoriennes. In GRAL-CNRS : *La question alimentaire en Amérique latine*, ouvrage collectif, 95-127, 233 p. Paris.
- SAUTIER D., 1989 : Risques agricoles et risques alimentaires : remarques sur un exemple andin. In Eldin, Milleville (éd.), 395-405.
- SIVILA de CARY R., HERVÉ D., 1994 : El estado microbiológico del suelo, indicador de una restauración de la fertilidad. In Hervé, Génin, Rivière (éd.), 185-197.
- SCHEJTMAN A., 1987 : Análisis integral del problema alimentario y nutricional en América latina. *Estudios Rurales Latinoamericanos*, vol. 6, n° 2-3, 141-180.
- Sistema de Vigilancia Epidemiológica Nutricional (SVEN), 1993 : Bolivia : Estado nutricional de la población menor de cinco años. Gestión 1993. MPSSP. La Paz.
- Solagral, 1984 - *L'aide alimentaire*. Syros. Alternatives économiques. 135 p.
- SOTO C., 1990 : Problemas, experiencias y proyecciones del PRACA en el sector rural boliviano. In Eresue et al. (compiladores) : *Agricultura andina : unidad y sistema de producción*, 422-430. ORSTOM-UNALM. 499 p. Lima.
- SPITZ P., GALTUNG J., PREISWERK R. et al., 1988 : *Il faut manger pour vivre... Controverses sur les besoins fondamentaux et le développement*. Cahiers de l'Institut universitaire d'études du développement. Genève. PUF. 324 p. Paris.
- SUAREZ E., 1993 : Algunos factores socioeconómicos preponderantes como causa de la desnutrición grave. CRIN-Universidad Mayor de San Simon. 178 p., anexos. Cochabamba.

- TAPIA R., ZÁRATE E., ANGULO A., 1987 : Incidencia de bajo peso al nacer en la ciudad de La Paz. *Boletín del INAN*, Año 3, n° 5. Julio. La Paz.
- TCHIBINDAT F., GOMA I., CORNU A., DELPEUCH F., FAUCON L. D., SIMONDON F., 1989 : Caractéristiques anthropométriques d'un groupe d'enfants socio-économiquement privilégiés de Brazzaville. *In* Lemonnier, Ingenbleek (travaux réunis par), 57-62.
- THIRION (M.C.), 1994 - *Aide alimentaire : bilan des années 1980 et perspectives*. Solagral. 98 p. Paris.
- THOUMI F. E., 1995 : Pays andins : l'échec des politiques anti-drogues. *Problèmes d'Amérique latine*, n° 18, juillet-sept., 3-19. La Documentation Française. Paris.
- TILLMANN H.J., 1991 : Western science and Andean technology. *In* Dupré (éd.) : *Savoirs paysans et développement*, 99-109. Karthala-ORSTOM. 524 p. Paris.
- TIMMER C. P., FALCON W. P., PEARSON S. R. : *Analyse de la politique alimentaire*. Banque mondiale. Economica. 364 p. Paris.
- TSHIMBEMBA M., DEVLIEGER H., VLEITINCK R.F., EECKELS R., 1989 : 2 250 g : poids de naissance critique, indicateur de haut niveau de mortalité périnatale du nouveau-né africain à Kinshasa. *In* Lemonnier, Ingenbleek (travaux réunis par), 39-43.
- Unidad de Análisis de Políticas Económicas (UDAPE), 1993 : Mapa de la Pobreza. La Paz.
- Unidad de Análisis de Políticas Sociales (UDAPSO), 1994 : Mapa de la Desnutrición de Bolivia. La Paz.
- Unidad de Política de Población (UPP), 1992 : Provincias de Bolivia y su Grado de Pobreza. *Boletín informativo*, n° 15, julio. La Paz.
- Unión Nacional de Instituciones para el Trabajo de Acción Social (UNITAS), 1988 : El Alto desde El Alto. Estudio elaborado por el Programa del Sector Urbano Popular de UNITAS (SURPO). *Documentos de análisis* 5. 255 p. La Paz.
- URIOSTE M., 1984 : *El estado anticampesino*. CINCO-ILDIS. 312 p. Cochabamba.
- URIOSTE M., 1989-a : *La economía del campesino altiplánico en 1976*. CEDLA. 238 p. La Paz.
- URIOSTE M., 1989 -b : *Resistencia campesina*. Talleres Cedla n° 6. 257 p. La Paz.
- URIOSTE M., 1992 : *Fortalecer las comunidades, una utopía subversiva, democrática... y posible*. AÍPE-PROCOM-CEDLA. 264 p. La Paz.
- URIOSTE M., 1995 : Anteproyecto de ley, Programa "Producción de alimentos nacionales". 2do borrador. Tierra. 32 p. La Paz.
- VACHER J., BRUGIONI I., FELLMAN T.T., 1994 : Evolución del balance hídrico invernal en diferentes parcelas de descanso en el Altiplano boliviano. *In* Hervé, Génin, Rivière (éd.), 127-139.
- VALDEZ E., 1993 : *Santé et médecine populaire en Bolivie*. IUED-Karthala-Patiño. 308 p. Paris-Genève.
- VEGA (De la) C., FRANQUEVILLE A., VILLEGAS R., RIVERA J., 1992 - Evaluación del impacto alimentario-nutricional de los programas del "CIPCA". Vol. II : Resultados y comentarios, 221 p. CIADE. La Paz.
- VELLARD J., 1963 : L'expérience agraire de la Bolivie. *Les Cahiers d'Outre-Mer*, n° 62, avril-juin, 201-213. Bordeaux.
- VILLEGAS R.; 1985 : Estudio comparativo de los alimentos consumidos en el hogar dentro la estructura de la canasta familiar. Ciudad de La Paz. 1982. 148 p. Anexos, 56 p. La Paz.
- VILLEGAS R., FRANQUEVILLE A., GUZMÁN D., 1994-1995: Encuesta de seguimiento del consumo de alimentos (ESCA). Tomo I, 1994 : Documentos metodológicos, 93 p., anexos. Tomo II, 1995 : Análisis de resultados, 223 p. INE-ORSTOM. La Paz.

- VILLEGAS R., FRANQUEVILLE A., JUSTINIANO Y., 1994 : Alimentación y nutrición. Un análisis a partir de la encuesta de presupuestos familiares. 4 tomos. Ciudad de La Paz, 100 p., anexos ; Ciudad de El Alto, 95 p., anexos ; Ciudad de Cochabamba, 97 p., anexos ; Ciudad de Santa Cruz, 98 p., anexos. INE-ORSTOM. La Paz.
- VILLEGAS R., GUZMÁN D., 1993 : Tabla compilada de composición química de alimentos. INE. 61 p. La Paz.
- WACHTEL N., 1971 : *Los vencidos. Los Indios del Perú frente a la conquista española (1530-1570)*. Alianza Editorial. 408 p. Madrid.
- WACHTEL N., 1990 : *Le retour des ancêtres. Les indiens Urus de Bolivie, XX<sup>e</sup>-XVI<sup>e</sup> siècles. Essai d'histoire régressive*. Gallimard. 689 p. Paris.
- WEINBERG A., 1992 : Repenser le développement. *Sciences Humaines*, n° 23, décembre, 16-20. Auxerre.
- WOLOWYNA O., PINTO AGUIRRE G., 1990 : *Sobrevivencia infantil en Bolivia*. Consejo Nacional de Población. 262 p. La Paz.
- ZEBALLOS H., 1988 : *Agricultura y desarrollo económico*. Bolivia dos mil. 414 p. La Paz.
- ZEBALLOS H., MAMANI M., PAZ D., VILLEGAS R., 1987 : *Tipología de la economía campesina en Bolivia*. MACA-JUNAC, Serie Estudios rurales andinos. 243 p. La Paz.

## GLOSSAIRE

- Aguayo** : Pièce de tissu surtout utilisée par les femmes pour porter sur le dos les jeunes enfants ou les fardeaux.
- Altiplano** : En Bolivie, région de hauts plateaux (3 800 à 4 200 mètres d'altitude) s'étendant à l'ouest du pays, encadrée par les deux cordillères des Andes.
- Arrendero** : Sous la colonie espagnole, agriculteur travaillant la terre d'un propriétaire de hacienda contre rétribution (le plus souvent en nature).
- Ayllu** : Dans les sociétés andines (aymara et quechua), communauté territoriale de base fondée sur des liens de parenté et constituant le cadre des rapports sociaux et des activités économiques.
- Ayni** : Echange réciproque de travail entre familles, voisins, communautés.
- Aynoka** : Partie du territoire géré en commun par la communauté selon des règles précises de rotation des cultures (dite également *aynuqa*, ou *suyu*, *laymi*, *moya*, *manta*, etc. selon les lieux).
- Camba** : Nom désignant en Bolivie les habitants des plaines orientales (surtout la région de Santa Cruz), soit pour les distinguer des Collas des hauts plateaux, soit pour distinguer dans l'Orient les peuples autochtones de la population d'origine européenne.
- Campesino** : Agriculteur paysan exploitant généralement une superficie très réduite.
- Campo** : Campagne, milieu rural par opposition au milieu urbain, zone des champs par opposition à zone d'habitat.
- Caya** : Oca (tubercule andin, *Oxalis tuberosa* Molina) déshydratée en vue de sa conservation.
- Chalona** : Viande de mouton séchée et salée en vue de sa conservation.
- Chaquitacla** : Bêche andine traditionnellement utilisée pour le labour.
- Charqui** : Viande de boeuf ou de lama salée et séchée en vue de sa conservation.
- Chicha** : Bière de maïs (ou de blé) traditionnelle élaborée artisanalement.
- Choclo** : Maïs tendre, consommé bouilli, généralement cueilli avant maturité.
- Cholo** : Autochtone aymara ou quechua résidant en ville. Terme généralement dépréciatif en Bolivie, bien que son diminutif féminin *cholita* ne le soit pas.
- Chuño** : Pomme de terre déshydratée par exposition alternée au gel et au soleil en vue de sa conservation.
- Cocalero** : Paysan producteur de coca.
- Colla** : Désigne les autochtones de l'Altiplano par opposition aux habitants des plaines orientales dits *Cambas*. Ancien peuple andin des bords du lac Titicaca, sans doute conquis par les Aymara, ayant donné son nom au *Collasuyu*, l'une des quatre parties de l'empire inca (*Tawantinsuyu*).
- Colono** : Sous la colonie espagnole, indigène sans terre ne relevant pas d'une communauté et fournissant un travail non rémunéré au *hacendado* en échange de l'usufruit d'une parcelle.
- Compadrazgo** : Système de parenté symbolique instaurée entre deux familles lors de certaines fêtes (baptême, première coupe de cheveux, mariage...) et entraînant des obligations de solidarité.
- Compañía** : Système de culture associant deux producteurs, l'un apportant la terre, les semences et éventuellement l'engrais et l'autre fournissant la main-d'oeuvre. La récolte est partagée selon un accord pré-établi.
- Comunario** : Membre d'une communauté rurale traditionnelle (*ayllu*).

- Contribución territorial** : Taxe fixe payée par les chefs de famille de chaque communauté.
- Corregidor** : Sous la colonisation espagnole, fonctionnaire territorial représentant de la Couronne.
- Criollo** : Désigne une personne d'origine espagnole née en Bolivie. L'adjectif s'emploie aussi pour désigner le bétail introduit par les Espagnols et devenu race locale dans les Andes, de même qu'il s'applique au fromage salé et séché produit par les communautés de l'Altiplano.
- Empleada** : Employée de maison, bonne à tout faire. Elle peut être "*cama adentro*", logeant chez ses patrons et donc en service quasi permanent, ou "*cama afuera*", habitant ailleurs.
- Encomienda** : Sous la colonie espagnole, délégation pour services rendus à la Couronne, permettant à un *encomendero* la perception d'un tribut et l'utilisation privée des indigènes dont les terres ont été confisquées, en contrepartie d'une obligation d'endoctrinement religieux.
- Forastero** : Personne étrangère à la ville ou à la région où elle vit. L'étranger d'un autre pays est dit *extranjero*.
- Hacendado** : Propriétaire d'une hacienda.
- Hacienda** : Grande propriété rurale privée constituée par usurpation de terres des communautés andines ou de territoires indigènes dans l'Oriente.
- Indio** : Dénomination erronée donnée aux autochtones par les conquérants espagnols qui croyaient être arrivés aux Indes. Le mot est cependant resté, chargé d'un sens généralement très méprisant.
- Kañawa** : Chenopodiacée (*Chenopodium pallidicaule*) cultivée sur Altiplano-nord et dans la région de Cochabamba.
- Katarisme** : Courant syndical et politique paysan dans les Andes, qui se réclame de la rébellion de Tupac Katari (1780). A l'origine, *Movimiento Revolucionario Tupac Katari* (MRTK) créé en 1978.
- Kiwicha** : Amarante (*Amaranthus caudatus*) cultivée sur l'Altiplano et dans les Vallées.
- Mennonites** : Immigrés anabaptistes d'origine européenne ayant transité par le Brésil, pratiquant l'agriculture et l'élevage dans la région de Santa Cruz et caractérisés par une observance religieuse très stricte, un habillement particulier, des contacts réduits hors de leur communauté.
- Minifundio** : Petit lopin de terre cultivé par les paysans et généralement insuffisant pour répondre à leurs besoins.
- Minka** : Travail, agricole ou autre, rémunéré en nature (ou en espèces), au profit d'un individu ou d'une collectivité.
- Mita** : En quechua, "tour". Sous l'empire inca, tour de travail sur les terres de la communauté dont la production revenait à l'Inca ou au culte. A l'époque coloniale, réquisition périodique de personnel pour les corvées imposées par l'administration, en particulier pour le travail dans les mines de Potosí.
- Muchacha** : Petite fille. Désigne également les employées de maison.
- Municipio** : Nouvelle unité administrative créée par la loi de Participation populaire (1994) en remplacement des provinces. Au nombre d'environ 300, les "municipes" englobent dans les mêmes limites territoriales les municipalités urbaines existantes ou nouvelles et les communautés rurales.
- Oriente** : Partie orientale de la Bolivie. Elle comprend au nord-est les plaines amazoniennes et au sud-est la région du Chaco.
- Pachamama** : Terre-mère divinisée.
- Peón** : Ouvrier agricole rémunéré en argent. Le mot est passé dans la langue française.
- Pito** : Bouillie à base de farine de céréales ou pseudo-céréales (*kañawa*, etc.).
- Pollera** : Jupe ample et à plusieurs épaisseurs que portent les femmes dans les Andes.

**Pollera** : Jupe ample et à plusieurs épaisseurs que portent les femmes dans les Andes.

**Pongaje** (ou pongueaje) : Sous la colonie espagnole, l'obligation faite à tous les hommes de servir gratuitement dans la maison de l'*hacendado* plusieurs semaines par an.

**Pueblo** : Bourg rural, généralement de création espagnole, ou encore peuple.

**Pueblos originarios** : Dénomination adoptée par les différents peuples autochtones dans leur revendication d'une identité propre.

**Puna** : Mot quechua désignant la steppe située au-dessus de la limite des terres cultivables, utilisée pour l'élevage. Le mot est passé dans la langue française.

**Puruma** : Désigne les terres vierges non encore défrichées.

**Quinoa** (esp. : *quinua*) : Chénopodiacée (*Chenopodium quinoa*) cultivée sur l'Altiplano, généralement consommée dans les soupes.

**Reconquista** : Reconquête par les Rois catholiques de l'Espagne islamisée. Sa fin (1492) coïncide avec la découverte de l'Amérique.

**Reducción** : Sous la colonisation espagnole, regroupement des populations indigènes dans des villages (*pueblos*) créés à cet effet, à partir de 1575. Le mot désigne aussi ces bourgades elles-mêmes. Il s'applique aussi, en Amazonie, aux regroupements des indigènes organisés théocratiquement par les Jésuites sous la Colonie espagnole et dont le film "Mission" a retracé l'histoire.

**Relocalizado** : Néologisme d'abord appliqué aux milliers de mineurs de la COMIBOL licenciés en 1986, puis à tout licenciement jugé abusif (le mot "compressé" est utilisé dans le même sens en Afrique francophone).

**Salar** : Vaste étendue de sel au sud de l'Altiplano. Les salares d'Uyuni et de Coípasa sont les plus vastes.

**Sayaña** : Lopin de terre possédé en propre par le *comunario* autour de son habitation, par opposition à l'*aynuqa* soumis à l'assolement communautaire.

**Sultana** : Boisson élaborée à partir de la seconde enveloppe de la cerise de café, prise en guise de café.

**Tambo** : Sous l'empire inca, grenier. Actuellement, lieu couvert spécialisé dans la vente de fruits.

**Taquia** : Excrément des animaux domestiques utilisé comme combustible sur l'Altiplano.

**Tarwi** : Légumineuse (*Lupinus mutabilis*) cultivée dans le nord de l'Altiplano et les Vallées.

**Tawantinsuyu** (ou Tahuantinsuyu) : Nom quechua de l'empire inca signifiant "les quatre parties".

**Totora** : Plante aquatique, matière première des barques traditionnelles du lac Titicaca.

**Tunta** : Pomme de terre déshydratée comme le *chuño* mais selon un processus différent comportant un séjour en eau courante.

**Vallées** : En Bolivie, région géographique intermédiaire entre l'Altiplano et l'Oriente, entre 1 000 et 3 000 mètres d'altitude, au climat tempéré.

**Vecino** : Habitant d'un bourg rural, généralement métis et dans une relation de domination économique et politique avec les paysans du lieu et les communautés autochtones voisines.

**Yatiri** : Chamane, et souvent guérisseur, dans les sociétés andines. En aymara : "celui qui sait".

**Yunta** : Charrue attelée de deux boeufs. Désigne aussi la paire de boeufs.



## LISTE DES SIGLES ET ABREVIATIONS

**ADIM** : Asociación de Industriales Molineros  
**ADRA** : Adventist Development and Relief Agency  
**ALC** : Amérique latine et Caraïbes  
**APD** : Aide publique au développement  
**APG** : Asamblea del Pueblo Guarani  
**CEBIAE** : Centro Boliviano de Investigación y Acción Educativas  
**CEE** : Communauté économique européenne  
**CEPAL** : Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes  
**CERES** : Centro de Estudios de la Realidad Económica y Social  
**CIA** : Central Intelligence Agency  
**CIADE** : Centro de Investigación y Acciones para el Desarrollo  
**CIDIB** : Confederación Indígena del Oriente Boliviano  
**CIDOB** : Confederación Indígena del Oriente, Chaco y Amazonia de Bolivia  
**CIPCA** : Centro de Investigación y Promoción del Campesinado  
**CIRABO** : Central Indígena de la Región Amazónica de Bolivia  
**CNPV** : Censo Nacional de Población y Vivienda  
**CNRA** : Consejo Nacional de Reforma Agraria  
**COB** : Central Obrera Boliviana  
**COMIBOL** : Corporación Minera Boliviana  
**CPIB** : Central de Pueblos Indígenas del Béni  
**CSUTCB** : Confederación Sindical Única de Trabajadores Campesinos de Bolivia  
**DEA** : Drug Enforcement Administration  
**ENAF** : Empresa Nacional de Fundiciones  
**ENDE** : Empresa Nacional de Electricidad  
**ENDSA** : Encuesta Nacional de Demografía y Salud  
**EPF** : Encuesta de Presupuestos Familiares  
**ESCA** : Encuesta de Seguimiento del Consumo Alimentario  
**E.U.** : Etats-Unis  
**FAO** : Food and Agriculture Organisation  
**FELCN** : Fuerza Especial de Lucha contra el Narcotráfico  
**FHI** : Food for Hungry  
**FIDA** : Fondo Internacional de Desarrollo Agrícola  
**FIS** : Fondo de Inversión Social  
**FMI** : Fond monétaire international  
**FSE** : Fondo Social de Emergencia  
**FSTMB** : Federación sindical de Trabajadores Mineros de Bolivia  
**IDH** : Indicateur de développement humain  
**IFEA** : Institut français d'études andines  
**IFPRI** : International Food Policy Research Institute  
**ILV** : Instituto Lingüístico de Verano  
**INAN** : Instituto Nacional de Alimentación y Nutrición  
**INC** : Instituto Nacional de Colonización

**INE** : Instituto Nacional de Estadística  
**INRA** : Instituto Nacional de Reforma Agraria  
**IPTK** : Instituto Politécnico Tomás Katari  
**LAB** : Lloyd Aéreo Boliviano  
**LIDEMA** : Liga de Defensa del Medio Ambiente  
**MACA** : Ministerio de Asuntos Campesinos y Agropecuarios  
**MNR** : Movimiento Nacionalista Revolucionario  
**MRTK** : Movimiento Revolucionario Tupac Katari  
**NCHS** : National Center for Health Statistics  
**OCDE** : Organisation de coopération et de développement économiques  
**OFASA** : Obra Filantrópica de Ayuda Social Adventista  
**OFINAAL** : Oficina Nacional de Asistencia Alimentaria  
**OIT** : Organisation internationale du travail (Bureau international du travail)  
**OMS** : Organisation mondiale de la santé  
**ONG** : Organisation non gouvernementale  
**OTB** : Organización Territorial de Base  
**PAM** : Programme alimentaire mondial  
**PPA** : Parité de pouvoir d'achat  
**PCI** : Proyect Concert International  
**PED** : Pays en développement  
**PIB** : Produit intérieur brut  
**PIL** : Plantas Industrializadoras de Leche  
**PNB** : Produit national brut  
**PNUD** : Programme des Nations-Unies pour le développement  
**SENALEP** : Servicio Nacional de Alfabetización y Educación Popular  
**SNDC** : Servicio Nacional de Desarrollo de la Comunidad,  
**SVEN** : Sistema de Vigilancia Epidemiológica Nutricional  
**UDAPE** : Unidad de Análisis de Política Económica  
**UDAPSO** : Unidad de Análisis de Políticas Sociales  
**UDP** : Unión Democrática y Popular  
**UMOPAR** : Unidades Móviles de Patrullaje Rural  
**UNDCP** : United Nations Drug Control Program  
**UNICEF** : United Nations Children's Fund (FISE)  
**UNITAS** : Unión Nacional de Instituciones para el Trabajo de Acción Social  
**UNRISD** : United Nations Research Institute for Social Development  
**UPP** : Unidad de Política de Población  
**USAID** : United States Agency for International Development  
**YPFB** : Yacimientos Petrolíferos Fiscales Bolivianos

## LISTE DES FIGURES

	Pages
Figure 1. Le milieu naturel	13
Figure 2. Départements, villes et communications	15
Figure 3. Les ambiguïtés de la lutte contre la cocaïne	40
Figure 4. La coca et les lois du marché	45
Figure 5. Densité de la population par province (1992)	51
Figure 6. Principaux groupes ethno-linguistiques	58
Figure 7. Courbe de Lorenz. Distribution des revenus entre ménages urbains	98
Figure 8. Distribution des ménages selon le revenu	99
Figure 9. Carte de la pauvreté par province	109
Figure 10. Taux de mortalité infantile (< 1 an) en Amérique du Sud	113
Figure 11. Evolution des dépenses publiques pour l'éducation et la santé, en pourcentage du PNB	126
Figure 12. Carte de la dénutrition par province	134
Figure 13. Taux de couverture des besoins caloriques en fonction du calendrier agricole	163
Figure 14. Evolution de la production alimentaire totale et par habitant	173
Figure 15. La situation foncière en Bolivie	179
Figure 16. Les terroirs en archipel dans les Andes	194
Figure 17. Evolution de la production de blé	214
Figure 18. Evolution de la production de pomme de terre	214
Figure 19. Apport calorique journalier par habitant	220
Figure 20. Comparaison de l'apport calorique par personne et par jour en Bolivie et en Amérique latine	221
Figure 21. Evolution des termes de l'échange ville-campagne pendant la décennie de l'ajustement structurel	225
Figure 22. Structure des dépenses mensuelles selon les familles à La Paz	228
Figure 23. Evolution des volumes totaux d'aide alimentaire (tonnes) reçus par la Bolivie	232
Figure 24. Composition du volume de l'aide alimentaire reçue entre 1975 et 1993	233
Figure 25. Evolution du volume et de la composition de l'aide alimentaire reçue en vertu du Titre II	239

## LISTE DES TABLEAUX

	Pages
Tableau 1. Valeur de la dette totale, emprunts, remboursements (millions de dollars) et service de la dette par rapport aux exportations	24
Tableau 2. Taux de variation annuelle de la dette publique	25
Tableau 3. Evolution récente de quelques indicateurs économiques	27
Tableau 4. Evolution sur le long terme du Produit intérieur brut (1978 = 100)	28
Tableau 5. Structure de la production en pourcentage du PIB	28
Tableau 6. Taux de participation des secteurs de la production à la croissance du PIB	29
Tableau 7. Structure des exportations (en pourcentage de la valeur par secteur)	29
Tableau 8. Evolution des indicateurs du commerce extérieur	30
Tableau 9. Origine (en pourcentage) des recettes courantes de l'Etat	32
Tableau 10. Les taux d'imposition en Amérique du Sud (1995)	33
Tableau 11. Aide publique au développement (toutes origines) reçue par la Bolivie	33
Tableau 12. Population par département (1992)	49
Tableau 13. Taux de croissance annuelle de la population (1976-1992)	52
Tableau 14. Les grands groupes de population, selon les langues parlées	56
Tableau 15. Estimation des populations indiennes dans quelques pays d'Amérique latine (approximations 1990)	57
Tableau 16. Les changements dans la distribution spatiale de la population entre 1976 et 1992 (en pourcentage)	75
Tableau 17. Variations (en pourcentage) du revenu réel par habitant de huit pays d'Amérique latine (1980-1992)	97
Tableau 18. Revenu mensuel moyen par personne (en dollars) selon les secteurs géographiques (1990)	99
Tableau 19. Revenu mensuel moyen par ménage dans les quatre principales villes (1990)	100
Tableau 20. Population pauvre ou indigente (en pourcentage du total) en 1990	102
Tableau 21. Ménages urbains au-dessous des seuils de pauvreté et d'indigence en Amérique latine	103
Tableau 22. Ménages urbains au-dessous des seuils de pauvreté et d'indigence en Bolivie	104
Tableau 23. Caractéristiques des ménages urbains et des chefs de famille	105
Tableau 24. Les populations les plus pauvres de Bolivie	108
Tableau 25. Valeur des variables de base de l'IDH. Année 1993. (Bolivie et pays d'Amérique latine et Caraïbes)	111
Tableau 26. Evolutions de l'espérance de vie, de la natalité et de la mortalité générale en Bolivie et dans les pays de l'ALC	111
Tableau 27. Evolution de la mortalité infantile en Bolivie et dans les pays de l'ALC	112
Tableau 28. Evolution des taux de mortalité infantile (< 1 an) par département	113
Tableau 29. Taux de vaccination des enfants de 3 ans	115
Tableau 30. Population ayant accès aux services de santé (pourcentage du total)	116
Tableau 31. Densité de l'encadrement médical	117
Tableau 32. L'alphabétisation en Bolivie (1992)	121
Tableau 33. Taux d'analphabétisme en Bolivie (1976 - 1992)	122
Tableau 34. Marginalisation scolaire des enfants de 6 à 14 ans (en pourcentage)	123

Tableau 35. Les écarts de la Bolivie et des pays de l'ALC avec les pays du Nord	125
Tableau 36. Prévalence de la dénutrition des enfants de moins de 5 ans, par département selon l'indicateur poids / âge	132
Tableau 37. Prévalence de la dénutrition ( $- 2 \sigma$ ) en 1981 et en 1989 (enfants de moins de 3 ans)	133
Tableau 38. Evolution de la dénutrition infantile entre 1989 et 1994 (enfants de 3 mois à moins de 3 ans)	135
Tableau 39. Prévalence de la dénutrition chronique (taille / âge) en milieu urbain (enfants de 6 à 9 ans scolarisés)	137
Tableau 40. Le modèle alimentaire moyen en milieu urbain (département de La Paz). Quantités et apport nutritionnel par personne et par jour	138
Tableau 41. Consommations alimentaires comparées par grands groupes d'aliments (quantités par personne et par jour) dans les quatre principales villes	140
Tableau 42. Apport nutritif par personne et par jour, couverture des besoins et proportion de ménages déficitaires dans les quatre principales villes	141
Tableau 43. Origine de l'apport calorique selon les modèles urbains de consommation	142
Tableau 44. Taux de couverture des besoins et niveau de revenus du ménage	143
Tableau 45. Evolution de l'apport nutritionnel (en pourcentage du total) des principaux groupes d'aliments à La Paz et El Alto	144
Tableau 46. Couverture des besoins (en pourcentage) et niveau d'instruction de la femme	147
Tableau 47. Taux de couverture des besoins et statut socio-professionnel du chef de famille	148
Tableau 48. Apports nutritionnels en milieu rural et en milieu urbain	150
Tableau 49. Principaux aliments consommés dans l'Altiplano rural	152
Tableau 50. Couverture des besoins nutritionnels familiaux par la production sur l'Altiplano	153
Tableau 51. Principaux aliments (en pourcentage du poids) consommés dans les Vallées	154
Tableau 52. Taux de couverture des besoins nutritionnels dans les Vallées	155
Tableau 53. Régime alimentaire dans les Yungas de La Paz	157
Tableau 54. Détection des provinces à risque élevé en fonction du "potentiel nutritif" des communautés	161
Tableau 55. Superficie cultivée par personne et couverture des besoins nutritionnels assurée par la production	161
Tableau 56. Evolution (1970-1991) de la production et de la consommation alimentaires (en milliers de tonnes)	172
Tableau 57. Production alimentaire par habitant (Indice 100 = 1979-1981)	172
Tableau 58. Superficies utilisables et types d'exploitation possibles	174
Tableau 59. Taille maximale des propriétés agricoles (hectares) selon la loi de réforme agraire	178
Tableau 60. Structure de la propriété agraire	180
Tableau 61. Superficie des exploitations agri-pastorales dans les départements les plus peuplés	181
Tableau 62. Typologie des exploitations agricoles de l'Altiplano et des Vallées	187
Tableau 63. Typologie des exploitations agricoles à Chuquiña et Pocona	187

Tableau 64. Différenciation économique interne à la paysannerie (pourcentage des exploitations)	189
Tableau 65. Proportion des revenus tirés de la vente de produits agricoles (en pourcentage)	190
Tableau 66. Destination (en pourcentage) des ressources nutritives produites sur l'exploitation agricole paysanne	203
Tableau 67. Destination (en pourcentage) de la production agricole dans le nord de l'Altiplano	203
Tableau 68. Marges commerciales (en pourcentage) sur quelques produits alimentaires	204
Tableau 69. Quelques plantes alimentaires autochtones peu consommées en Bolivie	208
Tableau 70. Apport nutritif des cultures andines (pour 100 g de portion comestible) et comparaison avec les plantes européennes importées	209
Tableau 71. Evolution récente (1980-1992) des superficies cultivées, des productions et des rendements des principales cultures vivrières et industrielles	212
Tableau 72. Les changements récents des lieux de production du blé (milliers de tonnes)	213
Tableau 73. Apport calorique par personne et par jour et taux de couverture des besoins nutritionnels	219
Tableau 74. Evolution de l'apport nutritionnel en Bolivie par jour et par personne	222
Tableau 75. L'échange inégal : la détérioration du pouvoir d'achat du producteur de café entre 1977 et 1992	223
Tableau 76. Dépense alimentaire moyenne des ménages dans les quatre villes principales (1990)	227
Tableau 77. Dépense alimentaire des ménages urbains selon leur appartenance socio-économique	227
Tableau 78. Evolution récente des salaires réels urbains et des prix des aliments (en bolivianos)	229
Tableau 79. Evolution de l'origine des aliments consommés en Bolivie (en milliers de tonnes). 1970 - 1991	
Tableau 80. Volume et origine de l'aide alimentaire reçue entre 1955 et 1993	233
Tableau 81. Provenance du blé et de ses dérivés en 1990, 1991 et 1992 (tonnes et pourcentages)	234
Tableau 82. L'aide alimentaire directe (volume et pourcentage) selon les programmes et les principaux donateurs, en 1990-1991-1992	235
Tableau 83. Consommation alimentaire et nutritionnelle des ménages selon qu'il reçoivent ou non une aide alimentaire	242
Tableau 84. Origine des calories et des protéines des ménages recevant une aide alimentaire	243
Tableau 85. Le blé : production nationale et dons reçus (milliers de tonnes)	244

## TABLE DES MATIÈRES

	Pages
INTRODUCTION	3
REMERCIEMENTS	6
PREMIÈRE PARTIE. L'histoire et les hommes	7
CHAPITRE 1. Le pays le plus pauvre d'Amérique du Sud Brève histoire économique de la Bolivie	11
1. Le poids des colonisations successives	11
a) Quelle pauvreté ?	11
b) Pillages et pseudo-réformes	16
c) Braderie des ressources naturelles et remboursement de la dette externe	18
d) La régression économique	26
2. "La coca n'est pas la cocaïne" : ambiguïtés et corruptions	34
a) Les responsabilités	35
b) La coca-cocaïne et l'économie bolivienne	38
Conclusion	46
CHAPITRE 2. Populations et sociétés La nécessaire reconnaissance d'une pluralité	49
1. Un peuplement lâche et contrasté en voie d'urbanisation	49
2. Les sociétés boliviennes	54
a) Des dirigeants restés largement étrangers au pays	60
b) Entités ethniques et mouvements indigènes	64
3. Les migrations et la ville : une pratique de l'espace	75
a) La lente poussée vers l'Est	75
b) Une stratégie de la migration	77
b) Migrations et évolutions sociales	81
Conclusion	86

DEUXIÈME PARTIE. Le cercle de la pauvreté et de la dénutrition	89
CHAPITRE 3. Les dimensions de la pauvreté	
Bilan d'un pillage continu	93
1. Pauvreté et "besoins essentiels"	93
2. La mesure de la pauvreté	97
a) La distribution du revenu	98
b) Pauvreté et indigence	101
c) Les besoins essentiels non satisfaits	106
3. Le non-développement social	110
a) Précarité de la vie et de la survie humaines	111
b) Des ressources médicales hors de portée et sous-utilisées	116
c) Un accès à l'éducation et à la culture désormais incertain	121
Conclusion	124
CHAPITRE 4. Alimentation et malnutrition	
L'acuité d'un problème persistant	129
1. L'état nutritionnel des enfants	129
a) Définitions et mesures	129
b) Les inégalités géographiques	132
c) Quelle évolution ?	133
2. S'alimenter en ville	137
a) Une alimentation banalisée	138
b) Villes riches et villes pauvres	140
c) Etre citoyen ne suffit pas	146
3. La dénutrition en milieu rural	150
a) L'Altiplano	151
b) Les Vallées	154
c) L'Oriente	156
5. Le risque nutritionnel en milieu rural	158
a) Les inégalités devant le risque	158
b) Les variations saisonnières du risque	163
Conclusion	165

TROISIÈME PARTIE. Desserrer l'étreinte	167
CHAPITRE 5. L'agriculture accusée ou choisir les véritables priorités	171
1. La production alimentaire	171
a) Offre, consommation et besoins alimentaires	171
b) L'obstacle d'une nature difficile	174
2. La terre et la réforme agraire	176
a) Une réforme avortée	176
b) La situation foncière actuelle	179
c) Des nouvelles mesures très contestées.	184
3. La différenciation paysanne	186
a) Le rôle du foncier	186
b) Le rôle du marché	188
4. Archaisme ou adaptation ?	191
a) Des techniques adaptées au milieu et aux besoins	191
b) L'agriculture bolivienne "attardée" ?	196
5. Stratégies paysannes	201
a) Le paysan face au marché	201
b) Des évolutions dangereuses	206
c) Marginalisation des paysans et destruction de la paysannerie	211
Conclusion	215
CHAPITRE 6. Sécurité et dépendance alimentaires Vers la fin des subterfuges ?	217
1. L'insécurité alimentaire bolivienne	217
a) La notion de sécurité alimentaire	217
b) Les disponibilités alimentaires	219
c) L'alimentation au quotidien	222
2. Le pain quotidien étranger	229
a) Une dépendance croissante	229
b) L'aide alimentaire : un cas d'école	231
3. Le cas du blé, ou les ambiguïtés de l'aide	244
a) Le processus	245
b) L'utilisation	245
4. Vers quelle issue ?	247
a) Les vrais bénéficiaires	248
b) Le futur incertain	249
5. Le choix d'une stratégie alimentaire	251
a) Quels acteurs ?	252
b) Quels objectifs ?	255
c) Augmenter l'offre ne suffit pas	259
Conclusion	261

Conclusions	
Entre ajustement et mondialisation, l'espoir ?	265
Bibliographie	271
Glossaire	285
Liste des sigles utilisés	289
Liste des figures	291
Liste des tableaux	292
Table des matières	295